

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LA

Prostitution des Mineures en France

AVANT ET APRÈS LA LOI DU 11 AVRIL 1908

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 1^{er} Février 1913, à 4 h. 1/2 du soir

PAR

FÉLIX LOHSE

Président : M. LE POITTEVIN, professeur

Suffragants { MM. GARÇON, professeur
PERCEROU, professeur

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU

ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1913

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni
improbation aux opinions émises dans les thèses :
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LA

Prostitution des Mineures en France

AVANT ET APRÈS LA LOI DU 11 AVRIL 1908

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 1^{er} Février 1913, à 4 h. 1/2 du soir

PAR

FÉLIX LOHSE

Président : M. LE POITTEVIN, professeur

Suffragants { MM. GARÇON, professeur
 PERCEROU, professeur



PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU

ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1913

Que tous ceux qui ont bien voulu nous aider dans la préparation de ce travail, reçoivent l'hommage de notre profonde gratitude. Que tous daignent agréer l'expression de nos vifs remerciements et de notre entière reconnaissance pour nous avoir fait profiter de leur expérience et nous avoir guidé de leurs conseils dans des recherches parfois difficiles, mais toujours très délicates.

F. L.

INTRODUCTION

Deux faits impressionnent douloureusement celui qui étudie la question de la Prostitution des Mineures. D'une part, le nombre toujours croissant de celles qui s'adonnent à la débauche, d'autre part, leur précocité dans l'inconduite, leur immoralité et leur dépravation profondes.

• Le nombre des filles mineures qui se livrent publiquement à la prostitution est considérable à Paris. Nous n'essayerons pas de l'évaluer, même d'une façon approximative. Depuis les petites bouquetières de 12 à 15 ans qui sollicitent sur les boulevards et dans les quartiers du centre la lubricité des passants jusqu'aux jeunes racoleuses qui pullulent sur les boulevards extérieurs, aux abords des Halles et même dans les rues les plus fréquentées, toujours suivies de l'inévitable souteneur, elles forment un contingent considérable parmi la légion des prostituées d'habitude (1). »

Telle était la conclusion d'un rapport fait par M. Richard au Conseil municipal de Paris, il y a plus de vingt ans. *

Depuis cette époque, la situation ne s'est guère améliorée ; loin de diminuer, le nombre des prostituées mineures n'a cessé d'augmenter dans des proportions navrantes.

(1) Rapports au Conseil Municipal de Paris, 1890, n° 19, p. 97.

Le Dr Dauchez, médecin d'une des maisons du Bon-Pasteur, résumait ainsi les résultats d'une enquête, qu'il avait menée pendant les 12 dernières années, pendant lesquelles il avait eu à donner ses soins aux filles déchues : « Durant une période de 12 années pendant lesquelles environ mille entrantes ont été soumises à notre enquête, nous avons dû tout d'abord constater la très forte proportion des mineures. En chiffres ronds, plus de 800 sur 1.000. Dans ce nombre un quart environ dépassait à peine l'âge de la puberté (13 à 14 ans) les trois autres quarts n'ayant pas 20 ans révolus (1). »

« Chaque jour, la plaie s'étend davantage ; — écrit M. le Juge d'instruction Le Clec'h, dans le rapport qu'il présentait au congrès, tenu à Grenoble, au mois de mai dernier. — Elle atteint des proportions inquiétantes dans les grands centres et notamment à Paris, tant au point de vue de la salubrité, qu'au point de vue de l'ordre publics. »

Près de 2.000 arrestations ont lieu annuellement à Paris : 1.739, en 1909 — 1912, en 1910.

Et, ainsi que le faisait remarquer M. Le Pileur, au congrès de Grenoble, sur 100 prostituées mineures de 21 ans, 47 n'ont pas 18 ans. Et il ajoutait : « alors qu'il y a 40 ans, en 1872 et 1873, la moyenne de l'âge des prostituées malades internées à Saint-Lazare était de 22 ans et 8 mois, cette moyenne, 35 ans plus tard, en 1907 et 1908, est tombée 19 ans 6 mois. On se demande quel énorme contingent de mineures il a fallu pour abaisser ainsi de 3 années la moyenne d'âge de cette catégorie de femmes. »

Ce qui est peut-être encore plus effroyable que le nombre des prostituées, c'est l'âge auquel ces mineures commencent leur vie de débauche.

(1) Archives de Médecine des Enfants, juin 1909, Dr Dauchez, *La Prostitution chez les filles mineures*.

Lorsqu' « elles ne devraient songer qu'à jouer à la poupée » elles sont déjà, de chute en chute, tombées dans la débauche la plus éhontée, et l'on peut leur appliquer ce dicton populaire : il n'y a plus d'enfant.

M^{me} Avril de Sainte-Croix rapporte qu'elle a rencontré, au Havre, une jeune fille de 12 ans enceinte.

La directrice de l'un des établissements de relèvement, que nous avons visités, nous a dit qu'on lui avait amené, un jour, une petite prostituée qui n'avait pas dix ans.

Lorsque l'on étudie les dossiers de ces toutes jeunes prostituées de 13, 14 ou 15 ans, ou qu'on les interroge, on est obligé de reconnaître que, dans des cas, elles se livrent à la prostitution, depuis déjà bien des mois, ou même des années, lorsque l'on tente de les relever, ou qu'elles sont l'objet de poursuites.

Les Sociétés de Protection de l'enfance se sont préoccupées des remèdes que l'on pourrait apporter à ce mal, allant sans cesse en s'aggravant ; les patronages et les asiles se sont multipliés ; l'opinion publique s'est émue. Le Parlement lui-même, sur l'initiative et l'inlassable insistance de ses membres les plus éminents, n'a pu rester indifférent.

C'est qu'en effet, en tendant une main secourable à ces malheureuses, en les aidant à se relever et à mener une vie désormais honnête, on accomplit tout d'abord envers elles un acte de justice et de charité.

« La Société, a écrit avec juste raison M. Henri Joly, a ici de grands devoirs. Elle est d'autant plus tenue de les remplir, qu'elle a elle-même semé sur les pas de cette jeunesse bien des tentations et bien des pièges (1). »

Beaucoup, en effet, sont plus des victimes que des coupables

(1) Henry Joly, *L'Enfance coupable*, p. 175.

dont la chute aurait été évitée, si elles avaient été entourées de la protection que la société leur doit.

Et c'est ce qu'ont si bien compris ces « âmes charitables », qui travaillent sans trêve ni repos, avec un admirable dévouement, au relèvement moral de ces mineures tombées, et qui, malgré leurs occupations multiples, ou leurs obligations de toutes sortes, viennent plusieurs fois par semaine apporter à ces pauvres filles, avec leur affection, les conseils et les soins dont elles ont besoin, pour sortir de leur triste état et se maintenir ensuite dans la vie honnête et laborieuse.

En luttant ainsi contre la Prostitution, en travaillant à la régénération morale des jeunes déchues, on accomplit, en outre, un acte de préservation et de conservation sociales, car la prostitution, celle des mineures en particulier, fait courir les plus grands dangers à la société.

Combien, en effet, sont funestes les conséquences de la prostitution !

Pour l'individu, elle l'expose à contracter et à propager les maladies les plus contagieuses et les plus terribles ; elle tue en lui la santé et en fait une proie facile de l'alcoolisme et de la tuberculose.

Mais surtout, elle l'abaisse et le dégrade. Elle lui enlève tout idéal. Elle étouffe et détruit (1) les sentiments les plus nobles et les plus élevés ; « elle réduit l'amour à un besoin sensuel rendant l'homme bestial et avilissant la femme (2). » Et, dès lors, « comment distinguer de la brute celui qui, ne portant jamais

(1) Chateaubriant dans *Le Génie du Christianisme*, remarque quelque part avec raison « que l'amour est toujours pur : lorsqu'il cesse de l'être, il a perdu son nom ; alors appelez-le penchant, inclination, ou passion, dans la proportion, où il tend le plus tristement à s'égarer, mais gardez-vous de l'appeler amour ».

(2) Regnault, *L'Evolution de la Prostitution*, p. 348.

ses regards vers le bien, ne cherche que la volupté, ne vit et n'agit que pour elle (1) ».

« La jeunesse pervertie, par un vice précoce, par des excitations continues et lasse de mauvais plaisirs, écrit très justement Urbain Gohier, n'a plus de ressorts pour les grands espoirs, plus d'énergie pour les colères généreuses, car l'alcool et la luxure détraquent les corps, désagrègent les cerveaux, dissolvent les volontés (2) ».

En s'attaquant si profondément à l'individu, la prostitution porte une atteinte fort grave à la famille.

Ceux qui se sont adonnés de bonne heure à la débauche, qui ont contracté par là des habitudes de plaisir et de paresse, consentiront-ils jamais à fonder une famille, et à assumer les charges, parfois très lourdes, qui en sont la conséquence ? Et dans le cas où ils le feraient, combien précaire serait la santé des enfants qui naîtraient, portant souvent en eux des tares héréditaires et les germes de maladies parfois mortelles, victimes innocentes, mais certaines, des fautes de leurs parents. Peu nombreux seront ceux de ces enfants qui vivront, et, s'ils peuvent échapper aux dangers qui menacent leur existence, quel respect, quelle confiance, quelle affection, pourront-ils avoir pour ceux qui leur ont donné le jour, quand ils connaîtront leur passé, car ils arriveront presque toujours à le connaître ? Et, ne prétexteront-ils pas, peut-être, la conduite de leurs parents pour les imiter dans leur débauche, sans pour cela les imiter dans leur relèvement ?

La famille anéantie, la société le sera nécessairement, la famille constituant « la véritable molécule sociale », suivant le mot de Le Play.

(1) Xénophon, *Dits Mémorables*, l. IV, ch. v.

(2) *Le Matin*, 8 décembre 1906.

La Patrie est plus atteinte par ce redoutable fléau que par les guerres ou les cataclysmes naturels.

« L'immoralité est considérée, à bon droit, par M. de Lamarzelle, comme plus terrible que toutes les forces matérielles réunies du monde entier (1). »

L'immoralité, mais c'est elle que les criminalistes regardent comme une des principales sources de la criminalité croissante (2).

Et jusqu'où ne peut-elle aller ? « Il est encore utile de se rappeler, écrit M. le conseiller Proal, que la plupart des femmes qui ont pris une part active aux crimes de la Commune étaient des femmes perdues de mœurs, des filles soumises, ou des femmes vivant dans le libertinage (3). »

C'est d'ailleurs ces conséquences désastreuses de la prostitution que M. Béranger, mettait un jour, en vive lumière, à la tribune du Sénat :

« De toutes les causes qui peuvent influencer sur la destinée d'une nation, sur sa vitalité, sur son autorité dans le monde, il n'en est pas qui soit plus décisive que l'état de ses mœurs.

« Les mauvaises mœurs avilissent les caractères, dégradent l'esprit, abaissent le niveau moral et intellectuel d'un peuple. Elles sont le dissolvant le plus funeste de la famille, l'agent le plus actif des situations irrégulières, des naissances illégitimes, des existences sans travail et sans règle, principal aliment de la criminalité.

« Si, par exemple, elles arrivent à la longue à pénétrer les couches profondes et saines où circule la sève même du

(1) Discours prononcé à Reims, 1908, *Le Soleil*, 29 octobre 1908.

(2) Voir M. Fouillée, *Revue des Deux-Mondes*, 1897, p. 420.

(3) Proal, *Le Crime et la Peine*, p. 254.

peuple, elles risquent de l'atteindre dans sa virilité, dans sa santé même et jusque dans les sources de sa fécondité (1). »

« Que l'on consulte les dossiers des criminels, disait tout dernièrement l'honorable sénateur, on verra que la cause principale de l'augmentation de cette criminalité juvénile, qui vous alarme à si juste raison, est l'âpre désir des jouissances provoqué chez eux par l'excitation des exhibitions, des spectacles ou des lectures et que leur démoralisation commune est le véritable lien de ces bandes d'apaches de 14 ans et de prostituées du même âge, qui constituent la désolante nouveauté de la criminalité actuelle (2). »

(1) Sénat, *Annales*, n° 81, p. 422.

(2) Sénat, *Débats*, 22 mars 1912.

AVANT-PROPOS

La prostitution des mineures est donc un mal, et un mal très grave, contre lequel il faut lutter, et cela, dans l'intérêt de la mineure, de la famille et de la société.

Pour le faire avec quelque efficacité, il est nécessaire de rechercher, d'une part au début de cette étude, quelles sont les causes de la prostitution des mineures et d'examiner, d'autre part, quels sont les moyens de relèvement et de préservation que l'on a pu opposer jusqu'ici, en France, à ce terrible fléau et quels ont été les résultats obtenus. Auparavant, il nous faut préciser deux points.

I. Quel sera le sens que nous donnerons à l'expression « Prostitution des mineures » ?

Nous entendrons par prostitution, — sauf quand nous étudierons la loi du 11 avril 1908 — (1) « le fait par une mineure de se donner sans choix et au premier venu, avec ou sans idée de gain ».

C'est le sens très large que donnait à ce mot, et sur l'insistance de M. Le Poittevin, la Commission extra-parlementaire

(1) La loi de 1908 a en effet donné au mot « prostitution » un sens restreint, ainsi que nous le verrons dans la 3^e partie.

du régime des mœurs. La prostitution était pour elle « l'abus
« prématuré, dégénéré en habitude des rapports sexuels avec
« tout venant ».

Et si nous considérons la prostitution, indépendamment de toute idée de gain, c'est que maintes fois la mineure se livre à la débauche sans chercher à en tirer aucun bénéfice, et les cas sont plus fréquents que l'on ne saurait le supposer. Les renseignements, recueillis sur ce point au cours de notre enquête, nous ont confirmé dans cette idée.

C'était d'ailleurs à cette définition que le Sénat, après la Commission extra-parlementaire, s'était arrêté sur l'insistance des personnes les plus compétentes.

M. Feuilleux, conseiller à la Cour de cassation, avait, au cours de sa longue carrière, été à même de constater bien souvent « qu'il existe des jeunes filles qui se livrent à la prostitution en dehors de toute idée de lucre (1) ».

Et M^{me} Avril de Sainte-Croix, à la voix de laquelle sa connaissance profonde des filles donnait une autorité particulière, était plus précise encore. Elle citait entre autres le « cas d'une jeune fille mineure, appartenant à une famille honorable, fille d'un officier ministériel, qui s'était enfuie du foyer paternel pour courir les villes de garnison. Elle se prostituait et ne se faisait pas payer ».

Par mineures nous entendrons les jeunes filles n'ayant pas 18 ans accomplis.

II. Et maintenant une remarque s'impose.

Nous avons voulu limiter notre étude à un point : la prostitution des mineures en France.

Si nous prétendons et à bon droit qu'elle atteint chez nous des proportions considérables, et va sans cesse en croissant,

(1) 35^e Séance.

nous sommes loin de penser que ce mal ne se rencontre pas chez d'autres peuples, et que la France soit la nation la plus immorale. Nous ne sommes pas de ceux qui croient que notre pays ait le monopole de l'immoralité et de la débauche. Des renseignements très précis et des constatations que nous avons faites au cours de voyages, nous permettent d'affirmer que le mal est au moins aussi grand — sinon pire — chez des nations voisines, voire même chez celles dont l'austérité des mœurs — apparente au moins — est proverbiale.

PREMIÈRE PARTIE

La prostitution des mineures antérieurement à la loi du 11 avril 1908.

CHAPITRE PREMIER

DES CAUSES DE LA PROSTITUTION DES MINEURES

Les causes de la prostitution des mineures sont multiples et complexes. Le plus souvent, elles se compénètrent les unes les autres, et se complètent sans qu'il soit parfois possible d'isoler leur facteur principal. Pourtant, nous avons pu, dans certains cas, déterminer, sinon quelle avait été la cause de la chute d'une mineure, du moins quelle avait été la cause prédominante.

Nous exposerons donc — sans essayer de faire un pourcentage quelconque, qui serait d'ailleurs difficile — simplement ce qui ressort des renseignements puisés au cours de notre enquête.

Nous entendrons donc désormais par « cause » de la prostitution d'une mineure, le facteur prépondérant de sa chute, étant toujours entendu qu'il n'est pas le seul.

Nous classerons les causes de la prostitution des mineures sous trois chefs :

1° Facteurs individuels ;

2° Facteurs familiaux ;

3° Facteurs sociaux.

Les premiers comprendront les motifs de prostitution que la mineure porte en elle-même ; les deuxièmes ceux, qu'elle rencontre dans sa famille ; les troisièmes, ceux qu'elle trouve dans la société, dans le milieu dans lequel elle vit.

§ I. — Facteurs individuels.

1° *Hérédité et tempérament.* — Pour quelques-unes, c'est dans l'hérédité qu'il faut chercher la cause première de leur chute. Filles d'alcooliques, de tuberculeux ou de débauchés, elles apportent en naissant des tares horribles, qui les empêcheront souvent de se livrer à un travail rémunérateur, mais qui toujours les rendront moins fortes à résister aux excitations et sollicitations de toutes sortes, qu'elles rencontreront à chaque pas, et feront d'elles une proie facile de la prostitution.

Sans aller jusqu'à dire avec d'aucuns (1) que presque toutes les prostituées sont des dégénérées, il faut reconnaître qu'il s'en rencontre un certain nombre parmi les filles publiques.

« Un fait m'a personnellement bien souvent frappé, dans l'accomplissement de mes fonctions de médecin du Dépôt », disait, à la Société des Prisons, M. le Dr Paul Garnier, « je veux parler de l'énorme proportion des faibles d'esprit, parmi les filles qui, pour être soi-disant libres de ne rien faire, aliènent une grande partie de leur indépendance, en s'incorporant dans le gros bataillon des femmes en cartes (2). »

(1) Ecole Lombrosienne.

(2) R. P., 1904, p. 227-228.

Pourtant, sans nier l'influence de l'hérédité, il ne faut pas, suivant le sage conseil de M. Henry Joly, « se laisser prendre à ces explications très décisives, qui mettent tout au compte des aïeux et déchargent ainsi les descendants de toute responsabilité. Mais, d'autre part, poursuit-il, ne nions pas, contre l'évidence, que quelques-uns naissent avec des difficultés particulières, trouvées dans un héritage physiologique qu'on peut améliorer sans doute, mais qu'on n'a pas le choix d'accepter ou de refuser (1). »

Et tel est le cas des jeunes filles portées au vice par les tendances de leur organisation. Il y a quelques années, au cours d'une enquête dirigée par le ministère de l'Intérieur, M. Pincrazi, directeur de l'Ecole de préservation de Doullens, estimait leur nombre au tiers de celles qui lui étaient confiées (2).

Cette proportion nous semble quelque peu forte. Sans doute, il existe de ces « natures qui semblent prédisposées à la prostitution : il y a des tempéraments trop exaltés ou trop nerveux, subissant avec violence les entraînements de la chair, incapables de la moindre résistance, dès qu'on leur parle d'amour (3) » ou qu'elles y pensent. Mais leur nombre est moindre que celui indiqué par M. Pincrazi.

Ce sont ces jeunes filles « dévorées de sensualité, attendant avec impatience l'heure où les hommes voudront d'elles et rebelles à tout, correction et conseils », qui n'hésiteront pas à se donner au premier venu, sans chercher à en recevoir la moindre gratification.

Elles se livreront, quelques-unes par besoin, mais le plus grand nombre par plaisir ; elles commenceront à courir les rues

(1) Joly, *L'Enfance coupable*, p. 26.

(2) R. P., 1900, 270.

(3) Rollet et Tomel, *Les Enfants en Prison*, p. 147.

dès l'âge le plus tendre, et le commissaire de police de certaine ville a pu me dire que, dans la localité où il exerçait ses fonctions, se trouvaient des jeunes filles de 15 à 16 ans, se livrant à une débauche éhontée, faisant jusqu'à 15 et 17 passes par jour, et, le plus généralement, sans aucun gain.

Tel est le cas de la jeune Rosalie D... Elle est âgée de 17 ans. Sa mère est morte, au printemps ; son père est un ouvrier sérieux et laborieux, sur la conduite duquel les meilleurs renseignements ont été recueillis. Les parents ont d'ailleurs fait tout ce qui était en leur pouvoir pour bien élever leurs enfants.

L'aîné — qui a 26 ans — est un excellent ouvrier. Son frère donne pleine satisfaction à son patron. Sa sœur aînée vient de se marier avec un ouvrier d'avenir. Seule la petite Rosalie n'a jamais rien écouté. Elle n'a jamais voulu rester dans aucune des places que ses parents lui trouvaient. Elle vagabondait et se livrait au racolage. Depuis la mort de sa mère, elle découchait souvent, malgré les conseils de son père. Elle se mit à fréquenter les bals des barrières, achevant là une éducation vers laquelle la portait sa nature. Arrêtée une première fois, elle fut rendue à son père, qui fit tous ses efforts pour essayer de la ramener à de meilleurs sentiments. Tout fut inutile et quelques temps après, elle fut arrêtée une seconde fois.

Louise M... a toujours également montré les dispositions les plus fâcheuses. Son père est un menuisier aisé, qui possède même une petite maison de campagne. Sa situation de fortune donnait à sa fille bien des avantages sur ses camarades et ses amies. Pourtant, malgré l'éducation irréprochable qu'elle reçut de ses parents, la jeune Louise fut loin de donner satisfaction. Elle n'avait pas 15 ans que son père la surprenait à racoler, devant sa porte. Avertissements et conseils ne l'empêchèrent pas de recommencer plusieurs fois après, mais alors, hors du domicile de ses parents. Avertis par quelqu'un de l'inconduite

persistante de leur fille, ils l'enfermèrent dans sa chambre. Mais au bout de quelques jours, voulant s'échapper par la fenêtre — sa chambre est au premier étage — elle se cassa la jambe. Elle a d'ailleurs dit qu'elle recommencerait aussitôt guérie, car elle veut « s'amuser ».

La directrice d'une maison de refuge m'a rapporté le fait suivant, dont elle a été le témoin :

Dans une des maisons qui sont ouvertes aux jeunes filles, désireuses de se relever, était entrée une jeune fille de 17 ans, lasse de la vie qu'elle menait et désirant en sortir. Elle se mit courageusement à l'œuvre et fut, pendant plusieurs années, le modèle de ses compagnes. Un jour qu'elle passait près d'une fenêtre, elle aperçut dans la rue un individu. Son tempérament se réveilla, et alors, n'écoutant ni les conseils qu'on lui donnait, ni les raisons qu'on lui faisait valoir, pour l'empêcher de retourner à sa première vie, elle courut rejoindre celui qu'elle avait entrevu.

Mais, si ces « embrasées, » que le Dr Regnault appelle des « nymphomanes » (1) existent, elles ne sont encore que l'exception parmi le mineures qui se prostituent.

Car, ainsi que le faisait justement remarquer M. Fiaux, au conseil municipal de Paris en 1883, « en dépit de ceux qui font des prostituées une classe, une race à part, il est permis d'émettre cette simple et banale assertion : « on ne naît pas prostituée, on le devient », et il ajoutait : « Dans presque toute femme restée honnête, il y avait l'étoffe d'une prostituée (2). »

2° *Paresse et coquetterie.* — Celles qu'un tempérament trop exalté, ou une hérédité implacable auront épargnées, se laisse-

(1) *L'Evolution de la Prostitution*, p. 69.

(2) Conseil Municipal, Rapport 26, p. 112.

ront entraîner par paresse et par coquetterie. Ce sont là les deux facteurs individuels importants de la prostitution des mineures. La paresse et la coquetterie, mais ce sont les deux mauvais génies qu'elles rencontrent, sans cesse, sur leur route, et dont trop souvent, hélas ! elles écoutent les sollicitations trompeuses et répétées.

Leur vie est si dure et si pénible : celle où elles vont se laisser aller leur paraît si séduisante.

Elles croient y trouver le bonheur, un bonheur immédiat et tangible, qui est pour beaucoup le seul but de la vie.

Et elles trouveront encore des complices de ces deux mauvais génies à chaque pas « dans les donneurs de mauvais conseils ». « Un de ceux-ci, le plus innocent en apparence, le plus traître en réalité, c'est le miroir. Il a souri à la jeune fille, et lui dit tous les jours en son langage que la coquetterie lui va bien... (1) »

Andrée B... a 18 ans aujourd'hui. Elle habitait avec ses parents une ville importante d'une région de l'ouest. Placée, comme apprentie, dans un atelier de couture, dont les fenêtres donnaient sur la place principale de la ville, elle avait sans cesse sous les yeux les allées et venues de celles qui cherchent, dans une vie de débauche, les moyens de satisfaire leurs mille caprices. La facilité de leur vie, sa paresse et aussi la possibilité qu'elle croyait acquérir de se procurer tout ce qu'elle désirerait, comme bijoux et atours, ont fait quitter à Andrée B... son atelier, pour rejoindre celles qu'elle enviait.

Madeleine A... s'est rangée au nombre des prostituées, pour pouvoir, elle aussi, satisfaire sa coquetterie, acheter les divers objets qu'elle convoitait — ainsi qu'elle l'avouait elle-même.

C'est le cas de la jeune Amélie S..., et de bien d'autres.

C'est là la grande cause de la prostitution des mineures, en

(1) Sénat, 1865, Pétition Mengy.

Province surtout, et dans les petites villes où les jeunes filles, bien que souvent travaillant régulièrement, s'adonnent à la débauche, pour se procurer, par ce moyen, ce que leur salaire ne leur permettrait pas d'acquérir.

§ II. — Facteurs domestiques ou familiaux.

1° Désorganisation de la Famille. — « Quelque large part, disait M. Théophile Roussel, dans son rapport au Sénat, qu'il faille faire dans les causes de la prostitution à l'amour du plaisir et de la toilette, à l'horreur du travail, aux mauvais instincts, la cause qui, dans les faits cités, apparaît partout comme la plus puissante, c'est le manque d'un foyer domestique, d'un foyer maternel (1). »

Si l'on jette les yeux, en effet, sur les statistiques pénitentiaires ou si l'on consulte les dossiers des enfants qui sont traduits devant les tribunaux, on est effrayé du nombre de ceux qui n'ont jamais connu les joies et les douceurs du home familial et qui n'ont pu être préservés par lui des dangers auxquels ils étaient exposés.

Ainsi, en 1899, sans « parler même des enfants vagabonds, mendiants et individus vivant de la prostitution, qui formaient le quart de la population féminine [des établissements d'éducation correctionnelle] 40 0/0 des filles et 33 0/0 des garçons n'avaient plus qu'un seul de leurs parents (2) ».

Et au cours d'une enquête à laquelle nous nous sommes li-

(1) Sénat, *Impressions*, 1882, n° 451, 2 p. CL.

(2) *R. P.*, 1902, p. 222.

vrés dans un des quartiers de Paris, nous avons trouvé que 1/5^e des enfants étaient orphelins.

Cette absence ou désorganisation de la famille tient à plusieurs causes.

a) La première est LA MORT de l'un des parents, parfois même des deux. — Et les parents des enfants pauvres sont exposés, plus que d'autres, à une mort précoce. Plusieurs de ces enfants nous ont fait le confident désolé de leurs misères. Voici une entre autres de ces histoires, que nous avons recueillie, un soir de l'hiver dernier, et que nous transcrivons presque textuellement. « Maman est morte ; on va à l'école toute la journée et même à l'étude après la classe — jusqu'à 6 heures 1/2. — On rentre alors et comme il n'y a pas de lumière — mon interlocuteur aurait pu ajouter aussi pas de feu — nous allons jouer dans la rue avec des camarades, jusqu'à ce que papa rentre. On dîne vite et nous nous couchons ; souvent papa sort aussitôt. »

b) LE DIVORCE. — Non moins fatal que la mort à la conservation du lien familial est le divorce. — Il est même plus redoutable, car il s'étend de jour en jour. « Le nombre total des demandes en divorce, disait déjà, il y a quelques années, M. le garde des sceaux Vallé, précédé ou non de séparation de corps, n'a cessé de suivre, depuis la promulgation de la loi du 27 juillet 1884, une progression constante. Cette marche ascendante s'est accentuée pendant les deux dernières années (1) ».

Et l'on ne pourrait, aujourd'hui, que confirmer ces paroles. Par là se réalise, pour notre pays, cette règle inflexible, — à laquelle on ne peut constater aucune exception, et contre laquelle M. Glasson mettait en garde le législateur de 1884, —

(1) Compte-Rendu de la justice civile pour 1901, p. vi.

à savoir que : « partout le divorce tend à augmenter, et que le divorce amène fatalement l'abus du divorce. La progression, ajoutait-il, n'est pas toujours rapide ; dans certains pays elle se fait très lentement, dans d'autres, elle est effrayante, mais partout elle existe (1). »

Et cette progression des divorces tient à plusieurs raisons. — La première « c'est que la seule perspective d'un divorce possible ne fait du mariage qu'une situation de la vie » (2). Quand des époux, disait justement Portalis, sauront qu'ils ne peuvent pas se délier légèrement, ils seront plus attentifs à se complaire, plus exacts dans leurs obligations mutuelles, plus portés à se ménager et à étouffer des semences de division qui souvent ne s'accroissent et n'amènent une rupture que parce qu'on sait qu'on peut se séparer (3). »

« Et que l'on ne dise pas, s'écriait Châteaubriand, que la

(1) Glasson, *Le Mariage civil et le Divorce*, p. 468.

Ainsi dans quatre des précédentes années nous voyons le nombre des demandes de divorces être

en 1903	de	11.367
1904	—	11.948
1905	—	11.998
1906	—	12.585

et divorces *obtenus* :

1903	—	9.698
1904	—	10.293
1905	—	10.323
1906	—	11.588

Le chiffre des divorces prononcés continue à suivre une marche des plus inquiétantes.

1909	—	12.770 divorces :
1910	—	12.975
1911	—	13.058

(2) *Du Divorce et de la Séparation*, par J. Chrestien de Poly, Paris, 1815.

(3) Locré, t. V, p. 420, cité Glasson, *op. cit.*, p. 488.

frayeur d'être séparé de ceux que l'on aime force à devenir meilleur époux : non, on ne s'attache qu'au bien dont on est sûr : on n'aime point une propriété que l'on peut perdre (1). »

La deuxième raison et de beaucoup la plus importante est l'abaissement générale de la moralité, par suite de l'irrégion toujours grandissante. — « Nous nous sommes attachés, disait dernièrement, en plein parlement, un de nos ministres, à une œuvre d'irrégion... Lorsqu'un misérable fatigué du poids du jour ployait les genoux, nous l'avons relevé et nous lui avons dit que derrière les nuages, il n'y avait que des chimères... nous l'avons arraché à la Foi et nous lui avons dit que le ciel était vide de justice (2). »

Et, de fait, on a chassé Dieu de l'école, et exclu la religion de l'enseignement. On a appris à tous ceux qui se pressaient autour de la chaire du Maître, que Dieu n'existait pas et que ceux qui croient en lui sont des imbéciles (3)... etc... et attentivement la foule écoutait cet enseignement, fort agréable et commode ; la conclusion qu'elle en tirait était que la vie n'a qu'un but, qu'il faut poursuivre, par tous les moyens : jouir en tout et toujours (4). Et elle a écarté tout ce qui pouvait l'en empêcher, l'indissolubilité du mariage était un obstacle : elle a supprimé et remplacé, suivant une pittoresque expression de Joseph Renaud, le « mariage-devoir » par le « mariage-plaisir » (5).

Encouragés par les romanciers et les auteurs dramatiques, qui

(1) *Génie du Christianisme*, t. I, p. 53.

(2) Chambres des Députés, 8 novembre 1906.

(3) Arrêt de Dijon, *Gazette des Tribunaux*, 31 décembre 1907.

(4) N'est-ce pas la traduction de cette idée que l'on retrouve dans le titre d'une revue jouée cette été dans un Music-Hall, *Pourvu qu'on rigole*.

(5) *La faillite du mariage*, p. 144.

en vantent sans cesse les prétendus bienfaits, stimulés par le législateur, et facilités par les Tribunaux, les divorces augmentent et tendent à faire du mariage une « prostitution civile » (1).

Ce mal pénètre profondément dans la classe ouvrière. Des motifs les plus extraordinaires sont invoqués pour rompre le lien du mariage. Nous nous souvenons de la pénible impression ressentie le jour, où un brave homme d'une cinquantaine d'années est venu nous consulter, « sur la façon d'avoir son divorce » : et comme nous le questionnions sur ses raisons, il répondit ces quelques mots que nous notions soigneusement après son départ : « ma femme est malade depuis trois ans : j'en ai assez de la soigner, c'est tout ce que je lui reproche. »

Nous nous souvenons avoir eu entre les mains un singulier dossier de divorce. Le mari voulait divorcer, pour épouser sa maîtresse. Aussi, pour être sûr d'obtenir satisfaction, il notait soigneusement, sur un cahier, au jour le jour, les griefs qu'il faisait à sa femme. Le cahier en question avait 32 pages, — et on pouvait lire des faits dans le genre de ceux que nous transcrivons textuellement ; « Quand elle rentre, elle jette son parapluie sur son lit, au lieu de le mettre dans l'armoire... ne ferme pas ses portes... est sale... crie fort... etc... » La conclusion était, que « devant l'impossibilité de la corriger » il fallait divorcer.

Et quiconque a assisté à des enquêtes de divorce sait quelle est, en général, l'inanité des faits articulés après même la « cuisine » presque patente des témoins.

Il faut noter les mises en scène, pour simuler les adultères et obtenir d'une façon détournée les divorces par consentement

(1) Chateaubriand, *Op. cit.*, p. 53.

mutuel. « Nous avons su, dans un procès plaidé devant nous, disait un éminent magistrat, que l'on tient, à Paris, des filles à la disposition des épouses, pour inciter le mari à la violation des devoirs conjugaux. On a aussi organisé, à l'aide d'agences, des comédies où des adultères simulés procuraient aux conjoints les moyens de divorcer (1). »

Point n'est besoin de mise en scène compliquée : quelques disputes ou injures devant deux ou trois témoins, ou l'abandon du domicile conjugal pendant quelques jours, voilà plus qu'il n'en faut pour obtenir la dissolution du mariage.

Le législateur de 84 fondait de grandes espérances sur les Tribunaux, pour réprimer de tels excès.

« Ils appliqueront, disait M. de Marcère, dans son rapport, la loi dans l'esprit où elle a été faite et, loin de provoquer la dissolution du mariage par des complaisances qui seraient un manquement à leur devoir, ils montreront ce qu'ils doivent être, les défenseurs de la société et de la famille, et ne prononceront le divorce que dans les circonstances extrêmes (2) ».

Mais le législateur a été déçu dans ses espérances, et tous ceux qui ont coopéré à l'application de cette loi, en ont méconnu l'esprit.

Tous, rapporteurs près les bureaux d'assistance judiciaire, avoués, avocats et magistrats, se sont faits trop souvent, à la légère et inconsciemment, les complices de ces machinations in-

(1) Morizot-Thibault, *Réforme Sociale*, 1901, p. 195 et s.

Tout le monde a présent à la mémoire ce fait encore récent. — Deux époux voulant divorcer simulent un adultère. Ils obtiennent le divorce, mais pour une fois le Parquet veillait. Il poursuit le coupable qui est condamné. En appel il déclare, que l'adultère n'a été que simulé et ce sur le conseil des avoués. Ceux-ci, cités par la Cour, se sont retranchés derrière le secret professionnel.

(2) Sénat, *Impressions*, 1882, n° 601, p. 22.

fernales, sapant la société, dans sa base, en anéantissant la famille.

Les Tribunaux ont été jusqu'à prononcer 294 divorces en une audience. Nous avons vu quant à nous, des magistrats rompre le lien conjugal, sur la seule vue du placet, sans même avoir pris connaissance du dossier. — Et tout le monde sait les efforts que l'on fait parfois, pour rédiger ces placets et les assignations, avec des motifs très insignifiants et très badins ou les moyens employés pour les « corser ».

Et dans nombre de cas, « le divorce est accueilli avec beaucoup plus de faveur que la séparation » par les Tribunaux.

Ah ! si tous ceux qui ont coopéré à cette œuvre néfaste, en avaient compris les effets meurtriers et entrevu toutes les conséquences ! s'ils y avaient songé !

Il y a quelques temps un homme politique très en vue écrivait à M. Paul Bourget :

..... « Il me paraît démontré, par vous et par les faits, que la dissolution trop facile du mariage a pour conséquence celle de la famille et celle de la société.

« Ces jours derniers, en ma qualité de président de l'école de..... qui reçoit et essaye d'éduquer les enfants indisciplinés, rebelles, vagabonds, je consultais les registres d'entrée. Or, la plupart de ces enfants, *au moins les deux tiers*, sont des enfants de divorcés... » (1).

Sans atteindre cette proportion, nous avons rencontré un certain nombre de prostituées dont la cause de leur chute était le divorce de leurs parents. Désorganisation du foyer, avant, « le jugement dit libérateur », par les disputes et querelles incessantes ; absence du foyer, par abandon ou misère, quand le divorce a été prononcé.

(1) *La Croix*, 5 mars 1908.

Andrée L. a 17 ans ; ses parents sont divorcés depuis quelque temps. « Alors, dit-elle au commissaire de police, comme au milieu de toutes leurs scènes, je m'ennuyais, j'ai quitté la maison, et comme il fallait bien vivre, j'ai fait le trottoir » et elle ajoutait, parlant du divorce de ses parents, « d'ailleurs, je ne sais pas pourquoi ils le faisaient ».

Henriette M... arrêtée récemment pour racolage, bien qu'elle ait à peine 16 ans, est aussi une victime du divorce. Ses parents sont séparés depuis deux ans. A compter de cette époque, ils n'ont pas voulu s'occuper d'elle d'une façon suivie : ils l'ont abandonnée ; elle s'est alors adonnée à la prostitution.

Pourtant ce triste bilan ne semble pas suffisamment terrible, puisqu'il se trouve encore des gens pour demander l'élargissement du divorce, même le divorce par volonté d'un seul (1).

Mais il ne sera pas nécessaire d'en venir là : si le nombre des divorces croît, celui des mariages diminue,

Car si facile que soit la rupture du lien conjugal, il faut encore du temps, des démarches, des formalités.

Aussi, pour y remédier le moyen est simple : « ne plus se marier, vivre en concubinage ». C'est ce que l'on commence à faire sur une assez grande échelle.

« La prochaine fois, nous disait crument un ouvrier qui venait enfin d'obtenir son divorce, je me passerai du maire, comme cela, quand j'en voudrai une autre, ce sera plus facile. »

c) L'UNION LIBRE. — Et ainsi se multipliera cette autre cause de désorganisation de la famille : l'*Union libre*. — Elle se substitue de plus en plus au mariage, attaquant ainsi ce qui pouvait subsister de la famille.

(1) Voir analyse des projets dans la *Revue Trimestrielle de droit civil* 1907, p. 663.

Nombreux sont les dossiers des mineures, portant ces mots terribles : père (ou mère) inconnu—parents inconnus. Et parmi ces dernières, il en est une, qui répondit à une dame visiteuse cette phrase terrible : « Oh les maris de maman, on ne les compte plus. »

Que deviennent les enfants issus de ces unions passagères, même si elles durent quelques années ? A cette question les membres des sociétés protectrices de l'enfance peuvent répondre qu'ils en voient passer dans leurs œuvres un grand nombre, qui, faute d'affections, de soins, de famille enfin, en arrivent, de chute en chute, au délit ou à la prostitution.

« Car, l'union libre, ainsi que l'écrivait naguère, dans le *Figaro*, Cornely, livre l'homme sans défense à l'alcoolisme, la femme à la prostitution, et l'enfant aux vices précoces (1). »

d) SECOND MARIAGE. — Lorsque le foyer a été détruit, soit par la mort soit par le divorce, il est certains parents qui songent à le reconstituer. Ils agissent, soit poussés par un sentiment d'égoïsme souvent inconscient, soit guidés par le souci de leurs enfants. Ils se sentent incapables seuls de pouvoir les élever, et espèrent, par un second mariage, les entourer d'une affection nouvelle, qui sera pour eux un soutien pour le présent, une garantie pour l'avenir.

Et c'est souvent le contraire qui se produit. Les seconds mariages, au lieu de resserrer les liens de famille, les relâchent de plus en plus. Malgré toute leur bienveillance pour leurs beaux enfants, les preuves d'affection qu'il leur donne, le nouveau venu n'est pour beaucoup qu'un étranger. « Les beaux-parents ne descendent jamais à cette profondeur d'intelligibilité réciproque, absolument nécessaire à la famille et que produit seule l'identité du sang (2). »

(1) Cité Morizot-Thibault, p. 213.

(2) Paul Bourget, *Un Divorce*, p. 95.

Dans un autre de ses ouvrages, M. Bourget dépeint magistralement

Et la scission se produit encore plus profonde, en cas de divorce suivi d'un nouveau mariage ; ce sont alors des froissements continuels, des observations répétées, des antipathies irrémédiables, voire même des haines s'aggravant sans cesse, jusqu'au jour où, las de cette vie intenable, l'enfant abandonne la maison paternelle, et en arrive vite à la prostitution.

Telle est bien la lamentable histoire de Henriette R... Elle est née à Paris en 1890. Son père était un excellent ouvrier, gagnant largement de quoi subvenir aux besoins de sa famille. Le divorce vint jeter le trouble dans cette famille si heureuse jusque-là. La mère obtint la garde de ses enfants. Mais, se sentant faible et dans l'impossibilité de subvenir seule à leur entretien, elle se remaria.

Sa fille aînée supportait mal la présence de son beau-père « chez sa mère » ; elle s'en plaignait aux voisines, disant qu'elle « le haïssait ». Et pourtant l'enquête sérieuse, faite par le Parquet et une Société de Patronage a révélé que son beau-père avait une conduite irréprochable et était plein de prévenances et de bontés pour les enfants de sa femme. Lasse, un beau jour la jeune R. a fui de la maison et disparut, errant pendant plusieurs mois au cours desquels elle se livra à la prostitution.

« J'ai quitté la maison, disait une jeune prostituée à une dame visiteuse de Saint-Lazare, parce que je me disputais toujours avec « la femme qui vit avec mon père », et cette femme était une honnête ménagère, qui considérait les enfants de son mari comme les siens.

La chute de Jeanné M... n'a pas non plus une autre cause. Les meilleurs renseignements sont donnés sur son père et sur sa belle-mère. Tous deux ont une excellente conduite et sont

les sentiments et impressions des enfants lors des deux mariages. — (Voir : *Les détours du cœur* : *Le Fils*).

très considérés — et à juste titre — dans leur petite ville. Ce sont de bons petits commerçants. Pourtant, comme on proposait à cette jeune fille de la repatrier, elle répondit : « Je ne veux pas retourner dans mon pays à cause de ma belle-mère ».

Et que l'on songe maintenant, à ces heurts meurtriers, à ces luttes terribles et continuelles, lorsque, le nouvel époux, au lieu de prodiguer aux enfants de son conjoint les sentiments d'affection dont ils ont doublement besoin, attise lui-même ces haines, par son injustice, sa violence, et sa conduite parfois brutale.

e) LE TAUDIS. — Le Taudis est pour la famille ouvrière un des dangers les plus redoutables et cela à un double point de vue : il désorganise le foyer et facilite la perversion précoce des enfants.

« Ne faut-il pas, écrivait le comte d'Haussonville, attribuer en grande partie le vagabondage des enfants à la condition misérable de leurs parents, et au peu d'attraits que présente pour eux le foyer domestique ? Celui qui est assuré de trouver en revenant de l'école un logis bien clos, une soupe bien chaude et un accueil affectueux, n'est guère tenté d'aller demander le vivre et le couvert aux hasards de la rue. Mais combien y en a-t-il pour lesquels le home n'est qu'une chambre sans air et sans feu où toute la famille est entassée pêle-mêle (1) ? »

Nous nous souviendrons toujours de l'impression si pénible que l'on ressent, en pénétrant dans les logements de certaines familles. L'un d'eux nous frappa particulièrement.

C'était en juillet 1908, vers 6 heures du soir. Après avoir franchi trois cours sales, et d'une odeur écœurante, nous arrivâmes à un bâtiment de trois étages. Un escalier vermoulu et étroit conduisait au dernier, où habitait la famille que nous allions voir. Pour tout logement celle-ci avait une chambre,

(1) *Revue des Deux-Mondes*, 1^{er} juin 1878, p. 617.

basse de plafond et ne prenant l'air que par une méchante lucarne, alors à moitié fermée par un **jupon**, pour empêcher les derniers rayons du soleil de pénétrer dans la pièce. L'atmosphère était surchauffée. Sur la droite, un lit, recouvert de quelques hardes jetées sans ordre, un peu plus loin, et près de la fenêtre, un petit fourneau. En face, un autre lit, dans lequel couchent les enfants, deux garçons et une fille... Au milieu de la pièce, était une table avec quelques verres sales, et des assiettes au fond desquelles se voyaient encore les restes du dîner de la veille.

Dans de pareils logements, que peut devenir la famille? Comment obtenir du père, qui rentre harassé de son travail, qu'il ne se réfugie pas au cabaret? Quel plaisir, quel bonheur, quel délassement peut alors rencontrer la jeune fille au sortir de l'atelier?

Et ne sera-t-elle pas quelque peu excusable, si elle retarde le moment de rentrer au logis et s'expose ainsi aux mille tentations qui ne manqueront pas de l'assaillir?

Parfois même elle abandonnera complètement le toit paternel, et se réfugiera là où elle pourra.

C'est ce que fit Jeanne H... à l'âge de 15 ans et demi. Les parents sont de braves gens, dont le travail suffit à peine à pourvoir à l'entretien de la famille. Leur logement, si on s'en réfère à l'enquête, faite par une Société de Patronage, doit ressembler à celui dont nous venons de parler. La jeune H... ne veut y séjourner. Elle préfère passer la nuit dans des asiles. Mais honteuse, « et ayant peur d'être attrapée », un jour, elle ne voulut plus retourner chez elle, elle se livra à la prostitution et fut arrêtée pour vol quelque temps après.

Certains de ces logements, d'ailleurs, ne présenteraient pas ce caractère repoussant, s'ils étaient mieux tenus. Le désordre augmente considérablement la répugnance que l'on éprouve en

y pénétrant. Nous avons l'intime conviction, que tout autres ils seraient, si la femme y apportait — et elle le peut dans bien des cas — plus de soins, plus de propreté, et plus d'ordre.

Non seulement ces foyers malsains désagrègent la famille, mais encore, ils sont un danger constant pour la moralité des enfants, par la promiscuité forcée dans laquelle il les jette.

Combien Lord Beaconsfield avait raison, lorsqu'il disait : « J'ai toujours pensé que la meilleure garantie de la civilisation est le logement. C'est l'école de toutes les vertus domestiques, car sans un intérieur agréable l'exercice de toutes ces vertus est impossible. »

Il faudrait pourtant ajouter que ces logements dont nous venons de parler sont presque des palais, en comparaison de ces baraques que l'on rencontre près des fortifications notamment, ou dans certaines zones de la banlieue parisienne. La vérité, en ce qui les concerne, est au-dessous de ce que l'on pourrait dire, et il est impossible de s'en faire une idée, si l'on n'a pas eu, un jour, à les voir et à y pénétrer. La presque unanimité des jeunes filles qui y vivent sont des prostituées, n'ayant aucun sens moral, qui ont toujours ignoré ce que c'était que la pudeur, et pour lesquelles, la prostitution est un genre de vie leur paraissant tout à fait normal.

Et d'ailleurs comment pourrait-il en être autrement ?

f) TRAVAIL DES PARENTS. — Trop nombreuses sont les familles désorganisées par le travail des parents.

Car que peut être le foyer familial, de ceux qui, pour gagner leur vie, sont obligés de partir dès le matin, pour ne rentrer le soir que fort tard, après avoir travaillé toute une journée ? Et leur nombre constitue l'immense majorité de la population des grandes villes.

Ainsi, une enquête que nous avons faite a donné les résultats suivants :

Elle a porté sur 272 familles.

Sur ces 272 familles, les deux parents étaient morts dans 7 ; les enfants étaient confiés à la grand'mère dans 5, à ses oncle et tante dans 2.

La mère était morte dans 12.

Le père était mort dans 45.

Dans 140 la mère travaillait au dehors toute la journée : femme de ménage, 47.

Métiers divers, 93.

La mère restait chez elle dans 113, dont : concierges, 16 ; — débit de vins, 10 ; — boulangerie, 6 ; — travaux de coutures, 81.

Dans tous les cas — sauf en ce qui concerne les marchands de vins et les boulangers — le père travaillait toujours au dehors.

Dans ces conditions, on se rend compte que dans 160 des cas au moins, la surveillance des enfants devient impossible ; et que depuis l'heure où ils quittent l'école, ils sont abandonnés à eux-mêmes :

Pour les filles, cette absence de surveillance est particulièrement nuisible et dangereuse.

Bien souvent les dossiers des mineures contiennent des indications du genre de celle-ci. « Les renseignements pris sur les parents sont excellents. Mais ne peuvent surveiller leur fille, travaillant au dehors toute la journée. »

Un exemple entre cent : Le 24 septembre comparait devant le Tribunal correctionnel, un décolleteur sur métaux, inculpé de violences sur la personne de sa fille âgée de 14 ans.

L'instruction a démontré qu'il n'avait eu là qu'un moment de colère.

« Il était obligé, pour se rendre à son travail, de quitter tous les jours son domicile vers sept heures du matin. Sa femme,

elle-même, travaillant au dehors, laissait à la jeune Marguerite la surveillance de ses quatre frères, moins âgés qu'elle, en même temps qu'une modeste somme d'argent pour subvenir pendant la journée aux besoins de cette petite famille.

Un jour, et tout à fait fortuitement, M. Laurent apprit que sa jeune fille s'enfermait quotidiennement, au domicile paternel, en compagnie de cinq ou six malandrins et d'une fille publique et qu'elle se livrait à des actes de débauche qui excitèrent en lui, quand il les connut, une indignation tout à fait légitime.

M. le Président, au prévenu. — Comment avez-vous été amené à connaître ces faits ?

Le prévenu. — Monsieur le Président, mes enfants dépérissaient tous les jours. J'en parlai un jour à un voisin qui me répondit : « Ce n'est pas étonnant ! Ils souffrent de la faim ! L'argent que vous laissez à votre fille est donné par elle aux jeunes vauriens qu'elle amène chez vous. »

Je fus naturellement exaspéré et fis des remontrances à ma fille, qui promit de s'amender. Le 25 août dernier, rentrant chez moi, je dus attendre le retour de Marguerite, qui avait été vagabonder une fois de plus. Je lui reprochai son inconduite. Elle me répondit irrespectueusement ; c'est alors que je la frappai d'un coup de couteau à l'épaule droite (1) ».

2° *Indifférence des Parents*. — A côté de cette désorganisation en quelque sorte matérielle de la famille se trouve la désorganisation morale.

Elle se manifeste par l'*indifférence* de bien des parents pour la conduite de leurs enfants et leur manque d'autorité.

« La soif des jouissances matérielles, disait, en 1897, M. Jules Bonjean, paraît avoir étouffé tout sentiment supérieur. Profon-

(1) *Gazette des Tribunaux*, 26 septembre 1908.

dément enlisé dans l'amour du plaisir et du gain qui le procure, l'homme du peuple n'a plus, en général, pour les grandes et saintes choses, pour la religion, pour la patrie, pour la famille, pour le devoir sous toutes ses formes, que la sottise et grossière ironie, dont Voltaire fut jadis le triste inventeur (1) ».

Il méconnaît le plus souvent les devoirs les plus essentiels que lui impose la paternité. Et comment en pourrait-il être autrement ? La plupart, sans instruction morale, n'ayant, pour les guider, que les formules creuses et sonores de quelque morale positiviste (2), ressassées dans les journaux, les réunions publiques et les conversations, s'en tiennent aux maximes plus agréables et plus commodes de l'égoïsme, auquel ils sacrifient tout et parfois même sans s'en douter.

Ainsi, comme le remarquait M. le Juge d'instruction Guillot : « Les pères ont trouvé qu'il était plus commode de se faire les camarades de leurs enfants que de rester leurs mentors et plus facile de pratiquer la tolérance que de donner des exemples (3) ».

Ils laissent faire sans rien dire, sans se douter de la responsabilité terrible qu'ils encourent. Ils oublient qu'à côté et qu'au-dessus de la vie matérielle de leurs enfants, pour laquelle ils auraient assez de générosité pour accomplir les plus héroïques sacrifices, il y a la vie morale, que trop peu songent à défendre et à protéger.

Les livres obscènes, ou tout au moins légers, les feuilletons grossiers traînent sur les tables à portée de toutes les mains. La présence des enfants, des jeunes filles, n'arrêtent pas les conversations libres ou licencieuses. Les derniers scandales leur sont

(1) *Revue de Lille*, 1897-1898, p. 181 et s.

Ceci s'applique d'ailleurs à toutes les classes de la Société.

(2) Prat, « De l'insuffisance des morales positivistes », *Le Correspondant*, 1908, 10 septembre.

(3) Guillot, *Les Prisons de Paris*, p. 112.

expliqués avec force détails, car, « aujourd'hui la présence d'une jeune fille que le mal n'a pas effleurée n'est plus un frein aux conversations malsaines (1) ». Que nous sommes loin, dans bien des cas, de ce qui, au dire de Tocqueville, se passait jadis en Amérique :

« Les Américains témoignent rarement aux femmes les égards dont on se plaît à les environner en Europe. Mais ils montrent toujours, par leur conduite, qu'ils les supposent vertueuses et délicates ; et ils ont un si grand respect pour leur liberté morale, qu'en leur présence chacun veille avec soin sur ses discours, de peur qu'elles ne soient forcées d'entendre un langage qui les blesse (2). »

A cette indifférence, les enfants ont répondu par un manque absolu, non seulement, d'affection, mais, même de respect. Ils ont trouvé, eux aussi, qu'il était plus agréable de traiter leurs parents comme des camarades ou des amis, que « l'on peut envoyer promener », c'est le mot employé par l'un d'eux.

Les parents n'ont pas su ou pas voulu se faire respecter, ils ne le sont pas ; et dès lors on comprend qu'ils n'aient plus aucune autorité, qu'ils ne puissent avoir la confiance de leurs enfants, et que le jour où les passions auront parlé, ou les sollicitations auront éveillé la curiosité de ceux-ci, ils ne puissent dire le mot sauveur, qui empêche la chute.

Cette indifférence coupable se rencontre chez les parents de la jeune Jeanne C..., c'est encore une enfant, n'ayant pas atteint 15 ans. Des notes du dossier et de l'enquête à laquelle il a été procédé, il résulte que ses parents ne s'en occupaient pas et lui laissaient faire ce qu'elle voulait. Mandés à la Préfecture, puis cités par le juge d'instruction et à l'audience, ils n'ont même pas jugé utile de se déranger.

(1) Guillot, *Les Prisons de Paris*, p. 116.

(2) *La Démocratie en Amérique*, t. III, p. 257.

En Province, un père auquel on conseillait de veiller sur la conduite de sa fille ne trouvait d'autre réponse que celle-ci : « Ma fille s'amuse (1), que voulez-vous ? Sa grand'mère l'a fait ; sa mère aussi ; quand elle en aura assez, elle s'arrêtera ». — Une dame Patronesse d'une œuvre de relèvement, essayant de lutter contre la mauvaise conduite d'une jeune fille, s'attira cette vive répartie de sa mère : « je m'en moque », et cela en termes autrement énergiques. Tous les parents devraient toujours se souvenir, ainsi que le disait M. le conseiller Félix Voisin, « que la jeune fille a besoin de trouver au foyer domestique de bons exemples à suivre qu'elle doit se sentir entourée de respect ; que les mauvais propos doivent lui être avec soin évités. Il faut que dans la maison paternelle et hors de cette maison, ajoutait-il, chacun ait à cœur de se constituer son protecteur et de la défendre contre tout ce qui peut être un danger pour sa moralité, contre tout ce qui peut troubler sa jeune imagination ; en un mot, il faut que sa famille tout entière soit toujours et partout l'asile de protection morale par excellence (2). »

C'est à ce manque de protection, à l'indifférence de ses parents que Germaine B... doit aujourd'hui d'être une prostituée.

Née dans un bourg assez important, elle habitait à une faible distance d'un de nos grands centres manufacturiers. Ses parents l'ont toujours mal gardée et ont omis de la surveiller ; ils n'avaient d'ailleurs su acquérir aucune autorité sur elle. Dès 14 ans elle faisait preuve des plus fâcheuses dispositions : coquette, paresseuse et ne songeant qu'au plaisir. Elle allait souvent à la ville voisine, en compagnie de filles de mœurs légères, avec lesquelles, elle se livrait à la débauche. Sa mère le savait

(1) Elle venait d'avoir 14 ans.

(2) *Rev. Pén.*, 1911, p. 1110.

fort bien et ne faisait rien pour y remédier. — Les renseignements portent encore qu' « il est de notoriété publique qu'elle a toujours laissé faire à ses enfants tout ce qui leur plaisait ».

Quand on songe à cette indifférence criminelle de certains parents, on ne saurait qu'approuver ce qu'un de nos confrères disait un jour à la huitième correctionnelle, en plaidant pour une jeune prostituée dont le manque de surveillance, causé par l'indifférence des parents, avait facilité la prostitution : « Le seul moyen d'empêcher un tel état de chose, serait de créer des maisons de correction, non pour les enfants, mais, pour les parents qui méconnaissent à ce point leurs devoirs, ou négligent de s'y conformer. »

Toutes les mères devraient mettre en pratique ce conseil que l'une d'entre elles donnait, un jour, dans une conférence : « Il faut, Mesdames, disait M^{me} Changeux, que par votre éducation et votre affection, vous ameniez vos filles à avoir confiance en vous. Il faut que vous soyez leur première confidente à l'heure où le cœur s'ouvre aux impressions de la femme. Il faut qu'elles sentent alors en vous, à côté de la vigilance attentive qui défend leur vertu, le cœur dévoué qui cherche le bonheur (1). »

Magnifique programme, que devraient avoir à cœur de réaliser toutes celles qui sont appelées à fonder un foyer.

Cette indifférence pour la vie morale de l'enfant se perçoit encore très nettement quand vient l'heure de lui choisir un métier. Une seule idée guide alors trop souvent les parents dans ce choix — et parfois par nécessité — c'est l'obtention d'un gain immédiat. Toutes autres considérations sont écartées ;

[1) *Action Populaire*, broch., Paris, Lecoffre.

bien trop rarement il y est prêté attention. Désastreuse, nous le verrons, pour l'avenir professionnel de l'enfant, cette façon de procéder ne l'est guère moins pour son avenir moral. Parfois les parents seront plus insoucians encore. Loin de guider les enfants dans la recherche et le choix d'un métier, ils les laisseront agir à leur guise ou ne rien faire. Nous en avons rencontré plusieurs dans ce cas.

Les parents d'André B... « ne peuvent donner aucune adresse des maisons dans lesquelles leur fille a pu travailler ».

La mère de Jeanne C... déclare « ne pas se souvenir où sa fille a pu être occupée ». Le père de Charlotte D... « ne connaît pas la maison où *elle se plaçait* ».

La mère de Louise A... « *croit qu'elle travaillait* ».

3° *Mauvais traitements. — Métiers dangereux imposés, ou exemples déplorables donnés par les parents.*

A côté de ces parents négligents et indifférents, il y a les parents — mais en sont-ce ? — criminels qui, non seulement ne protègent pas la vertu de leurs enfants mais qui encore sont les initiateurs et les instigateurs de leur débauche.

La culpabilité des parents peut être la cause directe ou indirecte de la chute de leurs enfants.

Elle sera indirecte dans les trois cas suivants :

a) Lorsque les parents auront, par leur injustice ou les mauvais traitements infligés à leurs enfants, décidé ceux-ci à abandonner le domicile et à errer et vagabonder, au hasard de rencontres funestes.

Telle est la navrante histoire, de Berthe P... Prise en grippe par ses parents et sans aucune raison, il ne se passait de jours, que les coups ne fussent la récompense des services qu'elle rendait à ses frères et sœurs plus jeunes qu'elle. A 13 ans, son père l'enferma pendant deux jours, sans la laisser sortir d'un réduit obscur, attendant au logement, et fut pendant plusieurs

semaines, sans lui donner d'autre nourriture que du pain sec et de l'eau. — N'y tenant plus, Berthe préféra errer et mendier, passer la nuit sous les ponts et dans les asiles : les rencontres qu'elle faisait, les leçons qu'elle recevait, firent qu'à 14 ans, la vertu n'était plus pour elle qu'un souvenir, et la prostitution, son « métier, qu'elle voulait toujours avoir ».

b) L'excitation perpétuelle à la débauche, résultera pour la jeune fille du métier que ses parents lui auront laissé prendre, ou lui auront imposé.

Parmi eux, il faut mentionner la mendicité sous toutes ses formes, mendicité pure et simple, ou mendicité déguisée, « où l'on vend des lacets, des épingles et surtout des fleurs ». « Cette dernière marchandise est la plus facile à placer et celle qui expose le plus la créature qui l'offre... Comment ne pas vouloir entrer à Bullier quand on a fleuri celles qui s'y rendent... souvent aussi ces jeunes marchandes ont appris à reconnaître et suivre le vieux débauché qui leur avait pris le bras ou le menton. L'on devine le reste. (1) »

Henriette D... avait été chargée par ses parents de vendre des poignées de fer à repasser qu'ils fabriquaient.

Dès 13 ans elle parcourait les places et les marchés. Elle fit alors connaissance de certaines personnes qui la persuadèrent qu'il existait pour elle une façon plus lucrative et plus agréable de gagner sa vie : Henriette écouta leurs avis et à 15 ans se faisait arrêter avec son souteneur — un gamin de 14 ans et demi — pour outrage à la pudeur.

Louise B... fut perdue par la mendicité. Elle devait offrir les fleurs aux péripatéticiennes des boulevards. Sa vertu ne résista pas longtemps, et, de bonne heure, elle abandonna ses parents, pour mener à son aise une vie facile et moins dure que celle que ses parents lui imposaient.

(1) H Joly, *Enfance coupable*, p. 66 et 67.

La jeune D..., âgée de 17 ans à peine, après avoir passé ses premières années à mendier et à vagabonder, avait échoué, on ne sait comment, chanteuse dans un café-concert de bas étage. Elle devait en outre se tenir à la disposition des clients. — Sa débauche et la prostitution clandestine étaient alors sa principale occupation. Pourtant, elle trouvait encore le moyen de se livrer au racolage.

Les dangers de telles professions sont manifestes. « Nombreux sont, en effet, les brasseries et les cafés-concerts qui ne constituent rien moins que des maisons de Prostitution.

« Les artistes (?) qui sont engagés dans ces établissements sont obligés, malgré des circulaires récentes, par leur contrat même à parfaire leurs maigres salaires, au moyen de quêtes, qui ne sont fructueuses, que moyennant certaines condescendances : elles sont tenues de prendre leur repas chez le patron du concert, ce qui constitue encore pour celui-ci un moyen d'exploitation : elles sont contraintes de rester après la représentation jusqu'à une ou deux heures du matin, dans la salle, en compagnie de clients attardés, parfois même dans les locaux où se tiennent les jeux de hasard. Il arrive même qu'à l'issue de la représentation, elles soient mises en loterie, par le tenancier. »

C'est ce qui ressortait une fois de plus des exemples navrants fournis par la section parisienne de la Ligue française et de la Moralité Publique (1).

A côté des cafés-concerts, il faut placer les estaminets, les cabarets de bas étages et les brasseries de femmes. Ces dernières sont des maisons de prostitution, à peine déguisées. Les bonnes qui y sont employées doivent non seulement servir le client, mais se tenir à sa disposition s'il l'exige ; bien peu d'ailleurs se font prier.

(1) *Rev. Pénitentiaire*, 1905, p. 689.

C'est dans une maison de ce genre qu'Amélie D... fut initiée à la prostitution, à laquelle elle s'adonne aujourd'hui. Ses parents l'avaient élevée avec soin jusqu'à 15 ans, époque à laquelle ils songèrent à la « bien » placer. Séduits par l'annonce d'un journal qui demandait de jeunes bonnes et promettait des salaires élevés, ils la placèrent dans une de ces brasseries, maison de débauche clandestine. Quelques mois après elle en sortait, après avoir fait l'apprentissage d'un métier tout autre que celui que ses parents avaient rêvé pour elle.

Le député de l'un des départements du Midi nous rapportait le fait suivant : c'est l'histoire d'une pauvre fille de sa circonscription.

« Elle appartenait à une famille nombreuse ; à 15 ans, il fallut la placer ; sans beaucoup chercher, ses parents lui procurèrent une place dans un cabaret.

A quelque temps de là, je la rencontrai, poursuivit-il, luxueusement parée d'atours les plus voyants et du plus mauvais goût. Je n'avais aucun doute sur les moyens dont elle s'était procuré ces parures.

« — Que fais-tu ? lui demandai-je.

« — Je suis bonne.

« — Où cela ?

« — Dans un café, Place T.

« — Et, qu'es-tu payée ?

« — J'ai 1 franc par jour jusqu'à minuit. Puis, une fois cette heure, quand le café est fermé je n'ai que ce que les clients me donnent et c'est moi qui suis responsable de tout. »

Cet euphémisme, concluait-il, confirmait toutes mes appréhensions.

c) Enfin, aux parents incombera la responsabilité de la perte de leurs enfants, lorsqu'ils auront donné à ces derniers les exemples les plus déplorables, lorsque leur conduite, ou plutôt

leur inconduite aura été pour leurs enfants la plus scandaleuse des initiations au mal.

Le 10 mars 1897, la Cour d'Aix prononçait la déchéance de la puissance paternelle contre les époux de M... Les motifs qui justifiaient cette décision étaient entre autres les suivants :

« Qu'après le départ de son mari, la femme de M... absolument dénuée de toutes ressources avait demandé à la prostitution des moyens d'existence... que, d'après l'enquête à laquelle il avait été procédé, elle se livrait journellement au racolage dans les cafés de la rue de la Canebière, traînant avec elle son enfant — alors âgée de 10 ans — que cette dernière assistait aux pourparlers que l'on devine, suivait sa mère lorsqu'elle rentrait chez elle accompagnée, et le logement qu'elles occupaient n'ayant qu'un lit, attendait que sa mère soit seule pour aller la rejoindre... » (1).

Le cas de Germaine D... est semblable. Elle se livre depuis longtemps à la prostitution bien qu'elle ne soit âgée que de 17 ans à peine. Sa mère l'a complètement négligée, ne faisant que lui donner de scandaleux exemples. Elle abandonnait souvent son domicile pour aller vivre avec des amis de rencontre, qu'elle racolait. Dans ses promenades elle était souvent accompagnée de sa fille.

Aussi M. le garde des Sceaux Valle, pouvait-il dire justement aux membres du Comité de Défense des enfants traduits en justice, le 21 janvier 1903 : « vous pensez, et avec raison, que la dépravation chez l'enfant est moins souvent l'effet d'une perversité native, que le déplorable résultat des mauvais exemples qui lui sont donnés (2) », surtout s'ils émanent de ceux qui ont reçu mission de le protéger.

(1) D. 97, 2, 158.

(2) R. P., 1903, p. 210.

4° *Initiation et encouragements criminels des parents.* —

Mais il faut descendre plus bas encore dans ce gouffre de l'ignominie : il se rencontre des parents indignes, des scélérats, qui vouent leurs enfants à la débauche, et sont leurs premiers corrupteurs.

Il y en a qui poussent l'inconscience ou la perversité jusqu'à conduire leurs enfants dans les milieux les plus ignobles, dans lesquels ils succomberont fatalement.

Les journaux ont rapporté, il y a quelque temps, l'histoire des malheureux enfants que leurs parents amenaient chez certains photographes, où, sous prétexte de servir de modèles, et de poser pour le nu prétendu artistique, ils étaient jetés en pâture à des dépravés fréquentant ces milieux équivoques (1). M. Béranger se prétendait même en mesure d'établir l'existence d'une soixantaine au moins de ces établissements dans Paris ou la banlieue (2). Malheureusement, des scandales viennent encore d'éclater tout dernièrement. On a arrêté des mères qui livraient leurs filles, les conduisant elles-mêmes dans les maisons de rendez-vous, ou accueillant chez elles les clients qu'on leur adressait. L'une de ces mères (?) infâmes obligeait sa fillette à se prostituer dès l'âge de 7 ans. La malheureuse enfant, *qui est muette*, est aujourd'hui âgée de 13 ans (3).

Les Parquets se sont émus de telles révélations, des poursuites ont été engagées, et les instructions qui ont été ouvertes ont prouvé la profonde immoralité de certains parents.

Ils avaient une étrange façon d'envisager leurs devoirs à l'égard de leurs enfants, ces pères et mères qui ont exhibé leurs filles dans des salles de spectacle d'un nouveau genre, où

(1) *Le Soleil*, 26 juin 1909.

(2) *Le Soleil*, 23 décembre 1907.

(3) Cf. *Libre Parole*, 15 mai 1912,

« devant un public nombreux, on représentait des tableaux vivants les plus risqués avec des femmes nues (1) ».

Enfin, et pour être complet, il faut mentionner ces pères qui abusent de leurs filles, et les violent. De tels faits sont encore par trop fréquents (2). Il y a trois ans, à la suite d'une dénonciation anonyme, on arrêtait, à Aix, un individu, sous l'inculpation d'attentat à la pudeur sur la personne de sa fille âgée de 22 ans. Il fut démontré que ce père abusait de sa fille depuis plus de 7 ans, et qu'il en avait deux enfants (3).

Et un de nos confrères, M. Henry Hayem, rapportait le trait suivant : « Nous avons vu, récemment, une fillette de 8 ans qui avait déjà été violée par son père et que la maîtresse de ce personnage promenait fardée sur les grands boulevards (4). »

M. Roussel, dans son rapport au Sénat, signalait qu'il y avait « des familles assez misérables pour favoriser la débauche de leurs filles et vivre du produit de leur prostitution (5) ».

Aujourd'hui encore, se trouvent des jeunes prostituées, menant cette triste vie, avec le consentement et la complicité de leurs parents.

Nous avons rencontré, dans un établissement de refuge en province, une jeune fille de 18 ans, que la mère avait prostituée, il y a 5 ans, en la livrant à plusieurs individus, le jour de sa première communion.

« Il existe, disait au Congrès de Rouen M^{me} de Schlumberger, une mère, non, un monstre, — et le mot n'est pas trop fort — qui avait l'habitude de livrer sa fille toute jeune au premier venu.

(1) *Gazette du Palais*, 9 mars 1910.

(2) Les journaux du jour en rapportent souvent.

(3) *Le Soleil*, 23 septembre 1909.

(4) *R. P.*, 1904, p. 253.

(5) Sénat, *Impressions*, 451, 2, CXXXV.

Elle l'enfermait dans un fiacre, donnait elle-même l'adresse au cocher et allait attendre, à l'arrivée du fiacre, l'argent qu'elle recueillait (1).

« Un jour, dit M. Bonjean, on m'amène, sous l'inculpation de vagabondage une fillette d'une douzaine d'années, voulant bien dire son nom, mais refusant avec obstination de donner son adresse.

« Il n'y avait pas là de quoi surprendre. Mais ce qui était moins ordinaire, c'est que cette enfant s'était présentée d'elle-même au poste de police et qu'elle apparaissait avec des vêtements lacérés, le visage et les bras meurtris et ensanglantés.

« Qu'y avait-il au fond de tout cela ? Une criminelle ou une victime ?

« La mère se chargea de me l'apprendre, car, par un singulier hasard, elle vint me trouver pendant l'interrogatoire auquel je procédais. A peine entrée, elle se précipite sur sa fille, qu'elle reconnaît, la couvre d'injures et de coups avec une telle furie, que la force armée peut à peine la maîtriser.

« Comment, me dit-elle alors, vous m'empêchez de corriger ma fille, quand c'est la désobéissance et l'obstination personifiées ! Comment, j'ai peiné pour elle pendant 12 ans et elle refuse aujourd'hui de me récompenser de mes sacrifices ! Je lui ai déjà trouvé plusieurs amants riches et toujours elle refuse de leur céder (2). »

Une de ces personnes charitables, qui ont consacré leur fortune et leur vie au relèvement des jeunes prostituées, me citait le cas d'une de ses protégées. « Aujourd'hui elle est sauvée et, exerce un métier honorable. Elle est mariée, et mère de fa-

(1) Congrès de Rouen. 1905, p. 113.

(2) *Le Correspondant*, 25 novembre 1903, Paul Delhay, *Les œuvres de Préservation*.

mille. — Mais sa mère, qui l'avait poussée à la débauche et a d'ailleurs été condamnée à deux ans de prison, a été arrêté au moment où elle venait de vendre sa fille pour 40 francs, à un ancien président d'un de nos corps judiciaires. »

Dans une ville des environs de Paris, il y avait, voici quelques années, un estaminet, tenu par une mère et ses deux filles, alors âgées de 16 et 14 ans. Ces dernières devaient se tenir à la disposition des clients. — Ce cabaret avait d'ailleurs une réputation célèbre dans toute la garnison.

Le 22 novembre 1907, le Tribunal de la Seine condamnait à 2 ans de prison et 50 francs d'amende une mère qui faisait vendre des fleurs à sa fille, et la faisait poser dans certains ateliers et dont l'unique surveillance consistait à accompagner sa fille dans la rue et à l'attendre à la porte des établissements de plaisir, dans lesquels elle pénétrait en compagnie de ceux qu'elle avait racolés (1).

Certains scandales récents ont prouvé à ceux, qui encore restaient sceptiques, que des mères indignes livraient à la galanterie leurs fillettes âgées de 9, 10, 11, 12 et 13 ans (2).

De tels parents sont heureusement une exception, et, s'ils existent, c'est encore en nombre restreint.

À côté de ces coupables, peu nombreuses, et de ces indifférentes, plus répandues, nous avons vu un grand nombre de familles qui contrastaient singulièrement avec celles dont nous venons de parler. Quel plaisir alors de pénétrer dans de tels intérieurs. Que le logement soit petit ou grand, composé d'une ou plusieurs pièces, c'était toujours d'une propreté et d'un ordre parfaits. Les parents, bien que travaillant hors de chez eux, toute la journée, avaient pour préoccupation constante l'avenir, moral et maté-

(1) *Gazette des Tribunaux*, 23 novembre 1907.

(2) Cf. *Echo de Paris*, 3 novembre 1911 ; — *Gazette des Tribunaux*, 12 janvier 1912, aff. Flachon.

riel — moral surtout — de leurs enfants. Quand on entrain, on était convaincu des bons exemples donnés par les parents, du respect et de la confiance témoignés par des enfants.

Ah ! combien de celles, qui sont devenues des filles publiques, auraient été de bonnes ménagères, si elles avaient trouvé auprès de leurs parents cette tendresse intelligente, cette affection protectrice, et les exemples d'une conduite irréprochable !

§ III. — Facteurs Economiques et Sociaux.

1^o *Le milieu.* — *Le milieu* dans lequel la jeune fille est appelée à vivre est souvent, pour elle, cause de toutes ses défaillances. Les voisins qu'elle rencontre journellement, les amies qu'elle affectionne, les camarades avec lesquelles elle est obligée de passer de longues heures, ne sont peut-être que des occasions de chute, qui se multiplieront, d'ailleurs, si, ainsi que nous l'avons indiqué, la jeune fille délaisse le domicile de ses parents.

« Mauvaises fréquentations », tels sont les deux mots qui peuvent expliquer bien des naufrages de la vertu des jeunes filles.

Marie B... s'enfuit du foyer paternel à l'âge de 15 ans. Elle erra d'asiles en asiles ; dans l'un d'eux elle fit la connaissance de deux filles publiques, qui se montrèrent très bonnes pour elle ; il n'en fallait pas plus pour gagner la confiance de Marie B..., au bout de quelques jours elles étaient « au mieux ensemble », et enseignèrent rapidement, à leur jeune amie, le moyen facile de trouver des ressources.

Le milieu dans lequel a toujours vécu Jeanne M... ne devait-il pas en faire fatalement une petite prostituée ?

Elle est aujourd'hui âgée de 15 ans. Son père est remouleur

ambulant, et est dans l'impossibilité de surveiller ses enfants, dont la garde (?) est confiée au fils aîné, âgé de 16 ans.

Toute la famille, qui habite près des fortifications, dans une baraque, entourée d'habitations semblables, dans lesquelles vivent des filles, se livrant au racolage le plus éhonté, sur le pas même de leur porte, s'est vite ressentie de cette promiscuité malsaine ; une des filles a été condamnée, il y a deux ans, pour outrage public à la pudeur, un des fils est en prison ; quant à la jeune Jeanne, elle a toujours fréquenté les baraques des filles publiques. Elle a fait là son éducation et se livre depuis longtemps à la prostitution.

Est-il besoin d'ajouter qu'elle ne sait ni lire ni écrire ?

2° *Absence ou insuffisance d'éducation morale.* — C'est là d'ailleurs un des traits particuliers à beaucoup de jeunes prostituées. Bien peu d'entre elles ont fréquenté l'école : quelques-unes s'y sont égarées un jour ou l'autre, à peine pour savoir lire et écrire ; pour le plus grand nombre leur instruction s'arrête là.

C'est un fait regrettable. La fréquentation de l'école eût, peut-être, été pour plusieurs une sauvegarde et un préservatif. L'assiduité aux classes leur aurait donné, sinon le goût, tout au moins l'habitude du travail et de la régularité. — Elle les aurait en outre empêchées de vagabonder et de faire des connaissances et lier des amitiés, le plus souvent dangereuses pour leur vertu.

Est-ce à dire, qu'au sortir de l'école, elles auraient été suffisamment armées contre les dangers multiples qui les assaillent et suffisamment fortes, pour résister à toutes les embûches dressées devant elles ? Leur instruction morale aurait-elle été suffisante ?

Nous sommes malheureusement obligés de répondre : Non.

« Je ne crois pas, disait à la Tribune de la Chambre des dé-

putés M. Emile Combes, alors président du Conseil, que la majorité, que dis-je ? la presque unanimité des Français puisse se contenter de simples idées morales telles qu'on les donne actuellement dans l'enseignement superficiel et borné de nos écoles primaires. Pour que l'homme puisse affronter les difficultés de la vie, avec ces idées, il faut les étendre, il faut les élever, il faut les compléter par un enseignement que vous n'avez pas encore créé et que vous devez créer, avant de répudier l'enseignement moral, qui a été donné jusqu'à présent aux générations... Nous considérons en ce moment les idées morales, telles que les Eglises les donnent, et elles sont les seules à les donner en dehors de l'école primaire, comme des idées nécessaires (1). »

C'est encore M. Ernest Lavisse, inspecteur général de l'enseignement, qui porte ce jugement d'ensemble sur l'œuvre scolaire accomplie. « Nous avons créé des milliers d'écoles, mais nous avons oublié l'éducation. Tout est organisé pour fabriquer des diplômes. Mais ni l'école n'est un milieu moral, ni le collège, encore moins les facultés (2). »

M. le sénateur, Pierre Baudin, ancien ministre, tenait le même langage. Après avoir, dans un ouvrage récent, montré la difficulté, pour la jeune ouvrière, de surmonter les dangers qu'elle doit affronter, il ajoutait : « d'autant qu'en définitive, l'ouvrière est fille du peuple, de ce peuple dont l'éducation morale est négligée, qui ignore le prix de la vertu, et qui a sous les yeux les exemples les plus redoutables et les tentations les plus séductrices (3) ».

Et pourquoi ? parce qu'à notre point de vue, l'enseignement

(1) Ch. des Députés, 26 janvier 1903. *J. O.*, du 27, p. 229 et 230.

(2) *Bulletin de la Société Générale d'Education*, février 1908, p. 151.

(3) *La Rançon du Progrès*. — Juven, 1909, p. 231.

moral, là où il a été donné, a manqué de base sérieuse, du jour où l'on a établi, ce que l'on a appelé la neutralité scolaire.

Lorsque fut institué cet enseignement primaire, le législateur voulait que, par respect pour la liberté de conscience des petits citoyens, l'instituteur fût neutre en matière religieuse, c'est-à-dire qu'il n'enseignât les principes d'aucune morale religieuse, et qu'il traitât avec autant d'égards les deux doctrines opposées, la religion et l'athéisme. Telles étaient du moins ses intentions avouées et apparentes.

Beaucoup se laissèrent tromper par les mots et partagèrent les idées des pouvoirs publics. L'école ouverte à tous, serait neutre : on n'y enseignerait pas la religion, mais on ne l'attaquerait pas ; on n'y prierait pas Dieu, mais on ne Le blasphémerait pas ; et, au sortir des classes du soir, ou les jours de congé, les parents soucieux de donner à leurs enfants un enseignement religieux, conforme à celui qu'ils avaient reçu, auraient toutes facilités pour les envoyer, qui à l'Eglise, qui au Temple, qui à la Synagogue.

Et on approuvait sans réserve, sans se demander si cette neutralité était un bien, ou si même elle était possible.

Et pourtant, en plein Sénat, le 18 mars 1886, M. Jules Simon avait fait cette déclaration :

« Je dis que je ne veux pas du professeur neutre ; je n'en veux pas, parce que je ne l'estime pas... la neutralité en matière d'opinion est tout ce qu'il y a au monde de plus déshonorant... Je demande ce qu'il est, ce maître ? a-t-il une opinion ou n'en a-t-il pas ? S'il en a une, il la cache ! Voilà le modèle que vous donnerez à vos enfants... Je vous demande ce que c'est un homme qui veut enseigner, faire des hommes et qui n'a pas une croyance, que ce soit celle-ci ou celle-là. Je répète que l'école neutre est une école déshonorée... qu'il

n'y a pas d'école véritablement neutre, et que s'il y en avait il faudrait en rougir (1). »

Et il avait raison, car la neutralité est impossible et il ne saurait y en avoir.

« Mais l'instituteur neutre, qui donc l'a vu, qui donc l'a rencontré ? s'écriait M. Chesnelong, il n'y en a pas et j'ajoute qu'il ne peut pas y en avoir. C'est qu'il n'est pas donné à l'homme d'être neutre vis-à-vis de Dieu, quand il ne l'adore pas, il le blasphème, et quand il ne l'aime pas, il le hait (2). »

Et M. Jules Simon affirmait, de son côté, que l'instituteur ne serait pas neutre, et il ajoutait « il voudrait l'être, je le suppose, je l'en défie ».

« Comment serais-je neutre ? s'écriait récemment un instituteur de l'Isère sur la tombe du maire de la commune ; il n'est peut-être pas de phrase prononcée à l'école laïque, qui ne soit une violation de cette neutralité... (3) »

« Il est impossible, disait tout dernièrement M. Jules Payot, d'enseigner l'histoire, l'instruction civique, la morale, sans manifester des préférences » et, comme le disait M. Bompard, inspecteur général : « On ne traduit pas, on ne commente pas une page de Démosthène, de Tacite ou de Pascal sans prendre parti. On n'est pas neutre entre la vérité et le mensonge. Il faut choisir. Il faut dire où l'on va quand on se charge de conduire les autres (4). »

Et ils ont raison, car « lorsque deux doctrines sont purement et simplement la négation absolue l'une de l'autre, comme l'athéisme et la religion tout court (et c'est le cas) l'idée d'un

(1) Séance du 18 mars 1886.

(2) Séance du 2 février 1886.

(3) *La Croix*, 14 novembre 1908.

(4) *Le Volume*, 27 juin 1908.

enseignement neutre, entre l'une et l'autre, est une idée métaphysiquement impossible, une chose impensable (1) ».

Et, dès lors, l'école devait être ou religieuse ou athée, et l'athéisme l'a emporté et il devait en être ainsi parce que « la doctrine négative, pour produire son effet négatif et destructeur, n'a besoin que d'une tolérance négative ; tandis que la doctrine positive, pour simplement subsister a besoin d'une adhésion formelle et d'un respect positif, qui ne laisse rien subsister de la doctrine positive » (1).

Et l'école qui devait être sans Dieu, est devenue l'école contre Dieu. Les faits sont là qui le prouvent.

« Ce serait une sottise de renoncer, écrivait M. Aulard, sous prétexte de neutralité scolaire, à opposer notre doctrine et notre méthode, à celle de l'Eglise, à sa doctrine et à sa méthode (2). »

Et une feuille révolutionnaire du mois d'août 1908 précisait encore davantage.

« L'école laïque ne peut ignorer Dieu ; elle doit le détruire : ceci n'est guère discuté par les instituteurs eux-mêmes... La base de l'enseignement, la morale de l'école laïque doit être l'extirpation de la superstition divine. L'instituteur doit avoir pour but de ruiner l'idée de Dieu dans le cerveau de ses élèves ; quelle que soit l'opinion professée par des parents mal instruits, il faut que leur enfant, sortant de l'école laïque, soit devenu un athée (3). »

Ce conseil a même été suivi par quelques maîtres : c'est, par exemple, l'institutrice de Saint-Genard (Deux-Sèvres) affirmant à ses élèves, que « tout ce que l'Eglise enseigne est faux et

(1) B. Gaudeau, *Critique philosophique et théologique de l'idée de neutralité scolaire*. — *La Foi catholique*, octobre 1908.

(2) *Le Matin*, 13 ou 15 septembre 1908.

(3) Cité dans *La Croix*, 14 novembre 1908.

mensonger : que la messe et les cérémonies religieuses ne sont que des simagrées : qu'il n'y a ni paradis, ni enfer ; que ce sont les curés qui ont inventé cela, pour asservir les consciences (1). »

Ou encore cette autre, dont Maurice Barrès parle quelque part, qui plaisante en classe une fillette de 7 ans pour avoir été à la messe le dimanche. Pour la punir, elle lui fit réciter sa prière, durant laquelle elle ne fit que ricaner et se moquer (2).

Ou encore l'inspecteur Dufresne écrivant dans un de ses ouvrages : « L'âme n'existant plus, la crainte de la mort disparaît. Il n'y a plus d'au-delà, de peines et punitions supra-terrestres. L'homme est une forme passagère de la matière... l'âme n'a pas à errer dans une vie future. Le matérialisme fait renaître le calme dans les cerveaux troublés... »

Mais quelle sera alors la morale qui sera enseignée aux jeunes générations. M. Antonin Franchet s'empresse de nous l'indiquer. « Ce sera une morale indépendante, scientifique, positiviste. L'idée de Société devient la base de notre morale laïque, et remplace l'idée de Dieu, qui n'a que faire dans l'école laïque (3). »

« Otez le ciel, écrivait récemment M. Piat, et vous supprimez le plus fondamental des droits, celui de l'homme de bien au bonheur. Otez le ciel et vous retranchez la justice de la morale. D'un autre côté, retranchez la justice de la loi morale et son influence pratique est paralysée du même coup ; elle n'a plus de prise sur les consciences. C'est au-dessus de la nature que le devoir trouve son principe de vie... Imaginez que le positivisme passe à l'état pur et devienne l'unique mo-

(1) *Le Peuple Français*, 15 janvier 1908.

(2) *Bulletin Société générale d'Education*, p. 130.

(3) A. Tranchet, *Le Bon Dieu laïque*, p. 19.

bile de nos actions : il y aurait encore ça et là quelques âmes assez vaillantes pour se cramponner au devoir : on a vu des exemples de ce genre pendant la décadence de la société græco-romaine ; il pourrait s'en produire encore ; mais la masse de l'humanité se détournerait de la loi morale comme d'un mât de cocagne bien lisse et bien savonné auquel on ne monte pas et l'on arriverait assez vite, par une dégradation progressive des consciences, au règne brutal des instincts (1). »

Les espérances que M. Gérault Richard fonde sur les résultats de la nouvelle morale ne sont pas encourageantes : il en faisait mélancoliquement l'aveu dans son journal *Messidor* :

« Le parti radical a substitué aux anciennes sanctions inscrites dans le catéchisme, la peur du gendarme. Or, cette peur ne suffit pas toujours, pour maintenir le peuple dans la voie du bien (2). »

Et cette « peur du gendarme » ne lui inspirera pas les nobles idées, ne le formera pas pour les grandes causes et ne le préparera pas aux grands dévouements.

En tous cas, elle sera insuffisante, pour le retenir sur la pente du mal. Ellè lui suggérera les moyens, non de fuir le mal qui le séduit, mais d'éviter le gendarme qui peut l'atteindre. « Pas vu, pas pris », sera sa devise, qu'il s'efforcera de réaliser journellement.

« Il faut reconnaître, déclare avec sa grande autorité M. Fouillée, cette vérité élémentaire de sociologie que les religions sont un frein moral de premier ordre et plus encore un ressort moral. Le Christianisme, en particulier, a été défini un système complet de répression pour toutes les tendances

(1) Piat, *Insuffisance des Morales Positivistes, Correspondant*, 10 septembre 1908.

(2) Cité *La Croix*, 4 octobre 1907.

mauvaises. Le Christianisme a ce mérite particulier, par où il s'oppose aux religions antiques, de prévenir la mauvaise détermination de la volonté, en la combattant dans son premier germe, le désir et même l'idée (1). »

M. Bonjean enregistre dans son ouvrage sur les Enfants révoltés, cet aveu « d'un de nos plus sympathiques savants du museum d'histoire naturelle » : « quant à l'instruction religieuse, libre penseur absolument spiritualiste, je tiens à ce qu'on y songe sans cesse, qu'on parle à tous propos de Dieu et de l'Immortalité, des devoirs qui en découlent ; doctrine autrement féconde que la soi-disant morale indépendante, qui, en fin de compte, n'a de sanctions que dans le Code pénal. — Voilà ce dont il faut sans cesse entretenir l'enfant (2). »

Le langage, tenu par M. Bonzon, n'est pas autre. « Sans doute, et tout esprit large doit le reconnaître, l'enseignement religieux est une force indiscutable, c'est à lui que les catholiques doivent certainement, en grande partie, la moralité de leurs élèves (3). »

Et l'un de nos plus grands avocats de Cour d'Assises, qui scrute tous les jours au fond de l'âme tous les jeunes criminels, qui demandent son assistance, M^e Henri Robert, disait à la Société des Prisons :

« Instruire des enfants sans leur donner en même temps l'idée ou le sentiment religieux, c'est former des générations prêtes à toutes les fautes, à toutes les folies, et peut-être à tous les crimes... Retirer du cerveau de l'enfant l'idée religieuse, lui enlever la pensée d'une vie future, qui sera pour les uns une récompense, pour les autres une punition et une expiation, c'est supprimer, sans équivalent possible, un frein nécessaire.... Je

(1) *Rev. des Deux-Mondes*, 1897, t. I, p. 429.

(2) *Enfants révoltés*, p. 103.

(3) Bonzon, *Le Crime et l'Ecole*, p. 67.

crois qu'un des moyens efficaces pour enrayer la criminalité juvénile, c'est de donner à l'enfant une solide instruction religieuse, qu'elle émane du rabbin, du pasteur, ou du prêtre (1). »

L'enseignement moral que les jeunes filles reçoivent à l'école, est donc insuffisant, dans un grand nombre de cas, — et encore quand il est donné — parce qu'il ne repose pas sur des bases nécessaires.

Il faut aussi noter que pour le plus grand nombre cet enseignement cesse précisément à l'époque où elles auraient le plus grand besoin d'en recevoir un,

C'est vers 12 ou 13 ans, qu'elles seront complètement livrées à elles-mêmes.

C'est également vers 13 ou 14 ans, que les passions s'éveilleront, que ces pauvres petites seront exposées aux pires dangers. Et, dès lors, faut-il s'étonner, si, mal armées pour la lutte, manquant de toutes les protections dont sont entourées leurs sœurs riches ou aisées, elles succombent et elles tombent, parfois pour ne plus se relever ?

3° *La Pornographie.* — Le premier écueil que l'enfant rencontre dès qu'il sait lire — même avant, dès qu'il sait voir — c'est la Pornographie. Elle s'offre à ses jeunes regards, sous les formes les plus variées qu'elle revêt : l'invitant à la dé-

(1) *Rev. Pén.*, 1904, p. 853.

M. Bérenger père écrivait en 1855 : « L'enseignement que l'Etat doit aux classes pauvres, c'est par-dessus tout celui qui a pour base la Morale et la Religion. Ne nous laissons pas d'insister sur cette vérité qui ne frappe pas assez tous les esprits » Et il ajoutait : « Si vous vous bornez à la culture intellectuelle vous mettez aux mains de l'Enfant au lieu d'un flambeau propre à le guider, une arme qu'il tournera contre lui-même et contre lui... »

(Cité par J. Jolly, *R. P.*, 1911, p. 686).

bauche, lui en peignant les prétendus attraits. Que la jeune fille s'arrête devant un kiosque pour y parcourir les journaux exposés, elle trouve mêlés à ceux réservés à la jeunesse, les plus orduriers de nos illustrés. Elle ne peut regarder à la devanture des libraires sans voir les images les plus indécentes, ou les livres au titre suggestif. Et toute cette marchandise est mise à la portée des bourses les plus modestes, parfois même offerte en prime. Le flot sans cesse montant de la pornographie nous envahit de plus en plus. Que l'on se promène sur les Boulevards, que l'on pénètre dans ces multiples boutiques « à l'entrée libre » et l'on est vite édifié sur les cartes postales et les gravures qui s'y vendent. — Jette-t-on un coup d'œil même superficiel sur les ouvrages et sur les brochures, on est vite renseigné, en regardant les vignettes qu'ils renferment, ou en parcourant la table des matières. Partout et toujours, de plus en plus la saleté, l'obscénité dégoûtantes.

Les bouquinistes des quais, bien que cependant mieux surveillés, surtout depuis quelque temps, possèdent aussi cette littérature écœurante. Ils savent que seule elle se vend et se vend bien à la masse. A ce propos un fait arrivé, il y a quelques mois, à l'un de mes amis. — Il avait aperçu dans la boîte d'un de ces « marchands de vieux (!) livres », les *Sermons de Bourdaloue*. L'édition était rare, la reliure ancienne et riche. Il s'enquit du prix : 0 fr. 30, lui fut-il répondu. Et comme il faisait répéter, croyant avoir mal entendu, « Oui, reprit le bouquiniste, 0 fr. 30 Oh ! je ne vous laisserais pas à ce prix, continua-t-il, toute cette saleté-là », et employant un terme plus énergique il montra le reste de sa boîte, « car, ajouta-t-il, cela se vend bien ».

Les journaux d'un sou, les illustrés à bon marché qui seront la lecture habituelle de la jeune ouvrière, se sont faits les col-porteurs de cette littérature moderne. Il en est certains dont les

contes, les annonces ou les réclames sont une excitation perpétuelle à la débauche.

Quant aux journaux, destinés à une clientèle débauchée, mais qui sont lus par bien d'autres, c'est la pornographie, éhontée et scandaleuse. Le titre seul de certains est un outrage à la morale.

Les villes de province, les campagnes étaient jusqu'à ces dernières années mieux protégées par leur éloignement contre cette littérature malsaine.

Aujourd'hui, comme la grande ville, elles sont atteintes de ce mal. Les bibliothèques des gares ont, à cet égard, une réputation, loin d'être imméritée, dans beaucoup d'endroits. — Il faut pourtant signaler le retrait par les concessionnaires de certaines revues, que d'aucuns leur avaient signalées, comme particulièrement immorales. Les librairies n'ont plus rien à envier à celles du chef-lieu ou de la capitale. Et si elles ont encore la pudeur de ne rien exposer à la devanture qui puisse par trop choquer la moralité moyenne des habitants, on est presque sûr de rencontrer à l'intérieur la carte postale obscène et le journal affriolant.

Aussi, je comprends l'angoisse de M. Pécaut, qui écrivait il y a quelques années :

« Je me demande avec inquiétude, pour qui et pourquoi nous travaillons, pour qui et pourquoi nous exerçons ces enfants du peuple à lire, à comprendre, à se rendre compte, à prendre possession des choses et d'eux-mêmes. Est-ce pour livrer ces âmes à peine débrouillées à de nouveaux et étranges éducateurs, à ces livraisons de romans à bon marché, à des feuilles corruptrices à un sou, parées des plus perfides attraites, de l'image illustrée, de la nouvelle, de la chanson et même, hélas ! de l'article doctrine, qui envahissent nos bourgs et nos villages à mesure que nous y semons les premiers sentiments du devoir. (1)

(1) Cité dans Fonsegrive, *Les Livres et les Idées*, p. 187.

Et pourtant, il y a des lois qui répriment et même sévèrement la pornographie, mais on ne les applique pas les chiffres des poursuites relatées par les statistiques criminelles du ministère de la justice sont dérisoires.

La raison première en est dans l'indifférence générale et l'apathie de tous.

Trop peu de parents s'inquiètent du commerce de la pornographie, et voient les dangers qu'elle fait courir à leurs enfants. Il en est qui se font parfois ses complices en achetant régulièrement la feuille corruptrice, ou l'illustré provocateur.

Pour ceux qui en perçoivent les inconvénients, la plupart se contentent de s'abstenir. Tout au plus iront-ils jusqu'à déplorer l'état de chose actuel. Mais s'il leur faut payer de leur personne, il est inutile d'insister.

Aussi, les sociétés antipornographiques, ont-elles autant à lutter contre ces indifférents que contre ceux à la poursuite desquels elles s'acharnent.

Les Parquets devraient agir, mais ils ne le font que bien rarement.

Eux aussi sont victimes de cette apathie que nous déplorons chez tant de gens !

« Le commerce des publications obscènes, ou contraires aux bonnes mœurs, écrivait M. le Garde des Sceaux Vallé, dans une circulaire adressée aux Procureurs Généraux, le 12 janvier 1903, prend chaque jour un développement qui autorise à penser que les instructions du 15 décembre 1898 n'ont pas été exactement appliquées (1). »

Les magistrats du Ministère Public se sont parfois aussi laissés aller aux découragements, sous le coup d'acquittements

(1) Bérenger, *Manuel contre la Pornographie*, p. 24.

scandaleux de la part de certains juges, se montrant, en la circonstance, d'une inconscience incroyable.

A ce sujet, qu'il me soit permis de citer un fait, unique dans son genre, il faut espérer.

Je le tiens du Procureur de la République qui en a été la victime. Le voici tel qu'il me le narra :

Un jour, raconta-t-il, certains de mes collègues du tribunal font irruption dans mon cabinet. « Comment, disent-ils, il circule en ville une brochure immonde et infecte — c'était leurs propres expressions — et vous ne poursuivez pas. Pourquoi? » Je répondis que je ne la connaissais pas et promis de m'occuper activement de cette affaire. Je lus le libelle incriminé. C'était un conte dégoûtant sur la pédérastie... Je poursuivis et... le coupable fut acquitté par ceux-là même qui m'avaient signalé le délit et demandé la poursuite. Je fis appel, bien entendu. La Cour réforma le jugement et l'individu fut condamné.

Les Parquets, dans les centres où a porté notre enquête, agissent généralement de la façon suivante.

Dès qu'un livre ou un journal obscène s'étale à une devanture ou est signalé, le Procureur fait avertir le délinquant d'avoir à le retirer. En cas de récidive, nouvel avertissement. La troisième fois, l'individu est poursuivi. Bien rarement les Parquets prétendent devoir en venir là.

Voilà pour les productions locales. Si l'objet incriminé vient de Paris, ou d'un grand centre, le Procureur, avant de poursuivre, fait un rapport et signale le fait, soit au Parquet d'origine, soit à la Chancellerie, et il attend des instructions... qui le plus souvent n'arrivent jamais.

Et alors, pas de poursuites à Paris, et pas d'ordres, partant pas de poursuites en province.

Cette pratique a reçu l'approbation de M. le Conseiller Feuilloley :

« Le délit, disait-il, à la Société des Prisons (1), est bien commis partout où le livre, le journal et le dessin sont exposés et mis en vente, et, en droit, tout Parquet dans le ressort duquel l'exposition ou la vente a lieu est bien compétent pour exercer la poursuite. Mais, en fait, il est certain que pour être vraiment efficace, la poursuite doit être exercée là où le livre et le journal sont édités et publiés. Ainsi le veut la bonne administration de la justice. C'est pourquoi il n'a jamais été admis par la Chancellerie, à aucune époque et sous aucun régime, et il ne sera jamais admis par aucun garde des sceaux que le Parquet de Rochefort ou celui d'Epinal, par exemple, prenne, sans ordre, l'initiative d'une poursuite contre un journal de Paris, qui aura publié une nouvelle ou un dessin obscène, parce que ce journal aura été vendu ou le dessin exposé chez le libraire de la localité. Et j'ajoute qu'à mon avis la Chancellerie a raison. La bonne administration de la justice veut que, s'il s'agit d'un journal de Paris, la poursuite soit exercée à Paris. Si le journal est publié à Lyon, Toulouse ou Rouen, c'est devant le Tribunal de ces villes que la poursuite doit être portée (2). »

Les Procureurs font sagement en signalant le fait en Haut lieu, mais ils ont tort en s'abstenant de poursuivre. C'est qu'en effet, la moralité de la petite ville est bien plus atteinte que celle d'une grande ville, et qu'un livre, un journal ou des cartes postales qui peuvent passer inaperçus dans cette dernière, sont, dans une petite ville, fort dangereux.

Si l'on peut à la rigueur comprendre et expliquer l'abstention de la Chancellerie, celle du Procureur de la ville en question est coupable, et expose ceux qu'il a mission de protéger, à bien des embûches.

(1) *Rev. Pén.*, 1912, p. 63.

(2) *Rev. Pén.*, p. 73.

« Si le Parquet de province, ajoute très justement M. Bérenger, poursuit, dans les 8 jours on peut avoir une condamnation, c'est la répression immédiate, la seule utile. Si le Parquet de province dit : « Ce n'est pas à moi de poursuivre » et qu'il se dessaisisse en faveur du Parquet de la Seine, malgré le zèle de ce dernier, il est tellement encombré et les chambres correctionnelles le sont tellement elles-mêmes que l'affaire viendra six mois, un an, dix-huit mois après. Le fait est oublié et la répression n'a plus d'effet (1). »

Les progrès de la pornographie, l'insuffisance actuelle des moyens de l'atteindre, et surtout, l'inertie et l'apathie, soit du public, soit des Parquets (2), ont ému l'opinion. Le Sénat (3) la Société des Prisons (4), et le Conseil municipal de Paris (5), ont ouvert sur cette question un grand débat, où l'étendue du mal révélé a atterré tous ceux qui l'ont suivi. Espérons qu'il sera tenu compte des observations si utiles et si judicieuses qui ont alors été faites.

Il y a heureusement des exceptions à la pratique habituellement suivie.

La Cour de Lyon vient de réagir contre ce système et de condamner un individu qui avait mis en vente des numéros d'un illustré licencieux pourtant non édité à Lyon.

De ce jugement nous extrayons les passages suivants :

« Attendu que ces publications contenant divers dessins,

(1) *Rev. Pen.* 1912, p. 73.

(2) « La grande solution de la question qui vous préoccupe, disait M. Bérenger, à la Société des Prisons, est principalement d'obtenir plus de courage de la part des Parquets, car c'est leur faiblesse qui est la seule cause de la dissolution que nous voyons aujourd'hui » (*applaudissements*). *Rev. Pén.*, 1912, p. 66.

(3) Sénat, *Débats*, séance 22 mars 1912.

(4) *Rev. Pén.*, 1912, p. 43 et s., 221 et s., 437 et s.

(5) Séance du 10 juillet 1911.

planches coloriées et écrits, notamment « les enlèvements » et « recherche de la paternité » dont le caractère licencieux apparaît nettement ;

Qu'elles ont dans leur ensemble pour sujet exclusif des scènes de la vie galante, représentant des militaires revêtus de l'uniforme français et des femmes en déshabillés provocants, dont les gestes, les attitudes et les étreintes présentent la signification la plus claire ;

Que ces dessins ou images trouveraient, s'il en était besoin, un commentaire des plus explicites dans le texte qui les souligne ;

Que l'on chercherait vainement, dans chacune de ces publications, une page qui ne fût pas inspirée par la même idée licencieuse ;

Qu'elles constituent au moins pour les tout jeunes gens et les enfants, dont elles éveillent les curiosités malsaines une cause certaine de précoce dépravation ;

Qu'il y a, pour la moralité publique, un intérêt pressant à ce que la rue ne puisse servir plus longtemps à l'exposition et la vente de tels ouvrages...

Vu la loi du 16 mars 98...

Attendu, toutefois, qu'il existe des circonstances atténuantes en faveur du prévenu. Vu l'article 463... » (1)

4° *Défaut d'apprentissage utile.* — Aussitôt son certificat d'études passé — parfois sans résultat heureux — vers 13 ans, la jeune fille doit travailler. Le plus grand nombre d'entre elles sera dirigée, ou se dirigera, vers les ateliers qui couvrent notre pays : il n'y aura que l'embarras du choix : modistes, couturières, lingères, en recevront la plupart.

Mais bien souvent, là, elles n'apprendront aucun métier, car ce ne seront pas des apprenties, ce seront, — comme le fait

(1) *Rev. Pen.* 1912, p. 1083.

remarquer une de ces âmes généreuses qui s'est le plus dévouée à l'amélioration de leur sort — des « coursières ».

Elles ne feront au début — et peut-être pendant plusieurs années — que balayer et nettoyer l'atelier, travail pénible, fatigant et en général au-dessus de leurs forces.

Et comme elles ne seraient pas alors occupées toute la journée, elles feront toutes les « courses ». Et quelles courses ! Rassembler les échantillons qu'on leur donne, et pour ce, porter des paquets trop lourds pour leur âge trop faible, et sillonner Paris, en tous sens, par tous les temps, qu'il vente, qu'il pleuve, ou que le soleil darde de ses rayons brûlants l'asphalte surchauffée. Telle sera leur tâche quotidienne. Beaucoup y épuisent leur santé et plus d'une entre à l'hôpital, anémiée, et les chevilles enflées ; beaucoup s'y tuent moralement, ce qui est encore pire, car la guérison dans ce cas est beaucoup plus incertaine.

Les inconvénients et les dangers d'un tel état de choses se comprennent aisément. Ces promenades perpétuelles à travers la grande ville, développent en ces pauvres petites le goût déjà bien instinctif du vagabondage. Quand, pendant des années, elles auront, tout en accomplissant leur rude labeur, stationné devant toutes les boutiques, quand elles se seront arrêtées à tous les rassemblements, quand elles auront ainsi flâné, elles éprouveront beaucoup de peine à s'habituer à la régularité et sédentarité, dans les maisons ou les fabriques qui les occuperont. — Mais surtout pendant ce vagabondage forcé, elles auront été exposées aux mille tentations de la rue, dont elles seront, hélas ! les victimes. Elles auront vu et elles auront envié ; elles auront entendu et elles auront écouté. Sous les formes les plus variées, la séduction apparaîtra, les éblouira, et les fera tomber.

Et combien, plus tard, devront leur chute également au défaut d'apprentissage sérieux. Parce qu'on ne leur a pas en-

seigné un métier, parce qu'elles n'en connaissent aucun, il leur sera impossible de se procurer du travail et de gagner honorablement leur vie.

De là, la grande difficulté pour les jeunes ouvrières de pouvoir se placer avantageusement : elles savent faire un peu de tout, du moins elles le prétendent ; souvent elles en sont absolument incapables ; mais toujours leur tâche sera médiocre, et à travail médiocre, salaire médiocre, c'est-à-dire salaire insuffisant pour leur permettre de « boucler » leur budget. Comment d'ailleurs en serait-il autrement, puisque même les bonnes ouvrières, celles dont l'apprentissage a été sérieux, ont de la peine à y arriver ?

Une enquête, faite par M^{lle} Schermacher, donne sur ce point des résultats pénibles. « Voilà, résume-t-elle, 829.057 ouvrières industrielles qui font une dépense considérable de force. Et la plupart de ces femmes, les ouvrières de 70 départements sur 87, les ouvrières de 17 industries sur 18 n'arrivent que difficilement ou pas du tout à équilibrer leur budget (1). »

Voici, à titre d'exemples, trois budgets de « midinettes » recueillis par M^{me} Froment.

A) Loyer de la chambre.	140
Nourriture 1 fr. 20 par jour	438
Blanchissage.	12
Eclairage.	32
Chauffage. — Cuisson des aliments.	74
Entretien.	60
	756
B) Loyer	192
Nourriture 1 fr. 20 par jour	438
Blanchissage	12
Eclairage.	32
Chauffage. Cuisson des aliments.	74
Entretien.	60
	808

(1) Rap. Turot, p. 23.

C) Loyer	192
Nourriture (repas au restaurant).	833
Blanchissage.	25
Eclairage.	32
Chauffage.	8
Entretien.	116
	1 206

Le premier de ces budgets nécessite, pendant 300 jours, un gain de 2 fr. 50 ; le deuxième 2 fr. 70 ; le troisième, 4 francs. — Et c'est pourtant le minimum que la jeune fille ou l'ouvrière puisse dépenser. — Les menus plaisirs, les distractions... ne peuvent exister pour elle. — Il faut, en outre, ajouter que la morte-saison et le chômage sont là qui la guettent continuellement ; et le salaire que beaucoup reçoivent n'est pas suffisant pour leur permettre de faire des économies, pour le moment où elles devront abandonner leur travail, bon gré mal gré. C'est alors, pendant ces périodes de détresse matérielle et morale, que, pour ne pas mourir de faim, la prostitution apparaîtra à beaucoup comme un mal, sans doute, mais un mal nécessaire, qu'il faut subir et qu'elles sont dans l'impossibilité d'écarter. On comprendra aisément ce que doit être la vie pour une ouvrière qui aurait, avec ce salaire, un enfant à nourrir.

C'était le cas navrant de Berthe D... Elle fut arrêtée un soir pour racolage. Elle avait 19 ans. Elle était mère d'un petit garçon qu'elle avait placé en nourrice. Abandonnée par le père, peu avant la naissance de l'enfant, elle continua à travailler régulièrement et à gagner environ 2 francs par jour. Ne pouvant élever dans ces conditions son enfant, l'enquête a démontré qu'elle ne demandait à la prostitution que les 15 francs mensuels qui lui étaient nécessaires pour « son petit ». Des personnes charitables se sont intéressées à elle, et aujourd'hui elle est mariée à un brave ouvrier qui a adopté l'enfant de sa femme. — C'est un ménage heureux et uni. — La maternité

nouvelle de la femme vient de faire jaillir à nouveau le bonheur dans la maison.

Les ouvrières, travaillant à domicile, ne sont pas mieux partagées que celles des ateliers et des usines. L'enquête, faite par l'Office du Travail, dont les résultats viennent d'être publiés, nous en a révélé les misères et les souffrances ignorées du grand public, mais que les économistes et sociologues avaient signalées à maintes reprises. Les abus criants, dont ces malheureuses sont victimes, sont mis à nu. Les salaires, qu'elles arrivent à toucher en échange de quelque parcelle de vie, sont trop souvent des salaires de famines. Comment rester honnête, comment n'être pas tenté de demander à l'inconduite de quoi vivre quand on gagne 0 fr. 75, 1 fr. 25, 1 fr. 50, parfois beaucoup moins?

Comment résister à ces mauvais conseillers de toutes sortes qui n'attendent que l'occasion, qui, au besoin, la font naître, pour entraîner plus facilement leur proie?

C'est quand la jeune fille est découragée, désabusée de la vie, peut-être même quand des idées de suicide lui sont venues, que le séducteur se présente et qu'il parvient à la faire tomber. C'est alors surtout qu'elle devra se méfier de ceux et de celles qui promettent de bonnes places, bien payées, un métier facile et rémunérateur; qu'elle n'écoute pas ces propos, sinon elle se trouvera enrôlée par ces individus ignobles, qui se livrent à « la traite des blanches » et dont les paroles menteuses ont été cause de bien des chûtes. — Qu'elle se méfie des affiches trop séduisantes et des réclames trop alléchantes.

Comprenant les dangers multiples, résultant du défaut d'apprentissage, le législateur et les sociologues se sont émus. Ils ont dénoncé « la crise de l'apprentissage », ils ont cherché les moyens de la combattre et d'en triompher.

« Nous souffrons, écrivait M. Clémentel, rapporteur du budget de commerce et de l'industrie, pour 1909, d'une véritable crise de l'apprentissage. Nous n'insisterons pas sur ses causes : transformation des moyens de production, désir d'un gain immédiat, disparition d'un grand nombre de petits patrons, insuffisance de la législation actuelle...

« Au point de vue social, ses conséquences sont particulièrement redoutables. C'est qu'en effet, souvent, quand il a quitté l'école le jeune fils d'ouvrier... est livré à lui-même, abandonné aux plus mauvaises fréquentations, aux conseils pernicious du vice et de la paresse. Sans métier dans la main, il est incapable de gagner honorablement sa vie et s'il n'est doué d'une énergie peu commune et d'une moralité native l'environnant de toutes parts, il est bientôt victime des suggestions de son entourage ou simplement des circonstances...

« Il n'est personne pour mettre en doute ces tristes constatations et nous pouvons dire que la régénération de l'apprentissage n'est plus dans notre pays un simple progrès industriel et commercial mais une question morale de la plus haute gravité (1). »

Et le rapporteur du budget de 1911 n'est pas moins pessimiste. La discussion sur ce point a peut-être passé inaperçue (2), mais pourtant il y a là un mal effrayant qu'il faut enrayer au plus tôt si, toutefois, cependant, il n'est peut-être déjà trop tard !

5° *Corruption des ateliers*. — Pourtant, le jour viendra où une camarade plus jeune remplacera la coursière, et où cette dernière sera alors sensée apprendre son métier. Mais elle sera spécialisée presque immédiatement et, par conséquent,

(1) Ch. des Dép. 1908. *Imp.*, n° 2024, p. 12 et 13.

(2) Discussion, Chambre déc. 1910.

mise ainsi plus tard dans l'impossibilité de gagner de quoi vivre ; ainsi l'exige le gain recherché par certains patrons ; la division du travail à outrance, et la spécialisation hâtive s'imposent, sinon le chiffre d'affaires diminue, cauchemar affreux, que les efforts de tous instants doivent tendre à écarter.

Si la jeune fille n'apprend pas son métier elle sera, par contre, vite initiée à l'immoralité qui règne de plus en plus dans les ateliers : conversations ordurières, chansons obscènes, excitation directe ou indirecte, sinon à la débauche, tout au moins à l'inconduite, tel sera l'enseignement qui lui sera donné trop souvent.

M. Villermé écrivait, il y a plus de quarante ans : « Vous mêlez les sexes dans vos ateliers, lorsque, d'ordinaire, vous pourriez si aisément les séparer. Ignorez-vous donc les discours licencieux que ce mélange provoque, les leçons de mauvaises mœurs qui en résultent, même avant l'âge où les sens ont parlé, et les passions entraînant que vous favorisez dès que leur voix se fait entendre ? Et là où vous séparez les sexes croyez-vous avoir tout fait ? Dans les ateliers où se trouvent des jeunes filles imposez-vous la décence ? Le cynisme du langage, la jalousie qu'inspire l'innocence à celles qui l'ont perdue, ne sont-ils pas autant de causes de corruption que vous voyez et que vous n'empêchez pas (1). »

Les ateliers composés uniquement de femmes ou de jeunes filles, passent, au dire de certains, pour plus corrompus et plus corrupteurs que les ateliers mixtes.

« Dans l'atelier, la jeune fille vierge, écrit le docteur Verchère, a presque honte de sa virginité ; ses compagnes se la montrent au doigt et elle a hâte de ne plus se singulariser. Et

(1) Cetty, *Le mariage dans les classes ouvrières*. — Broch. Paris Lecoffre.

il suffit, ajoutait-il, d'écouter les conversations dans un atelier de femmes, pour apprendre que l'homme joue un rôle secondaire dans la démoralisation de la jeune fille. » (1)

... « Les ateliers de femmes, nous disait un Procureur de la République, mais ils sont déplorables. Et je puis, je vous assure, parler en connaissance de cause. Il y a quelque temps j'ai eu à m'occuper d'une affaire de coups et blessures assez singulière. Deux ouvrières âgées l'une de 15 ans, l'autre de 16 ans, ne pouvaient se supporter : elles se jalousaient, leurs succès auprès de certaines personnes se faisant concurrence. Au cours d'une querelle, la plus jeune blessa grièvement sa compagne à coups d'épingles à chapeaux. Je fus amené par les besoins de l'instruction à prendre connaissance de lettres qui pouvaient éclaircir cette affaire. Eh bien ! elles étaient épouvantables, c'était l'horreur de l'horreur ; je n'aurais jamais cru que les ateliers puissent être aussi immoraux et corrompus. »

Andrée D... n'a-t-elle pas, elle aussi, été leur victime ? Au sortir de l'école elle fut placée dans un petit atelier familial de son quartier par des personnes charitables qui s'intéressaient à elle. Elle ne gagnait rien ou presque, mais apprenait admirablement son métier. Ses parents voulant « qu'elle rapporte de suite » la firent entrer dans un atelier, où 200 ouvrières sont réunies. Sur les conseils de ses camarades — dont plusieurs sont mariées et mères de famille — elle « fit la noce ». Elle rentrait tard, prétextant toujours une veillée, mais un jour elle jeta bas son masque, quitta le domicile paternel. Aujourd'hui elle a 17 ans et sa prostitution entretient trois jeunes vauriens d'un quartier voisin.

N'est-ce pas aussi la triste histoire de Marguerite B..., âgée

(1) *Bulletin Société Proph. sanitaire et morale*, 1902, p. 391.

de 16 ans ? Elle était posticheuse. La clientèle pour laquelle sa maison travaillait et ses camarades d'atelier étaient loin de lui donner de bons exemples ou de bons conseils. Elle eut le tort de suivre ceux-là et d'écouter ceux-ci, — aujourd'hui elle se prostitue et a cessé de travailler.

6° *Indifférence des patrons et contremaîtres.* — Ce qui facilite encore cette immoralisation quotidienne à laquelle est en butte la jeune ouvrière, c'est l'indifférence des patrons et des contremaîtres quand ils ne sont pas les complices ou les auteurs de la corruption.

« Beaucoup de propriétaires et de fabricants, écrivait déjà Le Play, voient avec indifférence une dégradation dont la pensée ne s'offrirait pas à l'esprit des peuples que, dans nos fausses idées de progrès fatal, nous nommons arriérés. Cette coupable tolérance existe même dans plusieurs villes où les chefs d'industrie montrent d'ailleurs une véritable sollicitude pour le bien-être matériel de la population. L'opinion publique, manquant sur ce point à la mission qui lui incombe chez les peuples libres, n'a ni la délicatesse, ni l'énergie nécessaires pour préserver de pauvres filles contre certaines tortures morales ayant le caractère le plus odieux. Dans quelques districts manufacturiers ce désordre atteint les plus extrêmes limites ; les corrupteurs n'appartiennent pas seulement à la classe ouvrière : ce sont les employés de fabrique, les gens de la classe aisée, parfois enfin les chefs d'industrie eux-mêmes, c'est-à-dire, ceux qui, selon les lois divines et humaines, ont charge de l'ordre social (1). »

Aujourd'hui, il en est de même, peut-être même est-ce pire. Les contre-maîtres, les premières, les patrons sont trop souvent gravement coupables. Ils ne s'occupent, pour beaucoup,

(1) Le Play, *La Réforme Sociale*, 8^e Ed., t. I, p. 438 et 439.

que des questions matérielles. L'atmosphère morale de leurs ateliers ne les inquiète pas assez. Pourvu que le travail soit fait et bien fait, le reste importe peu. Telle est trop souvent la façon d'agir. Et pourtant, sans parler du manquement grave à leur devoir, ils auraient le plus grand intérêt, même matériel, à ce que l'immoralité disparût de leur atelier ou de leur fabrique.

Il y en a qui l'ont compris, et accomplissent, autant qu'il est en leur pouvoir, cette mission si importante qui leur incombe.

Quelques-uns y ont été amenés, par la révélation brutale de l'immoralité de leur personnel, témoin cet industriel d'un de nos chefs-lieux les plus sillonnés d'étrangers.

La Municipalité avait donné à l'occasion de... je ne sais plus quelle fête, un bal masqué. Cet industriel s'y rendit... et ses ouvrières aussi. Leur conduite scandaleuse et les conversations qu'elles tinrent le frappèrent. Il se mit alors à exercer un contrôle sérieux sur la moralité de ses ateliers, qui, aujourd'hui, sont dignes d'être cités comme exemples.

Certains se préoccupent, naturellement, de la moralité de celles et de ceux qui travaillent dans leurs fabriques, et s'efforcent de ne laisser ternir en rien leur innocence et leur vertu.

L'académie n'a-t-elle pas décerné, en 1905, la plus haute récompense donnée à la vertu individuelle à l'une de ces patronnes modèles, qui se montre pour ses ouvrières « la plus dévouée et la plus attentive des mères » et qui accomplit, à l'égard de son personnel, « une sorte de mission morale, un généreux apostolat » (1)?

Et ne mériterait-elle pas la même récompense, cette jeune fleuriste, « qui, connaissant une petite ouvrière, de 5 à 6 ans

(1) Académie Française, 26 nov. 1908. Prix de Vertu. Discours du Marquis de Ségur.

plus jeune qu'elle, orpheline comme elle et qu'elle savait honnête et bonne, de nature et d'âme délicates, l'adoptait pour jeune sœur, la plaçait dans un ménage de braves gens, leur payait pension pour elle et lui cherchait elle-même de l'ouvrage à domicile, pour lui éviter les contagions et les dangers de l'atelier auxquels elle avait été exposée elle-même (1)? »

7° Initiations et excitations criminelles. — Parfois, il se rencontre des patrons, des contre-mâîtres et contre-maitresses qui, loin de protéger la vertu de leurs ouvrières, sont des agents de leur corruption.

Ils sont les premiers à pousser les ouvrières à la débauche et à en profiter.

« Une enfant de 13 ans et demi, lisons nous dans les rapports annuels de l'Œuvre Libératrice, orpheline de mère, violée par son patron, un marchand de vins, et livrée par celui-ci à des clients, nous a été amenée par son père, un brave terrassier (2). »

Andrée B... à l'âge de 15 ans et demi a été débauchée par son patron, qui a abusé d'elle, en la menaçant, en cas de refus, de la mettre à la porte.

Parfois, les jeunes filles sont l'objet d'un trafic honteux. Tel est le cas de Jeanne D..., qui, âgée de 16 ans, fut violée par le contre-maître de l'usine où elle travaillait, contrainte par lui à racoler pendant plusieurs jours, et finalement cédée par celui-ci à son patron, moyennant une augmentation de salaire.

M. Fuster raconte la singulière réponse que fit un patron (3), à une de ses ouvrières, qui venait se plaindre de la modicité de son salaire :

(1) *Le Correspondant*, 25 février 1910, p. 740 et 741.

(2) 13 mars 1904.

(3) Le fait se passe, il est vrai, en Allemagne.

« Il y a, dit-il, une quantité de femmes qui gagnent de l'argent autrement... C'est à vous de savoir comment... et qui reviennent à nous dans les mauvais moments, ou simplement pendant une partie de la journée. Elles ne demandent presque rien, elles ont toujours le soir pour compléter ».

« Mais, Monsieur, reprit l'ouvrière, qui était honnête et voulait le rester : Je ne puis pourtant pas... »

Et alors, ajoute M. Fuster, le patron hausse les épaules en me disant : « Que voulez-vous que j'y fasse, cela me désole, mais il faut en passer par là, on ne m'achètera pas les corsages un pfennig de plus, parce qu'ils sont cousus par d'honnêtes femmes (1). »

Il faut rapprocher ce mot de celui plus terrible encore, s'il est vrai, prêté à M. Singer, député socialiste au Reichstag, qui répondait à quelqu'un lui reprochant la modicité des salaires des femmes travaillant chez lui :

« Elles sortent à 11 heures, il y a encore des hommes dans la rue à cette heure-là (2). »

M. Bluzet tient de M. Falot un fait analogue : « Une dame qui s'intéressait à une jeune fille me demande pour elle une place dans un magasin.

« Mademoiselle est-elle jolie ? demande le patron.

« Pourquoi me demandez-vous cela ?

« Parce que dans ce cas je la paierais moins cher, sa jolie figure ferait le reste (3). »

Que tous ces corrupteurs, d'autant plus redoutables qu'ils sont plus haut placés, n'ont-ils toujours eu présent à la mémoire ce mot de Jules Simon : « Je dis très hautement de ceux qui

(1) *Revue féministe*, oct. 1895.

(2) *Libre Parole*, 2 février.

(3) Bluzet, *La Prostitution officielle*, 1903, p. 22 et 23.

abusent de la situation d'une femme placée sous leur autorité, que ce sont les derniers des lâches ».

Devant de tels exemples, on comprend facilement ce que disait, il y a quelques mois, le fondateur d'une de ces œuvres admirables destinées à la protection des jeunes ouvrières et employées, que l'Académie Française a récemment comprise parmi les lauréats des prix de vertu.

« A Paris, voyez-vous, la vie de l'ouvrière est terrible. Tout y est fait pour l'y tuer physiquement et moralement, et je me demande souvent ce qu'y deviendraient bien des honnêtes femmes et surtout bien des femmes du monde, qui se croient le droit d'être sévères... »

Et il ajoutait : « Ah ! si on pouvait savoir toutes celles qui sont ainsi persécutées dans ce monde des ateliers, et des magasins, uniquement parce qu'elles sont honnêtes. »

Et il terminait par ces paroles consolantes, en parlant de ces héroïques jeunes filles qui triomphent en soutenant une lutte de tous les instants : « Si extraordinaire que cela semble, dans ces ateliers, et dans ces magasins, chez ces couturiers et chez ces couturières, dans ce monde de frivolité et dans tous ces milieux de tentations et de mauvais contacts, dont elles sont obligées de respirer l'air pour gagner leur vie et souvent celle de leur famille, il y a des ouvrières, dont je dirais, si je l'osais, qu'elles sont des saintes (1). »

Mais il omettait de dire que, pour plusieurs, c'était grâce à lui.

8° *Corrupteurs et séducteurs.* — Hors de l'usine ou de l'atelier, les dangers ne sont pas moindres. Que la jeune ouvrière sorte pour faire des courses, rentrer chez elle, aller à l'atelier, elle se trouve sans cesse exposée à ce que M. le con-

(1) *Le Correspondant*, 25 février 1910, p. 737, 738, 739.

seiller Flandin, appelle d'un mot si juste et si pittoresque le « braconnage masculin ».

L'un des endroits où les périls sont les plus grands, est la « gargotte où elle va prendre ses repas de midi ».

« C'est pendant qu'elle médite, la carte à la main, un menu économique, qu'un galant de crèmerie lui propose d'ajouter quelque chose à son déjeuner, ou même de le payer tout entier (1) ».

C'est ainsi que commencent tant de ces liaisons, le plus souvent fatales. Combien de jeunes filles ont été amenées à la suite d'une rupture, parfois ayant suivi de près cette idylle, à se suicider ! — Les journaux en rapportent bien des exemples. — Combien, au bout de quelque temps, sont abandonnées par ceux dont elles se croyaient aimées, et le plus souvent, après avoir été rendues mères, et alors, combien en arrivent ainsi à la prostitution ?

Un exemple entre mille, celui de Marguerite B... A peine sortie de l'école, elle fut placée par ses parents dans une fabrique des environs de Paris. Elle retrouvait tous les jours, dans le tramway qu'elle prenait et au restaurant où elle déjeunait, un de ses camarades d'atelier, qu'elle fréquenta pendant quelques temps, et qui l'abandonna peu avant la naissance d'un enfant. Dénuée de tout, rejetée par sa famille, elle s'adonna à la prostitution, jusqu'au jour où elle trouva une personne charitable qui la fit sortir de la vie qu'elle menait.

Parfois, l'ami qu'elle aura choisi, auquel elle se sera donnée, lui fera vite comprendre qu'il attend autre chose d'elle ; il lui faudra alors descendre dans la rue ou fréquenter les lieux de débauche, et se livrer à la prostitution, sous les menaces et la surveillance du terrible protecteur.

(1) Ch. Benoist, *Salaires et misères de femmes*, p. 17 et 19.

Les journaux nous rapportaient dernièrement le cas d'une jeune ouvrière que son amant contraignait à la prostitution, alors que, lui se refusait, comme toujours, à tout travail.

La prostitution de Berthe F... n'a pas eu d'autre cause. Elle fit la connaissance, dans une ville d'eau célèbre, d'un jeune homme, dont elle s'éprit rapidement. A peine l'eut-il décidée à fuir le domicile de ses parents, qu'il lui révéla ce qu'il voulait d'elle et qu'il la força sous « les menaces les plus terribles », à se livrer à la prostitution.

9° *Proxénètes*. — C'est encore à la gargotte que les entremetteuses s'efforceront d'embaucher les jeunes apprenties et ouvrières.

« Elles les suivent, écrivait M. Berry dans son rapport de 1894, quand elles sortent de chez les patrons, les accostent habilement, leur offrent des friandises, même des déjeuners, et lorsqu'elles les ont décidées à venir prendre, après leur journée, une tasse de thé et quelques gâteaux au lupanar, elles les renvoient la journée finie à leur famille avec une pièce de cinq francs.

« Les jeunes ouvrières, comme bien on pense, cachent la pièce blanche, racontent qu'on était pressé à l'atelier, qu'elles ont été obligées de travailler jusqu'à minuit et qu'en ce moment elles sont averties qu'il faudra souvent veiller.

« Puis, tranquilles du côté de leurs parents, elles retournent tous les soirs à la maison hospitalière, jusqu'à ce que, trouvant plus commode et plus lucratif ce nouveau travail, elles abandonnent complètement leur métier, pour se livrer jour et nuit aux habitués de Madame, qui leur donne de bons repas et les habille de riches toilettes (1). »

(1) Chambres des Députés, 6^e législature, *Impressions*, n° 641, p. 23
t 24.

10° *Les garnis.* — L'ouvrière isolée, qui se trouve sans secours et sans appui, trouve un nouvel écueil dans les garnis, dans lesquels elle est obligée de loger. Ses ressources ne lui permettant que de résider « en meublé », elle se voit contrainte aux voisinages les plus dangereux, aux promiscuités les plus redoutables. Il suffit d'y pénétrer, d'y entendre les conversations que l'on y tient, ou d'assister aux exemples désastreux qui s'y donnent, pour se convaincre que dès qu'une jeune fille en franchit le seuil, elle doit renoncer, la plupart du temps, à rester vertueuse. M. Georges Picot, au cours d'une enquête qu'il fit en 1900, mentionnait, dans le rapport qui résumait ses observations, que dans la plupart on ne reçoit pas d'ouvrières isolées. « Il faut quelqu'un pour la défendre. Rien de plus curieux, ajoutait-il, que d'entendre sortir d'une bouche honnête ce précepte de conduite, expliquant la nécessité du concubinage », le premier pas trop souvent vers la prostitution.

« Il est donc avéré qu'à Paris, dans les cent et quelques garnis que j'ai visités, poursuivait-il, image des dix mille garnis de la capitale, il n'y avait pas de place pour celle qui n'était pas décidée à l'inconduite.

« Un des hauts fonctionnaires de la Préfecture de Police, un esprit réfléchi, qui se sert de son expérience pour penser et juger, me disait : « Je suis arrivé à la conviction que sur 100 filles qui tombent dans la prostitution, il y en a 95 qui tombent par le fait du logement (1). »

La jeune B... travaillait dans une usine des environs immédiats de Paris. Ses parents ayant déménagé, pour aller habiter à l'autre extrémité de la grande ville, la jeune B..., pour ne pas

(1) *Réforme Sociale*, 1900, t. I, p. 823 et s.

quitter sa place, alla demander asile à un de ces hôtels, ou plutôt de ces bouges, avoisinant la barrière. Elle venait d'avoir 16 ans. — Quelques mois plus tard, elle était arrêtée, en même temps que son souteneur, jeune vaurien, dont elle avait fait connaissance dans l'hôtel où ils logeaient tous deux.

11° *Bals, théâtres.* — Les délassements que la jeune fille, la jeune ouvrière, peut se procurer ne sont pas sans danger.

L'un de ceux auxquels elle se laissera le plus facilement entraîner, seront ces « bals » dans lesquels elle ne saurait pourtant pénétrer sans exposer grandement sa vertu, on pourrait même dire sans la perdre. Elle y va, pour accompagner des amies, pour se distraire et s'amuser, souvent sans penser à mal. Parfois, elle y est conduite par ses parents, dont l'inconscience est incroyable.

« Ce qu'il y a de plus douloureux dans ces bals, écrivait M. le comte d'Haussonville, c'est le grand nombre d'enfants qu'on y rencontre... J'y ai vu des bambins et des bambines, attendre, assis sur un banc, les uns avec de gros yeux de sommeil, les autres avec la mine d'une curiosité déjà éveillée, la fin de quelque danse échevelée. J'ai même vu une femme, qu'à sa mise on aurait pu prendre pour une ouvrière décente, guider les premiers pas de sa fille, gentille enfant de 8 à 10 ans, dans une danse de caractère. L'enfant s'escrimait de son mieux et levait aussi haut qu'elle le pouvait sa petite jambe... Le spectacle d'enfants couchés dans un lit d'hôpital m'a laissé un souvenir moins pénible (1). »

L'une des victimes de ces endroits malsains a été Henriette H. dont l'histoire nous a douloureusement impressionnée.

Elle venait d'avoir 17 ans ; ses parents avaient élevé tous

(1) *L'Enfance à Paris*, p. 250 et 251.

leurs enfants avec le plus grand soin et la plus grande vigilance. Ils ont d'ailleurs, sauf pour Henriette, fort bien réussi. Sa mère, malade depuis longtemps, a été soignée, par sa fille, avec un dévouement au-dessus de tout éloge. — A la mort de sa mère, son père lui procura une de ces places choisies, où la patronne est la mère de ses ouvrières. Le dimanche, malgré tous les conseils qu'elle recevait, Henriette fréquentait les bals voisins en compagnie de ses amies. Elle y fit de mauvaises connaissances, fréquenta les filles légères qu'elle y rencontrait et finalement s'adonna à la prostitution.

Ce qui séduit aujourd'hui la jeune ouvrière, beaucoup plus que les bals louches, ce sont les *cinématographes* sans nombre, qui de tous côtés la sollicitent, et dont le prix des places est à portée de toutes les bourses. — Mais, certains de ces spectacles sont peu faits pour protéger sa vertu et maintenir la jeune fille dans l'honnêteté. M. le sénateur Béranger, dont l'ardeur pour la lutte contre l'obscénité ne se ralentit pas, stigmatisait, récemment, en termes énergiques « les dangers qu'offrait pour les mœurs le cinématographe », et, à l'appui de sa thèse, il citait le titre de quelques-uns des tableaux qui étaient représentés (1). Certains d'entre eux figurent même dans les « séances dites de famille ». Plusieurs personnes se sont plaintes devant nous de ces surprises désagréables ; alors qu'elles croyaient mener leurs enfants à un spectacle honnête et sans danger, elles étaient, devant la crudité et même l'obscénité des films, dans la nécessité de sortir, ainsi qu'elles nous le rapportaient. Les maires ont, dans certaines villes, été obligés d'interdire, d'ailleurs, l'exhibition de certains films.

Le mal est aussi grand dans les théâtres où la jeune fille croit pouvoir se recréer.

(1) *Echo de Paris*, 15 septembre 1910.

« Vous savez ce que sont devenus les théâtres ? disait déjà, au Sénat, il y a près d'un demi-siècle, M. Amédée Thayer. Ils ont cessé d'être des écoles d'esprit, d'élégance, de bon ton, et, qu'on me permette de le dire, au lieu de ces bonnes bêtises, dont, autrefois, on pouvait rire sans rougir, on y entend des plaisanteries faites en termes équivoques, qui ne sont pas toujours sans danger : certes, nous n'avons pas à être fiers d'être Français, quand nos théâtres offrent de tels spectacles aux étrangers.

« Et que dire, de ces cafés chantants, où des chanteuses s'appliquent à faire applaudir des chansons d'un goût douteux en les accompagnant de gestes suspects (1) ? »

Quels termes seraient assez expressifs, pour permettre à M. Thayer, s'il vivait encore, de critiquer les théâtres d'aujourd'hui, car depuis 1865, ils sont loin de s'être améliorés et assainis.

Aujourd'hui ils sont devenus des tribunes, d'où les auteurs montrent les plaisirs de l'adultère, ou les joies de l'union libre, ou plus exactement de l'amour libre. Ce qu'ils réclament — et ce que le bon public semble approuver — le succès de certaines pièces en serait la preuve — c'est « le droit au bonheur », « le droit à la passion ». — Les scènes de nos grands théâtres eux-mêmes sont envahies de cette littérature nocive. « La pornologie », écrit M. Emile Faguet, coule à pleins bords au théâtre. Grave symptôme de l'état des esprits et des cœurs. Ce n'est pas sans inquiétude que je me rappelle un mot de Sainte-Beuve. On disait devant lui : « Le théâtre imite la vie ». — « Oh ! Oh ! répondit-il, la vie imite bien plus le théâtre (2). »

Mot terrible, dont tous les instants ne prouvent, hélas ! que trop la véracité.

Que dire alors, de ces petits théâtres « d'à côté » des music-

(1) Séance 22 juillet 65. *C. R. Archives*, p. 646.

(2) *La Croix*, 13 août 1908, « La Pomologie au théâtre ».

halls et des cafés-concerts. Là c'est simplement l'obscénité, le couplet ignoble accompagné de gestes obscènes, d'exhibitions scandaleuses, en un mot, c'est l'excitation à la débauche, sous toutes ses formes.

Au moment où nous écrivons ces lignes, nous avons sous les yeux une invitation — ou plutôt deux entrées de faveur — envoyée par un de ces petits théâtres, au mois d'avril 1909. Le titre de la pièce en dit déjà beaucoup : « Amours perverses ». Mais le détail des tableaux renseigne sur le spectacle qui est donné. On y mentionne au deuxième tableau : « La volupté de la chair », danses lascives. Est-il besoin d'ajouter que, pour rendre l'invitation plus pressante, on a écrit en grosses lettres : éviter d'amener des jeunes filles ?

« Dans la plupart de ces représentations, disait récemment au Sénat M. le sénateur Béranger, dans les grands comme dans les petits théâtres, cette générale affectation d'accompagner les scènes fort osées par elles-mêmes d'exhibitions de nudité, non pas de la nudité artistique accompagnée des atténuations acceptées par nos pères, qui n'a rien qui puisse offenser les mœurs, mais de la nudité sensuelle, de la nudité toute crue dont la vue est une inévitable excitation aux sens... (1) » et il continuait, révélant à ses collègues l'étendue du mal en leur signalant, comme il l'avait fait à la Société des Prisons (2), quelques-uns des spectacles qui sont offerts à la population de notre pays.

L'inconvénient, « le péril résultant de l'immoralité » des cafés-concerts, a été affirmé, il y a quelques années, par le ministre de l'Intérieur, dans une circulaire sur leur réglementation (3).

(1) Sénat, *Débats*, séance 22 mars 1912.

(2) *Rev. Pén.*, 1912, p. 70 et 71.

(3) *J. Officiel*, 18 déc. 1906.

Ce qui est le plus pénible, lorsque l'on voit la foule qui fait queue et se presse pour assister à ces spectacles si immoraux, c'est de constater que dans cette foule impatiente de se rassasier de l'obscénité se trouvent de tout jeunes gens et de toutes jeunes filles et grand nombre de parents amenant leurs enfants, Singulière éducation mais combien tristement fructueuse !

12°) *Misère et salaires insuffisants.* — « La prostitution, disait au Sénat M. Lépine en 1895, n'est souvent que la dernière ressource cherchée pour nourrir un enfant, le mettre en pension, le faire instruire, entretenir de vieux parents (1) » et plus récemment M. le sénateur Béranger déclarait « que la prostitution n'est souvent que la mendicité de la piécette, pour la soupe du soir (2) ».

Et ils avaient raison ; car au cours de notre enquête, nous avons rencontré nombre de prostituées, dont la misère avait été cause directement ou indirectement de leur prostitution.

« La misère, a-t-on dit justement, est la grande pourvoyeuse « de la prostitution. »

Elle l'est tout d'abord indirectement, en multipliant les obstacles que la jeune fille a à surmonter, et en aggravant les dangers auxquels elle est exposée. C'est elle qui, trop souvent, détruit le foyer et désorganise la famille ; c'est elle qui engendre le taudis et toutes les promiscuités malsaines et périlleuses pour la jeune fille ; c'est elle qui pousse au vagabondage, à ces mille petites professions de la rue, aboutissant fatalement à la prostitution.

Lorsque ces malheureuses enfants, qui ont toujours vécu dans la misère, seront provoquées par le luxe parfois insolent qu'elles rencontrent à chaque pas, quand elles auront songé

(1) Sénat, séance du 30 mai 1895.

(2) Commission Extraparlémentaire.

aux moyens si faciles de se le procurer, et quand, en regard, elles auront imaginé la vie de labeur qui les attend, alors surtout qu'elles ne sont préparées à la lutte par aucune éducation ou formation morale, elles succomberont fatalement, se livrant à la prostitution, heureuses de sortir de l'état de misère dans lequel elles vivaient jusque-là.

De celles-là, nous en avons rencontré plusieurs. La misère ou la prostitution, tel était le seul choix qu'elles s'imaginaient pouvoir faire ; et la prostitution l'a emporté, car elle apparaissait à ces malheureuses comme un bonheur dont elles étaient parfois dégoûtées et assez rapidement.

Enfin, nous en avons rencontré quelques-unes, qui, sans travail, par suite d'un chômage forcé, sans ressource aucune, avaient demandé à la prostitution les moyens d'existence qui leur étaient indispensables.

Pourtant, ce nombre est relativement très restreint. « Je reconnais, écrivait M. Turot, dans son rapport au Conseil Municipal, que les clientes de M. Grécourt sont, en général peu sympathiques. *Rarement* on se trouve en présence de malheureuses poussées à la prostitution par la misère et par la faim ; le plus souvent, ce sont des filles dénuées de tout sens moral, aimant le plaisir, détestant le travail et nullement conscientes de leur avilissement (1). »

Abandon des campagnes. Mansardes et sixièmes. — L'abandon de plus en plus grand des campagnes vient encore grossir le nombre des jeunes prostituées.

Redoutant la vie des champs et le peu de distractions qu'elle offre, attirée par les séductions de toutes sortes de la « Ville »,

(1) Rapport au Cons. mun. de Paris, 1904, n° 3, p. 21.

la jeune campagnarde abandonne, dès 15 ou 16 ans, la ferme, et se dirige vers la grande ville voisine ou vers Paris.

Le plus souvent, presque toujours, elle ne sait rien faire, n'a appris aucun métier ; aussi songe-t-elle à « entrer en service ».

Ont-elles une place assurée, les tentations de toutes natures, et particulièrement les promiscuités si dangereuses des « sixièmes » auront tôt fait de reléguer sa vertu à l'état de souvenir.

Nous en avons rencontré deux, au cours de notre enquête, dont il faut attribuer la chute aux connaissances faites dans ces mansardes, sous les combles.

L'une, venue de la Bretagne, avait été débauchée par un vieux domestique, qui l'avait fait ensuite chasser de sa place à cause de son inconduite.

L'autre, arrivée du Centre, après avoir cédé aux instances d'un domestique de la maison, fut contrainte par lui à racoler le soir, après son travail.

Elles ont toutes deux été confiées à un Patronage qui les a rapatriées ; et elles ne songent plus à revenir à la ville.

Que de chutes occasionnées par les sixièmes et les escaliers de service « abandonnés à la valetaille et aux fournisseurs ». « Les parois, poursuivait le baron de Montenach, au Congrès de la Protection internationale de la jeune fille, tenu à Dijon en 1910, en sont couvertes d'inscriptions, de dessins, parfois d'une obscénité révoltante. De haut en bas de la maison règne ce couloir immonde et c'est après y avoir passé, que les jeunes femmes de chambre, que vous attirez des campagnes dans vos maisons, viennent prêter leurs services et vous ne frémissez pas à l'idée des images qui passent devant leurs yeux, des pensées qui agitent leur cerveau...

« Une autre plaie des maisons locatives, poursuivait-il, c'est le sixième étage où s'entassent dans une promiscuité abomi-

nable les gens de toutes les familles qui habitent l'immeuble.

« Il est effrayant de penser que nous acceptons tous avec tant de légèreté d'avoir au-dessus de notre tête ce compartiment sacrifié où nous laissons régner en maîtres le désordre, la saleté, le vice et tous les mauvais instincts.

« Dans son étude sociale remarquable sur les maîtres et les domestiques, M. Bouniceau-Gesmon, juge d'instruction, à Paris, a écrit à propos du sixième étage les lignes suivantes, qu'on ne saurait trop méditer : « Il est une autre cause particulière de la dépravation de nos serviteurs, inhérente à l'influence des milieux qu'il convient de signaler ici et qui affecte principalement la domesticité parisienne : c'est l'aménagement vicieux des constructions de la capitale qui a pour effet de soustraire les domestiques à la surveillance de leurs maîtres en les confinant, après leur service, dans les combles de la maison et sous les plombs de la toiture, et d'établir ainsi, par cette ligne de démarcation, une division en deux classes bien tranchée.

« Autrefois, grâce à sa cohabitation avec ses maîtres, le domestique pouvait au moins se considérer comme faisant partie intégrante de la famille. Mais cette exclusion actuelle du toit domestique, en enlevant au serviteur cette illusion, l'a convaincu qu'il constitue une caste à part et qu'il n'est plus qu'un simple mercenaire, rendu, son service terminé, à sa pleine indépendance. Or, le sixième étage, sorte de cité domestique, est une nouvelle école de corruption, un véritable pandémonium. C'est un foyer de fermentation de toutes les mauvaises passions qui travaillent l'âme de nos domestiques. Ils y ont des concubines, des réunions, et s'y livrent à des orgies où ils donnent libre essor aux épanchements de leur cœur contre leurs maîtres si bien que, dès qu'un domestique entre dans la maison, vierge de toute mauvaise suggestion et animé de principes de fidélité et de respect envers ses maîtres, il est aussitôt contaminé, per-

verti et mis à l'unisson des autres sous peine d'une intolérable persécution. En ne retenant donc pas leurs serviteurs auprès d'eux sous le toit domestique, les maîtres ont, par cette imprudente abdication de toute surveillance à leur endroit, prêté d'eux-mêmes la main au développement de leurs plus mauvais instincts. »

Et précisant, il ajoutait qu'à la suite d'enquêtes, on avait parfois constaté « que toutes les serrures et que tous les verrous des chambres du sixième avaient été dévissés et enlevés et de cette manière les femmes étaient livrées sans défense à leurs persécuteurs et à leurs séducteurs. Ailleurs des ouvertures clandestines, faites dans les murs mitoyens, unissaient entre eux les étages de plusieurs immeubles différents, élargissant ainsi le cercle des relations dangereuses (1). »

Celles qui n'ont pas de place en vue quand elles arrivent, sont encore plus exposées. Le premier écueil qu'il faut éviter, se trouve à la descente du train. Là, traînent des individus, dont le métier infâme consiste à débaucher, dès leur arrivée, les jeunes filles ignorantes, et à les conduire dans des lieux où la vertu n'est pas de mise. Ces individus savent discerner celles auxquelles il faut s'adresser : les sachant sans place, sans refuge, ils leur font les propositions les plus séduisantes, leur offrent des situations exceptionnellement avantageuses. Ces pauvres jeunes filles, ignorant encore la perversité de ces proxénètes, accueillent favorablement leurs propositions. Et alors, malheur pour leur vertu ! Ce fut à sa sortie de la gare de Lyon, que Berthe M... accepta de servir dans une famille du Havre. Conduite à la gare Saint-Lazare, elle allait être remise à ses nouveaux patrons, des tenanciers d'une maison de tolérance, lorsque toute la bande fut arrêtée.

(1) Congrès National de la Protection Internationale de la jeune fille, tenu à Dijon en 1910. *Compte rendu, passim*, et p. 117 et 118.

Si la jeune paysanne échappe à ce premier danger, elle se dirige alors vers ces innombrables bureaux de placement où, avec une insouciance et une confiance aveugles, elle s' imagine trouver « une bonne place ». Mais celle-ci tarde à venir, et lorsqu'elle aura épuisé ses petites économies, elle acceptera le modeste emploi de bonne de brasseries ou de cabarets borgnes, dont nous connaissons les dangers, ou elle écoutera les propositions de ces embaucheurs, qui rôdent tout autour des bureaux comme autour des gares, attendant le moment favorable pour agir.

Andrée B. arrivée à Paris, à 16 ans, s'adressa confiante à l'un de ces bureaux de placements. Elle n'avait rien trouvé et songeait à retourner dans son pays, lorsqu'on lui proposa une place dans une maison bourgeoise. — Elle accepta. — C'était une maison de passe. Honteuse et ne voulant faire ce que l'on attendait d'elle, elle alla demander aide au commissaire de police, qui la fit rapatrier.

La huitième Chambre avait à statuer, le 20 janvier 1909, sur un cas, assez rare heureusement, d'excitation de mineure à la débauche.

Les inculpés étaient les époux B... Ils habitaient à Auteuil, et avaient à leur service une jeune bonne de 17 ans. Le mari en fit sa maîtresse, la rendit mère. Il la conduisit ensuite dans les endroits familiers aux filles publiques, et la contraignit à se prostituer. Quand elle n'avait pas rapporté suffisamment, les époux B... la rouaient de coups et n'épargnaient même pas son enfant.

Le mari a été condamné à deux ans de prison, 1.000 francs d'amende, cinq ans d'interdiction de séjour — la femme à six mois et 50 francs (1).

(1) *Gazette des Trib.*, 21 janv. 1909.

Signalons pour terminer cette mère de famille, qui, il y a quelques temps, en soirée, faisait à une de ses amies cet aveu cynique et monstrueux : « Quand je choisis une femme de chambre, je la prends jeune et jolie ; ainsi j'empêche mes fils de courir ».

APPENDICE

LA PRÉSERVATION DE LA JEUNE FILLE

Malgré ces dangers si nombreux auxquels elles sont exposées et les séductions qu'elles rencontrent à chaque pas, bien des jeunes filles échappent aux défaillances et aux chutes ; on serait même tenté de s'étonner de leur grand nombre, lorsque l'on songe à tout ce qu'il leur faut de courage, d'énergie et, parfois même on peut dire d'héroïsme pour ne pas faiblir et ne pas tomber.

Un grand nombre d'entre elles puisent le secret de leur force dans les pratiques de la religion et dans les secours moraux si puissants et si efficaces qu'elle leur procure.

« Je ne voudrais pas qu'on puisse m'accuser à ce propos d'étroitesse d'esprit, écrivait jadis M. le comte d'Haussonville. Je sais tout ce que certaines femmes puisent de vertu et de dignité dans les principes d'une philosophie un peu vague, dans le respect d'elles-mêmes et, pour dire toute ma pensée, dans une fidélité inconsciente à ce pur idéal de la morale chrétienne dont toute notre société a été si profondément pénétrée que les plus rebelles en demeurent imbues. Mais pour préserver une jeune fille du peuple de la tentation et de la chute,

rien ne vaut la crainte de désobéir au Bon Dieu, à la Sainte Vierge, et le ferme propos de demeurer une véritable enfant de Marie » (1).

« Des âmes exceptionnelles, disait de son côté récemment M. Fourcade, mûries, trempées par la vie, élevées par une grande culture à une grande noblesse intérieure, saturées d'ailleurs par vingt siècles de christianisme, ont pu se tracer d'indéfectibles règles de vie. Encore ont-elles confessé à l'ordinaire, aux prix de quelles contradictions de l'esprit, de quelles détresses intellectuelles elles ont réussi à maintenir cet effort de la volonté. Mais l'humanité en général, mais les jeunes générations en particulier, ont donné le témoignage irrécusable de l'inanité de cette morale. La criminalité croissante, la criminalité juvénile crient plus haut que tous les sophismes et que toutes les ingéniosités, que la voix du devoir, si indistincte chez tant d'hommes, est, chez tous, impuissante à dominer les appels autrement impérieux de la passion. Et c'est faire à l'humanité un honneur immérité alors qu'elle ne détermine ses actions quotidiennes que par le mobile de l'intérêt, d'attendre d'elle qu'elle accepte les rigueurs de la morale sans l'espoir d'une récompense et sans la crainte d'un châtiment (2). »

Pour beaucoup de jeunes filles, les secours de la religion sont facilités par la fréquentation des œuvres créées pour la préservation et la protection de la jeune fille.

A mesure que les dangers augmentaient autour d'elle, et que les périls devenaient plus imminents, de toutes parts se fondaient et se multipliaient ces œuvres admirables, si diverses, dans lesquelles tant de femmes de bien consacrent tout leur temps et tout leur dévouement — parfois même leur fortune —

(1) *Salaires et misères de femmes*, p. 23 et 24.

(2) *Réforme sociale*, 1911, t. II, p. 83.

à la jeune ouvrière, et lui donnent le meilleur de leur cœur et de leur affection, s'efforçant de lui apporter la bienfaisante protection dont sont perpétuellement entourées d'autres plus heureuses !

La diversité des formes que revêtent ces œuvres, les buts particuliers qu'elles poursuivent leur permettent de lutter avec efficacité, le plus souvent, contre la défaillance des jeunes filles qui se confient à elles.

Le cadre forcément restreint de cette étude ne nous permet que de signaler quelques-unes de ces institutions.

Les premières œuvres appelées à exercer leur tutélaire protection sur la jeunesse de la classe laborieuse sont les *Patronages*, et spécialement les Patronages catholiques.

Empêcher la jeune fille de vagabonder, aux jours où elle ne travaille pas, et partant écarter bien des sollicitations séductrices, travailler à sa formation morale, religieuse, et intellectuelle, et, s'il est nécessaire, aider ou remplacer la famille, dans son rôle d'éducatrice, tels sont les principaux buts des Patronages.

Ils sont, d'ailleurs, en même temps, loin de négliger les intérêts matériels de leurs adhérentes. Caisses d'épargne, vestiaires œuvres du trousseau, cours du soir, et, parfois, enseignement ménager complètent leur programme.

Chaque dimanche — les jeunes filles viennent passer leur journée au Patronage. Elles y retrouvent leurs camarades et leurs amies. Les encouragements, les conseils, dont elles ont besoin, leur sont maternellement donnés par la directrice et ses collaboratrices qui ont su acquérir et mériter leur confiance. Cette union des cœurs, cette fusion des âmes, se « cimente » par l'assistance à la messe au début de la journée. et au moment du départ, par la prière en commun dans laquelle, les unes puisent la source de leur dé-

vouement, les autres celle de leur courage, et toutes le secret de leur mutuelle affection, si nécessaire pour atteindre le but poursuivi.

« S'il y a encore, grâce à Dieu, disait M. Louis Rivière, tant de mères de famille chrétiennes dans le peuple de Paris, les patronages y sont pour beaucoup (1). »

La région parisienne comptait en 1910 252 patronages diocésains; 55.380 enfants et jeunes filles y sont inscrits, 41.540 viennent régulièrement et, parmi ces dernières, 17.700 ont plus de 12 ans, et sont en apprentissage.

Il faut mentionner que beaucoup de patronages moyennant une somme infime, et souvent gratuitement, procurent à chacun de leurs membrés un séjour de trois semaines à la campagne, pendant l'été. Près de 1.200 jeunes filles profitent annuellement du grand air, soit grâce à « l'œuvre des bonnes vacances », ou œuvres similaires, soit grâce aux organisations particulières de chaque patronage.

Certains d'entre eux étendent encore leur zone d'action sur les jeunes filles venant travailler dans le quartier.

L'heure du déjeuner peut avoir, nous l'avons exposé, pour la jeune fille les plus funestes conséquences. C'est alors que peuvent se faire des connaissances dangereuses, se créer des amitiés funestes. Aussi, dès 1892, vit-on se fonder à Paris des *Restaurants Féminins*. Seules les femmes et les jeunes filles y sont admises. Ces restaurants sont ouverts de 11 heures à 1 heure et de 7 h. à 8 h. 1/2 du soir. Le premier, dû au Père du Lac, était situé au Palais Royal, puis presque simultanément « Le foyer de l'Ouvrière » ouvrait un établissement similaire, 60, rue d'Aboukir. Aujourd'hui, il existe à Paris une quaran-

(1) *La Protection de la jeune ouvrière*. Broch. de l'Action Populaire n° 84.

taine de restaurants pour jeunes filles et femmes seules. Ils sont situés dans les environs des centres de travail.

Il est inutile d'insister sur le rôle important joué par ces établissements. La jeune ouvrière ne leur doit pas seulement une protection morale efficace. Mais encore, elle trouve dans ces restaurants une nourriture saine et abondante pour un prix modique. Pour 0,85 centimes, voire même dans certains restaurants pour 0,60, l'ouvrière a un déjeuner très substantiel. — Aussi comprend-on aisément le succès, d'ailleurs mérité de ces maisons. — Le restaurant de la rue de Richelieu a ainsi, par exemple, en une année servi 128.050 repas à midi.

Malgré le prix modique, des repas, la somme réclamée était encore trop élevée pour certaines jeunes filles. On voyait souvent les jeunes apprenties manger froid à midi, soit les provisions qu'elles apportaient de chez elles, soit les quelques sous de charcuterie qu'elles achetaient au plus grand dam de leur santé. L'hiver elles déjeunaient dans l'atelier à l'atmosphère surchauffée ou au bar ; l'été elles prenaient leur repas, dans les jardins publics, où elles étaient en butte, aux sollicitations les plus éhontées. Pour venir en aide à ces pauvres jeunes filles on inaugura, il y a peu d'années, « *Les Réchauds de midi* ». Moyennant 0 fr. 10 la petite ouvrière trouve à sa disposition, dans un vaste local, où pas un homme ne franchit le seuil, un couvert, des assiettes, de l'eau filtrée, et tout ce qui est nécessaire pour faire chauffer le repas qu'elle apporte. Dans certains elle dispose même d'une case où elle peut enfermer ce qui lui appartient. Certains de ces réchauds sont plus : ils possèdent une bibliothèque où les ouvrières peuvent utilement ou agréablement employer le temps qui leur reste de libre après leur déjeuner. Parfois, les livres sont prêtés et emportés. Le prêt d'un volume coûte 0,05. Il faut mentionner que, dans quelques-uns de ces établissements, de courtes causeries sont faites

de temps à autre aux ouvrières, après le repas. Les réchauds de midi se répandent peu à peu : plusieurs sont ouverts dans différents quartiers de Paris ; l'un d'eux a pu enregistrer près de 7.000 entrées en un an (6.753 exactement).

Ces exemples ont été suivis en province. Certaines villes ont voulu faire mieux encore et ont tenté des réchauds de midi gratuits. Des essais ont eu lieu à Nancy et à Marseille, pour quelques jeunes filles des environs, qui ne pouvaient rentrer déjeuner chez elles.

Bien avant le problème des repas la question du *logement* de la jeune fille isolée avait préoccupé les œuvres de Protection.

Depuis longtemps déjà, certaines religieuses avaient diverses maisons dans lesquelles, moyennant un prix modique, elles accueillaient leurs anciennes élèves, et parfois des jeunes filles isolées. Le prix de pension variait entre 45 et 60 frs. C'est ainsi que les Filles de la Charité ont une quinzaine de maisons de Notre-Dame de Bonne Garde à Paris. — Les sœurs Dominicaines de la Présentation de Tours ont des maisons à Paris et en Province, ainsi que les religieuses de Marie-Auxiliatrice, dont la maison de la rue de Maubeuge, ouverte en 1872, peut hospitaliser 120 jeunes filles pour des prix allant de 35 à 50 frs., (logement et nourriture compris).

La jeune ouvrière échappe aussi aux dangers des taudis, des garnis, voire même parfois pire — dont la modicité extrême d'un salaire de famine lui impose la fréquentation. — Elle trouve dans ces maisons hospitalières un gîte sûr et sain, une bonne nourriture, des compagnes et des amies dévouées, des distractions honnêtes.

Pourtant, ces maisons ne peuvent être un asile pour les ouvrières qui sont astreintes à des veillées. — Ces maisons en effet ferment leurs portes à 8 ou 9 heures.

C'est pour pallier à cet inconvénient, qu'il y a quelques

années grâce à un saint religieux, était fondée par le syndicat de l'aiguille une maison de famille, restant ouverte jusqu'à la fin des veillées.

« C'est assez compliqué et assez pénible, expliquait son promoteur. Elles sont fréquentes et très tardives, les veillées ; elles le sont malgré la loi, parce que la loi a des sous-entendus. Il faut d'abord passer la soirée comme les ouvrières ; en outre, il faut, le lendemain, (car je vous dirai leurs défauts à ces pauvres filles), il faut, le lendemain, aller chez leur patron s'informer si on a réellement fait la veillée chez lui, parce que, enfin, nous n'avons pas d'autre manière de savoir si, au lieu de venir de leur atelier, elles ne viennent pas d'ailleurs (1). »

Cette maison, située dans la cité du Retiro, peut accueillir 80 jeunes filles, versant 50 francs par mois. — Des maisons analogues ont été encore fondées par des personnes appartenant à d'autres confessions ou guidées par un sentiment philanthropique.

C'est ainsi qu'il faudrait citer, notamment, le cercle Amiatia, situé rue du Parc Royal, l'hôtellerie populaire pour femmes, ouverte rue Fontaine-au-Roi, par l'Armée du Salut, et la maison Marjolin, 35, rue des Grandes Carrières.

Ceux qui ont assisté au 30^e Congrès de la Société d'Economie sociale ont pu visiter l'une des maisons destinées aux jeunes filles par « l'Œuvre des maisons de famille pour jeunes filles isolées ».

Cette œuvre, fondée en 1891, fut reconnue d'utilité publique en 1901.

Son but a été exposé d'une façon très nette par un de ses anciens présidents : « Remplacer la famille pour la jeune fille, qui, vouée au labeur, a dû quitter sa famille, rendre un logis

(1) St. du Lac, *Le fil et l'aiguille*, broch. *Action Populaire*.

à ces isolées, les grouper autour d'un foyer maternel et doux, donner à ces enfants la chère illusion de parents retrouvés, leur offrir, avec le repas quotidien, l'affection discrète et clairvoyante qui veille sur elles, l'amitié qui leur tend la main à l'heure où elles ont besoin d'un appui. Et le programme, poursuivait-il, n'est pas complet : il ne s'agit pas seulement d'assurer à ces jeunes filles un logement, la nourriture à toute heure, un dîner chaud, le dortoir et le repas pour un prix modique. Il s'agit encore de leur offrir des distractions honnêtes, de saines lectures, *sans cependant les faire sortir de la simplicité de la condition où elles sont nées. Il ne s'agit pas de les déclasser mais de les maintenir* (1). »

Et la maison du 101 de la rue de Lille répond admirablement à ce but. Elle peut accueillir 90 jeunes filles pour une pension de 60 à 75 francs par mois. La maison est fermée à 10 heures, heure à laquelle on doit être rentré, sauf autorisation spéciale de la directrice. L'Œuvre possède à Bois-Guillaume, près de Rouen, un vaste domaine où l'on reçoit les jeunes filles aux mêmes conditions qu'à Paris.

L'Œuvre de l'Hospitalité de nuit inaugurerait, le 15 novembre 1910, une maison d'accueil provisoire, destinée aux jeunes filles et aux jeunes femmes de moins de 40 ans, momentanément sans emploi. La maison est très simple mais très propre, renferme 35 chambrettes ; elle possède en outre une grande salle de travail et de réunion, où se tiennent les pensionnaires.

Le prix est de 5 francs pour la première semaine, et ensuite 4 fr. 25 par jour. — La durée de séjour est d'environ de trois semaines. La maison, à laquelle est d'ailleurs annexé un bureau

(1) *Réforme sociale*, 1911, t. II, p. 80.

de placement, s'occupe de trouver une place à ses pensionnaires ; 497 jeunes femmes ou jeunes filles ont ainsi dans ces conditions été hospitalisées en 1911.

Ce n'est pas à Paris, seulement, que l'on trouve des maisons ou des restaurants pour jeunes filles isolées : toutes les principales villes de France en sont dotées, malheureusement en nombre insuffisant.

L'Académie décernait, en 1910, le prix Agemoglu (4.000 frs.) à l'œuvre du « Repos ». Fondée en 1906, par un prêtre de grand cœur, l'œuvre du Repos a pour but de « refaire et préserver la santé des jeunes Parisiennes, si facilement épuisées dans les ateliers, les bureaux, les grands magasins etc, et de leur faire éviter les inconvénients moraux du chômage provenant soit des mortes saisons, soit de leur état de santé. Leur procurer, pendant ces périodes difficiles, le séjour sain de la campagne dans un milieu chrétien, c'est changer l'occasion du danger en un secours précieux pour les âmes et reconstituant pour les corps. »

Pour réaliser ce but, M. l'abbé de Maistre a ouvert deux maisons : l'une à Saint-Germer, dans l'Orne, l'autre à Beaumesnil (Eure). Cette dernière est établie dans une dépendance du château familial dont le parc est ouvert à ces jeunes ouvrières. « Ici, comme là, disait, M. Masson dans son discours à l'Académie, simplicité hygiénique, aucun luxe, mais de l'air, des arbres, une excellente nourriture, de belles promenades, une vie saine, délivrée des soucis quotidiens (1) ». A ces avantages matériels, l'Œuvre offre encore aux jeunes ouvrières tous les avantages religieux et moraux dont elles ont besoin.

On demande, à chacune, une contribution de 40 à 50 francs par mois, suivant qu'elles séjournent à Beaumesnil ou à

(1) Séance solennelle du 8 décembre 1910.

Saint-Germer, ce qui est à peine ce qu'elle dépenserait à Paris.

Ce qui distingue ces maisons de quelques autres similaires qui désirent procurer des vacances au grand air à la jeune fille, c'est qu'elles sont *ouvertes toute l'année*, hiver comme été.

« Il en est, dit le fondateur du « Repos », qui redoutent la campagne en hiver ; l'expérience a démontré qu'à cette époque, comme en été, les jeunes Parisiennes se trouvent fort bien de ces jours passés au « Repos ». Près de 3.000 jeunes filles ont ainsi, depuis la fondation de l'œuvre, bénéficié du séjour à la campagne, et évité les dangers physiques et moraux du chômage.

Le temps de séjour dans la maison n'est pas limité.

L'association des villégiatures du travail féminin, fondée également en 1906, organise, dans certaines de ses maisons de Seine-et-Oise, des colonies permanentes, d'une durée pour chaque jeune fille de 7 à 30 jours, moyennant un prix de 1 fr. 50 à 3 francs par jour, en sus du voyage.

Comment ne pas parler de « *l'Association catholique internationale des œuvres pour la protection de la jeune fille ?* »

Fondée en 1896, à Fribourg, elle ouvrait en France, en 1902, un secrétariat, où siège le conseil national. Seize conseils régionaux se sont répartis la France.

L'association a pour but :

1° De réunir, étroitement, en vue d'une action commune les œuvres et institutions qui, dans les divers pays, s'occupent de la protection de la jeune fille, tout en ménageant entre elles un échange de services ;

2° De faciliter la fondation de ces sociétés et institutions, dans les pays qui en sont dépourvus ;

3° De gagner à l'Association, comme membres isolés, les personnes qui s'occupent d'œuvres réalisant son programme.

A l'égard de la jeune fille, l'association exerce sa protection d'une triple façon :

1° En retenant la jeune fille au pays, en lui signalant les dangers de l'émigration, et en s'efforçant de lui procurer sur place un travail rémunérateur.

A cet effet, près de 2.500 correspondantes se dévouent dans toute la France pour créer des centres de travail suivant les aptitudes et les goûts de chacune et les usages et ressources du pays.

2° En la préservant des périls de la route. Pour ce faire, elle répand à profusion dans les églises, les gares, dans tous les endroits où elles peuvent être lues avec fruit, des affiches (blanches et jaunes), indiquant les adresses utiles de la région, les maisons d'accueil, etc... De plus, lorsqu'une jeune fille qui doit voyager s'adresse à elle, ou lui est recommandée, l'association s'occupe d'elle pendant son voyage, prévient de son arrivée, la fait attendre à la gare. Ce service des gares fonctionne d'une façon permanente dans certaines grandes villes : Lille, Lyon, Marseille, Bordeaux. Dans d'autres, des agences ne vont au devant des jeunes filles que sur avis préalable. Tel est le cas, pour Grenoble, Nice, Rouen. A Paris, l'association accueille par ses propres agentes, une centaine de jeunes filles. Dans cette dernière ville, il existe en effet un service spécial dit « Œuvre des gares ».

3° L'association ne se contente pas d'aller au devant de la jeune fille, elle procure souvent, en outre, un abri sûr, et le soutien moral nécessaire, dans ses maisons d'accueil, ou dans des maisons hospitalières, connues de l'œuvre. Elle s'occupe en outre du placement des jeunes filles qui s'adressent à elle.

Paris, Bordeaux, Marseille, Lyon, Nice, Grenoble, etc., possèdent des maisons d'accueil dirigées par l'Association. Ainsi, en 1910, 26.000 journées d'hospitalisation ont été données

à Bordeaux 36.000 à Marseille, 18.000 à Grenoble et à Nice, 4.000 à Rouen, etc.

En trois ans la Maison de Paris a accueilli 1.344 jeunes filles. L'Association est une œuvre essentiellement catholique.

Pourtant, cela ne veut pas dire que l'association ne prête son concours qu'aux seules catholiques. Toutes les jeunes filles qui s'adressent à elle reçoivent aide et assistance.

C'est ce que la baronne de Montenach exposait au Congrès national de Dijon :

« Il ne faudrait point, disait-elle, tirer du fait que notre œuvre est catholique par son enseigne et par les hautes inspirations auxquelles elle obéit, la conclusion que nous ne pouvons pratiquement nous intéresser qu'aux jeunes filles catholiques, et que nos jeunes protégées doivent montrer un billet de confession pour être dignes de nos conseils et de notre appui. Nos maisons et nos bureaux sont ouverts, indistinctement, à tous les isolements et à toutes les faiblesses ; nous avons trop conscience de notre devoir pour accompagner d'un prosélytisme indiscret les services que nous pouvons rendre. Respectueuses infiniment de toutes les consciences, nous nous gardons d'obliger les hospitalisées de nos *homes* à suivre les exercices d'une religion qu'elles ne partagent pas ; et chaque fois qu'une jeune fille protestante s'adresse à nous, nous lui faisons connaître l'existence des œuvres où elle trouvera ses coreligionnaires, afin qu'elle puisse, en toute liberté, leur donner la préférence.

« Nous avons acquis la conviction que le bien social et que le bien moral que nous pouvons faire aux jeunes filles catholiques, qui constituent notre clientèle d'élection, sont inséparables d'une certaine action ayant la religion pour fondement (1). »

(1) *Compte rendu*, p. 111.

L'idée première de l'œuvre des gares, à laquelle nous avons fait allusion tout à l'heure, a été réalisée à Genève en 1877. Ce n'est que quelques années plus tard, en 1884, qu'un service permanent fut établi.

L'Œuvre des gares, qui fonctionne actuellement à Paris, a été créée, à la fin de l'année 1905, par l'Association pour la répression de la traite des blanches.

Le but de l'œuvre était ainsi exposé dans le premier compte rendu de son secrétaire général :

« En Angleterre, le service est permanent : l'agente, à toutes les arrivées de trains, est prête à renseigner, ou à aider de ses conseils et de ses avis, la voyageuse embarrassée. Nous avons pensé qu'il était nécessaire qu'il en fût ainsi à Paris. En d'autres termes, nous avons voulu associer en quelque sorte la méthode préventive et, je dirais volontiers, la méthode combative ; non seulement de cette manière l'Œuvre protégera les jeunes filles qui pourraient être en danger, mais aussi celles qui le sont ; non seulement nous essaierons de combattre le crime épouvantable qui porte le nom caractéristique de traite des blanches, et qui demeure l'objet principal de nos efforts, mais nous tenterons encore d'éviter qu'il se commette, en supprimant, en diminuant tout au moins les occasions de le commettre. Tel a été le but que s'est proposé l'Œuvre des gares, tels sont les principes qui ont présidé à sa fondation ».

Pour remplir le programme ainsi tracé, l'Œuvre des gares répand partout des affiches, mettant les voyageuses en garde contre les dangers de la route et de l'arrivée, faisant connaître les couleurs (jaune et rouge) de l'œuvre, et invitant toute jeune fille embarrassée, ou se trouvant en butte à de sollicitations trop empressées, à s'adresser aux agentes de l'œuvre. Celles-ci se tiennent en permanence, à l'arrivée des trains, dans toutes les gares de Paris.

Un local est même mis à leur disposition par les Compagnies.

Les agentes font huit heures de service, et sont sous la surveillance d'une inspectrice.

L'œuvre a été fondée en 1905, au mois d'octobre. Le premier service a été établi à la gare de l'Est, puis en quelques mois toutes les grandes gares ont été dotées de services similaires. D'octobre 1905, au 30 avril 1906, l'Œuvre des gares a eu à intervenir 445 fois, se répartissant ainsi :

Renseignements donnés	114
Jeunes filles gardées jusqu'à l'arrivée des parents ou patrons et vérification de leur qualité	77
Jeunes filles gardées entre deux trains	122
Jeunes filles qui ont été hospitalisées dans diverses maisons	124
Jeunes filles objet de propositions ou faits de traite arrêtés par l'œuvre	8
	445

Le chiffre des interventions pour les années suivantes se répartit ainsi :

Du 30 avril 1906 au 1^{er} mai 1907 : 4.351.

Du 1^{er} mai 1907 au 31 mai 1908 : 10.099.

Du 1^{er} juin 1908 au 28 février 1909 : 7.356.

Du 1^{er} mars 1909 au 28 février 1910 : 9.398.

Du 1^{er} mars 1910 au 31 mai 1911 : 14.355.

Du 31 mai 1911 au 31 mai 1912 : 10.384.

Les interventions nécessitent parfois une véritable lutte entre l'agente et ceux qui menacent la vertu de la jeune fille.

Voici, à titre d'exemples des, faits qui sont signalés par l'Œuvre elle-même.

« Il faut souvent menacer du commissaire de police pour faire

lâcher prise au racoleur ou à la racoleuse. Notre agente a dû user de très grande fermeté pour arracher une jeune arrivante de Concarneau à une femme de mauvaise vie « qui voulait absolument, dit le rapport, prendre cette jeune fille que j'ai gardée malgré tout. Ce même jour, continue notre agente, Marie D., âgée de 15 ans, a été poursuivie par un homme de mauvais aspect qui ne me l'a laissée que sous menace du commissaire de police. »

« Quelquefois il faut aller disputer les jeunes arrivantes jusqu'à l'hôtel où les a entraînées l'infect individu. L'agente fait alors montre d'un réel courage, d'autant plus méritoire qu'il ne puise que dans la notion du devoir l'excitation morale nécessaire à son accomplissement. Ainsi le mois dernier une de nos représentantes a suivi jusqu'à un hôtel voisin de la gare une jeune fille qui ne pouvait s'exprimer qu'en allemand et qui n'arrivait pas à se débarrasser d'un racoleur. Retirée de ses griffes, elle s'est mise à fondre en larmes et elle a remis une petite somme pour l'œuvre (1).

« Notre agente remarque en novembre dernier, à la gare de Lyon, au train d'Auvergne arrivant à 11 h. 30 du soir, une jeune paysanne en sabots et chapeau, son baluchon à la main, que deux hommes emmenaient. L'un portait, dit la fiche de notre représentante, une sacoche et avait l'air d'un commis-voyageur, l'autre semblait un maquignon, et elle ajoute : à leur allure et à leur air inquiet leur profession était facile à deviner. Pendant qu'ils donnent leurs billets, elle s'approche de la jeune voyageuse et lui demande si elle connaît ses deux compagnons. Elle apprend que la jeune fille les a rencontrés dans le wagon et qu'ils lui ont offert de la conduire gare Montparnasse où elle doit prendre le train pour se rendre à Domfront.

(1) *Compte rendu*, 1909.

Cette complaisance lui paraît par trop désintéressée ; quelque obstacle, quelque retard, le temps de se rafraîchir aurait fait manquer sans nul doute la correspondance et le voyage pour la petite ville de l'Orne se serait arrêté à Paris : ce ne serait malheureusement pas le premier exemple d'un pareil arrêt. Cependant les deux individus s'étaient aperçus de la présence de notre agente : « Ne l'écoutez pas, dirent-ils à la jeune fille, elle vous veut du mal. » L'ironie était un peu forte, bien savoureuse au reste ; notre déléguée en eut un moment de stupeur. Se mettant à courir, tenant la jeune paysanne par la main, ils prirent sur elle de l'avance ; ils comptaient sans son énergie et sans le hasard qui sert quelquefois les bons. Ils avaient aperçu un tramway et déjà allaient monter, quand le courant cessa de passer et immobilisa la voiture. Notre agente, qui s'était mise résolument à leur poursuite, profita de l'incident, confia ses doutes à un sergent de ville qui voulut bien la suivre, toujours courant, arriva au tram, et somma cette fois les deux hommes de lâcher leur proie. Leur attitude n'annonçait rien de bon et les grossièretés commençaient à pleuvoir quand l'agent intervint et mit en fuite les deux personnages (1) ».

(1) *Compte rendu*, 1911.

CHAPITRE II

LA POLICE DES MŒURS ET LES MINEURES

§ I. — La police des mœurs à Paris.

A) *Organisation de la police des mœurs* (1).

La Police des mœurs est actuellement régie, à Paris, par le règlement du 15 octobre 1878.

Elle est placée sous l'autorité du Préfet de police et se divise en deux services : le *service actif*, chargé de l'exécution, sur la voie publique, et dans tous les lieux où se pratique la prostitution, des règlements concernant la prostitution.

Le *service sédentaire*, dont les attributions s'exercent dans les bureaux de la Préfecture de police.

Le *service actif* comprend deux sections :

A) La première, dépendant de la direction générale des recherches, se subdivise : a) En Police de sûreté, dont le quart de la brigade mobile, composée d'une centaine d'agents en bourgeois, est affecté à tout ce qui concerne la prostitution ;

b) En service des garnis, chargé de la surveillance de toutes les maisons où peut se pratiquer la prostitution.

(1) Que tous les fonctionnaires de la Préfecture de Police, qui ont bien voulu faciliter nos recherches, et nous donner de précieux renseignements, reçoivent ici l'expression de notre gratitude.

B) La deuxième section dépend de la Police municipale.

Elle comprend les agents choisis dans les vingt arrondissements de Paris par chaque officier de paix, et chargés par lui du service des mœurs dans l'arrondissement. Ils ont à leur tête un sous-brigadier.

Voici comment M. Lépine expliquait au Sénat en 1895 (1), la création de cette deuxième section.

« J'ai remarqué, disait-il, que les gardiens de la paix, attachés toujours aux mêmes arrondissements et quelquefois, depuis 15, 20 ou 25 ans, finissent par connaître admirablement les êtres de leurs quartiers.

Je les ai fait mettre en bourgeois et j'ai constitué dans chaque arrondissement une petite brigade de 8-10 gardiens de la paix, pères de famille, gens honorables — je n'ai pas besoin de faire leur éloge ici — connaissant une par une, de la façon la plus complète, toutes les filles publiques, qui fréquentent leur quartier et ne pouvant se tromper sur leur identité. Eh bien, ce sont ces 40 agents qui sont chargés de la répression du racolage. »

Le *service sédentaire*, dépend de la première division de la Préfecture de Police, et est placé sous la direction du chef du deuxième bureau.

B) *Fonctionnement de la Police des mœurs.*

I. *Sur la Voie Publique.*

Aussitôt qu'une fille est signalée comme se livrant au racolage sur la voie publique, elle est filée et devient l'objet d'une surveillance très active.

Des rapports répétés sont dressés à la suite desquels l'ordre d'arrestation est donné.

(1) Séance du 30 mai 1895.

L'arrestation est opérée par les agents comme conséquence de la filature et des rapports qui ont suivi... (1)

« Elle ne doit avoir lieu, aux termes mêmes du règlement de 1878, qu'à la suite d'une surveillance et après la constatation de faits précis et multipliés de provocation à la débauche. »

Dès leur arrestation, les mineures (2) sont conduites au Poste de police, et sont alors enfermées au violon en attendant leur comparution devant le commissaire de police. Les agents qui ont procédé à l'arrestation rédigent un rapport qui sera transmis au magistrat lors de l'interrogatoire de la mineure.

Celle-ci doit, en effet, être conduite au bureau du commissaire de police du quartier de l'arrestation « dans le plus bref délai » pour y être interrogée sans retard.

Le commissaire de police est à son bureau, de 9 heures à midi, et de 2 heures à 5 heures, et tous les 2 jours de 8 heures à 10 heures du soir, pour assurer le service dans son quartier et dans le quartier voisin.

Si la mineure est conduite au commissariat dans le temps pendant lequel le magistrat est présent, elle peut être interrogée de suite et il peut être statué sur son sort aussitôt.

Dans le cas contraire, ou lorsque le magistrat voudra se livrer à une enquête nécessaire aussi consciencieuse que rapide, la mineure devra passer quelque temps dans la chambre de sûreté. Souvent le commissaire convoquera d'urgence les parents, les décidera à reprendre et à mieux surveiller leur fille leur parlera

(1) P. V. 2^e Com. de la Préf. de Police, 23 mai 1903. Déclaration de M. Lépine.

(2) Les mineures sont presque toujours des « insoumises ». Le nombre des filles mineures de 18 ans en carte est très rare et tout à fait exceptionnel.

de la mise en correction paternelle, et incitera la mineure à avoir une conduite plus régulière et honnête.

Le public ignore trop tout le tact, le dévouement et le zèle, que certains commissaires apportent dans l'accomplissement difficile de cette mission délicate. Souvent, leurs efforts pour remettre dans le droit chemin, une mineure glissant sur la pente dangereuse de la prostitution ont été couronnés de succès. Les exemples ne manquent pas.

Si les parents ne se présentent pas, si la mineure a été arrêtée plusieurs fois, ou si elle est une prostituée avérée, le commissaire la fait conduire au dépôt.

On remet à l'agent de la sûreté, qui se trouve dans la voiture cellulaire, le rapport de l'agent avec le procès-verbal du commissaire de police, et les autres pièces s'il y en a.

Les mineures sont alors amenées à la Permanence de la Préfecture de police — qui se trouve au Palais de Justice — et de là conduites au Dépôt de la Préfecture de police, tandis que les pièces sont transmises aux bureaux du service des mœurs.

Le Dépôt est situé près de la Sainte-Chapelle, dans l'enceinte du Palais de Justice.

Dès qu'elles y arrivent, les mineures sont inscrites et dirigées sur le quartier spécial qui leur est affecté.

Là, elles attendent leur comparution devant le sous-chef du deuxième bureau.

Celui-ci, après avoir pris connaissance des pièces remises par la Permanence, fait amener les mineures devant lui.

Il décide s'il y a lieu de maintenir l'arrestation. En cas d'affirmative, il envoie presque toujours la mineure au Dispensaire de salubrité pour y subir la visite.

Le Dispensaire se trouve à côté du Dépôt ; le service est assuré par 23 médecins, dont 15 titulaires, sous la direction d'un

médecin-chef nommé par le Préfet, et auquel incombe la visite des insoumises.

Après leur comparution devant le commissaire interrogateur et en attendant la visite, les mineures sont enfermées dans une grande salle, sous la surveillance de deux gardes municipaux.

Elles passent, une à une, devant un médecin, chargé du diagnostic, puis devant le médecin-chef qui les examine et procède à une visite très minutieuse bien que très rapide.

Les mineures sont alors reconduites devant le commissaire-interrogateur.

Deux cas peuvent se présenter :

1^o La mineure a été reconnue malade.

Elle est alors transférée à l'infirmerie de la prison de Saint-Lazare.

Les salles y sont spacieuses, bien aérées et bien éclairées. Elles ne contiennent guère qu'une vingtaine de lits. — Les conditions hygiéniques y sont bonnes.

Les mineures sont logées dans une salle spéciale. Lorsque le traitement est considéré comme terminé, les mineures sont reconduites au Dépôt, puis de là au Dispensaire, où elles sont examinées à nouveau.

2^o La mineure est saine.

Elle est alors reconduite au Dépôt, où elle séjourne le temps nécessaire à la Préfecture, pour prendre tous les renseignements utiles, sur la mineure, ses antécédents, ses parents... etc.

L'Administration met alors tout en œuvre, pour arracher les jeunes filles à la prostitution. Quelles innombrables difficultés ne rencontre-t-elle pas ? Et combien grande est l'ignorance ou la méconnaissance des efforts répétés qu'elle fait pour y parvenir.

Tous ceux auxquels il a été donné de les connaître et de les

apprécier, ont rendu la plus grande justice aux fonctionnaires chargés de ce service si délicat et si important.

« Interrogez M. le Comte d'Haussonville ici présent, disait M. Paulian au 5^e Congrès Pénitentiaire International, il a vu comme moi fonctionner le service des mœurs à la Préfecture de Police, et il vous dira que loin de pousser les jeunes filles vers la débauche, ce qui serait une infamie, les chefs de service, toutes les fois qu'ils se trouvent en présence d'une femme dont on peut espérer le relèvement — ce qui est le cas de bien des mineures — font tous leurs efforts pour la remettre dans la bonne voie (1). »

De semblables éloges ont été adressés à ces fonctionnaires à maintes reprises, notamment au cours des séances de la Société des Prisons, lorsque l'on agitait la question de la réorganisation de la Police des mœurs (2) et lors de la discussion, devant la Chambre et le Sénat, de la loi sur la prostitution des mineures.

Quels moyens emploie la Préfecture pour parvenir à son but ?

Aussitôt en possession des renseignements qu'elle a recueillis parfois non sans peine, elle convoque les parents, ou, s'ils habitent la province, elle les fait mander par les autorités locales.

S'ils se présentent, elle les avertit paternellement, les engage à mieux surveiller leur fille, et à la reprendre, le foyer familial étant encore — là où il existe — avec toute l'affection des parents, une des meilleures sauvegardes contre la chute, ou un des moyens de relèvement les plus puissants.

Si les parents ne veulent reprendre leur fille, sous prétexte

(1) *Compte rendu*, p. 752.

(2) *Rev. Pénit.*, 1904, *passim*.

qu'ils n'ont pas les moyens de l'amender, de s'en occuper suffisamment, ou que celle-ci est incorrigible, qu'ils ont déjà tout essayé pour l'arracher à la rue, on leur signale qu'ils ont à leur disposition la correction paternelle ou la remise à des œuvres de bienfaisance qui les suppléeront dans la tâche qu'ils ne peuvent remplir.

Les plus grandes précautions doivent être prises, pour ne pas remettre leur fille à des parents trop empressés, qui sont les premiers à encourager leur enfant dans sa vie de débauche et à en tirer profit. Ceux-là viendront sûrement à la Préfecture simuleront une grande indignation et joueront une véritable comédie, pour reprendre celle que l'on ne peut refuser de leur rendre, que lorsque le délit d'excitation à la débauche, ou d'inconduite notoire, est non seulement moralement mais juridiquement établi.

Lorsque la famille bonne et honnête habite la province, la Préfecture fait rapatrier les mineures, toutes les fois que les circonstances le permettent.

« C'est qu'en effet, disait M. Lacour, l'Administration ne peut avoir pour unique point de vue le côté sanitaire, aux prises qu'elle est avec de légitimes considérations d'humanité, d'avenir et de moralisation. Elle s'épuise en mesures de rapatriement et d'interventions officieuses et discrètes auprès des familles et chaque cas représente des efforts respectables et obligatoires qu'on ne soupçonne pas (1). »

Si les parents ne se présentent pas, s'ils ne peuvent se charger de la rééducation, ou mieux de l'éducation de leur fille, la Préfecture ne peut avoir recours qu'aux trois solutions suivantes :

1° Faire entrer la mineure dans des refuges ou des établissements charitables.

(1) Société Académie de médecine, 2 février 1888. *Bulletin*, p. 284.

Ce serait certainement la meilleure des solutions, pour assurer le relèvement des jeunes prostituées. Mais il faut, d'une part, le consentement des parents et en fait celui de la mineure, d'autre part, celui des œuvres. Or, ces dernières ne peuvent recueillir toutes les mineures faute de places.

Il faut aussi remarquer que beaucoup de jeunes prostituées, malgré le zèle des dames visiteuses, refusent absolument d'entrer dans des œuvres quelles qu'elles soient.

2° La Préfecture peut, dans certains cas, mettre les mineures à la disposition des Tribunaux, lorsqu'elles ont commis des crimes ou délits nettement caractérisés, ou en ont été victimes.

3° Enfin, dans tous les autres cas, la Préfecture ne peut que relaxer les mineures, les rendre au souteneur qui les attend, aux parents qui les exploite, à la famille complice de sa prostitution, jusqu'à ce qu'elles soient arrêtées de nouveau, puis remises en liberté, et cela plusieurs fois par an.

M. Béranger, au Sénat, le 30 mars 1906, établissait qu'il était des mineures que l'on arrêtaît jusqu'à 26 et même 32 fois par an, sans qu'il soit possible de les arracher à la prostitution.

La Préfecture ne met pas en carte, en principe, les mineures de 18 ans.

Pourtant, quand elles sont atteintes d'affections graves, on les inscrit à 17 ans et demi, parfois 17 ans. Il s'en rencontre quelques-unes sur les registres de la Police.

Elles sont alors soumises à toutes les obligations imposées aux filles publiques (1).

II. Dans les maisons et autres lieux où les mineures se livrent à la prostitution.

Le service des mœurs ne s'exerce pas seulement sur la voie

(1) Ces obligations ne rentrant pas dans le cadre de notre étude, nous renvoyons sur ce point aux traités spéciaux qui se sont occupés de la question.

publique, mais encore dans la plupart des endroits où la prostitution peut se rencontrer. Dans certains cas même et sous certaines conditions, il pénètre dans le domicile particulier des prostituées, où il procède à leur arrestation, comme en cas de prostitution sur la voie publique.

Mais là où son contrôle s'exerce le plus activement, c'est dans les garnis, hôtels meublés, maisons de tolérance et maisons de rendez-vous.

En ce qui concerne les maisons de tolérance et les maisons de rendez-vous, il ne doit y avoir, *en principe*, aucune mineure. Les règlements de police sont très nets sur ce point. Ils ne sont que l'application des articles 334 et suivants du Code pénal.

« La Police affirme, écrivait M. Turot dans son rapport au conseil municipal, que ces maisons ne renferment aucune mineure et que s'il y a des exceptions cela résulte uniquement des falsifications d'état civil.

« J'enregistre, ajoutait-il, cette déclaration que je n'ai aucune raison de mettre en doute et que, bien au contraire, je tiens pour absolument exacte. Il convient de féliciter la Préfecture d'avoir mis fin à ces révoltantes inscriptions de mineures sur les registres des maisons closes. Sur ce point, Paris peut justement se prévaloir d'une supériorité sur d'autres capitales, comme par exemple Budapest, Vienne et Saint-Pétersbourg où les lupanars fourmillent de mineures (1). »

Pour les maisons de rendez-vous, la même remarque s'impose. Et cela, au dire de M. Turot, pour une double raison. « D'abord parce que la surveillance y est efficace et que les tenancières risqueraient trop à ne pas se conformer aux prescriptions policières. Ensuite parce que ces tenancières se sur-

(1) Turot, Rap. cons. mun., 1904, n° 3, p. 39.

veillent les unes les autres à cause de la concurrence et que si une maison de rendez-vous accueillait une mineure, la police serait aussitôt avertie par les maisons rivales (1). »

Et ayant accompagné les agents des mœurs dans un grand nombre de descentes, faites dans ces maisons, M. Turot attestait tant au Conseil Municipal (2) qu'à la Société des Prisons (3) qu'il n'avait jamais rencontré de mineures.

Pour les hôtels meublés, garnis, cafés, cabarets, débits de boissons ou autres maisons ouvertes au public, il est interdit aux tenanciers d'y recevoir habituellement dans leur établissement, pour s'y livrer à la prostitution, des filles de débauche (4).

En principe donc, la prostitution des mineures, hors leur domicile, serait impossible.

Pourtant en fait, elle se produit et fréquemment ; bien des maisons échappent à la surveillance de la police, et même, dans celles où cette dernière s'exerce, il arrive encore trop souvent qu'elle soit déjouée.

Lorsqu'il est rencontré par les agents une mineure s'adonnant ainsi à la prostitution, elle est arrêtée et conduite au poste de police, où l'on prendra à son égard les mêmes mesures que pour celles arrêtées sur la voie publique.

Tel est le fonctionnement, à Paris, de la Police des mœurs, en ce qui concerne les mineures.

Il faut reconnaître, que les fonctionnaires qui assument ce service y apportent, avec tout leur zèle et leur dévouement un doigté parfait, que tous sont mus par le souci d'arracher au ruisseau et de rendre à la vie honnête les enfants qui leur sont amenés.

(1) Turot, Rapp. cons. mun., p. 40.

(2) C. R. des séances, 1904, 14 mars, p. 254.

(3) Rev. Pénit., 1904, p. 211.

(4) Ord. du 15 fév. 1910. Gaz. Trib., 26 février 1910.

Néanmoins, tel qu'il existe, ce service ne saurait échapper à un gros grief ; il manque, en un de ses points tout au moins, de *base légale*.

Sans doute, le Préfet de police, et avec lui tous ses subordonnés, invoquent, pour en justifier la légalité, les ordonnances de 1684, 1778 et 1780, les lois du 14 décembre 1789, 16-22 juillet 1791, 16-24 août 1790, etc., les arrêtés du 12 messidor an VIII, 3 brumaire an IX, les articles 471 et 474 et 484 du Code pénal. Mais dans aucun de ces textes, le Préfet ne trouve le pouvoir de procéder à l'arrestation des mineures prostituées, pour faits de prostitution.

Le Préfet peut, en vertu de ces textes, et dans les limites de ses pouvoirs, prendre toutes les mesures qu'il jugera nécessaires pour le maintien de l'ordre, de la décence et de la salubrité publiques.

La sanction de ces mesures consiste dans une simple contravention pour laquelle il n'y a pas d'arrestation possible.

« Cette ordonnance (1778), lit-on dans le répertoire de M. Courcelle, régulièrement rendue en vertu des pouvoirs conférés aux lieutenants de police, par l'édit du 15 mars 1667, a été maintenue en vigueur dans ses prescriptions et prohibitions, par l'article 484 du Code pénal, mais elle n'a plus pour sanction que l'amende édictée par l'art 471, 15^o du Code pénal, dont la prononciation rentre dans les attributions du Tribunal de simple police (1). »

Garraud et Faustin Hélie ne sont pas moins formels. « A l'égard des filles publiques, écrit le dernier — nous ne parlons ici que du seul droit de les arrêter et de les détenir arbitrairement — aucune loi, aucune disposition quelconque, ne donne un tel droit à l'Administration ; quelle que soit la position de ces femmes,

(1) Courcelle, *Répertoire de Police*, t. II, p. 1924.

elle doit les surveiller, mais elle ne peut les arrêter, lorsqu'elles ne commettent aucun délit punissable. On ne peut reconnaître de classe à part qui soit en dehors du droit commun et pour laquelle les lois n'aient ni force ni protection ; on ne peut reconnaître à l'Administration d'autres droits que ceux que la loi lui confère (1). »

« Quant aux filles publiques, déclare M. Garraud, aucune disposition de nos lois ne donne à l'autorité administrative le droit de les arrêter ou de les détenir arbitrairement (2) ».

Telle est aussi la théorie admise par la Cour de cassation, qui, tout en déclarant que l'ordonnance du 6 novembre 1778 est encore en vigueur, décidait que les pénalités qu'elle prononce sont inapplicables, et sont remplacées par les peines de simple police (3).

Pour que la mineure puisse être arrêtée, il faut, hors le cas de flagrant délit, un ordre émanant de l'autorité judiciaire, et contenant les indications requises par la loi. — Or, il ne peut, dans la plupart des cas, être question d'arrestation, puisque par elle-même la prostitution n'est pas un délit, et que, le plus souvent, les agents opèrent sans mandat régulier.

L'arrestation ne sera possible que lorsque la mineure, en se prostituant, commettra un délit, par exemple lorsqu'elle se livrera à un racolage obscène et scandaleux, commettant ainsi un outrage public à la pudeur, ou encore lorsqu'elle se trouvera en état de vagabondage. Mais alors l'arrestation sera motivée et justifiée, non par le racolage, mais par l'outrage aux mœurs ou le vagabondage.

(1) Chauveau et Faustin-Hélie, *Théorie de Code Pénal*, 5^e éd., t. II, p. 202.

(2) *Traité du Droit Pénal*, 2^e éd., t. III, p. 366.

(3) Cass., 1^{er} décembre 1866, S. 67, 1, 94 ; 11 juillet 84. D. 85, 1, 334.

C'est ce que faisait remarquer très justement M. Béranger au Sénat, le 30 mars 1906 :

« Que se passe-t-il actuellement, en effet disait-il... La police, investie du devoir de veiller à l'ordre et à la décence publique, ne peut assurément tolérer qu'une mineure racole sur la voie publique. Il y a là quelque chose de si particulièrement répugnant et de si affligeant qu'il est impossible qu'elle n'intervienne pas. Elle arrête une enfant ; que peut-elle en faire ? Aucune loi ne le dit. Il faut cependant qu'elle ait sur elle un pouvoir. Elle ne peut la relâcher à l'instant. Par une tolérance inévitable elle la retient un temps plus ou moins long. Personne ne peut l'en critiquer : il est bien certain qu'elle fait une œuvre nécessaire.

« *M. Charles Riou.* — Certainement ! Il n'y a pas moyen de faire autrement.

« *M. le rapporteur.* — Il est seulement regrettable que jusqu'ici la loi n'ait pas légitimé ce pouvoir et n'en ait pas déterminé la limite car c'est l'absence de limite qui le rend critiquable. »

Pour légitimer l'arrestation pour racolage, certains avaient voulu soutenir que le racolage par lui seul constituait un outrage à la pudeur. — Mais cette opinion, émise par Delapalme, n'est pas fondée, car « l'article 330 n'a trait qu'à l'outrage aux mœurs commis par actions, gestes attentatoires à la pudeur. — Or, le fait d'accoster un homme sur la voie publique n'est pas par lui-même un geste attentatoire à la pudeur et dans le fait de solliciter il n'y a qu'un outrage aux mœurs commis par paroles (1) ».

(1) Dalloz, *Rép., Attentat aux mœurs*, n° 22.

§ II. — La police des mœurs en province.

Les mesures concernant la prostitution sont prises en Province par l'autorité municipale (1), et à son défaut par le Préfet, dans certains cas et sous certaines conditions (2).

Bien des communes en France, bien des villes mêmes et non des moindres (3), ne possèdent aucun règlement concernant la prostitution.

Les divers règlements existants présentent dans leurs grandes lignes certains points communs, se résumant en interdiction du racolage, inscription sur les registres de la prostitution, visites sanitaires.

Dans leurs détails, les différences sont nombreuses. Mais c'est surtout en ce qui concerne les mineures que les divergences sont grandes.

Tout d'abord certains règlements ne font aucune distinction entre les majeures et les mineures et appliquent aux unes comme aux autres les mesures qu'ils édictent.

Beaucoup interdisent le racolage sur la voie publique, dans certains lieux ou à certaines heures. C'est à cette prohibition qu'ils consacrent leurs premiers articles.

Les suivants visent l'inscription, d'office ou non, sur les registres de la prostitution.

Ici, c'est « l'arbitraire le plus complet et un régime absolument disparate, dans les diverses communes de France » ainsi que le faisait très justement remarquer M. Taudière à la Société des Prisons (4).

(1) Loi 5 avril 1884, art. 91.

(2) *Id.*, art. 99.

(3) Tourcoing, par ex.

(4) *Rev. Pénit.*, 1904, p. 538.

Certains admettent l'inscription des prostituées même au dessous de 21 ans (1) et sans aucun âge minimum ; c'est ainsi que l'on a pu voir, en province, certains enfants de 12 ans et demi pourvus d'une carte policière (2). Et comme un jour nous manifestations à un commissaire central notre étonnement de ce qu'il consentait à inscrire des mineures de 13 ou 14 ans, il nous répondit : « C'est vrai, mais tout pour la santé publique, tant pis pour elles ».

Certains maires ou certains commissaires de police, bien que les règlements leur laissent toute latitude à cet égard, n'inscrivent jamais de mineures avant 16 (3) ou 18 ans (4).

Certains règlements même refusent toute inscription avant 21 ans (5).

Il faut aussi constater qu'aujourd'hui encore et dans la plupart des régions, « la police municipale, malgré les différences des règlements sur les mœurs, ne se résout qu'avec répugnance, et en quelque sorte à la dernière extrémité, à l'inscription des mineures » (6), et une fois qu'elle a fait tous ses efforts pour arracher les jeunes filles à la prostitution.

En ce qui concerne les motifs de l'inscription, la même variété se rencontre, dans les divers règlements.

Par exemple, à Cherbourg, plusieurs constats de racolage et des avertissements réitérés sont nécessaires. Il en est de même à Dijon. — A Lyon et à Reims, il faut qu'il soit établi que la jeune fille ait l'habitude de se prostituer. — A Toulouse, il faut que « tous les moyens de ramener la jeune fille dans la bonne

(1) Dax et Le Havre, par ex.

(2) M^{me} de Sainte-Croix, à la Commission Extraparlementaire.

(3) Lyon et Pau, par ex.

(4) Avignon, Cahors, Reims, V. g.

(5) Caunterets, V. g.

(6) Sénat, *Impressions*, 1881, n° 451, p. cxxxix.

voie » aient été épuisés (1). L'immoralité notoire des mineures et la fréquence des maladies vénériennes est nécessaire à Besançon. Des flagrants délits d'outrage public à la pudeur ou des tentatives réitérées et bien constatées de racolage sur la voie publique sont exigés à Brest. On n'inscrit à Laon la mineure que s'il est établi qu'elle ne se livre à aucun travail et après une enquête minutieuse prouvant son inconduite (2), etc... etc...

En fait, dès qu'une mineure est signalée comme ayant une conduite répréhensible, le commissaire de police la mande le plus souvent à son bureau et convoque ses parents, leur montre les dangers et les inconvénients qu'il y a pour la jeune fille, pour eux-mêmes et la société, à laisser leur enfant continuer sa vie de débauche ; leur parle, au besoin, de l'envoi en correction, leur indique les refuges ou patronages où ils pourraient faire entrer leur enfant.

Certains commissaires réitèrent leurs avertissements deux ou trois fois, et parviennent, de cette façon, ainsi que plusieurs nous l'ont confié, à maintenir ou ramener les jeunes filles dans une vie honnête.

Pourtant, nous devons malheureusement reconnaître que tous ne comprennent pas ainsi leur devoir, et que nous avons rencontré un commissaire de police qui inscrivait les mineures comme il aurait enregistré un objet trouvé, sans se livrer à aucune enquête, sans prendre aucun renseignement, se contentant de savoir qu'elle venait de racoler. Il justifiait d'ailleurs sa conduite en disant : « Si elle veut se prostituer, elle est libre. Ce n'est pas moi qui l'en empêcherai : ce serait même perdre mon temps et le sien que de vouloir lui faire la morale ».

(1) *Rev. Pénit.*, 1904, p. 255.

(2) *Sénat, Impress.*, n° 451, *op. cit.*, *passim* ; — consulter également, *Rev. Pén.*, 1904, p. 254 et s., ainsi que les divers règlements municipaux.

Tantôt la mineure est inscrite par un arrêté du maire : tantôt c'est le commissaire central qui procède à l'inscription, par délégation du maire. La légalité de cette délégation ne saurait d'ailleurs faire doute, et a été depuis longtemps reconnue par la Cour de cassation (1).

Pour pouvoir être obligatoire et soumettre la jeune fille aux conséquences qu'il entraîne, l'arrêté d'inscription doit être notifié à la mineure (2).

La conséquence de l'inscription est d'entraîner l'application à la femme qui y est soumise, de toutes les mesures ordonnées par les règlements concernant les prostituées et la prostitution. Elle entraîne surtout l'obligation à la visite sanitaire soit hebdomadaire, soit bi-mensuelle, parfois même seulement mensuelle.

Les règlements municipaux ne s'occupent pas seulement de la réglementation de la prostitution sur la voie publique. A l'autorité municipale incombe encore la surveillance des maisons de tolérance, débits de boissons, garnis, cafés, etc., etc.

Dans les maisons de tolérance et les maisons de rendez-vous, il ne devrait se rencontrer aucune mineure. Le tenancier qui en accueillerait habituellement — fussent-elles même inscrites sur les registres de la prostitution — devrait se voir poursuivi devant les Tribunaux sous l'inculpation d'excitation de mineures à la débauche, car l'inscription constituant un acte administratif, ayant seulement pour but la protection de la santé publique, et n'étant jamais une autorisation, encore moins un encouragement à la débauche, ne saurait déroger aux lois, ni constituer une excuse au délit prévu par les art. 334 et suivants du Code pénal (3).

(1) D. 76, 1, 95.

(2) D. 61, 5, 397; Cass., 14 nov. 1861 et 20 oct. 1893, *B. Crim.* n° 277, p. 419; — cass., 29 juillet 1898, D. 1900, 1, 304.

(3) Voir Dalloz, *Sup*, mot : prostitution, n° 43 et les références. — D'ailleurs, il est inutile d'insister sur ce point. Un règlement mu-

Pourtant, il ne faut se faire aucune illusion. Malgré la sévérité des peines prévues, et avec l'espoir de pouvoir y échapper, bien des tenanciers reçoivent des mineures, parfois même ne reçoivent que des mineures.

« C'est ainsi que dans le chef-lieu d'un département qui n'est pas des plus riches, où les petites gens de la campagne peinent pour gagner leur vie, à Clermont-Ferrand, une maison autorisée avait la spécialité de n'offrir que des mineures... le bruit s'en répandit aux alentours ; le commerce devint prospère... on amena des vierges. Le médecin refusait ces malheureuses. Le tenancier ne trouva rien de mieux que de les livrer aux premiers venus dans un hôtel borgne de connivence... Il n'y avait plus qu'à les admettre. La plupart de ces petites paysannes avaient de 16 à 18 ans ; quelques-unes n'en avaient que 15. Toutes étaient munies de faux papiers d'état civil. Quand le tenancier avait quelque inquiétude, il repassait les pauvresses aux maisons de Nîmes et de Marseille avec lesquelles il était en arrangement. Cela dura trois ans, jusqu'au jour où le trafic, ayant trop brutalement outrepassé les conventions tacites, le Parquet intervint (1). »

Nombre de garnis ou cabarets ne sont, en province comme à Paris, que des maisons de prostitution clandestine, malgré les règlements qui les régissent et la surveillance que l'on exerce sur eux.

Pour empêcher les jeunes paysannes de s'y fourvoyer, et de trouver, en se plaçant dans de tels guépiers, la voie ouverte à la prostitution, bien des arrêtés interdisent à tous cafetiers, cabaretiers, logeurs, d'employer dans leurs établissements des filles mineures.

municipal ne peut déroger à une loi. — Voir sur ces points également, Dalloz, Répertoire Pratique, *Att., aux mœurs*, n^{os} 107 et s., n^{os} 110 et s.

(1) Fiaux, *La Police des mœurs*, Intro., p. cclxxxi.

La légalité de semblables arrêtés a toujours été reconnue, et vient d'être consacrée encore récemment par la Cour de cassation, pour la ville d'Arras, le 18 juin 1910 (1). Pourtant, il ne faudrait pas, même pour le bien des servantes, exagérer, comme le maire de Bayonne, qui avait interdit à tous les cabaretiers d'avoir à leur service des mineures, et qui exigeait en outre, pour leurs domestiques, un certificat de bonne vie et mœurs. Les cabaretiers ne devaient, en outre, ne pas avoir plus d'une servante.

Cet arrêté, déféré au Conseil d'Etat, a d'ailleurs été annulé.

La Cour de cassation a décidé, par son arrêt du 4 février 1911, qu'il ne peut plus être fait défense aux cabaretiers, depuis la loi du 12 juillet 1905, de recevoir chez eux des filles de débauche, et de leur servir des consommations (2).

Ce qui, d'ailleurs, ne fait nullement obstacle à ce que, le cas échéant, ces individus qui reçoivent de telles personnes ou facilitent ou exploitent leur prostitution ne tombent sous l'application de la loi pénale.

L'autorité municipale peut donc aujourd'hui, en vertu de la loi du 5 avril 1884, prendre dans la limite des attributions et de la loi toutes les mesures qu'elle juge convenables et utiles pour la surveillance de la prostitution (3).

(1) *Gazette des Trib.*, 26 juin 1910 ; — « Est légal et obligatoire l'arrêté municipal, régulièrement approuvé, qui interdit à tous cafetiers, cabaretiers et autres débitants de boissons de prendre dans leur établissement, comme domestique ou comme ouvrière à la journée, une fille mineure.

Cassation, au rapport de M. le conseiller Broussard et sur les conclusions conformes de M. l'avocat général Blondel, du jugement de simple police d'Arras rendu au profit de Préal le 7 avril 1910 ».

(2) *Gazette du Palais*, 8 mai 1911.

(3) La Cour de cassation a récemment encore reconnu aux municipalités le droit d'interdire aux filles publiques de circuler et de sta-

Bien des règlements, encore aujourd'hui en vigueur, ont été faits antérieurement à la loi de 1884.

Leur légalité et leur caractère obligatoire ne saurait faire doute, ainsi que l'a maintes fois décidé la Cour de cassation. — « Ils ont été consacrés par la jurisprudence, sous l'empire des lois de 91, titre 1, article 46, et 18 juillet 1837, dont les dispositions de l'article 41 sont semblables à celles de la loi de 1884 (1). »

Il faut noter aussi que nous avons trouvé un ou deux règlements concernant la prostitution faits postérieurement à 1884, et se basant sur des lois anciennes sans viser celle du 5 avril 1884.

Quelles sont les sanctions aux infractions des règlements municipaux concernant la prostitution ?

Elles se trouvent dans les articles 474-45°, et 474 du Code pénal.

Seront punis d'une amende de 1 à 5 francs et en cas de récidive d'un emprisonnement de 3 jours au plus, « ceux qui auront contrevenu aux règlements légalement faits par l'autorité administrative, et qui ne se seront pas conformés aux règlements ou arrêtés publiés par l'autorité municipale... »

Là, sont les seules sanctions légales qui puissent être prises contre les filles publiques, qui se livrent au racolage, par exemple, en dehors des heures ou endroits déterminés, qui ne se rendent pas à la visite... etc.

Contre elles aucune arrestation ni détention administrative n'est légalement ni juridiquement possible.

tionner, à certaines heures, sur la voie publique, 26 mai 1900, D. 1902, 1, 239.

(1) Dalloz, Rép. sup., *Prostitution passim*; — Fuzier-Hermann, mot *Prost.*, *passim*

Les filles publiques contre lesquelles une infraction aura été relevée, ne seront passibles que d'une poursuite devant le Tribunal de simple police, et ce, sans arrestation préventive.

Le juge de simple police devra d'ailleurs toujours examiner si l'arrêté a *été légalement pris* et dans les attributions de l'autorité qui l'a édicté. En cas d'affirmative il ne pourra condamner que dans les limites des articles du Code pénal ; dans le cas contraire, il renverra la fille des fins de la poursuite, mais sans pouvoir prononcer la nullité de l'arrêté d'inscription, par exemple (1).

Ces dernières années à Marseille (2) et tout dernièrement à Bordeaux (3), des conflits se sont élevés entre le Parquet et la municipalité sur ce point. Cette dernière entendait faire arrêter pour racolage et punir administrativement, le cas échéant, les filles publiques. Le Parquet soutenait, fort juridiquement d'ailleurs, que la seule sanction possible était la poursuite devant le Tribunal de simple police.

On doit regretter qu'il en soit ainsi en droit car, pratiquement, surtout pour les grands centres, cette solution juridique peut ainsi que cela s'est produit à Bordeaux, causer de graves désordres. Aussi ne saurait-on déplorer l'insouciance du législateur, dont l'intervention est réclamée par tous ceux qui ont à cœur de mettre fin aux conflits éternels et aux critiques parfois si justes que soulève la police des mœurs.

Notons, d'ailleurs, que lorsque la prostitution est accompagnée d'un délit nettement caractérisé, l'arrestation est possible et lé-

(1) Jurisprudence constante et dernièrement, Cass., 30 décembre 1909 ; — *Gazette des Trib.*, 7 janv. 1910 ; 11 nov. 1910, *cit.*, 25 nov. 1910.

(2) *Rev. Pénit.*, 1905, p. 1113, 1383 ; 1906, p. 131.

(3) *Rev. Pén.*, 1910, p. 545, et 829.

gale, mais alors elle n'est pas causée par la prostitution et existe indépendamment d'elle.

Certains règlements prévoient, comme celui de Cauterets, par exemple, l'expulsion de la commune des prostituées qui contreviendraient aux règlements municipaux ; cette sanction, exorbitante du droit commun, est illégale ainsi que l'a décidé le Tribunal correctionnel de Vienne, le 29 avril 1903, sur appel d'un jugement du Tribunal de simple police (1). La Cour de cassation a été saisie du différend.

C'est en vertu de semblables arrêtés que 216 mineures ont été, en 1904, expulsées des communes qu'elles habitaient (2). Cette mesure d'ailleurs est peu faite pour les ramener dans une vie régulière.

(1) *Le Droit*, 25 sept. 1903 ; — *Rev. Pénit.*, 1904, p. 53, note.

(2) Hennequin au Sénat, 30 mars 1906. — N. B. nous n'examinons pas les recours contre l'inscription, ni la situation juridique de la personne inscrite... etc., renvoyant sur ces points aux ouvrages généraux sur la Police des mœurs.

CHAPITRE III

INTERVENTION DE L'AUTORITÉ JUDICIAIRE

Les mesures de préservation et de relèvement, que peuvent prendre à Paris, la Préfecture de Police, en Province, les Municipalités ou les Commissariats, sont complétées par celles que l'autorité judiciaire a à sa disposition.

Elle peut en effet intervenir et tenter soit le relèvement de la mineure tombée, soit la préservation de la mineure en danger, dans les cas suivants :

- a) Lorsque la mineure se prostitue malgré ses parents, soucieux de sa conduite.
- b) Lorsque ses parents l'exposent à tomber dans la prostitution.
- c) Lorsque la jeune prostituée a été auteur d'un délit.
- d) Lorsqu'elle a été victime d'un délit.

I. *La mineure se prostitue malgré ses parents.* — « Nous trouvons, écrivait, en 1882, M. Théophile Roussel, quelques exemples de pères ou de mères, luttant vainement pour arracher leur enfant au libertinage ou la retenir sur la pente où ses instincts l'entraînent. Mais, ajoutait-il aussitôt, ces faits sont très rares (1). »

(1) Sénat, *Impressions*, 1882, n° 451, 2, p. CL.

La loi vient aider ces parents, en mettant à leur disposition l'envoi en correction paternelle, c'est-à-dire qu'elle leur confère le droit de faire détenir leur enfant pour un temps plus ou moins long — mais toujours très court — dans un établissement d'éducation où sera tenté l'ultime effort pour ramener la mineure dans le droit chemin (1).

La mise en correction paternelle ne donne pas, à l'égard des mineures prostituées, les résultats que, théoriquement, on serait en droit d'en attendre.

Les raisons sont multiples.

La première est que l'on ne recourt à ce moyen qu'en désespoir de cause, lorsque tous les autres ont échoué et que tous les efforts sont restés vains. Lorsque la mineure est mise en correction paternelle, son inconduite est déjà ancienne et son immoralité profonde. L'éducation réformatrice ne peut avoir prise utile sur elle.

Quelques-unes pourraient pourtant être sauvées, mais d'éducation réformatrice, elles n'en reçoivent pas et ne peuvent, dans l'état actuel des choses, en recevoir.

La loi décide que les mineures de la correction paternelle seront enfermées dans des maisons pénitenciaires dont le régime, indiqué dans ses grandes lignes par la loi de 1850, est fixé par le décret du 11 novembre 1885 et le règlement 11 avril 1869.

Or, bien des prescriptions concernant les mineures ne sont pas appliquées.

D'abord, en ce qui concerne les maisons qui les reçoivent, exception faite pour Paris, où elles sont incarcérées à Fresnes. Là, le régime cellulaire est en vigueur. Ces mineures sont d'ailleurs constamment visitées par les dames patronesses des

(1) Voir sur la manière dont le droit de correction s'exerce et ceux auxquels il appartient, Code Civil, art. 375 et s., Loi du 2 juillet 1907.

diverses œuvres de relèvement dont l'influence heureuse s'exerce sur elles.

Mais trop souvent, en province, les jeunes filles de la correction paternelle sont détenues à la maison d'arrêt. Or, comme le régime cellulaire est loin d'y être généralisé, les mineures se trouvent ainsi mêlées et en contact perpétuel avec de plus débauchées, de plus corrompues qu'elles, avec des filles dont les conseils pernicious ont les plus funestes effets, car il faut remarquer que nombre de prisons n'ont en outre aucun quartier spécialement affecté aux mineures.

Dès lors et dans ces conditions, que peuvent devenir les jeunes prostituées ainsi détenues ? Quelle moralisation, quel relèvement peut-on espérer, alors surtout qu'elles ne reçoivent aucune éducation réformatrice.

D'ailleurs même, si celle-ci leur était donnée et pouvait contrebalancer les influences néfastes du milieu pervers dans lequel elles se trouvent, comment cette éducation pourrait-elle satisfaire au vœu de la loi et remettre pour toujours dans le droit chemin des jeunes filles déjà profondément corrompues, et que l'on ne peut garder que six mois, et, dans certains cas même, un mois au maximum.

Six mois pour redresser, régénérer une jeune prostituée ! C'est un temps dérisoire et tous ceux qui s'occupent de ces pauvres filles déclarent que, sauf de très rares exceptions, il faut des années pour ramener à la vie honnête une jeune fille tombée.

« La correction paternelle, lit-on dans le rapport au Sénat de M. Roussel, telle qu'elle est organisée dans notre Code civil, est considérée par ceux qui l'appliquent comme nous avons montré ailleurs qu'elle l'est par les plus expérimentés des magistrats qui la prescrivent, comme une institution mal conçue qui ne repose pas sur une notion exacte de la nature humaine, qui

cause de l'irritation dans les familles et ne peut pas faire de bien aux enfants parce qu'elle ne laisse pas aux influences salutaires le temps de s'exercer sur eux ».

Aussi les demandes de correction paternelle sont-elles rares. Les parents recourent plus volontiers à l'internement dans des établissements privés, et ce, même sur les conseils des commissaires de police.

Les parents pensent que là, les enfants gardés aussi longtemps qu'il sera nécessaire, — et si besoin est jusqu'à leur majorité — sous une discipline ferme et maternelle, recevront une forte éducation religieuse et partant efficacement réformatrice, et un enseignement professionnel, les mettant à même de gagner, plus tard honorablement leur vie. Ils sont sûrs aussi qu'une fois sortie, leur fille sera sous le patronage de la Maison, qui continuera à exercer sur elle sa bienfaisante protection. Malheureusement, ces dernières années, en vertu de lois récentes, plusieurs de ces maisons se sont vu contraintes de fermer leurs portes. On ne saurait trop déplorer cette législation aveugle, qui prive le pays d'un appui si précieux et si fécond pour le relèvement de la jeunesse déchuë, alors que tout devrait être mis en œuvre pour lutter contre l'immoralité et la criminalité de plus en plus grandes chez des enfants de plus en plus jeunes.

II. *La conduite des parents peut être une cause de chute pour la mineure.* — La loi, dans ce cas, intervient soit en retirant aux parents indignes la puissance paternelle, soit en donnant aux parents incapables de l'exercer le droit de la déléguer.

a) LA DÉCHÉANCE DE LA PUISSANCE EST TANTOT OBLIGATOIRE, TANTOT FACULTATIVE. — Obligatoire, elle est la conséquence forcée de certaines infractions à la loi pénale particulièrement graves ; facultative, elle peut être l'accessoire de certaines condamnations, sauf dans deux cas où elle en est indépendante : lorsque

l'un des enfants a été envoyé en correction par application de l'art. 66, C. pén. ou lorsque les parents « par leur ivrognerie habituelle, leur inconduite notoire et scandaleuse ou par de mauvais traitements, compromettent soit la santé, soit la sécurité, soit la moralité de leurs enfants ».

La protection des enfants, en cas de déchéance, est assurée, soit par la tutelle organisée dans les termes du droit commun (art. 10), soit par la tutelle exercée par l'Assistance publique, qui peut remettre les mineurs à d'autres établissements ou même à des particuliers (art. 11). (Loi du 24 juillet 1889).

Il est à regretter que les établissements privés, donnant de sérieuses garanties, ne puissent recevoir les mineurs que de seconde main, et soient sous « le domaine éminent » de l'Assistance publique, qui peut, quand bon lui semble, faire cesser le droit de garde ainsi conféré.

La loi de 1889 est restée en deçà des espérances que l'on avait fondées sur elle.

D'une part, bien des parents indignes parviennent à échapper à la déchéance, soumise à des conditions qui ne sont pas toujours réunies.

D'autre part, les tribunaux hésitent à la prononcer, car elle est indivisible, c'est-à-dire, s'étend à tous les droits et à tous les enfants, alors qu'il suffirait parfois qu'elle puisse être appliquée à un enfant et au seul droit de garde. Aussi compte-t-on :

1.131 déchéances facultatives en 1897 ;

747 déchéances facultatives en 1900 ;

632 déchéances facultatives en 1903 ;

577 déchéances facultatives en 1904 ;

676 déchéances facultatives en 1905.

Chiffres qui se maintiennent à peu près pour 1906, 1907 et 1908 (1).

(1) *Rev. Pén.*, 1912, p. 518 en note.

Pour Paris, nous trouvons 402 déchéances en 1907, 87 en 1908, 74 en 1909 pour arriver à 54 en 1910 (1).

Cette décroissance constante des déchéances prononcées n'a cessé de préoccuper les divers Gardes des sceaux, persuadés que cet état de choses n'était dû ni « à l'amélioration des père et mère, ni à un progrès de la moralité ».

Le ministre de la Justice recommandait, en 1907, aux magistrats du Parquet « de surveiller très attentivement la situation des enfants maltraités ou moralement abandonnés et de provoquer d'office la déchéance des parents indignes, si cette mesure leur paraît devoir s'imposer (2).

« Le chiffre relativement restreint des déchéances prononcées, écrivait M. Briand l'année suivante, démontre que la loi de 1889 n'a pu jusqu'ici, en raison des difficultés d'application, être complètement mise en pratique. Il faut souhaiter qu'une revision de la législation à ce point de vue assure aux enfants abandonnés une protection plus efficace et offre le moyen de diminuer le nombre toujours considérable de poursuites dirigées contre de jeunes délinquants, qui ne trouvent pas, au foyer familial, les exemples et conseils dont ils ont besoin (3). »

L'Union des Sociétés de Patronage et le Conseil Central, voyant en cette loi de 1889 un moyen de préservation pouvant être efficace, ont émis des vœux tout récemment tendant à ce que son application soit poursuivie avec vigueur par les Parquets et la Chancellerie (4).

b) DÉLÉGATION DE LA PUISSANCE PATERNELLE. — La loi de 1889 permet de remédier à certains des inconvénients que nous ve-

(1) *Rev. Pén.*, 1911, p. 550.

(2) *Compte rendu de Justice Civile pour 1904*, p. xi.

(3) *Compte rendu de Justice Civile pour 1905*, p. xiv.

(4) Cf. *Revue Critique*, 1911, p. 157 et s., Cf. *Rev. Pén.*, 1911 et 1912.

nons de signaler, en autorisant la délégation de la puissance paternelle.

Elle peut avoir lieu soit à l'amiable, avec le concours des parents et l'approbation de l'autorité judiciaire, soit en l'absence de tous concours des parents, sous certaines conditions précisées par la loi (art. 17 et s.).

Cette délégation peut d'ailleurs être partielle et temporaire. Elle peut être faite outre à l'Assistance publique et aux Etablissements d'assistance publique, soit à des associations de bienfaisance spécialement organisées, soit même à des particuliers jouissant de leurs droits civils.

« L'art. 17, écrit M. Bruyère, dans son rapport de 1891, au Comité de Défense des enfants traduits en justice de Paris, fournit parfois un moyen excellent pour prendre la protection d'un enfant sans avoir besoin de recourir à la déchéance. Ce moyen est celui qui est employé notamment dans la région lyonnaise. Il est surtout usité dans les cas où la déchéance est encourue en vertu du paragraphe 6 de l'art. 2. En pareil cas le Parquet convoque les parents et les invite à procéder à la cession judiciaire soit en faveur de l'Assistance publique, soit en faveur d'une Société de Patronage ou d'un patronage disposé à recevoir l'enfant. C'est seulement en cas de refus persistant des parents qu'on recourt à la déchéance (1). »

III. *La mineure prostituée a été auteur d'un délit ou d'un crime.*

A. *Pendant l'Instruction.*

Lorsque la jeune prostituée comparaitra devant le juge d'instruction, celui-ci pourra recourir à l'une des solutions suivantes :

a) LAISSER LA MINEURE EN LIBERTÉ. Exceptionnels, toutefois, se-

(1) *Code de l'Enfance traduite en justice*, Loi 1889, art. 17, n° 39.

ront les cas dans lesquels cette mesure sera prise. Outre que l'instruction pourrait s'en trouver singulièrement compliquée, et même arrêtée, la jeune fille pouvant ainsi se mettre à l'abri et se soustraire à toute poursuite, il serait à craindre qu'elle ne profitât de sa liberté pour se livrer au racolage et à la prostitution.

b) METTRE LA MINEURE SOUS MANDAT DE DÉPOT, serait obvier le plus souvent aux inconvénients que nous signalons, mais la détention préventive sera peu souvent, en province, en général, réformatrice et moralisatrice.

En effet, aux termes de la loi de 1850, dans les maisons d'arrêt et de justice dans lesquelles sont placées les mineures, un quartier distinct doit être affecté aux jeunes détenus de toute catégorie, et la loi de 1875 décide, dans son article 1^{er}, que les inculpés, prévenus, accusés, doivent être à l'avenir individuellement séparés pendant le jour et pendant la nuit.

Si désirable que soit pour les détenus quelconques l'application de ces mesures, combien est-elle plus nécessaire et plus utile pour les jeunes prostituées qu'il faut arracher au ruisseau, ou les jeunes vagabondes, que l'on doit préserver de la prostitution. Or, une quarantaine de prisons seulement répondent aux exigences de la loi et de la science pénitentiaire.

Les autres sont dans un état déplorable au point de vue matériel, hygiénique et moral (1).

La promiscuité la plus dangereuse, les contacts les plus pernicieux, règnent entre tous les détenus.

Peut-être, dira-t-on, les jeunes mineures qui nous occupent n'ont pas beaucoup à apprendre.

Soit, mais il ne faut pas oublier que quelques-unes de celles qui sont traduites en justice ne sont pas encore tombées, et

(1) Voir *Revue Pénitentiaire*, notamment, *passim*, et principalement : 1903, p. 1083 et s., 1906, p. 1088 et s., 1907, p. 924 et s., 1910, p. 217.

qu'elles sont à préserver, que quelques-unes de celles qui sont tombées ne sont pas perdues, et qu'elles ne sont pas aussi dégradées qu'on le pourrait craindre. De plus, pour toutes ces mineures, la cellule et la solitude facilitent la tâche de ceux qui pénètrent auprès d'elles et travaillent à leur relèvement. Les mineures, pour la plupart échappent, par l'isolement, tout au moins, aux conseils de perversion et aux encouragements d'une vie de débauche et scandaleuse.

Les prescriptions de la loi de 1850 instituant pour les mineures, pendant leur détention préventive, une éducation morale religieuse et professionnelle, sont absolument lettre morte (1).

Cet état lamentable de certaines de nos prisons est tel, que l'on a vu des conseils généraux, comme celui du Calvados, d'accord sur ce point avec le préfet et le directeur de la circonscription pénitentiaire, émettre le vœu « que les délinquants mineurs fussent, autant que possible, dispensés de la détention préventive (2). »

A Paris les détenues placées sous mandat de dépôt sont envoyées, soit à Saint-Lazare, soit à Fresnes.

Elles sont envoyées à Saint-Lazare, lorsqu'elles sont malades : elles sont alors placées dans la première section où une salle spéciale leur est affectée, mais elles ne sont pas soumises à l'emprisonnement individuel.

Lorsque les mineures sont saines, elles sont conduites à la prison de Fresnes où un pavillon spécial leur est destiné et où elles subissent un régime rigoureusement cellulaire qui aide et prépare les efforts tentés par les membres des Sociétés de relèvement pour arracher à la prostitution les jeunes mineures. On ne saurait se douter de tout ce que font dans ce but ces âmes

(1) *Code de l'Enfance traduite*. Loi de 1850, sous art. 1^{er}, n° 4, p. 118.

(2) *Rev. Pénit.*, 1903, p. 1093.

charitables appartenant au plus grand monde comme au plus humble et rivalisant de dévouement et d'abnégation pour le sauvetage de celles auxquelles elles ont voué le meilleur de leur vie et de leur cœur.

c) REMETTRE LA MINEURE A UN PARTICULIER OU A UN ÉTABLISSEMENT.

— Depuis la loi du 19 avril 1898, le juge d'instruction peut « en tout état de cause, le ministère public entendu, ordonner que la garde de l'enfant soit provisoirement confiée à un parent, à une personne ou une institution charitable ou à l'Assistance Publique ».

Si, à Paris et dans les grands centres, les juges d'instruction usent de cette faculté, il en est tout autrement en Province, où la loi de 1898 est, beaucoup trop souvent, pour ainsi dire, inappliquée, car pratiquement des difficultés nombreuses surgissent.

Les parents, — et ce terme ne vise pas les père et mère — consentiront-ils à accepter la charge qui leur est proposée — ou présenteront-ils les garanties nécessaires pour le relèvement de l'enfant ?

L'Assistance Publique ? Il ne faut y songer que rarement, puisqu'en vertu de lois récentes, elle peut rendre à l'administration pénitentiaire ses pupilles difficiles et vicieux (Loi 28 juin 1904, art. 2), et partant faire pratiquement échec à l'ordonnance. De plus on ne peut lui confier que les mineures de 16 ans. (Loi du 12 avril 1906).

Quant aux particuliers, ils hésiteront souvent à se charger d'une jeune prostituée. — Restent les œuvres sur lesquelles repose en grande partie l'application de la loi de 1898, mais, d'une part, elles disposeront rarement de places, — les maisons s'occupant du relèvement des prostituées étant en nombre limité et celles s'adressant à l'enfance délictueuse ne voulant accueillir, même à titre provisoire, dans leur sein de jeunes débauchées qui pourraient jeter le trouble et la perversion.

D'autre part, accepter une mineure prostituée, provisoirement et pour le temps de l'instruction seulement, n'est-ce pas la faire bénéficier, sans aucune chance de relèvement, d'une place, au détriment d'une autre qui aurait pu être confiée pour plusieurs années par le Tribunal ?

Malgré ces difficultés, à Paris, notamment, il existe plusieurs maisons soit religieuses, soit laïques, qui se font un devoir de recueillir, même pour quelques jours, les mineures que le juge d'instruction leur confie, ou que les dames patronesses leur recommandent, après la visite des prisons.

Confier la mineure à un particulier ou à une œuvre au cours de l'instruction préparera sa régénération morale.

Mais les mesures ainsi prises par le juge d'instruction sont provisoires, et elles prennent fin, soit avec l'ordonnance de non-lieu, soit avec une décision de relaxe du tribunal.

Aussi, pour ne pas rendre, par un non-lieu qui parfois s'impose, les mineures à une liberté dangereuse, ou redoutant qu'à l'audience il ne soit pris des mesures moins propices au relèvement de la mineure, certains juges laissaient l'instruction sans la clôturer (1), suspendant ainsi une sorte d'épée de Damoclès sur la tête de la mineure. C'était pour elle un encouragement à se bien conduire, et une menace en cas d'écart.

Mais, si pratiquement, ce moyen peut donner de bons résultats, si même il a été encouragé par certains magistrats (2), il n'est pas à l'abri de toutes critiques et son emploi ne saurait être généralisé.

On ne saurait d'ailleurs non plus soutenir, comme certains l'ont fait, que les mesures ordonnées par le juge d'instruction doivent continuer à être appliquées même après une ordon-

(1) Rouen par. *Rev. Pénit.*, 1905, p. 987 ; *Id.*, 1903, p. 1086.

(2) *Rev. Pénit.*, 1899, p. 1034 ; 1903, p. 897.

nance de non-lieu. Cette dernière constitue une décision définitive qui met à néant toutes les décisions prises. « Après le non-lieu, dit très juridiquement, M. Rivière, il n'y a plus de délit et, par conséquent, on ne se trouve plus en présence d'un enfant auteur d'un délit (1) ».

B) *Mesures que les tribunaux peuvent prendre à l'égard des mineures prostituées auteurs de crimes ou délits.* — Les Tribunaux devant lesquels comparaissent les mineures prostituées peuvent à leur égard prendre les mesures suivantes :

a) Acquitter la mineure purement et simplement et la renvoyer des fins de la poursuite ;

b) Déclarer que la mineure a agi avec discernement, et la condamner à une peine dans les termes des articles 67 et 69 du Code pénal, avec application possible du sursis et des circonstances atténuantes.

Cette solution à laquelle s'arrêtent parfois, dans certaines régions, les Tribunaux correctionnels, lorsque le délit reproché à la mineure prostituée ne semble pas trop grave, n'offre aucune garantie pour sa régénération morale, qu'elle passe par la prison, ou qu'elle soit rendue immédiatement à la liberté ;

c) Déclarer qu'elle a agi sans discernement et l'acquitter mais alors :

la remettre à ses parents (article 66, Code Pénal).

l'envoyer dans une maison de correction pour y être élevée et détenue pendant tel nombre d'années que le jugement déterminera sans pouvoir excéder l'époque où elle aura atteint sa majorité (article 66, Code Pénal ; loi 12 avril 1906).

d) Remettre la mineure à un parent, à une institution charitable, à un particulier, ou parfois à l'Assistance Publique.

Mais quelques mots d'explications sont nécessaires sur ces dernières solutions qui peuvent être prises.

(1) *Rev. Pénit.*, 1903, p. 584.

α) REMISE AUX PARENTS. — Cette solution devrait être tout à fait exceptionnelle lorsqu'il s'agit de prostituées.

En effet, ces dernières se sont adonnées à la prostitution,

Ou bien avec la complicité, l'encouragement de leurs parents et initiées par eux, et ce, dans des conditions telles qu'il a été impossible de les poursuivre, ou de prononcer la déchéance de la puissance paternelle. Leur rendre alors leur fille, serait travailler à sa perte définitive et certaine.

Ou bien les parents ont connu la prostitution et l'inconduite de leur fille, et n'ont rien fait pour l'en détourner.

Comment espérer, dans ce cas, qu'ils travailleront au relèvement de leur fille qu'ils n'ont pas préservée ? La leur remettre ne serait-ce pas là accorder à cette dernière la faculté de se prostituer en toute liberté ?

Ou bien les parents ont connu la débauche de leur fille et ont fait tout ce qui dépendait d'eux pour l'arracher à cette vie et n'ont pu y parvenir.

La remise de la jeune fille à ses parents ne la vouerait-elle pas dans ce cas encore à une débauche certaine, car il y a bien peu de chances que les parents puissent faire, après la comparution devant le Tribunal, ce qu'ils n'ont été dans l'impossibilité ou l'incapacité de faire avant.

La seule hypothèse dans laquelle la remise de la mineure à ses parents pourrait offrir quelques chances de relèvement, c'est lorsque la famille a ignoré la prostitution de la jeune fille et « qu'elle présente des garanties de force et de volonté nécessaires pour assurer la direction réformatrice de l'enfant (1) ».

Ce sera d'ailleurs assez rare et, le plus souvent, les enfants

(1) *Code de l'Enfance traduite en justice*, sous art. 66, n° 116. Cf. Cour de Paris, 18 nov. 1909, cité plus haut... « Considérant que la mère offre des garanties suffisantes pour que sa fille lui soit rendue... »

ainsi rendus directement à leur famille, ne tarderont pas à retourner au ruisseau.

« Lorsqu'une fille fait une escapade, écrit M. Joly, c'est qu'elle a été très mal surveillée, très mal gardée ; dès lors la remettre à ses parents, serait commettre une mesure regrettable et pour elle et pour la société.

« Pour elle d'abord ! Je n'ai pas besoin d'expliquer qu'une fille sans surveillance est plus en danger qu'un garçon. Il est tel garçon qui vagabondera par amour de la liberté, du grand air, de l'inconnu et qui s'en tiendra là ; une fille jamais ! Quand une fille est traduite devant les Tribunaux sous l'inculpation de vagabondage, on peut être sûr qu'il y a là un euphémisme ou que l'accusation ne dit pas tout. Mais j'oserai ajouter qu'une telle enfant fait peut-être courir à la société plus de dangers encore qu'un garçon. Sans doute, elle sera moins violente, elle tentera moins d'escalades et de bris de clôture, mais elle fera le mal, comme en d'autres cas, heureusement, la femme fait le bien, c'est-à-dire, sans bruit, doucement, par une action lente, opérant autour d'elle des changements qu'on ne connaîtra peut-être que beaucoup plus tard (1). »

Bien des tribunaux recourent pourtant à cette solution. Ils la trouvent si facile, les autres si terribles et si peu efficaces, et surtout ils se laissent peut-être trop apitoyer par les larmes des parents que l'apparat de l'audience impressionne et qui, après avoir réclamé « la correction » à cor et à cri, au cours de l'instruction — et même après avoir écrit plusieurs lettres dans ce sens au Juge d'instruction (2) — implorent la clémence des magistrats, excusent leurs enfants, disent qu'eux-mêmes ont agi dans un moment de colère et d'égarement, et promettent de bien surveiller leur fille dans l'avenir.

(1) *A la recherche de l'Education correctionnelle*, 1902, p. 161.

(2) Nous en avons eu plusieurs fois des exemples.

Et ces arguments, les larmes et les sanglots qui les accompagnent décident parfois les juges qui se laissent fléchir et rendent la mineure à ses parents.

Un exemple entre plusieurs que nous avons cueilli au cours de notre enquête. — La scène se passe à Bayonne.

Le Procureur de la République d'alors poursuivait devant le Tribunal correctionnel une bande de sept individus (4 hommes et 3 femmes) inculpés d'outrage public à la pudeur et de vol.

Trois de ces hommes étaient de jeunes souteneurs âgés de 17, 19 et 20 ans.

Parmi les femmes était une jeune fille de 14 ans « de mœurs absolument dépravées » et sans aucune surveillance, ainsi qu'il ressort de l'enquête très consciencieuse du Parquet et du juge d'instruction.

Cette mineure avait eu sur la voie publique des relations avec un employé d'hôtel. Pendant qu'elle se livrait à lui une de ses complices avait soustrait le porte-monnaie du garçon d'hôtel. Et toute la bande s'était partagé le profit de ce vol, soit 145 francs.

Six des inculpés ont été condamnés à des peines variant de 15 jours à 3 mois et un jour d'emprisonnement.

La jeune fille, âgée de 14 ans, a été acquittée comme ayant agi sans discernement et rendu à sa famille malgré les déplorables renseignements recueillis, et ce « attendu, dit le jugement, que Maria B. n'est âgée que de 14 ans, qu'elle a agi sans discernement, qu'il y a lieu de la relaxer. — *Attendu qu'il n'a pas été exercé sur sa conduite jusqu'à ce jour une surveillance suffisante, que son père demande néanmoins qu'elle lui soit rendue, promettant de mieux la surveiller* ».

Et certains Tribunaux n'hésitent pas à rendre à leurs parents des mineures, trois, quatre, cinq et même six fois de suite (1).

(1) En 1902, dans l'arrondissement de Douai, sur 807 enfants pour-

Pour éviter ces abus — car quel autre nom donner ? — et pour faciliter la tâche des juges et des tribunaux, les commissaires de police devraient s'inspirer de la circulaire que le Procureur de la République de la Seine adressait à ceux de Paris, « leur recommandant de prendre les renseignements les plus circonstanciés sur les familles des mineurs poursuivis afin de permettre aux juges d'instruction et au Tribunal de prendre, sans avoir à ordonner, autant que possible, une nouvelle enquête à cet égard, les mesures de protection qui s'imposent (1). »

β). ENVOI DANS UNE MAISON DE CORRECTION. — Envoyer une mineure dans une maison de correction pour y être détenue et élevée, pendant un certain nombre d'années, serait au dire de M. Honnorat, « ce qu'il y a de mieux à faire », à l'égard des jeunes prostituées.

Théoriquement, le salut et le relèvement seraient certainement ainsi assuré. Mais dans la réalité il en est tout autrement nous le verrons.

Aussi beaucoup de Tribunaux de province répugnent-ils à l'envoi en correction. Certains vont même jusqu'à déclarer que « la vie de famille (?) quelle qu'elle soit est préférable pour les enfants à la direction impersonnelle de l'administration ». D'autres le considèrent, comme « une mesure extrême devant laquelle le juge doit reculer » (2). Quelques autres déclarent que la maison de correction est une école de dépravation et qu'il faut en être tombé au dernier degré de la perversité et de la débauche pour pouvoir y être envoyé sans danger. C'est ce qui

suivis, 533, soit 66 0/0, ont été remis aux Parents. Cf. *Rev. Pénit.*, 1903, p. 1107.

(1) *Rev. Pénit.*, 1908, p. 451. On sait qu'à Paris les commissaires ont à répondre à un questionnaire très complet, dû à un ami de l'enfance, M. le Substitut de Casabianca.

(2) *Rev. Pén.*, 1903, p. 1104 et s.

ressort très nettement d'un jugement du Tribunal correctionnel d'Autun où nous lisons les considérants suivants :

« Attendu, en ce qui concerne la garde de l'enfant, qu'il ne paraît pas être suffisamment dépravé, pour qu'il soit utile de l'envoyer dans une maison de correction : attendu qu'il est même à redouter que ce mode d'éducation n'aggrave son état de moralité (1) ».

Et ce qui a encouragé les magistrats dans cette façon de considérer comme un enfer la maison de correction — qu'ils ne connaissent pas, pour la plupart, et qu'ils ne visitent jamais — c'est que ces idées ont été propagées non seulement par des écrivains de talent, des romanciers ou des auteurs dramatiques (2), qui se sont parfois laissé entraîner ou impressionner par un fait isolé qu'ils ont généralisé ou inventé de toutes parts, mais encore par des hommes auxquels leurs fonctions ou leur situation donnait une autorité particulière.

C'est le docteur Commenge, médecin de Saint-Lazare, écrivant dans sa consciencieuse enquête sur la prostitution des mineures, que jamais la maison de correction n'avait amélioré les jeunes prostituées : heureux toutefois les cas où elle ne les avait pas perverties.

« Depuis mon internat à Saint-Lazare, j'ai eu soind'interroger au dispensaire les mineures sortant des maisons de correction. De toutes j'ai reçu le même aveu : le séjour qu'elles venaient de faire dans différents établissements n'avait pas modifié leurs instincts pervers ; elles avaient au contraire acquis une science du vice qu'elles ne soupçonnaient pas antérieurement... Parmi les mineures envoyées en correction, sous le régime de la vie com-

(1) *Gaz. des Trib.*, 1^{er} janvier 1903.

(2) *Le Coupable*, de François Coppée ; — *Bagne d'Enfants*, représenté l'an dernier à l'*Ambigu-Comique*.

mune ou dans les maisons à isolement cellulaire absolu, il en est dont le caractère indiscipliné et la dépravation invétérée ne subissent aucune modification dans les maisons de correction quelque soit le régime auquel elle sont soumises (1). »

C'est encore M. Bérenger à la tribune du Sénat, le 4 juin 1907.

« ... Le Tribunal, disait-il, faisant application des dispositions de l'article 66 du Code pénal, décidait qu'elle (la jeune prostituée) avait agi sans discernement et la plaçait dans une maison de correction. Mais ce n'est là, vous le concevez, qu'un palliatif, car cette procédure ne pouvait être suivie que contre les mineurs de 16 ans et, d'autre part, c'était dans une maison de correction qu'on plaçait les enfants c'est-à-dire dans un milieu peu susceptible d'assurer leur relèvement. »

Dans une circulaire du 7 novembre 1908, adressée aux directeurs de circonscriptions pénitentiaires, le Président du Conseil mettait en garde contre l'envoi en correction des mineurs de 16 ans poursuivis pour des délits peu graves, « pour éviter autant que possible les contacts pernicieux » (2).

C'est encore tout dernièrement M. Barbet, Procureur de la République à Sétif, qui écrivait :

« Loin de moi la pensée de jeter le discrédit sur les maisons de correction qui sont généralement bien dirigées et où chacun fait modestement son devoir ; mais je ne puis me défendre de quelque scepticisme en ce qui concerne l'amendement moral des adolescents que l'on incarcère dans le but très louable de les régénérer. — Ces maisons de correction sont, malheureusement, presque toujours, il faut bien le reconnaître, des maisons de corruption, comme on l'a dit trop justement,

(1) Commenge, *La Prostitution des mineures*, p. 430 et 431.

(2) Circulaire, *Bulletin officiel du ministère de l'Intérieur*, novembre 1908, p. 544.

hélas! (1) » C'est enfin un autre magistrat, M. Le Clec'h, qui écrivait récemment : « Enfin la colonie correctionnelle n'est pas l'établissement rêvé pour le redressement, le relèvement moral de ces jeunes filles plus malheureuses que coupables, chez lesquelles il y a surtout de mauvais instincts mais non point les germes du délit et du crime. Continuer à les y envoyer, c'est vouloir les arracher à la boue des rues pour les rejeter, quelque temps après, sur le fumier des basses-cours (2). »

Comment après de tels maîtres ne pas croire ce qu'ils enseignent et ne pas se défier des maisons qui corrompent fatalement ceux qu'elles reçoivent au lieu de les amender et de les rendre à une vie droite et honnête ?

Une telle opinion est-elle fondée ?

C'est ce que nous voudrions examiner brièvement. C'est la loi du 5 août 1850 — complétée par le règlement de 1869 — qui a organisé les maisons de correction.

Les maisons destinées, aux termes de cette loi, à recevoir les jeunes filles acquittées comme ayant agi sans discernement sont les maisons pénitenciaires (art. 16).

Ces maisons reçoivent, en outre, d'une part les mineures détenues par voie de correction paternelle, d'autre part celles condamnées à l'emprisonnement pour une durée quelconque.

Toutes ces jeunes filles doivent être élevées « sous une discipline sévère et appliquées aux travaux qui conviennent à leur sexe » (art. 17). Elles doivent en outre recevoir « une éducation morale, religieuse et professionnelle » (art. 1^{er}).

La maison pénitenciaire dans laquelle la jeune fille doit être détenue n'est pas indiquée par le Tribunal. C'est à l'Administration Pénitenciaire qu'incombe le soin d'en fixer le choix, après examen des dossiers.

(1) *Journal des Parquets*, 1911, p. 37.

(2) Le Clec'h, *La Prostitution des mineures*, p. 24.

L'Administration Pénitentiaire, dispose actuellement, en ce qui concerne les filles, de 3 établissements, 3 publics et 5 privés.

Les premiers comprennent, les maisons de Doullens près d'Amiens, Cadillac près Bordeaux, et de Clermont dans l'Oise. Cette dernière maison n'est ouverte que depuis peu.

Les établissements privés sont ceux de Sainte-Odile, à Baviiliers (territoire de Belfort) — La Solitude de Nazareth, à Montpellier — l'asile Sainte-Madeleine, de Limoges — l'institution des Diaconesses, à Paris, et jusqu'à ces derniers jours l'atelier Refuge de Darnetal, près de Rouen (1).

M. Schrameck a donné, dans le courant de 1910, à la Société des Prisons, de précieux renseignements sur le fonctionnement des colonies pénitentiaires. Il en a mis à nu tous les rouages et a montré tout ce que l'Administration faisait pour le relèvement des mineurs tombés.

Malgré tous les progrès réalisés, malgré tous les efforts de l'Administration, les colonies publiques sont loin d'être parfaites. Si elles ne sont pas, comme d'aucuns le disent, des maisons de correction, elles peuvent dans bien des cas justifier les craintes et l'appréhension des magistrats, entre les mains de qui se trouve l'avenir et le relèvement de la mineure.

Les principaux reproches que l'on peut adresser aux maisons de correction publiques sont les suivants :

Le premier est d'avoir presque toujours utilisé d'anciennes maisons centrales, d'anciens établissements pénitentiaires pour en faire des établissements d'éducation correctionnelle. — Cadillac était une ancienne maison centrale ; Doullens également.. Et alors quels funestes effets sur les mineures qui sont internées.

« On a beau, dit très justement, M. Henry Joly, rédiger des

(1) *Rev. Pen.*, 1910, p. 577, Code de l'Enfance, p. 138. Au moment où nous écrivons ces lignes, cet établissement, auquel bien des prostituées doivent leur relèvement, vient d'être fermé.

règlements fort humains sur le papier, il est impossible de mettre des enfants dans des locaux jusque-là remplis de criminels et de détenus sans exercer sur leurs sentiments une action funeste. Ce qui agit ce n'est pas seulement la disposition des lieux, la clôture et ces aménagements sentant partout la défiance, invitant partout à la ruse, c'est aussi, c'est peut-être, surtout le souvenir... comment veut-on que des enfants... se prennent pour autre chose que pour des êtres voués à la même répulsion dégradante, que des condamnés ordinaires, quand ils savent n'être que leurs successeurs (1) ? »

Puis les aménagements ont été défectueux et presque toujours très insuffisants (2). — M. Schrameck affirme qu'aujourd'hui, il est possible d'isoler complètement la nuit tous les détenus — Théoriquement. Oui, mais combien, en fait, il en est différemment.

Les dortoirs de Doullens sont assez peu larges. « Les cellules *en bois* ont été établies sur une séparation centrale et donnent sur deux couloirs longeant les murs latéraux. De ce côté les cellules sont grillagées ainsi que le dessus. Dans toutes les cellules le *grillage a été brisé* et raccommodé ; dans toutes les cellules, sur le panneau du fond où est le lit, un trou a été percé qui permet de passer facilement le bras (3). »

Et ces défectuosités sont épouvantables, lorsque l'on songe au nombre considérable de jeunes filles que renferme chacun de ces établissements. — Clermont, 185, Cadillac, 215, Doullens, 243. C'est là un des gros griefs que l'on fait encore à juste titre aux établissements publics. Les effectifs sont beaucoup trop

(1) Henry Joly, *A la recherche de l'Education correctionnelle*, 1902, p. 171.

(2) Henry Joly, *A la recherche de l'Education correctionnelle*, 1912, p. 179.

(3) Eug. Prévost, *La Prostitution des Enfants*, p. 70.

nombreux pour pouvoir rendre possible le redressement des détenues.

Si encore le personnel auquel est confiée cette mission délicate était proportionné au nombre des détenues, et si l'on pouvait constituer des groupements de 10 ou 20 jeunes filles, complètement isolés, au travail, au réfectoire et au dortoir comme à la récréation, le mal serait sinon conjuré du moins très atténué. Mais il en est autrement, le contingent des détenues est énorme même dans les groupements et les surveillantes en nombre infime. « A cette heure la maison de Doullens, sur qui pèse la très lourde responsabilité de 350 filles, n'a que 21 surveillantes, parmi lesquelles sept institutrices surnuméraires (1). »

« Les effectifs des colonies publiques, disait une fois de plus, à la Société des Prisons, M. H. Joly, heureux d'avoir l'appui de M. le Directeur de l'Administration pénitentiaire, sont beaucoup trop nombreux... Je crois, poursuivait-il, que nous pourrions nous contenter, je ne dis pas nous réconcilier, car nous ne sommes pas brouillés, mais nous mettre d'accord sur ce point que la grande infériorité des colonies de l'Etat, attestée par la supériorité du chiffre des récidives, a pour cause ce fait qu'elles ont toujours eu un trop grand nombre d'enfants réunis dans le même local (2). »

D'ailleurs, il est aujourd'hui incontesté et incontestable que « la moralisation est en rapport inverse de l'agglomération et qu'il y a un intérêt majeur à faire de toutes petites colonies (3). »

C'est d'autant plus nécessaire, que, si, comme le disait M. Schrameck, « l'Administration se trouve évidemment dans des conditions plus propices que les Etablissements privés

(1) Eug. Prévost, *Op. cit.*, p. 73.

(2) *Rev. Pénit.*, 1910, p. 708.

(3) *Rev. Pénit.*, 1910, p. 716.

pour le recrutement dans tous les services et dans tous les grades de son personnel ; que si, avec la diversité des emplois, le nombre considérable d'agents dont elle dispose, elle peut ce que ne peut aucune œuvre privée ; préparer chacun de ses agents à l'emploi qu'il devra occuper, tirer parti de ses aptitudes particulières, le faire passer par des établissements où son expérience pourra utilement se former (1) », il arrive trop souvent que le personnel, malgré tout le zèle et le dévouement dont il fait preuve, soit inférieur à la mission qui lui incombe. Le personnel est plus d'un établissement de répression que de relèvement, il n'est pas celui qui convient à une rééducation. — Il en a peu la méthode, et peu l'esprit. — « L'instituteur ou le simple surveillant, écrit M. l'Inspecteur Brunot voit trop souvent dans leur situation présente un simple échelon de leur carrière ; ils aspirent souvent plus à monter en grade qu'à remplir ponctuellement et intégralement les devoirs actuels d'éducation qui leur incombent (2). »

« Les surveillantes de filles, lit-on dans les derniers rapports de l'Inspection générale, manquent parfois de la préparation qui leur permettrait de s'appliquer utilement au redressement moral des pupilles. On a remarqué que beaucoup d'entre elles sont jeunes et inexpérimentées. Leur recrutement et la situation qui leur est faite ne correspondent peut-être pas au rôle élevé qu'on veut leur assigner. Leur situation est suffisante si elles doivent contribuer seulement au maintien de la discipline, mais elle mériterait d'être sensiblement améliorée, si l'on veut recruter un personnel d'éducatrices (3). »

Il faut enfin noter aussi « que parfois des surveillantes eurent de scandaleuses complaisances (4) ».

(1) *Rev. Pén.*, 1910, p. 578.

(2) Cité Eug. Prévost, *Op. cit.*, p. 73.

(3) *Rev. Pén.*, 1911, p. 1147.

(4) Eug. Prévost, *Op. cit.*, *id.*

Si les efforts dans l'accomplissement de cette tâche, particulièrement ingrate, ont échoué et si le découragement s'en est suivi, il faut, tout en le déplorant, et en le regrettant, excuser ceux qui y ont été acculés.

Ils étaient chargés de la mission la plus difficile, la plus ingrate qui soit : remettre dans le droit chemin, ramener à la vie honnête des filles débauchées, et profondément perverses, non seulement des enfants que l'on a pu arracher jeunes à leur vie de débauche, mais encore des filles de 17 et 18 ans, ancrées dans le mal depuis longtemps.

C'est là une tâche ardue, et d'autant moins couronnée de succès, que l'Administration s'est privée de deux adjouvants puissants dans le redressement de ces natures corrompues.

Le premier est la vie au grand air et au dur labeur des travaux agricoles. Il est vrai de penser avec M. Puibaraud que « la terre peut exercer sur les jeunes détenues une séduction et un apaisement ». Et cela est d'autant plus exact qu'il s'agit de prostituées. Pour les discipliner, tuer en elles les révoltes de leur nature, rien n'est nécessaire comme ces travaux durs et pénibles parfois de la vie des champs. Les heureux résultats obtenus par l'Atelier Refuge de Rouen, parvenant à amadouer les natures les plus indomptables, en est une preuve éclatante. — Au contraire, l'Administration emploie les jeunes prostituées à des travaux de lingerie et de couture (1). — Sans doute, il est nécessaire de les enseigner à des jeunes filles qui — dans 95 0/0 des cas — retourneront à la ville et devront y gagner leur vie. Mais pourquoi les enseigner exclusivement ? Pourquoi, puisqu'en pratique la maison pénitentiaire a les jeunes filles pour 3 ans au moins, ne pas consacrer une partie de la journée à des travaux du dehors, dont les effets sont si bienfaisants.

(1) *Rev. Pénit.*, 1910, p. 582.

Peut-être est-ce la question budgétaire, le manque de terrains, qui a arrêté l'Administration ?

Mais alors était-il si difficile d'obtenir du Parlement les crédits supplémentaires nécessaires, dont la société aurait largement bénéficié par le relèvement des filles déchues ? (1) Et dans ce cas ne devrait-on pas toujours avoir présentes à la mémoire ces paroles d'un Suédois à qui l'on demandait si les écoles de préservation n'entraînaient pas de bien lourdes charges pour le budget de son pays et qui répondait : « Oui, c'est coûteux, mais pas cher. (*Sourires.*) Nous autres, Suédois, nous ne sommes pas assez riches pour laisser l'enfant grandir dans le vice et la débauche et devenir un sujet de danger pour la société en même temps qu'un sujet de honte pour lui-même. » (*Très bien !*) (2).

La loi de 1850 prévoyait que les mineures recevraient une éducation morale et religieuse.

Et le règlement de 1869 précisait certains points.

« Les jeunes détenus de l'un ou l'autre sexe seront tenus de suivre les exercices de la religion à laquelle ils appartiennent... (art. 61).

« L'aumônier fera au moins une instruction religieuse aux jeunes détenus dans le courant de la semaine, indépendamment de celle du dimanche... (art. 62) » et sans compter les entretiens particuliers, les visites, qu'il était invité à prodiguer aux détenus.

« Le règlement, d'accord avec la loi de 1850, fait de l'instruction religieuse une discipline obligatoire pour les jeunes détenus.

(1) Parmi les jeunes filles prostituées envoyées en correction, il en est qui appartiennent à la population des campagnes. Celles-là doivent, aux termes du règlement 69, art. 74, « être appliquées aux travaux agricoles ».

(2) Sénat, séance 28 juin 1912.

nus qui sont astreints à suivre les exercices religieux. Les instructions du ministre de l'Intérieur de 1869, M. de Forcade, interprétant la pensée inspiratrice du règlement, signalent même l'instruction religieuse comme le plus puissant ressort de relèvement moral (1). »

Or, aujourd'hui, cette loi et ce règlement sont toujours en vigueur, ils n'ont été abolis par aucun texte. Mais « il est hors de doute que les intentions sinon peut-être la lettre de la loi de 1850 sont méconnues ».

D'ailleurs, actuellement, l'Administration ne s'en cache pas. Elle ne donne plus l'éducation religieuse en principe. Elle prétend ne plus y être obligée. — Voici comment le Directeur de l'Administration pénitentiaire s'expliquait à ce sujet.

« La loi de 1850 prévoyait que l'éducation religieuse serait donnée aux jeunes détenus. A la suite de la loi de 1905 le ministre de l'Intérieur a été amené à décider que : « En principe, l'éducation religieuse ne serait pas donnée aux jeunes détenus des deux sexes internés dans les établissements publics. L'autorisation de suivre les cours de catéchisme ou d'assister aux offices religieux sera accordée : 1° ou sur la demande des parents *avec le consentement de l'enfant* ; 2° ou sur la demande des enfants (2). »

Tout d'abord, il paraît assez singulier de soumettre la volonté des parents à l'approbation de leurs enfants — surtout lorsqu'il s'agit de tout jeunes enfants.

D'autre part, il est très contestable et fort peu juridique de

(1) Paul Cuche, *Traité de la Science Pénitentiaire*, p. 73. Et il cite le texte même des instructions du ministre. « L'étude du règlement définitif fait ressortir toute l'importance des mesures qui concernent le régime matériel et le développement physique des jeunes détenus. Mais on y trouve surtout la preuve que l'éducation morale et religieuse tient la première place dans les préoccupations de l'Administration. »

(2) *Rev. Pénit.*, 1910, p. 580.

donner à la loi de 1905 le sens et la portée que prétend lui donner M. le Directeur de l'Administration pénitentiaire (1).

Et alors que devient l'enseignement moral ? « L'enseignement moral, lit-on dans le rapport général de l'Inspection, en tant qu'il est considéré comme faisant partie de l'instruction primaire peut convenir aux enfants des écoles publiques, qui vivent dans leur famille et chez lesquels il suffit de développer les bons instincts. Il est insuffisant pour la population des colonies. Il faut pour les pupilles des exemples et des leçons de tous les instants, toute une rééducation qui ne peut s'accomplir par l'opération de quelques cours de morale... (2) » Et c'est exact.

Et ce que M. le conseiller Félix Voisin, disait des jeunes filles qui ne sont pas tombée, n'est-il pas, *a fortiori*, vrai pour celles qu'il s'agit de redresser :

« Il faut que les principes de la morale et de la religion la pénétrent : aucun des enseignements qui sont la conséquence de cette double éducation ne peut être négligé : on n'a pas le droit de priver l'enfant d'une des forces qui peuvent l'armer pour se défendre contre les entraînements inévitables du jeune âge ; la morale est une de ces forces ; la religion en est une autre (3) ».

Enfin l'Administration a encore méconnu la volonté formelle du législateur en donnant la préférence aux colonies publiques sur les colonies privées.

C'est à ces dernières que le législateur de 1850 entendait confier la mission de travailler au redressement des jeunes détenus. Les colonies publiques ne devaient être créées que

(1) *Rev. Pénit.*, 1910, p. 593.

(2) *Rev. Pén.*, 1911, p. 1153. Nous avons dit que même pour les écoles, l'enseignement moral doit reposer sur l'enseignement religieux.

(3) *Rev. Pén.*, 1911, p. 1110.

pour le cas où les colonies privées ne pourraient remplir leur mission.

Or, c'est le contraire aujourd'hui. La plupart des mineures sont envoyées dans les colonies publiques, quelques-unes dans les colonies privées (1). Ainsi au mois d'avril 1910, sur 903 filles détenues, 738 se trouvaient dans des établissements publics, 165 dans les établissements privés (2).

Et quelle est la raison de cette mesure ? Les établissements privés ont-ils failli à leur mission ? Evidemment ils ne sont pas à l'abri de toutes critiques ; eux non plus ne sont pas parfaits. Sans doute, on a pu découvrir parfois des défauts, d'aucuns disent même des scandales, mais les établissements publics, en ont-ils été à l'abri ? Les événements encore trop récents pour qu'on les ait oubliés prouvent, que, dans les établissements publics, il y a eu de tels scandales, que leur fermeture s'est imposée (3). M. le professeur Berthélemy disait d'ailleurs que « celles des colonies privées qui ont survécu, les inspecteurs le reconnaissent, sont irréprochables quant à l'observation des règlements » (4).

Cette défiance de l'Administration ne peut, semble-t-il, s'expliquer que « parce que l'éducation morale donnée dans ces colonies se trouvait différemment orientée », on peut même dire en contradiction avec celle donnée dans les colonies publiques : — « surtout quand il s'agissait de colonies tenues par des congréganistes » (5) — et c'est la presque-unanimité — et aussi

(1) Il est vrai que certaines colonies privées n'étant pas organisées pour recevoir les prostituées de 16, 17 et 18 ans, lors de la loi de 1906, elles ont demandé à l'Administration de ne pas leur en envoyer pour quelque temps.

(2) *Rev. Pén.*, 1910, p. 577.

(3) Cf. Henry Joly, *A la recherche de l'éducation correctionnelle*, p. 169 et s.

(4) *Rev. Pén.*, 1910, p. 732.

(5) *Rev. Pén.*, 1910. p. 732 et 733.

« parce que les colonies publiques étant en butte, disaient leur défenseurs aveugles, aux attaques les plus injustifiées, aux calomnies les plus éhontées il fallait alors protester ». Si les colonies privées avaient faibli, il fallait non les tuer, mais les aider, les conseiller, les secourir par une collaboration juste, utile et salutaire.

« Les établissements qui sont actuellement affectés aux filles, écrivait très justement dans un rapport adressé, il y a quelques années, au Garde des sceaux, le Directeur de l'Administration Pénitentiaire d'alors, contiennent des éléments d'origine et de nature très différentes. *L'effort pour le relèvement des pupilles qui se sont déjà livrées à la prostitution n'exige-t-il pas, pour avoir quelques chances de succès qu'on les soumette à des conditions matérielles et morales d'un caractère particulier ?* » (1)

Il faut enfin remarquer que certains tribunaux encore envoient en correction des mineures pour un laps de temps très court (2), alors que la rééducation, là où elle est possible, nécessiterait plusieurs années.

Ainsi s'explique aussi la défiance de certains tribunaux pour la maison de correction et la défaveur dont cette dernière jouit en général dans le public.

Pour pallier aux inconvénients très réels de l'envoi dans une maison pénitentiaire, les tribunaux ont eu recours à deux moyens.

Le premier consistait à confier la mineure à l'Assistance Publique ou à une institution charitable en vertu de la loi de 1898, puis, prévoyant le cas où cette solution ne pourrait être appliquée, ou bien celui où la mineure se soustrairait à cette mesure, le Tribunal ordonnait l'envoi dans une maison de correction. C'était un envoi en correction conditionnel.

(1) *Rev. Pénit.*, 1905, p. 830.

(2) *Rev. Pén.*, 1911, p. 411.

Approuvée par un certain nombre d'auteurs (1), et suivie par la jurisprudence (2), cette pratique fut formellement condamnée par la Cour de cassation, et à diverses reprises (3).

La loi de 1850 prévoit dans son article 9 le cas où les jeunes détenus peuvent obtenir, à titre d'épreuve, d'être placés provisoirement hors de la colonie.

Or, cette loi n'imposant aucun minimum de stage préalable (4), on est arrivé dans certains ressorts — comme à Dijon, Lyon, Marseille, Bordeaux, Paris (5), à mettre, après entente entre le Parquet et l'Administration, l'enfant en liberté, à la sortie même (6) de l'audience et avant qu'il ait franchi le seuil de la maison de correction. La perspective continuelle d'un internement de longue durée, toujours possible à la moindre incartade, peut, dans certains cas, permettre l'amendement du mineur.

« Il est, disait M. l'Avocat Général Bregeault, à la Société des Prisons, une mesure [excellente], c'est l'envoi en correction des mineurs de 16 ans, suivi de libération provisoire immédiate. Pour ma part, chaque fois que j'ai eu occasion de dire que c'était la meilleure solution du problème, je n'y ai pas manqué (7). »

Une telle pratique a reçu les encouragements des divers Congrès pénitentiaires ou de Patronage (8).

(1) Cuche, *Op. cit.*, p. 85.

(2) Château-Thierry, 10 et 17 juin 1898, D. 99, 2, 141 et 142, Château-Gontier, 6 mars 1901, Cour d'assises de la Mayenne, 23 avril 1901. Trib. correct. de Mayenne 24 mai 1901, D. 1901, 2, 249 et 250.

(3) D., 02, 1, 359, *Gazette des Tribunaux*, 21 août 1904.

(4) *Code de l'enfance traduite en justice*, sous 66, n° 122, p. 72.

(5) *Code de l'enfance traduite en justice*, sous art. 9, Loi 1850, n° 6, p. 131 et 132. Pour Marseille, voir not. *Rev. Pénit.*, 1902, p. 712, et 1905, p. 987,

(6) Les formalités réclament parfois trois semaines pendant lesquelles l'enfant est détenu.

(7) *Rev. Pénit.*, 1903, p. 650.

(8) *Rev. Pén.*, 1905, p. 990.

Le 19 décembre 1907, l'Union des Sociétés de Patronage émettait également le vœu :

« Que toutes les fois que les circonstances le permettent, l'Administration pénitentiaire veuille bien accorder, dans le plus bref délai possible, la mise en liberté provisoire sous la surveillance d'une société de Patronage particulièrement, en faveur des enfants jeunes et susceptibles de relèvement (1). »

Elle sanctionnait par là la mise en pratique nouvelle de cette idée telle qu'elle existait alors au Tribunal de la Seine.

A Paris, en effet, depuis 1906, M^e Henri Rollet, directeur du Patronage de l'Enfance, dont le dévouement pour l'enfance coupable est universellement reconnu et apprécié, et qu'un ancien bâtonnier, dont le souvenir est encore si vivant, se plaisait à désigner sous le nom de « Saint Vincent de Paul du Palais », a mis en faveur auprès du Tribunal de la Seine le système suivant :

Dans certains cas, lorsqu'il juge la perspective de l'envoi en correction comme nécessaire pour maintenir l'enfant dans la bonne voie, et lorsque, d'autre part, il veut éviter à l'enfant un séjour, si court soit-il, dans cet établissement, M^e Rollet laisse prononcer l'envoi en correction, mais sollicite de l'Administration pénitentiaire, avec l'appui et l'approbation du ministère public à l'audience, la mise en liberté provisoire immédiate, et obtient que l'enfant ne soit remis ni à ses parents, ni en liberté, mais soit confié à l'Œuvre du Patronage de l'Enfance et de l'Adolescence.

Avec cette mise en liberté provisoire immédiate M^e Rollet a inauguré en quelque sorte en France le régime de la mise en liberté surveillée.

(1) *Rev. Pén.*, 1908, p. 173.

Il remet à la famille l'enfant qui lui a été confié, lorsqu'il paraît susceptible de relèvement, et ce sous la surveillance, soit de membres du Patronage, soit d'inspecteurs de la sûreté mis à sa disposition par la Préfecture de Police. — Les enfants sont obligés toutefois de se présenter, à certain moment et régulièrement à l'Œuvre qui en est seule responsable, aux yeux de l'administration.

Pour les filles, les mêmes mesures sont prises notamment par l'Œuvre du Souvenir. Mais en ce qui les concerne, particulièrement pour les jeunes prostituées, cette mise en liberté surveillée ne peut être que très exceptionnelle. La surveillance, pour une fille tombée, doit être de tous les instants, au moins au début, pour l'empêcher de succomber, les tentations étant si nombreuses et si fortes ! (1)

Il faut reconnaître que dans *quelques-uns des cas* où cette mesure a été prise à l'égard de jeunes prostituées elle a donné de bons résultats.

C'est cette pratique que le législateur a voulu consacrer, généraliser et compléter par diverses propositions (1) dont la fusion a donné la loi du 25 juillet 1912 (2).

γ) REMISE A UN PARENT, A UN PARTICULIER OU A UNE INSTITUTION CHARITABLE OU A L'ASSISTANCE PUBLIQUE.

La loi de 1898 combla une lacune importante en autorisant les Tribunaux à confier ainsi la garde de la mineure à des particuliers ou à des établissements de bienfaisance. Si la remise à un parent ou à un particulier — qui sera très rare — présente de réels avantages, elle offre, par contre, de graves dangers et de sérieux inconvénients pour les mineures prostituées.

(1) Cf. sur ces points, *Gazette des Trib.*, 14 fév. 1908, et *Rev. Pén.*, *passim*, et notamment 1908.

(2) Ch. des Députés, *Impressions*, 1907, n° 784 ; 1908, n° 1761 ; 1909, n° 2345 ; *Gazette des Tribunaux*, 7 juin 1910 ; *Rev. Pén.*, 1912, p. 474 et s. Et la discussion de la Chambre dans le *Journal Off.*, 1912.

« A l'âge où sont arrivés les enfants de cette catégorie, écrit M. Henry Joly, ce n'est qu'un placement, un placement chez des gens qui, n'ayant pas élevé le sujet et n'ayant pas eu le temps de s'intéresser à lui le prennent simplement dans le dessein de s'en servir et de tirer parti de ses deux bras. Or, le placement trop hâtif d'un enfant normal est déjà chose délicate : c'est plus qu'une chose délicate, c'est une chose dangereuse que ce placement d'un enfant dont la police et la justice ont eu à s'occuper si on n'a pas pris le temps et la peine de l'étudier, de se rendre compte de ses défauts, et si on n'a pas déjà réussi à le redresser dans une bonne mesure » (1).

Quant à la remise à l'Assistance Publique, si elle est théoriquement possible pour les mineures prostituées de 16 ans (2), elle aboutirait le plus souvent à l'envoi en correction, la loi de 1904 autorisant l'Assistance Publique à confier sous certaines conditions à l'Administration pénitentiaire les pupilles qui, « par leurs actes d'immoralité, de violence ou de cruauté, donneront des sujets de mécontentement très graves ». Cette remise d'ailleurs ne serait que théorique puisque l'Assistance ne possède pas d'établissements. Elle confierait la mineure soit à une institution charitable, soit à un particulier.

La mesure qui, à notre avis, est la meilleure pour le relèvement des jeunes prostituées est la remise à une institution charitable.

On peut en attendre les plus heureux résultats et c'est cette

(1) *Enfance coupable*, p. 185 et 184.

(2) La disposition transitoire de la loi de 12 avril 1906, n'autorisant pas que les mineurs de 16 à 18 ans soient confiés à l'Assistance Publique est toujours en vigueur : *Rev. Critique*, 1910, p. 327 ; — Cass., 3 déc. 1909. *Rec. Gaz. des Trib.*, 1910, 1^{er} sem., I, p. 108 ; — Cass., 20 oct. 1910, *Gaz. des Trib.*, 8 nov. 1910.

solution qui devrait s'imposer, en quelque sorte, dans le plus grand nombre de cas.

Pourtant c'est encore, en fait, une solution peu fréquente, et on doit le regretter.

Il faut d'ailleurs que les magistrats montrent la même circonspection vis-à-vis des œuvres que vis-à-vis des particuliers.

Il pourrait s'en trouver qui, sous le couvert de philanthropie, se livrent à une exploitation en règle des jeunes filles qui leur seraient confiées.

Loin de nous la pensée d'incriminer les établissements privés existant actuellement en France.

Certains d'entre eux, notamment les établissements catholiques, sont, de la part de certains, l'objet de critiques dénotant un parti pris injuste et révoltant et, parfois, aussi de diffamations haineuses.

Sans doute, ces établissements ne sont pas parfaits et on pourrait souhaiter certaines améliorations sur certains points de détail. Mais lorsqu'on les attaque si véhémentement, il faudrait tout d'abord ne pas généraliser à tort et à travers, se souvenir que les premiers et, depuis longtemps ils s'occupent du relèvement de celles pour lesquelles la charité officielle n'avait rien fait jusqu'à présent ; il ne faudrait pas oublier non plus que lorsqu'ils ont été construits la science pénitentiaire n'avait pas fait les progrès, réalisés ces dernières années ; et que, même encore aménagés, parfois avec les errements d'autrefois, ils supportent facilement, sans avoir à craindre l'infériorité, la comparaison avec les établissements publics, dont les ressources sont pourtant bien plus considérables.

Que leurs détracteurs visitent ces établissements privés et que, sans ses idées préconçues et consciencieusement, ils formulent à leur égard les critiques qu'ils croiront devoir leur adresser.

Certains des établissements privés — présentent l'avantage immense de n'accueillir qu'un petit nombre de mineurs — 60, 40 et parfois 15 ou 20.

Et même ceux qui reçoivent un nombre plus considérable de pupilles prennent souvent soin de les séparer, de former de petits groupes, sous la direction d'une ou plusieurs surveillantes. L'éducation que l'on s'efforce de donner aux mineures est, selon le vœu de la loi de 1850, morale, religieuse et professionnelle, et enfin l'heureuse influence et le secours de l'œuvre s'exerce encore sur la mineure avec laquelle elle reste en relation.

IV. *Les mineures prostituées ont été victimes d'un crime ou d'un délit.* — En ce cas, le juge d'instruction peut, « en tout état de cause, ordonner, le ministère public entendu, que la garde de l'enfant soit provisoirement confiée, jusqu'à ce qu'il soit intervenu une décision définitive, à un parent, à une personne ou à une institution charitable qu'il désignera ou enfin à l'Assistance Publique ».

... « Les Cours ou Tribunaux saisis du crime ou du délit, pourront, le Ministère public entendu, statuer définitivement sur la garde de l'enfant ».

Par ces dispositions de la loi de 1898, nombre de prostituées pourraient être préservées ou arrêtées sur la pente du mal.

Beaucoup sont en effet entraînées à la débauche et à la prostitution, par des individus sans scrupules qui ont abusé d'elles, les ont violées, ont commis sur elles des attentats à la pudeur, ou les ont excitées et contraintes à la débauche ou à la prostitution, ou livrées à la traite des blanches.

Pourtant, l'intervention bienfaisante de la loi sera, en ce cas, fort restreinte.

D'une part, bien de ces crimes ou de ces délits resteront in-

connus de l'autorité qui a mission de les poursuivre ; les victimes n'oseront pas, surtout s'ils sont le fait de leurs parents, les révéler, et si, par ailleurs, elles se laissent aller à un premier mouvement, elles se rétracteront, par crainte de représailles, diront qu'elles ont menti, et qu'il n'y a rien de vrai. Sur quoi dès lors baser une poursuite ?

D'autre part, même connus, ces faits, si immoraux soient-ils, échapperont à toute répression, si tous les éléments du délit qui les caractérisent ne se trouvent pas réunis.

Et c'est ce qui explique que tant de séducteurs, tant de débaucheurs, de trafiquants et de souteneurs puissent se livrer à leurs honteuses pratiques, sans être inquiétés.

C'est ce qui fait que parviennent « à se tirer d'affaires » ces souteneurs, auxquels on doit certainement le plus grand nombre des filles publiques, malgré les textes de notre législation pénale, dont « les termes très larges, très compréhensifs de la définition légale ouvrent un large champ d'action aux justes sévérités de la loi (1) ».

« Ces misérables, qui constituent certainement les plus dangereux des corrupteurs et des excitateurs à la débauche », peuvent être poursuivis, notamment lorsqu'ils auront favorisé ou facilité habituellement la débauche de la jeunesse — (art. 334, 1^o), lorsqu'ils auront contraint une personne à se livrer à la prostitution, sous certaines conditions (art. 334, 4^o).

Ils tomberont plus spécialement sous le coup de la loi, lorsqu'ils auront aidé, assisté, facilité la prostitution d'autrui sur la voie publique, et en auront partagé sciemment les profits — (Loi 27 mars 85, art. 4, 4^o).

L'existence du délit de vagabondage spécial est donc subordonnée aux conditions suivantes :

(1) Rapport Colin, Chambre, *Impression*, 1903, n° 823, p. 6.

1° Il faut qu'il y ait aide, assistance ou protection de la prostitution d'autrui.

Le législateur a nettement manifesté son intention et clairement indiqué l'interprétation que les magistrats doivent faire du texte nouveau : Poursuivre impitoyablement tous ceux qui, d'une façon quelconque, facilitent la prostitution d'autrui. Point n'est besoin que la protection se produise par des « actes apparents et saisissables, pourvu qu'elle soit positive et certaine, fût-elle même clandestine, dissimulée, discrète (1) ».

Il n'est pas nécessaire que cette protection, aide ou assistance s'exerce sur la voie publique (2). Cette condition était exigée par la loi du 27 mai 1885, ce qui faisait que le nombre des poursuites était fort restreint et celui des condamnations minime, 60 0/0 des prévenus échappaient ainsi, au dire de M. Béranger, à une condamnation nécessaire (3).

Le sexe du souteneur est indifférent (4).

2° Il faut que la prostitution, que le souteneur assiste, ait lieu et s'exerce sur la voie publique. Le texte est formel et ne peut laisser subsister aucun doute.

Il y a là une restriction assez forte à la répression des souteneurs. Aussi M. Marc Reville, dans un rapport à la Chambre sur les diverses propositions concernant le vagabondage, pro-

(1) La Cour de cassation a tout dernièrement — 25 août 1910 — décidé que de simples faits de surveillance ne constituaient pas à eux seuls un des éléments du délit (D. 1912, 5, 4).

(2) Une exacte application a été faite de ce principe par la Cour de Dijon le 22 décembre 1910, D. 1911, 2, 238.

(3) Sénat, *Impressions*, 1903, n° 395, p. 16.

(4) Cassation, 17 février 1910, *Gazette des Tribunaux*, 20 juillet 1910.

Le Tribunal de la Seine a condamné comme souteneur une femme qui assistait et aidait sa fille dans son racolage (26 octobre 1910) *Gazette des Trib.*, 27 octobre 1910). C'est d'ailleurs ce qu'il a toujours décidé. Cf. jugement du 26 janvier 1909, *Gaz. Trib.*, 27 janvier 1909.

pose-t-il au nom de la commission une modification sur ce point :

« Souvent aussi le souteneur moderne prend des allures d'homme distingué : au lieu de forcer son esclave morale à racoler dans les rues au risque de s'exposer à tous les dangers que présentent pour elle les vieilles ordonnances sur la prostitution dans la rue, il préfère l'envoyer et l'accompagner dans des music-halls, des bals, ou autres lieux de réjouissances afin d'exercer là son métier peu honorable à l'abri de toutes poursuites. Voilà pourquoi nous proposons de considérer... qu'il n'est pas nécessaire que cette prostitution s'exerce sur la voie publique, il suffit qu'elle se produise dans les lieux publics (1) ».

3° La troisième condition est que le souteneur ait partagé sciemment les profits de la prostitution.

Il faut et il suffit, pour que cette condition se trouve réalisée, que le souteneur ait profité d'une façon quelconque du gain réalisé par la prostitution et qu'il en connaisse la provenance.

Nous ne pensons pas qu'il faille admettre ni, comme le Tribunal de la Seine l'a parfois décidé (2), qu'il existe une sorte de présomption d'ordre général, en vertu de laquelle celui qui facilite la prostitution le fasse dans le but d'en partager les profits, ni que pour que la poursuite soit possible il soit nécessaire « de surprendre le souteneur au moment où il reçoit des mains de la fille tout ou partie de la somme dont elle vient d'être gratifiée (3) ».

Le Ministère public doit prouver que le souteneur a partagé

(1) Chambre des Députés, 1908, *Impressions*, n° 1919, p. 57 et 58. *Id.*, 1909, n° 2545, p. 22.

(2) 22 octobre 1903, *Rec. Gaz. des Trib.*, 1904, 1^{er} sem., 2^e partie, p. 14.

(3) *Lois Nouvelles*, 1906, p. 29, *Rev. Penit.*, 1906, p. 612.

les profits de la prostitution, et il le peut faire par tous les moyens (1).

« Une des raisons pour lesquelles les Tribunaux répressifs, liés par la lettre d'un texte pénal, ne peuvent aujourd'hui atteindre autant que cela conviendrait le délit de souteneur, écrit M. Marc Reville, c'est qu'il faut qu'au fait d'aider, d'assister ou de protéger la prostitution publique, s'ajoute le partage des produits de la prostitution. Or, si les inspecteurs de la sûreté peuvent assez aisément constater, soit l'un, soit l'autre de ces deux actes, il est très difficile pour eux et très rare de pouvoir fournir la preuve de ces deux éléments à la fois. Bien plus habile à profiter des exigences légales, le souteneur de nos jours n'accompagne pas en général sa victime sur la voie publique ; c'est de loin, caché derrière les vitraux d'un cabaret qu'il surveille les opérations et c'est là aussi qu'il se fait apporter le produit total ou partiel de la recette (2) ». Aussi M. Reville, au nom de la Commission, propose-t-il le texte suivant :

« Seront considérés comme souteneurs ceux qui aident, assistent ou protègent la prostitution d'autrui s'exerçant sur les lieux publics, ou qui en partagent les profits (3). »

L'habitude est-elle exigée par la loi de 1903 ?

Oui, disent un certain nombre de commentateurs, et pour défendre leur opinion, ils se basent sur le texte même de la loi. « Sont punis... tout individu ayant fait *métier* de souteneur. » Ce qui implique, disent-ils, nécessairement une répétition d'actes.

« La loi, dit M. Paul Matter, — qui pourtant reconnaît que l'habitude telle que l'exigeait la loi de 85 n'est plus requise —

(1) Cf. Cour de Paris, 31 octobre 1903, D. 1904, 2, 360, ; D. 1911, 2, 239.

(2) Ch. des Députés, Impressions 1908, n° 1919, p. 57.

(3) Ch. des Députés, Impressions 1909, n° 2545, p. 22.

ne frappe pas le seul fait d'aider, d'assister ou de protéger la prostitution mais un métier (1) ».

Non, répond M. Bouissou. — L'article 2 réprime non pas l'état, le métier de souteneur considéré en lui-même. Ce qu'il veut atteindre, c'est la pratique, c'est l'exercice de cette profession qui, à lui seul, entraîne la pénalité. Lorsque l'intervention du souteneur devient l'auxiliaire du trafic public de son associée... la loi sévit « et peu importe l'unité ou la réitération des actes, peu importe la continuité de la protection quand celle-ci est surprise en flagrant délit en quelque sorte (2) ».

C'est d'ailleurs l'interprétation qui résulte très nettement, semble-t-il, des travaux préparatoires. Les pénalités doivent être appliquées au souteneur et il les encourt par le fait seul de l'aide qu'il donne à la prostituée, « par le seul fait de l'exercice de sa honteuse profession ». M. Colin le remarquait dans son rapport à la Chambre (3), et M. Béranger avait vivement insisté au Sénat, pour obtenir la suppression de l'habitude, exigée par la loi de 1885.

« La suppression dans le texte de la loi de 1903, écrit M. Appleton, du mot « habituellement » qui existait dans la loi de 1885, jointe aux raisons données en faveur de la réforme, s'oppose à ce qu'on exige comme condition d'une condamnation un certain nombre d'actes de vagabondage spécial (4). »

Les circonstances ne peuvent pas être accordées aux souteneurs (5).

(1) *Lois Nouvelles*, 1903, p. 309, en ce sens. Dijon, 22 décembre 1910, D. 1911, 2, 238.

(2) Bouissou, *Lois Nouvelles*, 1906, p. 26.

(3) Rap. précité, p. 6.

(4) Sous Trib. Seine, 22 octobre 1903, D. 1904, 2, 369, *contra*, sous Dijon, D. 1911, 2, 238.

(5) Tous les jugements ou arrêts sont en ce sens. Cass., 21 avril 1904,

Le sursis, par contre, peut être appliqué à l'amende et à l'emprisonnement (1).

La tentative, comme toute tentative de délit, n'est pas punissable dans le silence de la loi (2).

Et les magistrats tant des Cours et Tribunaux s'appuyant sur la décision de la Cour suprême, ont accordé aux souteneurs le bénéfice du sursis avec un tel empressement, qu'au mois de juillet 1910, le Garde des sceaux s'est vu dans l'obligation de mettre un terme à cet abus, en adressant à ses magistrats une circulaire, dans laquelle on lit notamment :

« Il m'a été donné de constater en maintes circonstances que si le texte de la loi Béranger continue à être respecté dans sa lettre il ne l'est plus suffisamment dans son esprit. Comme le remarquait encore dernièrement l'auteur même de la loi de 1891 nous assistons depuis longtemps déjà à une déformation progressive de son œuvre.

Entraînés par le côté toujours séduisant des lois d'humanité les tribunaux me paraissent méconnaître le double but poursuivi par la loi de 1891 et trop souvent leur indulgence a dégénéré en faiblesse, soit qu'ils considèrent le sursis comme un droit pour tout condamné primaire, soit qu'ils répugnent à appliquer à la récidive les sanctions indispensables.

On pourrait en citer bien des exemples. C'est ainsi qu'il n'est pas exceptionnel de voir les tribunaux faire bénéficier du sursis des condamnés qui ont commis des délits d'habitude ; des souteneurs, des proxénètes par exemple...

La loi Béranger cependant n'a pas été faite pour eux et la

D. 1904, 1, 352, ; Grenoble, 25 février 1904, *id.*, Trib. Seine, 16 septembre 1905, *Gaz. Trib.*, Rec. 1906, 1^{er} sem. 2, 88.

(1) D. 1907, 2, 163, Cass. 5 juillet 1907, *Gaz. Trib.*, 1907, n° 74.825.

(2) Cass. 16 avril 1908, *Gaz. Trib.*, 19 et 20 octobre 1908.

perversité attestée par des manifestations successives ne comporte guère le traitement réservé, dans l'esprit du législateur au seul malfaiteur occasionnel (1). »

Malgré les textes auxquels ils ne devraient pas pouvoir échapper, les souteneurs poursuivis sont peu nombreux. — Ainsi voici pour Paris, le tableau des poursuites et des condamnations, pour quelques-unes des dernières années (2) :

Années	Nombre de Souteneurs déférés aux Tribunaux	Non-lieu		Poursuivis	Acquittés	Condamnés
1904	425	203	48 0/0	222	13	209
1905	330	137	41 0/0	193	15	178
1906	399	205	51 0/0	194	8	186
1907	546	185	34 0/0	361	15	346

En Province, les poursuites et les condamnations contre ces individus « qui corrompent l'enfant, et tuent un être humain dans son germe et sa fleur » (3) sont extrêmement rares — et cela, pour plusieurs raisons :

1° La première est que dans bien des cas, les magistrats ou les commissaires de police avertissent le délinquant, dès qu'on leur a signalé qu'en cas de récidive ils le poursuivront. — Cet avertissement aboutit le plus souvent au départ précipité du souteneur.

La deuxième se trouve dans le fait que nombre de souteneurs « déjouent la surveillance des agents et échappent aux mailles

(1) Circulaire 11 juillet 1910, *J. O.*, 13 juillet, p. 6095.

(2) Chiffres communiqués grâce à l'obligeance de M. le chef du 2^e bureau à la Préfecture de Police.

(3) Grebauval, *R. P.*, 1904, p. 374.

de la loi nouvelle » (1) surtout si comme dans bien des endroits, ils ne sont poursuivis que lorsqu'ils sont pris sur le fait de la réception du gain réalisé par leur victime.

Il faut ajouter une troisième raison, qui est l'inertie, l'indifférence des Parquets, justifiée, en partie si tant est que cela puisse être une justification — par l'indulgence des magistrats du siège. Nous venons de voir, qu'ils accordent le sursis d'une façon abusive ; et d'autre part, ils sont effrayés des condamnations qui leur paraissent trop élevées pour « un délit si minime » — oubliant que ces individus, « sont un des principaux obstacles au relèvement des femmes dont ils vivent, et à leur reclassement dans la société, et que de plus ils constituent un véritable danger public et social » (2) et que contre eux il ne saurait y avoir de peines trop sévères.

Il faut enfin signaler, qu'au cours de notre enquête, nous avons rencontré des magistrats ou officiers de police judiciaire ignorant complètement la loi du 3 avril 1903. Il en est quelques-uns qui pensent encore que ceux « qui ne tirent pas habituellement leur subsistance de la prostitution d'autrui », échappent à la rigueur de la loi. Plusieurs nous ont prétendu qu'ils ne pouvaient poursuivre les souteneurs « parce qu'ils exercent toujours un métier trompe l'œil, qui les sauve ».

Il en était ainsi sous l'empire de la loi de 1885, mais la législation nouvelle, a eu précisément pour but de faire disparaître cette exigence. Peu importe aujourd'hui, que le souteneur ait un métier, réel ou fictif, qui puisse lui procurer de quoi vivre, il n'en tombera pas moins sous le coup de la loi, s'il favorise la prostitution d'autrui, et en partage les profits.

(1) Paul Cuche, *Lois Inutilisées*, *Rev. Pénit.*, 1909, p. 755.

(2) Congrès de Liège, *Rev. Pén.*, 1905, p. 1273.

CHAPITRE IV

PROSTITUTION ET VAGABONDAGE DES MINEURES

ANTÉRIEUREMENT A LA LOI DE 1908

Les mesures que les tribunaux pouvaient prendre à l'égard des mineures prostituées, malgré leurs imperfections, étaient « un moindre mal » auquel, on s'ingénia de recourir le plus souvent possible.

Rarement la prostituée, qui est « une criminelle à l'état larvé » n'aura pas quelque jour commis un acte répréhensible qui la fasse tomber sous le coup de la loi, et justifie la poursuite.

Trois sortes de délits motiveront, le plus fréquemment, l'arrestation.

a) Le vol, sous quelque forme que ce soit et notamment « l'entôlage ».

b) Les outrages aux mœurs (1) particulièrement fréquents dans certaines petites villes, où le soir, les jardins publics ou certains quartiers sont transformés en lieux « de passe », faits d'ailleurs connus, le plus souvent, des Parquets inactifs.

c) Et surtout depuis une vingtaine d'années, le vagabondage.

Quelques mots d'explication sont ici nécessaires :

Le 19 juillet 1889, devant la 11^e chambre du Tribunal correctionnel de la Seine, comparaisait sous l'inculpation de vagabondage, la jeune Mathilde D... âgée de 14 ans et demi. —

(1) *La Gazette des Trib.*, 6 août 1910, *La Liberté*, 13 juillet 1910.

Cette jeune fille était tombée dans la prostitution, et avait manifesté à son avocat, M^e Rollet, le désir de mener désormais une vie honnête, et pour cela, se déliant d'elle-même, elle sollicitait son envoi dans une maison de correction, n'ayant pas de domicile depuis deux mois, étant sans métier et sans ressources. M^e Rollet obtint du Parquet la poursuite devant le Tribunal correctionnel, qui acquitta la jeune fille, comme ayant agi sans discernement et ordonna son envoi dans une maison de correction jusqu'à 20 ans (1).

« Frappé de ce fait, disait M^e Rollet, au Comité de défense des Enfants traduits en Justice, qu'il est possible à un moment donné, d'inspirer à la jeune prostituée le dégoût de la débauche et, au moins passagèrement le désir sincère de revenir au bien, j'ai tenté en juillet 1889, d'amener ces filles à solliciter elles-mêmes leur internement dans les écoles de réforme et à se mettre dans l'impossibilité d'en sortir tant que leur amendement ne serait pas assuré, par l'application de l'art. 66 du Code pénal. J'obtins, le 19 juillet, que la fille D... sollicita au bureau des mœurs, au petit parquet, au Tribunal son envoi en correction jusqu'à 20 ans pour vagabondage, et il fut convenu que l'Administration Pénitentiaire accèderait au désir de cette jeune fille, en l'envoyant non pas à Fouilleuse, mais dans une maison religieuse à Limoges ou à Sainte-Anne d'Auray (2). »

La Préfecture de police, à la suite de ce jugement, confirmé depuis par la Cour de Paris notamment par son arrêt de 1893, décida de soumettre au Petit Parquet les dossiers des prostituées mineures de 16 ans — aujourd'hui de 18 ans (3), toutes les fois qu'on pourrait les considérer comme vagabondes.

(1) *Gazette des Tribunaux*, 20 juillet 1889.

(2) Séance du 1^{er} mars 1893, Journal *L'Enfant*, du 6 mars 1893.

(3) Depuis la loi du 12 avril 1906.

En 1889 sur 38 mineures arrêtées, 12 furent traduites.

1890 » 51 » 11 »

1891 » 68 » 22 »

.

1907 » 414 de 18 ans 349 »

1908 » 304 » 249 »

1909 » 221 » 181 »

1910 » 294 » 258 »

Mais pour que cette mesure soit possible, disons plus justement pour qu'elle soit légale, il faut que les jeunes prostituées soient des vagabondes au sens juridique du mot.

« Les vagabonds ou gens sans aveu, dit l'article 270 du Code pénal, sont ceux qui n'ont ni domicile certain, ni moyens de subsistance, et qui n'exercent habituellement ni métier, ni profession. »

Pour pouvoir être inculpées de vagabondage, les jeunes prostituées devront donc :

1° Ne pas avoir de domicile certain ;

2° Ne pas avoir de moyens de subsistance ;

3° N'exercer, habituellement, ni métier, ni profession.

La réunion de ces trois conditions peut seule constituer le délit, et la constatation, par les tribunaux, de chacune d'elles est nécessaire, ainsi que vient de le décider encore tout récemment la Cour de cassation (1).

a) *Absence de domicile.* — « Poursuivre une mineure prostituée comme vagabonde, disait au Sénat, en 1895, M. Béranger, est une sorte de mensonge légal, car une enfant qui n'est pas majeure, a le domicile que la loi lui assigne (2). »

Pour M. Béranger, le domicile certain, nécessaire mais suffisant pour faire cesser le délit de vagabondage des mineures

(1) 10 décembre 1910, *Gazette des Trib.*, 18 décembre 1910.

(2) Sénat, Séance du 27 mai 1895.

était le domicile, au sens des art. 102 et s. du Code civil (1), domicile qui peut être purement fictif. Selon lui, il n'était besoin aux mineures que d'invoquer ce domicile légal, pour être acquittées du délit de vagabondage.

Mais c'est là une interprétation inexacte de l'art. 270 du Code pénal. Le domicile certain doit, aux termes de cet article, s'entendre, non du domicile légal, mais d'une habitation réelle et effective, d'une habitation de fait actuelle.

La doctrine et la jurisprudence sont d'ailleurs unanimes sur ce point.

« Cette théorie (suffisance d'un domicile légal) écrit M. Blanche me paraît aussi dangereuse que fausse. Elle est dangereuse car elle laisse impunis un grand nombre de vagabondages, celui des gens qui n'auront pas abdiqué leur domicile d'origine, celui des gens auxquels la loi civile donne un domicile légal, comme les femmes mariées, les mineurs non émancipés.

« Elle est fausse, car elle est contraire à l'esprit et à la lettre même de la loi.

« En exigeant un domicile, c'est une garantie que la loi entend donner au corps social. Cette garantie existe dans le fait réel, c'est-à-dire dans le domicile actuel, dans l'habitation effective, elle ne se trouve pas dans la fiction dans le domicile légal (2)... »

Cette interprétation, partagée par la presque unanimité des auteurs, a été sanctionnée par la jurisprudence.

« Attendu que, dit la Cour de Chambéry, le législateur entend

(1) Code Civil, art. 102 et s. 108.

(2) Blanche, *Etudes Pratiques sur le Code Pénal* (Edition 1868, t. IV, p. 337 et 338).

En ce sens, Chauveau et Faustin Hélie, *Théorie de Code Pénal*, édition de 1887, t. III, p. 298 ; — Garçon, *Code Pénal annoté*, sous 270, n° 38 ; — Garraud, *Traité théorique et pratique de Code Pénal*, 2^e Edition, t. IV, p. 391, texte et note ; — Le Poittevin, *Dictionnaire des Parquets*, t. III, 2^e éd., p. 802.

par ces mots, le domicile d'habitation et non le domicile d'origine... qu'il est contraire, au texte comme à l'esprit de la loi, de soutenir que les mots domicile certain doivent s'entendre d'un domicile légal ou puisse être sûrement constatée l'identité de la personne; que s'il en était autrement le texte de l'art. 270 du Code pénal, serait sans application pour nos nationaux, lesquels, en général, sont en état de se prévaloir d'un domicile d'origine (1)... »

« Considérant, dit la Cour de Paris, dans son fameux arrêt de 1893, que si le mineur a un domicile légal aux termes de la loi, chez ses parents ou chez son tuteur ce domicile n'a pour but que d'assurer les relations de sa personnalité juridique avec le pouvoir social, mais que la loi pénale (art. 270, Code pénal), impose aux citoyens, dans un intérêt de sécurité publique, un séjour habituel et certain dans un lieu déterminé; que, sans doute, le mineur a un domicile naturel chez ses parents, mais que, par un acte de sa volonté plus ou moins éclairée et consciente, il peut se soustraire à ce domicile; que cette volonté persistante de fuir une existence régulière, d'échapper à la surveillance et à l'autorité de ses parents, le constitue en état de vagabondage (2)... »

Tout dernièrement encore, la Cour de Paris vient de confirmer sa doctrine, en décidant, « qu'on ne peut tenir pour ayant un domicile certain l'individu qui n'a qu'une résidence de hasard, dans une chambre garnie, dont il ne paye même pas le loyer et dont il peut être, d'un moment à l'autre, expulsé (3) ».

C'est d'ailleurs la doctrine qui a toujours été défendue par la Cour de cassation.

(1) Chambéry, 7 décembre 1888, D. 90, 2, 14.

(2) Dalloz, *Prostitution*, Supplément, n° 111, arrêt 10 mars 1893, Président Dupont.

(3) *Gazette du Palais*, 21 février 1911.

« Il suffit, en général, a-t-elle dit très juridiquement, pour constituer le délit de vagabondage que le prévenu ne puisse justifier d'une habitation actuelle, et son domicile d'origine, lorsqu'il l'a abandonné, ne saurait suppléer à ce défaut d'habitation (1). »

Pour que la mineure puisse être considérée comme ayant abandonné son domicile, il faut qu'elle l'ait quitté depuis un certain laps de temps.

C'est ainsi que la Cour de Paris a réformé un jugement de la 3^e chambre correctionnelle, qui avait condamné comme vagabonde, une jeune fille, « arrêtée au moment où elle venait de s'évader de l'établissement où elle avait été placée » par l'autorité judiciaire (2).

Cette décision très juridique ne saurait qu'être approuvée.

Mais quel est le délai requis ? Depuis combien de temps une mineure doit-elle avoir abandonné son domicile ?

C'est là une pure question de fait, laissée à l'appréciation des magistrats.

La Cour de cassation, dans son arrêt du 31 mars 1866, avait trouvé trois mois un délai trop court (3).

Quelques années plus tard, le 6 janvier 1882, un laps de temps de deux mois lui avait paru suffisant (4).

En pratique et pour Paris notamment le Parquet ne poursuit pas, en général, quand l'abandon ne remonte pas à deux ou plusieurs semaines.

La Cour suprême avait, dans un arrêt très ancien — 22 pluviôse, an X, — décidé que l'individu qui, sans quitter une com-

(1) 31 mars 1866, D. 67, 1, 48.

(2) 7 mai 1907, D. 1907, 2, 244.

(3) D. 67, 1, 48.

(4) *Bulletin Criminel de la Cour de Cass.*, 1882, 9.

mune, logeait tantôt dans une maison, tantôt dans une autre, ne se trouvait pas en état de vagabondage (1).

Dès lors, si cette thèse avait prévalu dans tous les cas, il en serait résulté que l'on aurait pu poursuivre les mineures se livrant à la prostitution dans la ville où elles logent en garni plus ou moins régulièrement.

La décision de la Cour de cassation, rendue dans des circonstances très particulières, fut parfois érigée, à tort, en règle générale par certains tribunaux.

M. Henry Joly rapporte dans un de ses ouvrages le jugement suivant rendu par le Tribunal de Lille.

« Attendu, quant au délit de vagabondage, qu'il apparaît que la jeune prévenue âgée de 15 ans et demi a son domicile à Lille, chez ses parents; que si, en fait, elle a quitté ces derniers depuis plusieurs jours ou *plusieurs semaines*, elle n'en a pas moins continué à résider à Lille. — « Ou, comme le fait remarquer plus justement M. Joly, dans les rues de Lille, et dans les lieux complaisants qu'elle fréquentait tour à tour, — attendu dès lors, que le défaut de domicile certain, élément constitutif du vagabondage, ne se rencontre pas dans la cause (2)... »

Si la théorie de la Cour suprême était défendable pour certaines petites villes de province, elle ne peut, ni ne doit, être appliquée aux grandes agglomérations.

« Que rien ne déterminant l'étendue de la région qui doit être réputée constituer le domicile de fait, le juge peut, par une appréciation souveraine, affirmer que le domicile est incertain, relativement à ceux, qui, dans une grande ville, comme Paris, Lyon, y fussent-ils nés, résident sans gîte constant et unique en des lieux souvent très éloignés les uns des autres (3). »

(1) Sous Cass., D. 67, 1, 48.

(2) Henry Joly, *L'Enfance coupable*, p. 9.

(3) Montpellier, 1^{er} avril 1887, D. 88, 2, 48.

La Cour de Montpellier avait, appliquant ces principes, décidé « que le prévenu trouvé en état de vagabondage dans la ville où il a son domicile d'origine doit être condamné comme vagabond, s'il n'a pas dans cette localité une habitation réelle et effective (1) ».

Et la Cour de Paris vient, tout dernièrement, de faire une juste application de cette règle, dans son arrêt du 22 décembre 1909, confirmant un jugement du Tribunal de la Seine (3^e chambre 8 novembre 1909).

« Considérant, qu'on ne saurait admettre, comme ayant le « domicile certain » exigé par l'article 270, Code Pénal, un enfant de 17 ans, qui vit, à l'insu de ses parents, dans un hôtel garni, à la semaine (2)... »

Des explications qui viennent d'être données il faut conclure que ne pourront jamais être inculpées de vagabondage, les mineures, qui, tout en se livrant à la prostitution, continueront à demeurer effectivement chez leurs parents — exemple fréquent dans les villes de Province — ou auront une habitation habituelle et fixe, et ne se contenteront pas des résidences de hasard, que l'exercice de leur honteux métier les amènera à avoir.

2^o *Absence de moyens de subsistance.* — L'absence de moyens de subsistance est le deuxième élément nécessaire pour constituer le délit de vagabondage.

A) Lorsque la mineure arrêtée est trouvée sans argent, peut-

(1) Dalloz, *Code Pénal annoté.* — Supplément, sous 270, p. 168.

(2) *Gazette Trib.*, 1^{er} février 1910.

La Cour de Paris avait décidé, le 25 février 1901 (D, 1901, 2, 284) que le fait par un individu de mœurs contre nature, qui n'a pas de domicile personnel, d'aller coucher chez d'autres individus ayant les mêmes mœurs que lui, ne saurait, même passé à l'état d'habitude, lui constituer un domicile aux termes de l'art. 270. *C. Pen.*

elle soutenir, pour échapper à l'application de l'article 270, Code pénal, ainsi qu'il fut fait devant la Cour de Paris, « qu'elle trouve les ressources nécessaires à son existence dans l'obligation imposée par la loi à ses parents » de subvenir à son entretien Code civil (article 203) ?

Non, a répondu avec juste raison la Cour ; en droit, car cette obligation a un caractère général et indéterminé et ne peut constituer une ressource réelle ; en fait, car la mère de la jeune fille se trouvait dans l'impossibilité d'y satisfaire.

« Considérant, a-t-il dit, que l'obligation alimentaire, existant au profit des enfants à l'égard des parents, ne saurait par elle-même constituer à l'enfant des ressources suffisantes pour assurer son existence ; que cette obligation alimentaire, en effet, est toujours subordonnée à la fortune des parents et à la possibilité pour eux d'y satisfaire, que dans l'espèce la mère de la jeune S... ne paraît pas en état de subvenir d'une manière suffisante aux besoins de sa fille (1)... »

En outre, ainsi que le fait remarquer M. A. Le Poittevin, « cette obligation est liée à un ensemble de droits et de devoirs réciproques, à la présence de l'enfant au domicile paternel ; en d'autres termes, on ne saurait concevoir les parents comme obligés de nourrir et entretenir leurs enfants sans les avoir en même temps près d'eux ou bien dans les maisons d'éducation, d'apprentissage... où ils auraient été placés (2). »

B) La mineure est, lors de son arrestation, trouvée nantie d'une certaine somme d'argent.

Ici une double question se pose.

a) Quelle somme devra être considérée comme constituant des moyens de subsistance ?

C'est là une pure question de fait, dont la solution variera

(1) Arrêt Dupont 10 mars 1893, précité.

(2) *Code de l'enfance traduite en justice*, sous art. 271, n° 18, p. 109.

suivant les régions et sera différente suivant que l'on se trouvera dans une grande ville ou une ville de province.

Il faudra toujours que la mineure puisse, avec l'argent qu'elle a, assurer son existence pendant plusieurs jours, ou tout au moins 24 heures.

b) Lorsque la mineure possède une somme d'argent suffisante, le juge peut-il, doit-il même en rechercher l'origine? et spécialement l'argent provenant d'une cause immorale, de la prostitution peut-il faire échec au délit de vagabondage?

Certains, avec MM. les Professeurs Garraud et Garçon et M. le Président Pascaud, soutiennent que le juge n'a pas à rechercher, en dehors des cas spécifiés par la loi, l'origine des ressources que possède un inculpé.

« Le Code pénal ne demande compte à celui qui n'a ni domicile, ni profession de l'origine des ressources qu'il possède que pour s'assurer qu'elles ne proviennent pas du vol. L'article 278, qui complète, à ce point de vue, l'article 271, décide, en effet, que si les valeurs dont le vagabond est porteur, excèdent 400 francs, ce fait deviendra une circonstance aggravante du délit, mais avant la loi du 27 mai 1885, le juge n'avait pas autrement à se préoccuper de la moralité des ressources du prévenu (1)...

« Par cela seul que ces ressources existent, écrit de son côté M. le Président Pascaud, celui qui justifie de leur possession ne peut être en état de vagabondage, alors même qu'elles auraient une origine illicite; cette interprétation a pour base le texte même de notre loi pénale et rien dans les travaux préparatoires ni dans les discussions qui l'ont précédée, ne l'infirmes à aucuns égards. Cela se comprend aisément d'ailleurs; la loi n'a pas, en général, la mission de faire observer la pure morale,

(1) Garraud, *Traité de Droit Pénal*, t. IV, p. 393.

son rôle se borne à réprimer les faits dont la perpétration constitue un trouble, un préjudice pour l'ordre sociale (1). »

Suivant une seconde opinion, le juge devrait distinguer. Il devrait admettre comme n'empêchant pas l'existence du délit de vagabondage, les ressources, non seulement lorsqu'elles proviennent d'un vol, mais d'une manière générale, d'un crime ou d'un délit. Il serait dans ce système sans aucune importance, par contre, que les ressources proviennent « de moyens dont la moralité est suspecte (2) ».

« Ainsi, conclut M. Garçon, la prostitution tout immorale qu'elle soit, n'étant pas un délit, nous inclinerions à croire qu'on ne pourrait condamner une fille trouvée nantie d'une somme assurant actuellement son existence, alors même qu'il serait établi et avoué que cet argent a été acquis par elle dans son honteux métier (3) ».

Cette opinion a été repoussée tant par certains auteurs (4)

(1) Pascaud, « Des moyens de subsistance dont le défaut forme un des éléments constitutifs du délit de vagabondage », *Gazette des Tribunaux* du 29 janvier 1890, p. 95.

« Et M. Pascaud ajoute : — La meilleure preuve qu'on puisse donner c'est que le législateur, écœuré de voir certaines individualités dont les ressources sont ou notoirement délictueuses ou profondément immorales et inavouables échapper aux peines du vagabondage, a cru devoir édicter contre elles une disposition spéciale » (loi 1885).

Pour nous, nous ne verrions pas dans ce fait une preuve que le législateur a entendu ne pas se préoccuper de l'origine de ressources des vagabonds. La loi de 1885 a eu, selon nous, pour but de permettre d'atteindre des individus dangereux qui échappaient aux art. 270 et s. du Code Pénal, non parce qu'ils étaient sans ressources avouables, mais parce que, le plus souvent, ils avaient un domicile et surtout exerçaient plus ou moins régulièrement un métier ou une profession.

(2) *Gazette des Trib.*, 1^{er} février 1910, note sous Paris ; Garçon, *Code Pénal annoté*, sous 270, n° 63.

(3) Garçon, *Op. cit.*, *id.*, n° 67.

(4) G. Le Poittevin, *Op. cit.*, p. 802 : « On ne saurait considérer

que par la jurisprudence, qui a décidé que le juge n'avait pas à prendre en considération de telles ressources.

« Considérant, dit la Cour de Paris, dans son arrêt de 1893, que la prostitution publique ne saurait davantage procurer à une fille mineure de 16 ans des moyens d'existence, lui permettant d'échapper à l'application des articles 270 et 271, Code pénal, qu'en effet, la corruption et la débauche d'un enfant ne sauraient lui constituer un moyen de se soustraire à l'obligation que la loi impose à tous les citoyens d'avoir un domicile certain et de se livrer à un travail régulier dans la limite de leurs facultés (1). »

Le 25 février 1901, la Cour de Paris maintenait sa jurisprudence antérieure, et affirmait à nouveau « que l'origine immorale des ressources ne permet pas d'en faire état et de les considérer comme des moyens d'existence (2) ». Et plus récemment encore, le 18 novembre 1909, elle rendait l'arrêt où nous lisons le passage suivant :

« Considérant qu'il résulte de l'instruction et des débats et des propres aveux de la fille B... qu'elle avait abandonné le domicile de sa mère depuis trois mois pour aller vivre en hôtel avec son amant, quand elle fut arrêtée, sur la voie publique, le 5 avril dernier ; que, depuis lors, elle subvient à ses besoins personnels à l'aide du produit de sa prostitution, sans exercer régulièrement son métier de rempailleuse ;

« Que dans ces conditions, la prévenue se trouve bien en état de vagabondage (3)... »

Ces décisions et ces interprétations ont été à diverses

comme moyen de subsistance au sens de l'art. 270 : 1° Les sommes provenant d'une cause immorale, de la mendicité, ou d'un délit... »

(1) Arrêt Dupont, Paris, 10 mars 1893, *cit.*

(2) D. 1904, 2, 285.

(3) *Gazette des Tribunaux*, 1^{er} février 1910.

reprises consacrées et approuvées par la Cour de cassation.

Elle les sanctionna une première fois le 23 août 1893.

« Attendu, lit-on dans cet arrêt, que le prévenu n'a aucunes ressources habituelles, qu'il était sans argent au moment de son arrestation, et que ses seules ressources provenaient du partage du produit de la prostitution de la fille B...

« Que de semblables ressources ne sauraient constituer dans le sens de la loi des moyens de subsistance (1). »

Tout récemment, le 17 juillet 1908, elle affirmait à nouveau sa jurisprudence, décidant « qu'un vagabond ne peut prétendre qu'il a des moyens de subsistance dans le sens de la loi, lorsqu'il tire la majeure partie de ses ressources de la prostitution (2) ».

C'était l'application de cette jurisprudence que faisait le Procureur Général près la Cour d'appel de Paris, dans sa récente circulaire du 13 mai 1910, relative à la répression du vagabondage, quand il disait aux commissaires de police, en leur traçant leur ligne de conduite.

« L'inculpé possède-t-il quelq'argent... vous vous empresserez de rechercher l'origine de l'argent... si la provenance de l'argent paraît *inavouable*, ou illicite, vous n'avez pas à tenir compte de pareilles ressources (3). »

Et en agissant ainsi, on se conformait aux principes généraux du droit. Car, ainsi que le faisait remarquer au Sénat, M. le Commissaire du gouvernement Bourdon, les jeunes prostituées poursuivies pour vagabondage « n'ont évidemment pas de moyens d'existence, puisqu'à raison du principe *nemo creditur propriam turpitudinem allegans*, elles ne peuvent point, en se targuant de leur inconduite et de leur prostitution, affir-

(1) Sirey, 1885, 1, 513, et la note Esmein.

(2) *Gazette des Tribunaux*, 27 juillet 1908.

(3) *Gazette des Tribunaux*, 22 mai 1910.

mer que c'est là une source régulière de produits leur permettant de prouver qu'elles ont des moyens suffisants d'existence (1) ».

D'ailleurs, dût-on tenir compte ou non de la moralité de l'argent trouvé sur les jeunes prostituées, ces ressources — étant toutefois donné qu'elles n'en n'ont pas d'autres — ne répondent pas au vœu du législateur.

Si dans les travaux préparatoires tant de la confection du Code pénal en 1810, que de sa revision en 1832, il n'a pas été formellement spécifié, que ne seraient pas prises en considération les ressources immorales ou illicites, il l'a toujours été sous-entendu. L'art. 278 n'est qu'une application de cette idée, et il établit une présomption particulière, renversant le fardeau de la preuve, et limitant le pouvoir d'investigation et d'appréciation du juge.

Mais ce que le législateur a dit, c'est que pour échapper aux peines du vagabondage, le prévenu devait avoir des moyens de subsistance assurés (2).

Or, on n'a pas des moyens de subsistance assurés, par la détention d'une faible somme d'argent provenant d'un fait accidentel, du simple hasard, ce qui est bien le cas de la prostitution. Les produits que celle-ci peut procurer à la personne qui s'y livre sont essentiellement *aléatoires* et ne peuvent, dès lors, permettre d'échapper à la loi pénale (3). C'est une exacte appli-

(1) Sénat C. R. des séances, séance du 7 juin 1907.

(2) Loqué, t. XXX, p. 307. Rapport de M. de Noailles, fait au corps législatif le 16 février 1810, en présentant le vœu d'adoption émis par le Comité de Législation sur le ch. III du titre 1^{er}, du Livre III du Code Pénal.

(3) « Par ces mots moyens de subsistance, la loi n'a pu viser des ressources accidentelles, aléatoires, car ces sortes de ressources ne mettent pas en état de subsister, le lendemain n'étant pas assuré. »

Dalloz, *Code Pénal annoté*, Sup. p. 367.

cation de cette idée du législateur que la Cour de Chambéry a fait dans son arrêt du 7 décembre 1888, en disant que « cette expression moyen de subsistance, vise un état de chose continu, que le fait de posséder actuellement une somme capable de défrayer son possesseur pendant plusieurs jours, serait insuffisante *par elle seule* pour soustraire celui-ci à l'application de l'art. 270 (1) ».

Cette interprétation de l'art. 270 a d'ailleurs été approuvée par le législateur, lors de la discussion de la loi de 1908.

« Des arrêts, disait M. Béranger, ont décidé que la prostituée ne pouvait arguer des profits que lui donnait son abominable métier pour prétendre qu'elle disposait de certaines ressources. (*Très bien*) (2). »

Toutefois, pour retirer toute hésitation aux Tribunaux et faire taire les scrupules juridiques de certains auteurs, les divers projets ou propositions de loi, concernant le vagabondage des mineurs et actuellement pendants devant les chambres, stipulent que ne doivent pas être prises en considération les ressources de provenance immorale ou illicite (3). C'est ainsi que sont considérés comme vagabonds, aux termes de la loi votée en première lecture par le Sénat, les mineurs de 18 ans, « qui, ayant, sans cause légitime, quitté soit le domicile de leurs parents ou tuteurs, soit les lieux où ils étaient placés par ceux à l'autorité desquels ils étaient soumis ou confiés, auront été trouvés soit errant, soit logeant en garni et n'exerçant régulièrement aucune profession ou tirant leurs ressources de la débauche ou de métiers prohibés (4) ».

3° *Absence de métier et profession.* — Pour échapper à l'in-

(1) D. 90, 2, 14.

(2) Sénat. — Discussion, sess, Or, séance du 7 juin, 1907.

(3) Chambre, *Impressions*, 1908, n° 1919, p. 46. 1909, 2545, p. 20.

(4) Discussion de la Proposition Flandin, Sénat. *Débats*, 28 juin, 1912.

culpation de vagabondage la mineure ne saurait arguer que la prostitution est un métier ou une profession.

Une telle prétention serait contraire tant à l'esprit de la loi, qu'au sens des mots.

Cette question, posée à la Cour d'Aix, a d'ailleurs été résolue dans le sens que nous indiquons.

« Attendu, disait-elle, que la prostitution ne peut être considérée comme un métier ou une profession.

« Que si, en édictant des peines contre ceux qui n'ont ni domicile, ni ressources, ni métier, le législateur a eu en vue de prévenir les atteintes à l'ordre social auxquelles sont naturellement entraînés les vagabonds, on peut dire que la prostitution étant une plaie sociale, les peines portées dans l'art. 271 ont eu aussi pour but de prévenir ce vice et que la pratique d'un vice quel qu'il soit, mendicite, fraude ou prostitution, qui procure parfois des ressources, ne peut constituer un métier au sens de la loi (1) ».

Les auteurs ont partagé cette opinion : « Il nous paraît certain qu'une occupation ne peut être prise en considération, écrit M. Garçon, que si elle est avouable... Or, jouer n'est pas une profession, pas plus que la prostitution n'est un métier (2). »

« On ne saurait transformer, disait déjà M. Esmein en 1885, en une profession, les pratiques honteuses auxquelles se livre une prostituée... (3) ».

Cette dernière condition, absence de métier, empêchera d'atteindre un certain nombre de prostituées surtout dans les petites villes. Tantôt elles exercent habituellement un métier ou une profession, et ne s'adonnent à la débauche et à l'inconduite qu'accidentellement, ou n'ont cessé de travailler que depuis peu de temps, tantôt elles vont régulièrement demander à l'incon-

(1) *Gazette du Palais*, Recueil 1884, t. I^{er}, p. 656.

(2) *Code Pénal annoté*, sous 270, n° 84.

(3) Note sous Cass, Sirey, 85, 1, 513.

duite, le salaire d'appoint qui leur sera nécessaire pour satisfaire leur coquetterie. Le jour elles travaillent et le soir, elles se prostituent.

Dans ces conditions il est impossible de les poursuivre comme vagabondes, même si les autres éléments du délit sont réunis.

4° Il faut enfin remarquer que le délit de vagabondage est *un délit intentionnel*, que le vagabond, pour être poursuivi, doit avoir adopté volontairement ce genre de vie, ne pas y avoir été contraint.

« Le vagabondage, lit-on sous un jugement du Tribunal de Montbéliard, étant un délit et non point une simple contravention de police, l'existence des trois éléments (ci-dessous spécifiés) ne suffit pas pour qu'il y ait infraction. Il faut en outre pour que l'auteur soit punissable que le fait intentionnel soit rapporté à sa charge. Ainsi lorsque les causes, prochaines du vagabondage sont indépendantes de la volonté libre du prévenu, lorsqu'elles dériveront de la force majeure ou de quelque autre événement accidentel, comme une calamité publique, une inondation... le vagabondage perd son caractère délictueux (1).

Il faut, en effet, pour pouvoir punir le vagabond que le ministère public établisse sa culpabilité, c'est-à-dire prouve que s'il se trouve sans domicile, sans ressources et sans profession, ce n'est que par suite de circonstances qui lui sont imputables à faute (2).

La jurisprudence est constante sur ce point. La Cour de Rennes décidait notamment, le 31 juillet 1906, « que ce délit, comme tous les autres, ne peut exister sans un fait intentionnel de celui auquel on le reproche ; qu'il ne suffit donc pas que les trois circonstances de l'art. 270, Code pénal, se trouvent réunies

(1) Sous Montbéliard, D. 1904, 2, 437.

(2) Garraud, *Op. cit.*, t. IV, p. 394.

pour qu'une condamnation puisse être prononcée et que si l'existence de l'une d'elles est le résultat d'un fait indépendant de la volonté du prévenu, celui-ci ne peut être déclaré coupable (1). »

Là, est toute la pratique judiciaire, à l'égard des mineures prostituées. La jurisprudence admet que la prostitution ne fait pas disparaître le délit de vagabondage (2) et c'est tout. Pourtant certains ont interprété ce pieux mensonge en disant que les tribunaux « assimilaient la prostitution au vagabondage ».

C'est là une erreur. Et si ces dires étaient exacts « cette assimilation constituerait une illégalité (3) ».

Pourtant au Sénat, lors de la discussion de la loi de 1908, M. Bérenger allait jusqu'à dire, malgré les dénégations formelles du Garde des sceaux, que la prostitution des mineures constituait le délit de vagabondage :

« *M. Bérenger.* — La pratique constante est de traduire ces enfants devant le Tribunal correctionnel où ils sont condamnés par les tribunaux pour vagabondage. Cette jurisprudence est constante...

M. Guyot-Dessaigne, Garde des sceaux, ministre de la Justice. — Quand elles sont en état de vagabondage.

M. le Rapporteur. — Non, parce qu'elles font de la prostitution et puisque M. le Garde des Sceaux conteste ce que j'ai l'honneur de dire...

M. le Garde des Sceaux. — Je ne conteste pas ce que vous dites ; j'indique qu'elles sont condamnées pour vagabondage.

M. le Rapporteur. — Pardon ! elles ont excipé devant les

(1) Jurisprudence de Rennes, t. IV, années 1905-1906, 2^e p., p. 168.

(2) Rap. Viollette, 1908, Ch. *Impression*, n° 1459, p. 3.

(3) Cf. Le Poittevin, *Code de l'Enfance traduite en justice*, p. 111. Cf. Nast, *Le vagabondage et la prostitution des mineurs*, *Revue Critique*, 1909, p. 469.

tribunaux de ce qu'elles avaient un métier, le plus abominable des métiers ; mais enfin un métier qui leur donnait des ressources. Et comme la loi dans les articles du Code pénal qui punissent ce délit, fait constituer le vagabondage dans ces trois circonstances : n'avoir ni métier, ni domicile, ni ressources, elles disaient : nous avons des ressources, nous ne pouvons pas être condamnées.

Il est donc aujourd'hui reconnu que la prostitution publique des mineures de 18 ans, dans les conditions que je viens de dire, ne peut pas échapper à la répression *qu'elle constitue par faitement le délit de vagabondage*.

Cela est si vrai qu'on a donné à ce délit une qualification spéciale. Par analogie, avec le terme employé pour le délit des souteneurs, qui favorisent la prostitution sur la voie publique ou en profitent on l'appelle « vagabondage spécial (1) ».

Ce qu'il est exact de dire c'est que certains projets antérieurs ou certains vœux, autrefois, émis tendaient à faire spécifier par le législateur que la prostitution serait assimilée au vagabondage et réprimée comme lui.

Pourtant la jurisprudence qui permet de poursuivre les petites prostituées comme vagabondes n'est pas à l'abri de toute critique :

1° Il existe, en effet, un « pieux mensonge », c'est celui qui consiste à arrêter une mineure pour prostitution. La prostitution avons-nous vu, n'est pas un délit et aucun texte, aucune loi, ne confère le droit de procéder à une arrestation pour ce fait. Là

(1) Sénat, séance du 7 juin 1907.

Dans les dernières paroles de l'honorable sénateur s'est glissée une inexactitude. Vagabondage spécial, sert à désigner uniquement l'état de souteneur. Pour les prostituées on ne l'emploie jamais, on se sert parfois du mot « vagabondage immoral ».

est ce que l'on peut reprocher au système jurisprudentiel actuel. Jamais la mineure n'est arrêtée pour vagabondage, mais pour racolage, ce qui, à notre avis, est illégal ;

2° On a également contesté la légalité du mandat de dépôt décerné contre une mineure vagabonde de 16 ans.

Et en voici la raison :

L'article 94 du Code d'instruction criminelle décide « qu'après l'interrogatoire, ou en cas de fuite de l'inculpé, le juge pourra décerner un mandat de dépôt ou d'arrêt si le fait *emporte la peine d'emprisonnement* ou une autre peine plus grave ».

Et d'après l'article 271, § 2, du Code pénal : « Les vagabonds de moins de 16 ans ne pourront être condamnés à la peine d'emprisonnement, mais sur la preuve des faits de vagabondage, ils seront renvoyés sous la surveillance de la Haute Police jusqu'à l'âge de 21 ans accomplis. »

La surveillance de la Haute Police, remplacée aujourd'hui par l'interdiction de séjour (loi du 27 mai 1885) est-elle une peine plus grave que la peine d'emprisonnement ? nous ne le pensons pas, et par conséquent, de la combinaison des deux articles ci-dessus, il résulte que le mandat de dépôt ne peut être légalement décerné contre des prostituées mineures de 16 ans, poursuivies pour vagabondage.

Vainement, objectera-t-on avec M. Passez, que l'interdiction de séjour est une peine plus grave que l'emprisonnement.

« L'interdiction de séjour, disait M. Passez au Comité de Défense des enfants traduits en Justice, est une peine, qui, si elle ne prive pas le condamné de sa liberté comme l'emprisonnement en restreint cependant singulièrement l'exercice. Bien que l'article 44 du Code pénal ne détermine pas la gravité de cette peine, comparée à la peine d'emprisonnement, il est permis de considérer que ses conséquences, en se prolongeant au delà de

la durée de l'emprisonnement, sont plus graves que cette dernière peine (1). »

Cet argument ne peut tenir devant les critiques que lui a adressées M. le professeur A. Le Poittevin.

« Sans doute, l'article 41 du Code pénal, en déclarant que la surveillance de la Haute Police (aujourd'hui interdiction de séjour) est, ainsi que l'amende, une peine commune aux matières criminelles et correctionnelles, ne détermine pas la gravité comparée de l'emprisonnement et de l'interdiction de séjour. Mais celle-ci, par définition même, est d'une gravité moindre, en ce qu'elle restreint seulement la liberté dont l'emprisonnement entraîne la privation (2). »

Le deuxième argument invoqué par M. Passez, pour défendre la légalité du mandat de dépôt, ne saurait être plus probant.

« Le vagabondage est un délit qui, par sa nature, est punissable de l'emprisonnement ; par suite, le vagabond peut être placé sous mandat de dépôt et ce mandat de dépôt ne peut être levé par application de l'article 113, du Code d'Instruction Criminelle, la mise en liberté provisoire n'étant réservée qu'aux inculpés domiciliés.

« Si donc dans son paragraphe 2, l'article 271 modifie, en faveur du mineur de 16 ans la peine d'emprisonnement, c'est uniquement à raison de l'âge de l'inculpé et non à raison de la nature du délit dont le caractère n'est pas modifié.

« C'est une application particulière au mineur de 16 ans vagabond, de l'excuse de minorité prévue d'une manière générale par l'article 67, Code pénal, aux termes duquel les Tribunaux

(1) Rapport au Comité. Séance 9 juin 1909, *C. R.*, p. 58.

(2) Le Poittevin, *Code de l'Enfance, traduite en justice*, sous art. 271, n° 34, p. 115.

peuvent abaisser la peine encourue, sans que la nature du délit soit modifiée lorsque le délinquant est mineur.

« Par conséquent le délit de vagabondage étant lui-même punissable de l'emprisonnement sous réserve de l'excuse de minorité, le mandat de dépôt peut être décerné contre tout inculpé de ce délit, quel que soit son âge (1). »

Cet argument est spécieux, et, à notre avis, pêche par la base. Il renferme une inexactitude. Car, s'il est vrai de dire que le vagabondage est, par sa nature, punissable de l'emprisonnement, cela s'entend uniquement du vagabondage des majeurs de 16 ans ; mais, par sa nature, le vagabondage des mineurs de 16 ans n'est passible que de l'interdiction de séjour, et ne peut, par suite, comporter le mandat de dépôt, car, ainsi que le remarque M. le Professeur Garraud, « l'excuse atténuante, — ici la minorité — toutes les fois qu'elle transforme la nature de la peine transforme aussi la nature de l'infraction (2) ». Dès lors on ne peut dire que le vagabondage des mineurs soit, par sa nature, punissable de l'emprisonnement.

L'argument si subtil de M. Passez a trouvé en M. le conseiller Le Poittevin et en M. le conseiller Fabry d'ardents défenseurs (3).

Pour M. Harel, l'article 94 doit s'interpréter en ce sens « qu'il est interdit de priver de sa liberté celui qui n'encourt pas de peine privative de liberté ou plus exactement qu'on ne peut détenir par mesure préventive celui qui ne peut être détenu par mesure répressive.

Donc le mineur pouvant être détenu dans une maison de correction, c'est-à-dire privé de sa liberté jusqu'à sa ma-

(1) *Compte Rendu*, et Rapport au comité, p. 58.

(2) *Procès de Dr. Crim.*, p. 337.

(3) *Rév. Pénitentiaire*, 1909, p. 1247 et 1248.

jorité peut être légalement placé sous mandat de dépôt (1).

Cet argument ingénieux de M. le Président Harel a été combattu très justement par M. Rivière, qui croit qu'il « ne faut pas attacher trop d'importance aux mots ». Les mots : détenu dans une maison de correction, doivent être interprétés dans ce sens que le mineur sera, par mesure d'éducation, interné dans une maison d'éducation mais non dans le sens qu'il sera enfermé pour subir une peine.

« En droit pénal, tout est de droit strict et il ne faut pas étendre le sens de l'art. 94, qui n'autorise le mandat de dépôt que contre les inculpés passibles d'une peine d'emprisonnement (2). »

Et c'est fort juridique, car la détention dans une maison de correction n'a, en droit, aucun des caractères de la peine.

La Chancellerie s'est émue à diverses reprises et à bon droit, nous le voyons, des critiques fort justes, adressées à l'habitude des juges d'instruction de décerner des mandats de dépôts contre les mineures de 16 ans inculpées de vagabondages.

M. le conseiller Le Poittevin, nous a dit avoir, il y a plusieurs années, endormi les scrupules de la Chancellerie, par un rapport concluant à la légalité du mandat de dépôt.

Dans le courant de l'année de 1909, le Garde des sceaux, à propos d'un cas particulier, adressait au Procureur Général des instructions au sujet de cette pratique et en contestait formellement la légalité.

Emu de cette dépêche, M. Béranger posa au ministre, le 11 juin suivant, la question de savoir quelle était la portée de ses instructions.

Le Garde des sceaux se défendit contre l'importance que l'on attribuait à sa dépêche :

(1) Comité de Défense, *Compte Rendu*, p. 60.

(2) Comité de Défense, *Compte Rendu*, p. 60.

« Je n'ai pas donné, disait-il, d'instruction de cette espèce [générale] au parquet général de Paris ; j'entends que je n'ai pas formulé d'instructions destinées à être transmises aux magistrats instructeurs et à les obliger à renoncer aux usages suivis par eux jusqu'ici. J'ai soumis des observations au parquet général à l'occasion d'un cas particulier. Ces observations, je n'avais pas le droit de ne pas les faire et si je ne les avais pas formulées, j'aurais manqué à tous mes devoirs (1). »

De la lecture de la lettre du Ministre, faite au comité de défense, dans sa séance du 23 juin 1909, il ressort très nettement que le ministre considère — d'une façon générale, et en dehors du cas particulier à propos duquel cette lettre a été écrite — que le mandat de dépôt décerné contre les vagabonds mineurs de 16 ans est illégal et qu'il engage le Parquet à renoncer à cette pratique et à trouver désormais une autre solution, qui concilie à la fois et la légalité et le salut des mineurs (2).

Car, si la légalité du mandat de dépôt peut être discutée, son utilité, sa nécessité pratique incontestable, ne saurait faire aucun doute. Et c'est vraisemblablement ce fait qui a amené tous les magistrats et toutes les personnes soucieuses des intérêts de l'enfance coupable et de son relèvement à chercher et à soutenir, par les arguments les plus spécieux, la légalité du mandat de dépôt.

(1) Sénat, séance du 11 juin 1909.

(2) Cf. *Rev. Pénit.*, 1909, p. 1250. Le Comité de défense des enfants traduits en justice a clos la discussion sur ce sujet par un vœu, proposé par M. Passez, sanctionnant les conclusions de son rapport, et estimant « que la pratique suivie par les juges d'instruction... est justifiée en droit parce que le délit de vagabondage est en lui-même punissable de l'emprisonnement sous réserve de l'excuse de minorité » (*Rev. Pén.*, 1909, p. 1247 et 1250).

APPENDICE I

La loi du 25 juillet 1912 — qui ne sera applicable que six mois après la promulgation du règlement d'administration publique qu'elle prévoit — modifie les mesures que les Tribunaux peuvent prendre à l'égard des mineurs, auteurs d'infractions à la loi pénale, et partant à l'égard des mineures prostituées se trouvant dans ce cas.

La loi distingue selon que les mineurs sont âgés de plus ou moins de 13 ans.

Les mineurs de moins de 13 ans ne sont jamais déférés à la juridiction répressive, mais sont traduits devant le Tribunal civil statuant en chambre du conseil, — dont les décisions ne sont pas inscrites au casier judiciaire (article 1^{er}).

Le juge d'instruction, désigné par le Premier Président, sur proposition du Procureur Général (article 17) et saisi par le Procureur de la République, « peut s'assurer de l'enfant, soit en le remettant provisoirement à une personne digne de confiance, à une institution charitable reconnue d'utilité publique, ou désignée par arrêté préfectoral ou à l'Assistance publique ; soit en le faisant retenir dans un hôpital ou hospice ou dans tel autre endroit qu'il désignera, au siège du Tribunal compétent ». Si le mineur est prévenu de crime, il peut être « retenu dans la maison d'arrêt, séparément des autres détenus ».

Le juge d'instruction doit aviser les parents, tuteur ou gardien le président du comité de défense des enfants traduits en justice, et faire désigner un avocat par le Bâtonnier — (articles 2 et 3).

Si le juge d'instruction estime que l'enfant est bien l'auteur du crime ou du délit, il devra être procédé — en outre de l'instruction faite par le juge — à une enquête, — complétée, s'il y a lieu, par un examen médical — « sur la situation matérielle et morale de la famille, sur les antécédents de l'enfant, sur les conditions dans lesquelles celui-ci a vécu et a été élevé et sur les mesures propres à assurer son amendement ».

Cette enquête pourra être confiée à un rapporteur figurant sur une liste arrêtée chaque année par la Chambre du Conseil et comprenant de préférence des magistrats, ou anciens magistrats, avocats, avoués, des membres des Sociétés de Patronage, des comités de défense des enfants traduits en justice (article 4).

L'instruction achevée est communiquée au Procureur de la République qui renvoie, s'il y a lieu, devant la Chambre du conseil.

« Celle-ci, en audience, non publique, statue après avoir entendu l'enfant, les témoins, les parents, le tuteur ou gardien, le rapporteur, le Ministère public, et le défenseur (article 5). »

Si la prévention est établie, la Chambre du conseil ne peut que prendre les mesures suivantes :

a) Remettre l'enfant à sa famille ;

b) Ordonner son placement, jusqu'à sa majorité, soit chez une personne digne de confiance, soit dans un asile ou internat approprié, soit dans un établissement d'anormaux, soit dans une institution charitable, reconnue d'utilité publique ou désignée par arrêté préfectoral ;

c) Le remettre à l'Assistance publique (article 6).

Le Tribunal peut toujours d'office, à la requête du Ministère

public ou à la demande de l'enfant, le rendre à sa famille ou modifier son placement (article 11).

Les parents ou tuteurs peuvent demander qu'on leur rende l'enfant, lorsqu'une année s'est écoulée depuis la décision du Tribunal, s'ils justifient de l'amendement de l'enfant, et s'ils prouvent leur aptitude à l'élever (article 10).

Lorsque le Tribunal aura remis l'enfant à sa famille ou à une personne ou institution charitable, il pourra désigner un délégué, chargé d'assurer, sous sa direction, la surveillance du mineur (article 6).

Ce délégué, choisi parmi les membres des comités de Patronages, des comités de défenses, des œuvres agréées ou parmi les particuliers désignés par le Tribunal, visite le mineur aussi souvent qu'il est nécessaire, adresse des rapports au président du Tribunal. En cas de mauvaise conduite, de péril moral, du mineur, ou « d'entraves systématiques » apportées à la surveillance, le président pourra citer devant la Chambre du Conseil le mineur et les personnes chargées de sa garde pour qu'il soit statué à nouveau (article 23).

Le délégué doit être averti aussitôt du décès, de la maladie grave, du changement de résidence, ou d'absence non autorisée des mineurs (art. 24). Il doit en informer le Président du tribunal.

En cas d'appel, la Cour statue en Chambre du conseil (article 9).

Le mineur qui a commis des contraventions ne comparaît, en Chambre du conseil, qu'en cas de récidive. A la première contravention, il est traduit devant le juge de simple police, siégeant dans le cabinet de Juge de Paix, qui adresse au mineur une réprimande inscrite sur un registre spécial (article 16).

Les mineurs de 13 à 18 ans auteurs de délits emportant la

peine d'emprisonnement sont traduits devant le tribunal correctionnel, par ordonnance ou arrêt de renvoi, mais jamais par voie de citation directe (article 15).

Le juge d'instruction peut, en tout état de cause, le ministère public entendu, confier le mineur à sa famille, à un parent ou à un particulier, sous la surveillance ou non d'une autre personne désignée par lui. Il peut aussi confier le mineur à une institution charitable, ou à l'Assistance publique. Le tout, sauf opposition du ministère public ou des parents du mineur jusqu'au troisième degré inclusivement (article 16).

L'instruction doit porter en outre des faits incriminés, sur la situation matérielle et morale du mineur et de sa famille, et être accompagnée, si besoin est, d'un examen médical (article 17).

Le tribunal se forme en audience spéciale pour juger les mineurs de 13 à 16 ans inculpés ou accusés de crimes de délits et les mineurs de 16 à 18 ans inculpés de délits.

Chaque affaire est jugée séparément en l'absence de tous autres prévenus, et en audience non publique. Seules les personnes autorisées par la loi (article 19) peuvent assister aux débats.

Les mineurs de 13 à 18 ans, auteurs principaux, co-auteurs, ou complices, dans des causes où des inculpés plus âgés sont présents, de même que les mineurs de 13 à 16 ans, impliqués, en matière de crimes, dans les mêmes conditions, comparaissent devant les juridictions de droit commun.

Le tribunal qui acquitte un mineur comme ayant agi sans discernement peut le remettre à ses parents, à une personne ou institution charitable, en le plaçant ou non sous le régime de la liberté surveillée, — comme pour le mineur de 13 ans, — et fonctionnant ainsi qu'il a été exposé.

Le Tribunal peut aussi envoyer l'enfant dans une colonie pé-

nitentiaire pour y être détenu et élevé pendant un nombre d'années qu'il déterminera, mais ne pourra excéder l'âge de 21 ans (article 21).

Le Tribunal peut également, le cas échéant, condamner le mineur de 13 à 18 ans à des peines déterminées par la loi.

APPENDICE II

DE QUELQUES ŒUVRES S'OCCUPANT DU RELÈVEMENT DES MINEURES PROSTITUÉES

Nous avons voulu terminer l'enquête que nous avons faite sur la prostitution des mineures, par une visite à quelques-unes des maisons qui, — récentes ou anciennes — étaient vouées, antérieurement à la loi de 1903, au relèvement de la jeunesse tombée.

Nous avons voulu examiner les méthodes suivies, les moyens employés et constater les résultats obtenus. Nous avons recueilli auprès de celles — directrices ou collaboratrices — qui travaillent à cette régénération si difficile de précieux renseignements. Nous avons trouvé auprès de toutes le meilleur accueil. Toutes les directrices ont tenu à nous faire elles-mêmes les honneurs des œuvres auxquelles elles ont donné le meilleur de leur cœur. Nous en avons été très touché et elles nous permettront de leur témoigner ici toute notre gratitude et leur exprimer toutes notre reconnaissance. Nous ne pouvons malheureusement pas signaler toutes les œuvres visitées, bien qu'elles le méritent à un degré égal. Nous n'en mentionnerons que quelques-unes que nous considérons comme des types auxquels peuvent se rattacher toutes les autres.

Nous avons voulu aussi nous pénétrer, au moment de cette enquête, de tous les griefs et de toutes les accusations qui

avaient été portés contre les Bons Pasteurs et établissements similaires. Nous avons dans nos visites, fait porter principalement notre examen sur les points signalés comme défectueux — et sans les discuter ici pour tous les établissements nous pouvons dire que ceux visités ont fait pour les jeunes prostituées tout ce qui était en leur pouvoir de faire, et que, pour eux, tout au moins, les accusations tombent à faux.

Dans certains établissements, il serait peut-être désirable que les lavabos soient plus spacieux, comprennent plus de places, et qu'à côté se trouvent des chambres d'isolement, permettant certains soins qui ne peuvent se donner en public. On pourrait aussi souhaiter que chaque maison de relèvement, possède un comité de dames patronnesses ou une institution analogue permettant d'assurer le placement des mineures, que l'éducation religieuse et professionnelle — qui est très bien comprise — a ramenées au bien, et le plus souvent d'une façon définitive.

Nous ne pouvons donner ici qu'une indication sommaire et partant bien incomplète des œuvres types de relèvement.

L'Œuvre Libératrice.

La Société de l'Œuvre Libératrice a été fondée à Paris le 4^{er} mars 1901. Elle a pour but « d'aider par tous les moyens matériels et moraux à l'affranchissement et au relèvement des femmes et jeunes filles que des circonstances malheureuses, la misère, l'abandon ou la maladie ont poussées dans l'impasse horrible de la prostitution réglementée » (1).

Cette œuvre qui « émane du grand principe de la solidarité,

(1) Statuts, art. 1^{er}.

qui, au dire de la première secrétaire générale, remplace dans nos préoccupations modernes la conception ancienne de la charité » (1), reçoit gratuitement toutes celles qui s'adressent à elle « sans distinction de culte ou de nationalité (2) ».

Elle les accueille dans sa maison de la rue Boileau ; c'est une riante habitation, entourée d'un petit jardin, dans un coin retiré d'un quartier tranquille.

L'intérieur est celui d'une maison de campagne ; au rez-de-chaussée, le salon, la salle de travail, la salle à manger puis la cuisine. Au premier étage, se trouvent les chambres ; chaque pensionnaire a la sienne ; aucun luxe, mais partout une très grande propreté. Il règne toute la journée dans la maison une activité surprenante. A 7 heures tout le monde est levé. — La chambre est immédiatement mise en ordre et à 8 heures, on sert le café au lait. Le premier déjeuner est suivi du nettoyage et de l'entretien de la maison par les pensionnaires qui en sont chargées pour la semaine. Les autres se rendent alors à la salle de travail, où elles s'occupent à des travaux de raccommodage et de couture variés, et notamment à la confection du trousseau qu'elles emporteront lorsqu'elles quitteront la maison. A midi, déjeuner préparé par deux pensionnaires, sous la direction d'une surveillante, récréation puis couture, jusqu'à l'heure du goûter, après lequel la directrice ou quelqu'une des dames bienfaitrices de l'OEuvre fait un cours de « notions élémentaires » histoire, orthographe, morale... etc.

Puis la fin de la journée arrive : « Le repas du soir rassemble autour de la table familiale, présidée par la Directrice, toute la maisonnée : on cause, on rit, on fait des projets d'avenir, et personne ne se douterait, en voyant la salle à manger claire et

(1) *Compte Rendu*, assemblée générale, 2 mars 1902.

(2) *Compte Rendu*, assemblée générale, 1910.

gaie, remplie de babils joyeux, que c'est le réfectoire d'une œuvre de relèvement et non la table d'un foyer béni ».

Après quelques semaines, lorsque le relèvement moral de la jeune fille est en bonne voie, l'Œuvre s'occupe soit de les rapatrier, soit de leur trouver du travail, soit de les placer ; les pensionnaires, d'ailleurs, peuvent, au bout d'un certain temps, sortir, l'après-midi, de deux heures à six, si leurs affaires l'exigent.

L'Œuvre Libératrice a pu, depuis sa fondation, secourir annuellement une centaine de mineures, sans parler des majeures.

L'Œuvre, après avoir acquis le terrain de la rue Boileau, a, grâce au don d'une généreuse bienfaitrice, inauguré, le 17 avril 1914, un asile réservé aux mineures. Cet asile peut hospitaliser 12 jeunes filles, 14 au maximum — Chacune a sa chambre, qu'elle tient très proprement et orne suivant ses goûts particuliers. — L'entretien de l'asile ainsi que la préparation des repas incombe aux mineures. Vie de famille et vie intense pourrait être la devise inscrite au-dessus de la porte. Les soins médicaux sont assurés par un médecin.

Cette deuxième maison reçoit les jeunes filles venant du dehors : elles y restent trois mois sans sortir, puis, lorsqu'on peut leur accorder toute confiance, on les installe dans l'ancienne maison où elles font, avant de sortir, un nouveau stage, pendant lequel, s'il est nécessaire, elles peuvent sortir et exercer une profession.

M^{me} Avril a, dans le courant de l'année, organisé un véritable atelier, pour « permettre à celles qui veulent devenir ouvrières, de s'assurer un gagne pain ».

Les encouragements n'ont pas été ménagés à cette Œuvre qui a recueilli plusieurs récompenses à diverses expositions.

Asiles de Clamart et de Boulogne.

L'association pour la répression de la traite des blanches et la préservation de la jeune fille, fondée en 1900, a ouvert, le 1^{er} mars 1903, un petit asile temporaire, à Clamart, rue de Troisy. « En fondant cette maison, disait M^{me} Oster, nous ne voulions pas seulement recueillir les pauvres fillès mineures, entraînées par fraude ou à l'aide de violence, selon les termes de la loi, mais nous voulions aussi offrir aide et protection aux mineures en danger moral, à celles qui feraient appel à notre dévouement (et cela arrive), à celles dont les parents réclameraient notre intervention ; enfin nous voulions recueillir les pauvres filles arrêtées sur la voie publique en flagrant délit de ce que l'on est convenu d'appeler le « vagabondage » afin de leur éviter la maison de correction ou, ce qui est pire encore, le régime de la réglementation (1). »

La petite maison, entourée d'un jardin, protégée par de grands arbres, ne se distingue en rien des autres villas qui l'environnent. L'aspect en est attrayant, et en la visitant, on voit combien est juste le mot d'une enfant, qui disait à M^{me} Oster, « c'est le château de la convalescence (1). »

Dix mineures peuvent y trouver place ; chacune a sa chambre, qu'elle doit tenir très propre.

« La maison a vite pris et conservé l'allure d'une vraie famille industrielle où chacune fait sa part de besogne parce que chacune a sa part de responsabilité dans le bien-être général ; l'une est à la cuisine, une seconde au potager tandis que d'autres sont chargées du soin de la buanderie, du repassage ou de la lingerie, selon les aptitudes et les goûts de chacune. Tout se fait à la maison, depuis les robes jusqu'aux pantoufles (1). »

(1) Assemblée Générale, 29 décembre 1903.

M^{me} Oster, qui est l'âme de cet asile, a su joindre l'agréable à l'utile, en créant, en 1905, un atelier de Broderie, qui a pleinement réussi (1).

L'instruction des enfants est loin d'être négligée : elles qui, en entrant, savent à peine lire et écrire, s'adonnent avec ardeur à l'étude après le goûter, jusqu'au soir, où tout le monde se trouve réuni autour de la table, partageant les mêmes repas.

Ces enfants, confiées, par les Tribunaux, les magistrats, recueillies dans les prisons, à la Préfecture de Police, restent environ de deux à trois mois à l'asile, puis elles sont ensuite, soit remises à leur famille, rapatriées en province, soit placées ou confiées à des maisons d'éducation.

Voici le bilan de l'asile de 1903 à 1911, tel que M^{me} Oster le donnait à l'assemblée générale. « En revoyant nos livres je constate que 352 enfants ont passé par notre maison, chacune y a séjourné environ 2 à 3 mois. C'est peu pour faire de l'éducation, c'est beaucoup pour se rendre compte des caractères, des aptitudes et de la situation des familles. Un bon tiers d'entre elles, je crois pouvoir l'affirmer, est rentré dans le droit chemin. Un second tiers est flottant, si je puis me permettre cette expression, je veux dire par là qu'il faut s'attendre à beaucoup de rechutes. Leurs efforts nous permettent cependant d'espérer un résultat. Chaque effort n'est-il pas une petite victoire puisqu'il représente un petit combat.

Les autres enfin n'ont pu résister au courant, à leurs instincts. Même pour celles-là, j'ose prétendre — ne me taxez pas d'optimisme — que le souvenir des jours passés dans notre douce maison, dont la discipline familiale, les règlements élastiques, s'accommodent des circonstances les plus étranges, leur lais-

(1) Assemblée Générale, 12 mai 1906.

sera au fond de la pensée le souvenir de l'affection qu'elles y ont trouvée... Le bon grain a un germe si vivace qu'il ne faut jamais désespérer. »

La maison de Clamart a été fermée en 1914 : elle a été remplacée par une autre située à Boulogne.

Cette dernière est plus vaste, plus gaie, je dirais même aussi plus luxueuse ; le jardin est plus grand ; le potager a plus d'importance, les environs sont plus riants. De la maison on aperçoit la Seine, dominée par les coteaux de Meudon et de Bellevue : l'air, la lumière entrent partout ; ce n'est pas le château, mais le Palais de la convalescence, dont l'âme est toujours M^{me} Oster. A Boulogne, comme à Clamart, la vie est la même ; « non seulement, désormais, dans l'asile les âmes seront pansées, redressées, souvent guéries, mais les corps trop souvent malades, et souillés, trouveront leur salut dans ce séjour si calme, et si sain, dans cette installation où toutes les ressources de l'hygiène la plus sûre sont accumulées, avec un concours médical de premier ordre. » Il faut seulement noter que les travaux de maraîchage tiendront plus de place qu'à Clamart et ceci, ainsi que nous l'exposons plus loin, sera tout avantage pour les enfants et pour la maison.

Asiles de la rue Michel-Bizot et de la rue de Tolbiac.

Dans son asile de la rue Michel-Bizot, la Société de Patronage des détenues et libérées a réservé aux mineures un corps de bâtiment spécial, les isolant complètement des autres hospitalisées. Ce pavillon comprend la salle de réunion, le réfectoire, la cuisine et les chambres. Celles-ci, situées au premier étage, donnent sur un corridor, au milieu duquel se trouve la chambre de la surveillante, et sont tenues, ainsi d'ailleurs que

toute la maison, dans un état de propreté parfait. Elles sont, pour la plupart, ornées avec goût de bibelots, d'images, et de petits ouvrages de broderies. Une des enfants, qui se trouvait à l'asile, lors de notre visite, avait placé en face de son lit, pour l'avoir sous les yeux dès son réveil, cette devise, qui, sans doute, devait être sa ligne de conduite pendant la journée : « ce qui vaut la peine d'être fait, vaut la peine d'être bien fait ».

Les mineures, recueillies rue Michel-Bizot, y reçoivent une culture intellectuelle aussi grande que possible et un enseignement ménager assez complet. La couture est prévue à certaines heures : mais ce sont surtout les soins du ménage, le repassage, lavage et le blanchissage qui sont fort en honneur. La buanderie est dans un bâtiment situé à un bout du jardin. Les salles en sont très vastes, et bien aménagées : pour le lavage, tout est prévu pour que les mineures ne prennent pas froid et ne soient pas mouillées ; pour le repassage, chaque enfant a sa table et les affaires particulières qui lui sont nécessaires. Des séchoirs perfectionnés complètent l'installation.

Les récréations sont très animées : le croquet et le diablo sont très en faveur. Il y a aussi des jeux tranquilles pour celles qui, dans la journée, sont occupées à des travaux un peu rudes, ou dont la santé est affaiblie. Celles-ci peuvent se promener tranquillement, lire, travailler à certains ouvrages de broderies.

La nourriture est très abondante, très saine et variée. Pour beaucoup, pour presque toutes — il est facile de s'en rendre compte lorsque l'on descend à la cuisine et à l'office, — elle est bien supérieure à celle que les hospitalisées avaient chez elle.

Les mineures restent, en général, deux ans à l'asile. Elles sont ensuite placées, par les soins de la Société de Patronage. Elles reviennent alors, le plus souvent possible, revoir celles qui les ont sauvées. Il est consolant de voir toute la reconnais-

sance et l'affection qu'elles témoignent à celles qui leur ont tendu la main.

Les désillusions et les déceptions ne ralentissent pas, bien au contraire ! le zèle et le dévouement de cette phalange qui travaillent au relèvement des jeunes filles déchues, sous la direction de M^{me} Oster, dont le mot d'ordre, est : « marchons toujours, semons : on récoltera quand on pourra ! (1) »

La Société de Patronage a ouvert, en 1912, un asile, une école ménagère, rue de Tolbiac. Cette maison renfermait, le jour de son inauguration solennelle, 24 mineures : elle peut en contenir 48, qui seront réparties en trois sections de travail : Blanchissage, cuisine, couture. Elles feront pendant leur séjour dans l'établissement un stage complet dans chacune de ces sections. Elles seront chargées également de l'entretien de la maison, à tour de rôle, chacune devant en outre s'occuper de sa chambre.

L'Ecole Ménagère est bâtie dans ses grandes lignes sur le plan de l'asile de la rue Michel-Bizot. Mais les pièces sont plus grandes, les chambres plus spacieuses. La Buanderie est, là aussi, séparée du bâtiment d'habitation, dans lequel on a dû prévoir la création de cellules de punition, la maison pouvant recueillir des mineures de la loi de 1908.

Est-il besoin de dire que l'on n'y recourra qu'à la dernière extrémité et que « la patience et l'amour » continueront à être les seules armes dont se serviront, pour ramener au bien tout ce petit monde, non « les surveillantes mais les apôtres », qui secondent M^{me} Oster dans son œuvre de rédemption ?

(1) *Compte rendu* « Asile de Boulogne », juin 1912.

Refuge de Sainte-Anne.

Le 8 décembre 1910, l'Académie Française décernait le prix Honoré de Sussy (8.000 francs.) à l'Œuvre du Refuge de Sainte-Anne.

Cette œuvre, fondée en 1854, par une Bretonne à la foi robuste et au cœur généreux, M^{lle} Chupin, ancienne inspectrice de Saint-Lazare, avait pour but primitif de recueillir les pauvres filles libérées de cette prison, « en leur offrant asile et travail » pour faciliter leur désir et leur bonne volonté de revenir au bien et de se conduire désormais honnêtement.

Aujourd'hui l'œuvre, continuée par les religieuses de Saint-Dominique, est ouverte à toutes les jeunes filles désabusées et meurtries, qu'elles viennent des boulevards, des maisons mal famées..., etc., ou qu'elles soient confiées par des magistrats, des œuvres, des familles.

Le refuge est situé à Châtillon-sous-Bagneux, rue de Paris. Il est construit sur une hauteur, entouré d'un potager et de cours plantées d'arbres magnifiques. C'est une ancienne demeure seigneuriale, qui servit, selon certains, de rendez-vous de chasse sous Louis XIV. On y jouit d'une vue très étendue sur Paris.

Les salles sont très hautes et très bien aérées.

Les hospitalisées sont au nombre d'environ 130, dont la plupart ont de 15 à 20 ans. Dès leur arrivée les jeunes filles sont subjuguées par la simplicité de la réception, l'affection qu'on leur témoigne, les attentions dont elles sont l'objet. Quelle sympathie et quelle bonté les « mères » n'ont-elles pas pour ces malheureuses « jeunes filles, qui sont plus malheureuses que coupables », — « Qui dira, écrit l'une des mères, qui dira, après leurs faiblesses de cœur, la force qu'elles ont eue pour tout quitter, la

générosité avec laquelle elles ont pardonné et le courage qu'il leur faut pour s'astreindre à une vie laborieuse inconnue jusque-là à plusieurs, ou dont beaucoup d'entre elles ont perdu l'habitude ».

Cette vie régulière n'est d'ailleurs qu'une véritable vie de famille.

Lévéées à 5 heures, les jeunes filles font leur toilette et leur lit, puis vont en groupes organisés à leur part de ménage. Après la prière et la messe elles déjeunent et se rendent au travail interrompu — à 10 heures pour celles qui font du lavage et repassage — et pour toutes pour le repas de midi et la récréation. Le travail est repris à 1 heure et demie jusqu'à 6 heures et demie, avec une interruption pour le goûter à 3 heures et demie. Après la prière, le souper, et la récréation, elles vont jouir d'un sommeil réparateur.

Elles n'ont pas de chambres isolées, mais couchent dans des dortoirs, sous la surveillance des sœurs ; les anciennes hospitalisées suppléent les sœurs, et sont disséminées dans le dortoir, qui reste éclairé la nuit par des veilleuses.

Un même réfectoire réunit les jeunes filles qui tour à tour sont chargées de la vaisselle.

Dans les salles de travail, elles sont groupées par 7 ou 8, sous la direction d'une ancienne, et surveillées par une sœur.

Le travail est de deux sortes : la couture, soit lingerie ou raccommodage ; le blanchissage et le repassage, pour celles dont la nature requiert le mouvement et les travaux un peu rudes.

Lors de notre visite, 50 étaient occupées à la couture, 50 au blanchissage, 25 au repassage.

Le travail est gradué de jour en jour, selon les forces et la capacité de chacune.

Les récréations se divisent en deux parties : dans la première,

les jeunes filles doivent jouer, courir, s'ébattre : le ballon, les grâces, les barres, étaient à la mode il y a quelque temps. Dans la deuxième partie, il est loisible aux jeunes filles de causer, lire, ou de travailler à de petits objets personnels.

Le régime alimentaire est des plus sains et des plus fortifiants : soupe, viande et légumes à midi — soupe, légumes et desserts, le soir. Pain à discrétion cinq fois par jour.

A certaines fêtes, on organise de petites matinées auxquelles sont conviés les parents et les amis de l'Œuvre.

Les résultats obtenus par le Refuge, dont l'œuvre de relèvement repose sur la religion, la fréquentation des sacrements et le travail, ont été excellents.

Quand les jeunes filles ont passé un certain temps au Refuge, quand on présume pouvoir en répondre, on les place selon leurs aptitudes respectives, les unes comme gouvernantes, demoiselles de magasin, caissières, les autres comme domestiques.

Beaucoup se marient honnêtement et sont en général très bonnes épouses et excellentes mères. « Rien n'est touchant, écrit une religieuse, comme de voir ces enfants amener leur fiancé, réclamant leurs « mères » pour assister à leur mariage, et si celles-ci ne le peuvent, on voit venir au couvent époux, épouse et témoins ; plus tard ces nouvelles familles amènent leurs enfants à leurs mères, voulant faire connaître « leur Châtillon ».

Celles qui veulent, peuvent passer toute leur vie au refuge dont la devise est « venir librement, demeurer librement, s'en aller librement, revenir librement ».

Les anciennes restent en rapport avec leurs mères ; quelques hélas ! retombent, mais beaucoup sont sauvées, et l'on comprend, lorsque l'on visite la maison de Châtillon, qu'on lit les lettres des anciennes, et qu'on voit tout le bien qui a été

et est fait, que l'Académie lui ait décerné une de ses plus hautes récompenses.

Œuvre du bon Pasteur reconnue d'utilité publique le 28 août 1858.

C'est en plein Paris, rue Denfert-Rochereau, que se trouve l'asile ouvert par « l'œuvre du Bon-Pasteur (1) », fondée à Paris en 1819, par l'abbé Degris-Duval et M^{me} la marquise de Croisy, dans le but « de ramener à une vie régulière les jeunes filles égarées qui annoncent des dispositions au repentir et qui réclament son patronage ». A cet effet, elle les recueille gratuitement dans un asile, où elle s'efforce de les affermir dans leurs bonnes dispositions *par le travail, ainsi que par la connaissance et la pratique de la religion.*

L'Œuvre dispose de la maison de la rue Denfert depuis le 9 avril 1821, époque à laquelle la ville de Paris lui en a accordé la jouissance.

L'asile est tenu par les dames de Saint-Thomas de Villeneuve, sous l'administration d'un conseil, composé de douze dames associées, qui ont la mission spéciale de visiter les jeunes filles détenues à la Préfecture de Police, enfermées à Saint-Lazare, ou couchées à l'hôpital, et de les amener à renoncer à leur vie de débauche et à entrer au Bon-Pasteur.

Les bâtiments sont vieux mais tenus très proprement.

Les ateliers, dortoirs, réfectoires, cuisines, sont très vastes et très bien aérés. La maison est entouré de cours et d'un potager malheureusement trop restreints.

Les jeunes filles entrent librement au refuge.

Pour être acceptées par le conseil d'administration, elles doivent remplir les conditions suivantes :

(1) Cette œuvre n'a rien de commun que le nom avec l'œuvre du Bon Pasteur dont la maison-mère est à Angers.

« Ne pas être mariées ; n'être atteintes d'aucune maladie contagieuse ; être âgées de 16 ans au moins, et de 23 ans au plus ; avoir obtenu l'autorisation du Préfet de Police. En cas de minorité le consentement de la famille ».

Pour sauvegarder l'honneur de la famille, et permettre un placement facile à la sortie, chaque enfant reçoit un nom conventionnel, sous lequel seul elle est connue.

Pendant leur séjour les jeunes filles reçoivent une éducation morale, religieuse et professionnelle.

La vie est assez semblable à celle que mènent les pupilles à l'asile de Châtillon, et que nous avons décrite brièvement.

Blanchissage, lavage, entretien de la maison, lingerie ; tels sont les travaux des jeunes filles. Pourtant, il faut remarquer qu'ici la couture, la lingerie, la lingerie fine, en occupent le plus grand nombre.

Les inconvénients du travail sédentaire — pourtant bien compris au point de vue professionnel — sont, sinon supprimés du moins considérablement atténués, par les ébats que prennent les jeunes filles pendant les récréations, où les jeux de course, de volants, de cordes ne s'arrêtent pas.

Pour les stimuler dans leur travail, l'OEuvre alloue aux plus méritantes une légère rétribution pécuniaire chaque semaine.

Les enfants, au nombre moyen d'environ 130, sont groupés en sections aussi réduites que possible. Les dortoirs comprennent une trentaine de lits, sont éclairés toute la nuit et sont surveillés par une religieuse, assistée de quelques-unes des plus anciennes, en qui on peut avoir toute confiance. La nourriture est des plus simples et en quantité plus que suffisante. Les meilleurs morceaux sont réservés aux anémiques et aux malades auxquelles on ne ménage ni les fruits, ni les crèmes, ni même le malaga.

Une fois par an, les jeunes filles organisent de petites représentations, qui leur attirent les succès les plus mérités.

Les jeunes filles sont libres de s'en aller quand elles veulent ; mais une fois sorties, elles ne peuvent plus rentrer dans la maison.

L'Œuvre s'efforce de « procurer une condition honnête et lucrative dans la société à celles qui ont donné la preuve d'un retour sincère et complet à une vie meilleure ». Une maison de placement s'occupe spécialement de trouver une place à celles qui sortent de l'asile de la rue Denfert.

Bons Pasteurs de Lourdes et de Charenton.

Les deux derniers refuges que nous signalons, appartiennent à la congrégation du Bon Pasteur, proprement dite, dont la Maison-Mère est Angers. Cette congrégation a en France 37 établissements comptant 2.600 préservées, 2.700 pénitentes et 1.700 religieuses, secondées par 700 converties.

Les jeunes filles hospitalisées au Bon Pasteur se recrutent soit parmi celles qui sont victimes d'hérédités désastreuses, dont la conduite est rien moins qu'édifiante ou dont les parents ne veulent ou ne peuvent se charger, et parmi celles qui vivent dans un milieu malsain. En résumé le Bon Pasteur recueille les jeunes filles qui sont en danger ou qui sont un danger.

L'Administration Pénitentiaire et l'Administration de l'Assistance Publique, confient parfois à certaines maisons quelques pupilles.

Le Bon Pasteur de Lourdes est situé sur la route de Pau, en pleine campagne, aux pieds mêmes des Pyrénées, dont certaines hautes cimes apparaissent au loin. La situation de cet établissement est peut-être unique. Etincelant de lumière et de soleil, entouré de prairies et de champs, jouissant presque d'un éternel

printemps, il est d'un séduisant accueil. Dès qu'on en a franchi la grille, on se trouve au milieu d'un parterre de fleurs des plus variées et des plus odorantes. Seules certaines parties du bâtiment, la disposition et le mot « prison » qui se lit encore au-dessus de la porte de la soute à charbon, rappelle l'ancienne destination de ces murs. Le Bon Pasteur est, en effet, établi dans l'ancienne caserne Nemours, qui fut autrefois un quartier de cavalerie et d'artillerie. On est frappé quand on pénètre dans la maison, de la joie, de l'entrain et de la gaité des enfants. En pourrait-il être d'ailleurs autrement, au milieu de ce site enchanteur, où elles sont l'objet de tant de soins et d'attentions si affectueuses et si délicates ?

Le réfectoire, les salles de travail, la cuisine, très aérés, sont tenus dans un état constant de propreté, grâce aux 50 pensionnaires qui tour à tour sont chargées des soins du ménage. Après la prière et la messe, cette petite ruche s'élance au travail, et selon les goûts et les aptitudes de chacune, qui à la couture, qui à la buanderie, qui aux travaux agricoles ; à la maison sont attenants une immense prairie, un potager et un vaste champ dont le soin incombe aux plus robustes, à celles qui ont besoin de se dépenser. Les travaux de jardinage sont leur partage et elles doivent en outre s'occuper des 10 vaches que possède l'établissement. Ces travaux au grand air, en même temps qu'ils facilitent la « cure morale » réconfortent les santés anémiées, et c'est un plaisir que de voir ces enfants, qui quelques mois plus tôt « ne pouvaient pas manger », se jeter sur le goûter de 10 heures, ou avaler avec grand appétit « le cacao » de 4 heures, que, dans leur bonté, les sœurs leur préparent.

Le point noir, est le départ prématuré de ces enfants que les parents viennent réclamer trop tôt et que l'on ne peut refuser de leur rendre. Parfois cette sortie prématurée est le prélude d'une rechute.

Lorsque les enfants quittent la maison, on s'efforce de leur procurer une place, grâce au concours des bienfaiteurs de la maison.

On leur remet à la sortie un petit trousseau et un modeste pécule. — 70 0/0 environ, des enfants restent en relation avec la maison ; une fois rentrées dans le monde et placées, les anciennes font honneur à leurs mères, et se maintiennent pour la plupart honnêtes et dans le droit chemin, grâce à l'éducation religieuse et professionnelle qu'elles ont reçue.

Le Bon Pasteur de Charenton appartient lui aussi à la Congrégation du Bon Pasteur d'Angers. Nous le prenons comme le type urbain de ce genre d'établissement.

La vie, la discipline, la règle sont les mêmes, à quelques détails près, que celles de Lourdes.

Situé dans la Banlieue Parisienne, il est resserré dans un espace relativement petit. Les cours et les jardins sont forcément peu étendus. La maison, tenue par les pensionnaires, est très simple et très propre. Elle est loin d'avoir l'aspect lugubre et triste que l'on a quelquefois reproché aux Bons Pasteurs. Les enfants sont très gaies : les chants sont presque ininterrompus pendant la journée. Les éclats de rire, et les ébats joyeux des pensionnaires pendant la récréation, prouvent qu'elles ne se déplaisent pas trop dans la maison, grâce à la sollicitude dont elles sont entourées. Qu'elles regrettent leur ancienne liberté, peut-être, mais en peut-il être autrement ?

En dehors des soins ménagers les travaux qui dominant sont la couture, le repassage et le lavage, le jardinage n'en emploie que quelques-unes.

Les dortoirs ne contiennent qu'une vingtaine de lits, et dans les ateliers, les jeunes filles sont groupées par sections d'une dizaine, alors que le nombre total des hospitalisées atteignait,

lors de notre visite, 141 dont une cinquantaine de préservées, une centaine de pénitentes.

Elles quittent l'établissement quand elles veulent — les mineures avec l'assentiment de ceux qui les ont placées — La supérieure déplore que les parents le plus souvent les retirent alors qu'elles n'ont pas encore pu bénéficier de l'éducation ou de la rééducation qui leur est donnée.

Nous ne saurions trop regretter que l'exiguité de ses ressources et le manque de place ne permettent pas au Bon Pasteur de Charenton de faire tout le bien qu'il désirerait et qu'il serait à même de réaliser, par l'éducation religieuse et professionnelle, telles qu'il la donne.

DEUXIÈME PARTIE

Projets et vœux.

Elaboration de la loi du 11 avril 1908.

CHAPITRE PREMIER

LA PROSTITUTION DES MINEURES DANS LES CONGRÈS ET SOCIÉTÉS DE PATRONAGES

Le relèvement des mineures prostituées a été, à plusieurs reprises, l'objet des préoccupations de tous ceux que l'extension de plus en plus grande de la prostitution chez de toutes jeunes filles alarmait.

En 1888, l'Académie de Médecine, au cours d'un grand débat sur la syphilis, était saisie d'un projet de résolution, par M. Théophile Roussel. Ce projet, qui résumait les travaux antérieurs de ce grand philanthrope, était ainsi conçu :

« Toute mineure de 16 ans, rencontrée dans un état habituel de prostitution, est conduite devant le juge de paix, qui décide, suivant les circonstances, si elle doit être, soit remise en liberté, soit rendue à ses parents, soit placée par les soins de l'Administration dans un établissement approprié à sa réforme morale, soit, à raison de son état de santé, soumise à telles autres

mesures qui seraient reconnues nécessaires dans l'intérêt de la santé publique (1). »

L'Académie se contenta d'émettre le vœu suivant :

« L'Académie réclame, des Pouvoirs Publics, une loi sur la Police sanitaire, réglant et fortifiant l'intervention administrative en particulier à l'égard des mineures et permettant d'atteindre la provocation partout où elle se produit (2). »

Quatre ans plus tard, le 27 juillet 1892, M. Ernest Passez entretenait les membres du Comité de défense des enfants traduits en Justice de Paris « du vagabondage et de la prostitution des mineures (3). »

Il demandait au Comité d'adopter les mesures qu'il proposait pour lutter contre la débauche des enfants. Il les résumait ainsi :

... 6° « Le fait de la part d'une mineure de 16 ans de se livrer à la prostitution, après avoir quitté le domicile de ses parents depuis 24 heures au moins, sera assimilé au vagabondage et réprimé comme lui par l'application des pénalités indiquées dans une autre proposition. Les personnes ayant autorité sur les mineures de 16 ans, qui se livrent à la prostitution, seront, comme celles ayant autorité sur le jeune vagabond, citées devant le Juge de Paix pour recevoir des admonitions après la première et la deuxième arrestation de la mineure, et pourront être, à la suite de la troisième arrestation de celle-ci, condamnées à une amende par le Tribunal de police correctionnel (4). »

Dans le système de M. Passez, après leur première arrestation, pour prostitution, les mineures étaient envoyées en correction pendant un mois, par ordonnance du Président du Tribunal

(1) *Bulletin Académie de Médecine*, 1888, t. XIX, p. 392.

(2) *Bulletin Académie de Médecine*, p. 418 et 470 et s.

(3) *Revue Pénitentiaire*, 1892, p. 972.

(4) *Revue Pénitentiaire*, p. 981.

civil, rendue sur réquisition du Procureur de la République. Après leur seconde, l'envoi en correction était prononcé pour 6 mois. Enfin, après la troisième arrestation, les mineures étaient traduites devant le Tribunal correctionnel qui pouvait soit les condamner à l'emprisonnement, soit les envoyer en correction jusqu'à 21 ans.

Les maisons destinées à recevoir les mineures prostituées étaient des maisons spéciales de réforme (1).

La discussion fut très vive au sein du Comité de Défense, qui désigna une commission à l'effet « d'arrêter les termes des résolutions qui seraient, à la rentrée, soumises à l'Assemblée Générale (2) ».

Cette commission se réunit plusieurs fois, sous la présidence de M. le conseiller Félix Voisin. M. Flandin présenta, en son nom, au comité, un rapport dans lequel il concluait simplement au remplacement du 2^e alinéa de l'article 271 du Code pénal par le texte suivant :

« Sont considérés comme étant en état de vagabondage, les enfants âgés de moins de 16 ans, ayant quitté leurs parents, tuteurs, patrons ou surveillants soit pour se livrer à la mendicité, à l'inconduite, ou à la prostitution, soit pour vivre de la prostitution (3) » et il était ajouté :

« Pourront être considérés comme complices du délit et punis comme tels les parents, tuteurs, patrons ou surveillants de l'enfant au-dessous de 16 ans, poursuivi pour vagabondage. »

En vain M. Guillot défendit-il le projet de M. Passez, et insista-t-il pour que l'on n'appliquât pas aux mineurs en état de vagabondage ou de prostitution, les articles du Code Pénal ; en

(1) *Revue Pénitentiaire*, p. 980.

(2) *Rev. Pénit.*, 1892, p. 117 et s.

(3) *Rev. Pénit.*, 1893, p. 70 et s.

vain démontra-t-il la nécessité d'une loi spéciale, permettant d'envoyer ces mineurs dans des établissements spéciaux jusqu'à 21 ans, avec toutefois faculté de libération conditionnelle et de remise à des établissements de bienfaisance ou à des particuliers dans les termes de la loi de 1850 (1).

Rien n'y fit, et le comité rejeta son contre-projet (2).

M. Rollet déposa alors, le 1^{er} mars, la proposition suivante :

« Toutes les fois qu'une fille mineure de 16 ans est arrêtée pour prostitution, le procès-verbal d'arrestation doit être transmis à l'autorité judiciaire qui peut statuer ainsi qu'il suit :

« 1^o Si la prostitution a été excitée, favorisée ou simplement tolérée par les parents, une instance en déchéance de la Puissance Paternelle, doit être introduite contre ces derniers soit par application des articles 334, § 2, du Code pénal et 1^{er} de la loi du 24 juillet 1889, soit par application de l'article 2, § 6, de la loi de 1889.

Des mesures d'assistance sont alors prises à l'égard de la jeune fille.

2^o Si, malgré les efforts des parents, la jeune fille a quitté le domicile paternel et s'est livrée volontairement à la prostitution, elle doit être assimilée à la fille qui se rend coupable de vagabondage, et peut être protégée par les articles 271 § 2 et 66 du Code pénal (3). »

La proposition Rollet fut, elle aussi, renvoyée à l'examen d'une commission (4) dont les conclusions se résument ainsi :

« Les mineures de 16 ans arrêtées pour vagabondage — et la prostitution était assimilée au vagabondage — seront placées

(1) *Rev. Pénit.*, 1893, p. 73.

(2) *Rev. Pénit.*, 1893, p. 212 et s., 339 et s.

(3) *Rev. Pénit.*, 1893, p. 477.

(4) *Rev. Pénit.*, 1893, p. 344.

sous la garde et la surveillance de l'Etat jusqu'à leur majorité, et enfermées dans des établissements spéciaux. Les Parents responsables du vagabondage seront frappés de pénalités (1). »

Le Comité de Défense, après un échange de vues entre ses membres, fit siens les principes émis par sa commission, et les adopta dans leurs grandes lignes.

Il partit de cette idée que doivent être considérés comme vagabonds « les mineurs de 16 ans qui, ayant, sans autorisation ni cause légitime, abandonné le domicile légal de leurs parents ou tuteurs, les lieux où ils sont placés par ceux à l'autorité desquels ils sont soumis ou confiés, sont trouvés, soit errant, soit logeant en garni, soit n'exerçant aucune profession régulière, soit tirant leurs ressources de la débauche ou des métiers prohibés (2) ».

Il estima qu'il ne pouvait être prononcé contre eux aucune peine d'emprisonnement. Les seules mesures à prendre à leur égard étaient de les placer sous la surveillance et la garde de l'Etat, en les envoyant jusqu'à leur majorité dans des établissements de réforme. Leur bonne conduite dans ces maisons pouvait autoriser leur mise en liberté provisoire (3).

La prostitution des mineures fut encore inscrite à l'ordre du jour des séances du Comité de Défense en 1896. L'étude en fut suscitée à nouveau par un remarquable rapport de M. Ferdinand-Dreyfus sur « les réformes proposées et les moyens déjà mis en pratique par le Tribunal de la Seine, pour réprimer la prostitution des filles mineures de 16 ans. »

Après avoir examiné les causes et les remèdes proposés, ceux bien insuffisants alors employés, M. Ferdinand-Dreyfus propo-

(1) *Rev. Pénit.*, 1893, p. 968.

(2) *Rev. Pénit.*, 1893, p. 973, p. 983 et s. Cf. texte voté au Sénat, juillet 1912.

(3) *Sénat, Débats*, 1895, mai.

sait au comité, d'une part, d'approuver les pénalités requises par M. le sénateur Béranger (2) contre les souteneurs, cabaretiers et logeurs qui fournissent aux mineures les moyens de se livrer à la prostitution et contre ceux qui pratiquent la traite des blanches; il réclamait, d'autre part, l'assimilation de la prostitution des mineures au vagabondage (1).

Diverses séances du Comité de Défense furent consacrées à l'étude de ce rapport et la discussion se termina par le vote de deux vœux : l'un demandant une répression énergique contre tous les logeurs ou cabaretiers qui donneraient asile à une mineure pour qu'elle puisse se livrer à la prostitution dans leur établissement; l'autre concernant les diverses mesures à prendre vis-à-vis des prostituées mineures. L'une de celles-ci était la création d'établissements spéciaux de réforme, l'autre « la généralisation de la pratique alors admise par la Préfecture de Police et le Parquet de la Seine en vue de déférer aux Tribunaux, pour être soumises à une instruction judiciaire, les prostituées mineures de 16 ans, quand, n'ayant ni domicile ni d'autres ressources que la débauche, elles peuvent être inculpées du délit de vagabondage (2) ».

« Eclairé par les résultats des mesures appliquées à Paris depuis plusieurs années, grâce à l'accord intervenu entre le Parquet, l'Instruction, et la Préfecture de Police, le Comité de Défense crut devoir maintenir et recommander à l'attention des Pouvoirs Publics les vœux émis dans sa séance du 5 juillet 1893.

Stipulant « que la prostitution même non habituelle des mineures des deux sexes de 18 ans soit assimilée au vagabondage, et en outre que le Tribunal saisi, statuant à huis clos, et qu'il pût ordonner, le défenseur entendu, et suivant les intérêts de

(1) *Rev. Pén.*, 1896, p. 545, 546.

(2) *Rev. Pén.*, 1896, p. 765.

l'enfant ou sa remise à ses parents, s'ils présentaient des garanties suffisantes de moralité, ou sa garde à l'Etat, représenté par l'Administration Pénitentiaire, pour être placé dans les maisons d'éducation correctionnelle spécialement créées à cet effet, et pour y être élevé et retenu pendant tel nombre d'années déterminé par le jugement, sans pouvoir dépasser le moment où l'enfant aura accompli sa 21^e année (1). »

M. Ferdinand Dreyfus attira l'attention du Bureau Central des OEuvres de Bienfaisance, le 20 janvier 1903, sur le nombre de plus en plus considérable et inquiétant des mineures qui se livraient à la débauche, ou de celles qui étaient victimes de la Traite des Blanches. La révélation de certains scandales alors récents avait donné un regain d'actualité à la question. Aussi est-ce à l'unanimité que le bureau adopta le vœu proposé par M. Ferdinand Dreyfus, et demanda que « toutes les fois que des mineures se livrant à la débauche seraient arrêtées par la Police, on applique, si elles ont moins de 16 ans la jurisprudence qui assimile la prostitution au vagabondage et si elles ont plus de 16 ans la loi du 19 avril 1898 (2) ».

Presqu'en même temps — le 4 février 1903, — M. Honnorat, chef de la première division de la Préfecture de Police, signalait au Comité de Défense le flottement qui se produisait, à cette époque, au Petit Parquet, en ce qui concerne les mineures prostituées. A la suite d'un échange de vues avec ses collègues, M. le conseiller Flandin fit une démarche auprès du Procureur de la République, pour lui signaler « les inconvénients pouvant résulter des classements sans suite dans les affaires de vagabondage concernant les mineures prostituées, et le bureau du Comité demanda au Procureur de la République de confier, au-

(1) *Rev. Pén.*, 1896, p. 1070.

(2) *Rev. Pén.*, 1903, p. 207.

tant que possible, au même substitut et au même juge d'instruction ces sortes d'affaires (1) ».

Le Comité de Défense était appelé l'année suivante à s'occuper à nouveau des mesures de protection à prendre en faveur des mineures qui se livrent à la prostitution.

M. Weber, à la suite d'observations de M. Honnorat (2) et de la discussion ouverte sur cette question au conseil municipal de Paris, soumit au Comité les conclusions d'un rapport qu'il avait rédigé sur cette question s'inspirant des propositions et votes antérieurs des diverses assemblées, qui avaient examiné ce grave problème, il proposait, au Comité d'adopter les deux vœux suivants :

I. Que la fille mineure de 18 ans, arrêtée pour prostitution, soit conduite devant le juge de paix, qui décidera suivant les circonstances, si elle doit être rendue à ses parents ou placée par l'Administration dans un établissement approprié à sa réformation morale pour y être retenue soit jusqu'à sa majorité, soit jusqu'à ce qu'elle ait achevé l'apprentissage d'un métier ;

II. Qu'il soit fondé, lorsque le vœu précédent concernant la prostitution des mineures de 18 ans aura été adopté par le Parlement, un établissement spécial dont le régime sera celui d'une institution professionnelle. La réforme morale et physique des jeunes filles qui y seront internées devra être le but constant à poursuivre. Cet établissement ne devra avoir aucun caractère pénitentiaire.

Une infirmerie spéciale pourra y être annexée et devra recevoir les mineures se livrant habituellement à la prostitution et atteintes de maladies vénériennes. (3)

La discussion qui s'ouvrit sur ces vœux et dura plusieurs

(1) *Rev. Pén.*, 1903, p. 213 et s., 402 et s., 581 et s.

(2) *Rev. Pén.*, 1904, p. 466 et 719.

(3) *Rev. Pén.*, 1904, p. 719.

séances, porta notamment sur deux points ; 1° l'âge jusqu'auquel il fallait accorder à la mineure le système de protection préconisé ; 2° la juridiction compétente pour prendre les mesures destinées à sauvegarder la jeune fille.

Sur le premier point, le Comité de Défense était divisé en deux partis presque égaux ; les uns avec M. Lépine, Préfet de Police, estimaient que la loi devait viser non pas seulement les mineures de 18 ans mais encore celles de 21 ans : les autres partageaient l'avis de MM. Rivière et Fernand-Dreyfus, qui déclaraient « chimérique de vouloir protéger les jeunes filles contre la prostitution jusqu'à 21 ans ». Ces derniers eurent la miniorité (13 voix contre 16).

En ce qui concerne la compétence, les uns proposaient le juge de paix, les autres le Président du tribunal civil, d'autres enfin, le Tribunal civil en Chambre du conseil. Ce fut cette juridiction qui définitivement fut admise, étant entendu, que le droit d'appel devait exister, dans une matière aussi grave puisque « une question de liberté individuelle » était en jeu, ainsi que le faisait très justement remarquer M. le professeur Le Poitevin (1).

Le premier vœu proposé par M. Weber, fut donc ainsi accepté par le Comité :

« Le Comité émet le vœu que la fille mineure, arrêtée pour prostitution, soit conduite devant le Tribunal civil, statuant en chambre du conseil, qui décidera suivant la circonstance et, à charge d'appel, si elle doit être rendue à ses parents ou placée, par l'administration, dans un établissement approprié à sa réformation morale, pour y être retenue soit jusqu'à sa majorité, soit jusqu'à ce qu'elle justifie qu'elle peut gagner honorablement sa vie (2). »

(1) *Rev. Pén.*, 1904, p. 719 et s., 800 et s., 957.

(2) *Rev. Pén.*, 1904, p. 957.

Le deuxième vœu fut adopté après une légère modification : au lieu de prévoir la création d'un établissement spécial, le Comité demandait la fondation « d'établissements spéciaux ».

Dans sa séance du 6 février 1907, le Comité de Défense compléta les différents vœux qu'il avait émis, concernant la prostitution des mineures ; il demandait que :

« Dans les colonies destinées aux filles mineures, un quartier spécial soit affecté aux filles, qui, d'après les éléments de l'information, seraient reconnues s'être livrées à la prostitution (1). »

La Société générale des prisons avait demandé à l'un de ses membres les plus éminents et les plus qualifiés pour le faire, M. Albert Gigot, ancien Préfet de Police, une étude sur la Police des mœurs.

M. Albert Gigot, dans la séance du 23 décembre 1903, présenta son rapport sur ce qu'il appelait « le problème social le plus douloureux le plus complexe et le plus troublant (2) »,

La question de la prostitution des mineures fut longuement examinée (3).

Pour coordonner et préciser les conclusions qui résumaient la discussion à laquelle ce rapport donna lieu, le conseil de direction de la Société avait nommé une commission (4).

Celle-ci rédigea alors un projet, dont l'article 2 était ainsi conçu.

« La fille mineure de 18 ans qui se livre à la prostitution sera traduite devant le Tribunal civil siégeant en chambre du conseil (ou à huis-clos), lequel pourra ordonner soit la remise

(1) *Rev. Pén.*, 1907, p. 379 et 380.

(2) *Rev. Pén.*, 1904, p. 37.

(3) *Rev. Pén.*, 1904, p. 49, 56, 57, 66, 201, 210, 217, 218, 221, et s. 253 et s. 531 et s.

(4) *Rev. Pén.*, 1904, p. 699.

de la mineure aux parents ou à une Société de Patronage, autorisée à cet effet ou à l'Administration pour être élevée jusqu'à sa majorité.

« L'action sera intentée par les personnes énumérées dans l'article 3 de la loi du 24 juillet 1889 et conformément à la procédure, organisée par les articles 4, 5, 6 et 7 de la dite loi (1). »

L'une des questions inscrites à l'ordre du jour du sixième Congrès national du Patronage des Libérés, tenu à Rouen, au mois de juin 1905, était : « Du patronage des filles prostituées mineures de 18 ans. »

Plusieurs rapports furent présentés, par le Dr Drouineau, P. Flandin, et M. M^{mes} de Schlumberger et Maillard.

Le rapport général fut confié à M. Albert Gigot, et la discussion des mesures proposées se poursuivit animée, tant en section qu'en assemblée générale.

Le Congrès adopta le vœu suivant :

« Tout mineur saisi en état habituel de prostitution sera conduit devant le Tribunal civil, qui, statuant en chambre du conseil ordonnera, suivant les circonstances, sa remise à ses parents ou son envoi dans un établissement public ou privé, dans les conditions instituées par la loi du 5 août 1850, pour y être retenu soit jusqu'à sa majorité, soit jusqu'à ce qu'il ait achevé l'apprentissage d'un métier.

« Ces établissements d'assistance privée, créés pour recevoir des mineurs dans les conditions sus-indiquées, recevront le prix de journée accordé aux Pupilles de l'Assistance Publique.

« L'action du patronage doit s'exercer aussi bien sur les filles atteintes de maladies vénériennes que sur les autres ; les sociétés doivent, dans le cas où elles ne pourraient avoir d'infirmerie

(1) *Rev. Pén.*, 1904, p. 704.

spéciale, s'assurer que les soins nécessaires seront donnés à leurs protégées dans des conditions qui ne nuisent pas à leur relèvement moral (1). »

Le quatrième Congrès international des patronages, qui s'ouvrit à Liège, un mois plus tard, le 8 août 1905, émit le vœu suivant sur l'insistance de M. Honnorat :

Le Congrès fait sien le vœu exprimé par les conférences internationales, tenus à Bruxelles en 1899 et 1902 :

« De voir les gouvernements user de tous leurs pouvoirs en vue de la suppression absolue de toute prostitution de filles en état de minorité civile » (2).

Ce n'était d'ailleurs pas la première fois que cette question était inscrite à l'ordre du jour des congrès pénitentiaires.

A diverses reprises, ils avaient, émus de l'étendue du mal, formulé des vœux, tendant à le combattre.

Il faut notamment citer le vœux du cinquième Congrès pénitentiaire international tenu à Paris et ainsi libellé :

1° Elever jusqu'à 15 ans, l'âge auquel la séduction est considérée comme un attentat aux mœurs.

2° Multiplier les écoles de réforme, asiles, refuges ou autres établissements du même genre, destinés aux jeunes filles mineures qui ont commis des fautes contre les mœurs.

3° Reconnaisant l'influence de l'éducation religieuse sur la moralité publique, le Congrès insiste pour que l'on respecte le rôle important qui doit toujours lui être réservé.

4° Tout mineur de l'un ou l'autre sexe, âgé de moins de 18 ans, saisi en état habituel de prostitution sera conduit, après instruction ou enquête devant un Tribunal, qui, suivant les circonstances, ordonnera sa remise à ses parents ou son envoi,

(1) *Compte rendu du Congrès et Rev. Pén.*, 1905, p. 963 et s.

(2) *Rev. Pén.*, 1905, p. 1273.

jusqu'à la majorité civile, dans tels établissements de correction d'éducation ou de réforme, ou telle famille honorable qu'il désignera.

Le deuxième vœu, a été l'adoption d'une proposition de M. le comte d'Haussonville et la troisième d'une de M. Ballière.

Cette dernière, notamment, « fut accueillie avec une extrême faveur (1) ».

(1) 5^e Congrès Pénitentiaire, *Compte Rendu*, p. 7 et 768.

CHAPITRE II

LA PROSTITUTION DES MINEURES AU CONSEIL MUNICIPAL DE PARIS

Le Conseil municipal ne fut pas le dernier, et à juste titre, à se préoccuper de la prostitution des mineures.

Le 11 décembre 1876, il nommait une commission qui devait étudier l'éternelle question de la prostitution, et rechercher les moyens de la combattre efficacement, tant chez les mineures que chez les majeures (1). La commission ne commença réellement ses travaux que le 27 janvier 1879 et les continua pendant plus d'un an. — Elle avait examiné avec soin les mesures que l'on pourrait prendre utilement pour tenter le relèvement des mineures déchuës. Mais elle cessa de se réunir le 23 février 1880, étant au nombre des commissions spéciales dont le Conseil venait de voter la suppression.

Malgré cette mesure, le Conseil décidait, le 20 décembre 1882, que trois propositions déposées par MM. Yves Guyot, Cattiaux et Levraud, relatives à « une nouvelle organisation du traitement des maladies vénériennes », seraient renvoyées à l'ancienne commission de la police des mœurs.

(1) Au mois de novembre 1876, le Conseil avait déjà nommé une commission spéciale de la Police des Mœurs. Mais cette délibération avait été annulée le 6 décembre par M. de Marcère, sur la proposition de M. le Préfet de Police Voisin.

Celle-ci reprit donc ses travaux et les termina par le dépôt, le 16 avril 1883, d'un rapport de M. le docteur Fiaux (1).

Après avoir constaté le manque de protection vis-à-vis des mineures, la commission émettait le vœu que la police exerçât une surveillance de plus en plus active sur les hôtels garnis et sévît contre les logeurs qui sont de véritables complices de la débauche des mineures (2).

Elle proposait, en outre, de faire pour les enfants abandonnées de leurs parents ou élevées par eux dans des conditions telles qu'elles sont fatalement vouées à la prostitution, ce que l'on avait déjà décidé pour les enfants assistés et moralement abandonnés (3). Il s'agissait de faire de ces pupilles de la prostitution et du vol, des jeunes filles honnêtes, laborieuses, et propres à gagner leur vie et à devenir de bonnes mères de familles (4).

Pour cela, il suffisait de substituer l'action exclusive de l'Assistance Publique à l'état des choses alors actuel.

En conséquence, la commission approuvait le projet de délibération suivant :

ART. I^{er}. — Le service de la Police des mœurs est supprimé ainsi que toutes ses annexes.

ART. III. — L'Administration de l'Assistance Publique est invitée à procéder dans le plus bref délai :

« 4° A l'extension du service des enfants et filles mineures

(1) Rapport de M. Fiaux, Conseil municipal, année 1882, n° 26.

(2) Rap. Fiaux, p. 114.

(3) Conseil général de la Seine. Rapport fait au nom de la 3^e commission par le Dr Thulié (Budget de 1883). Séance du 26 décembre 1882, (3^e session de 82, *Procès-Verbaux*, p. 588 et s).

(4) Rap. Fiaux, p. 112.

moralement abandonnés en vue de prévenir le recrutement de la prostitution (1). »

La Commission avait arrêté à 18 ans, l'âge auquel la protection devait être accordée, car cet âge lui parut « offrir à une tutelle moralisatrice une durée assez longue pour que l'enfant fût ramenée au bien et armée contre la paresse et le vice (2) ».

Il était, en outre, entendu que « par un triage préalable la moralité des enfants destinés à vivre ensemble serait adéquate ». Trois classes seraient formées : la première comprendrait les jeunes filles dont « l'honnêteté serait intacte » — la deuxième, celles « ayant besoin d'une surveillance plus étroite » — la troisième étant réservée à celles « dont la moralité aurait besoin d'être redressée (3) ».

Ce rapport ne vint jamais en discussion.

Le 30 décembre 1884, MM. Levraux et Paul Strauss, ainsi que M. Despres, déposaient diverses propositions ayant pour but la réorganisation des services sanitaires relatifs à la prostitution — Ces propositions furent renvoyées à l'examen de la commission compétente.

Celle-ci ne se mit au travail que près de deux ans plus tard, mais se livra pendant quatre années à une étude approfondie de la question, qui fut condensée dans un rapport déposé par M. Richard le 18 mars 1890 (4).

Un des chapitres, et non des moindres, est consacré à la « Protection qu'il convient d'accorder aux filles mineures ».

M. Richard et la Commission étaient partis de cette idée « qu'il fallait non pas imposer aux jeunes prostituées un régime répressif, mais leur donner un traitement sanitaire et moral

(1) Rap. Fiaux, p. 122 et 123.

(2) Rap. Fiaux, p. 115.

(3) Rap. Fiaux, p. 116.

(4) Conseil Municipal. Rapports, 1890, Rap., n° 19.

destiné à sauver toutes celles chez lesquelles il reste encore de bons sentiments (1) ».

Ils soumettaient, en conséquence, au Conseil un projet de délibération, où nous trouvons les dispositions suivantes :

« ART. II. — L'inscription est maintenue pour les filles majeures seulement.

ART. X. — Les filles mineures se livrant d'habitude à la débauche, reconnues atteintes de maladies vénériennes, pourront être internées dans un établissement hospitalier autre que celui prévu à l'article VI — [c'est-à-dire destiné aux filles inscrites —] et y être retenues jusqu'à complète guérison.

ART. XI. — Il y a lieu de fonder pour les filles mineures, en état de vagabondage immoral, originaires du département de la Seine, un établissement spécial où elles pourront être retenues jusqu'à leur majorité.

Le régime de cet établissement, qui devra être rattaché au service des moralement abandonnés, sera celui d'une institution d'éducation professionnelle. La réforme morale et physique des jeunes filles qui y seront internées devra être le but constant à poursuivre. Cet établissement ne devra avoir aucun caractère pénitentiaire.

Une infirmerie spéciale pourra y être annexée et devra recevoir les filles mineures dont la situation a été prévue à l'article X (2) ».

M. Richard demandait, en outre, dans son rapport au Conseil municipal, d'émettre ces deux vœux :

« 1° Que le Parlement adopte, dans le plus bref délai possible, le projet de loi Roussel déjà voté par le Sénat et qui assimile

(1) Rap. Richard, p. 97 et s.

(2) Rap. Richard, p. 113.

les mineures prostituées aux mineures abandonnées ou délaissées.

« II^o Qu'il y ajoute :

« Toute fille mineure de 16 ans, rencontrée dans un état habituel de prostitution, est conduite devant le juge de paix, qui décide, suivant les circonstances, si elle doit être, soit remise en liberté, soit rendue à ses parents, soit placée par les soins de l'Administration dans un établissement approprié à sa réformation morale, soit, à raison de son état de santé, soumise à telles autres mesures qui seraient reconnues nécessaires dans l'intérêt de la santé publique (1). »

Ce fut le 9 juillet que l'ordre du jour appela la discussion de ce rapport.

M. le Préfet de Police proposa à l'Assemblée d'adopter un contre-projet ainsi conçu :

« Les filles ou femmes mineures ne pourront être inscrites soit d'office, soit sur leur demande, que par décision de la Commission spéciale constituée par l'arrêté du 15 octobre 1878. »

Et « sont inscrites d'office les filles trouvées à plusieurs reprises racolant sur la voie publique, lorsqu'à la visite elles auront été reconnues atteintes d'une maladie vénérienne. »

Les mineures reconnues malades avant l'inscription seront envoyées d'urgence dans un service d'hôpital distinct de celui affecté aux prostituées (2). »

Plusieurs membres du Conseil protestèrent véhémentement contre l'inscription des mineures qu'ils déclaraient inadmissible et l'un d'eux, M. Strauss, repoussant cette proposition

« (1) Cf le vœu présenté le 13 mars 1888, à l'Académie de Médecine, par M. Th. Roussel.

(2) *Procès-Verbaux* des séances du Conseil municipal, 9 juillet 1890. p. 77.

du Préfet de police disait : « Le maintien provisoire de l'inscription des mineures ne saurait être accepté par le Conseil municipal. Ce ne sera pas la première fois, d'ailleurs, que nous établirons par un vote que les prostituées mineures doivent rentrer dans le service des enfants moralement abandonnés (1). »

Et l'idée qui domina tout le débat, fut celle qui avait inspiré la Commission.

« Il fallait protéger la jeune fille, ou tenter son relèvement si elle était tombée dans la débauche :

« Lorsqu'il s'agit de filles mineures, disait M. Rouannet, nous avons un devoir de protection social à remplir et des intérêts moraux supérieurs à sauvegarder. Ce devoir de protection, ces intérêts moraux supérieurs, je crois que le Conseil n'a pas le droit de les désertier... Je suis convaincu que les mesures aptes à relever la moralité de la classe ouvrière constituent un remède qu'on me paraît avoir singulièrement oublié dans ce débat (2). »

Le Conseil approuva, en conséquence, la proposition de M. Levrault, confirmant celle de la Commission. « Je demande également, disait-il, — et M. le Préfet de Police ne demande pas mieux — que l'on fasse appel à la loi Roussel pour les mineures. Je sais que souvent la corruption de ces filles est profonde et ceux qui ont assisté à des interrogatoires de fillettes de 14 et 15 ans ont été stupéfaits de leurs réponses. Cependant on peut, on doit même espérer en raison même de leur jeunesse, en les enlevant au milieu épouvantable dans lequel elles se gangrènent chaque jour de plus en plus, pour les placer dans des écoles de réforme qui confinent au service des moralement

(1) *Procès-Verbaux*, des séances 1890, p. 148.

(2) *Procès-Verbaux* des séances du Conseil, juillet 1890, p. 120.

abandonnés, on doit espérer, dis-je, que l'on en sauvera quelques-unes (1). »

Quelques objections furent faites, notamment par M. Lyon-Alemand :

« Dire que la femme mineure qui vit de la prostitution peut être internée dans une maison quelle qu'elle soit, fût-ce la pension la mieux installée, et dût-elle y être traitée comme une princesse, dire cela, c'est émettre une affirmation dangereuse, c'est ouvrir la porte à l'arbitraire et au plus détestable des arbitraires : celui qui met à l'abri des conséquences d'une faute l'homme qui en est l'auteur et le débarrasse de la femme qui le gêne et qui n'est souvent que sa victime... car, prévoyait-il, cette jeune fille qui a un amant, qui n'est pas une prostituée, pourra fort bien être internée dans la maison de réforme en question, parce qu'elle gêne la famille de celui qui est son amant et qui peut-être l'a séduite (2). »

Mais les craintes de M. Lyon-Alemand n'étaient pas fondées : le principe de l'internement de la mineure prostituée en vue de son relèvement fut maintenu par le Conseil municipal, qui, dans sa séance du 18 juillet, vota les mesures proposées, par la Commission, pour la réformation morale des jeunes filles (3).

L'ensemble du projet relatif à la prostitution fut rejeté par 35 voix contre 23.

M. Strauss trouvant alors qu'il était indispensable de sauver du naufrage une proposition sur laquelle le Conseil serait unanime, déposa alors le vœu suivant, qui fut adopté :

« Le Conseil est d'avis qu'il y a lieu de fonder pour les filles mineures en état de vagabondage immoral, originaires du départ-

(1) *Procès-Verbaux*, des séances 1890, p. 115.

(2) *Procès-Verb.*, des séances 1890, 11 juillet, p. 118.

(3) *Procès-Verb.*, des séances 1890, 18 juillet, p. 199 et 201.

tement de la Seine, un établissement spécial, qui devra être rattaché au service des moralement abandonnés.

« Une infirmerie pourra y annexée et devra recevoir les filles mineures se livrant d'habitude à la prostitution et reconnues atteintes de maladies vénériennes (1) ».

Ce vœu resta lettre morte.

Le Conseil municipal fut, en 1903, à la suite de l'affaire Forisier, amené à étudier encore une fois « l'angoissant problème de la prostitution » et à rechercher les solutions qu'il convenait de donner.

Le 11 mai, il émettait le vœu « que des réformes profondes et décisives soient introduites d'urgence dans l'organisation de la Police des mœurs » et il invitait la 2^e Commission à procéder à une réglementation du service des mœurs à la Préfecture de Police « de façon à enlever tout caractère pénal aux mesures qui pourraient être prises contre les prostituées pour la protection de la santé publique ».

Les Travaux de la 2^e commission commencés presque aussitôt, avancèrent aussi rapidement que consciencieusement : nombre des personnes qui pouvaient sur un point quelconque, fournir quelques renseignements utiles furent entendues par la Commission, qui avait en outre chargé quelques-uns de ses membres d'enquêtes tant en France qu'à l'Etranger. Bien que traitant la question de la prostitution dans son ensemble, la Commission avait spécialement étudié les mesures de protection et de sauvegarde à prendre à l'égard des mineures.

Aussi, dans le rapport que déposait, le 24 février 1904, M. Turot, trouve-t-on le projet de vœu suivant :

« Le Conseil émet le vœu :

(1) *Procès-Verb.* des séances, 1890, 18 juillet, p. 207 et 208.

1° Que le Parlement adopte dans le bref délai possible le projet de loi Roussel, déjà voté par le Sénat, et qui assimile les mineures prostituées aux mineures abandonnées ou délaissées ;

2° Qu'il y ajoute la disposition suivante :

« Toute mineure de plus de 16 ans, rencontrée dans un état habituel de prostitution, est conduite devant le juge paix, qui décide, suivant les circonstances, si elle doit être : soit remise en liberté, soit rendue à ses parents, soit placée, par les soins de l'Administration, dans un établissement approprié à sa réformation morale (1) ».

Ainsi qu'un projet de délibération ainsi conçu :

Le Conseil délibère :

1° Il y aura lieu, dès que le projet de loi Roussel sera voté par le Parlement, de fonder, pour les filles mineures en état de vagabondage immoral, un établissement spécial où elles pourront être retenues jusqu'à leur majorité.

Le régime de cet établissement, qui devra être rattaché au service des moralement abandonnés, sera celui d'une institution d'éducation professionnelle.

La réforme morale et physique des jeunes filles qui y seront internées devra être le but constant à poursuivre. Cet établissement ne devra avoir aucun caractère pénitentiaire.

Une infirmerie spéciale pourra y être annexée et devra recevoir les filles mineures se livrant habituellement à la prostitution et atteintes de maladies vénériennes.

2° La mise en carte des mineures est interdite et la radiation de toutes les mineures déjà inscrites doit être effectuée sans retard.

(1) Rap. Turot, p. 147.

M. Turot avait été nommé rapporteur général, M. Méthouard et M. Quentin avaient été chargés de rédiger, l'un un rapport sur les questions de la Police des mœurs, l'autre sur les maisons closes.

La discussion commencée dans la séance du 14 mars se poursuivit le 16 et le 18 (1).

Tout le monde fut d'accord pour décider qu'il était nécessaire et urgent de mettre un terme à la prostitution des mineures.

M. le Préfet de Police dans le contre-projet qu'il avait formulé au cours de la discussion reprenait, en ce qui touche les mineures, les conclusions de la commission, sauf modification sur un point. Dans le projet Lépine, le juge de paix devant lequel était traduite la mineure ne pouvait pas la remettre en liberté.

Ce fut à cette dernière opinion que le Conseil se rallia, dans le vœu qu'il émit et qui était aussi libellé :

Le Conseil émet le vœu :

Qu'il soit statué par une loi ou par un règlement d'Administration publique, sur la Police des mœurs, suivant les données ci-après :

« La fille mineure arrêtée pour fait de prostitution est conduite devant le juge de paix, qui décide, suivant les circonstances, si elle doit être rendue à ses parents ou placée par l'Administration dans un établissement approprié à sa réformation morale pour y être retenue soit jusqu'à sa majorité, soit jusqu'à ce qu'elle ait achevé l'apprentissage d'un métier. »

Il adoptait également la délibération suivante :

« Il y aura lieu de fonder, dès que le vœu concernant la prostitution des mineures sera adopté par le Parlement, un établissement spécial, dont le régime sera celui d'une institution professionnelle.

« La réforme morale et physique des jeunes filles qui y seront internées devra être le but constant à poursuivre.

« Cet établissement ne devra avoir aucun caractère pénitentiaire.

(1) *Compte Rendu* des séances de 1504, t. I.

Une infirmerie spéciale pourra y être annexée et devra recevoir les filles mineures se livrant habituellement à la prostitution et atteintes de maladies vénériennes ».

Dès le 16 mars, il était décidé que, quelles que soient les décisions du Conseil sur la nouvelle organisation de la Police des mœurs, les mineures ne pourraient jamais étre mises en carte.

CHAPITRE III

LA PROSTITUTION DES MINEURES DEVANT LE PARLEMENT

Le 27 janvier 1881, M. Théophile Roussel déposait sur le bureau du Sénat une proposition de loi sur la « Protection des enfants abandonnés, délaissés ou maltraités (1) ».

Elle fut renvoyée à l'examen d'une commission qui eut à connaître également d'un projet déposé le 8 décembre par M. Cazot, ministre de la Justice, sur la « Protection de l'Enfance (2) ».

La question de la prostitution des mineures fut soulevée au sein de la Commission dès la séance du 20 juillet, à la suite d'une lettre adressée à l'un des commissaires par un fonctionnaire municipal.

Il signalait le cas d'une toute jeune fille placée à 13 ans, comme bonne, et dont les parents se désintéressaient complètement. Deux ans plus tard, elle venait demander son inscription sur les registres de la prostitution. Le maire fit alors de pressantes démarches auprès des parents, de l'Assistance Publique, du Parquet pour obtenir qu'ils veuillent bien s'occuper de la jeune fille, et empêcher à tout prix son inscription. Mais ce fut en vain, et il fallut, pour la santé publique, en passer par où voulait cette enfant (3).

(1) Sess. Ordinaire, 1881, *Impressions*, n° 5.

(2) Sess. Extraord., 1881, *Impressions*, n° 67.

(3) Sénat, 1882, *Impressions*, n° 451, 2°, p. cxxxii et cxxxiii.

Emue de telles révélations, la Commission, sur l'initiative de M. Fallières, proposa d'ajouter au questionnaire de l'enquête qui, par ses soins, se poursuivait alors, une treizième question relative à la prostitution des mineures (1).

En même temps, M. Schœlcher, s'inspirant d'un acte du Parlement anglais du 2 août 1880, d'après lequel « toute mineure logeant, vivant ou résidant avec des prostituées notoires, ou fréquentant leur compagnie, est placée, de ce fait, sous le régime des Ecoles Industrielles » (2), proposait à la Commission d'ajouter à l'article 3 de la proposition qui lui était soumise un alinéa ainsi conçu :

« Est assimilée à la mineure délaissée, la mineure de 16 ans qui est rencontrée se livrant à la prostitution ou logeant, résidant ou vivant habituellement avec des prostituées ou dans une maison habitée par des prostituées (3). »

Cette disposition permettait de prendre à son égard certaines mesures provisoires la retirant du milieu dangereux dans lequel elle se trouvait (4).

La majorité de la Commission crut devoir, malgré les efforts de M. Théophile Roussel, repousser cette motion, à cause « des difficultés auxquelles donneraient lieu le vote et l'exécution du paragraphe additionnel qui était proposé » et décider « d'écarter provisoirement cette question qui pourrait être utilement l'objet d'un projet de loi spécial (5) ».

Lorsque la Commission se prononça en ce sens, elle ne possé-

(1) Sénat, 1882, *Impressions*, n° 451, 2°, p. cxxxiv.

(2) Sur le rôle de M. Schœler. Voir Sénat, 1906, *Ses. ord. Imp.*, n° 36, p. 5.

(3) Sénat, 1882, *Impressions*, n° 451, 1°, p. 35.

(4) Sénat, 1882, *Impressions*, n° 451, 1°, p. 302 ets.

(5) Sénat, 1882, *Impressions*, n° 451, 1°, p. 35.

ne dait pas encore tous les éléments d'appréciation fournis dans la suite par l'enquête (1).

M. Théophile Roussel déposa son fameux rapport dans la séance du 25 juillet 1882 (2).

Le débat sur les questions qu'il soulevait s'ouvrit le 28 avril de l'année suivante et se prolongea jusqu'à la fin de juillet (3).

Au cours de la discussion, le 18 mai, M. de Gavardie proposait l'amendement suivant :

« Le mineur délaissé est celui que ses parents, tuteur ou ceux à qui il est légalement ou régulièrement confié laissent dans un état de prostitution, de vagabondage ou de mendicité. »

Il précisait ainsi la portée de sa proposition : « Si je n'ai pas reproduit, disait-il, les expressions de l'article 3 qui parle de mendicité habituelle et de vagabondage habituel, c'est pour une raison bien simple : il faut toujours, comme je le disais, parler une langue correcte et précise : la langue du droit, où le mot mendicité signifie habitude de mendicité, et celui de vagabondage, habitude de vagabondage ; on ne doit donc pas employer ces termes « état habituel », puisque les mots qui les suivent, impliquent eux-mêmes l'habitude.

« Il en résulterait en outre cet inconvénient qu'on pourrait, par une confusion très facile, faire de l'habitude une condition nécessaire de la prostitution alors que très certainement vous ne pensez pas qu'une mineure ait besoin d'être dans un état habituel de prostitution pour être placée sous la protection de l'autorité (4). »

M. Théophile Roussel demanda au Sénat, se faisant l'inter-

(1) Sénat, 1882, *Impressions*, n° 451, 2^e, p. cxxxii.

(2) Sénat, *Impressions*, sess. ord., 1882, n° 451.

(3) Séances du 28 avril, 1, 10, 17, 19, 21, 22, 24, 26 mai, 2, 12 juin 1883.

(4) Séance du 18 mai.

prête de la Commission, d'ajourner l'examen de cet article, quitte à reprendre cette question dans des « conditions autres que celles du présent débat ». M. de Gavardie, sur la promesse du président de la Commission, que « cette dernière délibérerait sur toutes les propositions qui lui seraient soumises », retira son amendement (1).

Le 12 juin, après avoir voté les derniers articles, le Sénat décida de passer à une seconde délibération (2).

La Commission, de son côté, déclara vouloir revoir le projet dans son ensemble et examiner, comme elle s'y était engagée, tous les amendements qui lui seraient proposés.

Elle fut alors saisie par M. Bérenger d'une proposition de loi contenant notamment les dispositions suivantes :

« Tout mineur de moins de 16 ans, trouvé sur la voie publique en état d'abandon, de vagabondage ou de mendicité habituels, ou de prostitution, peut être appréhendé et conduit dans un établissement de bienfaisance ou confié à un particulier qui en accepte la garde. L'Etablissement ou la personne qui a recueilli le mineur doit en donner avis dans les 24 heures au maire de sa résidence, lequel informe immédiatement le Procureur de la République, le préfet et les parents s'il y a lieu (3).

« Le mineur non trouvé sur la voie publique, mais signalé comme n'étant l'objet d'aucune surveillance de la part de ses parents ou tuteur ou comme étant victime soit de sévices, soit d'injures graves, soit d'excitation criminelle peut, sur une décision du juge de paix, rendue contradictoirement avec ceux qui ont autorité sur sa personne ou ceux-ci dûment appelés et sur la poursuite du Procureur de la République ou du maire,

(1) Même séance.

(2) Séance du 12 juin.

(3) Sénat, *Impress.*, sess. ord. de 1883, n° 232.

être conduit dans un établissement de bienfaisance ou confié à une personne désignée par le magistrat (1) ».

La Commission n'adopta pas ces propositions mais, après un examen approfondi de la question, présenta un nouveau projet renfermant les articles suivants :

« ART. 3. — Le mineur délaissé est celui que ses parents, tuteur ou ceux à qui il est confié laissent dans un état habituel de mendicité, de vagabondage ou de prostitution. »

« ART. 5. — Tout agent de l'autorité qui rencontre sur la voie publique un mineur de 16 ans de l'un ou l'autre sexe, dans une des conditions énoncées aux articles précédents, le conduit ou le fait conduire, dans le plus bref délai, devant le juge de paix, qui décide si le mineur doit être placé sous la protection de la loi.

Aussitôt après la décision du juge l'enfant recueilli est, à la diligence du préfet, du sous-préfet ou du maire, confié provisoirement à la garde, soit de l'Assistance Publique, soit d'une association de bienfaisance, d'un orphelinat ou d'un autre établissement autorisé, soit d'une personne recommandable, jusqu'à ce qu'il ait été statué sur son sort ».

Dans les trois jours le juge transmet sa décision au Procureur de la République, afin qu'il puisse exercer les droits qui lui sont réservés.

Les mesures concernant le placement définitif sont prises par le Préfet assisté d'un « Comité départemental de protection » (art. 6 et s.).

Le Sénat adopta sans discussion ces diverses propositions (2).

Transmis à la Chambre des députés par M. Martin Feuillée, le

(1) Sénat, sess. Ord., 1883, *Impress.*, n° 232.

(2) Séance des 6 et 10 juillet 1883.

27 juillet (1), ce texte fut l'objet d'un rapport favorable de M. Gerville-Réache. La Commission de la Chambre y apporta pourtant de légères modifications (2).

N'ayant pu venir en discussion avant la fin de la législature, M. Gerville-Réache reprit les conclusions de son rapport sous forme de proposition de loi qu'il déposa sur le bureau de la Chambre le 13 juillet 1886 (3).

Le rapport sommaire de M. Escande, qui concluait à la prise en considération de cette proposition (4), fut adopté le 20 novembre 1886.

Entre temps le gouvernement, après avoir soumis la question à l'examen du Conseil supérieur de l'Assistance Publique et du Conseil d'Etat, déposait un nouveau projet le 22 décembre 1888 (5).

« La perspective d'un accroissement de dépenses, était-il dit dans l'Exposé des motifs, l'impossibilité où l'on se trouvait d'évaluer cette augmentation de charges, ont empêché la discussion de la proposition... Nous croyons dès lors répondre à la pensée de la Chambre et au vœu de l'opinion en proposant de scinder le projet de loi, de régler immédiatement les dispositions qui doivent mettre un terme aux abus les plus graves...

« Protéger les enfants contre les parents indignes en prononçant à l'égard de ces derniers la déchéance de la puissance paternelle ; procurer aux administrations publiques, aux associations de bienfaisance, aux personnes charitables, le moyen légal de pourvoir efficacement et avec sécurité à l'éducation des enfants qu'elles recueillent, enfin régler la dévolution à l'Assistance

(1) Ch. des Députés, sess. ordinaire de 1883, *Impressions*, n° 2214.

(2) Ch. des Députés, sess. ordinaire de 1884, *Impressions*, n° 2823.

(3) Ch. des Députés, sess. ordinaire de 1886, *Impressions*, n° 1081.

(4) Ch. des Députés, sess. extraord., 1886, *Impressions*, n° 1239.

(5) Ch. des Députés, sess. extraord., 1888, *Impressions*, n° 3389.

Publique de la puissance paternelle, retirée aux parents ou délaissée par eux, tels sont les objets de notre projet (1). »

La Commission se rangea à l'avis du gouvernement et, « en vue de hâter le vote du projet, abandonna le texte de la proposition de M. Gerville-Réache qu'elle avait déjà adopté et ralliée au projet du gouvernement (2). »

Voté par la Chambre des députés le 25 mai 1889, le projet le fut également par le Sénat le 13 juillet suivant, la Commission sénatoriale ayant dû « à son grand regret, pour ne pas empêcher d'aboutir la réforme entreprise, pour partie abandonner les projets ou propositions précédentes (3). »

La question de la prostitution des mineures avait donc été ajournée.

Elle ne fut reprise que quelques années plus tard à la Chambre des députés, par M. Georges Berry qui déposait le 23 novembre 1894, à la suite d'un consciencieux et documenté rapport, une proposition dont l'article 12 était ainsi libellé :

« Toute mineure rencontrée dans un état habituel de prostitution sera conduite devant le juge de paix qui décidera, suivant les circonstances, si elle doit être soit remise à ses parents, soit placée par les soins de l'Administration dans un établissement approprié à sa réformation morale, soit, à raison de son état de santé, soumise à telles autres mesures qui seraient reconnues nécessaires dans l'intérêt de la santé publique (4). »

Cette proposition qui ne vint jamais en discussion, avait été précédée de quelques mois par un texte analogue soumis au Sénat par M. Béranger. Le 27 avril 1894, celui-ci avait déposé une proposition de loi sur la prostitution et les outrages aux

(1) Chambre des Députés, sess. extr., 1888, *Impressions*, n° 3389.

(2) Chambre des Députés, sess. ord., 1889, *Impressions*, n° 3481.

(3) Rap. de M. Roussel, séance du 10 juillet.

(4) Chambre des Députés, *Impressions*, 1894, n° 1013, p. 99.

bonnes mœurs (1), qu'il faisait bientôt suivre d'une rédaction nouvelle dans laquelle l'article 4 était consacré aux jeunes prostituées.

« Toute mineure de 18 ans, disait-il, saisie en état de prostitution, sera conduite devant le Tribunal correctionnel, réuni en Chambre du conseil qui ordonnera, suivant les circonstances, sa remise à ses parents ou son envoi jusqu'à sa majorité, dans les conditions prévues par la loi du 5 août 1850, dans tel établissement de correction, d'éducation ou de réforme, ou telle famille honorable qu'il désignera (2). »

La Commission nommée par le Sénat à l'effet d'examiner cette proposition, s'inspirant de tous les travaux antérieurs sur la question, soumit à la Haute Assemblée le texte suivant :

« Tout mineur de 18 ans, saisi en état habituel de prostitution sera conduit, après instruction ou enquête, devant le Tribunal correctionnel, qui ordonnera, suivant les circonstances, sa remise à ses parents, son envoi jusqu'à sa vingtième année, dans les conditions prévues par la loi du 5 août 1850, dans tel établissement de correction, d'éducation ou de réforme, ou telle famille honorable qu'il désignerait ou sa remise à l'Assistance publique dans les termes de la loi du 24 juillet 1889 (3). »

Jusqu'à quel âge la saisie des mineures prostituées devait-elle être permise ? Telle était la première question qui avait été soulevée au sein de la Commission. Plusieurs avis avaient été émis et avaient réuni chacun un certain nombre de partisans. La Commission fixa l'âge de 18 ans, car « arrêter l'action de la loi à la seizième année aurait été en borner singulièrement les effets » ; d'autre part, aller jusqu'à la majorité « aurait été se mettre trop en contradiction avec la loi pénale, qui admettait

(1) Sénat, *Impressions*, 1894, n° 81.

(2) Sénat, *Impressions*, 1895, n° 50, p. 65.

(3) Sénat, *Impressions*, 1895, n° 50, p. 51.

alors la pleine responsabilité de l'individu à partir de 16 ans (1). »

La Commission a cru devoir ensuite donner compétence au Tribunal correctionnel, ainsi que le proposait M. Béranger. Elle préférait cette compétence à celle du juge de paix, préconisée par des propositions antérieures, car disait le rapporteur : « Ce n'est point trop des garanties résultant de la pluralité des juges, de l'expérience et de la fermeté des magistrats d'un ordre plus élevé et de la présence du Ministère Public, pour statuer sur le sort d'un enfant pendant des années et priver des parents de l'autorité qu'ils tiennent de la loi (2). »

La Commission rejeta la comparution devant la Chambre de Conseil et décida que les mineures seraient jugées en audience publique, « les droits de la défense étant ainsi mieux sauvegardés ».

La comparution devait être nécessairement précédée d'une instruction et d'une enquête pour « éclairer entièrement le juge sur le degré de moralité de l'inculpé et de sa famille et sur l'opportunité des mesures à prendre à son égard ».

Enfin, il était spécifié et décidé, et cela après un vif débat, que le fait donnant lieu à la poursuite était non pas la prostitution sur la voie publique, ce qui impliquerait l'acte même unique, mais « l'état habituel de prostitution, cet état ne fût-il pas public ».

Le débat sur ce rapport de la Commission s'ouvrit le 27 mai 1895. M. le Garde des sceaux dès la séance suivante, sans toutefois proposer comme jadis (3) au Sénat de se former en co-

(1) Sénat, *Impressions*, 1895, n° 50, p. 27.

(2) Sénat, *Impressions*, 1895, n° 50, p. 28.

(3) En 1865, le Sénat avait été saisi de deux pétitions ayant pour objet, l'une « l'extinction de la Prostitution » (pétition du Dr Jules Mengy, médecin à Rethel, déposée le 15 janvier 1860, n° 186), l'autre, « l'interdiction à certaines femmes de s'afficher et de provoquer les

mité secret, « éprouvait presque le besoin de réclamer le huis-clos, pour s'expliquer avec une entière liberté de parole sur le délicat sujet qui était soumis aux membres du Sénat (1). »

Le Gouvernement déclara, au cours de la discussion, ne pas combattre l'article consacré aux mineurs, qui fut voté tel que le proposait la Commission (2).

Le Sénat avait décidé de passer à une deuxième délibération.

La Commission revisa alors le texte voté en première lecture. — En ce qui touche les mineures, elle avait apporté une modification importante. Elle avait attribué compétence dans son nouveau texte au tribunal correctionnel *statuant en Chambre du Conseil*

gens dans les rues et places publiques » (Pétition de M. Hardouin, avocat à la Cour de Paris, déposée le 10 avril 1865, n° 407).

Renvoyées à l'examen d'une commission, elles furent l'objet d'un rapport de M. de Goulhot de Saint-Germain. Ce rapport vint en discussion le 22 juin 1865. Le Sénat se forma alors en comité secret sur la demande de son président M. Troplong, malgré les fines railleries de M. le procureur général Dupin. « Le Sénat Romain, disait-il, avait aussi ses comités secrets. Chacun se rappelle l'émoi que causa parmi les dames romaines certain comité secret sur lequel on interrogea Caton. Il ne se tira d'embarras qu'en leur disant : « Le Sénat a délibéré sur la question de savoir si les maris auraient plusieurs femmes ou les femmes plusieurs maris » [*Rires*]. C'est une plaisanterie qui n'eut aucune conséquence dans la Cité. Je ne crois pas qu'on s'émeuve beaucoup du secret ordonné sur la question de prostitution ; cependant chacun se dira peut-être que si le Sénat, qui est déjà privé de tribunes publiques, a ordonné un comité secret en matière de prostitution, c'est sans doute qu'il s'est produit des faits bien extraordinaires. Est-ce une Société de prostitution dont on aurait pas voulu divulguer les adhérents parce qu'il y avait des personnages trop illustres qui s'y trouvaient compliqués ?... Est-ce donc qu'on n'aurait révélé là ce qui n'était pas connu du public ? On pourra se faire cette question. Voilà le danger des comités secrets (*Procès-Verbaux* des séances du Sénat, 1865, t. IV, 13-30 juin (n° 27-34), p. 388).

(1) *Annales* du Sénat, mai 1895, p. 17.

(2) *Annales* du Sénat, mai 1896, p. 31.

et ce sur la demande de M. le Garde des sceaux qui « avait fait fort justement observer qu'il serait préférable d'éviter dans ces sortes d'affaires la publicité de l'audience, c'est-à-dire la curiosité du public qui fréquente la police correctionnelle. Nous nous sommes d'autant mieux rendus à ces raisons, ajoutait le rapporteur, qu'elles étaient conformes à la pensée première de l'auteur de la proposition (1) ».

Le Sénat adopta sans discussion le texte présenté par la Commission et ainsi rédigé :

« Tout mineur de l'un ou l'autre sexe, âgé de moins de 18 ans, saisi en état habituel de prostitution sera conduit, après instruction ou enquête devant le Tribunal correctionnel, statuant en Chambre du Conseil, qui ordonnera, suivant les circonstances, sa remise à ses parents, son envoi jusqu'à sa vingtième année, dans les conditions prévues par la loi du 5 août 1850, dans tel établissement d'éducation ou de réforme ou telle famille honorable qu'il désignera ou sa remise à l'Assistance Publique dans les termes de la loi du 24 juillet 1889 (2) ».

Le texte, voté par le Sénat, fut transmis à la Chambre des députés le 6 juillet 1895 (3).

Mais n'ayant pu être discuté en temps utile il fut transmis à nouveau, pendant la législature suivante, le 20 juin 1898 (4).

Il fut renvoyé à la commission de législation criminelle le 9 juin 1899, mais il n'a jamais été fait de rapport sur cette proposition de loi (5).

La question de la prostitution des mineures se trouvait donc encore une fois ajournée.

(1) *Annales* du Sénat, mai 1896, p. 176.

(2) *Annales* du Sénat, mai 1895, voir p. 176 et s.

(3) Ch. des Députés, *Impressions*, 1895, n° 1456.

(4) Ch. des Députés, *Impressions*, 1898, n° 76.

(5) Table des *Impressions* de la Chambre, 7^e Législature, 1898-1902.

La proposition de loi concernant la police des mœurs et dont un article était consacré au relèvement des mineures prostituées, déposée par M. Georges Berry à la Chambre des députés le 4 juin 1903 (1), n'aboutit pas davantage, bien qu'ayant été l'objet d'un rapport sommaire favorable de M. Simonet, demandant le renvoi à une Commission spéciale (2).

M. Georges Berry ne faisait d'ailleurs dans cette proposition que reproduire, en ce qui touche les mineurs, le texte dont il demandait l'adoption en 1894.

Tels sont, brièvement résumés, les efforts que le législateur avait faits en vue de tenter le relèvement des jeunes prostituées, au moment où fut nommée la Commission extra-parlementaire du Régime des mœurs, dont les travaux ont préparé la loi du 11 avril 1908.

(1) Ch. des Députés, *Impressions*, 1903, n° 956.

(2) Ch. des Députés, *Impressions*, 1903, n° 1158.

CHAPITRE IV

ELABORATION DE LA LOI DU 11 AVRIL 1903

A LA COMMISSION EXTRAPARLEMENTAIRE DU RÉGIME DES MŒURS

Le jeudi 28 mai 1903, M. Paul Meunier, député de l'Aube, adressait à M. Combes, alors président du Conseil, une question relative à des arrestations opérées par les agents des mœurs et prétendues arbitraires.

M. Combes, dans sa réponse, déclarait « ne pas vouloir traiter la question de fond à la tribune, ni apporter le jour même des indications précises au Parlement sur ce qu'il convenait de faire en matière de prostitution ». Il promettait pourtant d'étudier les problèmes si nombreux et si complexes que cette question soulève, avec tout le sérieux qu'elle mérite, car « elle intéresse la dignité et la liberté des personnes en même temps que la sûreté et la salubrité publiques ». — « J'ai l'intention, ajoutait M. le Président du Conseil, de constituer immédiatement à cet effet une Commission extraparlamentaire qui pourra commencer tout de suite son travail et, je l'espère, Messieurs, me mettre en état de vous en fournir à bref délai les résultats (1) ».

La Commission extraparlamentaire du Régime des Mœurs — ainsi promise par M. Combes, fut nommée, le 18 juillet 1903, par décret du Président de la République.

(1) *Journal Officiel*, 29 mai 1903.

Elle comprenait 71 membres, choisis parmi les autorités les plus compétentes pour traiter et examiner la question, tant parmi les règlementaristes que les abolitionnistes.

Dans le rapport précédent le décret constitutif de la Commission M. Combes, sans « dresser un programme détaillé et précis » attirait l'attention des membres de la Commission sur « l'intérêt particulier que présentaient les questions relatives aux filles mineures ».

Du 5 novembre 1903 au 7 décembre 1906, la Commission extra-parlementaire a tenu 36 séances.

Ce fut M. Béranger, qui le premier saisit la Commission de la question des mesures à prendre à l'égard des mineures se livrant la prostitution.

Dès la 11^e séance — le 20 décembre 1904 — il présentait diverses propositions, « au nombre desquelles figurait une disposition législative nouvelle destinée à protéger les mineurs trouvés en état habituel de prostitution. »

Dans le rapport déposé, à l'appui de sa proposition, M. Béranger, après un historique rapide de la question, insistait sur la nécessité et l'urgence d'un vote sur les moyens à prendre en vue de la préservation et du relèvement des mineurs que « l'ignorance, les mauvais exemples, les incitations coupables, la misère, ou une perversité précocce, ont fait tomber souvent inconsciemment dans l'abîme de la prostitution publique ».

Aussi soumettait-il à la Commission le texte suivant :

« Tout mineur, saisi en état habituel de prostitution, sera conduit devant le juge de paix, qui ordonnera, suivant les circonstances, sa remise à ses parents, son envoi dans un établissement approprié à sa réformation morale ou sa remise à l'Assistance Publique pour être retenu soit jusqu'à sa majorité, soit jusqu'à ce qu'il ait achevé l'apprentissage d'un métier.

« Les Etablissements d'assistance privée créés en vue de re-

cevoir ces mineurs, seront soumis aux conditions instituées par la loi du 5 août 1850 et recevront le prix de journée accordé aux pupilles de l'Assistance Publique (1) ».

Le principe même de cette proposition recueillit l'approbation unanime des membres de la Commission, car il était l'écho des préoccupations de tous. — Mais bien des critiques furent adressées à la rédaction proposée.

La procédure était trouvée trop expéditive, et comme l'écrivait M. le Professeur Le Poittevin, dans l'exposé des motifs d'un contre-projet « d'une rapidité dangereuse et en contradiction avec les principes de notre droit public qui garantissent le respect de la liberté individuelle et celui de la puissance paternelle (2) ».

De plus, pourquoi s'en remettre au juge de paix pour une question aussi grave et aussi délicate. Ce magistrat aura-t-il toujours le doigté et l'expérience nécessaires, et sera-t-il toujours suffisamment renseigné pour prendre la mesure qui convient à la réformation morale de la mineure amenée devant lui ?

En outre la connaissance d'un métier serait elle la preuve nécessaire du relèvement de la mineure et de son maintien dans une vie honnête ?

Aussi M. Le Poittevin (3) déposait-il un contre-projet ainsi conçu :

La Commission émet le vœu :

« Que la fille mineure de 21 ans qui se livre à la prostitution soit jugée par le Tribunal civil, statuant en Chambre du Conseil, qui décidera suivant les circonstances et à charge d'appel, si elle doit être rendue à ses parents ou placée par l'Administra-

(1) Melun, Imprimerie Administrative, 1905, Prop. de M. Bérenger.

(2) Melun, Prop. de M. Le Poittevin — voir aussi 24^e séance.

(3) Ce contre-projet fut demandé à M. Le Poittevin, dans la 18^e séance, le 10 mars 1905.

tion dans un établissement approprié à sa réformation morale, pour y être retenue soit jusqu'à sa majorité, soit jusqu'à ce qu'elle justifie qu'elle peut honorablement gagner sa vie.

« Pendant l'instance, la Chambre du Conseil peut ordonner, relativement à la garde de la mineure, telles mesures provisoires qu'elle juge utiles ; les jugements sur ces mesures provisoires seront exécutoires par provision ».

M. Le Poittevin faisait remarquer que les termes de la proposition de M. Béranger : « Tout mineur saisi en état habituel de prostitution » concordaient avec l'état actuel de la Police des mœurs. Mais, ajoutait-il, suivant les votes antérieurs de la Commission on n'arrêterait plus pour prostitution. » — Dès lors, il fallait s'exprimer autrement et en outre « la question devait se poser *devant le tribunal civil*, non sur une arrestation mais par une introduction d'instance dont la loi du 24 juillet 1889 pourrait fournir le modèle ».

Ces diverses propositions ne vinrent en discussion que le 23 juin 1905 (24^e séance).

M. Le Poittevin avait alors présenté un texte nouveau dont le précédent avait été l'ébauche. Il comprenait 11 articles et était inspiré de la loi de 1889.

A peine le débat fut-il ouvert, que M. Béranger exposa à la Commission son projet et le défendit. Il reprenait le vœu du conseil municipal émis en 1904, en y apportant certaines modifications : sa proposition s'appliquait aux filles et aux garçons, se trouvant en état *habituel* de prostitution ; en outre, la dépense résultant de la loi projetée devait incomber non à la ville, mais à l'Etat.

Quant à sa procédure, elle ne méritait aucune des critiques qu'on lui avait adressées ; elle était calquée elle-même aussi sur la loi du 24 juillet 1889.

« Pendant l'instance en déchéance, la Chambre du Conseil,

disait M. Béranger, peut ordonner des mesures provisoires pour la garde et l'éducation de l'enfant et le Procureur de la République peut, dès le début de l'affaire, provoquer sur ce point un jugement exécutoire par provision.

« Voilà donc deux résultats bien différents : en ce qui concerne la garde et l'éducation de l'enfant, il est statué presque tout de suite. Mais pour obtenir la déchéance de l'autorité paternelle, il faut de longues formalités.

« La proposition présentée, poursuivait-il, s'empare de la première disposition qui permet de régler immédiatement et d'une façon définitive la question de la garde et de l'éducation de l'enfant sans toucher à la grosse question de la déchéance, réservée (1). »

La mainmise sur l'enfant qui se prostitue et sa conduite immédiate devant un magistrat dans les conditions spécifiées dans sa proposition étaient indispensables et nécessaires, selon M. Béranger, si l'on voulait faire une loi pratique et fructueuse en résultats.

M. Le Poittevin approuvait le principe même de la proposition de M. Béranger. Il existait dans notre droit une lacune en ce qui concerne les jeunes prostituées, et il y avait un devoir social nécessaire à remplir en la comblant, la législation en vigueur étant insuffisante. — Mais la proposition de M. Béranger ne saurait, disait-il, en aucun cas recueillir sans réserves l'approbation de la Commission, car elle « n'a pas tenu compte des garanties instituées par les lois de 1889 et 1898 qui stipulent que ce sont les organes les plus élevés de la justice — cours et Tribunaux — qui décident après instruction d'un juge commis, le ministère public entendu (2) ».

(1) M. Béranger, 24^e séance.

(2) 24^e séance M. Le Poittevin.

M. Le Poittevin voulait le droit d'appel devant la Cour, et partant la comparution de la mineure devant le Tribunal civil et non le juge de paix.

De plus, en ce qui concerne la procédure préconisée par M. Bérenger, M. Le Poittevin n'en voulait à aucun prix. — Il ajoutait que pour parer aux inconvénients d'une procédure « interminable, que redoutait M. Bérenger, il autorisait, dans sa proposition développée, le juge de paix à prendre sous certaines conditions les mêmes mesures provisoires que celles que la Chambre de Conseil pouvait ordonner ».

M. Le Poittevin faisait en outre remarquer qu'il ne pouvait plus être question « d'arrestation » comme le voulait M. Bérenger, puisque la Commission avait décidé que la prostitution n'était pas un délit.

A cette critique de M. Le Poittevin, M. Bérenger, répondait par un argument (?) spécieux, qu'il a, plusieurs fois, repris. —

« Il n'est pas question d'arrestation, disait-il. *Saisi* en état habituel, signifie simplement qu'il faut conduire l'enfant devant le juge de paix, qu'il est indispensable qu'il compareaisse en personne devant ce magistrat. La Commission extraparlamentaire a formellement déclaré qu'il n'y aurait plus de Police des mœurs. Cela est vrai, mais s'il n'y a pas arrestation proprement dite, puisqu'il y a contravention, il n'en faut pas moins que le juge interroge et que l'enfant soit présent... La Commission n'a pas décidé qu'il n'y aurait pas de police? Elle a supprimé le corps spécial des agents des mœurs, il ne s'en suit pas que tous les agents de police doivent être supprimés? »

Telles étaient les deux propositions soumises à l'examen de la Commission Extraparlamentaire.

Elle se rangea après une longue discussion à l'avis de M. Le Poittevin, en écartant la saisie des mineurs comme le demandait

M. Bérenger et en attribuant compétence au Tribunal civil, siégeant en Chambre du Conseil (1).

La Commission après avoir émis ce vote de principe, examina au cours des séances qui suivirent les mesures que l'autorité judiciaire pourrait prendre, la création des établissements nécessaires au relèvement des mineures prostituées, l'administration à laquelle ils seraient rattachés, les obligations qu'il convenait de leur imposer, la durée d'internement de la mineure... etc. En ce qui touche la procédure, la Commission s'était ralliée à celle proposée par M. Le Poittevin. Mais comme il y avait à faire un travail d'adaptation nécessaire, « la commission chargea une sous-commission de ce soin, ainsi que de celui de procéder à une revision minutieuse et à une refonte des textes votés ».

Le texte visant la prostitution des mineurs voté par la Commission, et soumis à la sous-commission de rédaction, était le suivant :

« Tout mineur de 18 ans qui se livre habituellement à la prostitution est jugé par le Tribunal civil, statuant en Chambre du Conseil, qui décide, suivant les circonstances et à charge d'appel, s'il doit être rendu à ses parents, remis à un particulier, ou placé dans un établissement spécialement organisé par l'Etat, le département ou la commune ou dans un établissement privé régulièrement autorisé à cet effet et approprié à sa réformation morale, pour y être retenu jusqu'à sa majorité.

L'établissement chargé de la réforme morale du mineur peut accorder la sortie provisoire du mineur, dont l'amendement justifie cette mesure, sur l'avis des comités de patronage et de surveillance qui devront être institués près de chaque établissement, sauf recours devant le Tribunal civil jugeant en Chambre de Conseil.

(1) Voté par 10 voix contre 1. Il est bon de rappeler que la Commission Extraparlementaire comprenait 71 membres.

Dans tous les cas, le Tribunal civil, jugeant en Chambre du Conseil, sera seul compétent pour prononcer la révocation de la décision qui a prescrit la sortie provisoire du mineur et ordonné qu'il sera réintégré dans l'établissement, ou, le cas échéant, dans tel autre établissement que le tribunal croira devoir désigner.

Les établissements privés, autorisés à recevoir des mineurs, seront soumis aux conditions instituées par la loi du 5 août 1850 et recevront de l'Etat un prix de journée égal à celui accordé dans le département aux pupilles de l'Assistance Publique ».

Le Comité de rédaction, (1) dont l'âme fut M. le professeur Le Poittevin, fit subir de nombreuses modifications au texte voté.

Tout d'abord, « il précisa les actes qui feraient tomber le mineur sous le coup de la loi ». Il trouva trop restreinte l'expression de « prostitution » qui aurait pu n'atteindre que les jeunes mineures se livrant à la débauche en vue d'en retirer un bénéfice. Or, il importait que toutes les jeunes débauchées pussent être mises sous la protection de la loi ; aussi le Comité de rédaction visait-il « les mineures de 18 ans qui se livraient habituellement à la prostitution, même sans idée de gain (2) ».

D'autre part, il spécifiait que les Etablissement publics seraient ceux créés par l'Etat — et que les établissements privés comprendraient ceux créés par le département ou la commune. Il précisait, en outre, pour ces derniers de qui émanerait l'autorisation nécessaire, en renvoyant à l'article 1^{er} de la loi du 28 juin 1904 (3).

(1) Il était composé de MM. Le Poittevin, Fournier, Feuilleley, Saint-Aubin, Meunier, Turot, Hennequin.

(2) Rapport général sur les Travaux de la Commission (épreuve), p. 192.

(3) Rapport général sur les Travaux de la Commission (épreuve), p. 193.

Le Comité était d'avis que la sortie du mineur était de droit en cas de mariage (1).

Enfin, il déterminait les conditions de la sortie provisoire et prévoyait même la sortie définitive avant la majorité (2).

Mais le travail du Comité de rédaction ne s'arrêta pas là. Il examina les obligations qu'il convenait d'imposer aux établissements chargés de recueillir les mineurs (3).

De plus, il étudia en détail la procédure qu'il convenait d'adopter. Il la simplifia le plus qu'il put, tout en accordant les garanties nécessaires aux mineurs d'une part, aux parents d'autre part.

C'est ainsi qu'après un consciencieux labeur, le Comité put soumettre à l'examen de la commission un projet de loi de 23 articles, dont la confection avait demandé 9 séances.

Ce projet eut un adversaire irréductible en la personne de M. Béranger.

A peine M. Hennequin eut-il fait remarquer que le Comité avait, s'autorisant des débats de la Commission, visé les mineurs de l'un et de l'autre sexe et à peine M. Le Poittevin eut-il exposé l'économie générale du projet du Comité, que M. Béranger attaqua vivement le texte élaboré par le Comité (4). Il faisait remarquer tout d'abord que la Commission entendait atteindre, non seulement les mineures se livrant à la prostitution publique, mais encore celles qui s'y adonnaient « en chambre ». Cela était excessif, selon l'honorable sénateur.

« Il pensait que l'on n'avait le droit de légiférer qu'en ce qui concernait la rue et qu'il était téméraire de ne pas s'en tenir à des mesures visant exclusivement la prostitution féminine »,

(1) *Compte rendu général, op. cit.*, p. 193.

(2) *Compte rendu général, op. cit.*, p. 194.

(3) *Compte rendu général, op. cit.*, p. 195.

(4) 50^e séance, 13 avril 1906.

pour ne pas alarmer la pudeur du législateur. D'ailleurs, on pouvait, ajoutait-il, atteindre et protéger, en vertu des lois existantes, les mineures se prostituant en dehors de la voie publique (1).

M. Bérenger insistait, d'autre part, auprès de la Commission pour qu'elle votât « la saisie de la mineure » « devant laquelle il fallait s'incliner, qui était une question de salut privé et une nécessité publique et sans laquelle il serait inutile de faire la loi projetée (2) ».

La Commission ne modifia pas sur ce point le travail du Comité de rédaction. Elle décida que la protection de la loi serait accordée à toutes les mineures se prostituant, et repoussa l'amendement de M. Bérenger, substituant les mots « sera conduit » à ceux du Comité « sera appelé à comparaître ». La Commission ne voulait pas d'arrestations; la mineure devait comparaître libre, sauf toutefois les mesures provisoires qui pourraient être prises par le Président du Tribunal civil.

La Commission aborda ensuite la discussion des divers articles proposés par le Comité et visant les obligations imposées aux établissements nouveaux.

Elle laissa subsister, dans le texte primitif, le principe même de ces obligations, en renvoyant à un règlement d'administration publique, pour préciser les détails, qui auraient inutilement chargé la loi.

Elle retoucha ensuite la rédaction du Comité, notamment en ce qui concernait le salaire du mineur, en cas de placement provisoire, et le secours financier que l'Etat apporterait aux Etablissements de réforme.

(1) Nous avons vu au cours de notre travail que l'opinion de M. Bérenger est inexacte.

(2) 30^e séance. Les événements ont, dans la suite, pleinement confirmé l'opinion de l'honorable sénateur.

Elle vota « l'ensemble des mesures à prendre au regard des mineurs se livrant habituellement à la prostitution », dans la 32^e séance, le 22 juin 1906.

Ce texte, bien que ne formant qu'un titre du projet élaboré par la Commission Extraparlamentaire, et ne pouvant sans inconvénient être isolé, fut immédiatement transmis au Ministère de l'Intérieur.

CHAPITRE V

ÉLABORATION DE LA LOI DU 11 AVRIL 1908 AU SÉNAT ET A LA CHAMBRE

Sans attendre la fin des travaux de la Commission Extraparlamentaire du Régime des Mœurs, M. Béranger déposa sur le bureau du Sénat, le 30 juin 1905, une proposition de loi sur la prostitution des mineurs (1).

Il insistait dans son exposé des motifs sur l'urgence qu'il y avait à voter une loi, permettant de tenter le sauvetage des enfants tombés dans le borbier de la prostitution.

« Aucune loi, aucune réglementation écrite même, y était-il dit, n'est jusqu'à présent intervenue en ce qui les concerne. Leur sort est entièrement livré au hasard des interventions personnelles ou à l'arbitraire administratif.

« Si quelque association charitable, si quelque assistance privée n'est point intervenue pour les sauver, et le cas est des plus rares, ces malheureux sont le plus souvent voués pour leur vie entière aux hontes et aux misères de la plus dégradante existence. Sans cesse arrêtés, puis relâchés, faute d'une disposition légale qui permette de les retenir, pour exercer sur eux, par l'éducation et la contrainte, une action salutaire, ils se traînent de chute en chute jusqu'à l'âge où la police, les jugeant

(1) Sénat, *Impressions*, sess. ordinaire, 1905, n° 194.

responsables, croit pouvoir user à leur égard des droits que lui confèrent les attributions protectrices de la morale et de la santé publiques qu'elle tient de la loi. Leur sort devient alors plus triste encore sans que la morale ni l'ordre public y semblent rien gagner.....

« Depuis longtemps l'opinion publique s'émeut de cette insuffisance de nos lois ; quelques œuvres d'initiative privée se sont, à la vérité, créées pour recueillir et s'efforcer d'arracher ces malheureuses enfants au sort à peu près inévitable qui les attend. Mais elles sont en petit nombre : elles manquent de ressources et, d'ailleurs, elles n'ont aucun droit si elles rencontrent des résistances soit de la part des familles, soit de la part de celles mêmes qu'elles se sont donné la mission d'assister de les conserver (1). »

Aussi, reprenant, en la modifiant quelque peu, la proposition qu'il avait déposée à la Commission Extraparlamentaire du Régime des Mœurs, M. Bérenger demandait au Sénat d'adopter le texte suivant :

« Tout mineur, de moins de 18 ans, saisi en état habituel de prostitution sur la voie publique, sera conduit devant le tribunal civil, statuant en Chambre du conseil, qui ordonnera, après enquête, suivant les circonstances, sa remise à ses parents, son envoi dans un établissement public spécialement organisé à cet effet ou dans un établissement privé autorisé dans les termes de la loi de 1904, ou sa remise à un particulier jusqu'à sa majorité.

« Les établissements privés autorisés à recevoir ces mineurs seront soumis aux conditions instituées par la loi du 5 août (1850) et recevront de l'Etat, un prix de journée égal à celui accordé aux pupilles de l'Assistance publique (2). »

(1) Sénat, *Impressions*, 1905, n° 194, p. 1 et 2.

(2) Sénat, *Impressions*, 1905, n° 194, p. 7. Dans sa proposition au Sénat, M. Bérenger « se résignait, notamment, à substituer à la compé-

Quelques jours plus tard, le 13 juillet 1905, M. Bérenger, au nom de la 6^e Commission d'initiative parlementaire, chargée d'examiner sa proposition, déposait un rapport sommaire, concluant à la prise en considération (1).

Le Sénat adopta les conclusions de ce rapport le 3 novembre 1905.

« La proposition qui vous est soumise, expliquait à ses collègues M. Bérenger, dans cette séance, répond à une double inspiration : elle veut d'abord mettre fin à un état arbitraire mal réglé, indéfini, inefficace d'ailleurs, qui a pour résultat détestable, au lieu de réformer les jeunes filles qui sont arrêtées dans la rue, comme se livrant habituellement à la prostitution, de les jeter presque infailliblement dans une voie de désordre et de les faire descendre jusqu'au dernier degré de l'abjection.

« Notre deuxième préoccupation a été d'apporter un remède efficace au grand danger de la propagation des maladies vénériennes...

« Au lieu d'user de répression, ajoutait-il, vis-à-vis de ces malheureuses, dont beaucoup sont souvent inconscientes, dont un grand nombre ne font que répondre aux provocations, aux adjonctions de leurs parents en se livrant à cet abominable métier, il faut les réformer. Voilà le principe sur lequel repose cette proposition (2) ».

Son examen fut renvoyé à une Commission dont M. Bérenger fut nommé rapporteur et son rapport fut déposé le 16 février 1906 (3).

tence du Juge de Paix celle du Tribunal civil et à ne viser que les mineurs de 18 ans, saisis en état habituel de prostitution sur la voie publique ».

(1) Sénat, *Impressions*, session ordin., 1905, n° 243, p. 4.

(2) Séance, 3 nov. 1905 ; — *Journ. Off.*, du 4 nov.

(3) Sénat, *Impressions*, sess. ord., 1906, n° 36 ; 36 rectifié ; 36 rectifié bis.

Le texte définitivement adopté alors par la Commission n'apportait que de légères modifications à celui de M. Béranger, mais la Commission sénatoriale, s'inspirant des discussions qui se poursuivaient devant la Commission Extraparlementaire et des votes émis par cette dernière, compléta la proposition de M. Béranger, notamment en réservant expressément le droit d'appel contre le jugement prenant des mesures de protection vis-à-vis de la jeune fille, et en spécifiant les personnes qui auraient ce droit (art. 2), en prévoyant, en cas d'amendement du mineur son placement provisoire et en en déterminant les conditions (art. 3-6).

D'autre part, la Commission limitait l'allocation que les établissements privés recevraient en décidant qu'ils n'y auraient droit, pour chaque mineur, que jusqu'à ce qu'il ait 17 ans accomplis (art. 7).

La Commission sénatoriale des finances, « en raison du but élevé poursuivi et de la modicité relative de la dépense annuelle, fut unanime à émettre un avis favorable à l'adoption de la proposition de loi », le 20 mars 1906 (1).

La première délibération commença les 29 et 30 mars 1906 (2). Mais au moment où l'on allait passer à la discussion de l'article 1^{er}, après un débat assez vif entre M. Béranger et M. Hennequin, chef de bureau au Ministère de l'Intérieur, commissaire du gouvernement, la suite de la discussion fut renvoyée à une séance ultérieure, contrairement à l'avis de M. Béranger, et sur la demande du Président du Conseil, pour permettre « au Sénat de connaître la rédaction élaborée par la Commission Extraparlementaire du régime des mœurs ».

Un an après, le 5 mars 1907, M. Clémenceau, Président du

(1) Sénat, *Impressions*, sess. ord., 1906, n° 120, p. 6.

(2) Voir *Journ. officiel*, 30 et 31 mars.

Conseil, et Guyot-Dessaigue, ministre de la Justice, déposaient, sur le bureau du Sénat, un projet concernant la prostitution des mineurs (1).

Il reproduisait, sauf de très légères modifications, les conclusions adoptées par la Commission Extraparlementaire du Régime des Mœurs.

La prostitution était donc considérée non plus comme un délit mais comme un mal contre lequel il fallait protéger les mineurs.

« S'agissait-il, était-il écrit dans l'Exposé des motifs, de relever les mineurs dont la chute préjudicie surtout à eux-mêmes et provient le plus souvent du défaut de surveillance et de protection, il ne saurait être question à leur rencontre de peines à appliquer ni de détention préventive à exercer. Il faut les amender et non les frapper et c'est en s'inspirant de ce principe, que ce projet s'est efforcé d'établir les bases d'un régime entièrement nouveau, correspondant aux conceptions les plus propres à atteindre ce résultat, par l'éducation morale et l'instruction professionnelle. »

C'est là un point sur lequel l'accord se fit facilement.

Dès sa première séance la Commission Extraparlementaire posait ce principe qui imprimait une direction toute spéciale à ses travaux.

« La Commission sénatoriale, disait au Sénat son honorable rapporteur, n'en a pas fait doute et si, dans le texte qu'elle a décidé de soumettre au Sénat, elle s'est abstenue d'en faire un délit, c'est uniquement dans un but d'humanité et de commiseration, celui de soustraire l'enfance à l'action répressive(2). »

« La prostitution n'est pas un délit — mais c'est là, affirmait

(1) Sénat, *Impressions*, sess. ord., 1907, n° 50.

(2) Sénat, *Débats*, 7 juin 1907.

de son côté M. le commissaire du Gouvernement Bourdon, une vérité évidente ! Ce qui peut être un délit, ce sont les faits connexes, qui se groupent à côté de la prostitution, c'est le scandale qui peut être causé sur la voie publique, par la prostituée, c'est l'outrage public à la pudeur, qu'elle peut commettre précisément en se prostituant ; mais la prostitution par elle-même n'est pas, ne peut pas être un délit. C'est un excès, c'est un abus de la liberté ; la femme, qui ainsi donne son corps ou le vend, peut méconnaître sa propre personnalité mais elle ne porte préjudice qu'à elle-même et de délit dans ce cas il ne saurait en exister. (*Très bien ! sur divers bancs*) (1). »

Pourtant, M. Béranger, avait au cours de la discussion et pour apporter un argument de plus en faveur d'une mesure qu'il demandait au Sénat de sanctionner de son vote, déclaré que, si en principe la prostitution n'était pas un délit, elle pouvait le devenir dans certains cas exceptionnels. Il devait en être ainsi lorsqu'elle serait pratiquée par des mineures.

M. Bourdon s'opposa de toute son énergie à l'admission d'une telle théorie, et reprit la thèse qu'il avait soutenue trois jours auparavant :

« La prostitution par elle-même n'est pas un délit. Lorsqu'elle s'accompagne de circonstances spéciales, de faits caractéristiques, d'un délit ou d'une contravention, une répression peut intervenir, non pas à raison de la prostitution mais à raison des faits qui, parallèlement, se sont groupés à côté d'elle.

« C'est là une vérité d'une telle évidence que dans la Commission Extraparlamentaire elle a été admise à l'unanimité...

« Mais à quoi bon, du reste, discuter ce point. Il est complètement superflu de s'y attarder, car il ne s'agit pas, dans le projet de loi, de réglementer l'état des prostituées majeures au

(1) Sénat, *Débats*, 4 juin 1707.

sujet desquelles a été posé le principe que la prostitution n'est pas un délit.

« Aujourd'hui, il n'est question que des enfants, des mineures ; ce sont elles seules que la loi se propose de protéger.

« Or, en ce qui concerne les mineures, il ne peut y avoir d'hésitation.

« Si on a pu penser, dans certaines doctrines, que la prostitution dégagée, de tout autre fait, constitue par elle-même un délit ou une contravention, jamais une pareille doctrine n'a été admise au regard des petites filles qui se livrent à la débauche sur la voie publique (1). »

Le projet du gouvernement visait non seulement la prostitution des mineurs sur la voie publique mais encore la prostitution habituelle, se pratiquât-elle à domicile. — La saisie du mineur n'était pas autorisée, même en cas de prostitution publique.

Le projet du gouvernement présentait avec le texte élaboré par la Commission sénatoriale de notables différences sur les points principaux. — C'est ce que mit en relief M. Béranger dans une note qu'il adressa à la Commission et au Ministre et que l'honorable sénateur a bien voulu nous communiquer.

(1) Sénat, *Débats*, 7 juin 1907. Pourtant le législateur a récemment manifesté le regret d'en avoir ainsi décidé. M. Clémenceau lui-même, qui, comme chef du gouvernement, avait déposé le projet de 1907, l'a bruyamment affirmé.

« Pourquoi, disait-il au Sénat, le 2 février dernier, les mineures ne sont-elles plus envoyées dans les établissements ? Voilà ce que je voudrais savoir.

Un sénateur, à gauche. — Parce qu'on ne les arrête pas.

M. le Ministre de l'intérieur. — Parce que l'on n'a pas considéré que la prostitution des mineures fût un délit.

M. Clémenceau. — Alors le législateur s'est grossièrement trompé »
Sénat, *Débats*, 2 février 1912.

« Le projet du gouvernement, reflet de la Commission Extra-parlementaire et le texte de la Commission sénatoriale d'accord sur la nécessité de substituer un régime d'éducation réformatrice au système aussi arbitraire qu'inefficace des répressions administratives actuellement pratiqué, sur l'utilité de l'application de ce régime aux mineurs des deux sexes, sont en désaccord :

« 1° Sur l'étendue à donner à la loi, quant aux catégories de mineurs auxquels elle devra s'appliquer ;

« 2° Sur le droit à attribuer sur eux à l'Administration pour les traduire devant le pouvoir judiciaire.

« La Commission du Sénat ne croit pouvoir comprendre dans la loi que le mineur en état habituel de prostitution sur la voie publique, c'est-à-dire celui dont le fait déjà plusieurs fois constaté par la Police, d'ailleurs public et portant atteinte à l'ordre et à la décence de la rue, ne comporte guère d'incertitude et justifie et exige même une intervention immédiate.

« De cette décision découle naturellement celle qui la complète sur le deuxième point.

« Le mineur forcément arrêté en vertu du pouvoir incontestable de l'administration de faire cesser un trouble public est conduit à la plus prochaine audience du Tribunal. Il faut assurément que ses parents ou son tuteur soient prévenus, qu'ils aient le droit de se faire entendre et que le mineur puisse lui-même se faire défendre. Il faut, en outre, que le droit d'appel appartienne à l'un et aux autres. Mais c'est là toute la procédure à instituer. Son extrême simplicité permettrait que l'enfant fût en quelques jours arraché aux dangers de la rue et remis entre des mains sûres et dignes.

« Trois articles suffisent dans le projet de la Commission du Sénat qui n'en contient en totalité que 7 pour assurer ce résultat.

« D'après la Commission Extraparlémentaire il en est tout autrement.

« Ce n'est pas seulement au mineur saisi en état habituel de prostitution sur la voie publique que la loi doit s'appliquer, mais à tout mineur se livrant habituellement à la prostitution, ce qui comprend à la fois celui qui fait de la débauche à domicile, celui même qui se prostitue au domicile de ses parents.

« Elle va plus loin. La prostitution n'étant pas un délit elle refuse à la police, même au cas de la prostitution habituelle dans la rue, le droit de saisir l'enfant.

« Dans ces conditions, il se conçoit qu'une procédure comportant des garanties particulières s'impose. Il n'est pas possible de pénétrer dans le domicile des citoyens et jusque dans la famille, moins encore, d'y saisir même un enfant, sans un mandat de justice et ce mandat lui-même doit être subordonné à des formalités d'enquête et à des précautions particulières.

« C'est ainsi que 3 articles sont consacrés dans le projet à la procédure à instituer.

« La plainte ou le constat est adressé au Président du Tribunal qui en avise le Procureur de la République dans les 24 heures.

« Ce dernier fait une enquête motivée qu'il adresse au Président ce qui suppose, une enquête faite par ses soins et un certain délai.

« Le Président, lui, en accuse réception dans les 24 heures.

« Dans le même délai il ordonne la comparution des parties : signification de son ordonnance dans les 24 heures, comparution dans les 3 jours.

« Si les parents ne comparaissent pas ils sont assignés de nouveau. Ils conservent d'ailleurs toujours le droit de faire tierce opposition, procédure compliquée qui, en principe, n'est accordée qu'aux personnes restées étrangères à l'instance.

« Puis les délais d'appel, sans doute, avec les mêmes formes.

« Tout cela exige un délai d'au moins 15 jours. Dans les cas les plus favorables, avant la décision du Tribunal, de 20 jours ou plus si les parents ne comparaissent pas sur une première assignation.

« Que deviendra pendant ce temps le mineur ? Le Président peut, à la vérité, prendre personnellement, soit faire prendre par le Tribunal une mesure provisoire, mais le fera-t-il avant l'enquête devenue inévitable ? on peut en douter.

« Le mineur restera donc un temps assez long soit dans la maison ou dans la famille, qui n'a pas su le garder ou qui a profité de son inconduite, soit même dans la rue.

« Est-ce admissible ?

« N'en profitera-t-on pas pour le faire disparaître.

« Autre considération non sans importance. Le ministre des Finances a dû être pressenti au sujet des conséquences financières du projet de la Commission du Sénat et la Commission des Finances a été appelée à l'examiner.

« L'un et l'autre n'y ont pas acquiescé sans réserve. Le dernier article de la proposition accorde aux institutions privées, les seules actuellement en mesure de recueillir les enfants, une subvention quotidienne par enfant sur les fonds d'Etat. C'est une dépense évaluée pour la première année à 100.000 francs, mais qui, lorsque la loi battra son plein, peut aller à 300.000.

« Si au lieu de comprendre la seule catégorie des mineurs saisis dans la rue, la loi est étendue à tous les mineurs, dont le proxénétisme ou la corruption des parents provoque ou tolère la prostitution, ces prévisions n'en seront-elles pas très notablement dépassées ?

« L'œuvre ne deviendrait-elle pas ainsi disproportionnée aux ressources de l'Etat ? Le ministre des Finances, les Commissions du budget y seraient-ils favorables ?

Si pourtant le projet du gouvernement présentait avec celui

de la Commission sénatoriale de grandes différences, il était d'accord avec lui sur bien des points essentiels.

« Sur le droit attribué à l'autorité publique de déférer aux Tribunaux les mineurs se livrant habituellement à la prostitution. — Sur les pouvoirs donnés aux Tribunaux soit de remettre ces mineurs à leurs parents, soit de les placer jusqu'à leur majorité ou leur mariage dans un établissement public ou privé spécial, soit de les confier à un parent ou à un particulier, en conformité avec les principes fixés par l'article 66 du Code pénal, avec cette différence toutefois que s'agissant de faits qui ne constituent pas un délit, la juridiction compétente sera le Tribunal civil statuant en Chambre du Conseil.

« Des dispositions à peu près identiques se rencontraient, en outre, dans les deux projets en ce qui touche le devoir pour les établissements, les institutions ou les particuliers chargés de l'éducation des mineurs, de les mettre en état de liberté provisoire et de leur assurer un placement dès que leur conduite et le degré de moralisation le permettraient et aussi les secours financiers à mettre à la charge de l'Etat pour l'application de la loi (1). »

La Commission sénatoriale n'avait dans son projet visé que les mineurs de 18 ans saisis en état habituel de prostitution *sur la voie publique* pour deux raisons :

a) Pour que son projet ne soit pas écarté, par suite des charges considérables qu'il aurait entraînées, dans le cas où il aurait atteint les mineurs se prostituant « dans le secret du domicile » ;

b) Parce qu'elle estimait avec l'auteur de la proposition initiale, mais à tort selon nous, que la législation existante permettait de secourir les mineurs se prostituant ailleurs que sur la voie publique.

(1) Sénat, *Impressions*, ses. ord., 1907, n° 120.

Mais, du moment qu'il convenait au gouvernement « d'assumer le surcroît de dépenses qui pouvait résulter de son système (étendant la loi aux mineurs se prostituant même à domicile), il n'appartenait pas à la Commission de l'en détourner (1) ».

Aussi, adoptait-elle le contre-projet du gouvernement, mais toutefois elle donnait à un règlement d'administration publique le soin de déterminer certaines obligations que le projet de loi imposait aux établissements qui recueilleraient les mineurs, — exigeant la passation d'un contrat en cas de placement provisoire — décidant que l'allocation journalière pour chaque mineur serait versée jusqu'à ce qu'il ait achevé sa 17^e année, au lieu de sa 16^e, proposée par le gouvernement.

Elle estimait enfin que la procédure préconisée par le Gouvernement ne pouvait s'appliquer en cas de prostitution publique et que, pour ce dernier cas, il convenait de maintenir le principe de celle qu'elle avait précédemment instituée.

Elle décidait donc qu'en cas « de prostitution sur la voie publique ou dans un lieu public, le mineur était immédiatement conduit, après avis donné à ses parents ou son tuteur, devant le Procureur de la République, qui devait prendre à son égard les mesures nécessaires pour s'assurer de sa personne jusqu'au jour de sa comparution (1) ».

La Commission présenta donc alors au Sénat un texte mitigé où, tout en adoptant les mesures proposées par le Gouvernement, elle maintenait celles réclamées par M. Béranger en ce qui concernait les mineurs se prostituant sur la voie publique.

Les conclusions de son rapport déposé le 23 mai 1907 (1), venaient en discussion en tête de l'ordre du jour de la séance

(1) Sénat, *Impressions*, sess. ord., 1907, n° 120.

du 30 mai 1907 ; mais le débat fut reporté au mardi suivant, pour permettre à la Commission de soumettre au gouvernement son nouveau texte, entendre ses observations et savoir si oui ou non il acceptait la conciliation offerte par la Commission (1).

La discussion commencée le 4 juin se poursuivit le 7 juin (2).

Elle ne porta que sur deux points :

1^o La procédure à suivre à l'égard des mineurs se livrant à la prostitution sur la voie publique ;

2^o Sur les obligations qu'il convenait d'imposer aux établissements qui recueilleraient les mineurs visés par la loi.

Après un débat animé, l'accord se fit facilement sur ce deuxième point ; il avait été aussi convenu, sur la demande de M. Hennequin, que la Commission dans le travail de refonte qu'elle s'engageait à faire avant la deuxième délibération « viserait également sinon l'obligation au moins la faculté de réserver une partie du salaire au profit du mineur (2) ».

Quant à la procédure pour les mineurs se prostituant sur la voie publique, l'accord ne put se faire. Le texte proposé par la Commission fut bien voté en séance par 136 voix contre 134, mais M. Riotteau étant porté comme ayant voté pour, a déclaré que s'il avait été présent il aurait voté contre, de même que M. Pauliat qui était porté comme n'ayant pas pris part au vote.

De plus, de nombreux amendements ayant été déposés, et aucun ne satisfaisant pleinement la Haute Assemblée, le renvoi à la Commission fut décidé.

Celle-ci avait pour mission de revoir et coordonner les articles acceptés et sur les points laissés en suspens de présenter un texte qui put rallier tous les suffrages.

La Commission se mit à l'œuvre et avec un zèle tel que

(1) *Journ. Off.*, 31 mai.

(2) *Journ. Off.*, des 5 et 8 juin 1911.

quelques jours plus tard, le 23 juin, M. Béranger pouvait en son nom déposer un rapport supplémentaire (1).

Le texte alors proposé modifiait considérablement les mesures que l'on pouvait prendre vis-à-vis des mineurs se prostituant sur la voie publique ou dans un lieu public.

En principe, l'arrestation du mineur était interdite dans le plus grand nombre des cas, bien que l'honorable rapporteur semble dire le contraire, dans la discussion du rapport, au Sénat, le 5 juillet 1907.

« La Commission, disait-il, trouvant dans (les divers amendements proposés) *un moyen, sans renoncer au but qu'elle avait en vue*, de donner satisfaction aux préoccupations qui s'étaient manifestées et de se rapprocher ainsi du gouvernement, les a acceptés en principe et après les avoir fondus en une rédaction nouvelle, elle vous propose un ensemble de dispositions dont voici l'économie :

« La police n'interviendra plus pour mettre la main sur l'enfant que dans les conditions précises que voici : au premier fait de racolage — je persiste, sans en demander l'introduction dans la loi, à employer ce mot plus brièvement expressif que tout autre — au premier fait de racolage constaté, un procès-verbal sera dressé.

« Le mineur sera *laissé en liberté*, mais les parents seront immédiatement informés. On leur donnera connaissance du procès-verbal, en les avertissant que faute par eux de mieux surveiller leur enfant, si un second procès-verbal est dressé, des mesures sévères seront prises.

« S'il arrive que, malgré ce premier avertissement, l'enfant se livre à un second acte, nouvelle constatation ; mais cette fois la police ne se borne pas à dresser un procès-verbal, elle conduit

(1) Sénat, *Impressions*, sess. ord. 1907, n° 199.

l'enfant devant le Procureur de la République. Ce dernier s'assure de sa personne en l'envoyant dans une maison qui ne devra être ni un dépôt de prévenus, ni une prison (1). »

Le texte de la Commission n'avait pas rallié tous les suffrages. Aussi, le 5 juillet, au moment où ils entraient en séance pour discuter le texte de la Commission, les sénateurs trouvèrent-ils dans la distribution la troisième édition d'un amendement de M. Félix Martin. Ce dernier, soutenu par le gouvernement, le défendit avec acharnement et insista pour que sa rédaction fût renvoyée à la Commission. Il justifia surtout de sa demande, en expliquant à la haute assemblée, que les amendements qu'il avait proposés n'avaient pas été examinés par la Commission (1).

Le Sénat renvoya l'examen de l'amendement de M. Félix Martin à la Commission, qui présenta un texte transactionnel qui fut adopté sans discussion le 9 juillet (2).

Le projet de loi, adopté par le Sénat, fut présenté à la Chambre des députés, par le gouvernement, le 22 novembre 1907 (3) et renvoyé à l'examen de la Commission de la Réforme judiciaire et de la législation civile et criminelle (4).

M. Maurice Viollette fut nommé rapporteur et déposa son rapport le 21 janvier 1908 (5).

(1) Séance 5 juillet 1907.

(2) Séance du 9 juillet 1907.

(3) Chambre des Députés, *Impressions*, 9^e Législature, n° 1326.

(4) La Commission était composée de : MM. Puech, président ; Chastenet, Castillard, Lauraine, Raoul Peret, Jeanneney, vice-présidents ; Larquier, Aldy, Andrieu, Fernand Brun, Louis Martin, Raynaud, secrétaires ; Gioux, Millaud, Alphonse Chautemps, Viollette, Magnaud, Sembat, Labori, Dubief, Drelon, Dumaine, Ponsot, Teuting, Emile Constant, Chavoix, Forcioli, de Castelnau, Peronneau, Buyat, Besnard, Pasqual.

(5) Ch. des Députés, *Impressions*, 9^e Législ., n° 1459.

Le texte qu'il proposait, au nom de la Commission, présentait de notables différences avec celui élaboré par le Sénat.

Le nouveau texte permettait d'atteindre outre les mineurs se livrant habituellement à la prostitution, et ceux provoquant la débauche sur la voie publique ou dans un lieu public — « ceux qui se livreraient habituellement à la débauche ou qui donneraient de très graves sujets de mécontentements ».

Il stipulait, de plus, qu'aucune mineure de 18 ans ne pourrait être inscrite sur les registres de la Police.

Il spécifiait, d'une façon plus précise que ne l'avait fait le Sénat, les droits sur le mineur de l'établissement chargé de sa réformation morale, et aussi certaines de ses obligations.

La Commission s'était en outre livrée à un remaniement complet de l'ordre adopté par le Sénat : elle a groupé toutes les dispositions en trois chapitres : Chapitre I. Dispositions générales. — Chapitre II. Placement des mineurs. — Chapitre III. Procédure (1).

Le texte voté sans discussion par la Chambre des députés, le 23 mars 1908, différait quelque peu du premier proposé par la Commission, qui, pour éviter une discussion, avait tenu compte des amendements que certains députés lui avaient soumis.

C'est ainsi que dans l'art. 1^{er}, il précise quelles sont les personnes sur la demande desquelles le mineur est appelé à comparaître devant le Tribunal civil — que dans l'article 3, le dernier alinéa, interdisant la mise en carte des mineures de 18 ans, a été remplacé par le suivant : « Il ne peut être ajouté — en ce qui concerne les mineures de 18 ans — aucune disposition réglementaire contraire aux prescriptions de la présente loi ». Et surtout le texte voté par la Chambre ne permettait pas de prendre

(1) Chambre des Députés, *Imp.*, n° 1459, p. 29, 30 et 33.

des mesures vis-à-vis des mineures « donnant de graves sujets de mécontentement (1) ».

La raison de ces modifications *in extremis*, a été donnée à M. le conseiller Le Poittevin, par M. le député Violette.

« A la séance de la Chambre des députés du 23 mars 1908, M. le député Paul Meunier avait annoncé au rapporteur qu'il allait déposer un amendement tendant notamment à la suppression du membre de phrase visant les mineurs donnant de graves sujets de mécontentement. Or, d'une part, la discussion du projet de loi n'était à l'ordre du jour que sous réserve qu'il n'y aurait pas de débats ; d'autre part, au fond, M. Meunier craignait qu'il n'y eut de graves inconvénients à mettre des indociles mêmes incorrigibles avec des pervers et la Commission avait estimé que ces craintes pouvaient avoir quelque chose de fondé. Elle avait donc accepté [contrainte et forcée] l'amendement et le rapporteur, d'accord avec le Garde des sceaux, avait fait aussitôt rectifier le texte en conséquence (2). »

Le projet ainsi modifié fut transmis au Sénat le 1^{er} avril 1908 (3), et renvoyé à la Commission précédemment saisie.

Celle-ci, pour ne pas retarder, peut-être même faire avorter le vote d'une loi dont la nécessité et l'urgence apparaissaient à tous, et « sous l'expresse réserve que, si une courte expérience venait confirmer les préoccupations qu'elle relatait plus haut, il y aurait lieu d'y apporter, par une loi nouvelle, les réformes jugées nécessaires, acceptait les modifications d'ordre divers apportées au projet de la Chambre. Elle proposait, en conséquence, au Sénat d'adopter le texte voté par elle (4) ».

(1) Ch. des Dép., séance du 23 mars 1908.

(2) *Journal des Parquets*, 1909, p. 77.

(3) Sénat, *Impressions*, sess. ord., n° 103.

(4) Sénat, *Impressions*, sess. ord., n° 116.

Le Sénat se rangea à l'avis de sa Commission et adopta sans aucune retouche le texte que la Chambre des députés avait voté.

Il devint la loi du 11 avril 1908, que nous allons étudier maintenant.

TROISIEME PARTIE

Etude de la loi du 11 avril 1908.

Texte de la loi du 11 avril 1908 concernant la prostitution des mineurs.

CHAPITRE PREMIER. — *Dispositions générales.*

ARTICLE PREMIER. — Tout mineur de dix-huit ans, qui se livre habituellement à la prostitution, est, sur la demande des personnes mentionnées aux articles 11 et 12, appelé à comparaître devant le tribunal civil en chambre du conseil, qui décide, suivant les circonstances, s'il doit être rendu à ses parents, ou placé : soit dans un établissement public spécialement organisé, soit dans un établissement privé régulièrement autorisé à cet effet et approprié à sa réformation morale, soit enfin chez un parent ou un particulier, pour y être retenu jusqu'à sa majorité ou jusqu'à son mariage.

ART. 2. — Tout mineur de 18 ans qui se livre habituellement à la débauche pourra, sur la demande du père et à son défaut de la mère, ou de la personne qui en aura la garde, être placé dans un quartier spécialement aménagé d'un des établissements prévus à l'article 1^{er}, pour un temps qui sera fixé par

le tribunal, conformément aux dispositions de la présente loi.

Il n'est pas dérogé aux prescriptions des articles 373 et suivants du Code civil.

ART. 3. — Si le mineur de 18 ans est trouvé provoquant à la débauche sur la voie publique ou dans un lieu public, il en est dressé procès-verbal. Copie en est immédiatement envoyée aux personnes désignées à l'article 11, lesquelles sont en même temps averties, par lettre recommandée, qu'à l'expiration du délai de six jours de nouvelles provocations à la débauche entraîneront l'application des mesures déterminées par le présent article. Ces personnes ainsi que le mineur, pourront adresser leurs réclamations au procureur de la République, qui saisira d'urgence le tribunal. Ce dernier annulera ou maintiendra le procès-verbal. Sa décision devra être rendue avant l'expiration du délai de dix jours.

Au cas d'un second procès-verbal, le mineur est conduit devant le procureur de la République qui prendra les mesures nécessaires pour sa garde provisoire, sans pouvoir toutefois le retenir ni pendant plus de cinq jours, ni dans un lieu de répression. Ce magistrat convoque d'urgence les personnes ci-dessus désignées et, avant de leur remettre le mineur, leur rappelle leurs devoirs envers lui.

Si elles ne se présentent pas ou si elles ne sont pas en état d'exercer sur le mineur une surveillance efficace ou enfin si le mineur est l'objet d'un troisième procès-verbal dans les onze mois de la date du premier, celui-ci est immédiatement déféré au tribunal civil qui statue en conformité des articles 1, 14 et 16.

Il ne peut être ajouté — en ce qui concerne les mineurs de 18 ans — aucune disposition réglementaire aux prescriptions de la présente loi.

CHAPITRE II. — *Placement des mineurs.*

ART. 4. — Les établissements publics et privés prévus à l'article 1^{er} seront tenus :

De donner aux mineurs qui leur sont confiés par l'autorité judiciaire un enseignement suffisant pour les mettre en état d'exercer, à leur sortie, une profession ou un métier.

Un règlement d'administration publique déterminera les conditions dans lesquelles l'autorisation prévue à l'article 1^{er} pourra être accordée, ainsi que toutes mesures propres à assurer l'hygiène, la discipline et l'éducation morale et professionnelle des mineurs placés dans des établissements de réforme publics et privés et le mode de surveillance.

Il déterminera également les conditions de placement d'un mineur chez un particulier. Il précisera en outre les formes suivant lesquelles seront recueillis, conservés et communiqués les procès-verbaux prévus à l'article 3.

ART. 5. — Le mineur restera sous la garde de l'établissement ou de la personne chez qui il aura été placé, tant que le tribunal n'aura pas rapporté la décision prise.

L'établissement ou le particulier demeurera également seul chargé de la personne et de la surveillance de l'enfant, lorsqu'il aura été prononcé en faveur du mineur une des mesures précisées en l'article 9.

Le règlement d'administration publique déterminera les conditions des prélèvements à opérer sur le produit du travail des mineurs en vue de la constitution d'un pécule et d'un fonds commun tant que l'enfant restera dans un établissement de réforme. Il déterminera également dans quelle proportion le

salaires disponibles sera versé à la caisse nationale des retraites, à la caisse d'épargne ou remis au mineur comme argent de poche. Il précisera les personnes ayant qualité pour autoriser le mineur à retirer des fonds de la caisse d'épargne.

ART. 6. — La loi du 5 décembre 1901, ajoutant un paragraphe à l'article 357 du Code pénal, est applicable au père ou à la mère, lorsque la garde du mineur aura été confiée provisoirement ou définitivement à un établissement de réforme morale, à un parent ou à un particulier.

ART. 7. — Le préfet et les personnes spécialement déléguées par lui et par le ministre de l'Intérieur et le procureur de la République sont chargés de visiter les établissements publics et privés affectés à la réformation morale des mineurs.

Les établissements privés seront visités à des jours indéterminés, une fois au moins chaque trimestre, par le préfet ou son délégué et par le procureur de la République de l'arrondissement. Les établissements publics le seront de la même manière et par les mêmes autorités, une fois au moins par semestre.

Une visite annuelle sera effectuée par un membre de l'inspection générale des services administratifs du ministère de l'Intérieur.

ART. 8. — L'Etat allouera aux établissements autorisés à recevoir des mineurs, et pour chaque mineur, jusqu'à l'âge de 17 ans accomplis, un prix de journée égal à celui accordé, suivant les régions, par l'Assistance publique pour ses pupilles.

Toutefois, à l'égard des mineurs dûment reconnus impropres au travail, l'allocation sera continuée jusqu'à leur sortie définitive.

Dans le cas prévu à l'article 2, la personne qui sollicitera le placement sera tenue de souscrire une soumission de payer tous les frais, sauf lorsque l'indigence sera constatée conformément

ment à l'article 6 et au premier alinéa de l'article 8 de la loi du 8 décembre 1850.

ART. 9. — Si l'amendement du mineur paraît justifier sa remise à ses parents, son placement ou sa sortie provisoire, l'établissement qui en a la garde y pourra procéder spontanément sur avis conforme d'un conseil de surveillance qui sera institué dans chaque établissement et dont la composition sera déterminée par le règlement d'administration publique prévu à l'article 4.

Les personnes désignées à l'article 11 et le ministère public pourront requérir la même mesure.

En cas de rejet de la demande par le conseil de surveillance, son président notifiera la décision par lettre recommandée. Un délai de cinq jours sera ouvert pour se pourvoir devant la chambre du conseil.

ART. 10. — Le tribunal civil, jugeant en chambre du conseil, sera seul compétent pour prononcer la révocation de la décision qui a accordé la sortie ou le placement provisoire du mineur, et ordonner qu'il soit réintégré dans l'établissement ou chez le parent ou particulier qui en avait la garde.

Ce tribunal peut seul accorder la sortie définitive avant la majorité, sur la demande des personnes spécifiées en l'article 11 ou du ministère public.

Il peut seul, également, dans les mêmes conditions, ordonner que le mineur sera placé dans un autre établissement, chez un autre parent ou particulier.

CHAPITRE III. — *Procédure.*

ART. 11. — Le tribunal compétent sera celui du domicile ou de la résidence des personnes investies de la puissance pater-

nelle, de la tutelle, de la surveillance en vertu des articles 141 et suivants du Code civil, et du droit de garde conféré par une décision de justice, ou du lieu dans lequel le mineur se livre à la prostitution.

ART. 12. — Il est saisi soit par les mêmes personnes, soit d'office par le ministère public.

ART. 13. — La demande est introduite par simple lettre adressée au président du tribunal qui la communique dans les vingt-quatre heures au procureur de la République.

Le ministère public, agissant d'office, présente une requête motivée au président du siège qui lui accuse réception dans les vingt-quatre heures.

ART. 14. — Dans le même délai, le président du tribunal ordonne la comparution de toutes les parties.

Dans son ordonnance, il désigne le défenseur d'office.

ART. 15. — Dans les vingt-quatre heures, le ministère public notifie cette ordonnance au mineur et aux personnes énoncées à l'article 11 par lettre recommandée.

Le défaut de notification n'entraînera pas la nullité, lorsque le procureur de la République justifiera de l'impossibilité où il s'est trouvé de l'accomplir. Mais ces personnes conservent le droit d'intervenir en tout état de cause.

Elles auront toujours le droit de provoquer une décision nouvelle en saisissant le tribunal conformément à l'article 13.

Le délai de comparution est de trois jours francs au moins à partir de la réception de la lettre recommandée, sauf l'augmentation des délais de distance.

Si les parties dûment convoquées ne comparaissent pas au jour indiqué, le tribunal ordonne qu'elles soient citées dans la forme ordinaire.

ART. 16. — Le président du tribunal pourra jusqu'au jour fixé pour la comparution, le ministère public entendu, pres-

crire pour le placement ds l'enfant telles mesures provisoires qu'il jugera utiles dans l'intérêt du mineur.

ART. 17. — A partir du jour fixé pour la comparution et pendant toute la durée de l'instance, il n'appartient qu'au tribunal de statuer sur les mesures provisoires. Il prononce, s'il y a lieu, le maintien de celles qu'aurait prises le président ou en prescrit de nouvelles.

Les jugements sur cet objet sont exécutoires par provision. Ils peuvent toujours être rapportés en cours d'instance.

ART. 18. — Au jour indiqué, le tribunal, en chambre de conseil, constate, s'il y a lieu, le défaut du mineur ou des autres personnes citées.

Le tribunal peut ordonner que le jugement sera exécutoire par provision.

ART. 19. — Tout parent du mineur a le droit de présenter verbalement ou par écrit ses observations, à toute époque de l'instance et même en appel.

Le tribunal peut demander l'avis d'une réunion de parents qu'il désigne et que le juge de paix présidera ou l'avis du conseil de famille.

ART. 20. — En cas de non-comparution, le jugement est signifié aux défaillants qui peuvent former opposition dans les cinq jours de la signification.

L'opposition est valablement formée, soit par simple déclaration verbale faite au moment de la signification à l'huissier qui la constate, soit par lettre recommandée adressée au président du tribunal.

A l'expiration du délai de cinq jours, le jugement peut être exécuté.

Si la signification n'a pas été faite à personne, le délai d'opposition ne courra que du jour où les défaillants auront eu connaissance de l'exécution du jugement.

Trois mois après la signification, l'opposition cesse d'être recevable.

ART. 21. — L'appel peut être interjeté : par le mineur, par les personnes spécifiées dans l'article 11 et par le procureur de la République.

Le délai d'appel sera de dix jours et courra à partir du jugement s'il est contradictoire et, à l'égard des défaillants, à partir du jour où leur opposition n'est plus recevable.

ART. 22. — L'appel se forme au greffe du tribunal par simple déclaration ou par lettre recommandée. Il sera notifié avec assignation à jour fixe à toutes les parties en cause par les soins du procureur général.

La Cour statue en chambre du conseil.

ART. 23. — Les actes de procédure, jugements et arrêts prévus par les articles qui précèdent, ainsi que les contrats de placement prévus à l'article 4, sont exempts de tous droits de timbre et d'enregistrement.

Disposition transitoire.

La présente loi ne sera applicable qu'un an après sa promulgation.

Etude de la loi du 11 Avril 1908

La loi du 11 avril 1908 s'occupe des mesures de relèvement à prendre à l'égard des mineurs se livrant habituellement à la prostitution (art. 1^{er}), des mineurs trouvés provoquant à la débauche sur la voie publique ou dans un lieu public (art. 3), des mineurs se livrant habituellement à la débauche (art. 2).

Ces expressions sont loin d'être synonymes. Le législateur a attaché à chacune d'elles, ainsi que nous le verrons, un sens spécial et très précis.

Aussi, diviserons-nous l'étude de la loi du 11 avril 1908 en trois parties.

La première sera consacrée aux mineurs se livrant habituellement à la prostitution.

La deuxième, aux mineurs trouvés provoquant à la débauche sur la voie publique ou dans un lieu public.

La troisième, aux mineurs se livrant habituellement à la débauche.

PREMIÈRE SECTION

Des mineures se livrant habituellement à la prostitution

CHAPITRE PREMIER

MINEURES AUXQUELLES S'APPLIQUE L'ART. 1^{er} DE LA LOI

A. — *Tout mineur de 18 ans (1).*

La loi devait accorder sa protection et sa tutelle aux enfants dont l'inconduite a pour eux-mêmes et pour la société les plus graves inconvénients.

Tout le monde était d'un avis unanime sur ce point. Mais l'accord cessait lorsqu'il s'agissait de déterminer l'âge auquel cette protection s'arrêterait.

Les vœux émis par les divers Congrès et les sociétés s'occupant de l'enfance abandonnée ou coupable, de même que les propositions déposées sur le bureau des Chambres, peuvent, à ce point de vue, se classer en trois groupes.

Le premier comprend ceux qui admettent, ou plus exactement qui admettaient l'âge de 16 ans comme âge au delà duquel la loi ne pouvait intervenir en faveur des mineurs prostitués.

A ce premier groupe appartiennent notamment la proposition

(1) La loi vise également les mineurs des deux sexes. Mais nous n'insistons pas sur ce point, ne nous occupant dans notre étude que des mineures prostituées.

soumise à la Commission sénatoriale, chargée d'examiner la proposition de loi de M. Roussel, et les vœux déposés au Comité de Défense des enfants traduits en Justice de Paris, par M. Passez, le 27 juillet 1892, par M. Flandin, le 7 décembre 1892, par M. Rollet, le 1^{er} mars 1893. C'est l'âge qu'adopta d'ailleurs alors le Comité et qu'il ratifia en 1896 (1).

Cette limite maxima proposée et acceptée autrefois se comprenait parfaitement alors.

Il s'agissait en effet, dans les divers vœux soumis au Comité de Défense, d'assimiler la prostituée mineure à la vagabonde, d'étendre à la première les mesures que le Code pénal appliquait à la seconde. En un mot, il s'agissait de créer pour les mineures une sorte de délit de prostitution, tout en autorisant certaines mesures rendant le relèvement de la mineure moins incertain et évitant l'envoi dans une maison de correction.

Dès lors il était naturel et logique de faire coïncider l'âge de la majorité prostitutionnelle avec celui de la majorité pénale.

La loi actuelle ne pouvait accepter l'âge de 16 ans. — D'une part, cela aurait été un recul sur la loi du 12 avril 1906, permettant aux tribunaux de tenter le relèvement des mineurs de 18 ans ayant commis un crime ou un délit, d'autre part, cela aurait été restreindre singulièrement la portée de la loi que l'on préparait, le nombre des mineures prostituées de 16 ans étant encore peu élevé par rapport à celui de celles de 18 ans.

Aussi rencontre-t-on un second groupe demandant la protection de la loi pour les mineures de 21 ans.

Tel était l'âge adopté par M. Richard dans son rapport au conseil municipal en 1890; en 1904, par M. Turot, dans un premier projet de vœu.

Cet âge avait reçu l'approbation du Conseil municipal dans sa

(1) Sur ces points voir II^e Partie.

séance du 18 mars 1904, du Comité de Défense des Enfants traduits en justice, en 1903, du 6^e Congrès National du Patronage des libérés.

C'était aussi celui proposé par MM. Béranger et Le Poitevin à la Commission Extraparlementaire du régime des mœurs.

Il eut été logique pour le législateur de se ranger à cet avis. Les mineurs sont en effet dans notre droit protégés — d'une façon parfois même exagérée et se retournant contre eux — contre tout acte qui pourrait diminuer leur patrimoine ou leur nuire en quoique ce soit. N'était-il pas plus nécessaire encore d'intervenir en ce qui concerne leur honneur, leur moralité, leur santé ?

« Il faut, disait M. le préfet de police Lépine, au Comité de Défense le 4 mai 1904, protéger les mineurs contre les dangers de ce métier en le leur interdisant formellement. Or, les mineures ont droit à la protection jusqu'à 21 ans. D'ailleurs, aux termes de l'article 2 du Code de commerce, la fille mineure ne peut pas être marchande publique sans l'autorisation de ses parents. Pourquoi aurait-elle le droit de faire marché de son corps ? Il s'agit bien d'un commerce et comme en pareille matière l'autorisation des parents est inadmissible, puisqu'elle constituerait le délit d'excitation des mineurs à la débauche, les principes généraux du droit commandent la prohibition absolue jusqu'à 21 ans (1). »

Mais n'était-ce pas là une chimère ? et ne fallait-il pas s'arrêter à un âge intermédiaire entre celui de 21 ans, qui était exagéré, et celui de 16 ans qui était insuffisant. C'est ce que le législateur a pensé à juste titre.

« Tout mineur de 18 ans », lit-on dans l'art 1^{er} de la loi.

(1) *Rev. Pénit.*, 1904, p. 720.

C'était d'ailleurs l'âge proposé par M. Béranger en 1905, bien qu'à contre-cœur, car « ses objections étaient graves ».

« Laisser le mineur de 18 ans en dehors de la loi n'est-ce pas implicitement proclamer l'entière liberté de la débauche à partir de cet âge ? N'est-il pas en outre à craindre que cette limitation ne laisse subsister le déplorable abus de la mise en carte de la mineure de 18 ans (1).

« Sur ce point cependant, nous nous résignons, pensant faciliter l'application de la loi en limitant ainsi les charges fort lourdes, qui, à son début, frapperont l'Assistance privée ou publique et dans l'espoir que lorsqu'avec le temps son fardeau diminuera, il sera possible de revenir sur cette disposition (2). »

C'était d'ailleurs l'âge adopté précédemment par le Sénat en 1895, et admis par la Commission Extraparlamentaire et le Gouvernement.

Deux raisons militaient en faveur de cette solution.

Ce que l'on désirait, avant tout, était le relèvement de la mineure prostituée.

Or, ce relèvement, ce redressement moral, très difficile pour une mineure de 16 à 18 ans, est à peu près impossible pour une fille de 18 à 21 ans.

« On ne pourrait obtenir, disait, au Comité de Défense, M. Rivière, aucun résultat, en internant jusqu'à leur majorité des prostituées de plus de 18 ans. A cet âge il n'y a plus de réformation possible, surtout dans un si court espace de temps (3). »

« Lorsqu'une fille de 17 ans, disait de son côté M^{me} Avril de Sainte-Croix, à la Commission Extraparlamentaire, se prostitue

(1) L'honorable sénateur aurait dû dire de *plus* de 18 ans, ou le majeur (et non le mineur) de 18 ans.

(2) Sénat, *Impressions*, sess. ord., 1905, n° 194, p. 6.

(3) *Rev. Pénit.*, 1904, p. 720.

depuis deux ou trois ans, elle est déjà d'une rééducation extrêmement difficile (1). »

« Qu'il s'agisse de garçons ou de filles, déclarait la directrice de l'Atelier-Refuge de Rouen, qu'il s'agisse de maisons de réforme ou de refuges, d'orphelinats ou de maisons de préservation et plus encore dans ces derniers établissements où l'on n'a pas les mêmes moyens de discipline, il y a ce point commun que les enfants détenus ou recueillis doivent, à leur entrée, être aussi jeunes que possible. A cette condition, l'entreprise de relèvement se présente dans des conditions favorables. Autrement, il ne s'agit plus guère que d'une punition ou d'un internement (2). »

Toutes les directrices d'œuvres sont, d'ailleurs, unanimes sur ce point. Tous ceux qui s'occupent du relèvement de l'enfance sont d'accord pour reconnaître que pour les prostituées, bien plus que pour les délinquants ou criminels, les chances de réformation sont faibles, si l'on ne s'est adressé aux mineures à un âge relativement jeune. Quelques-uns vont même jusqu'à prétendre que c'est travailler en vain, dans le plus grand nombre de cas, lorsque l'on tente de ramener à une vie honnête et droite une prostituée mineure de 16 à 18 ans, à moins qu'elle ne se livre à l'inconduite que depuis un temps relativement très récent, quelques jours, quelques semaines au plus. M. Turquam, directeur honoraire au ministère de l'Intérieur, disait même en parlant de prostituées mineures de 18 ans : « Si bien choisis que pourront être les éducateurs, les consciences qu'ils auront à amender sont tellement perverties, les vices qu'ils auront à corriger sont tellement invétérés, qu'il ne faut s'attendre qu'à de bien rares succès... Peut-être aurait-il

(1) Com. Extrap. 24^e séance.

(2) *L'Enfant*, 15 avril 1906, cité Prévost, *Op. cit.*, p. 55.

fallu se borner à ne recueillir, pour essayer de les relever, que les mineures de 16 ans (1). »

La tâche est donc très difficile pour les mineures de 16 à 18 ans. Un exemple entre cent. Voici l'extrait d'une lettre que la Directrice de l'Etablissement de Bavilliers, près Belfort, adressait il y a quelque temps à l'Administration Pénitentiaire.

« L'Administration supérieure nous a envoyé, en janvier 1907, 12 jeunes filles (de 16 à 18 ans) qui ont presque toutes été prises pour vagabondage. Sur ce nombre, six sont des indisciplinées annonçant hautement qu'elles ne se soumettront à rien, ni travail, ni règlement. Une septième, affiche vouloir et pouvoir vivre sans travail avec ses cinq compagnes d'insubordination, être des apaches qui veulent faire la noce. Nous ne pouvons rester ici, dit-elle, et elle s'en prend aux pouvoirs publics, « qui font des lois pour nous envoyer en correction à 18 ans, alors que nous menons la vie depuis l'âge de 14 ans. Croit-on nous corriger ? Ah bien oui... Vive la liberté (2). »

Une autre raison a été alléguée pour adopter l'âge de 18 ans.

« Aller au delà de 18 ans, serait grave, disait M. Hennequin, à cause des conséquences financières que pourrait entraîner l'application de la nouvelle loi proposée... Il est hors de doute qu'en dépassant l'âge de 18 ans, on aurait à supporter une charge tellement lourde qu'on risquerait de faire échouer la tentative de réforme. »

Et, à l'appui de ses dires, il donnait les résultats d'une enquête faite en 1904, dans 174 villes comprenant les plus importantes (mais excepté Paris).

D'après la statistique qui en résultait, « suivant qu'on adopterait la limite de 21 ans ou de 18 ans, on se trouverait en

(1) *L'Enfant*, 1909, p. 96.

(2) *Rev. Pénit.*, 1910, p. 568 et 569.

présence des effectifs suivants, susceptibles d'être recueillis dans les établissements de réforme : 3.809 ou 1.892 (1). »

Tels sont les deux motifs qui ont déterminé le législateur à adopter l'âge de 18 ans.

B. — *Se livrant à la prostitution.*

1° Quel sens convient-il de donner ici à ce mot « prostitution » ?

Jusqu'à l'élaboration de la loi du 11 avril 1903, la plupart des vœux émis ou des propositions déposées, employait indifféremment les mots prostitution ou débauche, sans songer à les définir d'une façon précise : étaient visées, dans ces textes, les mineures « qu'un dévergondage précoce acheminait à la dégradation irrémédiable quels que fussent les mobiles de la débauche (2) ».

Pourtant M. Georges Berry, dans l'exposé des motifs de sa proposition de loi en 1903, précisait ce point :

« La meilleure définition de la prostitution est encore, à notre avis, celle du digeste *Palam...*, *sine delectu... pecunia accepta*, ce qui peut être exprimé par la formule suivante :

« Doit seulement être réputée prostituée toute femme qui, publiquement et sans amour, se livre au premier venu, moyennant une rémunération pécuniaire », formule à laquelle il convient d'ajouter « et n'a d'autres moyens d'existence que les relations passagères qu'elle entretient avec un plus ou moins grand nombre d'individus (3) ».

(1) Com. Extrap. 24^e séance.

(2) Hennequin, Rap. général, p. 192.

(3) Ch. des Députés, *Impressions*, 6^e Législature, n^o 956, p. 18. Cette définition que M. G. Berry proposait était trop étroite. Il modifiait à tort par son alinéa final la définition juridique donnée par le digeste.

Le sens que l'on attribuerait au mot prostitution dans la loi nouvelle, fut longuement discutée au Comité de rédaction de la Commission Extraparlamentaire.

Le Comité soumit au vote de la Commission le texte suivant :

« Tout mineur de 18 ans, qui se livre à la prostitution, même sans idée de gain... »

« Il ne s'agissait pas pour la Commission, expliquait-on, de disputer sur les conditions particulières dans lesquelles une petite fille, une jeune fille de moins de 18 ans se prostitue aussi librement qu'une femme adulte. Se prostitue-t-elle pour des bagatelles, des colifichets de toilette, pour des repas offerts gracieusement à la crèmerie ou au restaurant, par coquetterie vicieuse et pour le simple motif de varier ses plaisirs en changeant d'amants, ou bien pour tout simplement recevoir à la minute le prix monnayé (*meretricium*) de l'acte sexuel?... Là n'est point la question pour l'œuvre de moralisation entre prise.

Le but de la loi est de sauver cette enfant, cette mineure que « son dévergondage, son impudicité monstrueuse, acheminent à la chute, à la dégradation irrémédiable ».

Dès lors qu'importe la notion classique ? De là pour le Comité la nécessité d'insérer dans le texte initial les cinq mots « même sans idée de gain ».

« La prostitution s'entendait, comme l'expliquait M. Le Poittevin, *latissimo sensu*, de l'abus prématuré dégénéré en habitude des rapports sexuels avec tout venant ou avec des catégories de personnes (1). »

Cette rédaction de l'article 1^{er} ne fut pas sans soulever une vive discussion.

M. Yves Guyot protesta véhémentement et combattit le texte

(1) Avis du Comité, p. 6 ; 35^e séance de la Com. Extrap.

additionnel, « même sans idée de gain », car pour lui l'idée de prostitution n'allait pas sans l'idée de gain.

« Depuis des temps immémoriaux, disait-il, l'idée de prostitution et l'idée de gain qui en est le prix sont deux termes inséparables. Son observation était d'ailleurs tellement exacte, ajoutait-il, que même employé dans le sens métaphorique, le mot prostitution est lié à l'idée de vénalité. Quand on dit d'un écrivain qu'il prostitue sa plume, on veut dire qu'il se vend. Si l'on veut introduire une telle modification dans les idées actuellement reçues, que l'on emploie un autre mot, débauche par exemple (1). »

M. Le Poittevin défendit le texte du Comité en ces termes :

« Sans ouvrir ici un concours de texte et un combat d'érudition, on peut dire que les jurisconsultes romains ont surtout insisté sur ce point que la caractéristique de la prostitution est le fait de s'adresser à n'importe qui : ils ajoutent même « avec ou sans idée de gain ».

Quant à l'expression « débauche » que M. Yves Guyot voudrait introduire dans le texte de la loi, M. Le Poittevin ne pouvait l'accepter. « Le mot proposé étant dans l'espèce élastique et, par conséquent, dangereux : il pourrait donner lieu à des interventions injustifiées, à des interprétations abusives d'une conduite, qui, sans être celle d'une jeune fille régulière, n'est pas celle d'une prostituée. M. Le Poittevin faisait appel sur ce point aux propres observations de M. Yves Guyot qui s'est, à juste titre, préoccupé dans le débat de bien limiter l'intervention de la loi et de ne laisser toucher à la liberté individuelle que quand il y a réellement lieu. La mineure doit être protégée, c'est le principe de la loi ; mais cette protection ne doit pas s'exercer à son égard en dehors d'une réelle nécessité morale

(1) Com. Extrap., 35^e séance.

et sociale. Le mot « débauche » ne permet pas de serrer de près la définition juridique de la situation du mineur : il convient de rester exactement dans l'idée de prostitution. Il ne faut pas que ni la police ni la loi puissent intervenir sous prétexte de simple immoralité. La Commission a, du reste, déjà écarté dans le débat des séances plénières cette expression de « débauche » et les expressions similaires, comme celle de « corruption (1) ».

M. Feuilloley, l'un des auteurs du texte additionnel, ajoutait : « Sans doute, M. Yves Guyot a raison de soutenir que de notre temps, dans nos civilisations contemporaines, le mot prostitution implique l'idée de gain.

« Mais l'idée mère du projet qui concerne les mineurs est moins de savoir les conditions précises dans lesquelles ils pratiquent la prostitution habituelle, que de les protéger. On pourrait suivre M. Yves Guyot dans le débat qu'il soulève s'il s'agissait d'édicter des mesures pénales ; dès qu'il s'agit de protection, d'éducation, de moralisation, l'idée de prostitution entendue *stricto sensu* perd de sa valeur... Il n'est pas douteux qu'il existe nombre de jeunes filles qui se livrent à la prostitution en dehors de toute idée de lucre (1). »

La Commission Extraparlamentaire se rangea à l'avis de son Comité de rédaction.

Le projet du gouvernement fit sienne cette idée que la mineure a droit à la protection de la loi, même si elle se prostitue en dehors de toute idée de lucre, et le Sénat, après la Commission sénatoriale, l'adopta sans aucune discussion.

Il n'en fut pas de même au Palais-Bourbon. M. Viollette, dans son rapport, nous apprend que la Commission de la Chambre ne fit pas bon accueil à la définition proposée et même s'y montra hostile.

(1) 35^e séance, Com. Extr.

Reprenant, au nom de la Commission, la thèse soutenue par M. Yves Guyot, il écrivait :

... « Quant à la prostitution privée, il est beaucoup plus difficile de définir ce qui tombe sous le coup de la loi. Si nous ouvrons Littré ou le Dictionnaire de l'Académie, nous trouvons cette définition de la prostitution : « Abandonnement à l'impudicité ». Au substantif « prostituée », Littré indique : « Livrée à l'impudicité, femme de mauvaises mœurs ».

« Ce sont là des définitions tellement vagues, qu'au point de vue juridique, elles ne signifient absolument rien. Il est encore nombre d'esprits pour lesquels une jeune fille qui a un amant est une femme absolument perdue et qui n'hésiteront pas à dire qu'elle s'abandonne à l'impudicité. Il est certain que l'industrialisme moderne, en donnant de très bonne heure aux jeunes filles une existence distincte de celle de leurs parents, les place presque toujours en présence de tentations et de sollicitations qui finissent par être assez souvent écoutées. Plus la jeune fille sera amenée à avoir une existence extérieure, plus elle sera amenée à nouer des amitiés, qui, par la force des choses, se changeront en intimités. Les jeunes gens lancés dans la vie ne tardent pas à se reconnaître le droit de disposer pleinement d'eux-mêmes. Les jeunes filles, émancipées par leur travail même, ne tardent pas aussi à acquérir le sentiment de leur indépendance et à s'abandonner, par suite, à ce que la jurisprudence appelle « l'attrait des sexes »... que le législateur n'ait pas à encourager des unions plus ou moins sérieuses, nous tombons pleinement d'accord ; mais qu'il ait à les réprimer, c'est une chose à laquelle nous ne consentirons jamais. Nous ne pouvons pas considérer que cela soit de la prostitution : inconduite, dévergondage, ce n'est même pas toujours très certain...

« ... Si maintenant nous prenons Larousse, nous trouvons

cette définition du mot « prostitution » : « Métier qui consiste à livrer son corps au plaisir du public pour de l'argent ». Le mot « prostituée » est ainsi défini : « femme qui se livre pour de l'argent à la débauche publique ». Ici nous avons une définition claire, précise. Deux conditions essentielles pour qu'il y ait « prostitution » : 1^o que la femme s'offre au public ; 2^o qu'elle s'offre pour de l'argent. Le malheur, c'est que le texte du Sénat, sur lequel nous avons à délibérer, vise l'exercice habituel de la prostitution « même sans idée de gain », c'est contradictoire, la prostitution sans idée de gain n'est plus de la prostitution...

« Votre Commission, poursuivait-il, s'est longuement demandé le sens qu'il fallait attacher aujourd'hui au mot prostitution ; finalement, à la majorité, elle a estimé que dans le langage courant actuel, à tort ou à raison, le mot prostitution impliquait l'idée de gain... Il y a donc lieu de reviser l'article 1^{er} en conséquence (1)... »

La Commission de la Chambre a donc décidé la suppression des mots « même sans idée de gain » comme contradictoire avec le sens qu'elle donnait au mot prostitution (2).

La Chambre vota sans discussion le projet du Sénat ainsi modifié.

M. Bérenger, au nom de la Commission sénatoriale, conclut au vote pur et simple de la loi telle que la Chambre l'avait adoptée, et fut suivi par la Haute Assemblée. Dans son rapport, il disait : « Les mots même sans idée de gain ont été supprimés comme inutiles (3) ».

Il y a là une grave inexactitude, car en supprimant ces mots la Chambre a voulu, ainsi que nous l'avons expliqué, atteindre

(1) Ch. des Députés, *Impressions*, 1908, S. O. n° 1459, p. 11, 12, 13.

(2) Ch. des Dép., *Impressions*, 1908, n° 1459, p. 14, 20.

(3) Sénat, *Impressions*, 1908, n° 116, p. 2.

seulement, dans l'article 1^{er} de la loi, les mineures qui recherchaient à réaliser un bénéfice, un gain dans leurs relations sexuelles. Elle a voulu restreindre la portée de la loi, telle que le Sénat l'avait comprise, en faisant du *lucré* une condition *sine qua non* de son application.

Seules donc, tombent sous le coup de la loi, les mineures qui se livrent au premier venu et sans choix, avec idée de gain.

Il ne saurait y avoir doute sur ce point. Et c'est ce qu'a d'ailleurs décidé, et fort justement, la Cour de Paris, le 3 février 1911.

« Attendu, lit-on dans son arrêt, que la loi du 14 avril 1908 n'a donné de la « prostitution » des mineurs aucune définition et qu'il faut s'en tenir au sens usuel de cette expression ;

« Que la prostitution s'adresse à tout venant et a pour but un profit ou une rémunération ;

« Que, sur ce dernier point, il convient de noter que les mots « même sans idée de gain » qui figuraient dans le texte de l'article 1^{er} du projet voté par le Sénat, ont été supprimés par la Commission de la Chambre des députés et qu'ensuite cette suppression a été successivement acceptée par la Chambre et le Sénat... (1) »

2^o Une seconde question se pose. L'article 1^{er} de la loi s'applique-t-il à tous les mineurs se livrant à la prostitution, sans distinguer si elle se pratique à domicile ou dans un lieu privé, ou si elle s'exerce sur la voie publique ou dans un lieu public ?

(1) *Gazette des Trib.*, 11 février 1911. — Toute la doctrine est en ce sens. Prévost, *Op. cit.*, p. 96 et s. — Loison, *Thès.*, p. 78. Le Poittevin, (Lois nouvelles, 1909, p. 119. — Le Clec'h, *Op. cit.*, p. 62. Le Pourvoi formé contre cet arrêt a été admis par la Ch. des requêtes le 29 nov. 1911, cf. *Rev. Pén.*, 1912, p. 591.

Ici quelques mots d'explication sont nécessaires.

La proposition de M. Béranger à la Commission Extraparlementaire, et celle qu'il a déposée sur le bureau du Sénat le 30 juin 1905, ne visaient que la prostitution habituelle des mineurs sur la voie publique.

« Sans méconnaître que les mineurs se livrant dans d'autres conditions aux mêmes désordres de conduite étaient aussi dignes d'être protégés par la loi et sans considérer comme d'un intérêt social moins essentiel de les soumettre au régime d'éducation réformatrice à instituer (1) », M. Béranger limitait la portée de sa proposition à la prostitution publique pour plusieurs raisons :

Il pensait, comme il le disait à la Commission Extraparlementaire, mais non sans étonner tout le monde, « qu'il serait excessif de s'inquiéter de la prostitution des mineurs en dehors de la voie publique », et il ajoutait : « qu'il croyait que l'on n'avait vraiment le droit de légiférer qu'en ce qui concerne la rue ! »

Cette intervention, selon lui, était inutile.

En effet, ainsi qu'il l'expliquait au Sénat, ces petites prostituées sont de deux catégories. — « Je ne crois pas que l'on puisse en imaginer une troisième : dans la première on trouve des enfants abandonnées par leurs parents, et qui, livrées à leurs mauvais instincts ou aux entraînements qu'elles ont subis ont échappé à la surveillance paternelle ou maternelle ; pour celles-là, il y a cette belle loi du 24 juillet 1889 qui porte si justement le nom de son auteur, Théophile Roussel, loi qui permet de traduire ces enfants devant les tribunaux et de demander aux magistrats d'user du pouvoir que la loi leur a donné, soit de les remettre à leurs parents quand ils en sont dignes, soit de les envoyer dans une maison de réformation.

(1) Sénat, *Impress.*, S. O. 1907, n° 120.

« Donc, pour cette première catégorie, il y avait une loi qui était appliquée et qui paraissait suffisante.

« La seconde catégorie comprend les enfants dont un tiers s'est emparé — c'est malheureusement quelquefois un parent — les enfants que l'on exploite que l'on a conduits à la prostitution en les excitant pour en tirer naturellement profit.

« Pour ceux-là, il y a, en ce qui les concerne, excitation habituelle des mineurs à la débauche — il y a un coupable — c'est celui qui les excite à la débauche et qui en profite — et un délit a été commis, non par eux, mais contre eux.

« La loi du 19 janvier [il faut avril] 1898, prévoit précisément ce cas.

« Elle dit que lorsqu'un délit a été commis, soit par un enfant — ce n'est pas notre cas — soit sur un enfant et contre un enfant — c'est absolument la situation actuelle — on a également le pouvoir de traduire les coupables devant le Tribunal qui peut prendre à leur égard les mêmes mesures qui sont réclamées aujourd'hui par la loi que nous discutons.

« Les prostituées qui se trouvaient exclues de la proposition primitive (Béranger) et que la Commission avait exclues avec elle, tombaient sous l'application des lois existantes, qui sont fréquemment appliquées. On ne comprenait donc pas la nécessité d'étendre les dispositions du projet en discussion (1). »

L'argumentation de l'honorable Sénateur était assez inexacte.

Les lois de 1889 et 1898 sont, il est vrai, appliquées ; mais pas aussi fréquemment que l'honorable Sénateur semble avoir voulu en convaincre ses collègues.

De plus, la loi de 1889 exige tout d'abord une faute, grave et lourde des parents, qui, dans bien des cas, n'existe pas. — Et cette loi, de même que les textes du Code pénal qui atteignent

(1) Sénat, *Débats*, séance du 4 juin 1907.

tous les débaucheurs et permettent de prendre en faveur de la mineure les mesures édictées par la loi de 1898, sont d'une application fort restreinte, l'un des éléments constitutifs du délit ou du crime faisant défaut, et rendant toute condamnation impossible.

Contrairement donc à ce que déclarait M. Béranger, les textes invoqués ne permettaient pas d'atteindre *toutes* les mineures se prostituant ailleurs que sur la voie publique.

Pour M. Béranger, enfin viser dans sa proposition ces dernières mineures, risquait de faire échouer le vote de la loi, car on se heurterait à des difficultés financières insurmontables.

« Si, toutefois, on considère, écrivait-il dans son premier rapport, que parmi les mineurs voués à la débauche ceux qui, bravant toute honte, descendent dans la rue pour solliciter les passants sont assurément le moindre nombre, on peut craindre que le contingent à hospitaliser et les dépenses à faire ne soient beaucoup plus que doublés. »

Et lors de la discussion devant la Haute Assemblée, il poursuivait :

« La Commission des finances a, récemment, dans un rapport de M. Milliès-Lacroix, donné un avis favorable en considération du but humanitaire à réaliser. Une réserve toutefois a été faite par M. le ministre des Finances.

« Il a subordonné son assentiment à la condition que la loi resterait dans les limites exactes qu'elle a elle-même précisées, c'est-à-dire qu'elle ne soit étendue à d'autres catégories de mineures (1). »

La thèse opposée, soutenue par M. A. Le Poittevin, adoptée par la Commission Extraparlamentaire et reprise par le gouvernement, « tendait à atteindre toutes les mineures quelles que

(1) Sénat, *Débats*, 30 mars 1906.

fussent les conditions dans lesquelles elles se livraient habituellement à la prostitution et en raison du fait même qu'elles étaient prématurément tombées dans la débauche (1) ».

Il faut d'ailleurs remarquer que c'était la compréhension tant de la proposition déposée au Sénat en 1895 par M. Béranger que du projet de la Commission sénatoriale à l'examen de laquelle elle avait été renvoyée.

« Le fait donnant lieu à la poursuite, disait alors l'honorable sénateur, est non la prostitution sur la voie publique, mais l'état habituel de prostitution, cet état ne fût-il pas public. »

Le Gouvernement se fit le champion de la thèse adoptée par la Commission Extraparlamentaire.

« Dès que la prostitution est établie, est-il écrit dans l'exposé des motifs du projet gouvernemental, les dispositions de la loi deviennent applicables, alors même que les mineurs ne racoleraient pas sur la voie publique : le projet a en vue la protection des mineurs en elle-même, tandis que le maintien de la décence dans la rue n'est qu'une considération accessoire et d'un tout autre ordre, insuffisante même dans l'espèce pour motiver les mesures proposées, puisque seul le racolage d'habitude serait atteint (2). »

M. le commissaire du gouvernement, Bourdon, s'exprimait ainsi.

« Dans la proposition Béranger, la sauvegarde de l'enfant était un peu accessoirement envisagée ; on s'occupait de la petite prostituée, mais à la condition qu'elle descendît dans la rue et qu'elle y racolât. Si, au contraire, elle restait chez elle, si elle se livrait à la débauche, soit au domicile de ses parents, dont elle trompait la surveillance, soit dans quelque chambre

(1) Hennequin, rap. *Op. cit*, p. 180.

(2) Sénat, *Impressions*, 1907, n° 50, p. 5.

de location, si cette enfant là faisait commerce de son corps, elle n'était point sauvegardée par la proposition de l'honorable M. Béranger.

« En un mot, à ce moment, il n'était question que d'apporter un appoint à la ligue contre la licence des rue, et on ne s'occupait de la prostitution de la jeune mineure qu'à une condition préalable : c'est que celle-ci fût descendue dans la rue (1). »

Et dans la même séance, M. Bourdon s'attaquait à l'argument que M. Béranger considérait comme l'un des plus sérieux et des plus forts pour motiver la restriction de sa proposition de loi, à savoir l'inutilité d'une extension, les mineures se livrant à la débauche hors la voie publique, étant suffisamment protégées par les lois alors en vigueur.

M. Bourdon insistait, en démontrant à juste titre qu'il existait, dans notre législation, une lacune, en ce qui concernait les jeunes prostituées, et que ni la loi de 1889, ni la loi de 1898, « ne permettaient de remédier à la situation de ces malheureuses enfants (1) ».

Sans doute, on peut en atteindre un grand nombre, mais beaucoup échappent.

M. Bourdon se méprenait d'ailleurs sur l'application exacte que l'on pouvait faire de la loi de 1898, lorsqu'il déclarait :

« La loi de 1898 ne s'en occupe pas davantage, car, qu'on ne l'oublie pas, il s'agit dans cette loi, lorsqu'un délit a été commis non par l'enfant mais par ceux qui ont en ont la garde, de prendre des mesures (1). »

Et il commettait la même erreur lorsqu'il ajoutait :

« La loi de 1898, pas plus que celle de 1889, sur la déchéance paternelle, ne pouvait être appliquée, parce que ces législations

(1) Sénat, *Débats*, 4 juin 1907.

prévoient et présument qu'une faute a été antérieurement commise, soit par les parents, soit par le tuteur de l'enfant et il peut se faire que de faute, il n'y en ait point à leur reprocher (1). »

M. Bourdon oubliait que la loi de 1898 permet de prendre les mesures auxquelles il faisait allusion, non seulement pour les enfants victimes, mais encore auteurs de crimes ou de délits, et, ainsi que nous l'avons vu, cela permettait de donner à la loi de 1898 un large champ d'application.

A cet argument de l'insuffisance des lois actuelles, M. Hennequin en 1906, M. Bourdon en 1907, ajoutaient un autre argument que l'on peut qualifier aisément « d'argument de tribune ».

« S'en tenir à la prostitution publique, disait le premier, ne serait donner qu'une bien faible satisfaction aux vœux émis de toutes parts... »

« Les Municipalités, poursuivait-il, ne pourraient que se réjouir d'une extension aussi grande que possible de la nouvelle loi et, ne considérant que la réforme pratique, elles ne pourraient que souhaiter l'adoption d'une proposition plus élargie qui, au grand profit de l'ordre et de la santé publique, apporterait un obstacle décisif à la prostitution si attristante des jeunes mineures et c'est cette considération qui justifie plus particulièrement mon intervention dans cette discussion générale (2). »

Si l'on n'envisageait que la prostitution sur la voie publique, surenchérisait M. Bourdon, l'œuvre serait indigne d'une véritable démocratie.

« La Commission Extra-parlementaire ne s'est point limitée à ce point. Elle a pensé que c'était un devoir impérieux pour un gouvernement, surtout pour une démocratie, de soutenir,

(1) Sénat, *Débats*, 4 juin 1907.

(2) *Débats*, Sénat, 30 mars 1906.

d'élever, de réconforter l'enfant qui, abandonnée à elle-même, s'est laissée tomber dans le vice. Elle a voulu porter son attention non pas seulement à la chaussée et au trottoir ; elle a eu le désir de s'élever plus haut, d'accomplir une œuvre de rédemption, vis-à-vis des enfants ; elle a voulu, en un mot, que la protection de la loi s'exerce sur les enfants partout où cela était possible, afin de les sauver. C'est dans ces conditions que le projet de loi du Gouvernement est intervenu (1). »

A cela M. Bérenger répliquait : « Sans doute nous devons nous préoccuper de toutes les mineures débauchées et tenter leur relèvement. Mais dans cette tâche si nouvelle et si délicate, le législateur doit agir avec prudence. Commençons par tendre la main à celles qui se livrent à la prostitution publique, organisons les établissements nécessaires à leur sauvetage, et lorsque tout sera prêt, que nous aurons hospitalisé celles pour lesquelles l'intervention bienfaisante de la loi est la plus urgente, nous pourrons nous acheminer doucement mais sûrement vers celles qui ne donnent pas au public le scandale de leur dévergondage (2). »

La Commission sénatoriale admit la thèse de l'extension la plus large de la nouvelle loi, car, ainsi que l'expliquait son honorable rapporteur : « Du moment que le Gouvernement pense que cette extension, bien qu'elle se borne à reproduire les dispositions législatives antérieures, peut être utile, du moment qu'il estime — c'est encore une considération qui nous avait déterminés à limiter l'action de la loi — qu'elle n'imposera pas une trop lourde charge à l'Etat, obligé désormais à entretenir dans des maisons spéciales un nombre beaucoup plus grand de mineures qui tomberont ainsi sous le coup de la loi, il n'appar-

(1) Sénat, *Débats*, 4 juin 1907.

(2) Cf. Sénat, *Débats*, 4 juin 1907, et *Impressions*, 1907, n° 120.

tenait pas à la Commission de substituer sa responsabilité à celle du gouvernement et de dire : « Nous considérons la loi que vous proposez comme inutile ou comme devant entraîner trop de dépenses... » et c'est ainsi que la Commission s'est déterminée à accepter le projet du Gouvernement.

Mais elle ne l'a pas accepté purement et simplement.

Le projet visait dans un article unique la prostitution des mineurs, sans distinguer si elle s'exerçait ou non sur la voie publique.

Le texte élaboré par la Commission distingue. L'article 1^{er} vise, sans spécifier, les mineurs se livrant à la prostitution et dans un article 9 la Commission s'occupe des mineurs trouvés en état de prostitution sur la voie publique.

A ces derniers s'applique seul l'article 9 ; l'article 1^{er} étant réservé aux mineurs prostitués non atteints par l'article 9 (1).

Le Sénat et la Chambre ont voté, — après modifications de l'article 9 — le texte proposé sur ce point par la commission sénatoriale.

Il résulte donc des travaux préparatoires très nets sur ce point qu'un texte s'occupant spécialement de la prostitution publique, déterminant les conditions d'intervention de la loi et les mesures à prendre, l'article 1^{er} s'applique *exclusivement* aux mineurs se prostituant en dehors de la voie publique.

M. le Conseiller Le Poittevin a soutenu l'opinion contraire : « Lorsqu'il est établi, écrivait-il dans son rapport au Comité de Défense, qu'un mineur se livre habituellement à la prostitution soit en chambre, soit dans un lieu public, il y a lieu de lui faire application des dispositions de l'article 1^{er}... »

« C'est ainsi que la loi, dans son article 1^{er}, vise d'une façon générale la prostitution habituelle des mineurs sans s'occuper des

(1) Sénat, *Impressions*, 1907, n° 120.

conditions dans lesquelles elle se produit : dès que, d'une manière quelconque, la preuve est acquise qu'un mineur se livre habituellement à la prostitution, celui-ci peut être déféré à la Chambre du Conseil qui aura tous pouvoirs pour prendre à son égard les mesures prévues par la loi (1). »

Cette théorie a été appliquée par le Tribunal de la Seine dans ses jugements du 7 décembre 1910.

« Attendu, lit-on dans l'un d'eux, qu'il résulte de plusieurs procès-verbaux dressés par les inspecteurs de la brigade mobile que le jeune X... âgé de huit ans, se livre habituellement à la prostitution en compagnie de fillettes et de garçonnets dans le jardin des Plantes, au square des Arènes et au square Monge, dans le but de se procurer de l'argent ; qu'il a déclaré lui-même que, depuis longtemps, il n'allait plus à l'école et se rendait, à l'instigation de son père, dans les jardins publics où il offrait aux passants de se livrer sur eux à des attouchements obscènes ; que le 5 octobre 1910, notamment, il a fait des propositions de cette nature aux inspecteurs qui le surveillaient ;

« Attendu que ces faits sont constitutifs de la prostitution habituelle prévue par l'article 1^{er} de la loi du 11 avril 1908 (2). »

Mais cette jurisprudence n'a pas été suivie ; cette décision a été réformée par la Cour de Paris à laquelle elle avait été déférée.

« Considérant que les faits constitueraient-ils même la prostitution habituelle, est-il tout d'abord exposé dans l'arrêt de la Cour, la requête du Ministère public ne saurait être admise :

« Considérant qu'à la vérité les faits se sont passés dans un lieu public ; qu'il est néanmoins impossible de recourir aux dis-

(1) *Journal des Parquets*, 1909, p. 81 et 83. Dans le même sens Sirey, 1908. Lois annotées, p. 749, note 4.

(2) *Gazette des Trib.*, 9 décembre 1910.

positions de l'article 3 de la loi relatif au racolage ou à la provocation à la débauche sur la voie publique ou dans un lieu public ; qu'en effet, aucun procès-verbal n'a été dressé à ce point de vue, aucun avertissement donné, aucune récidive constatée ; qu'aucune des formalités préalables à la poursuite et indispensables n'a été remplie... (1). »

La Cour considère donc, à bon droit, ainsi que la majorité des auteurs (2), que l'article 1^{er} ne peut s'appliquer en cas de prostitution publique.

La Cour suprême a été saisie de la question... La Chambre des requêtes a, le 29 novembre 1911, admis le pourvoi formé contre cet arrêt et autres rendus dans le même sens (3).

Il faut toutefois remarquer, qu'un acte de prostitution publique n'empêcherait pas une mineure de tomber sous le coup de l'article 1^{er} de la loi de 1908, s'il était établi que par ailleurs elle se livre à la prostitution clandestine, ou qu'à la prostitution publique, elle ajoute la prostitution en chambre.

Dans ce cas nous estimons qu'une poursuite basée sur l'article 1^{er} de la loi devrait être accueillie par les Tribunaux.

C. — *Habituellement.*

Pour que la prostitution puisse donner l'occasion de prendre des mesures de relèvement édictées par la loi de 1908, il faut qu'elle soit *habituelle*.

M. Bérenger exigeait cette condition dans sa proposition : « Il avait, écrivait-il, substitué au fait unique, qui avait paru suffisant

(1) *Gazette des Trib.*, 11 février 1911. — arrêt du 3 février 1911.

(2) Prévost, *Op. cit.*, p. 95, Loison, *Thèse précitée*, p. 73, et *Gazette des Trib.*, 3 décembre 1910. — Nast, *Revue Critique*, 1909, p. 483. — *Le Droit*, 24 nov. 1910.

(3) Cf. *Rev. Pén.*, 1912, p. 591.

au Conseil municipal de Paris, pour légitimer l'envoi dans une maison de réforme, l'état habituel de prostitution dans la pensée que souvent un avertissement sévère, ou la remise officieuse de l'enfant à la famille, pourrait suffire pour le remettre dans le droit chemin (1) ».

Le projet du Gouvernement était d'accord sur ce point avec la proposition Bérenger : « Ce n'est pas, dit l'exposé des motifs, le fait isolé, mais l'exercice habituel de la prostitution qui déterminera l'intervention du Tribunal (2).

Aucun doute n'est possible ; la pensée du législateur est manifeste, le texte de la loi est clair.

Le Tribunal appréciera souverainement si les faits qui lui sont exposés constituent l'habitude. Il a pleins pouvoirs pour décider, et s'inspirera, pour ce faire, de la jurisprudence établie par la Cour de cassation pour les délits d'habitude (3).

C'est par une sage application de ces principes que la Cour de Paris a pu, le 3 février 1911, décider que, « malgré leur obscénité, les actes révélés contre une mineure n'ont pas eu une fréquence suffisante pour la faire considérer comme une prostituée habituelle et qu'il serait injuste qu'une pareille qualification formât, à son égard, le motif des mesures prescrites par la loi du 11 avril 1908 (4) ».

Tout mineur n'ayant pas atteint l'âge de 18 ans et se livrant habituellement à la prostitution, dans les conditions que nous venons d'examiner, tombe sous le coup de l'article 1^{er} de la loi 1908.

Il n'y est fait qu'une seule exception : c'est en faveur du mi-

(1) Sénat, *Impressions*, 1905, n° 194, p. 5.

(2) Sénat, *Impressions*, 1907, n° 50, p. 4 et 5.

(3) Le Poittevin, *Lois nouvelles*, 1909, p. 120.

(4) *Gazette des Trib.*, 11 fév. 1911.

neur marié. A celui-là liberté pleine et entière est accordée de se prostituer.

En effet, nous verrons que les mesures de protection que l'on peut prendre vis-à-vis d'un mineur prostitué cessent en cas de mariage (1).

(1) En ce sens Prévost, *Op. cit.*, p. 51.

CHAPITRE II

AUTORITÉ COMPÉTENTE POUR PRENDRE LES MESURES DE PROTECTION A L'ÉGARD DES MINEURES PROSTITUÉES

C'est l'autorité judiciaire seule qui pourra statuer sur le sort de la mineure.

Elle seule avait qualité pour le faire.

Mais quelle autorité judiciaire serait compétente ? D'aucunes des propositions jadis déposées attribuaient compétence au Tribunal correctionnel jugeant soit en audience publique, soit en Chambre du Conseil.

Il était hors de doute, que l'on ne pouvait, dans la loi de 1908, attribuer compétence au Tribunal Correctionnel.

Le législateur, nous l'avons vu, était parti de ce principe que la prostitution des mineures n'était pas un délit. Il eut été illogique alors et contradictoire de traduire les jeunes prostituées, dont on voulait tenter la réformation morale, devant le Tribunal correctionnel, « dont la décision, déclarait M.^r Bérenger, emprunterait à la nature de ses attributions un caractère, au moins apparent, de répression inconciliable avec les mesures purement éducatrices à prendre (1) ».

« Le projet pose d'abord en principe, écrit M. le député Viollette, que la prostitution n'est que l'abus déplorable de la liberté

(1) Sénat, *Impressions*, 1906, n° 36, p. 10.

individuelle et qu'elle ne peut pas être un délit.... Dès lors, la première conséquence c'est la suppression de la juridiction administrative de la préfecture de police et l'attribution de compétence au Tribunal civil (1). »

Devant quel juge civil devait comparaître la mineure ?

Ici deux systèmes étaient possibles et ont en effet été soutenus :

Les uns, comme M. Théophile Roussel, Berry, Béranger, etc., voulaient la comparution de la mineure devant le juge de paix. Elle « paraissait plus rapide, plus simple et plus pratique, plus conforme en conséquence à l'intérêt de l'enfant (2). »

Les autres, tels que MM. Honnorat, Albert Gigot, demandaient que la mineure fût traduite devant le Tribunal civil.

Au sein de la Commission Extraparlamentaire M. Béranger se fit le champion du premier système ; M. Le Poittevin présenta et défendit le second.

A l'appui de sa thèse, M. Béranger, — qui, ne l'oublions pas, ne s'occupait que de la prostitution sur la voie publique, — prétendait « qu'en conduisant les mineures devant le juge de paix, on arriverait plus rapidement que de toute autre façon au but désiré... » ; à quoi bon les formalités que d'autres proposaient « quand il s'agit simplement d'obtenir que les parents n'exercent pas la garde de leurs enfants dans l'intérêt de leurs enfants ? ».... D'ailleurs, le juge de paix serait suffisamment éclairé pour pouvoir trancher « et d'une façon définitive la question de la garde et de l'éducation de l'enfant sans toucher à la grosse question de la déchéance réservée (3) ».

M. le Président de Chambre Saint-Aubin se fit un défenseur nergique de la proposition Béranger. « C'est avec satisfaction

(1) Ch. des Députés, *Impressions*, 1908, n° 1459, p. 3.

(2) Sénat, *Impressions*, 1905, n° 194, p. 5.

(3) Commission Extrap., 24^e séance.

qu'il aurait vu admettre la compétence du juge de paix..... celui-ci appelait les parents et décidait s'il fallait avertir ou non le Procureur de la République. En beaucoup de cas l'intervention du juge de paix était un premier échelon où l'on se serait d'abord arrêté, où l'on se serait contenté d'adresser à la mineure une simple et bonne admonestation (1). »

L'internement de la mineure, ripostaient les partisans du 2^e système, devait être entouré de toutes les garanties possibles. L'une d'elles consistait dans la compétence donnée au Tribunal civil (2).

En soutenant cette thèse, M. A. Le Poittevin ne faisait d'ailleurs que reproduire celle défendue jadis par M. Béranger comme rapporteur de la Commission du Sénat en 1895 (3). »

« Je ne crois pas, insistait M. Augagneur à la Commission Extraparlamentaire, que le juge de paix en dehors de Paris, et de certaines exceptions, ait à un assez haut degré la compétence et la finesse psychologiques désirables pour ordonner un internement pouvant atteindre 7 à 8 ans de durée... on imposerait, concluait-il, imprudemment aux juges de paix une fonction si nouvelle (4). »

La Commission Extraparlamentaire opta pour le Tribunal civil.

M. Béranger se rallia d'ailleurs à cette décision et dans la proposition dont il saisit le Sénat, il n'était plus question de donner compétence au juge de paix, mais au Tribunal civil.

Le Gouvernement avait, lui aussi, écarté la compétence du juge de paix. L'exposé des motifs en donne les raisons : « La compétence du juge de paix n'a pas paru présenter toutes les garanties nécessaires en une matière aussi délicate et aussi com-

(1) Commission Extrap., 25^e séance.

(2) Commission Extrap., Contre-Projet Le Poittevin.

(3) Cf. Sénat, *Impressions*, 1895, n^o 50, p. 28.

(4) Com. Extrap., 25^e séance.

plexe. En face de l'intérêt général qui commande le relèvement moral du mineur, se dressent, en effet, deux intérêts respectables, et qu'il convient de sauvegarder : d'une part, celui de la liberté individuelle du mineur à laquelle il est porté atteinte par la mesure d'internement qui n'est pas, sans doute, une pénalité, mais qui, du moins, prive celui qui en est l'objet d'une partie de sa liberté normale ; d'autre part, l'intérêt des personnes investies de la puissance paternelle (1) ».

L'article 1^{er} du projet donnant compétence au Tribunal civil a été adopté par le législateur et a passé dans la loi de 1908.

La loi ajoute que le Tribunal doit statuer en « Chambre du Conseil ».

La raison en a été donnée par le législateur. Ce qu'il fallait éviter était, avant tout, une publicité malsaine, et parfois nuisible (2).

D'autre part, ainsi que le faisait remarquer M. Viollette, « c'est la Chambre du Conseil qui a à statuer sur les actions en déchéance de la puissance paternelle, sur les demandes en exercice du droit de correction, etc. Elle est donc toute qualifiée pour prendre des mesures nécessaires à l'égard des enfants dont nous nous préoccupons (3) ».

Cette décision a soulevé une grosse objection :

Il est évident que pour les affaires dans lesquelles figurent des mineures, spécialement pour des affaires de prostitution, il est bon d'éviter la publicité trop grande de l'audience.

Mais décider, comme le fait la loi, qu'elles seront jugées en Chambre du Conseil, c'est-à-dire non seulement avec une pu-

(1) Sénat, *Impressions*, 1907, n° 50, p. 5.

(2) Sénat, *Impressions*, 1906, n° 36, p. 10.

(3) Ch. des Députés, *Impress.*, 1908, n° 1459, p. 3.

blicité restainte et profitable — comme actuellement pour les audiences du lundi à la huitième Chambre où sont appelées les seules affaires concernant les mineurs — mais encore sans aucune publicité, a le gros inconvénient de se retourner contre les mineurs, ainsi que le remarque, si justement M. Prévost. « Les renseignements du dossier peuvent, dans certains cas, déterminer les établissements privés à demander tel mineur. Mais le plus souvent ils n'arrêteront leur décision qu'au cours de l'audience d'après les renseignements qui s'y produisent, d'après aussi l'attitude et les réponses du mineur. Ne pas admettre dans la Chambre du Conseil les représentants des œuvres, ce sera paralyser leur concours et s'exposer à le réduire, les y admettre, ce sera violer le principe de la non publicité (1) ».

D'ailleurs, certains magistrats n'ont pas été plus enthousiasmés que cela de la mission nouvelle et toute de choix qui était réservée à la Chambre du Conseil. M. Vidal-Naquet se fit en quelque sorte leur porte paroles au Comité de Défense des enfants traduits en justice de Marseille, le 29 mars 1909.

« Dans des villes comme Marseille, n'est-ce pas donner à notre Chambre du Conseil un surcroît de travail considérable, n'est-ce pas lui donner une clientèle un peu spéciale, qui devra forcément vous conduire, Messieurs, à prendre des dispositions pour que le public soit reçu par vous à des jours et à des heures où vous ne les mettez pas en contact avec les plaideurs habituels de la première Chambre (2). »

Quel sera le Tribunal civil compétent ?

A cette question la loi répond :

« Le Tribunal compétent sera celui du domicile ou de la résidence des personnes investies de la puissance paternelle, de

(1) Prévost, *Op. cit.*, p. 62.

(2) Revue *L'Enfant*, 1910, p. 76.

la tutelle, de la surveillance en vertu des articles 141 et suivants du Code civil et du droit de garde conféré par une décision de justice, ou du lieu dans lequel le mineur se livre à la prostitution » (article 11).

Le seul Tribunal compétent, dans la proposition de M. Béranger, était ce dernier. Cela ressortait implicitement du texte proposé, et c'était naturel et logique, M. Béranger ne s'occupant que de la prostitution sur la voie publique.

Mais la loi entendait atteindre la prostitution privée, la question de compétence ne pouvait être résolue d'une façon aussi simple.

Dès la 24^e séance de la Commission Extraparlementaire M. Le Poittevin présentait un article 2 où il est dit *in fine*. « Le Tribunal civil compétent est celui du domicile ou de la résidence du père, de la mère ou du tuteur, ou du lieu dans lequel le mineur est trouvé se livrant à la prostitution. »

« Pourquoi spécifier, s'écriait M. Béranger, ... que tel tribunal sera compétent?... Est-ce que l'enfant qui aura été trouvé à Paris se livrant à la prostitution habituelle (sur la voie publique) sera transporté, pour y être jugé à Compiègne et à Perpignan ? » (1)

Il en aurait dû être ainsi, d'une part, si une de ces villes avait été le domicile des parents de la mineure, se prostituant à Paris (car étant en *matière civile*, l'article 59, C. Pr. civ., devait s'appliquer) et, d'autre part, s'il n'était spécifié dans la loi, que la mineure pourrait être traduite devant le Tribunal du lieu dans lequel elle se prostitue.

Car, ainsi que le disait très justement M. Le Poittevin : « La prostitution de la mineure n'est pas un délit ; or, c'est seulement en matière criminelle que le lieu du délit détermine la compétence (2). »

(1) 30^e séance, Com. Extr.

(2) *Id.*, 30^e séance, Com. Extr.

M. Hennequin remarque que sur ce point, « quelques hésitations s'étaient manifestées », au Comité de rédaction, « pour le motif qu'on diminuait ainsi les facilités à donner aux parents pour intervenir à l'instance. Cependant, ajoute-t-il, il fallait considérer que dans bien des cas on se trouverait en présence d'un mineur orphelin abandonné par ses parents et dont il ne connaît même pas la résidence et qu'enfin des raisons de célérité commandaient, dans l'intérêt même du mineur et de l'ordre public, d'admettre la compétence où s'exerçait la prostitution, quand les parents des prostitués d'habitude résideraient très loin, peut-être même à l'étranger (1). »

Donc l'enfant « aura toujours à sa portée un tribunal compétent pour l'entendre et statuer sur son sort » (2) ainsi, que M. Viollette le demandait dans son rapport.

(1) Rap. général, *Op. cit.*, p. 197.

(2) Ch. des Députés, *Impress.*, 1908, n° 1459, p. 5.

CHAPITRE III

PERSONNES POUVANT SAISIR LE TRIBUNAL

Dans son contre-projet déposé à la Commission Extraparlamentaire, M. Le Poittevin s'était inspiré de la loi de 1889 sur la déchéance de la puissance paternelle.

Il l'avait transposée, en quelque sorte, adaptée à la matière, objet des discussions au sein de la Commission.

Aussi son article 2, reproduisant l'article 3 de la loi de 1889, accordait le droit d'intenter l'action prévue par la loi nouvelle « à un ou plusieurs parents du mineur au degré de cousin germain ou à un degré plus rapproché ou au ministère public ».

Mais ce texte ne fut pas agréé par le Comité de rédaction.

Que la loi de 1889 « eut voulu permettre, écrit M. Hennequin dans son rapport général, aux membres d'une famille, jusqu'au quatrième degré, de saisir directement l'autorité judiciaire, cela se justifiait par l'objet même de l'action et par la nécessité de multiplier les défenseurs de l'enfant maltraité et moralement abandonné, contre ceux qui mésusaient de la puissance paternelle ou qui en étaient indignes. Tout autre était la situation envisagée par le projet de loi, car il ne s'agissait plus de soustraire un mineur aux dangers que lui faisait courir la cruauté ou l'immoralité de ses parents, mais bien de le déférer à l'autorité judiciaire en raison de sa mauvaise conduite invétérée pour parvenir à son internement dans une maison de réforme.

« Une grande circonspection s'imposait donc relativement au choix des personnes qui auraient qualité pour intenter directement l'action basée sur les griefs articulés contre le mineur et on ne pouvait mieux faire que de s'inspirer autant que possible, des dispositions du Code civil, touchant la correction paternelle » (1).

C'est cet esprit qui anima le Comité de rédaction lorsqu'il examina la question.

« Par qui la procédure pourrait-elle être introduite? disait à la Commission M. Le Poittevin, en lui présentant le texte élaboré par le Comité. Par le Ministère public, cela allait de soi. Mais en ce qui concerne les particuliers, fallait-il admettre que tout parent du mineur pourrait demander sa mise en protection et en éducation forcées? Ce droit, par crainte des abus, le Comité l'a restreint au père et aux personnes dont la situation est analogue, quand elles se trouvent investies de la puissance paternelle, de la tutelle, de la surveillance, prévue par la loi, comme c'est le cas pour la mère exerçant tous les droits du mari en vertu de l'article 141 du Code civil ou ayant le droit de garde conféré par une décision judiciaire (2). »

Le texte proposé était en conséquence celui-ci :

« Le Tribunal est saisi soit par les personnes investies de la puissance paternelle, de la tutelle, de la surveillance en vertu des articles 141 et suivants du Code civil et du droit de garde conféré par une décision de justice, soit d'office par le Ministère public » (art. 7 et 8).

Ce texte est passé sans aucune modification dans la loi du 11 avril 1908.

Les personnes ainsi mentionnées seront donc les seules qui pourront saisir directement le Tribunal.

(1) Rap. génér., p. 197 et 198.

(2) 30^e séance, Com. Extr.

Les demandes d'internement formulées par les parents du mineur seront peu nombreuses, si on en juge par les demandes de mise en correction paternelle.

Les demandes d'internement émaneront surtout et le plus souvent du Parquet.

Est-ce à dire que les personnes désignées par la loi sont les seules, qui pourront saisir le Tribunal ?

Seules elles pourront le saisir *directement* et, sur leur demande, la procédure devra suivre son cours.

Mais rien n'empêche tout parent ou toute personne s'intéressant à la mineure de saisir *indirectement* le Tribunal.

Il suffit d'avertir le Ministère public et si celui-ci estime la dénonciation fondée, il saisira le Tribunal, mais il sera absolument libre de sa décision. Rien ne peut le contraindre à agir.

C'est ce que mettait en relief dans son rapport M. Hennequin :

« Le droit d'intervenir et de signaler l'inconduite du mineur n'est pas refusé aux autres parents du mineur. Mais leur dénonciation au Procureur de la République n'entraînerait pas nécessairement l'ouverture d'une instance qui ne pourrait être formée que par le ministère public dans le cas où il estimerait que les faits sont graves et dûment établis (1). »

(1) Rap. *Op. cit.*, p. 198.

CHAPITRE IV

PROCÉDURE

« L'organisation d'une procédure appropriée à cette innovation délicate du placement en réforme de mineurs traduits en justice pour prostitution habituelle, entraînant les graves conséquences de la dépossession pour les parents du droit de garde et d'éducation et, pour l'enfant, de la privation de toute liberté jusqu'à 21 ans constituait, écrit M. Hennequin, un problème rempli de difficultés. Il importait en effet d'imaginer une procédure, aussi simplifiée et aussi rapide que possible, mais assez complète cependant pour que les parties ne fussent privées d'aucune des garanties légales essentielles pour la défense de leur liberté et de leurs droits (1) ».

Admis en principe, le titre du projet de M. Le Poittevin, concernant la procédure, fut renvoyé au Comité de rédaction, pour « sa mise au point » (2).

Le texte du Comité fut adopté par la Commission et avec de légères modifications par les Chambres.

M. Béranger ne ménagea pas les critiques à ce luxe de procédure hors de proportion avec le but recherché.

« Pourquoi, s'écriait-il notamment, cette procédure si com-

(1) *Op. cit.*, p. 190.

(2) 27^e séance.

pliquée ? Elle est empruntée, dit-on, à la loi du 24 juillet 1889, sur la protection des enfants maltraités ou moralement abandonnés. Mais pourquoi la loi de 1889 comporte-t-elle cette procédure, qui a, d'ailleurs, gravement entravé son application ? C'est parce qu'elle a, en partie, pour objet de tracer les règles suivant lesquelles peut être prononcée la déchéance de la puissance paternelle.

« Or, il y a une différence énorme entre le jugement qui enlève simplement aux parents le droit de garde de leurs enfants et le jugement qui fait disparaître l'essence même de l'autorité paternelle (1). »

La Commission Extraparlamentaire, pas plus que le Parlement, ne se rangèrent à l'avis de M. Béranger, et ils maintinrent le texte présenté par le Comité de rédaction.

M. Viollette qualifie d'un mot dans son rapport la procédure instituée par la loi de 1908. « Elle est très simple », dit-il (2). Et le Gouvernement en la présentant au Sénat disait : « en raison de l'importance des intérêts en présence, une procédure spéciale est établie, complexe à première vue, mais plutôt en apparence qu'en réalité et simplifiée d'ailleurs dans la limite du possible (3). »

I. — Introduction de la demande.

A) *La demande d'internement émane des personnes spécifiées aux art. 11 et 12 à l'exception du Ministère public.*

Ces personnes saisiront le Tribunal par une lettre adressée au

(1) Com. Extrap., 31^e séance.

(2) Ch. des Dép., *Impressions*, 1908, n° 1459, p. 5.

(3) Sénat, *Impressions*, 1907, n° 50, p. 5 et 6.

Président du tribunal (art. 13). Il n'est point nécessaire qu'elle soit recommandée.

M. G. Le Poittevin recommande que la signature soit légalisée et que la demande soit accompagnée des pièces justifiant les droits de la personne sur l'enfant dont on réclame l'internement (1).

Ce serait bon, mais il y aura là deux formalités qui arrêteront les demandes d'internement ; d'une part, quelques personnes reculeront parfois devant les démarches et les frais qu'il faudrait faire pour se procurer les justifications nécessaires — par exemple lorsqu'il s'agirait d'avoir l'expédition d'un jugement ou d'une délibération du conseil de famille.

D'autre part, quelques-unes hésiteront à faire légaliser leur signature apposée au bas d'une missive adressée au Président pour lui signaler l'inconduite de leur enfant et lui demander l'intervention de la loi.

Elles renonceront à le faire surtout si elles sont connues dans le quartier. Elles craindront les indiscretions, les racontars, et ne s'exposeront pas aux ennuis qui en résulteraient.

La loi d'ailleurs n'exige aucune de ces formalités et si les pièces justificatives n'étaient pas jointes, le Parquet ferait le nécessaire pour les procurer au Tribunal (2).

Le Président du Tribunal doit communiquer au Procureur de la République la lettre reçue (art. 13), dans les 24 heures, c'est-à-dire « dans tout le jour qui suit celui où le Président a reçu la lettre ».

Le délai ne doit pas se compter ici *de momento ad momentum* — et cela pour deux raisons.

La première, c'est que le délai de 24 heures ne se compte *de momento ad momentum* « que lorsque la loi exige que l'acte à

(1) *Lois nouvelles*, 1909, p. 137.

(2) M. Le Poittevin admet même que la demande pourrait être faite verbalement au Président qui en dresserait acte. *Op. cit.*, p. 137.

partir duquel telle chose devra être faite porte l'indication de l'heure, dans tous les autres cas le délai de 24 heures comprend tout le jour qui suit celui dont l'acte porte la date (1) ».

La seconde est que cette interprétation est plus conforme à l'esprit général qui a présidé à la confection de la loi. Ce que l'on a voulu, c'est faire une procédure très simple. Or, ce serait singulièrement la compliquer que d'exiger un délai de 24 heures, en le calculant *de momento ad momentum*.

D'ailleurs, quelle que soit l'opinion que l'on adopte, la discussion est pratiquement sans aucune utilité, la loi n'ayant pas entaché de nullité les actes faits en inobservation de ce délai. Bien que la loi ne le lui impose pas, le Procureur devra se livrer à une enquête officieuse, recueillir les renseignements sur le mineur et sa famille. C'est nécessaire pour lui permettre d'appuyer ou combattre la demande d'internement.

C'est sans doute à cause de son évidente nécessité que le législateur n'a pas cru devoir l'écrire dans la loi.

Autrement la communication du Ministère public serait absolument inutile, ce que l'on ne peut admettre.

Pourtant la Commission Extraparlamentaire avait consciemment et formellement écarté l'enquête :

« Le texte n'imposait pas au procureur, lit-on dans le rapport de M. Hennequin, comme le faisait l'art. 4 de la loi de 1889,

(1) Dalloz, Supp., Délai, n° 3. Rousseau et Laisney, *Dictionnaire de Procédure*, Délai, n° 9, En ce sens, Cass., de Belgique. — Sous Dalloz, Supp., Délai, p. 758. Contra. Cass., 2 mai 1895 (D. 1900, 1, 407). « Att., que si le délai est accordé par heure, la computation doit avoir lieu rigoureusement à partir du moment indiqué et finir avec la dernière heure du délai imparti par la loi; qu'ainsi 24 heures étant accordées par la loi pour l'affirmation d'un procès-verbal soit à partir de sa clôture, soit à partir du moment du délit, cette formalité doit être accomplie avant l'expiration des 24 heures comptées de *momento ad momentum*. »

l'obligation de procéder à une enquête sur les griefs articulés par les personnes ayant dûment saisi directement le Tribunal et sur leur moralité ; on devait présumer, en effet, que ces personnes, parents, tuteurs ou autres, étaient, en principe, dignes de foi et qu'elles n'avaient pas forgé à plaisir une accusation déshonorante contre leurs propres enfants ou pupilles (1). »

Evidemment, les choses devraient se passer comme l'écrit M. Hennequin ; mais que de précautions à prendre pour le Tribunal avant de statuer sur le sort de l'enfant, que de renseignements à se procurer sur la moralité des personnes demandant l'internement d'une mineure. Il faudra souvent déjouer les calculs de parents indignes, de beaux-parents jaloux, de miséreux, etc.

Dans le même délai — c'est-à-dire dans les 24 heures — compris — ainsi que nous venons de le voir, le Président ordonne la comparution de toutes les parties. Dans son ordonnance il désigne le défenseur d'office (art. 14).

Le Président devra, pour la comparution, observer les délais impartis par la loi (voir art. 15).

D'autre part, la désignation du défenseur d'office devra être faite avec le plus grand soin. Le plus souvent, on pourrait même dire toujours, le Président donnera commission à l'un des membres du Comité de Défense des enfants traduits en justice, là où cette institution existe. En effet, constamment en rapport avec les œuvres et institutions charitables, les connaissant et appréciant leurs services, le membre du Comité de Défense sera plus que tout autre avocat à même de pouvoir trouver et proposer au Tribunal l'asile qui sera le plus sûr pour le relèvement de la mineure, en même temps qu'il aura l'acceptation de la maison dont il offre le concours. Le membre du Comité sera un

(1) P. 198.

lien entre le Tribunal et les œuvres charitables, dont la présence en droit n'est pas possible dans la Chambre du Conseil.

Le Président du Tribunal pourra, jusqu'au jour fixé pour la comparution, le Ministère public entendu, prescrire pour le placement de l'enfant telles mesures provisoires qu'il jugera utiles dans l'intérêt du mineur (art. 16).

Les mesures provisoires que le Président est autorisé à prendre, avaient surtout pour but d'empêcher les mineures — trouvées racolant sur la voie publique et que l'on ne pouvait pas arrêter — d'échapper et de se soustraire à la comparution devant le Tribunal.

C'est surtout, on pourrait peut-être dire, c'est uniquement pour le racolage sur la voie publique, que les mesures provisoires ont été établies.

Pourtant, et par suite de la généralité des termes, et en l'absence de toute restriction, le Président peut prescrire des mesures provisoires à l'égard de toutes les mineures auxquelles est applicable la loi du 11 avril 1908.

Sur ce point il ne peut y avoir aucun doute (1).

Le Président pourra donc prescrire des mesures provisoires à l'égard des mineures se livrant habituellement à la prostitution, dès qu'il aura été saisi d'une demande d'application de la loi, soit que ces mesures provisoires aient été sollicitées par ceux même qui ont requis des mesures de protection vis-à-vis

(1) Il a été soutenu que le Président ne pouvait prendre de mesures provisoires à l'égard des mineurs tombant sous l'art. 1^{er} de la loi. « Quand il s'agit de l'art. 1^{er}, les art. 16 et 17 ne peuvent s'appliquer puisque, selon l'art. 1^{er}, l'enfant doit être appelé à comparaître, expression employée pour écarter toute idée de mainmise préalable. » *Gazette du Palais*, 18 décembre 1910, sous Trib., Seine, 7 décembre (1910)

de la mineure, ou par le Ministère public, soit qu'il les prenne spontanément, parce qu'il les juge utiles.

Il ne pourra d'ailleurs le faire, qu'après que le Ministère public aura été entendu, aura présenté ses réquisitions, mais sans d'ailleurs être lié par son avis.

Les mesures n'ont trait qu'au placement provisoire de la mineure.

C'est ce qui résulte du texte de l'art. 16. Le projet de la Commission Extraparlementaire et de la commission sénatoriale disait simplement que le Président pourrait toujours, le Ministère public entendu, « prescrire telles mesures provisoires qu'il jugera utiles dans l'intérêt du mineur ».

Et M. Bérenger, dans son rapport au nom de la Commission sénatoriale, disait. « Comme ces formalités entraînent des délais qui pourront facilement, dans certains cas, entraîner une quinzaine de jours, le Président du Tribunal ou le Tribunal lui-même peuvent prendre *toutes* mesures provisoires nécessaires *notamment*, sans doute, celles relatives à la garde de l'enfant » (1).

Telle était aussi l'interprétation que le Gouvernement donnait à cet article, car, on lit dans l'exposé des motifs, « que le Président avait le droit de prescrire *toutes* mesures provisoires jugées utiles, *comme*, par *exemple*, le placement, avant le jugement, du mineur, dans une maison de réforme » (2).

« On peut s'en remettre avec confiance au Président, expliquait au Sénat M. Bourdon, commissaire du Gouvernement, pour prendre des mesures tutélaires et protectrices en faveur de l'enfant. » (3)

(1) Sénat, *Impress.*, 1907, n° 120.

(2) Sénat, *Impress.*, 1907, n° 50, p. 5.

(3) Sénat, *Débats*, 4 juin 1907.

Mais ses pouvoirs ont été restreints par la Commission de la Chambre, et la modification adoptée par le Sénat (1).

Le Président ne peut plus prescrire que des mesures provisoires concernant le placement de l'enfant.

Mais quelles sont ces mesures ? le texte et les travaux préparatoires sont muets.

Le Président a donc tous pouvoirs et peut confier la mineure à un parent, à un particulier, ou à une institution charitable.

Les pouvoirs du Président en ce qui touche les mesures provisoires expirent *au moment de la comparution* de la mineure devant la Chambre du Conseil.

« L'expression jusqu'au jour fixé pour la comparution, pourrait au premier abord permettre une autre interprétation. Mais telle n'est pas la pensée du législateur ; il a voulu que depuis le moment où le tribunal est saisi jusqu'à ce qu'il ait statué définitivement il y ait quelqu'un qui puisse ordonner les mesures utiles en faveur du mineur.

« Le droit de prescrire des mesures provisoires est attribué au Président du Tribunal, écrit M. Hennequin, jusqu'à la comparution, et seulement au Tribunal à partir de ce moment et pendant toute la durée de l'instance ». (2)

L'ordonnance du Président, statuant sur les mesures provisoires relatives au placement de la mineure, est exécutoire par provision.

Sinon, et par suite des délais impartis pour l'instance en chambre du Conseil, elle serait dans la presque unanimité des cas absolument inutile, la Chambre du Conseil ayant statué sur l'instance, ou décidé elle-même les mesures provisoires avant

(1) Ch. des Dép., *Impres.*, 1908, n° 1459, p. 25.

(2) Cf. Le Poittevin, *Op. cit.*, p. 144. En ce sens Le Clech, *Op. cit.*, p. 95.

que l'ordonnance soit maintenue ou non par la Cour, ou par le Tribunal.

Si la loi ne le dit pas expressément, l'exécution provisoire s'impose ; la thèse opposée serait contraire à l'esprit de la loi et aux intentions qui ont inspiré le législateur lors du vote de cet article.

L'ordonnance de comparution doit être communiquée au Parquet, qui, dans les 24 heures du jour où elle a été rendue, doit la notifier au mineur et aux personnes énoncées en l'article 11 (art. 15-1°).

Cette notification doit être faite par lettre recommandée et non par acte extrajudiciaire « pour éviter toute divulgation, comme toute insinuation. » (1).

Le Ministère public fera bien de notifier également l'ordonnance de comparution au défenseur du mineur, bien que la loi soit muette sur ce point. Il y a là une lacune facilement réparable par le Parquet.

Le délai de 24 heures, imparti au Ministère public, pour notifier l'ordonnance, n'est pas prescrit à peine de nullité.

Par contre, le défaut de notification « entraînera la nullité, à moins que le Procureur de la République ne justifie de l'impossibilité où il s'est trouvé de l'accomplir » (art. 15-2°).

Donc, si la notification n'a pas été faite la nullité est en principe encourue, mais non de plein droit.

Elle devra être opposée soit par le mineur, soit par les personnes auxquelles la notification aurait dû être faite. La loi ne fixe aucun délai pour soulever la nullité, elle serait d'ailleurs couverte par tout acte impliquant renonciation à s'en prévaloir.

Le Ministère public peut combattre la demande en nullité tirée du défaut de notification.

(1) Hennequin, *Op. cit.*, p 199.

La demande en nullité devrait être rejetée si le Parquet justifiait qu'il a été dans « l'impossibilité de faire la notification prévue ». C'est une mesure sage dont les raisons ont été données par M. Hennequin.

« Que décider cependant, écrit-il, quand pour diverses raisons la formalité essentielle de la notification de l'ordonnance de comparution n'aurait pu être remplie ? Cet obstacle devait-il paralyser l'application d'une loi de sauvegarde du mineur ? C'eut été aller à l'encontre du but poursuivi.

« Dans la catégorie des personnes surtout visées, beaucoup seraient des mineurs abandonnés depuis longtemps par leurs parents dont ils ne connaîtraient pas l'adresse ou des mineurs qui, la connaissant, refuseront de l'indiquer, afin que leur inconduite invétérée ne leur fût pas révélée. En pareil cas on passerait outre et le défaut de notification ne constituerait pas un empêchement dirimant à la continuation de la procédure il n'entraînerait pas sa nullité mais à la condition que le procureur justifiât de l'impossibilité où il s'était trouvé de remplir la formalité requise (1). »

C'est là une pure question de fait, laissée à l'appréciation des Tribunaux. Toutefois, ces derniers devront, en examinant la défense du Parquet, s'inspirer des termes mêmes de la loi, qui exigent que le Ministère public ait été dans « l'impossibilité » absolue de faire la notification, et d'autre part se souvenir, comme l'écrivait M. Hennequin, que « l'autorité publique est tenue de ne rien négliger, pour permettre aux personnes ayant autorité sur le mineur menacé du placement en réforme, d'intervenir à l'instance, afin d'en prendre la défense ou d'en réclamer la remise à leur profit (1) ».

Si le Tribunal accueille la demande en nullité, toute la procé-

(1) Hennequin, *Op. cit.*, p. 200.

dure ayant suivi la notification tombe et doit être recommencée.

Si le Tribunal, au contraire, la rejette, appel peut être interjeté de cette décision.

Lorsque la nullité est rejetée définitivement les personnes auxquelles la notification aurait dû être faite, conservent un double droit.

D'une part, elles peuvent intervenir en tout état de cause, (art. 15, 2°, *in fine*.)

D'autre part, elles peuvent toujours « provoquer une décision nouvelle, en saisissant le Tribunal conformément à l'art. 13 » (art. 15, 3°).

Le délai de comparution est de trois jours francs au moins à partir de la réception de la lettre recommandée, sauf l'augmentation des délais de distance, c'est-à-dire de trois jours francs, augmenté de un jour par cinq myriamètres (art. 15, 4°, et 1033, C. Proc. civ.).

Les fractions de moins de quatre myriamètres ne seront pas comptées; les fractions de quatre myriamètres et au-dessus augmentent le délai d'un jour entier (art. 1033).

Toutes les fois que le dernier jour du délai sera un jour férié, le délai sera prorogé jusqu'au lendemain (art. 1033).

L'expression trois jours francs *au moins* est peu juridique.

L'expression « trois jours francs, sauf augmentation des délais de distance » aurait suffi.

Cette rédaction, avait d'ailleurs soulevé au sein de la Commission Extraparlamentaire diverses réflexions.

M. le Dr Butte posait en effet cette question aux membres du Comité de rédaction : « Cela veut-il dire que le délai pourra être plus long? » M. Le Poittevin répondait : L'idée traduite par le

texte c'est que le délai de comparution sera de trois jours. »
 « Les termes employés, ajoutait M. Feuilleley ont été mis en harmonie avec les dispositions du Code de procédure qui visent les délais (1). »

Mais le texte a encore une rédaction plus néfaste c'est lorsqu'il fait partir le calcul des délais, de « la *réception* de la lettre recommandée ».

Et, en effet, il y a un triple inconvénient.

1° Comment le Parquet et le Tribunal sauront-ils que la lettre a été reçue, et le jour où elle l'a été, jour à compter duquel part le délai de comparution. Première difficulté : La loi parle bien de lettre recommandée. On saura facilement quand elle aura été expédiée, mais quand aura-t-elle été reçue ? Le destinataire peut être absent, en voyage, déménagé. Le Parquet ne peut envoyer la lettre avec accusé de réception, la loi ne l'exigeant pas et surtout cette pratique augmentant les frais.

2° Le destinataire peut refuser de recevoir la lettre, s'il présume en connaître le contenu. Il fera dire qu'il est absent, que l'on repasse sous quelques jours, et alors la lettre ne fera pas retour immédiatement à l'expéditeur, au Parquet en l'espèce, mais restera à la poste à la disposition du destinataire. Et il appartiendra ainsi à ce dernier de retarder le délai de comparution.

3° Ce mode de procéder a encore le gros inconvénient de ne pas faire partir les délais au même jour pour toutes les personnes appelées devant le Tribunal.

Il serait à souhaiter que le législateur modifiât le plus tôt possible cet alinéa, dont l'application peut soulever les plus grandes difficultés et surtout causer aux Tribunaux les plus grands ennuis. Sinon, pour les éviter, on fera comparaître à longue

(1) Com. Extr., 31^e séance.

échéance, et alors, la procédure rapide souhaitée par le législateur, traînera pendant des semaines et des mois.

B. — *La procédure a été introduite par le Ministère public.*

Le Procureur de la République sera appelé à agir, lorsqu'il prendra l'initiative de la demande d'internement, soit sur la plainte des parents du mineur, autres que ceux visés à l'article 11, ou de tiers, soit sur la dénonciation des commissariats de police, ou autres auxiliaires de la justice.

Il se livrera toujours à une enquête au moins sommaire, tant pour examiner la réalité des griefs qui sont reprochés à la mineure, que pour avoir tous les renseignements nécessaires sur la moralité des parents, leurs fréquentations, habitudes, etc., etc...

Cette enquête d'ailleurs est implicitement ordonnée par la loi, qui exige que, pour introduire sa demande, « le Ministère public, agissant d'office, présente une requête *motivée* au Président du siège » (art. 13, 2°).

Il pourra solliciter du Président les mesures provisoires qu'il croirait utile de prendre dans l'intérêt du mineur ; le Président pourra ne tenir aucun compte de cette demande, lui seul étant juge de la question de savoir ce qu'il convient de faire.

Le Président, dans les 24 heures, doit accuser réception au Procureur de la République de sa requête (art. 13, 2°)

Dans les 24 heures, qui suivent, le Président ordonne la comparution des parties. La procédure est alors la même que dans le cas précédent.

Pourtant une question s'était posée au Comité de rédaction.

« Dans le cas où le Parquet exerçait l'action d'office, que con-

venait-il de faire au regard des personnes investies de la puissance paternelle, ou ayant autorité sur le mineur, qui nécessairement devaient être mises à même d'intervenir à l'instance. »

« La loi de 1889 (article 4, § 2) portait que le mémoire présenté au Tribunal (en l'espèce la requête motivée du Procureur) lequel constituerait un véritable acte d'accusation, serait notifié à ceux dont la déchéance était demandée, mais l'application de cette procédure au regard des parents et autres n'allait pas sans soulever des objections. Ne pouvait-on pas éviter de révéler brusquement aux parents et tuteurs, que leurs enfants ou pupilles étaient tombés dans la prostitution et de leur en fournir la preuve cruelle par écrit ? D'autre part, comment leur faire tenir copie de la requête motivée du Ministère public sans divulguer à d'autres personnes le malheur qui frappait une famille intéressée au plus haut point à le tenir secret ?

« Dans une pareille matière, et alors que l'action publique n'était pas mise en mouvement à l'occasion d'une infraction à la loi pénale, la plus grande discrétion s'imposait et une procédure exceptionnelle se justifiait. Aussi, proposait-on de ne prescrire aucune communication de la requête motivée du Parquet, préalablement à la comparution devant le Tribunal.

« Les personnes investies de la puissance paternelle, de la tutelle, du droit de garde ou de surveillance du mineur prostitué recevraient seulement, ainsi que le mineur lui-même, notification de l'ordonnance de comparution (1). »

Cette solution admise par la Commission Extraparlementaire, fut sanctionnée par le Parlement.

Le Ministère public ne notifie donc, aux intéressés, dans ce cas comme dans l'autre, que l'ordonnance de comparution.

Nous ne voyons pas l'avantage de ce système. — La notifi-

(1) Hennequin, *Op. cit.*, p. 199.

cation est faite par lettre recommandée, c'est-à-dire sous pli cacheté. — Dès lors, pourquoi ne pas porter à la connaissance des intéressés les faits tels qu'ils sont exposés par le Ministère public, et pourquoi leur dire simplement, suivant la formule proposée par M. le conseiller Le Poittevin, « qu'ils sont invités à se présenter... à la Chambre du Conseil,... pour présenter leurs observations et entendre statuer sur la demande du Procureur de la République, tendant à l'application, à leur fille, des dispositions de la loi du 11 avril 1908, relative à la prostitution des mineurs (1). »

Quels inconvénients y aurait-il à leur donner copie de la requête motivée du Procureur ?

Le secret sera-t-il mieux gardé ? Les voisins, le facteur, la commune tout entière ne sauront-ils pas, dans les deux cas, qu'une lettre est arrivée du Parquet.

Et dès lors que d'ennuis, de questions, de soucis, pour les malheureux parents, qui ne béniront pas suffisamment le bienfait de la loi, établissant « une procédure secrète ».

Et puis, parfois, souvent même, ils ne comprendront pas le sens de la notification, ils demanderont des explications au maître d'école, au maire, aux voisins, et voilà l'inconduite de leur fille dévoilée, connue de toute la bourgade. Alors que la copie de la requête motivée aurait certainement évité ces graves inconvénients.

Et une autre solution se présentait : faire donner connaissance aux intéressés de la requête par le Procureur de la République de leur domicile.

Celui-ci aurait pu ainsi, sans rien ébruiter, les mettre au courant de l'inconduite de leur fille, sans risquer de compromettre auprès de tout le village l'avenir de l'enfant et l'honneur de la famille.

(1) *Lois nouvelles*, p. 156, 157.

II. — Procédure devant le Tribunal et jugement.

Le jour de l'audience arrivé, que va faire le Tribunal ?

Divers cas sont à envisager.

1° *Les personnes auxquelles a dû être faite la notification par lettre recommandée* (article 15, 1°) *ne se présentent pas.* — La lettre recommandée est présumée ne pas leur être parvenue. Aussi la loi décide-t-elle que dans ce cas les personnes « seront citées en la forme ordinaire » (article 15, *in fine*), c'est-à-dire par ministère d'huissier.

La loi n'ayant parlé, que de la « forme » de la citation, nous estimons, que les délais de comparution ne sont pas ceux fixés par l'article 72 du Code de procédure civile, mais ceux établis par la loi du 11 avril 1908 (article 15, 4°) (1).

« Si le Tribunal a été saisi par une des personnes énumérées dans l'article 11, écrit M. G. Le Poittevin, est-ce à sa requête que la citation devra être donnée ? D'après les règles ordinaires de la procédure civile, l'affirmation serait évidente : c'est au demandeur qu'incombe la charge de mettre l'affaire en état. Mais la loi de 1908 a créé une procédure spéciale ; en réalité, la personne qui poursuit contre un mineur l'application des dispositions de cette loi n'a qu'une obligation : celle d'envoyer une lettre au Président du Tribunal. Par cet envoi, elle a mis en mouvement, non pas l'action publique ordinaire, puisqu'il ne s'agit pas de faire appliquer des peines, mais une action publique *sui generis* qui s'exerce dans l'intérêt du mineur et dans celui de la société : et c'est, par suite, au ministère public qu'il appartient d'exécuter toutes les décisions du tribunal. La citation sera donc donnée à la requête du Procureur de la République (2). »

(1) En ce sens, Le Poittevin, *Op. cit.*, p. 147.

(2) Le Poittevin, *Op. cit.*, p. 147.

2° *Le mineur ou les personnes citées font défaut.* — Un point certain tout d'abord : c'est que le mineur peut faire défaut soit qu'il ait été laissé en liberté, soit qu'il ait été pris à son égard des mesures de garde provisoires. C'est donc par erreur que M. Viollette a écrit dans son rapport : « Le mineur ne pourra jamais faire défaut (1) ».

En cas de défaut, soit du mineur, soit des personnes citées, le Tribunal, « constate le défaut » (article 13, 1°), puis il poursuit l'examen de l'affaire.

Le texte élaboré par la Commission Extraparlementaire, adopté par le Gouvernement et sanctionné par le vote du Sénat, portait que : « Si l'affaire lui paraissait en état, le Tribunal statuait sur le fond et pouvait déclarer que le jugement serait exécutoire nonobstant opposition ou appel. Dans le cas contraire il ordonnait toutes mesures d'instruction ».

Ce qui a trait à la faculté qu'a le Tribunal de statuer sur le fond ou d'ordonner une enquête s'il la juge nécessaire, a été supprimé comme « trop évident » (2) par la Commission de la Chambre.

Le tribunal *peut* ordonner que sa décision sera exécutoire par provision.

3° *Le mineur et les personnes citées se présentent.* — Que les personnes citées et le mineur comparaissent ou fassent défaut, le Tribunal a le choix entre deux solutions : ou statuer sur le fond, s'il estime avoir tous les renseignements nécessaires, et ordonner l'exécution provisoire de sa décision, nonobstant opposition ou appel (article 13, 2°), — ou « ordonner toutes mesures d'instruction » suivant la formule de la Commission Extraparlementaire.

(1) Ch. Impr., 1908, n° 1459, p. 6.

(2) Ch. Impr., 1908, n° 1459, p. 19.

Quelles sont ces mesures ?

Le législateur lui a donné pleins pouvoirs ; c'est au Tribunal d'apprécier celles qui lui donneront possibilité de statuer en toute connaissance de cause.

« Par l'emploi de ces derniers termes généraux (il ordonne toutes mesures d'instruction), écrit M. Hennequin, le Comité voulait indiquer que le Tribunal était investi des pouvoirs les plus étendus pour s'éclairer avant de prendre une décision. Il était d'ailleurs difficile de préciser les objets sur lesquels porterait l'instruction complémentaire : le Tribunal apprécierait en toute liberté.

« Cependant, ajoutait M. Hennequin, il parut nécessaire de lui reconnaître un pouvoir particulier qu'il n'aurait pas possédé, s'il n'avait pas été prévu expressément par un texte, c'était celui de réunir les parents ou de les admettre à présenter des observations (1). »

Aussi la Commission Extraparlementaire accordait-elle au Tribunal la faculté de demander l'avis d'une réunion de parents qu'il désignerait et que le juge de paix présiderait, ou celui du conseil de famille.

« Tout parent du mineur, ajoutait-elle, aurait le droit de présenter verbalement ou par écrit ses observations à toute époque de l'instance et même en appel (2). »

Le Gouvernement modifia la rédaction de la Commission Extraparlementaire, dans le projet qu'il soumit au Sénat.

« Le Tribunal peut demander, est-il écrit dans l'article 12 du projet, l'avis des parents du mineur ou celui du conseil de famille s'il y a lieu (3). »

(1) Hennequin, Rap. cit., p. 210.

(2) Hennequin, Rap. cit., p. 210 et 211.

(3) Sénat, *Impr.*, 1907, n° 50, p. 15.

Le Sénat adopta le texte du gouvernement mais la Commission de la Chambre des députés rétablit le texte de la Commission Extraparlamentaire qui devint l'article 19 de la loi de 1908. M. Viollette explique ainsi la décision de la Commission de la Chambre : — « A une rédaction absolument évidente et par suite inutile du Sénat nous avons substitué la rédaction de la Commission Extraparlamentaire qui confère au Tribunal le droit d'entendre, en dehors du père ou de la mère, les parents dont il peut juger l'avis nécessaire (1). »

Donc le Tribunal, peut pour s'éclairer, demander l'avis du conseil de famille, ou d'une réunion de parents qu'il désigne et que le juge de paix présidera.

Dans ce cas, il a pleine faculté pour choisir ceux des parents qu'il croira les plus aptes à le renseigner. — Aucun nombre n'est exigé. Il faut également remarquer que la loi donne au terme de « parents » le sens le plus large. Les parents, dont le Tribunal peut demander l'avis (article 19, 2°), ou qui peuvent lui soumettre leurs observations (article 19, 2°), ne sont pas seulement ceux qui peuvent introduire la demande d'internement, et désignés par l'article 11 et 12 de la loi de 1908. Par parents, il faut entendre, ici, tous ceux qui ont un lien de parenté si éloigné soit-il avec le mineur.

Ce texte (article 19, 2°) présente un gros inconvénient, c'est de rendre publique, — surtout en province, — l'inconduite de la mineure. Aussi les Tribunaux devront-ils user avec beaucoup de ménagement de la faculté que leur a concédée le législateur.

Nous aurions, pour notre part, préféré de beaucoup le maintien du texte présenté par le gouvernement. — L'enquête aurait été plus discrète, et aussi sûre, même plus sûre, car la présence du juge de paix ne sera certainement pas sans influencer —

(1) Ch. Impr., 1908, n° 1459, p. 19.

parfois au détriment du sauvetage de la mineure — la décision de cette réunion de parents (1).

Le mieux sera, dans la plupart des cas, pour le Tribunal de demander individuellement l'avis des parents de la mineure, puisqu'il y a pour lui une faculté « évidente » de le faire.

Quand le Tribunal sursoit à statuer au fond, il peut ordonner les mesures provisoires qu'il juge utiles dans l'intérêt du mineur.

Il peut soit maintenir celles que le Président avait ordonnées, soit en ordonner de nouvelles. — Ces décisions, exécutoires par provision, peuvent toujours être rapportées en cours d'instance, (article 17).

Dans le cas où le Tribunal serait muet sur le maintien des mesures prises par le Président, avant la comparution, celles-ci tomberaient *ipso facto* (2).

La loi n'impose pas au Tribunal de délai pour statuer. — Il peut donc renvoyer solution de l'affaire à une autre audience, parfois même à une audience éloignée, remise à 1, 2 ou 3 mois au plus.

Dans certains cas, cette solution offrira les plus grands avantages.

Un séjour de quelques semaines dans une maison de réforme,

(1) Le juge de paix préside. — Mais a-t-il voix consultative, délibérative ? — Vote-t-il ? en cas de partage des voix, la sienne est-elle prépondérante ? Nous estimons que le juge de paix ne doit pas voter, mais simplement, diriger le débat et éclairer la décision que prend la réunion des parents.

(2) M. Le Poittevin (*Op. cit.*, p. 145), est d'un avis contraire. Mais cette opinion ne peut être suivie. Elle est contraire tant à la théorie générale en cette matière, qu'à l'art. 17, 1^o, qui décide que le Tribunal « maintient » s'il y a lieu les mesures provisoires prises par le Président.

peut permettre à celle-ci de se rendre compte de l'état de la mineure et de donner au Tribunal des renseignements sûrs et précis sur les mesures qui sont le plus aptes à assurer le relèvement de la jeune prostituée. — Peut-être même si elle se livre à la prostitution depuis fort peu de temps, ce délai d'épreuve, les sages conseils qu'elle aura reçus, sa bonne volonté et les gages de bonne conduite, empêcheront-ils son envoi dans une maison de réforme jusqu'à sa majorité.

Le renvoi à une date éloignée ne doit, en tous cas être qu'exceptionnel, car l'usage constant et habituel de cette mesure serait plein d'inconvénients et de dangers.

Avant de rendre sa décision, le Tribunal doit entendre les avocats des parties, les explications du mineur, et les conclusions du Ministère public. Celui-ci doit, en effet, être entendu bien que la loi ne le spécifie pas. C'est l'application pure et simple du droit commun qui exige que les causes des mineurs, et celles concernant la capacité des mineurs, soient communiquées au Ministère public (article 83 Code de procédure civile).

D'ailleurs, ainsi que le remarque M. Le Poittevin, « si la loi exige que la demande soit communiquée au Ministère public, c'est évidemment pour qu'il puisse s'expliquer sur son mérite. Elle veut qu'il soit entendu quand il s'agit d'ordonner des mesures provisoires, or, ses conclusions sont encore bien plus nécessaires quand le Tribunal statue définitivement (1) ».

Le jugement statuant sur le sort de la mineure doit-il être rendu en Chambre du Conseil ou en audience publique ?

La Chambre du Conseil, saisie en vertu de la loi de 1908, a à statuer en matière contentieuse.

Le jugement doit donc, en vertu des principes généraux du

(1) *Op. cit.*, p. 148 et 149.

droit en la matière, posés par la loi du 16 août 1790, et consacrés par l'article 7 de la loi du 20 avril 1810 et les art. 37 et 111 du Code de procédure civile, être prononcé en audience publique, à peine de nullité, à moins qu'il n'y ait été dérogé formellement par la loi.

Or, la loi de 1908 a-t-elle apporté dérogation, en ce qui la concerne au principe de la publicité du prononcé du jugement ?

Le Tribunal de la Seine, et après lui la Cour de Paris, n'ont pas douté de l'affirmative.

Toutefois, il aurait été préférable que le texte fût plus clair et plus précis sur ce point et il aurait été à souhaiter que le législateur tranchât expressément cette question, comme d'ailleurs il l'a fait pour la loi du 24 juillet 1889 et celle du 25 juillet 1912 (1).

III. — Voies de recours.

Tous les jugements rendus en vertu de la loi 1908, — autres que les jugements purement préparatoires — sont susceptibles d'opposition et d'appel.

A. — *Opposition.*

Les jugements par défaut sont signifiés aux défaillants. Le texte préparé par la Commission Extraparlamentaire et voté par

(1) Art. 4, *in fine*. « Le jugement est prononcé en audience publique ». Le législateur en n'inscrivant pas cette formule dans la loi de 1908, n'a-t-il d'ailleurs pas voulu, contrairement à la loi de 1889 et en conformité avec l'esprit de la loi nouvelle, que la décision fût rendu, en Chambre du Conseil ?

Pour certains la décision doit, faute de dérogation expresse, être prononcée en audience publique (Cf. *Gazette des Trib.*, 9 déc. 1910).

le Sénat portait, qu'ils devaient être signifiés sous pli [fermé, avait ajouté la Commission Extraparlamentaire] (art. 20, 1°).

La Chambre n'a pas maintenu cette rédaction, d'ailleurs inutile, puisqu'aux termes de la loi du 15 février 1899 les huissiers doivent délivrer leur acte sous enveloppe quand ils ne trouvent pas la partie elle-même (art. 63).

Le délai pour former opposition est de 5 jours à compter : *a*) du jour de la signification du jugement si elle a été faite à personne (art. 20) ; — *b*) du jour où les défaillants auront eu connaissance du jugement, si la signification n'a pas été faite à personne (art. 20, 4°).

Toutefois, dans ce dernier cas l'opposition cessera d'être recevable trois mois après la signification.

Le Sénat, après la Commission Extraparlamentaire, avait laissé la faculté de faire opposition pendant six mois après la signification. Mais la Commission de la Chambre a réduit de moitié ce délai, et a été suivie par le Parlement.

L'opposition peut être formée par acte d'huissier, suivant la forme ordinaire des oppositions.

Mais la loi autorise et valide l'opposition formée soit « par simple déclaration verbale faite au moment de la signification à l'huissier qui la constate, soit par lettre recommandée adressée au Président du Tribunal » (art. 20, 2°).

B. — *Appel.*

Les jugements définitifs et interlocutoires sont susceptibles d'appel.

La loi reconnaît le droit d'interjeter appel de ces décisions, au mineur, aux personnes spécifiées dans l'art. 11, c'est-à-dire, à celles qui peuvent introduire la demande, et au Procureur de la République (art. 21, 1°).

La Chambre a supprimé, sans en donner aucune explication, le droit d'appel que la Commission Extraparlementaire et le Sénat avaient conféré au Procureur général.

Le délai pour former appel est de 10 jours. Il court : *a*) à partir du jugement s'il est contradictoire ; *b*) à l'égard des défaillants, à partir du jour où leur opposition n'est plus recevable (art. 21, 2°).

L'appel se forme au greffe du Tribunal par simple déclaration ou par lettre recommandée (art. 22, 1°).

Dès qu'il a reçu la déclaration ou la lettre, le greffier la transmet au Procureur général, qui la notifie à toutes les parties en cause ; la Chambre des députés lui a imposé l'obligation de faire cette notification avec assignation à jour fixe (art. 22, 2°).

La loi ajoute, que la Cour statue en Chambre du Conseil (22, *in fine*).

Le législateur a voulu que devant la Cour, comme devant le Tribunal, la mineure comparaisse sans aucune publicité. Il l'a spécifié pour qu'il n'y ait aucun doute possible sur ce point.

C. — *Pourvoi en Cassation.*

La loi est muette sur ce point. On doit donc appliquer ici le droit commun. C'est-à-dire que le pourvoi en cassation sera possible, mais sera soumis aux règles du droit commun, en matière civile.

« Les actes de procédure, jugements et arrêts prévus par les articles qui précèdent... sont exempts de tous droits de timbre et d'enregistrement » (art. 23).

Ce texte diffère sensiblement de celui présenté par le Gouvernement. Ce dernier était ainsi libellé :

« Les actes de procédure sont exempts de tous droits de timbre, d'enregistrement et de greffe.

« Les frais dus aux greffiers et aux officiers ministériels restent à la charge de l'Etat et sont taxés comme en matière criminelle (1). »

Ce texte admis par la Commission sénatoriale avait été adopté par le Sénat en première lecture (2).

Il se retrouvait dans le rapport supplémentaire de M. Bérenger du 28 juin 1907 (3).

Mais au cours de la deuxième délibération, le renvoi devant la Commission fut ordonné par le Sénat le 5 juillet 1907.

C'est alors que fut soumis à la Haute Assemblée et voté par elle sans discussion la nouvelle rédaction de l'art. 19, devenu l'art. 23 de la loi (4).

M. Prévost estime que la nouvelle rédaction qui a supprimé l'exemption des droits de greffe, ainsi que la disposition relative aux frais dus aux officiers ministériels qui étaient à la charge de l'Etat... rendra onéreuses les actions et les limitera » (5).

Il faut toutefois noter que le bénéfice de l'Assistance judiciaire pourra être accordé et palliera à cette limitation redoutée.

(1) Sénat, *Imp.*, 1907, n° 50, p. 16.

(2) 7 juin 1907.

(3) Sénat, *Imp.*, 1907, n° 199.

(4) Sénat, Discussion, 9 juillet 1907. C'est donc le Sénat et non la Chambre, comme le croit à tort M. Prévost, qui a modifié le texte primitif.

(5) *Op. cit.*, p. 291.

CHAPITRE V

MESURES QUE LE TRIBUNAL PEUT PRENDRE A L'ÉGARD DES MINEURES

Lorsqu'il est établi que l'on se trouve en présence d'une mineure de 18 ans, se livrant habituellement à la prostitution, le Tribunal a le choix entre trois solutions.

Il peut, suivant les circonstances :

- a) Soit rendre la mineure à ses parents ;
- b) Soit ordonner son placement dans un établissement de réformation morale.
- c) Soit la confier à un parent ou à un particulier (art. 1^{er}).

A. — *Remise de la mineure à ses parents.*

Toutes les propositions présentées soit à la Commission Extra-parlementaire, soit au Sénat, pendant l'élaboration de la loi, reconnaissent au Tribunal le droit de pouvoir rendre la mineure à ses père et mère — car tel est ici le sens du mot parent.

Pourtant, le Tribunal devra user de cette faculté avec les plus grandes précautions.

En effet, ainsi que nous l'avons vu, le plus grand nombre des jeunes prostituées ne sont tombées dans la débauche que par manque de surveillance et de protection — forcé ou non — de leurs parents.

Nombre de ceux-ci aussi sont de fort braves gens mais incapables — la comparution de leur fille devant le tribunal le prouve — de donner à leurs enfants l'appui moral nécessaire pour les empêcher de tomber.

« Je veux bien admettre, avec M. Jolly, écrit fort justement M. Cuche, que c'est une erreur très répandue de croire que la plupart des enfants vicieux appartiennent à des familles indignes mais il reste vrai que la plupart appartiennent à des familles incapables de les élever et qu'il faut non pas seulement aider mais suppléer à leur œuvre éducatrice (1). »

Dès lors comment espérer que de telles familles auront le pouvoir d'arracher leurs enfants à la débauche quand ils s'y seront adonnés, de les régénérer et, après les avoir fait rentrer dans le droit chemin, de les y maintenir ?

Combien comprennent peu leurs devoirs, s'ils les ont jamais entrevus.

Les juges de la huitième Chambre n'oublieront sans doute pas de longtemps la pénible impression qu'ils ont éprouvée, au cours d'une audience du mois de décembre 1907. Ils avaient à juger une jeune débauchée. Elle venait d'avoir 15 ans et avait été arrêtée déjà deux fois pour prostitution sur la voie publique. Son père, cité devant le Tribunal, ne trouva rien à dire, sinon qu'à supplier les juges de lui rendre sa fille. Jusqu'ici rien que de très naturel et de très louable. Mais craignant de voir rejeter sa requête, il crut nécessaire d'en donner la raison et il ajouta : « Je réclame ma fille, car j'en ai besoin, je n'ai qu'elle pour laver mon linge ! »

Le tribunal ne redonnera leur fille aux parents que s'il « a la conviction [il faudrait dire la preuve] que ces derniers sont dignes et capables d'exercer une surveillance plus active sur la conduite de la mineure.

(1) Cuche *Op. cit.*, p. 122, note 2.

« Peut-être là serait-il bon, ajoutait M. Bérenger, de faire intervenir une institution qui n'existe pas encore chez nous, qui ne tardera pas, j'espère, à être installée dans notre législation, car le conseil supérieur des prisons, sous la direction et l'initiative de M. le ministre de l'Intérieur, s'en occupe en ce moment même.

« Cette institution, empruntée à l'étranger, consisterait à désigner un patron chargé de veiller sur la conduite de l'enfant. Mais c'est une fonction que, dès à présent, la police pourra remplir (1). »

Les Tribunaux seront d'autant plus prudents, qu'ils se souviendront toujours, qu'à côté des parents incapables et impuissants, il y a les parents indignes, qui se font les complices et les instigateurs de l'inconduite de leurs enfants. Ceux-là ne seront pas les derniers à réclamer leurs enfants. Nous avons été à même de faire maintes fois cette triste constatation, notamment aux audiences de la huitième Chambre. Combien la sagacité du Tribunal doit être éveillée pour ne pas rendre leurs enfants à des parents qui ont l'air de tant les aimer, et dont les sollicitations paraissent si sincères, et si pleines de fécondes garanties !

« Jamais la remise de l'enfant, écrit M. Prévost, n'est sollicitée plus énergiquement que dans les familles les plus perverses. Avec des pleurs, avec des cris, se jouent des scènes d'affection, où, non renseigné, le juge se laisse prendre (2). »

Lorsque le juge envisagera cette solution comme possible, il devra bien se pénétrer de l'opinion du législateur, basée sur les leçons de l'expérience, que la remise aux parents doit être exceptionnelle. « La remise à la famille, disait l'honorable rapporteur

(1) Sénat, *Débats*, 30 mars 1906.

(2) Prévost, *Op. cit.*, p. 66.

de la Commission sénatoriale, ne doit être ordonnée, que si, *par hasard*, la famille en est digne et que si les mineures ont accidentellement échappé à sa surveillance (1). »

B. — *Remise à un parent ou un particulier.*

Il était nécessaire de donner au Tribunal le droit de remettre la mineure, à défaut de ses parents, à un particulier, fût-il ou non de sa famille. Cette remise devra être, comme la précédente, assez rare. Toutefois, la possibilité de pouvoir ainsi confier la mineure à une personne autre que ses père et mère, ne fut pas sans soulever une vive discussion.

« Il faut, disait M. l'Avocat général Feuilloley, à la Commission Extraparlementaire, qu'on laisse inscrit dans le texte le droit pour le Tribunal de confier la mineure à des particuliers. Comme Président des appels correctionnels j'ai eu l'occasion de m'occuper de cette question... quelquefois le système donne des résultats médiocres mais il en donne souvent aussi d'excellents... Fréquemment le cas suivant se présente : des personnes honorables, habitant la province, ont, à Paris, une petite nièce qui a commis un crime ou un délit et sur le sort de laquelle le Tribunal va statuer. Ces parents viennent trouver les juges et leur disent : « Je désire que cette enfant ne soit pas envoyée en correction ; confiez-la moi ». Dans ce cas, c'est avec satisfaction que l'autorité judiciaire confie la garde de l'enfant à un particulier (2). »

M. le Président Saint-Aubin répliquait : « Je ne puis me rallier à la solution de l'honorable M. Feuilloley ; il est impossible que l'on enlève leur enfant à des parents qui n'ont rien à se reprocher pour la donner à des individus étrangers.

(1) Sénat, *Débats*, 4 juin 1907.

(2) Com. Extrap., 25^e séance.

« De deux choses l'une : ou les enfants seront susceptibles d'être amendés et, en ce cas, il faut les laisser à leurs parents désormais avertis ou, s'ils ne peuvent être réformés à leur foyer, il faut les confier à un établissement approprié à leur réformation morale (1). »

« Ce système, déclarait M. Honnorat, au Congrès de Liège, en 1905, présente, à mon avis, un plus grave inconvénient que celui auquel on veut remédier. Dans le placement en commun, en effet, une discipline suffisamment sévère peut considérablement atténuer les dangers de la promiscuité. Il n'en pourra être ainsi dans le placement familial. La fille, aux instincts vicieux et mal réprimés, pourra se trouver en contact avec des jeunes filles pures qu'elle contaminera moralement. Il serait donc à craindre avec un tel système, qu'en voulant sauver une victime de la prostitution on en fit plusieurs autres (2). »

« Placer les jeunes prostituées chez des particuliers, surenchérisait à la Commission Extraparlamentaire M. Augagneur, c'est bien grave, étant donnés les préjugés de l'opinion. Un particulier recevant une jeune prostituée ! L'honorabilité de ce particulier au regard de l'Administration et de la jeune fille parfaitement établie d'ailleurs, que diront les entours ? (3) »

Ces objections étaient sérieuses, mais non décisives pour faire rejeter la proposition de M. Feuilloley.

Elles ne prouvaient qu'une chose, c'est que cette mesure ne devait être prise qu'avec la plus extrême prudence, et ne convenait pas à toutes les prostituées, mais seulement à celles tombées dans la prostitution comme par hasard, et non par vice, et depuis peu de temps. Il fallait, de plus, ne pas confier ces jeunes prostituées au premier venu, à un parent qui la récla-

(1) Com. Extrap., 25^e séance.

(2) *Revue de Prophylaxie Sanitaire et Morale*, 1905, p. 488.

(3) Com. Extrap., 25^e séance.

merait, ou à un particulier qui solliciterait sa garde, sans recueillir sur eux les plus sûrs renseignements.

Car s'il était nécessaire d'écarter ceux qui n'auraient vu dans cette garde qu'une source de gain et de bénéfices personnels, il était indispensable également de se méfier de ces parentes ou particuliers de bonne volonté, d'une honorabilité au-dessus de tout soupçon, mais incapables d'éduquer ou rééduquer celle qu'on leur confierait.

C'est pour cela que la Commission sénatoriale décidait, dans le premier texte qu'elle soumit au Sénat, que la remise ne pourrait être faite « qu'à des particuliers dignes de confiance » (1). Et à la Tribune, lors de la discussion, M. Béranger déclarait que « ceux auxquels on confierait les enfants devraient présenter certaines garanties (2). »

Les termes de la Commission ne se trouvent reproduits dans aucun des projets subséquents, et cela se comprend aisément. C'était d'une telle évidence, que le législateur n'a pas cru devoir le spécifier.

Pourtant cette remise à un parent ou un particulier ne s'effectuera que sous certaines conditions, déterminées par le règlement d'Administration publique du 13 juin 1910, qui permettront à l'autorité de suivre la mineure et d'être tenue constamment au courant de sa conduite.

Tout d'abord, « la décision judiciaire, en confiant la mineure à un parent ou un particulier, fixe les conditions du placement et le quantum du pécule » (art. 37, règl. Ad. Pub. 13 juin 1910).

Les Tribunaux ont donc pleins pouvoirs pour imposer aux particuliers toutes les obligations qu'ils croiront nécessaires et utiles pour le relèvement de la mineure.

(1) Sénat, *Impressions*, 1906, n° 36, p. 15.

(2) Sénat, *Débats*, 4 juin 1907.

Le règlement ne pouvait employer de termes plus généraux. Les Tribunaux pourront donc, à l'exemple de ce qui est établi, pour les établissements ou pour ceux qui ont obtenu la garde de la mineure en vertu de l'art. 9 de la loi du 11 avril 1908, notamment déterminer l'emploi du pécule, les sommes qui pourront être remises à la mineure comme argent de poche, l'époque à laquelle ces sommes lui seront remises..., etc...

De plus, les mineures ainsi confiées à des particuliers sont sous la surveillance du Préfet, ou des personnes spécialement déléguées par lui, et exerçant cette surveillance sous son autorité (art. 40, règl. cit.).

Cette surveillance a un quintuple but. Elle est faite pour s'assurer :

a) Que la mineure est placée dans de bonnes conditions d'hygiène et de moralité.

b) Qu'elle est convenablement soignée en cas de maladie.

c) Que, si elle a moins de 13 ans, ou si, ayant atteint ou dépassé cet âge, elle est illettrée, elle reçoit l'instruction primaire.

d) Qu'elle reçoit une bonne instruction professionnelle.

e) Que le pécule est régulièrement constitué conformément à la décision judiciaire et que les fonds versés figurent régulièrement à son livret de caisse d'épargne (art. 41, règl. cit.).

Les parents ou particuliers doivent, en outre, deux fois par an, les 30 juin et 31 décembre, adresser au Préfet une note sur la conduite, le travail, les progrès et l'état du pécule de la mineure (art. 42, règl. cit.).

La loi du 24 juillet 1889, dans une disposition spéciale (art. 23) décidait que « le Préfet du département de la résidence de l'enfant confié à un particulier... dans les conditions de la loi (et auquel appartenait sa surveillance) pourrait toujours se pourvoir devant le Tribunal civil de cette résidence, afin d'obtenir,

dans l'intérêt de l'enfant, que le particulier... soit dessaisi de tout droit sur ce dernier et qu'il soit confié à l'Assistance publique... »

La loi actuelle n'a pas conféré les mêmes pouvoirs au Préfet. Si la surveillance, qui est exercée, révèle que le particulier est incapable ou qu'il est devenu indigne, ou si le particulier meurt, le Préfet pourra seulement en aviser le Procureur de la République, qui saisira le Tribunal.

Celui-ci ordonnera alors le placement du mineur dans un établissement de réforme ou chez un autre parent ou particulier (art. 10 *in fine*, loi 1908).

Il est évident que le particulier contre lequel on poursuit le retrait du droit de garde devra être entendu.

Le Tribunal pourra être également saisi par les personnes qui peuvent introduire une demande d'internement.

C. — *Placement dans un établissement de réforme.*

« Comme il peut se faire, écrivait M. Viollette, dans son rapport à la Chambre des députés, que personne ne consente à se charger de l'enfant ou que personne de ses parents ne soit qualifié pour le recevoir, le projet prévoit que l'enfant pourra être placé dans un établissement de réforme (1). »

C'est la dernière solution à laquelle le Tribunal devrait s'arrêter. Mais ce sera, en fait, celle qui sera le plus généralement adoptée et celle qui présentera le plus de chances pour la régénération morale de la mineure.

Aux termes mêmes de la loi, l'autorité judiciaire désignera elle-même l'établissement de réforme.

Le texte proposé à la Commission Extraparlementaire par

(1) Ch. des Dép., *Imp.*, n° 1459, p. 6.

M. Le Poittevin ne laissait au Tribunal que le choix entre deux mesures : la remise de la mineure aux parents, ou sa remise à l'Administration, qui, elle, serait chargée du placement dans un établissement.

« Elle laissait donc à l'Administration l'initiative du placement, en même temps que toute liberté d'appréciation sur le choix de l'établissement (1). »

Et ce système trouva des partisans nombreux qui estimaient que l'Administration était souvent plus à même que le Tribunal de savoir quel était l'établissement qui conviendrait le mieux à la réformation morale de la mineure ; ils pensaient que l'Administration aurait pu étudier au préalable la mineure et connaître les établissements, dont elle aurait approfondi tous les rouages, et dont les avantages particuliers, comme les imperfections, ne lui auraient pas échappé.

Mais une grosse question se posait et ce fut M. Monod qui la souleva : que fallait-il entendre par ces mots : l'Administration ?

Ce ne pouvait être, alors, dans l'état actuel, que l'Administration Pénitentiaire ou celle de l'Assistance Publique ; or, ni l'une ni l'autre, ainsi que nous le verrons, n'était qualifiée pour recueillir les mineures en question.

Interrogé sur le point de savoir le sens qu'il donnait à ce mot : l'Administration, M. A. Le Poittevin répondait que cette partie de son amendement était chose secondaire, que ce qui lui importait était le choix du juge, « Quant à indiquer telle ou telle administration, il laissait le soin à ceux de ses collègues qu'il jugeait plus qualifiés que lui (2). »

(1) Hennequin, *Op. cit.*, p. 181.

(2) Com. Extr., 25^e séance.

M. Bérenger soutenait la thèse opposée et laissait au Tribunal la désignation de l'Etablissement qui devrait recueillir la mineure.

La Commission et le Parlement se rallièrent à cette opinion. M. Le Poittevin ne s'y montra d'ailleurs pas hostile, « n'attachant aucune importance à ce point ».

Pourtant ce système présente un gros inconvénient, pour le cas où l'établissement choisi par l'autorité judiciaire ne peut ou ne veut — si c'est un établissement privé — recevoir la mineure qui lui est envoyée.

Sans doute, en fait, l'établissement sera au préalable consulté, et s'il s'agit des établissements publics, il peut être présumé — si la loi est normalement appliquée — qu'il y aura des places disponibles.

Mais en cas contraire, que peut faire le Tribunal ?

Il peut, sur la demande des personnes visées à l'article 11 ou du Ministère public, ordonner le placement de la mineure dans un autre établissement (art. 10, loi 1908).

Mais en attendant cette deuxième décision que deviendra la mineure ?

La seule solution serait de la mettre provisoirement dans un des établissements prévus à l'article 3 de la loi, à moins qu'une œuvre ne consente à la recueillir provisoirement.

D'autre part, nous estimons que le Tribunal ne peut pas désigner deux établissements, le second ne devant recueillir la mineure à défaut du premier.

La remise de la mineure à un parent ou à un particulier, ou son placement dans une maison de réforme doit être ordonné par le Tribunal « jusqu'à la majorité ou le mariage de la mineure » (art. 1^{er}, loi 1908).

L'autorité judiciaire ne peut donc ordonner le placement pour un temps moindre, comme il est possible de le faire pour l'envoi en correction (art. 66, C. pénal).

Tel est le principe établi par la loi de 1908. Mais, si l'amendement de la mineure paraît justifier une mise en liberté provisoire ou définitive, il sera loisible de l'accorder, sous certaines conditions, que nous étudierons en détail dans un chapitre spécial.

La remise de la mineure à ses parents, à un particulier (ou parent) ou son placement dans un établissement de réforme, sont donc les seules mesures que le Tribunal, devant lequel la mineure comparait, peut prendre à son égard.

M. Béranger, dans sa proposition initiale à la Commission Extraparlamentaire, donnait en outre aux magistrats le droit de pouvoir remettre la mineure à l'Assistance Publique. — Mais celle-ci fut écartée.

CHAPITRE VI

ETABLISSEMENTS DESTINÉS A RECEVOIR LES MINEURES PROSTITUÉES

Les Etablissements de réforme prévus par la loi sont de deux sortes : les Etablissements Publics et les Etablissements Privés.

A. — *Etablissements Publics.*

Lors de la discussion et de l'élaboration de la loi, le législateur de 1908, à l'inverse de celui de 1850, donna la préférence aux établissements publics.

Les établissements privés étaient placés au 2^e plan, et cela pour une double raison : d'abord parce qu'il apparaissait au législateur que le relèvement des mineures débauchées constituait un devoir d'Etat et ensuite parce qu'il avait une méfiance injustifiée à l'égard des établissements privés alors existants, spécialement à l'égard des maisons religieuses.

La préférence du législateur a été défendue, au cours d'un rapport sur les maisons de correction, présenté à la Société générale des Prisons, par M. Schrameck, directeur de l'Administration Pénitentiaire.

« L'Administration, affirmait-il, se trouve évidemment dans des conditions plus propices que les établissements privés pour le recrutement dans tous les services et dans tous les grades de

ce personnel ; avec la diversité des emplois, avec le nombre considérable d'agents dont elle dispose, elle peut faire ce qu'aucune œuvre privée ne peut faire : préparer chacun de ses agents à l'emploi qu'il devra occuper, tirer parti de ses aptitudes particulières, le faire passer par les établissements où son expérience pourra utilement se former. Au moment où un poste est vacant, elle peut exercer son choix entre les plus capables.

« Pour les établissements privés, au contraire (c'est le cas de beaucoup que nous avons vu disparaître et d'autres dont nous prévoyons la fin, il n'est pas douteux que la personnalité qui les a fondés ayant conçu son projet, pouvait elle-même suivre un but qu'elle s'était proposé. Mais si cette personne disparaît, comment la remplacera-t-on ?... »

« Il ne faut pas d'autres raisons pour penser que si des établissements privés peuvent à certains moments donner des résultats comparables à ceux des établissements publics, il n'en est pas moins vrai, que du fait de leur organisation, avec leur champ plus vaste de recrutement pour le personnel, les établissements publics doivent, en fin de compte, avoir la supériorité sur les établissements privés (1). »

Que faut-il entendre par établissements publics ?

Pour la Commission Extraparlementaire, ces mots désignaient les établissements qui devaient être obligatoirement créés par l'Etat.

Le texte voté par la Commission et soumis au Comité de rédaction, expliquait M. Hennequin dans son rapport, « visait spécialement parmi les établissements susceptibles de recevoir des mineurs en vue de leur réformation morale, ceux qu'organiserait l'Etat, le département ou la commune. Cette énumération ne parut pas en harmonie avec la pensée dominante de

(1) *Rev. Pénit.*, 1910, p. 578.

la Commission, qui, en prévoyant deux catégories distinctes d'établissements, les établissements publics et privés, avait entendu que les premiers, suivant la définition de l'art. 5 de la loi du 5 août 1850, seraient ceux fondés obligatoirement par l'Etat pour l'accomplissement, qui lui incombait, d'un devoir social. Il convenait donc de mentionner seulement dans le texte les établissements publics et les établissements privés, parmi lesquels rentreraient les écoles de réformes qu'il plairait au département ou à la commune de créer (1) ».

L'interprétation donnée à ces mots par la Commission sénatoriale était tout autre. C'est ce qui ressort nettement de ce passage du rapport de M. Bérenger relatif aux ressources à accorder aux institutions qui assumeront la mission de recueillir les mineures.

« Ce devrait être plutôt, pourra-t-on dire, écrit l'honorable rapporteur, une charge d'Etat, je n'y contredis pas. Mais il se passera sans doute de longues années avant que l'Etat, les départements ou les communes puissent créer, partout où il faudrait, les établissements nécessaires.

Un certain nombre de maisons privées seraient, au contraire, dès à présent, en mesure de satisfaire à ce besoin (2) ». Le Gouvernement adoptait également cette interprétation. Dans le projet de loi déposé le 18 juin 1909 et ayant pour objet de prescrire l'application échelonnée de la loi du 11 avril 1908, il écrivait.

« Parmi ces derniers (établissements publics), le Sénat avait espéré que la ville de Paris créerait un établissement spécial (3) ». Le règlement d'Administration publique du 23 juin 1910, range les établissements créés par le département et la commune.

(1) Hennequin, *Op. cit.*, p. 192 et 193.

(2) Sénat, *Impress.*, 1906, n° 36, p. 9.

(3) Sénat, *Impress.*, 1909, n° 150, p. 2.

dans les établissements « autres que les établissements privés ».

Les établissements publics, — ou, pour employer l'expression du règlement d'administration publique, les établissements autres que les établissements privés — comprendront ceux qui sont créés par l'Etat, le département ou la commune.

Les établissements publics doivent, aux termes de la loi (art. 1^{er}), être *spécialement organisés*. « Pourquoi, disait M. Béranger au Sénat ? Pour deux raisons : d'abord parce qu'il y a une éducation spéciale à instituer, en second lieu parce qu'il ne faut pas que cet élément spécial risque de démoraliser et de contaminer le personnel des autres établissements d'assistance (1). »

Il fallait aussi éviter un autre écueil et faire, pour l'application de la loi nouvelle, ce qui avait été fait pour celle établissant l'éducation correctionnelle des jeunes détenus. Il ne fallait pas que l'on utilisât, pour les établissements de réforme que l'on songeait à créer, des établissements pénitentiaires alors existants, et qu'après avoir mis sur la porte : « Etablissement de réformation morale », on y hospitalisât les petites prostituées.

« A part deux ou trois exceptions près... écrit M. Schrameck, ces établissements pénitentiaires n'ont pas été créés en vue de la destination qu'ils devaient recevoir. Ce vice d'origine qui pèse si lourdement et à tant de points de vue sur l'ensemble de notre organisation pénitentiaire, est encore plus regrettable quand il s'agit de procéder à l'éducation de jeunes détenus que lorsqu'il s'agit d'assurer la garde de condamnés adultes (2). »

Il était donc important de ne pas retomber dans les erreurs d'antan.

(1) Sénat, *Débats*, 30 mars 1906.

(2) *Rev. Pénit.*, 1910, p. 575.

Le rapporteur de la loi à la Chambre des députés eut même l'horrible vision de la maison de Saint-Lazare — ou du moins d'un de ses quartiers — transformée en maison de relèvement. Aussi, pour que jamais pareil rêve ne puisse se réaliser, s'il venait un jour à l'idée de certaines personnalités, en quête d'économies mal placées, M. Viollette ajoutait dans son rapport : « L'Établissement public sera spécialement organisé, et ne pourra, par suite, avoir rien de commun avec Saint-Lazare (1) ».

A quelle Administration devaient être rattachés les nouveaux établissements prévus par la loi du 11 avril 1908 ?

Au moment de l'élaboration de la loi, et d'après la législation alors en vigueur, deux Administrations étaient susceptibles de recevoir les nouveaux pupilles : l'Administration Pénitentiaire et l'Administration de l'Assistance Publique.

La première, dès que le nom en fut prononcé, fut écartée par l'unanimité de la Commission Extraparlamentaire. Il ne pouvait être question de rattacher les nouveaux établissements à l'Administration Pénitentiaire. C'était contraire à l'œuvre entreprise, il ne s'agissait pas de réprimer un délit, mais de réformer des mineures auxquelles on n'avait à reprocher que l'abus prématuré de leur liberté individuelle.

M. Turot éleva la voix en ce sens. « Il n'aurait jamais admis sans protester avec la dernière énergie que l'établissement de réforme ait le caractère pénitentiaire. On se préoccupe aujourd'hui, poursuivit-il, d'arracher à leur turpitude de malheureuses enfants, victimes de l'indignité ou de l'insouciance de leurs parents, qui les ont jetées ou abandonnées dans la rue, c'est-à-dire à la merci des sollicitations criminelles de toutes les matrones infâmes de leur quartier. Que faut-il à ces mal-

(1) Ch. des Dép. *Imp.*, n° 1459, p. 4.

heureuses? Quelques sermons, des exhortations affectueuses, le bon exemple et l'habitude du travail. Il faut leur donner une culture morale et leur apprendre un métier.

« Si c'est ce but qu'on veut atteindre, il ne faut pas que le renvoi dans un établissement de réforme ait la signification d'une peine. » (1)

Restait alors l'Administration de l'Assistance Publique, à laquelle d'aucuns songèrent tout d'abord.

Mais aussitôt furent formulées, par les membres les plus éminents de la Commission Extraparlamentaire, diverses objections. Elles étaient fort graves.

a) Si l'Assistance publique, faisait tout d'abord remarquer M. A. Le Poittevin, se trouvait, par le fait de la loi nouvelle, dans l'obligation de prendre à sa charge les mineures prostituées, on serait en présence de difficultés semblables à celles suscitées par l'application de la loi du 19 avril 1898 (2).

b) Puis ajoutaient les adversaires du rattachement à l'Assistance publique, celle-ci : « n'est pas outillée pour le but que la Commission se propose », et pour retirer toute illusion à ceux qui auraient voulu protester, M. Augagneur affirmait même que « demain l'Assistance ne le serait pas davantage (2) ».

Les locaux étaient à construire, et le personnel à préparer à cette tâche si difficile et si délicate.

Une des principales raisons que M. Augagneur donnait de sa boutade était le manque de ressource des services d'Assistance. Les Conseils généraux pourraient refuser les crédits : dès lors, c'était abandonner à l'aléa d'un vote d'une assemblée politique, l'application ou la non application de la loi.

(1) Com. Extr., 25^e séance,

(2) Com. Extra. 25^e séance.

Malgré les inconvénients qu'elles mettaient en vive lumière, ces objections n'étaient pas décisives.

Sans doute, pour le moment, l'Assistance publique ne possédait aucun établissement, dans lequel elle pût recevoir les nouveaux pupilles, le personnel faisait complètement défaut et les essais d'éducation ou de rééducation qu'elle avait tentés, avaient, au dire même de ses plus ardents défenseurs, complètement échoué.

« L'Assistance publique, déclarait M. Bulot, soigne les malades pauvres, les enfants, les femmes enceintes, les vieillards. Voilà son but et son rôle ? Nous venons d'entendre un collègue nous parler de l'Ecole de réforme actuelle... Un jour le Conseil municipal de Paris a donné à l'Assistance publique le moyen de créer cette école de réforme : L'Assistance a mis un écriteau sur une porte, mais quant à la réforme, il n'y en a jamais eu ! (1) »

Pourtant, malgré les dires de M. Augagneur, l'Assistance pouvait en quelques années, si elle le voulait, être à même de recevoir les pupilles que la proposition de loi voulait lui confier.

« Si une telle disposition était insérée dans la loi, disait M. Feuilletoy, il faudra bien que l'Assistance s'incline et qu'elle pourvoie aux voies et moyens propres à assurer à la loi son plein effet (1) ».

Et si l'on redoutait un refus des Conseils généraux de voter les fonds nécessaires, il était facile d'y remédier, en rendant obligatoire pour les Conseils généraux cette dépense et en faisant participer l'Etat aux charges nouvelles et ce dans une proportion que l'on discuterait.

c) L'objection la plus grave fut formulée par M. Monod.

« Une loi toute récente, en date du 28 juin 1904, exposait-il,

(1) Com. Extr., 25^e séance.

détermine des règles spéciales applicables à deux catégories distinctes de pupilles de l'Assistance publique : les pupilles difficiles et les pupilles vicieux. A l'égard de ceux-ci le tribunal civil est appelé à statuer précisément de la même façon qu'il le ferait d'après le texte voté par la Commission, le 23 juin, à l'égard des prostituées mineures.

« Quand un enfant assisté, c'est-à-dire un enfant déjà confié à la garde de l'Administration de l'Assistance publique, est devenu, en raison de ses mauvais penchants ou de ses habitudes vicieuses, une cause de désordre très grave, l'Autorité judiciaire prononce son renvoi dans une colonie pénitentiaire.

« Ce pupille immoral, par conséquent dangereux au point de vue de la santé morale des autres enfants, l'Administration ne le garde pas. Bien qu'il ait été régulièrement confié à ses soins et qu'il soit placé sous sa tutelle, la loi, en pareil cas, l'autorise à s'en débarrasser. Va-t-on lui imposer, aujourd'hui, l'obligation de se charger d'un enfant qui n'a pas, jusqu'ici, dépendu d'elle, précisément parce qu'il se trouve dans une situation identique, au point de vue moral, à celle de l'ex-pupille qu'elle a renvoyé comme vicieux ? (1) ».

Adopter l'affirmative, aurait été, par « une contradiction singulière », mettre à la charge de l'Assistance Publique « des mineurs notoirement corrompus et présentant autant et plus de dangers que ceux que la loi avait pris soin d'éliminer de la catégorie des pupilles de l'Assistance (2) ».

L'Assistance Publique fut donc, elle aussi, écartée par la Commission Extraparlamentaire, malgré les objections de M. Bérenger.

« M. Monod a dit que l'Assistance Publique ne saurait rece-

(1) Com. Extra, 25^e séance.

(2) Hennequin, Rapport, p. 182.

voir une petite prostituée au nombre de ses pupilles, protestait l'honorable sénateur. Mais quelle raison y a-t-il, en vérité, de déclarer qu'une pauvre enfant qui a été jetée à la rue et que ses parents ont contrainte à se livrer à la débauche publique, n'a pas droit à la même assistance que les autres enfants ? Que l'Administration de l'Assistance Publique l'éprouve quelque temps, cette malheureuse enfant ! Si, plus tard, après des renseignements minutieux, recueillis sur son état moral, on est conduit à désespérer de son relèvement, il sera toujours assez tôt pour la conduire dans un établissement pénitentiaire.

« Ce n'est que lorsqu'elles auront été recueillies et reconnues foncièrement vicieuses, qu'on pourra appliquer aux prostituées mineures la règle rappelée par M. Monod (1) ».

Mais, il fallait, puisque l'on créait une institution nouvelle et sans aucun précédent dans nos lois, des organismes nouveaux, et n'ayant rien de commun avec, ni ne pouvant se rattacher à des Administrations alors existantes, telles du moins qu'elles existaient.

C'est ce que fit très nettement ressortir M. Hennequin.

« La Commission, disait-il dans la 25^e séance, entendra donc créer une organisation nouvelle actuellement inexistante. L'Etat a un devoir social à remplir vis-à-vis d'une catégorie de personnes qui ne sont ni des criminels ni des délinquants. (*Très bien !*)

« Ces pupilles nouveaux, créés de toutes pièces, sont des pupilles *sui generis*, qui devront être recueillis dans des établissements de réforme *sui generis*.

« Voilà le point de vue qui doit dominer tout ce débat. (*Très bien !*)

« Ces établissements seront surveillés et dirigés, par qui ? Il

1 Com. Extra, 25^e séance.

n'apparaît pas à l'orateur que cette question soit difficile à résoudre. Dans tous les cas on peut la laisser de côté pour le moment.

« A qui incomberont les frais? A l'Etat. C'est lui, en effet, qui doit supporter la dépense occasionnée par l'accomplissement d'une œuvre de relèvement, qu'il poursuit au nom de l'intérêt social de tout le pays.

« Et il n'y aura rien d'insolite à ce que cette dépense tombe à sa charge, comme y tombe celle des services pénitentiaires.

« Mais... il n'y a que des inconvénients à vouloir rattacher aux législations existantes le projet de loi actuel, qui s'applique à un objet nouveau, car il ne s'agit ni des pupilles de l'Assistance Publique, ni des pupilles des services pénitentiaires ».

Et c'est à cette opinion que se rangea, après la Commission Extraparlamentaire, le Gouvernement, lors du dépôt de son projet ; c'est celle que le Parlement adopta. — « Il est impossible, était-il écrit dans l'Exposé des motifs du projet du Gouvernement, d'assimiler aux pupilles de l'Assistance Publique ou à ceux de l'Administration Pénitentiaire, les jeunes prostitués, qu'il s'agit de régénérer et de ramener au travail ; la moralité intacte des premiers pourrait être compromise par le contact des mineurs que la prostitution d'habitude a déjà sérieusement contaminés, et, d'autre part, ces mêmes mineurs n'étant ni des criminels, ni même des délinquants, ne doivent être soumis au régime disciplinaire des seconds.

« A une classe de personnes aussi dissemblables des autres doit correspondre un régime distinct (1). »

« En fait, écrit M. Eugène Prévost, puisqu'on entendait en tous cas écarter l'Administration Pénitentiaire, on n'avait plus devant soi que l'Administration de l'Assistance Publique, et c'est

en effet cette Administration qui aura à assurer ce nouveau service (1). »

Le ministre de l'Intérieur écrivait d'ailleurs dans ce sens au rapporteur du Budget des services pénitentiaires le 23 juillet 1909 :

« Le législateur a manifesté très nettement sa volonté de dépouiller ces établissements de tout caractère pénitentiaire, d'en faire exclusivement des asiles de refuge et des écoles de réforme : aussi ai-je considéré que le seul moyen d'entrer dans les vues du législateur était de rattacher ce service à la Direction de l'Assistance Publique (2). »

Pourtant, et suivant le vœu de la Commission Extraparlamentaire et du Parlement, ces établissements constitueront une branche spéciale de l'Assistance Publique, un service absolument distinct. Ils seront, non à la charge des départements, mais, à celle de l'Etat, et les pupilles ne seront pas confondus avec les enfants assistés.

C'était d'ailleurs la solution préconisée par M. Monod, au cours de la discussion devant la Commission Extraparlamentaire.

« On peut élaborer, disait-il, un texte donnant à l'Administration de l'Assistance Publique les moyens qui lui font défaut à l'heure présente, c'est-à-dire, instituant un service d'état spécial, fortement crédité, mais ne devant pas se mêler aux autres sous peine de leur nuire.

« Dans ces conditions, ajoutait-il, si l'on organise ce service, l'Administration de l'Assistance Publique pourrait en assurer le fonctionnement général (3). »

Les frais de service spécial incomberont, venons-nous de dire, à l'Etat, selon le vœu de M. Bérenger.

(1) *Op. cit.*, p. 79.

(2) *Rev. Pénit.*, 1909, p. 1307.

(3) *Com. Extr.*, 25^e séance.

« L'honorable sénateur, au cours de ses observations, faisait remarquer M. le Secrétaire général Hennequin, a émis cette opinion que le service de réforme morale des mineurs prostitués était un service d'Etat. Pour ma part, je suis de cet avis que l'œuvre tentée est une œuvre de défense sociale, intéressant tout le monde et que l'Etat doit prendre en mains. Qui paiera ? Sice n'est pas l'Etat, on s'exposera à un échec certain (1). »

Et plus tard il ajoutait : « Si l'Etat considère qu'au nom d'un devoir social, il a le droit de s'emparer du mineur, pour tenter dans l'intérêt de la collectivité son relèvement moral, il est tout naturel qu'il supporte les dépenses corrélatives à l'exercice de ce droit et on ne voit pas les motifs qui pourraient être invoqués pour rejeter cette charge sociale (2). »

Cette thèse était trop naturelle pour ne pas être adoptée.

C'est donc l'Etat qui doit supporter toutes les charges afférentes à ce nouveau service.

M. Bérenger et la Commission des Finances avaient essayé d'évaluer les dépenses nouvelles ainsi créées (3).

Ils avaient estimé que, lorsque la loi nouvelle battrait son plein, il y aurait annuellement 1.200 mineures d'hospitalisées, 300 pour Paris, 400 pour la province.

Mais la Commission sénatoriale des Finances rectifia les chiffres des dépenses annuelles donnés par M. Bérenger.

« En admettant que la ville de Paris, écrivait dans l'avis présenté en son nom M. Milliès-Lacroix, fasse construire les locaux suffisants pour l'admission des 300 filles à interner qui l'intéressent, il restera à pourvoir à l'internement de 400 filles de province. L'Assistance évaluée à 3.500 francs par lit les frais de

(1) Com. Extr. 24^e séance.

(2) Com. Extr. 27^e séance.

(3) Sénat, *Impressions*, 1906, n^o 36, 36 bis, 36 rectifié bis, et n^o 120.

constructions hospitalières. A ce prix la dépense pour 400 lits serait de 1.400.000 francs (1). »

« Quant à l'ensemble de la dépense annuelle pour 1.200 internées elle ressortirait à 394.200 francs au lieu de 280.000 francs chiffre de M. Bérenger (2). »

Mais il faut remarquer qu'alors il n'était question que de mineurs se livrant à la prostitution sur la voie publique ; alors que la loi de 1908 s'occupe des mineurs se prostituant même dans un domicile privé.

D'autre part, ces évaluations sont bien au-dessous de la réalité, puisque dans le château de Passy (Yonne) aménagé pour recevoir les pupilles de la loi de 1908, le lit revient à plus de 10.000 francs comme frais de premier établissement (3).

On ne peut donc maintenant établir d'une manière sûre le chiffre de la dépense qu'entraînera l'application de la loi de 1908.

Toutefois, si élevé que soit ce chiffre, il faudrait redire ici ce que M. Marc Rville disait dans son rapport, sur la répression du vagabondage, déposé à la Chambre le 7 juillet 1908.

« Qu'ici encore on ne s'arrête pas à une malheureuse question d'argent ! Même coûtant cher à l'Etat, les jeunes vagabonds feront réaliser une économie à la Société, s'ils sortent guéris et amendés des colonies pénitentiaires (4). »

— *Création des Etablissements.*

Le règlement d'Administration publique du 13 juin 1910 a soumis l'ouverture des établissements autres que les établissements privés, à un certain nombre de conditions.

(1) Sénat, *Impressions*, 1906, n° 120, p. 6.

(2) Sénat, *Impressions*, id., p. 5.

(3) *Gazette des Tribunaux*, 3 décembre 1910.

(4) Ch. des Députés, *Impressions*, 1908, n° 1919, p. 50.

a) ÉTABLISSEMENTS CRÉÉS PAR L'ÉTAT. — La création d'un de ces établissements est décidée par arrêté ministériel, dans la limite des crédits prévus à cet effet.

Le ministre doit auparavant prendre l'avis, d'une part, du Comité des inspecteurs généraux des services administratifs du ministère de l'Intérieur, et, d'autre part, de la section compétente du Conseil supérieur de l'Assistance Publique (article 9, décret 1910), auxquels on soumet au préalable les projets, plans, devis, ainsi que le projet de règlement intérieur (article 12).

Le ministre n'est pas tenu de se conformer à leur avis ; il n'est pas dit, en effet, que l'établissement ne sera ouvert qu'après « l'avis conforme » des corps consultés.

Quant à la nomination du personnel, il faut distinguer : s'agit-il du personnel administratif, la nomination en appartient au ministre. S'agit-il au contraire du personnel « secondaire », le directeur de l'établissement a pleins pouvoirs (article 9).

b) ÉTABLISSEMENTS CRÉÉS PAR LE DÉPARTEMENT. — C'est le Conseil général auquel il appartient alors de décider s'il y a lieu de créer ou non un établissement, destiné à recevoir les mineurs auxquels est fait application de la loi du 11 avril (article 10).

Les travaux ne peuvent commencer qu'après avoir reçu l'approbation ministérielle (article 12, décret, juin 1910).

A cet effet, le Préfet doit transmettre au ministre, avec la copie de la délibération du Conseil général, les projets, plans et devis des bâtiments à construire ou à aménager (article 10).

Ces projets, plans, devis, ainsi que le projet de règlement intérieur sont soumis à un double examen, à celui du Comité des inspecteurs généraux des services administratifs au ministère de l'Intérieur, d'une part, à la section compétente du Conseil supérieur de l'Assistance publique (article 12).

Après l'avis de ces deux corps, le ministre donne ou refuse son approbation.

Bien que le règlement ne lui en fasse pas une obligation, le ministre suivra, en fait, l'avis émis par les inspecteurs généraux et la section du Conseil.

c) ÉTABLISSEMENTS CRÉÉS PAR LA COMMUNE. — L'initiative de leur création appartient alors au conseil municipal. Quand ce dernier a décidé l'ouverture d'un établissement destiné à recueillir les mineurs de la loi de 1908, le maire transmet au Préfet la copie de la délibération du Conseil municipal, ainsi que les projets et devis des bâtiments à construire ou à aménager.

Le Préfet les fait alors parvenir, avec son avis, au ministère de l'Intérieur (article 11).

Le ministre doit approuver les travaux avant qu'ils soient commencés,

Le ministre doit, avant de donner son approbation, consulter le Comité des inspecteurs généraux et la section compétente de l'Assistance Publique (art. 12).

Pour tous les ouvrages supplémentaires, le règlement ajoute qu'ils ne peuvent être entrepris sans une autorisation spéciale (art. 12).

Les règles que nous venons d'exposer s'appliquent également à cette autorisation spéciale.

Envoi dans un établissement public. — Lorsque le Tribunal ordonne que la mineure sera placée dans un établissement de réformation morale public, sa décision doit être notifiée au directeur de l'établissement par le Procureur de la République (article 13, 1^{er}, décret juin 1910).

B. — *Etablissements Privés.*

Les établissements publics prévus par la loi de 1908 étaient à créer ; aucun ne pouvait être prêt, lorsque la loi serait exécutoire. Il fallait donc prévoir, au moins pour le début, à côté des établissements publics, des établissements de réforme organisés par l'initiative privée.

Leur nécessité ne faisait aucun doute à l'auteur même de la proposition initiale devant le Sénat (1).

Le législateur a donc dû se tourner, contraint et forcé, vers les œuvres privées.

Il a, dans l'élaboration de la loi, oublié ou méconnu les œuvres privées admirables dont nous avons montré le fonctionnement de quelques-unes, et les résultats auxquels elles étaient arrivées.

C'est avec une méfiance injustifiée et un parti-pris manifeste, qu'il y a été fait allusion.

Ce sont surtout les œuvres catholiques qui ont été l'objet de ces attaques.

« Pour quelques établissements de cette sorte, qui font réellement du bien, disait à la Commission Extraparlamentaire M^{me} Avril de Sainte-Croix, il en est un grand nombre — la plupart même — qui se livrent à une exploitation éhontée de la jeune fille, et qui aboutissent ainsi à inspirer aux enfants une telle horreur du travail, qu'il faut plus tard les réentraîner peu à peu en dosant minutieusement la tâche (2). »

M. Augagneur, de son côté, déclarait qu'il les verrait tous terminés sans aucune espèce de regrets. « Ce sont, ajoutait-il, des

(1) Sénat, *Impressions*, 1906, n° 36, p. 9.

(2) Com. Extrap. 24^e séance.

fabriques de lingerie à bas prix où s'exerce une exploitation scandaleuse, sous le couvert d'une charité qui n'existe pas. »

Et dans son rapport à la Chambre des députés, M. Viollette met en garde le législateur contre ce qu'il appelle « les scandale du Bon Pasteur et autres établissements analogues (1) ».

Malgré sa défiance, imméritée d'ailleurs, pour des œuvres dont la plupart se livraient, selon lui, à « une exploitation éhontée », scandaleuse de la jeune fille, le législateur ne put faire autrement que de prévoir l'ouverture d'établissements de réforme privée.

« Il faut bien le constater, disait au Sénat M. Béranger, vous n'avez pas d'autres ressources que la bienfaisance privée, pour l'application de cette loi. Vous n'avez aujourd'hui aucun établissement public qui puisse recevoir ces petites prostituées. Vous êtes, par conséquent, obligés de recourir aux maisons privées (2). »

Le législateur, bien à contre-cœur, se rendit à l'évidence. Mais en faisant cette concession, il y mettait de telles conditions qu'il paralysait par avance toute initiative privée. Ces conditions ont encore été aggravées par le règlement du 13 juin 1910.

« Il semble, dit très justement M. le Professeur Garçon, qu'après avoir déclaré que les prostituées seront confiés à des établissements privés, la loi n'ait plus rien fait pour les encourager ou, pour dire vrai, qu'elle ait tout fait pour les décourager

(1) Ch. des Députés, *Impress.*, 1908, n° 1459, p. 5. M. Béranger s'était fait à la Commission Extraparlamentaire le défenseur des Etablissements privés. Avec sa haute autorité, et avec une grande impartialité il déclarait que « tous ceux qui ont lu la discussion engagée à la Chambre des Députés au sujet de l'affaire du Bon Pasteur, sont convaincus, qu'à côté des maisons dont on vient de parler, il y en a d'autres qui n'ont donné lieu à aucun reproche et sont fort bien » (24^e séance).

(2) Sénat, *Debats*, 4 juin 1907.

d'avance. Sous prétexte d'éviter des abus, elle soumet ces établissements à tant de règles, elle leur impose de si lourdes obligations morales et pécuniaires, qu'il paraît impossible qu'aucun particulier puisse, dans de pareilles conditions, tenter la redoutable aventure de faire du bien (1) ».

Les établissements privés qui voudront recevoir des mineurs, en vertu de la loi de 1908, devront aux termes de l'article 1^{er} de cette loi :

1^o Être régulièrement autorisés ;

2^o Être appropriés à la réformation morale des mineures.

Autorisation. — Soumettre l'ouverture des établissements privés à une autorisation préalable du gouvernement, était une condition des plus légitimes, et qui ne saurait qu'être approuvée, si l'application en est faite équitablement sans aucun parti pris.

Cette autorisation préalable permet d'empêcher l'ouverture, par des individus peu scrupuleux, de maisons dites de réforme, dans lesquelles le relèvement et la régénération morale de la jeune fille ne seraient qu'un mot, qu'une vaine apparence.

Pourtant ne peut-on pas redouter, après les aveux trop précis de certains de ceux qui ont travaillé à l'élaboration de la loi, que cette nécessité d'obtenir l'autorisation ne soit un moyen trop facile et trop simple d'écarter et d'anéantir, sous divers prétextes, mais en réalité à cause de leur seul caractère religieux, des établissements qui, depuis si longtemps, travaillent avec un dévouement et une abnégation admirables au relèvement des jeunes filles déçues ?

Puis, « ne s'autorisera-t-on pas comme le redoute M. Garçon, de ces principes (approbation préalable et règles minutieuses

(1) *Rev. Pén.*, 1909, p. 976 et 977.

édictees) pour entraver le fonctionnement d'établissements qui recevront les enfants difficiles, parmi lesquels pourront se trouver des garçons et des filles qui déjà se seront livrés à la débauche? Des écoles libres ne vont-elles pas se trouver exposées à des tracasseries, à des poursuites, sous prétexte qu'elles ont reçu des filles qui ont eu une mauvaise conduite et cela sans décision du Tribunal et sans avoir obtenu les autorisations légales (1)? »

Espérons que la loi sera appliquée avec justice et équité, que les passions politiques et anti-religieuses n'interviendront pas lors de l'autorisation, que l'on n'aura en vue, à ce moment, que le bien à faire aux mineurs et que leur relèvement et leur rééducation seront alors la seule et l'unique préoccupation.

De qui émanera l'autorisation?

M. Bérenger dans sa proposition initiale au Sénat(2) approuvée par le Comité de rédaction de la Commission Extraparlamentaire (3), soumettait l'ouverture des établissements privés à la règle instituée pour ceux destinés aux pupilles vicieux de l'Assistance publique par la loi du 28 juin 1904, à laquelle il était renvoyé.

« Ils seront, disait M. Bérenger, autorisés dans les termes de l'article 1^{er} de la loi du 28 juin 1904 (4) », c'est-à-dire que les établissements, « qui voudraient être autorisés à recevoir et élever des mineurs prostitués, devraient en faire la demande au ministre de l'Intérieur et soumettre à son approbation leurs statuts, règlements et locaux (5). »

La référence à cette loi s'expliquait par ce fait : « aux yeux de

(1) *Rev. Pén.*, 1909, p. 773.

(2) Sénat, *Impress.*, 1905, n° 194.

(3) Rap. Hennequin, p. 193.

(4) Sénat, *Impress.*, 1905, n° 194, 1905; n° 243.

(5) Loi 28 juin 1904, art. 1^{er}, 3°.

M. Bérenger, que seule cette loi avait stipulé dans quelles conditions des établissements privés seraient autorisés à recevoir des mineurs (1) ».

Tout le monde acceptait que l'autorisation fût donnée, dans les conditions stipulées, par le ministre de l'Intérieur. Aucune objection ne fut soulevée sur ce point. Mais M. Mirman, directeur de l'Assistance publique, demanda la suppression de ce renvoi à la loi de 1904. « Il craignait que cette mention de la loi de 1904, en tête de la loi nouvelle fût de nature à faire considérer la prostituée mineure comme une pupille de l'Assistance publique. Or, ajoutait-il, il ne fallait pas de confusion de personne ».

Crainte chimérique, répliquait M. Hennequin. « La préoccupation traduite par M. Mirman, s'est déjà manifestée au cours des débats de la Commission et il en a été tenu le plus grand compte. Mais, en fait, lorsqu'on a visé dans le projet la loi de 1904, on a simplement voulu spécifier que, par analogie avec les prescriptions du paragraphe 3 de l'article 1^{er} de cette loi, les établissements privés de réforme qui voudraient recevoir des mineurs devraient s'adresser au ministère de l'Intérieur...

Mais pourquoi supprimerait-on du texte législatif l'énoncé de dispositions, qui se trouvent déjà dans une loi et qui paraissent d'autant mieux s'adapter à l'objet de la nouvelle qu'on rencontre, dans les deux cas des écoles professionnelles. Si justifié d'ailleurs que soit le souci de ne pas confondre les personnes dont s'occupe la Commission avec les enfants assistés, il ne faut pas perdre de vue que la loi de 1904 s'applique à des

(1) Com. Extr., 30^e séance. Mais c'est là une erreur. La loi de 1850, avait également stipulé des conditions similaires, et M. Bérenger y avait renvoyé dans certaines de ses propositions.

pupilles « difficiles et vicieux, susceptibles même de devenir des pupilles pénitentiaires à la suite d'acte d'immoralité de violence ou de cruauté, ainsi que le prévoit l'article 2. Il y avait en quelque sorte communauté d'idées entre les deux lois, celle qu'il s'agit de préparer et celle à laquelle on se réfère (1) ».

La Commission se rangea à l'avis de M. Mirman. Elle vota le principe de l'autorisation préalable, en laissa à un règlement d'administration publique le soin de déterminer « notamment les conditions dans lesquelles l'autorisation prévue à l'article 1^{er} pourra être accordée ».

Ce fut le texte adopté d'ailleurs par le Parlement, — et qui devint l'article 4 de la loi de 1908.

C'est donc le règlement d'Administration publique du 13 juin 1910, qui a précisé les conditions dans lesquelles l'autorisation serait donnée.

Les établissements privés qui solliciteront l'autorisation d'ouvrir leur porte aux mineures prostituées, en vertu de la loi de 1908, peuvent être dirigés soit par des particuliers, soit par des associations.

a) ÉTABLISSEMENTS DIRIGÉS PAR DES PARTICULIERS. — Les personnes qui veulent « former ou diriger un établissement privé susceptible de recevoir des mineures prostituées doivent adresser leur demande au préfet du département dans lequel l'établissement est ou sera situé. — (Décret 13 juin, article 1^{er}).

La demande indique le nombre de pensionnaires que l'établissement peut recevoir et leur sexe (article 1^{er} *in fine*).

Elle doit contenir le nom de trois personnes, devant composer avec des membres, désignés, de la façon dont il sera expliqué plus loin, le conseil de surveillance de l'établissement (article 2).

(1) Com. Extr., 30^e séance.

Cette demande, doit en outre, être accompagnée :

I. D'un mémoire :

1° Mentionnant toutes les ressources dont l'établissement dispose ;

2° Justifiant, d'une façon précise, que l'établissement est en « mesure de satisfaire à toutes les obligations qui lui incombent aux termes de la loi et des règlements » ;

3° Prouvant qu'il n'existe aucune cause d'insalubrité et qu'il est alimenté en tout temps d'eau de bonne qualité et en quantité suffisante.

II. D'un plan détaillé de l'emplacement et des locaux.

III. D'un projet de règlement intérieur (article 2).

Dès que le préfet est en possession de la demande et de tous les documents qui viennent d'être spécifiés, il les transmet au ministre de l'Intérieur.

C'est ce dernier qui accordera ou refusera l'autorisation sollicitée. Mais il devra auparavant prendre l'avis du Comité des inspecteurs généraux des services administratifs et de la Section compétente du Conseil supérieur de l'Assistance publique.

Rien n'oblige le Ministre à suivre les avis émis : il peut les suivre ou décider dans un sens différent (article 4, 1°).

L'arrêté ministériel, qui admet la demande formée, ne se borne pas à accorder purement et simplement l'autorisation sollicitée.

I. Il fixe d'une part le nombre maximum de pupilles qui peuvent être recueillis.

II. Il approuve, d'autre part, le règlement intérieur.

III. Il détermine enfin le montant du cautionnement qui devra être versé à la Caisse des dépôts et consignations (article 4).

L'obligation de fournir un cautionnement constitue une nouvelle charge qui, ajoutée à toutes les autres et les aggravant, empêchera l'ouverture d'asiles privés. Dans bien des cas, ce

sera une difficulté insurmontable. Beaucoup hésiteront, car si on a du mal à se procurer les ressources nécessaires à la construction, l'aménagement et l'entretien de l'établissement et des mineurs, de combien la difficulté sera-t-elle considérablement augmentée, s'il faut, en outre, déposer, avec l'espoir d'un minime intérêt, un capital important, peut-être — puisqu'aucune limite n'est fixée, ni aucune proportion établie entre ce cautionnement et l'importance de l'établissement.

L'approbation une fois donnée au règlement intérieur, ce dernier ne peut être modifié sans que les changements apportés ne soient, eux aussi, sanctionnés par le Ministre, après avis des inspecteurs généraux et de la section compétente du Conseil de l'Assistance publique (article 4, *in fine*).

b) ÉTABLISSEMENTS DIRIGÉS PAR DES ASSOCIATIONS. — Les règles que nous venons d'exposer devront être suivies en tous points par les associations qui se proposeraient de travailler à la régénération morale des mineures prostituées qui leur seraient confiées en vertu de la loi du 11 avril 1908 (articles 2 et 4).

Les associations sont en outre soumises aux obligations suivantes :

Pour se voir accorder l'autorisation sollicitée, les associations doivent tout d'abord être constituées en vertu de la loi du 1^{er} juillet 1901 (article 1^{er}, décret du 13 juin 1910).

Il résulte formellement de l'article 3 que seules seront susceptibles de recevoir des mineures prostituées, les associations, déclarées ou reconnues d'utilité publique.

La demande d'autorisation doit émaner du représentant légal de l'association.

Elle doit être accompagnée :

1. D'un exemplaire du *Journal Officiel* contenant la déclai-

ration prévue par la loi du 1^{er} juillet 1904, ou si l'association est reconnue comme établissement d'utilité publique, d'un exemplaire certifié conforme du décret de reconnaissance.

II. De dix exemplaires des statuts, avec la liste des membres de l'Association et de ceux du Conseil d'administration.

III. D'une copie de la délibération de l'Assemblée générale, habilitant le représentant de l'Association à introduire la demande (article 3).

Chaque année le *Journal Officiel* publie la liste des établissements autorisés à recueillir les mineures prostituées (article 8).

Retrait d'autorisation. — L'autorisation, ainsi accordée, n'est que précaire. Elle peut, si le Ministre estime que les circonstances l'exigent, être retirée à ceux auxquels elle avait été donnée.

Le retrait est prononcé par arrêté ministériel. La section compétente du Conseil supérieur de l'Assistance publique et le Comité des Inspecteurs généraux doivent donner leur avis, qui peut être ou non suivi par le Ministre. Celui-ci, toutefois, lorsqu'il retire l'autorisation qu'il avait accordée, doit prendre un arrêté *motivé* (article 5).

Il s'écoulera toujours, entre le moment où le Ministre sera saisi et celui où le retrait sera prononcé, un certain laps de temps pendant lequel il pourra être nécessaire de prendre certaines mesures urgentes, notamment en ce qui concerne la direction et l'administration de l'établissement.

Le décret en prévoit deux :

a) La suspension du directeur (article 6).

b) La nomination d'un régisseur provisoire, en cas de suspension du directeur, ou même en dehors de ce cas « si les nécessités du service l'exigent » (article 6).

Le régisseur, nommé par le Ministre, doit administrer l'établissement, le diriger et en assurer le fonctionnement normal.

Pour lui faciliter la tâche, le décret donne au Préfet un pouvoir exorbitant : celui de faire verser, par la Caisse des Dépôts et Consignations, entre les mains du régisseur, « tout ou partie du cautionnement ».

Envoi dans un établissement privé. — Lorsque le Tribunal aura décidé l'envoi de la mineure dans un établissement privé, sa décision sera notifiée par le Procureur de la République au directeur de l'Etablissement d'une part, et au préfet du département du siège de l'établissement d'autre part (article 13, 2°, décret 13 juin).

Cette notification au Préfet facilitera à ce dernier le contrôle et la surveillance qu'il doit exercer, ainsi que nous le verrons, sur les établissements privés.

CHAPITRE VII

ORGANISATION DES ETABLISSEMENTS DE RÉFORME

Les établissements destinés à recueillir des mineures prostituées devront « être appropriés à leur réformation morale.

Ils s'efforceront d'arracher à la débauche celles que leurs instincts, leur entourage dangereux, l'absence de toute morale, ou la misère ont poussées à la prostitution ; ils essayeront de les rendre honnêtes, d'en faire de braves ménagères, destinées à devenir plus tard de bonnes mères de famille, capables d'élever leurs enfants et de les préserver des dangers dont elles-mêmes ont été les victimes.

Voilà donc la mission, si délicate, si ardue, et si pleine de difficultés de toutes sortes qui est imposée au dévouement de ceux qui coopéreront à la direction et à l'administration des établissements prévus par la loi du 11 avril 1908.

Mais ici une double question se pose : le relèvement des mineures prostituées est-il possible et, si oui, de quelle façon ?

1° Le relèvement des mineures prostituées est-il possible ?

Pour cette question à la majorité des gens, nous n'obtiendrons d'eux qu'un sourire ironique, un haussement d'épaules significatif. Pour eux, essayer une telle œuvre est peine perdue, tous les efforts sont inutiles et si quelques jeunes filles

semblent donner satisfaction et être revenues à une vie honnête, combien d'autres retombent vite et quasi nécessairement dans la débauche. Peine perdue, argent gâché, tel est pour eux le bilan inéluctable de la loi du 11 avril 1908.

Ce jugement est bien sévère et inexact.

Sans voir dans la loi de 1908 et les moyens qu'elle préconise, l'assurance du relèvement des mineures qu'elle atteindra, nous pouvons dire, d'après les observations que nous avons recueillies, les renseignements qui nous ont été donnés par les plus dévouées et les plus entendues directrices d'œuvres, d'après les statistiques qui ont été dressées : oui, le relèvement des mineures prostituées est à tenter, car il est possible dans un certain nombre de cas.

Pour s'en convaincre, il suffit de parcourir le livre d'or des établissements actuels, de feuilleter, même superficiellement, les lettres innombrables des « anciennes » adressées à celles qui, autrefois, les ont arrachées au ruisseau et d'assister aux visites qu'elles font aux maisons qui les ont recueillies.

« Le relèvement moral est-il une chimère, comme d'aucuns se l'imaginent, ou une réalité ? disait, à l'assemblée générale de l'Association contre la Traite des Blanches, M^{me} Oster.

« Ce n'est pas nous qui répondons ; ce sont ces pauvres égarées d'un moment qui répondent par leurs lettres, par leurs efforts, par leurs actes, par la reconnaissance et l'affection qu'elles nous témoignent.

« Elles prouvent qu'il est toujours possible de revenir à une conduite régulière : elles ne le prouvent pas par des discours : elles le prouvent simplement et honnêtement en se conduisant bien ou mieux.

« Ainsi nous sommes encouragées dans la voie où nous sommes entrées et nous voyons chaque jour que notre œuvre doit être avant tout une œuvre de bonté, car c'est la

bonté, la bonté seule qui peut nous ouvrir le chemin des cœurs (1). »

M. le Docteur Meugy, dans sa fameuse pétition au Sénat partage cet avis, et l'appuie sur celui d'un éminent moraliste qui, après avoir étudié la prostitution à Londres où elle s'épanouit dans toute la plénitude de la licence, écrit : « Oh ! qu'il y a peu de ces femmes qui, après une première erreur, ne s'éveillent pas au repentir, au désespoir, à la honte et ne voudraient pas donner tout ce qu'elles possèdent pour qu'il leur fût permis de revenir sur leurs pas et de se réhabiliter ! Elles peuvent aimer leurs séducteurs, jamais leur honteux commerce ! Elles le haïssent d'autant plus vivement qu'elles ont senti le poids de ses chaînes et goûté l'amertume de la dégradation qui en découle (2). »

C'est la conclusion qui s'imposait à M. Georges Berry à la suite de ses enquêtes si consciencieuses sur le vagabondage. Dans un de ses rapports à la Chambre des députés, il écrivait à propos des mineures qui nous occupent « que le nombre de celles chez lesquelles il reste encore de bons sentiments, est plus grand qu'on ne le croit communément (3) ».

Et M. Dietze, alors Commissaire Central à Marseille, questionné sur le même sujet, répondait « que le plus grand nombre des mineures prostituées ne sont corrompues qu'en apparence (4) ».

Chez certaines, on rencontre assez souvent un attachement réel à celui qui les a avilies, qui les contraint à la débauche, attachement, qui les pousse jusqu'à parfois se laisser con-

(1) Compte rendu de l'œuvre de Clamart, 29 décembre, 1903.

(2) Dr Mengy, *Pétition au Sénat*, p. 13. Archives de Sénat. Pétition 19 janvier 1865, n° 186.

(3) Ch. des Dép. *Impressions*, 1903, n° 1158, p. 73.

(4) Rapport du 20 février 1877.

damner pour ne pas abandonner celui auquel elles se sont livrées (1).

Cet attachement est souvent imposé par la crainte, la haine ou la jalousie, mais il s'y rencontre aussi un véritable amour, profond et sincère.

Chez d'autres on trouve « un excellent cœur », qui les incitera à secourir les malheureux, à s'entr'aider les unes les autres, à ne jamais rencontrer une misère sans tenter de la soulager.

Enfin, chez d'autres, les sentiments de famille sont très développés.

Le relèvement des mineures prostituées est donc possible. Le nombre de celles que l'on sauve n'est pas sans doute très élevé ; mais ne devrait-on en sauver que quelques-unes, l'œuvre devrait être tentée avec courage, avec persévérance et confiance.

Pourtant les encouragements sont loin d'avoir été prodigués.

« Nous osons dire, écrit justement un des membres de la Commission Extraparlamentaire, qu'il nous paraît bien chimérique de compter sur la force des lois pour parvenir à un pareil et si heureux résultat (mettre obstacle à la prostitution des mineures) qu'on ne peut attendre que d'une modification profonde de la moralité publique. »

Et il ajoutait, avec un pessimisme décevant : « au surplus, on n'entrevoit pas les moyens pratiques susceptibles de triompher du vice, des passions et du goût pour le gain facile ».

M. le Professeur Garçon est aussi sceptique : « Ramener

(1) Cf. Henry Joly, *Le Crime*, p. 139, 274 et 275. « Il y eut, écrit-il, deux filles publiques, les filles Piat et Couturier, qui par dévouement pour leurs amants ou leurs souteneurs se firent condamner, quoique probablement innocentes, afin de les suivre à la Nouvelle Calédonie. C'est là d'ailleurs un fait qui n'est pas rare, me disent M. le Directeur de Saint-Lazare et les brigadiers de la Sûreté. »

dans la bonne route une voleuse, écrit-il dans la *Revue Pénitentiaire*, une jeune voleuse, n'est pas chose aisée, mais faire d'une fille qui est descendue au trottoir une honnête femme et une mère de famille, c'est à peu près un paradoxe et une gageure. A pareil jeu, presque à tous les coups l'on perd ! Il faut pour se vouer à une semblable tâche une foi robuste et que rien ne saurait décourager (1). »

M. Ribot faisait une semblable déclaration à la Société des Prisons : « Je ne crois pas qu'on puisse sauver beaucoup de ces mineurs dont la plupart sont dépravées à fond (2). »

M. Pottet, chef de Bureau honoraire à la Préfecture de police, après avoir, au Congrès de Grenoble, exposé les mesures qui lui paraissaient le plus aptes à assurer le relèvement des mineurs, concluait ainsi : « Des dispositions législatives, ainsi conçues, armant l'autorité d'une part, protégeant la société de l'autre, permettraient sans doute de faire un peu de bien, mais il ne faut pas trop s'illusionner : Manon sera toujours Manon (3). »

M. Turquam, directeur honoraire au ministère de l'Intérieur, n'est pas plus rassurant.

« En ce qui concerne le résultat utile à attendre de l'internement de ces mineurs au point de vue de l'amélioration de leurs mœurs à leur sortie, il n'est pas possible d'être optimiste. Si bien choisis que pourront être les éducateurs, les consciences qu'ils auront à amender sont tellement perverties, les vices qu'ils auront à corriger sont tellement invétérés qu'il ne faut s'attendre qu'à de bien rares succès. » Pourtant il ajoutait : « Néanmoins, c'est un devoir social d'essayer (4). »

(1) *Rev. Pénit.*, 1909, p. 976.

(2) *Rev. Pénit.*, 1912, p. 836.

(3) Pottet, rapport au Congrès de Grenoble.

(4) *L'Enfant*, 1909, p. 96.

Ce pessimisme n'a pas découragé et ne découragera pas heureusement les bonnes volontés. Et bien des cœurs encore seront là pour réconforter les pauvres filles tombées.

2° Comment le relèvement des mineures prostituées est-il réalisable ?

Si la réponse à la première question était facile, puisqu'il suffisait de constater les résultats obtenus jusqu'ici, la réponse à cette seconde est fort délicate, car elle varie avec les individus dont il s'agit.

Pourtant, nous pourrions y répondre d'une manière générale, en résumant les observations faites au cours de nos visites dans les établissements de réforme consacrés aux jeunes mineures et en puisant des indications utiles et précieuses dans les avis et renseignements qu'ont bien voulu nous donner tous ceux qui, à quelque titre que ce soit, se sont dévoués au relèvement de la jeunesse déchuë.

Nous examinerons donc successivement les conditions matérielles d'une part et les conditions morales d'autre part, que nous estimons devoir se trouver réunies, pour permettre de travailler avec quelques chances de succès à la réformation des mineures prostituées.

1° Conditions matérielles.

a) **EMPLACEMENT.** — Ou doivent être situées tout d'abord les maisons de réforme destinées à recueillir des prostituées mineures ?

Il est à désirer qu'elles soient établies à la campagne, et non dans une ville, et cela pour deux raisons : la première, c'est qu'au point de vue de la santé des mineures, le grand air et le soleil seront un adjuvant puissant, pour rétablir des santés presque toujours chancelantes et des constitutions anémiées.

De plus, si l'établissement se trouve à la campagne, il per-

mettra certains travaux — ceux des jardins et des champs — qui seront du plus utile effet pour le relèvement de la mineure.

La deuxième raison est une raison d'économie : il sera plus facile de trouver les emplacements nécessairement spacieux, en dehors des grands centres ; au point de vue pécuniaire, l'intérêt est considérable et ne doit pas être négligé dans l'application d'une loi qui entraînera certainement de grosses dépenses.

Pourtant il sera utile, et même indispensable, que certains établissements soient fondés dans des grandes villes, par exemple, pour recueillir les mineures dont la garde sera confiée provisoirement pendant l'instance.

L'Etat a, pour Paris, ouvert rue Saint-Maur un petit asile provisoire pouvant contenir environ vingt-huit mineures. — Il a aménagé par ailleurs, dans l'Yonne, le château de Passy, pour recueillir les mineures dont le Tribunal ordonnerait d'une manière définitive alors, le placement en vue de la réformation morale.

b) LOCAUX. — Il faut tout d'abord — et c'est il nous semble un souhait pratiquement réalisable, ainsi que nous avons pu nous en rendre compte — que l'établissement ait l'aspect aussi gai, aussi riant, aussi attrayant que possible, sans éveiller en quoi que ce soit l'idée de prison et de maison de détention.

Beaucoup de mineures sont des « moralement abandonnées », des orphelines dont les parents sont vivants, suivant la triste mais pittoresque expression de Jules Simon. Il faut leur donner dans ces asiles qui les recueillent « cette famille » dont l'absence a été bien souvent cause de leur chute, et pour y parvenir il ne faut pas créer d'immenses bâtiments, aux fenêtres minuscules et grillagées, à l'aspect lugubre.

Ce qu'il faudrait, pour recueillir les mineures prostituées, ce seraient de petits asiles, de petites maisons, situées à la cam-

pagne, au milieu d'un jardin potager et des champs, dont l'entretien serait assuré par les pensionnaires.

Et à cette disposition des locaux s'ajoute une seconde condition qui en est la conséquence nécessaire.

c) EFFECTIF. — C'est que le nombre des mineures recueillies dans chaque établissement doit être extrêmement faible.

M. Mirman, à juste titre, voudrait de petits établissements, comportant des rassemblements très réduits. « De bonnes raisons, ajoute M. Prévost, militent en faveur de cette solution, qui, d'autre part, se heurte à l'excès des frais généraux et des dépenses de toutes sortes. Comment, en outre, varier et diversifier l'enseignement professionnel ? comment aussi assurer le si difficile recrutement du personnel (1). »

Ce sont là de grosses objections, de réelles difficultés. Mais elles ne sont pas insurmontables.

Nos insuccès en matière d'éducation pénitentiaire, les exemples pleins de leçons de nos voisins (2) imposent d'ailleurs cette solution.

Nous avions espéré que le règlement d'administration publique, qui devait, aux termes de la loi, déterminer toutes les mesures propres à assurer... la discipline et l'éducation morale des mineures... fixerait un maximum de pensionnaires que l'on ne pourrait dépasser en aucun cas.

Nous l'avions surtout espéré lorsque parut, en novembre 1909, le règlement relatif à l'éducation des pupilles vicieux de l'Assistance publique, prévu par la loi du 28 juin 1904.

« L'effectif de chaque établissement ne peut pas dépasser 50 élèves », est-il dit dans l'article 6.

Dans le règlement actuel, rien d'analogue. Pour les établisse-

(1) *Gazette des Trib.*, 26 juillet 1908.

(2) Voir H. Joly, *A la recherche de l'Education correctionnelle*, *passim*.

ments publics, aucune limitation d'effectif n'est stipulée. Pour les établissements privés le ministre en accordant l'autorisation, fixe le maximum de mineures à recevoir pour l'établissement, mais il a pleins pouvoirs sur ce point. Il est à espérer que, pour les établissements publics, comme pour les établissements privés, il n'y aura que peu de mineures, sinon par asiles, tout au moins par quartier.

Il est à souhaiter que sur ce point le ministre ou les autorités compétentes s'inspirent toujours de ces quelques lignes de M. Cuche, qui sont comme la conclusion de tous les vœux émis et de toutes les données de l'expérience.

« Il est à peine besoin d'insister, écrit-il, sur les inconvénients des gros effectifs. D'une part, les enfants étant plus nombreux se sentent plus forts en face de l'administration : l'esprit de corps y est plus développé et dans un sens naturellement très fâcheux. L'opinion des camarades contrebalance facilement l'influence des maîtres et les amène à placer leur amour-propre dans leur incorrigibilité. D'autre part et surtout, les efforts moralisateurs du personnel ne peuvent avoir qu'un résultat insignifiant. Disséminés sur cette foule d'enfants, ils n'en atteignent aucun, le souci du maintien de la discipline passe au premier rang et absorbe celui de l'éducation individuelle... ce système qui est déjà critiquable, quand il s'applique à des enfants honnêtes qui rencontrent dans leur famille l'éducation morale que leurs instituteurs ou professeurs ne leur donnent pas, devient déplorable pour des enfants vicieux qu'il ne faut pas seulement instruire, mais avant tout redresser moralement... Il faut donc que les enfants soient peu nombreux si l'on veut laisser au maître le temps matériellement nécessaire pour s'occuper de chacun d'eux (1). »

(1) Cuche, *op. cit.*, p. 138.

L'idéal serait donc que le contingent de chaque établissement ne dépassât pas 15 à 20 mineures. Ce serait déjà énorme. Il faudrait se rapprocher de plus en plus du progrès considérable qu'ont réalisé certains asiles qui ne donnent l'hospitalité qu'à une dizaine de mineures.

« Mon asile, nous disait M^{me} Avril de Sainte-Croix, peut recevoir 14 mineures. Je considère que c'est là un grand maximum que l'on ne devra atteindre que très exceptionnellement. »

Si l'on redoute des frais généraux trop élevés, au moins pour le début, on pourrait pallier aux inconvénients des gros effectifs en établissant des *groupements complètement isolés* les uns des autres, et ne comprenant chacun qu'un très petit nombre de mineures, ainsi que décide le règlement. L'article 18 stipule en effet que : « les mineurs sont répartis en groupements constitués en tenant compte de l'âge et du degré de moralité ».

Mais ces groupements seront-ils absolument indépendants les uns des autres ?

Quelle sera leur importance ?

Et d'ailleurs leur formation sera-t-elle possible, chaque mineure pouvant appartenir à un groupement pour la moralité, à un autre pour l'âge, à un troisième pour l'instruction, etc... Mais même en ce cas, l'établissement ne devrait pas, comme Doullens, Clermont, Cadillac, actuellement, renfermer de 200 à 300 mineures, parfois même plus.

d) AMÉNAGEMENT INTÉRIEUR DE L'ÉTABLISSEMENT. — Le règlement d'administration publique ne donne que peu de renseignements sur ce point. Il se contente de poser trois règles :

La première est que tout établissement doit avoir une infirmerie. C'est là d'une telle évidence et d'une telle nécessité qu'il est inutile d'insister. Le service médical de l'établissement doit être régulier. Son fonctionnement et son organisation sont laissés au règlement intérieur (art. 14). Dans certains cas seu-

lement le médecin doit visiter certaines mineures tous les jours (art. 20).

A côté de cette infirmerie, chaque établissement doit comporter un quartier d'isolement où sont envoyées, sur la prescription spéciale du médecin, les malades atteintes d'affections vénériennes à la période contagieuse (art. 16).

Enfin, le règlement impose aux établissements deux autres obligations :

La première est l'interdiction de recevoir des mineurs des deux sexes dans le même établissement (art. 16).

La deuxième est la prescription de l'isolement absolu des mineures pendant la nuit (art. 19).

Chaque pensionnaire devra donc avoir sa chambrette.

Sur ce point, les thèses contraires se sont trouvées avoir, même au Conseil supérieur de l'Assistance publique, lors de la préparation du règlement d'administration publique, des avocats également éminents.

Les uns, se faisant les porte-paroles de certaines directrices d'œuvres, préféraient à un isolement complet la nuit, un dortoir bien surveillé.

L'opinion contraire a triomphé et à juste titre :

« On devine, écrit M. H. Joly, ce qu'elles (les filles envoyées en correction) apportent ici de science précoce, de regrets ou de ruse perverse pour se créer entre elles l'équivalent de ce qu'elles regrettent. Là, me disent tous ceux qui s'occupent d'elles à un titre ou à un autre, là est le mal universel, constant épouvantable, — c'est le mot dont on se sert — contre lequel il faut lutter nuit et jour.

« Comment lutte-t-on ? Je ne le vois guère. Quelqu'un que je sais à même d'avoir très bien vu de très près et avec une juste indulgence, me dit que toutes ces misères n'ont pas dû être toujours irrémédiables. Il a vu arriver des enfants corrompues par

les pires exemples, perdues par l'abandon, déjà elles-mêmes flétries, malgré leur jeune âge. Il croit cependant que ces souvenirs périraient encore assez vite ou perdraient beaucoup de leur venin, si la promiscuité de la maison et la liberté qu'on s'y procure, ne complétaient ces souvenirs, ne les cultivaient, ne les développaient. Et cela peut se dire non pas de quelques-unes de ces enfants, mais des trois quarts (1). »

M^e Henri Rollet rapportait, d'autre part, au Comité de Défense des enfants traduits en Justice de Paris, cette réponse qui lui fut faite par une jeune fille, au relèvement de laquelle il s'était particulièrement acharné :

« Lorsqu'à sa sortie, je lui fis compliment, dit-il, d'avoir mérité d'être surveillante au dortoir, elle me fit une réponse révoltante que je n'oserais vous répéter... elle me fit comprendre que sa qualité de surveillante lui avait valu des privilèges spéciaux (2). »

Le règlement exige l'isolement pendant la nuit. Il ne fait donc pas obstacle à l'aménagement de dortoirs cellulaires.

Nous préférons la chambrette telle qu'elle existe, par exemple, rue de Tolbiac, à un dortoir cellulaire dont les cellules, naturellement grillagées et étroites, ressemblent plutôt à des enclos destinés à des prisonniers qu'à des mineures dont on poursuit la régénération morale.

Les chambrettes des mineures devront être irréprochables au point de vue hygiénique. Elles devront être bien aérées.

Elles devront être tenues dans un état constant de propreté, il serait bon aussi que le parquet fût recouvert d'un linoléum. Mais elles ne devront jamais être luxueuses. Il ne faut pas habituer, en effet, ces mineures à un bien-être et à

(1) H. Joly, *A la recherche de l'Education correctionnelle*, p. 180 et 181.

(2) *L'Enfant*, 6 octobre 1893.

un confortable qu'elles ne pourront avoir plus tard, ou du moins qu'il leur sera impossible de se procurer honnêtement.

Par contre, il devra être loisible à la mineure d'apporter à sa cellule quelque heureux aménagement, provenant par exemple de son travail : petit tapis de table en broderie [lavable, par conséquent], dessin, fleurs, etc. La mineure se sentirait plus chez elle, et s'efforcerait d'obtenir à titre de récompense l'autorisation d'orner, et avec combien de goût, sa chambrette. Nous ne saurions trop engager les établissements à inscrire dans leur règlement intérieur cet article qui se trouvait dans le projet soumis par la section compétente au Conseil supérieur de l'Assistance publique, et ainsi libellé :

« Sont laissés à la pensionnaire, s'il n'en peut résulter aucun inconvénient pour la discipline, les objets ou documents présentant quelque intérêt respectable à titre de souvenir de famille. »

Pourquoi aussi, par exemple, à titre de récompense, ne pas autoriser la mineure à cueillir des bouquets pour en orner sa chambre ?

e) COSTUMES. — Nous verrions, pour notre part, se généraliser avec avantage dans ces établissements, la coutume qui existe dans certains refuges suisses : la suppression de tout uniforme. Cette mesure ne serait pas sans exercer une heureuse influence pour le relèvement de la mineure, en supprimant ce qui, de loin ou de près, lui ferait considérer l'asile comme une prison de laquelle elle ne songerait qu'à s'échapper et s'évader (1).

(1) Parlant de cette pratique des refuges suisses, M. Joly écrit : « Pour mieux fuir l'uniformité on a supprimé l'uniforme. Chaque pensionnaire a son costume à elle et on s'ingénie à varier jusqu'à la forme des petits tabliers. Ce n'est pas que les unes soient plus rustiquement ou plus pauvrement vêtues que les autres. Les étoffes sont

2° *Conditions morales.* — L'art. 4 de la loi du 11 avril 1908, laisse au règlement d'administration publique le soin de déterminer « les mesures propres à assurer... l'éducation morale et professionnelle des mineures placées dans les établissements publics et privés ».

Pourtant, dans le décret du 13 juin 1910, ne se trouvent que deux ou trois préceptes et c'est tout. Il appartenait d'ailleurs naturellement à l'initiative des personnes qui se dévoueront à cette mission délicate de choisir les moyens qu'elles jugeraient les plus aptes à obtenir la régénération des mineures prostituées.

Avant d'examiner rapidement ceux auxquels nous estimons qu'il faudra nécessairement avoir recours, si on veut faire œuvre utile et féconde, une observation préliminaire est nécessaire.

Tout d'abord, une première remarque s'impose : parmi les jeunes prostituées peuvent se trouver quelques jeunes filles anormales, et pour lesquelles un traitement spécial, des soins médicaux particuliers sont indispensables.

Il y a quelques années, la Mère Marie-Ernestine, qui, depuis plus de soixante ans, dirige avec tant de zèle le refuge de Darnetal, écrivait très justement :

« Il y a parmi les enfants difficiles ou vicieux, des anormaux chez lesquels on constate des impulsions, des perversions morales, des besoins exaspérés, qui dépendent de malformations, de déformations physiques, c'est-à-dire de perturbations du système nerveux. Il faut donc donner à ces enfants des soins appropriés (1). »

De celles-ci il ne sera pas question dans les pages qui vont suivre.

toutes à peu près d'égale valeur ; ce sont les coupes et les couleurs qui diffèrent. » *A la Recherche de l'Education correctionnelle, op. cit.*, p. 235.

(1) *Rev. Pénit.*, 1907, p. 629.

Leur rééducation morale dépend de leur réformation physique et physiologique quand elle est possible. C'est donc aux médecins qu'il faut les confier tout d'abord.

a) PERSONNEL. — Le relèvement des mineures prostituées dépend des qualités des personnes qui auront mission d'y travailler.

Le personnel devra donc être un personnel de premier choix. Ce qu'on lui demande ce n'est pas seulement de garder des jeunes filles, qui seront placées dans, les établissements, de les faire travailler, de les empêcher de sauter le mûr, ou de se livrer à l'immoralité, mais surtout de les ramener dans le bon chemin, de les régénérer, d'en faire des filles honnêtes et laborieuses, et de bonnes mères de famille.

C'est une tâche ardue, hérissée de difficultés de toutes sortes et que ne peuvent accomplir les premiers venus.

Pour atteindre le résultat attendu ou espéré, il faut une élite.

Et c'est là une des raisons qui, à notre avis, donne la supériorité aux œuvres privées sur les établissements publics. Sans méconnaître le dévouement et le zèle des fonctionnaires de l'Assistance publique et de l'Administration Pénitentiaire — auxquels nous sommes heureux de pouvoir rendre un légitime hommage — nous estimons que les personnes qui s'adonneront au relèvement des mineures prostituées sans autre but que d'obtenir la régénération morale des jeunes filles, sans souci de l'avancement, sans autre récompense que la satisfaction du devoir accompli et de la réforme obtenue, auront un avantage sur celles qui le feront par profession et par métier et avec l'espoir d'être versées bientôt dans un service moins pénible ou qui n'accepteront un tel emploi, que parce qu'elles n'en auront pas trouvé d'autres. Ces personnes, si dévouées et si consciencieuses soient-elles, seront facilement découragées, abattues et n'apporteront plus alors l'ardeur et l'entrain nécessaires.

La personne chargée des jeunes prostituées devra les entourer d'une maternelle affection, que bien peu auront connue et dont la douceur ne sera pas sans inspirer à ces jeunes filles, pour celle qui la leur témoigne, une grande confiance, sans laquelle serait impossible l'œuvre de régénération morale. Ce qu'il faut avant tout, c'est gagner les cœurs, capter la confiance des jeunes prostituées.

« L'élément capital du succès, disait M^{me} d'Abbadie d'Arrast, au premier Congrès du Patronage des Libérés, réside avant tout dans un cœur qui sait aimer ces femmes en dépit de leurs crimes, de leurs délits et de leurs vices et qui sait les supporter avec une compatissante charité... et elle ajoutait : « le principe à la base de tout asile, est un très indulgent, très compatissant et très profond amour » (1).

Ce que M^{me} Oster disait de la dame visiteuse des prisons, s'applique *a fortiori* aux directrices ou surveillantes des asiles.

« La meilleure besogne qu'elle puisse faire, la plus précieuse, la plus féconde est de donner confiance, de ramener l'âme d'enfant de cette pauvre créature souillée viciée, atrophiée, anémiée, de réveiller si possible la conscience et la foi endormies, en un mot, de se faire aimer. Là est le secret la vraie force du patronage... Combien d'âmes se sont relevées, parce qu'une simple et affectueuse amie leur a dit : « Vous êtes faible, voici ma main » ! (2)

C'est ce qu'affirmait également le Gardes des sceaux, en s'adressant aux membres du Comité du Défense des enfants traduits en justice, le 21 janvier 1903 : « l'enfant sans affection, disait-il, n'est plus qu'un être de proie livré à l'obscur travail des instincts primitifs » (3).

(1) Paris, 27 mai 1893, *Compte-rendu*, p. 54.

(2) *Rev. Pénit.*, 1900, p. 1079.

(3) *Rev. Pénit.*, 1903, p. 210.

En résumé, il faut que les personnes qui tenteront de travailler à la réformation de la mineure, se pénètrent avant tout de cette idée que Verlaine appliquait à la vie simple : « c'est une œuvre de choix qui veut beaucoup d'amour (1), et qu'elles se souviennent toujours que pour répandre la bonne parole, « il faut, dit la mère Marie Ernestine, parler à la mineure au bon moment, au moment où elle commence à profiter du milieu où elle vit, au moment où elle paraît se reprendre, où son cœur s'ouvre, prêt alors à entendre et prêt à comprendre des paroles sobres mais vraiment senties, peinées ou satisfaites, qui blâment ou qui encouragent (2) ».

Le personnel ne doit seulement être un personnel d'élite, il doit encore être en nombre suffisant.

Il ne faut pas se contenter, comme cela arrive parfois dans les établissements pénitentiaires, d'une surveillante par 25 ou 35 mineures, voire même parfois plus.

Ce serait une illusion, une utopie, que d'espérer alors obtenir un heureux résultat.

Il est nécessaire ~~et~~ et nous avons vu qu'il fallait également le rechercher par la disposition et l'aménagement des locaux — de reconstituer ou constituer pour ces jeunes filles « une famille ».

Il faut que la personne qui sera chargée d'elles soit une véritable « mère de famille » et pour cela, il est nécessaire qu'elle n'ait à s'occuper que d'un petit nombre de jeunes filles. Sinon, son influence moralisatrice sera nulle.

M. Henry Joly nous apprend que dans certains refuges suisses, il y a une maîtresse pour huit jeunes filles (3). Peut-être pourrait-on en avoir une pour dix ou douze jeunes filles, mais nous

(1) Cf. *Rev. Pénit.*, 1911, p. 1130.

(2) *Rev. Pénit.*, 1907, p. 630.

(3) *A la Recherche de l'Education correctionnelle*, op. cit., p. 264.

estimons que l'on ne devrait pas dépasser ce nombre. L'expérience le prouve.

b) EDUCATION RELIGIEUSE ET MORALE. — La loi du 5 août 1850 posait en principe que le relèvement des mineurs dépendait nécessairement de l'éducation morale religieuse et professionnelle.

Et elle avait grandement raison.

La loi de 1908 diffère sur ce point de celle de 1850.

Pour elle, le grand moyen de relèvement réside dans la connaissance d'un métier.

Aussi prescrit-elle simplement aux établissements, dont elle prévoit la création, « de donner aux mineurs qui leur sont confiés par l'autorité judiciaire un enseignement suffisant pour les mettre en état d'exercer à leur sortie une profession ou un métier » (article 4, loi 1908).

Ce même article décide, « qu'un règlement d'administration publique déterminera les mesures propres... à assurer l'éducation morale et professionnelle ».

Or, le législateur, a donc écarté, — au [moins pour les établissements publics — l'éducation religieuse.

Et ce ne saurait trop être déploré. L'éducation religieuse est un des moyens les plus féconds pour assurer, s'il est à la base des autres, le relèvement des mineures prostituées. Et un des médecins de Saint-Lazare, M, le Docteur Fournier, va même jusqu'à déclarer que « les moyens d'ordre moral et religieux sont primordiaux en ce sens qu'ils peuvent dispenser de tous les autres » (1).

Les pratiques religieuses, nous l'avons dit, sont un des moyens les plus propres à prévenir les mineurs contre toute chute et spécialement contre l'immoralité et la débauche. Nous

(1) *Rev. Pénit.*, 1904, p. 361.

avons été à même de constater bien souvent — au cours de ces dix années que nous avons passées dans les Patronages — qu'ils étaient les plus puissants à arrêter sur la pente ou à ramener les jeunes gens qui s'étaient laissés entraîner. Cette conviction profonde que nous avons de l'efficacité primordiale des moyens religieux a été confirmée par de nombreux exemples que nous avons eus sous les yeux.

Ce fait est d'ailleurs reconnu par tous ceux qui, bien qu'hostiles ou indifférents, sont pourtant impartiaux.

« Il faut bien convenir, affirme M. Fouillée, que la foi a une morale impérative, qui ne se discute pas, étant établie et sanctionnée par le principe même de l'Univers, est une digue puissante contre les passions criminelles ou vicieuses » (1).

Un des magistrats les plus éminents, alors chef d'un de nos Parquets Généraux et aujourd'hui premier président de la Cour, avec lequel nous discutons cette question, nous disait en toute franchise, et je transcris presque textuellement ses paroles : « Je ne suis pas un cagot, mais j'estime qu'il n'y a pas de morale pour le peuple sans religion ; supprimer l'idée religieuse est une faute, car c'est le seul frein capable de retenir, le seul remède capable de relever. »

« Ce n'est pas trop, en effet, s'écriait M. Carpentier Secrétaire général de la Société de Patronage des enfants moralement abandonnés du département du Nord, de tous les freins moraux pour maintenir dans le droit chemin les mineurs dont les premières années ont souvent reçu les plus fâcheux exemples et qu'une éducation ordinairement défavorable a conduits à de nombreuses variétés de méfaits. Allez donc prêcher la morale indépendante à de précoces voleurs, à des fraudeurs, à d'incorri-

(1) *Revue des Deux-Mondes*, 1897, t. I, p. 430.

gibles vagabonds, qui ont tous un double trait commun : l'horreur du travail et l'ignorance du bien et du mal (1). »

Si la religion est nécessaire comme préservation, combien l'est-elle aussi comme moyen de relèvement !

M. Joseph Reinach, peu partial en l'espèce, écrit dans son livre sur « les récidivistes » :

« Au moment où l'on se plaint que les gardiens soient incapables de moraliser les détenus, où l'on songe avec raison à les munir d'un certificat d'études primaires, on cherche par la plus étrange des contradictions à supprimer l'élément religieux, à écarter les aumôniers. »

Et M. Guillot, qui citait ces paroles, ajoutait : « Jusqu'à ce jour on avait pensé que la force de l'idée religieuse, dans le sens le plus étendu du mot, n'était pas à dédaigner et que mieux que tout autre, elle était capable de pénétrer dans les cœurs endurcis par le vice (2). »

M^{me} Lannelongue, qu'un grand dévouement a mis en contact presque journalier avec les jeunes déchuës, dont le cœur n'avait pour elle aucun secret, disait au Congrès des Patronages : « Appuyés toujours sur l'idée morale et religieuse sans laquelle aucune rédemption n'est possible, dirigés avec une extrême prudence et avec ce tact et cette dignité que les femmes seules peuvent apporter dans leurs rapports avec les jeunes filles... les Patronages doivent avant tout se préoccuper de la guérison des âmes et veiller sur la moralité de leurs protégés, sur le développement de leurs bonnes résolutions... (3). »

« L'éducation religieuse, affirme M. Cuche, doit être la première des disciplines moralisatrices en usage dans un établis-

(1) Cité article Delay, *Correspondant*, 10 déc. 1902, p. 945.

(2) Guillot, *Les Prisons de Paris*, p. 470.

(3) *Compte rendu du Congrès cit.*, p. 49 et 50.

sement réservé aux enfants délinquants. Cette conclusion se heurte aujourd'hui en France aux revendications d'un libéralisme naïf, qui invoque la neutralité religieuse de l'Etat moderne et le respect dû à la liberté des consciences. La question du relèvement moral de l'enfance coupable est une question de politique criminelle et non de simple politique. Il ne faut pas en chercher la solution en dehors du terrain où se renferme la politique criminelle, et qui est le terrain de l'expérience et des résultats. Or, à ce point de vue l'efficacité moralisatrice de l'enseignement religieux ne me paraît pas discutable. Elle a été et est encore constatée et affirmée par les praticiens de l'éducation correctionnelle et les témoignages qui lui ont été rendus sont tellement nombreux qu'il semble que l'on ait affaire à un véritable axiome de la science pénitentiaire... La puissance de l'éducation religieuse, comme ressort de relèvement moral, est révélée par les faits eux-mêmes. » Et M. Cuche concluait très sagement : « Ce qui importe avant tout, c'est de ne pas se priver gratuitement et par un respect mal compris de la liberté de conscience, comme on le fait en France, d'une ressource aussi précieuse pour la réforme des jeunes délinquants (1) ».

Hier encore M. Georges Bonnefous écrivait dans un article intitulé « Respectez l'enfance » : Quels remèdes « opposer à la démoralisation ? Il n'en est malheureusement pas un seul qui puisse instantanément arrêter le fléau, lequel est à la fois très étendu et trop profond pour qu'on puisse avoir l'illusion d'en triompher sur l'heure.

« Le plus efficace de tous ces moyens curatifs, c'est un enseignement moral, inspiré de l'idéal de l'au-delà, qui ne se crée pas en un jour, et que d'ailleurs depuis tant d'années les politi-

(1) Cuche, *Op. cit.*, p. 144 et 145.

ciens régnants s'acharnent à détruire en fermant les écoles où l'on s'efforce de le donner (1) ».

Le législateur de 1903, en méconnaissant ces vérités, a donc à notre avis grandement compromis les résultats que l'on pouvait espérer de la loi nouvelle. — Il pouvait ne pas partager les opinions religieuses de ceux qui appliqueraient la loi, mais comment, par un aveugle parti-pris, ne pas se rendre à l'évidence que la morale religieuse doit être à la base du redressement des jeunes détenues ?

Froisser la liberté de conscience de jeunes enfants, mais l'autorité paternelle, — que l'on craignait d'effleurer en quoique ce soit — n'existe-t-elle plus, et les parents ne verraient-ils pas avec plaisir leur fille élevée dans la religion à laquelle ils appartiennent. Sans doute ils l'ont oubliée, sont restés sans pratiquer, mais ne demandent pas mieux que l'on élève leur fille dans des principes religieux qui ont guidé leur enfance.

Et il était facile de leur donner satisfaction, en procurant au prêtre, au pasteur et au rabbin, ou à leurs collaborateurs la facilité de pouvoir pénétrer auprès des mineurs, en ne les écartant pas systématiquement de l'œuvre de rédemption entreprise.

Il faut d'ailleurs remarquer que la plupart des jeunes mineures manquent de culture morale et religieuse.

« N'oubliez pas, disait M. le Professeur Fournier au Congrès du Patronage des libérés tenu à Rouen en 1905, que nombre d'entre elles sont presque absolument incultes au point de vue moral ; elles n'ont été élevées par personne : elles n'ont jamais reçu la moindre éducation religieuse ou morale (2) ».

Et M. Henry Joly confirmait ces paroles dans son dernier ouvrage sur l'enfance coupable, où nous lisons cette phrase :

(1) *La Liberté*, 10 août 1912.

(2) *Compte-rendu*, p. 79.

« Elles (les filles)... n'ont, m'écrivait une laïque dévouée, qui, quoique sans mission personnelle, pouvait les voir de très près, elles n'ont qu'une notion illusoire du bien, elles trouvent le vice une habitude toute naturelle (1) ».

M^{me} Coutant, la si dévouée présidente de l'œuvre de l'asile de Clichy écrivait, il a quelques temps, à M. le conseiller Flandin :

« ...Enfin la prière et l'instruction religieuse sont souvent toutes nouvelles pour nos pensionnaires ».

D'ailleurs tous ceux qui ont eu à connaître des instances où étaient impliquées des mineures, tous ceux qui ont eu à compulser les quelques cinquante dossiers des affaires appelées le lundi à la 8^e correctionnelle, ont pu se rendre facilement compte que la plupart des mineurs sont sans aucune éducation morale ni religieuse.

« Catholique, mais n'a pas été élevée dans la religion — catholique, mais n'a pas fait de première communion — catholique, mais n'a eu aucune instruction religieuse — protestante, mais ne connaît rien de la religion... » telles sont les indications que l'on trouve presque toujours sur les feuilles de renseignements données au Parquet par les familles dont les mineures sont poursuivies devant le Tribunal de la Seine.

L'éducation religieuse, sans laquelle nous estimons qu'il ne peut y avoir d'éducation morale sérieuse doit donc être donnée aux mineures prostituées. Elle doit être à la base de la tentative de redressement. C'est sur la religion seule que peut reposer une œuvre efficace et féconde de réformation morale.

C'est dans la religion que l'on puisera pour les mineures les plus sûrs mobiles d'une vie honnête et honorable.

c) *Education professionnelle.* — L'éducation morale et reli-

(2) *L'Enfance coupable*, p. 201.

gieuse doit être à la base, disions-nous, de toute œuvre de génération morale. Mais elle ne saurait suffire. — Que servirait le relèvement, si la chute devait suivre la sortie de l'établissement ? Et comment éviter cette dernière, sinon en mettant ces mineures à même de pouvoir gagner honorablement leur vie ?

« Nous avons pensé, était-il écrit dans l'exposé des motifs du projet du gouvernement, que c'est le travail qui constitue le véritable facteur du relèvement moral (1). »

Nous souscrivons bien volontiers à cette idée, mais sous les réserves que nous venons d'exprimer.

La thèse gouvernementale fut exposée au Sénat par M. Hennequin.

« Le projet, disait-il dans la séance du 4 juin 1907, comprend un premier paragraphe dans lequel il est stipulé que les établissements seront tenus de donner aux mineurs un enseignement suffisant pour leur permettre d'exercer une profession ou un métier, et cela parce qu'on a reconnu « qu'une des causes principales de la chute dans la prostitution était l'ignorance de tout métier. Si donc on veut faire du relèvement, la première condition est de mettre ces jeunes filles en mesure de se procurer des moyens d'existence et d'utiliser le travail comme moyen principal de relèvement.

« Tous les philanthropes qui se sont occupés de cette question sont d'accord sur ce point, que la condition essentielle du relèvement est d'inculquer le goût du travail, de réhabituer au travail abandonné par le vice (2). »

Le travail, l'apprentissage ou mieux la connaissance d'un métier, sera donc pour beaucoup, pour la plupart même, l'assu-

(1) Sénat, *Impressions*, 1907, n° 50, p. 6.

(2) Sénat, *Débats*, séance du 4 juin 1907.

rance de leur relèvement, en leur permettant à leur sortie de pouvoir gagner honorablement leur vie.

D'autre part, l'apprentissage sera ensuite d'un grand secours à un autre point de vue : il disciplinera ces natures rebelles et exaltées, il les accoutumera à se plier à une règle, et les amènera peu à peu à contracter l'habitude sinon le goût d'une vie régulière et posée.

« Le travail, disait très justement Le Play, est, après la religion, la propriété et la famille, l'institution qui élève le mieux l'humanité vers l'ordre social... Pour s'accoutumer à un travail régulier, l'homme doit d'abord résister à la propension, pour ainsi dire animale, qui le porte à éviter tout effort pénible et à s'approprier par la force ou la ruse les produits du travail d'autrui. Il doit dompter ses inclinations sensuelles, soit en obéissant à la direction imprimée par les gouvernants, soit en s'inspirant de sa volonté, guidée elle-même par la loi morale. Cette réaction continuelle de l'âme sur les organes physiques, est au fond la meilleure culture de la vertu... (1). »

Mais de quelle patience ! de quelle persévérance il faudra faire preuve !

« Ce qui domine aujourd'hui, disait en 1902 la supérieure de Limoges, et de plus en plus chez les arrivantes, c'est la dépravation des mœurs. Mais il y a une chose qui devient, ajoutait-elle, plus saillante de jour en jour, c'est la haine du travail et de l'assujettissement (2). »

La situation est loin d'avoir changé depuis cette époque : elle a même empiré.

Parlant des mineures de 16 à 18 ans, que l'on envoyait en correction, et qui sont pour la plupart celles visées par la loi de

(1) Le Play, *La Réforme Sociale*, t. II, p. 11. (8^e Edit).

(2) *A la recherche de l'Education Correctionnelle*, Op. cit., p. 209.

1908, M. Henry Joly écrivait récemment : Qu'envoie-t-on aux maisons de réforme ? « Des filles qui sont des femmes par tout ce que la nature féminine a de pire quand elle s'est gâtée. » « Allons, mon enfant, disaient les religieuses, un peu de courage ! Nous allons vous apprendre un métier qui vous permettra de gagner honnêtement votre vie. » — « Un métier, ma sœur, mais il est tout trouvé mon métier ! » Et, concluait M. Joly, « c'est encore là le moins répugnant de leurs propos (1) ».

Et chaque fois que l'on essaye de les appliquer à une tâche quelconque, de leur apprendre quelque chose, elles s'insurgent, se révoltent en prétendant « que pour leur métier, elles *n'ont pas* besoin de cela (2) ».

Les mineures devront donc travailler, mais quel travail devront-elles effectuer ?

A cette question la loi répond, que la mineure doit recevoir « un enseignement suffisant pour la mettre en état d'exercer, à sa sortie, une profession ou un métier » (art. 4, loi 1908).

Et l'art. 21, 1^o, du règlement d'Administration publique, stipule que tout « mineur doit faire un apprentissage professionnel de nature à le mettre à même de gagner sa vie à la sortie de l'Etablissement ».

Les mineures ne doivent donc pas seulement être occupées à un travail quelconque ; elles doivent apprendre un métier.

Mais quel métier apprendront-elles ? Cela variera suivant les régions dans lesquelles seront situés les asiles d'une part, suivant les mineures d'autre part, en tenant compte de leur passé, tout autant que de leur avenir possible.

(1) *L'Eclair*, 21 juin 1908.

(2) *Gazette des Trib.*, 4 juillet 1908, article de Prévost.

Le plus souvent, — et si les maisons de réforme sont situées dans des villes — et surtout si les mineures sont des enfants de la ville — on les appliquera à des travaux de couture, de broderies, de blanchisserie qui sont les travaux qui seuls s'offriront à elles, quand elles sortiront de l'Etablissement, car un très grand nombre de filles, une fois rendues à la liberté, auront la nostalgie de la « grande ville », c'est vers elle qu'elles se dirigeront et qu'elles essayeront de vivre. Il faut donc leur enseigner un métier urbain.

Mais ces travaux ne doivent pas être les seuls enseignés, et cela pour bien des raisons.

Les travaux sédentaires, tout d'abord, ne sont pas de ceux qui permettront de « venir à bout de ces natures excitées, impressionnables et énervées ».

Il faut, si réellement on veut obtenir cette réformation morale, employer ces jeunes filles — sans aucun excès, bien entendu, et dans la limite de leurs forces — à de rudes travaux qui, en même temps qu'ils les fortifient — surtout s'ils s'effectuent à la campagne au grand air, — abattent quelque peu leur nature ardente et déréglée.

« Il est bon, ainsi que le dit très bien M. Cuche, qu'elles se couchent fatiguées par des efforts physiques : on obtient ainsi un bon sommeil réparateur qui les garantit contre les suggestions de leur imagination souvent inquiète et pervertie (1). »

Et c'est pour cela que la nécessité de situer des asiles à la campagne se fait le plus sentir. De l'asile peut dépendre, d'une part, des champs ou terrains de culture, d'autre part des jardins potagers ou d'agrément. L'entretien des uns et des autres incombera aux pensionnaires, qui y consacreront chaque jour quelques heures, pour leur plus grand bien physique et mo-

(1) Cuche, *Op. cit.*, p. 148.

ral, sans préjudicier aucunement au métier qui leur sera enseigné. Ce travail sera indispensable pour les jeunes filles de la campagne que l'on peut espérer voir retourner dans leur village.

Les travaux d'arboriculture et de maraîchage doivent être particulièrement recherchés, surtout pour les natures délicates et affaiblies.

Tout en imposant la vie au grand air, et en nécessitant des efforts, ils ne sont ni trop durs ni trop pénibles pour les natures anémiées.

De plus, ils exigent une attention soutenue, empêchant ainsi la mineure de penser à mal. Et ce qui facilite cette attention, c'est leur extrême variété, l'été et l'hiver.

Enfin il faut noter, ce qui n'est pas à dédaigner, qu'ils sont une source de profits pour l'établissement et peuvent permettre le placement sûr, facile et avantageux de la mineure à sa sortie.

Les travaux agricoles peuvent être même une source de précieuses économies ; sur le lait, les œufs, les légumes, la volaille... etc...

Le règlement d'administration publique prescrit à tous les établissements de donner aux mineures prostituées « un enseignement ménager » (art. 21, 2°).

C'est là une excellente mesure, que l'on ne saurait trop apprécier.

Cet enseignement sera facilement donné, surtout si les établissements sont de petits asiles : l'entretien de la maison, la cuisine, etc., seront confiés aux mineures à tour de rôle.

« Pour la mère Marie-Ernestine, la base et l'objet du relèvement des filles qui lui sont confiées, c'est de leur donner toutes les aptitudes de bonnes ménagères.

« A ce prix, a-t-elle écrit elle-même dans la revue *L'Enfant*

(avril 1906), et quoiqu'elles fassent après leur départ, qu'elles se marient ou non, si, vraiment redressées, vraiment éduquées, elles savent vraiment tout ce que doit savoir une femme pour être une bonne ménagère, elles seront, pour la plupart, vraiment sauvées (1). »

Quand elles arrivent dans les asiles, elles ne savent en général absolument rien faire, elles sont incapables de tenir un ménage propre et gai, et elles sont dans le plus grand embarras lorsqu'il s'agit de préparer et présenter une nourriture même très simple. — Il est important, indispensable qu'une femme sache tenir son ménage. Combien de jeunes filles ne sont tombées dans le ruisseau, que pour fuir le logis qu'elles habitaient et qui était lamentablement tenu ? Combien d'hommes ne vont au cabaret que pour fuir le taudis qui les abrite et dépensent alors pour leur repas le double de ce qui serait nécessaire pour les nourrir, uniquement parce que leur femme « ne sait pas faire la cuisine ? » Ces faits sont fréquents et ceux, qui sont amenés à pénétrer dans les milieux ouvriers ont malheureusement eu à faire, trop souvent, cette triste constatation.

3° *Hygiène et discipline.*

a) *HYGIÈNE* [— Les mesures d'hygiène, qui devaient aux termes de la loi être déterminées par le règlement d'administration publique, sont laissés au règlement intérieur.

Le décret du 13 juin ne pose que quelques règles générales — exigeant la salubrité de l'établissement — une infirmerie et un quartier d'isolement pour vénériennes — de l'eau de bonne qualité et de quantité suffisante.

Il est d'ailleurs de toute évidence que les établissements devront toujours être tenus en parfait état.

(1) *Gazette des Trib.*, 4 juillet 1908.

Les mineures devront aussi être toujours très propres.

A leur arrivée dans l'asile, elles seront l'objet d'un examen sanitaire » (art. 17, décret 13 juin).

Puis, elles devront prendre un bain, changer de linge et de vêtements. Ceux qu'elles auront sur elles devront être désinfectés. Ils seront rendus à la sortie.

Le projet du règlement intérieur élaboré par la section compétente du Conseil supérieur de l'Assistance publique portait très sagement d'ailleurs :

Les pensionnaires reçoivent toutes — sauf contre-indication du médecin — au *minimum* un grand bain ou bain douche tous les 15 jours, et un bain de pieds tous les 3 jours...

« Les pensionnaires changent de linge toutes les semaines. Les draps des lits sont renouvelés tous les 15 jours... »

Cette disposition ne s'applique pas aux malades qui changent de linge aussi souvent que leur état le rend nécessaire...

La literie, le linge et le vestiaire des malades seront toujours lavés, lessivés et nettoyés séparément de ceux des pensionnaires en bonne santé...

Sous la réserve de changements ou déclassements d'effets, nécessités par la croissance des pensionnaires, chaque trousseau d'objets de lingerie restera *exclusivement personnel*.

En cas de changements ou de déclassements les effets devront être désinfectés...

Les mineures devront le matin avoir tout ce qui est nécessaire pour se laver, se nettoyer des pieds à la tête.

Les lavabos devront être suffisamment spacieux, posséder tous les accessoires nécessaires.

Les mineures devront avoir la faculté de se laver les mains, aussi souvent qu'il leur sera nécessaire et toujours avant chaque repas ».

Il est inutile de dire qu'une propreté continuelle devra régner dans les water-closets de l'asile.

Le règlement intérieur doit déterminer le régime alimentaire, le coucher et la composition du vestiaire.

Pour le régime alimentaire, il faudra s'en remettre au médecin de l'établissement. Mais en tous cas la nourriture doit être saine, fortifiante, et très simple.

Pour le coucher, le projet de règlement intérieur décidait :
« Que le coucher des valides comprendrait :

1 lit en fer du modèle dit pensionnat.

1 paillasse ou sommier.

1 matelas contenant environ 8 kilogrammes de laine.

1 traversin cylindrique, contenant environ 2 kilogrammes de laine.

2 draps de 2 m. 50 de longueur sur 1 m. 50 de largeur.

1 couverture de laine, 1 couverture de coton.

1 couvre-lit ou treillis à rayure.

Pendant les grands froids, il pourra être donné aux pensionnaires âgées de moins de 14 ans une couverture de laine ou de coton en supplément. »

Il faudrait ajouter une table de nuit et une descente de lit.

Même pour les autres, les couvertures supplémentaires devraient être données, si les circonstances le rendait nécessaire, ou si le médecin le conseillait.

« Il sera pourvu, ajoutait le projet, dans les conditions préconisées par le médecin et admises par le Directeur, au coucher particulier des enfants ou jeunes filles dont certaines infirmités auraient pour effet d'endommager les objets ordinaires de literies.

A l'Infirmerie le coucher de chaque malade comprendra :

1 lit en fer un peu plus grand que celui des valides ;

1 table de nuit, une descente de lit et un crachoir ;

1 sommier ;

1 matelas pesant environ 12 kilos dont $\frac{2}{3}$ de laine, $\frac{1}{3}$ de crin ;

1 traversin cylindrique contenant environ 1 kg. 500 de laine et 500 grammes de crin ;

2 draps de 3 m. 20 de longueur sur 2 m. de largeur ;

1 oreiller de plume pesant environ 2 kilogrammes et recouvert d'une taie.

Les couvertures de laine et coton nécessaires ;

1 couvre-lit à treillis à rayures claires.

La paille des paillasses, sous réserve de mesures spéciales utiles, sera changée tous les six mois les matelas, traversins, oreillers, seront refaits et les toiles lavées et blanchies et remises en état tous les ans.

Les couvertures seront battues et exposée à l'air tous les mois.

Pour le vestiaire, chaque pensionnaire devra avoir une robe d'été, une robe d'hiver. De plus, elle devra avoir un costume propre pour les jours de fête ou de sortie.

Parmi les accessoires de toilette, qui seront comme le trousseau et *a fortiori* exclusivement personnel, devra se trouver une *brosse à dents*. La propreté et le soin de la bouche devant être très surveillés ».

b) DISCIPLINE. — La seule discipline à souhaiter pour les établissements de réforme aurait été une maternelle affection, capable de gagner la confiance des mineures et de les ramener peu à peu dans le droit chemin.

Mais le plus grand nombre des mineures prostituées, rebelles et réfractaires à toute idée de relèvement, s'insurgeront contre tout travail, sèmeront le désordre dans la maison, si elles le peuvent. Pour celles-là la discipline familiale ne leur sied pas, il leur en faut une plus rigoureuse, plus énergique, se rapprochant et se calquant sur celle des établissements pénitentiaires.

On peut redouter, et non sans raison, voir se produire dans les maison de réforme, des révoltes semblables à celles qui éclatèrent ces dernières années dans un certain nombre d'établissements, à Montpellier, Limoges, Rouen... alors surtout que l'on hospitalisera des filles de 17 ou 17 ans $1/2$ qui auront mené depuis longtemps une vie de débauche, et qui ont l'idée de ne pas faire autre chose à leur sortie, et de ne reculer devant aucun moyen pour reprendre au plus tôt leur « métier ». Les faits, d'ailleurs, ont confirmé les craintes trop justifiées. Le 12 mai 1912, 5 mineures à peine âgées de 14 et 15 ans qui avaient été recueillies à l'asile de la rue Saint-Maur comparaissaient devant le Tribunal correctionnel sous l'inculpation de rébellion, accompagnée de violences et menaces (1).

De pareilles révoltes étaient à prévoir et il fallait y parer par des mesures appropriées.

L'une de celles-ci consiste, nous l'avons dit, dans le petit nombre des mineures que l'on devra recueillir par établissement.

Il faut, d'autre part, une surveillance de tous les instants, et un système de récompenses et de punitions, efficaces, capables d'encourager ou de réprimer.

Les punitions comme les récompenses sont laissées à l'initiative de chaque établissement qui devra les spécifier, dans son règlement intérieur. Ce dernier doit « prévoir la discipline intérieure... il indique quelles pourront être les récompenses accordées... ainsi que l'échelle des punitions ».

Pour les récompenses le projet de règlement intérieur de la Section Compétente, en avait donné un certain nombre. Quelques-unes ne nous paraissent pas devoir être maintenues, car elles rappellent trop un internat, tels les signes distinctifs, l'inscription au tableau d'honneur.

(1) *Gazette des Tribunaux*, 26 août 1912.

Par contre peuvent être d'un heureux effet : *a)* les bons points qui sont représentatifs d'une certaine somme par unité, et dont le montant peut être laissé à la disposition des mineures.

b) Les témoignages de satisfaction, qui consistent en gravures, dessins, ou en menus objets d'utilité ou d'agrément qui peuvent être variés à l'infini, puisqu'il n'y a pas à craindre d'altérer « l'uniformité du costume réglementaire » comme, le porte le projet, car, en principe nous ne voudrions aucun uniforme, dans les asiles.

Le projet ajoutait :

« Il pourra être distribué tous les trimestres, aux pensionnaires qui se seront signalées par leur conduite irréprochable et leur bon travail, soit des livres, coffrets, menus instruments de travail et objets divers d'utilité, soit des coupons d'étoffes sur lesquels elles confectionnent, pendant les récréations, des mouchoirs, tabliers, chemises, serviettes, etc. »

Une seule critique à ce projet, ces travaux ne devraient pas être exécutés pendant les récréations.

Pendant celles-ci il est indispensable, surtout si les mineures sont appliquées à des travaux sédentaires, qu'elles se livrent à des jeux ou exercices violents.

Pourquoi ne pas décider, puisque ces récompenses sont méritées par « un bon travail et une conduite irréprochable », qu'il sera accordé à titre de récompense supplémentaire chaque jour à la mineure quelque temps libre, où elle pourra se livrer à ses travaux personnels, pendant une durée qui sera fixée lors de l'obtention de cette récompense ?

Les punitions sont laissées également à l'entière discrétion des établissements de réforme, sous deux restrictions.

La première est générale, et stipule que les châtimens corporels sont interdits (art. 20), et le projet de règlement ajoutait :

« ainsi que toutes les violences, brutalités et peines corporelles de toutes sortes ».

C'est là une sage interdiction, non pas que certains châtiements corporels ne puissent être d'une réelle efficacité — par exemple une claque, mise au pain sec, mais parce que autoriser de telles punitions serait ouvrir la porte à tous les abus.

La deuxième restriction vise uniquement la mise en cellule.

C'est la punition la plus rigoureuse qui puisse être infligée, et comme dans certains cas, elle peut présenter des inconvénients au point de vue de la santé elle ne peut être donnée que sous certaines conditions que le règlement d'administration publique énumère (art. 20).

La mineure punie de cellule doit être visitée par le médecin, au plus tard dans les 24 heures. Cette visite doit être *renouvelée chaque jour* tant que la mineure reste en cellule.

De plus, si la punition doit durer plus de 8 jours, soit de prime abord, soit par suite de renouvellement elle, est notifiée au Préfet.

Si le médecin juge que le maintien de la punition est nuisible à la mineure, il le consigne sur le cahier de visite.

« S'il n'est pas fait droit à cette observation, il avise le Préfet. »

Les mineurs en cellule doivent être mis à même de travailler.

Le projet de règlement intérieur prévoyait comme punition la mise au piquet pendant la récréation.

C'est là une punition que les établissements ne devront pas maintenir : nous la considérons comme dangereuse et nuisible. La récréation doit être maintenue pour toutes les mineures.

En principe, ce sera la directrice qui donne punitions et ré-

compenses. Néanmoins ses collaboratrices devront avoir une certaine initiative et un certain pouvoir, en ces matières, afin de fortifier « leur action morale et disciplinaire. »

4^o Administration de l'asile de réforme. — Le règlement intérieur doit prévoir, d'une part, l'emploi de la journée des mineurs ; d'autre part, l'organisation et l'administration de l'asile.

C'est lui qui fixera, les heures de lever et de coucher ; ainsi que la durée des récréations, les heures des repas, etc... C'est lui qui déterminera et règlementera, en laissant sur ce point une grande latitude à la directrice, « quelles seront les visites que la mineure sera autorisée à recevoir, ainsi que les règles propres à assurer la surveillance de la correspondance. » (Art. 20, D. 13 juin.)

On pourrait s'inspirer en ce qui concerne ces deux points, du règlement de 1869 pour les établissements pénitentiaires, où il est écrit que « les visites auront toujours lieu en présence d'un surveillant, d'une sœur ou de tout autre employé ». (Art. 84.)

C'est que quelques minutes d'entretien peuvent suffire à anéantir tous les efforts de plusieurs semaines ou plusieurs mois. L'autorisation de voir les mineures ne devra donc pas être accordée à la légère, même aux parents. L'attention intelligente de la directrice doit porter sur ce point particulièrement délicat et important.

Un exemple entre cent. — M^{me} Oster racontait en ces termes, à l'Assemblée générale de l'Association pour la répression de la Traite des Blanches en 1909, la visite que la mère d'une enfant, recueillie à l'asile de Clamart, lui avait faite :

« Il y avait chez cette femme quelque chose de répugnant. Mon instinct me fit éloigner Blanche (c'est le nom de notre pupille) et alors la malheureuse créature, qui avait perdu toute

notion du bien et du mal, me raconta que sa maison n'était pas la plus mauvaise, qu'il y en avait de pires, que si la police avait fait fermer son établissement, c'est parce qu'elle s'était refusée à rapporter ce qui se passait chez elle. « Je ne demanderais pas mieux, ajoutait-elle, mais, j'ai peur d'être... *chourinée* ». Et me saisissant le bras : « Voilà tout, Madame, vous avez des relations, vous ; vous êtes influente ; soyez bonne, sauvez-moi, faites rouvrir ma maison ! Voyez mon autre fille, elle a deux enfants, il faut bien que je les élève ! » Et cette autre fille, assise à côté de nous, coiffée d'un vrai casque de cheveux jaunes, hochait la tête en signe d'approbation, et joignait ses lamentations à celles de sa mère,

« Ce que j'ai pu répondre, vous le devinez sans peine ; mais autant parler à un mur. La malheureuse ne m'écoutait pas ; elle répétait toujours la même chose : « Il y a pire que ma maison. »

« Je ne pouvais faire qu'une chose : dire à la fille d'embrasser sa mère, et brusquer la séparation. L'enfant pleurait ; elle adorait cette mère qui lui témoignait sa tendresse à sa façon et se pliait à tous ses caprices.

« Je fis remporter, non sans peine, de très belles boucles d'oreilles en or et en perles fines que ces deux femmes avaient apportées à Blanche. Enfin, on s'arrache des bras les unes des autres. La mère et la sœur s'éloignaient quand, tout à coup, au moment où la porte allait se refermer, Blanche, s'adressant à sa sœur, entre deux sanglots : « Jeanne, travaille ! », dit-elle. Il y avait de quoi être ému ; un premier pas était fait ; qui sait ? Notre directrice, qui partage mon émotion, se retourne vers moi : « C'est peut-être de là que viendra le salut ! » Je l'espérais presque, et, en tout cas, j'étais prête à chercher du travail à Jeanne.

« Hélas ! le surlendemain, Blanche fuyait avec ses compagnes.

Une automobile l'attendait sur la route ; toutes les démarches pour la retrouver ont été vaines ; les renseignements de la police font présumer qu'elle a été enlevée par l'amant de sa mère.

« Ques'était-il passé sous nos yeux pendant cette visite ? Peut-être un mot d'argot que nous n'avons pu saisir, un rendez-vous fixé entre deux baisers, un billet glissé entre deux poignées de mains, que sais-je ? »

« Cesont des heures de détresse affreuse pour des directrices qui prennent leur tâche à cœur. »

Excellente aussi est la règle établie par le règlement de 1869 en ce qui concerne la correspondance.

« Les chefs d'établissements, y est-il écrit, devront prendre connaissance de la correspondance au départ et à l'arrivée. »

La dévouée directrice d'un des asiles que nous avons visités, avait laissé au début une assez grande liberté à ses pupilles pour la correspondance reçue et envoyée, ainsi que pour les visites qui cependant, n'étaient pas autorisées sans garanties sérieuses.

Mais un jour elle fut à même de s'apercevoir que sa bonté et sa scrupuleuse délicatesse avaient été jouées et depuis elle dut prendre des mesures plus strictes, celles mêmes que nous pronons, et les résultats en ont été excellents.

Les jeunes filles qu'elle avait eu peur de froisser sont loin de lui en vouloir ; plusieurs lui ont même avoué que c'est à cette surveillance, qu'elles devaient la rupture complète d'avec leur passé.

En ce qui touche l'administration intérieure de la maison, — exception faite pour ce qui sera dit à propos du pécule et la surveillance — le règlement ne pose que peu de règles.

Il prescrit d'ouvrir au nom du mineur un dossier individuel, où devront être consignés tout d'abord les résultats de l'exa-

men sanitaire et mental et de l'observation morale dont le mineur aura été l'objet à son arrivée dans l'établissement (art. 17).

Ce dossier, qui contient également tous les renseignements recueillis sur les antécédents du mineur, est mis à jour trimestriellement.

Il doit y être fait mention « de tous les incidents concernant la santé, la conduite, l'instruction et l'éducation professionnelle du mineur, ainsi que de l'état de son pécule » (art. 17).

« L'établissement doit envoyer les 1^{er} janvier, 1^{er} avril, 1^{er} juillet, 1^{er} octobre, au Préfet, qui les transmet au ministre de l'Intérieur :

1° Un état nominatif des mineurs indiquant pour chacun d'eux l'état de son pécule et les observations relatives à sa conduite et son travail ;

2° Un état de situation du fonds commun ;

3° Un relevé du registre des punitions ;

4° Le bordereau des sommes dues à l'établissement, conformément à l'art. 8 de la loi (art. 35).

Outre ces documents qui trimestriellement doivent être transmis par le Préfet au Ministre de l'Intérieur, il doit être adressé chaque année « un rapport général portant sur le fonctionnement de la maison et sur l'organisation et le rendement du travail, ainsi qu'un rapport du médecin » (art. 36).

Le règlement intérieur détermine enfin la composition du personnel, dont la nomination doit appartenir à la directrice, avec ou sans ratification du Conseil d'administration suivant les cas.

Le même règlement énumère les professions qui seront enseignées dans l'établissement (art. 14).

Si la mineure a moins de 13 ans ou si, ayant plus de 13 ans, elle est illettrée, elle devra recevoir l'instruction primaire.

CHAPITRE VIII

PÉCULE ET TROUSSEAU

La loi impose aux établissements de réforme l'obligation d'opérer des prélèvements sur le produit du travail des mineures, en vue de la constitution d'un pécule et d'un fonds commun (art. 5, 3°).

A. — *Le Principe dans la loi de 1908.*

« Quant à la défense des intérêts matériels des mineures, écrit M. Hennequin, dans son rapport général, on éprouvait, au Comité de rédaction de la Commission Extraparlementaire quelque embarras à y pourvoir. Mais après diverses recherches il apparut que la solution du problème se trouvait tout entière dans le projet de loi présenté par le Gouvernement sur les établissements de bienfaisance privée, rapporté à la Chambre des députés au nom de la Commission d'assurance et de prévoyance sociale, par l'honorable M. Bienvenu-Martin.

« S'inspirant de ce projet mûrement étudié par le Conseil supérieur de l'Assistance Publique, puis par le Conseil d'Etat et enfin la Commission parlementaire, le Comité proposait d'édicter pour les établissements l'obligation d'effectuer sur *leurs ressources* un prélèvement par journée de travail pour chaque mineur âgé de 13 ans et au-dessus lorsque ceux-ci seraient em-

ployés à des travaux de quelque nature que ce soit au profit de l'Etablissement (1). »

Après avoir posé le principe, le Comité entrait dans les détails, prévoyant le nombre des journées de travail donnant lieu au prélèvement, les cas dans lesquels ce dernier cesserait d'être exigible, l'emploi qui devrait en être fait... etc.

Malgré l'opposition que rencontra au sein de la Commission la constitution même du pécule obligatoire, le principe en fut voté. Fut également adoptée la disposition qui en déterminait l'emploi. Mais il fut entendu que tous les points de détails seraient fixés par un règlement d'administration publique (2).

En soi, et sous certaines conditions la constitution du pécule est une chose excellente. Il serait à souhaiter que toutes les œuvres de relèvement puissent y satisfaire. Ces œuvres, d'ailleurs, en fait, ne laissent jamais partir leurs hospitalisées sans leur remettre à la sortie une certaine somme d'argent, avec le plus souvent un petit trousseau, le tout en rapport avec leurs ressources, la conduite de la mineure, et la durée de son séjour dans l'établissement. Dans les cas où les établissements sont dans l'impossibilité de le faire, ils y suppléent en pourvoyant au placement des mineures. Mais le pécule obligatoire ne saurait être admis ; il offre plus d'inconvénients et de dangers que d'avantages.

« Est-ce à dire, Messieurs, que ces maisons de réforme, si on ne leur impose l'obligation du pécule, disait au Sénat M. Bérenger, n'auront aucune préoccupation d'améliorer le sort de l'enfant et que leur but essentiel, celui auquel elles penseront du matin au soir pendant tout le temps qu'elles auront cet enfant dont elles auront pris la réforme à leur charge, sera d'arriver, avant qu'il ne sorte de la maison, à lui constituer un

(1) Hennequin, *Rap. Op. cit.*, p. 195.

(2) Hennequin, *Rap.* p. 217 et 218.

petit avoir, à ne pas le jeter nu dans la rue lorsqu'arrivera le jour de la sortie ?

« Que ce soit une obligation morale pour elles, qui songe à le nier ? Mais voulez-vous la leur imposer sans savoir même si elles pourront la remplir et la leur imposer dans des conditions si rigoureuses que le projet du gouvernement ne tient même pas compte des atténuations que M. Bienvenu-Martin, dans son rapport à la Chambre des Députés, conseille aux Chambres d'adopter, je trouve, concluait l'honorable sénateur, que cela n'est pas juste (1). »

A cet argument, les partisans du maintien dans la loi de l'obligation du pécule, invoquaient un certain nombre de raisons.

La première, celle qui apparaît partout, est un motif de défiance vis-à-vis des établissements d'assistance privés, qui sont tous ou presque, aux yeux du législateur, suivant un détestable jeu de mots de M. Monod, « des établissements privés de bien-faisance (2) ».

Cette défiance s'est manifestée surtout à l'égard des établissements religieux et des Bons Pasteurs, en particulier (3).

La Commission sénatoriale, à laquelle fut soumis le projet du Gouvernement, avait cru devoir supprimer ce qui avait trait au pécule.

« Comme le Gouvernement et les Commissions de la Chambre qui ont successivement étudié le projet dont il s'agit [celui relatif au pécule], écrivait en son nom M. Béranger, elle recon-

(1) Sénat, *Débats*, 4 juin 1907.

Cf. pour les différences avec le projet Bienvenu Martin Prévost, *Op. cit.*, p. 169 et s.

(2) *Rev. Pénit.*, 1902, p. 444.

(3) Cf. Ch. des Dép. *Imp.*, 1908, n° 1459.

nait qu'il importe de soumettre les établissements de bienfaisance à une surveillance dont la charité française n'a rien à redouter et à prescrire l'ensemble des règles dont les progrès de la science charitable ont fait reconnaître la légitimité en faveur des enfants assistés. Mais ce sont là des conditions auxquelles aucune des institutions charitables existantes n'a encore été soumise. Elles ne sont encore qu'à l'état de projet, quelques-unes ne paraissant pas encore avoir reçu leur forme définitive. La discussion devant les Chambres pourra y apporter des modifications. On ne peut savoir encore dans quels termes elles seront définitivement votées, ni même si elles seront votées.

« Convient-il de les imposer dès à présent et par avance à des établissements nouveaux dont les conditions d'existence seront particulièrement délicates, avant de savoir dans quelle mesure l'avenir y soumettra les institutions similaires. Il a semblé qu'il y aurait quelque imprudence et même peu de justice à le faire.

« Il sera d'ailleurs loisible au Gouvernement en attendant, le vote du projet général de soumettre les associations privées aux conditions spéciales qu'il jugera utiles, par les termes de l'autorisation qu'elles devront, d'après la loi, lui demander.

« La Commission du Sénat, conclait son rapporteur, n'a en conséquence maintenu, dans les articles 2 et 4 que la disposition qui règle la nature de l'enseignement à donner et celle qui renvoie à un règlement d'administration publique pour les conditions de l'autorisation spéciale dont les établissements privés auront à se pourvoir (1). »

Ce fut M. Hennequin, sous-directeur au ministère de l'Intérieur, qui, comme commissaire du Gouvernement, combattit la thèse de la Commission sénatoriale, et se fit l'avocat « de l'obligation du pécule ».

(1) Sénat, *Impressions*, 1907, n° 120.

Il était nécessaire, pour lui, d'imposer cette obligation aux établissements privés ; il fallait que le Parlement sanctionnât de son vote le projet du gouvernement sur ce point et cela pour les raisons suivantes :

1° La Commission Extraparlementaire avait, à la suite des enquêtes, faites par certains de ses membres, ou plutôt d'après les renseignements qu'ils avaient recueillis et fournis, appris que certaines mineures étaient, à leur sortie des refuges, retombées dans la prostitution, parce qu'elles s'étaient trouvées sans ressources et sans place.

« Nous aurons affaire, poursuivait-il, pour la grande majorité, à des enfants pauvres, que la misère aura entraînés dans la prostitution. Si l'on veut faire une œuvre sérieuse de relèvement, il faut à tout prix qu'à leur sortie de l'établissement, ils aient quelques ressources pour ne pas retomber dans le vice, sans quoi ils y retomberont tout de suite. Ce ne serait vraiment pas la peine, dans ces conditions, de tenter une œuvre sociale si importante et si difficile.

« Par la force des choses, et à raison de l'objet en discussion, on est amené à l'obligation de constituer le pécule et le trousseau : il faut prévoir tout au moins le minimum indispensable pour éviter une nouvelle chute : c'est la condition *sine qua non* de l'œuvre entreprise et sa seule conclusion efficace (1). »

« La constitution du pécule, insistait M. Bienvenu-Martin, en soutenant le projet du gouvernement, est juste ; elle est salubre : la constitution du pécule *n'est pas seulement la compensation partielle du travail de l'enfant*, c'est en même temps le moyen pour lui de vivre honnêtement quand il sortira de l'établissement en attendant qu'il ait pu se créer des ressources par l'exercice d'une profession. »

(1) Sénat, *Débats*, séance du 4 juin 1907.

2° A ce premier argument, M. Hennequin en ajoutait un autre : cette obligation était d'ailleurs très légère, puisqu'elle était largement compensée par l'allocation que l'Etat, aux termes du projet, accordait aux établissements par mineur et par jour.

« Il y a, dans l'espèce, expliquait à la Haute Assemblée M. Hennequin, une situation tout à fait particulière, sur laquelle je dois appeler l'attention du Sénat. Dans le projet de loi sur la surveillance des établissements de bienfaisance privés, il s'agissait d'établissements très différents, en ce sens qu'ils ne devaient pas recevoir de l'Etat, comme les établissements de réforme dont nous nous occupons, une allocation, un prix de journée.

« En définitive, ces divers établissements vont avoir déjà à leur disposition comme première ressource, assurant à *peu près leur fonctionnement* (?), les 90 centimes ou un franc par enfant que leur donnera l'Etat.

Ils pourront aussi tirer parti du travail des mineurs, comment dès lors soutenir qu'on ne saurait les assujettir aux obligations prévues pour les établissements de bienfaisance privés ? » (1)

Cette raison, donnée par M. Hennequin, aurait eu toute sa valeur et aurait été sans réplique sous les deux conditions suivantes :

a) Si l'Etat devait verser à l'établissement de réforme l'allocation en question, pendant toute la durée du séjour de la mineure dans la maison.

Or, nous verrons qu'il est loin d'en être ainsi.

b) Si l'allocation permettait à l'établissement de se défrayer d'une large partie de l'entretien de la mineure, et aussi de constituer le pécule. Or, la réalité est tout autre, la mineure coûte à l'établissement, même en dehors de tout pécule, beaucoup

(1) Sénat, *Débats*, séance du 4 juin 1907.

plus des 0 fr. 90 alloués. Le prix par journée est bien plus élevé. L'asile de Clamart, par exemple, comptait une moyenne de près de 2 francs par jour et par tête. M. Eugène Prévost a donné sur ce point quelques exemples très suggestifs : ainsi, à Doullens, il faut compter 2 fr. 40. Certains établissements ne s'en tirent pas à moins de 4 francs (1).

3° L'obligation du pécule se justifiait enfin, aux yeux de M. Hennequin, par une troisième raison, décisive.

Presque toutes les mineures détenues dans les établissements de réforme, ne seront plus des enfants. Ce seront des jeunes filles, dont le travail sera productif. Il est donc très juste et très naturel qu'elles retrouvent, sous forme de pécule, une partie tout au moins des gains qu'elles font réaliser à la maison de réforme.

M. Hennequin reconnaissait d'ailleurs, il est vrai, que dans la population des établissements, seraient des « non-valeurs » mais que ces dernières constitueraient l'exception (2).

Il y a là une assertion sinon inexacte, tout au moins très optimiste, trop optimiste, même, ainsi que l'on peut en juger par ce qui se passe aujourd'hui.

Celles qui refuseront de se livrer au travail, malgré tout ce que l'on pourra faire pour les y décider, seront beaucoup plus nombreuses que M. Hennequin semble le croire. Les avis des directrices d'œuvres, que nous avons recueillis, sont unanimes sur ce point. Et aujourd'hui plus qu'autrefois, la paresse de ces filles est inimaginable. Le dégoût pour tout travail, le refus de tout effort, voilà ce que l'on constate de plus en plus. Et parmi celles qui, avec conscience, s'adonneront à la tâche qui leur est imposée, combien la rempliront avec profit pour la maison ? Car le plus grand nombre ne sait rien faire.

(1) Eug. Prévost, *Op. cit.*, p. 218.

(2) Sénat, *Débats*, séance du 4 juin 1907.

C'est d'ailleurs ce que répondait M. Béranger en dissipant le beau rêve de M. Hennequin :

« Il s'agit de recevoir des enfants qui ne sont point habitués au travail, qui ont le goût de l'indépendance et qui, vraisemblablement, se plieront difficilement, non seulement au travail, mais à une discipline quelconque... Il peut se faire que l'enfant soit récalcitrant...

« *M. Charles Riou.* — Très bien.

« *M. Béranger.* — Indiscipliné, paresseux, qu'il se refuse à tout travail (1)... »

Et M. Béranger reprit les arguments qu'il avait développés devant la Commission sénatoriale, pour combattre l'obligation du pécule.

a) L'obligation du pécule était, à ses yeux, une injustice. Ce serait imposer aux établissements nouveaux une charge dont sont exempts tous les autres. Ce serait, par le fait même, les mettre en état d'infériorité, alors que le législateur devrait tout faire pour faciliter leur création et stimuler leur zèle dans une tâche si ingrate et si difficile. — Pourquoi ne pas les mettre sur un pied d'égalité avec tous les autres établissements de bienfaisance alors que leur mission est beaucoup plus difficile ? Si une exception devait être faite ce devait être en leur faveur :

« Nous réclamons pour les sociétés nouvelles, qui vont se former dans des conditions de difficulté particulière, exposait M. Béranger, nous réclamons, pour elles, l'égalité avec les autres sociétés ! Est-ce que les enfants qu'il s'agit de réformer sont plus intéressants que la plupart de ceux dont s'occupe la bienfaisance privée ?

« *M. Charles Riou.* — Très bien !

(1) Sénat, *Débats*, séance du 4 juin 1907.

« *M. Bérenger* : l'orphelin à la conduite duquel on n'a jamais eu rien à reprocher, n'est-il pas, au contraire, plus intéressant que la petite fille qui, soit sur la voie publique, soit au sein de sa famille ou dans une maison de passe, se livre à la prostitution ?

« Sans parler même des enfants, qui sont envoyés dans les colonies pénitenciaires, est-ce que les vagabonds, les mendiants, les enfants qui se sont livrés à de petits larcins, même au point de vue moral, ne méritent pas au moins autant d'intérêt que ces enfants dont il est aujourd'hui question ?

« Or, les sociétés qui s'occupent de ces vagabonds, de ces petits délinquants, ne sont point soumises aux prescriptions spéciales, qu'avec raison, suivant moi et suivant la Commission, on veut imposer, pour l'avenir, à toutes les sociétés, quelles qu'elles soient, qui s'occupent de bienfaisance privée. Pourquoi, par anticipation, vouloir imposer à ces créations nouvelles des règles plus dures que toutes celles que subissent les autres sociétés ? Je trouve que ce n'est pas juste (1). »

Et comme le commissaire du Gouvernement ne voulait se rendre à ces raisons et que quelques sénateurs se montraient irréductibles, M. Bérenger poursuivait :

« Je le déclare pour la dixième fois, ces maisons nouvelles ont droit à l'égalité. Je la réclame pour elles (*Très bien ! Très bien ! sur divers bancs*) et je n'hésite pas à le dire : vous voudriez les décourager de se former, que vous n'agiriez pas autrement (*Nouvelles approbations sur les mêmes bancs*).

« Il faut bien le constater, Messieurs, vous n'avez pas d'autres ressources que la bienfaisance privée pour l'application de cette loi. Vous n'avez aujourd'hui aucune maison publique qui puisse recevoir ces petites prostituées. L'Assistance publique

(1) Sénat, *Débats*, 4 juin 1907.

à laquelle on s'est adressé a déclaré qu'elle n'avait pas de ressources pour ce nouvel objet, qu'il faudrait que le Parlement augmentât son budget pour qu'elle pût élargir ainsi son action, qu'elle refusait absolument de s'occuper de ces enfants.

« Vous parlez de pécules, concluait l'honorable sénateur, vous parlez de leurs ressources. *Leurs ressources, elles sont nulles. (Très bien!)* Rappelez-vous que toutes les associations privées que nous espérons pouvoir gagner à l'application de la nouvelle loi, s'occupant également d'autres enfants qui réclament leur intérêt, toutes leurs ressources y sont absorbées. C'est donc uniquement¹ avec cette subvention du Gouvernement, qui sera peut-être d'un franc, de 90 centimes par jour, — c'est-à-dire à peine ce que coûtera la fille dans la maison — qu'elles pourront marcher. — Et vous voulez leur imposer des obligations dont sont exemptes d'autres sociétés ! Ce n'est plus de l'égalité : je vais plus loin, c'est de l'injustice. — (*Très bien ! Très bien ! sur divers bancs*) (1). »

Et cette injustice, si le Sénat votait le texte du Gouvernement, serait, aux yeux de l'honorable sénateur, doublée d'une grave imprudence. Et voici pourquoi :

Le texte alors soumis au Sénat, tout en s'inspirant de celui adopté par la Commission de l'Assistance et de la Prévoyance sociales de la Chambre des députés, sur la surveillance des Etablissements de bienfaisance privés, en diffèrait profondément. Il était même plus rigoureux sur certains points que le texte de la Chambre. Dès lors, si ce dernier était voté tel quel ou avec de légères modifications, les établissements de réforme des mineurs prostitués, serait dans un état d'infériorité considérable.

M. Bérenger n'était pourtant pas un adversaire irréductible

(1) Sénat, *Débats*, séance du 4 juin 1907.

de l'obligation du pécule pour les établissements de réforme des mineurs prostitués. — Il s'opposait simplement à ce que cette obligation fût inscrite dans la loi. Il admettait parfaitement, par contre, que le ministre de l'Intérieur, lors de la demande d'autorisation, exigeât cette garantie et imposât cette condition à l'établissement qui sollicitait son autorisation.

Dès lors, pourquoi M. Bérenger, qui n'était pas hostile, bien au contraire, à ce que l'autorisation fût subordonnée à l'obligation du pécule, ne voulait-il pas que ce fût la loi qui l'imposât ?

« C'est que, selon lui, il y avait une énorme différence entre les deux situations. Si la chose est faite, disait-il dans un règlement d'administration publique, une fois que la loi interviendra avec des conditions moins dures pour les sociétés, que celles du règlement d'administration publique, le règlement tombera, tandis que si vous faites dès à présent une loi spéciale et aussi rigoureuse pour des sociétés nouvelles, cette loi sera pour toujours appliquée, alors même que toutes les sociétés ne seraient pas soumises à des conditions aussi dures (1). »

Cet argument n'a pas grande valeur en faveur de la thèse soutenue par M. Bérenger. Pour remédier à l'inconvénient, à l'injustice signalée, il suffirait, lors du vote de la loi concernant les établissements privés, de déclarer « que tous les établissements de bienfaisance privés, spécialement ceux prévus et organisés par la loi du 11 avril 1908, seront soumis aux prescriptions de la présente loi, toutes dispositions, contraires ou différentes les régissant, se trouvant abrogées..... »

Le principe même de l'obligation pour les établissements de réforme de constituer un pécule pour chaque mineur, fut votée par le Parlement.

Et d'ailleurs, stipuler dans une loi, que tous les établisse-

(1) Sénat, *Débats*, 4 juin 1907.

ments de réforme seraient soumis à l'obligation du pécule, ne valait-il pas mieux que de laisser à l'arbitraire du ministre, d'imposer cette obligation à tel ou tel et d'en exempter d'autres ? N'aurait-ce pas été là, l'illégalité, l'injustice, au nom desquelles M. Bérenger combattait le texte du projet du Gouvernement ?

D'ailleurs, une objection fut soulevée par M. Bienvenu et M. Hennequin :

« M. Bérenger, exposait M. Bienvenu-Martin, disait que le Gouvernement aurait toujours la faculté, lorsqu'il sera appelé à accorder l'autorisation prévue par l'art. 1^{er}, d'imposer telle ou telle condition à l'établissement qui demande cette autorisation et notamment celle de constituer un pécule aux mineurs. En est-il bien sûr ? En tout cas votre loi est muette à cet égard.

« L'art. 2 du projet de la Commission prévoit bien un règlement d'administration publique, qui déterminera les conditions dans lesquelles les autorisations seront accordées ; mais il ne mentionne pas, parmi les conditions à prévoir, ce qui a trait au pécule, et ce silence même désarme par avance le Gouvernement.

« Par conséquent, si nous adoptons le texte de la Commission, le pécule dont vous admettez vous-même la légitimité ne pourrait pas être imposé.

« *M. Charles Riou.* — Pourquoi ?

« *M. le Garde des Sceaux.* — Parce qu'on ne le peut pas (1)... »

« Si l'on veut que ces obligations soient remplies, si on les trouve nécessaires, affirmait de son côté M. Hennequin, il faut absolument que la loi contienne à cet égard un texte précis et impératif. Ni un règlement d'administration publique, ni une autorisation administrative individuelle ne peuvent y suppléer... ce qu'un règlement d'administration publique ne peut pas faire

(1) Sénat, *Débats*, séance du 4 juin 1907.

à notre avis, c'est d'imposer des obligations pécuniaires aux établissements de réforme morale (1). »

Aussi, sans discuter cette objection, la Commission Sénatoriale et le Gouvernement acceptèrent-ils l'amendement de M. Bienvenu-Martin, ainsi conçu :

Le règlement d'administration publique... « déterminera également les conditions des prélèvements à opérer sur le produit du travail des mineurs en vue de la constitution d'un pécule ou d'un fonds commun (2) ».

Ce fut le texte définitivement adopté par les Chambres.

Le principe du pécule était donc voté et les détails de sa constitution étaient abandonnés aux règlements d'administration publique. Mieux inspiré a été le législateur, lorsque, discutant au mois de juillet 1912 le fameux projet de loi, sur la surveillance des établissements de bienfaisance, auquel M. Hennequin faisait allusion, il a ajouté, après avoir voté le principe du pécule obligatoire : « Le Conseil départemental d'Assistance publique et privée pourra dispenser partiellement ou complètement des prélèvements prévus à l'article précédent les établissements qui justifieront que l'exiguité de leurs ressources les met dans l'impossibilité d'y faire face (3). »

B). — *Sur quoi le pécule sera-il prélevé ?*

A cette question, le projet de la Commission Extraparlementaire, adopté par le Gouvernement, répondait que les prélèvements seraient effectués sur les « ressources des Etablissement (4) ».

(1) Sénat, *Débats*, 4 juin 1907.

(2) Sénat, *Débats*, séance 4 juin 1907.

(3) Ch. des Députés, séance du 11 juillet 1912.

(4) Sénat, *Impressions*, 1907, n° 50, p. 11.

Mais lors de la discussion devant le Sénat, il ne fut plus parlé d'opérer les prélèvements sur les ressources des établissements.

Deux courants d'opinions furent en présence.

Les uns voulaient que les prélèvements eussent lieu sur *les bénéfices* que l'établissement retirerait du travail des mineurs.

Ce fut M. Charles Riou surtout, qui, au cours de la séance, se fit le champion de cette opinion, par ses nombreuses interruptions.

Les autres demandaient que le prélèvement fût imputé non sur les bénéfices mais sur le *produit du travail du mineur*.

« L'obligation principale, disait M. Hennequin, consiste dans un prélèvement sur les produits du travail de l'enfant, quand cet enfant — il peut avoir 17, 18, 19 ans — est employé d'une manière quelconque au profit de l'établissement.

« On a décidé que l'établissement de réforme serait tenu d'effectuer, sur le produit du travail, ces prélèvements ».

« Les établissements privés, disait-il plus tard au cours de la discussion, conserveront ces adultes jusqu'à 19, 20 et même 21 ans, c'est-à-dire pendant une assez longue période où leur travail sera productif... (1). »

M. Bienvenu-Martin défendit la même thèse.

« Il s'agit de savoir, déclarait-il, s'il y a lieu d'obliger les établissements privés qui recevront les mineurs en exécution du projet de loi à constituer à ceux-ci un pécule sur le produit de leur travail...

« Quand un enfant a atteint l'âge où il est apte au travail, il est bon de le faire travailler... il est juste, lorsque l'enfant travaille et que son travail rapporte, il est juste, dis-je, qu'on lui en laisse une part... qui s'augmentera au fur et à mesure que

(1) Sénat, *Débats*, séance du 4 juin 1907.

ce travail deviendra plus productif... Le pécule n'est pas seulement un acte de justice puisqu'il est constitué avec le produit du travail de l'enfant...

« A ces enfants dont vous voulez régler le sort, assurer une protection, complète, efficace : donnez-leur une part des profits qu'ils auront, par leur labeur, procurés à l'établissement où ils auront été placés. »

Le Sénat et après lui la Chambre partagèrent cette opinion et décidèrent, que le règlement « déterminerait les conditions des prélèvements à opérer sur le produit du travail des mineurs... »

Il ressort donc très nettement, à notre avis, de cette discussion que le législateur avait soumis la constitution du pécule à des règles très sages et qui ne pouvaient qu'être approuvées.

Le pécule, juste en principe et équitable, n'était, d'après la discussion du Sénat, attribué aux mineurs que sous les conditions suivantes :

Il fallait : 1° Que le mineur travaille ;

2° Que le travail soit productif ;

3° Que le travail profite à l'établissement ;

4° Enfin il découlait de ces règles, et aussi des travaux préparatoires, que le pécule devait être proportionné à la productivité du travail. M. Bienvenu-Martin avait d'ailleurs précisé ce point.

Pour être complet, à ces règles le législateur aurait dû en ajouter deux autres :

1° Que le pécule serait proportionné aux ressources de l'établissement, ou aux allocations que l'établissement recevrait d'après la loi.

2° Que si, en principe, le pécule était proportionné à la productivité du travail, il devait l'être également, et même indépendamment de celle-ci, à la conduite, à la bonne volonté et aux efforts de la mineure.

La loi n'a pas cru devoir entrer dans plus de détails, le règlement d'administration publique auquel elle renvoyait, devant préciser l'application du principe qu'elle établissait.

Le règlement d'administration publique porte tout d'abord : « Qu'il est constitué par voie de prélèvement sur le produit du travail des mineurs séjournant à l'établissement, un fonds commun et des pécules individuels » (art. 25-1°).

Sur ce point le règlement reproduit les termes de la loi. Il en résulte, selon nous, que lorsque la mineure ne travaillera pas, refusera de faire quoique ce soit, il n'y aura pas lieu d'effectuer le prélèvement en question, puisqu'il n'y a pas travail, et que la loi subordonne le pécule à un travail et à un travail productif.

Nous ne partageons donc pas sur ce point l'avis de M. Prévoist, émit dans un article de la *Revue Pénitentiaire*. « A la différence, y lit-on, de la main-d'œuvre libre, dont le salaire correspond à un travail effectif à peine de congédiement, le salaire sera considéré comme dû en raison de la seule présence du mineur, même s'il refuse de travailler (1). »

Le règlement n'a donc pas innové sur ce point, le prélèvement ne sera effectué que lorsqu'il y aura travail. Dans le cas contraire, aucun prélèvement ne devra être fait : on ne pourra l'imposer.

Mais où le règlement d'administration publique dénote une ignorance complète des données de l'expérience, c'est lorsqu'il stipule que « la valeur du travail est évaluée selon l'âge et la profession à un prix journalier dont le maximum et le minimum sont déterminés au règlement intérieur » (art. 25, 2°).

Comment peut-on, par avance, avoir quelque chose d'exact, de juste et d'équitable à moins que le minimum ne soit fixé à une somme infime ?

(1) *Rev. Pénit.*, 1910, p. 990.

Voilà donc une mineure qui a une conduite déplorable, dont le travail est mal fait, et qui recevra presque autant qu'une autre, dont on n'a qu'à se louer à tous les points de vue.

Il y a, dira-t-on, une faculté d'appréciation laissée au directeur, sous certaines conditions, entre le minimum et le maximum, et s'il doit attribuer le minimum à la première mineure, il lui est loisible de fixer au maximum le salaire journalier de la seconde.

Soit, en théorie ; mais en fait, le minimum prévu et sans lequel, sans doute, l'autorisation sera refusée sera déjà suffisamment élevé, pour que bien peu d'établissements puissent le dépasser même pour les mineures qu'il faudra récompenser et encourager.

Et puis le système adopté par le règlement d'administration publique présente un autre inconvénient.

Pour avoir droit au pécule, avons-nous dit, il faudra que la mineure travaille. Mais, dès qu'elle a travaillé, son pécule doit être prélevé. Qu'elle ait travaillé une ou huit heures, bien ou mal, avec ou sans application, elle a droit, d'après le règlement, au minimum de prélèvement, sans que l'établissement puisse apporter aucune modification sur ce point.

Il n'y aurait donc qu'une solution, qui consisterait — si on voulait rester dans l'esprit de la loi, qui est de proportionner le pécule à la conduite et au travail de la mineure — à fixer un minimum *extrêmement bas* — quitte à faire apprécier, tous les 8 ou 15 jours, le travail de la mineure, par un comité de 3 personnes, dont une choisie par l'établissement et une par le préfet.

Mais il y a bien des chances pour que le ministre exige, à peu près, pour le minimum celui calculé par le Conseil supérieur de l'Assistance publique dans son projet de règlement intérieur, et qui est ainsi établi :

Age	Salaires journaliers	Jours ouvrables	Salaires annuels	dont les 2/10 sont	1/10 au fonds communs	1/10 au pécule
13	0,40	300	120	24	12	12
14	0,50		150	30	15	15
15	0,60		180	36	18	18
16	0,70		210	42	21	21
17	0,80		240	48	24	24
18	0,90		270	54	27	27
19	1,00		300	60	30	30
20	1,00		300	60	30	30

Et alors, on en arrive à se demander, si la constitution du pécule, ainsi comprise, n'aurait pas été avantageusement remplacée par l'obligation imposée à l'établissement, d'une part, d'apprendre à la mineure un métier [ce qui a été fait], d'autre part, de placer la mineure, lors de sa sortie, et delui donner la somme nécessaire pour pourvoir à ses premiers besoins la première ou les premières semaines ?

La mineure a donc droit à un salaire journalier minimum, et peut obtenir le maximum prévu au règlement intérieur.

Mais qui statuera sur ce point ? Le règlement d'administration publique (art. 25, 3°) répond très sagement, que « le salaire journalier de chaque mineur est fixé dans les limites prévues... par le directeur après avis du conseil de surveillance ».

Au Directeur, en effet, appartient plus qu'à tout autre de pouvoir décider en connaissance de cause, et de proportionner le pécule, dans la faible limite qui lui est donnée, à la conduite, la discipline et les efforts de la mineure.

M. Prévost conclut de l'obligation imposée au directeur de prendre avis du conseil de surveillance, à la nécessité pour ce dernier de se réunir tous les jours (1).

(1) *Rev. Pén.*, 1911.

Mais, il n'y a pour lui aucune nécessité de ce genre.

Le conseil de surveillance doit simplement donner son avis sur le salaire journalier à allouer à chaque mineur.

Or, il peut le faire parfaitement tous les 8 ou 15 jours, d'après les notes qui auront été données à la mineure ou les observations qui auront été consignées à son dossier.

De plus, il importe que le conseil de surveillance, s'il veut exercer un rôle utile, un rôle de patronage que la loi serait heureuse de lui voir jouer, se réunisse au moins tous les 15 jours, et soit en contact permanent avec les mineures. — Dès lors, deux réunions par mois ne sont-elles pas un minimum qu'il ne faudrait pas en général dépasser, à peine de stérilité.

Bien des mineures hospitalisées seront malades, quelques-unes même, infirmes.

Beaucoup seront dans l'impossibilité de se livrer à aucun travail, ou du moins à aucun travail régulier ou profitable. — Imposer, en conséquence, des prélèvements pour ces dernières, comme pour les valides, eut été une charge, injuste et exorbitante.

Aussi le règlement décide-t-il avec raison que « pour les mineurs infirmes, ou dont l'état de santé ne permet pas un travail normal, le salaire est déterminé individuellement, après avis du conseil de surveillance. Il est rendu compte de cette décision du Préfet » (art. 26). Il est évident que dans ce cas le salaire fixé peut être bien au dessous du minimum établi par le règlement intérieur.

Le projet du Comité de rédaction de la Commission Extraparlamentaire stipulait que les prélèvements cesseraient d'être exigibles :

« 1° En cas d'évasion ;

« 2° En cas de maladie d'une durée supérieure à 15 jours et

constatée par un certificat médical, visé par le préfet ou son délégué.

« 3° A l'égard des mineurs reconnus impropres au travail, sur la production d'un certificat médical établi dans les mêmes conditions ».

Il est regrettable que ces exceptions ne soient pas nettement prévues dans le règlement d'administration publique. Mais nous estimons que, dans ce cas l'établissement n'est tenu à aucun prélèvement, puisqu'il n'y a pas travail, condition sans laquelle le pécule ne saurait être constitué.

Les prélèvements ne sont obligatoires que six mois après l'entrée de la mineure dans l'établissement (art. 25 *in fine*).

Le projet du Comité de rédaction de la Commission Extraparlémentaire, ainsi que le projet de la Commission de l'Assistance et la prévoyance sociales de la Chambre des députés disait un an.

Ce dernier délai était loin d'être exagéré, et aurait dû être maintenu, car, il ne le faut pas l'oublier, on se trouvera le plus souvent en présence de filles de 16 à 18 ans, habituées à une vie de débauche, ne voulant que la reprendre au plus tôt, ne sachant pas, pour la plupart, travailler et refusant d'apprendre. Laisser un an aux établissements pour permettre d'essayer d'amener ces filles à un travail quelconque, et surtout à un travail tant soit peu productif, n'est pas beaucoup. Toutes les directrices d'œuvres le déclarent avec juste raison.

Pourtant, lors de la discussion du projet de règlement intérieur au conseil supérieur de l'Assistance publique, certains proposaient de rendre le prélèvement obligatoire après trois mois de séjour.

Le règlement a fixé six mois, c'est insuffisant et sur ces six mois, combien seront exclusivement employés à prodiguer aux mineures les soins qui leur sont nécessaires, et à rétablir une santé ruinée par le genre d'existence qu'elles ont mené.

Dans le projet du Comité de rédaction se trouvait un article ainsi conçu :

« Le nombre des journées de travail donnant lieu aux prélèvements est fixé à 300 par an. »

Ce même article se trouve dans le projet de règlement intérieur élaboré par le Conseil supérieur de l'Assistance Publique.

Mais nous estimons, quant à nous, qu'il ne devrait en aucune façon être reproduit dans le règlement intérieur de chaque établissement.

Sinon, décider que les prélèvements auront lieu tant de jours par an, serait aller à l'encontre de la loi, qui n'exige les prélèvements que sur le produit du travail. Or, comment pourrait-il y avoir prélèvement sur le produit du travail, lorsqu'il n'y a pas eu travail. — D'autre part, comment savoir combien une mineure fera de journées de travail par an, la maladie pouvant, par exemple, la rendre incapable de tout effort pendant plusieurs mois.

Si le ministre exigeait un minimum de prélèvements journaliers obligatoires, et subordonnait l'autorisation à cette condition, nous estimons que sa décision aurait les plus fâcheuses conséquences, puisque la mineure aurait droit à une certaine somme indépendamment de tout travail, de toute bonne conduite. Ce serait une prime à la paresse et à la rébellion. « Donner une rémunération du travail à l'enfant interné et surtout à la jeune prostituée, même quand elle ne travaille pas, même quand elle refuse de travailler, c'est compromettre la discipline, déjà si chargée de très lourdes difficultés attestées par l'expérience (1). »

Rendre ainsi le pécule obligatoire dans tous les cas, serait donc un non-sens. Contre un tel système, si faux et si nuisible, dé-

(1) *Rév. Pén.*, 1910, p. 990.

notant une méconnaissance complète des faits, le VIII^e Congrès de Patronage vient encore de s'élever en décidant que « le pécule remis à la sortie de l'établissement de bienfaisance ne peut être remis qu'à titre de récompense et non d'obligation (1) ».

« Le prélèvement ne serait plus alors, comme le dit M. Prévot, qu'une sorte d'impôt à la charge des établissements privés, ou, si l'on préfère, le prix d'une sorte de concession, c'est-à-dire le prix que les établissements auront à payer comme condition *sine qua non* de l'autorisation requise (2) ».

C. — *Montant et emploi des prélèvements.*

Sur le produit du travail, déterminé ainsi que nous l'avons vu, on ne prélèvera, dit le règlement d'administration publique (art. 25) que les deux dixièmes — dont un dixième pour le pécule et un dixième pour le fonds commun.

Le pécule de la mineure sera donc constitué par le dixième journalier prélevé sur le produit du travail, auquel pourront s'ajouter certaines sommes accordées comme récompenses.

Si l'on adopte les chiffres donnés par le projet de règlement intérieur, la mineure aura droit au minimum à sa sortie, — en supposant qu'elle ait été internée au plus tard à 17 ans et demi — à 87 francs.

Que fera-t-elle de cette somme, surtout si elle n'a pas de place ? Il est à craindre que beaucoup la dissipent rapidement et que cet argent soit pour un très grand nombre une cause de chute et d'entraînement. Il n'est si bonne institution qui n'ait

(1) *Rev. Pén.*, 1912, p. 324 et s., 318 et s.

(2) *Rev. Pén.*, 1910, p. 991.

ses inconvénients. Ici les dangers sont patents : car rien dans la loi, ni dans le règlement d'administration publique, n'autorise l'établissement à ne remettre à la mineure qu'une partie de son pécule, à la sortie, et à le lui donner au fur et à mesure des besoins.

Sans doute, on s'efforcera de l'éduquer et on la préviendra contre toutes les tentations dont le tourbillon l'enveloppera, dès qu'elle aura quitté l'établissement. Mais, la plupart des mineures, au moins de celles qui toucheront à leur sortie le minimum prévu, seront rendues sans transition aucune à la liberté, chèrement désirée, patiemment attendue, et en outre avec une somme d'argent assez considérable à leur disposition.

Dans ce cas, — qui sera la généralité — le pécule se retournera contre celles pour lesquelles on l'instituait comme un panacée, et au lieu de les aider à se relever, à se maintenir dans des résolutions sincères, ne contribuera-t-il pas à une rechute toujours possible si l'on songe que les mineures seront, pour la plupart, remises en liberté sans être placées et sans avoir, pour les protéger, l'appui d'un Comité de patronage ?

Ainsi comprend-on que M. Ogier, directeur du contrôle au ministère de l'Intérieur, ait pu faire la déclaration suivante : « Le pécule n'a pour moi qu'une importance secondaire, dès lors que les orphelinats donnent à leurs élèves une instruction professionnelle complète et, en outre, pour les filles, une éducation ménagère qui leur permettra de devenir des femmes d'intérieur et de bonnes mères de famille. Ce but étant atteint, vous pouvez réduire le pécule au chiffre que vous voulez (1)... »

Et il aurait pu ajouter que le pécule peut être minime si l'établissement procure une place sérieuse à la mineure.

(1) Cité Monicault, *Correspondant*, 10 août 1908. « L'enseignement ménager en France ».

C'est d'ailleurs en ce sens que M. Loys Bruyère complétait la pensée de M. Ogier.

« Il nous suffira de dire que le principe du pécule de sortie est juste et qu'il n'est pas une œuvre sérieuse qui ne se préoccupe au départ des élèves de leur donner un trousseau et quelque argent et, ce qui vaut bien davantage, de les protéger pendant un certain temps, en les mariant, en leur procurant un métier... Mais, concluait M. Bruyère, quand on pousse à l'outrance un principe vrai en soi, on en rend l'application impossible. *Est modus in rebus* (1).

Si chaque mineure est certaine, à la sortie, de toucher son pécule, aucune n'est sûre d'avoir sa part sur le fonds commun.

Celui-ci se compose, d'une part, du second dixième prélevé sur le salaire journalier (art. 25, régl. Administration Publique) et, d'autre part, des sommes inscrites au compte d'une mineure décédée avant sa sortie de la maison de réforme (art. 50 *in fine*).

La raison du retour à la maison de ces dernières sommes a été donnée par M. Hennequin :

« Il paraissait juste, dit-il, d'attribuer à cet établissement qui s'était chargé de l'éducation et de l'instruction de l'enfant et non aux héritiers naturels ces faibles sommes, provenant du pécule constitué obligatoirement pour lui (2). »

Et cela était d'autant plus naturel que les soins de dernière maladie seraient pour les établissements un surcroît de dépenses, parfois même très lourd.

Cette pensée était de toute sagesse et de toute équité. Mais le résultat est loin du but poursuivi : En ce sens que ces

(1) *Rev. Pénit.*, 1904, p. 277 et 278.

(2) *Compte-Rendu, Op. cit.*, p. 195.

sommes ne feront pas retour à l'établissement, mais lui seront confiées pour être obligatoirement distribuées aux mineures, car le fonds commun est exclusivement l'apanage des mineures hospitalisées. Ce sont elles et non l'établissement qui profiteront de « ces faibles sommes ».

Le règlement eut mieux répondu à l'attente du législateur s'il avait décidé que les « sommes inscrites au compte de la mineure décédée avant sa sortie, feraient retour à l'établissement ». Celui-ci alors aurait été indemnisé, très faiblement il est vrai, mais il l'aurait été, des dépenses faites pour le compte de la mineure.

« Le fonds commun est employé sous forme de gratifications ou de primes de sortie aux mineures qui ont mérité cette allocation par leur travail et leur bonne conduite » (art. 27).

Les gratifications sont accordées par le conseil de surveillance qui doit à cet effet se réunir tous les trois mois (art. 29).

Ces gratifications, qui, le plus souvent, ne seront pas trop élevées, seront divisées par moitié.

L'une servira à constituer pour la mineure un livret de la Caisse nationale de retraites pour la vieillesse.

L'autre à grossir le pécule individuel de sortie (art. 29).

Sur cette dernière somme on pourra remettre à la mineure une certaine part comme argent de poche. Dans certains cas même — tout à fait exceptionnels — le conseil de surveillance « peut décider que la totalité de la gratification sera remise à la mineure en numéraire » (art. 29).

C'est là une mesure qui ne saurait être trop approuvée et qui peut produire un double heureux résultat.

La possibilité de pouvoir avoir quelque argent à sa disposition, stimulera la mineure à se bien conduire et à rendre son travail le plus productif. La perspective qu'elle aura de pouvoir se procurer ainsi quelques menus objets, pour orner sa

chambre, décorer son intérieur à sa sortie... sera un puissant adjuvant au maintien de l'ordre et de la discipline.

Le mal que les mineures se seront donné pour acquérir ces quelques sous, la difficulté de les conserver et ne pas les dépenser pour satisfaire le premier caprice, les habitueront à connaître la valeur de l'argent et les empêcheront de se trouver saisies, lorsqu'à la sortie, on leur remettra leur pécule. Elles échapperont ainsi à cette « sorte de vertige grâce auquel tout l'argent serait dépensé en quelques jours ».

Pourtant, il ne faut rien exagérer : l'éducation de la mineure, à ce point de vue, ne pourra se faire que le jour où elle sera sortie de l'établissement et où elle sera exposée à dépenser son argent d'une façon sinon toujours nuisible, tout au moins toujours inutile.

Les primes de sortie sont également accordées par le conseil de surveillance, comme récompense. Seules y auront droit les mineures dont la conduite et les efforts autoriseront cette faveur. Le montant de la prime est laissé à l'entière appréciation du conseil de surveillance. Malheureusement, il est à craindre que leur chiffre ne puisse être très élevé par suite des lourdes charges qui pèsent sur les établissements.

Le règlement édicte une mesure ou plutôt laisse au conseil de surveillance, une faculté garante de très heureux résultats.

Il admet que le conseil peut décider, que « la prime de sortie n'est accordée que conditionnellement et ne sera versée en tout ou en partie qu'à une date postérieure à la sortie de l'établissement, mais qui ne pourra excéder un an » (article 28).

Ainsi le Directeur de l'établissement et le comité de surveillance, resteront nécessairement en contact avec la mineure, la suivront, ne la perdront pas de vue, — au moins pendant un an.

Ils pourront ainsi exercer sur elle un bienfaisant patronage, l'encourager et la maintenir dans les périodes critiques qu'elle pourra avoir à passer.

Cette faible somme d'argent sera pour la mineure une précieuse réserve, lui permettant, le cas échéant, à la suite d'une maladie ou d'un chômage, de vivre honnêtement sans être tentée de redemander à la débauche les ressources qui lui sont nécessaires.

Nous avons dit combien cette possibilité d'échelonner la remise du pécule eut été plus utile pour le pécule que pour les primes de sortie, qui — le plus souvent forcément minimales — s'adresseront à des mineures, dont la bonne conduite, l'apprentissage sérieux, la connaissance du métier, sont un gage presque certain de leur relèvement et les mettent à l'abri de dépenser jusqu'au dernier sou dans l'ivresse de la première journée de liberté.

Le règlement d'administration publique prévoit jusque dans ses moindres détails, ce qui a trait à l'administration du pécule.

« Il est ouvert à chaque mineur dans les livres de l'établissement un compte d'épargne constitué par son pécule.

« Les sommes inscrites au compte de chaque mineur servent à lui faire ouvrir à sa sortie de l'établissement un livret de caisse d'épargne » (article 30).

L'établissement pourrait être ainsi amené à conserver par divers lui des sommes assez importantes appartenant aux mineures. Aussi le règlement décide-t-il que « les sommes revenant aux péculs individuels et au fonds commun sont versées tous les trois mois au nom de l'établissement, sous le contrôle du conseil de surveillance, soit à la Caisse d'épargne, soit à la Caisse des dépôts et consignations » (article 32).

Enfin l'établissement doit remettre tous les ans au mineur un

relevé des sommes inscrites à son nom soit à son compte d'épargne, soit à son livret de la Caisse des retraites (article 31).

D. — *Trousseau.*

La Commission Extraparlamentaire, à la suite de renseignements, — vagues et imprécis d'ailleurs — d'après lesquels des mineures recueillies par certains établissements auraient été jetées à la rue sans pécule, et ayant à peine de quoi se vêtir, et pour éviter le retour de pareils abus, avait décidé dans son projet que « chaque mineur ayant plus de trois ans de présence dans l'établissement aurait droit, à sa sortie provisoire ou définitive, à un trousseau dont la valeur ne pourrait être inférieure à 80 francs, s'il avait moins de 17 ans, et à 150 francs s'il avait 17 ans et au-dessus ».

Cette disposition se retrouvait dans le projet du gouvernement.

M. Hennequin en donna la raison. « Cette préoccupation du trousseau, disait-il au Sénat, était particulièrement intéressante dans l'espèce, étant donné les indications qui ont été fournies au sujet du sort misérable de jeunes filles restées longtemps dans un orphelinat et se trouvant, à leur sortie, dénuées de tout (1). »

« Nous savons, par de tristes exemples, surenchérisait de son côté M. Bienvenu-Martin, que des mineurs, après avoir travaillé cinq ou six ans d'une façon très profitable pour les établissements où ils avaient été placés, en sont sortis, sans rien posséder, pas même un modeste trousseau, et se sont trouvés ainsi,

(1) Sénat, *Débats*, 4 juin 1907.

le jour où on les mettait dans la rue, sans aucune ressource et exposés à tous les dangers et à toutes les tentations ».

Cette disposition fut au nombre de celles que M. Béranger combattit, et elle ne fut pas maintenue à la suite d'une transaction proposée par M. Bienvenu-Martin et acceptée par le Gouvernement.

« Si vous trouvez, rispostait M. Bienvenu-Martin aux attaques de M. Béranger, que le texte proposé par le Gouvernement est encore trop impératif, qu'il entre dans trop de détails, rien ne s'oppose à ce que, dans l'intervalle des deux délibérations, vous le modifiez. Vous avez critiqué, par exemple, la disposition relative au trousseau de l'enfant. Ce trousseau doit avoir une valeur d'au moins 80 francs si l'enfant a moins de 17 ans, de 150 francs, s'il a plus de 17 ans. Je ne tiens pas absolument à ces chiffres et s'il n'y avait que ce point qui nous divisât j'en ferais volontiers le sacrifice... (1). »

Il ne fut plus dans la suite parlé du trousseau au cours de la discussion. Le règlement d'administration publique est, lui aussi, muet. Pourtant, il aurait dû s'expliquer sur ce point : car il résulte de la discussion au Sénat, que si le législateur avait renvoyé à un règlement d'administration publique pour fixer les détails de l'établissement du pécule, il entendait que chaque mineur reçût à sa sortie un pécule et un trousseau.

Dès lors on peut se poser une double question : le trousseau de sortie est-il obligatoire pour chaque mineur ? — et sur quels fonds sera-t-il prélevé ?

A la première question, on doit répondre négativement ; rien dans la loi ni le règlement qui la complète, ne prescrit une telle obligation aux établissements. — Pourtant cette réponse est contraire au vœu du législateur, aussi est-il vraisemblable que

(1) Sénat, *Débats*, séance du 4 juin 1907.

l'autorisation ne sera accordée aux établissements privés que si leur règlement intérieur prévoit la remise à chaque mineur d'un petit trousseau.

D'ailleurs, en fait, il est à croire que les établissements privés ne laisseront pas leurs anciennes hospitalisées « dénuées de tout ».

Mais alors se pose la seconde question : avec quels fonds seront achetés les trousseaux ?

Le projet du Gouvernement, prévoyant cette objection, avait stipulé, que « le fonds commun était destiné à donner des primes et gratifications aux mineurs internés, en récompense de leur travail, et à payer les frais de leur trousseau ».

C'était aussi, bien qu'alors le texte ne le dise pas, l'opinion de la Commission de la Chambre des députés.

« Ce fonds commun servira *surtout* à doter à leur sortie les enfants d'un trousseau, écrivait dans son rapport M. le député Viollette. Ces mots ont été ajoutés contre l'avis de M. Béranger et sur la demande du gouvernement qui a fait très justement observer que les enfants, à leur sortie de l'école de réforme, ne pourraient jamais arriver à se placer s'ils n'avaient pas le peu de linge indispensable pour assurer leur propreté. M. Béranger prétendait qu'on ne pouvait imposer une telle charge aux établissements libres. Il disait que, sans doute, il y avait là chose souhaitable, mais que c'était atteindre gravement les établissements privés que de la rendre obligatoire (1) ».

Le règlement stipule simplement que le « fonds commun est employé sous forme de gratifications ou de primes de sortie aux mineurs qui ont mérité cette allocation par leur travail et leur bonne conduite ».

D'après ce texte, le fonds commun ne devrait servir qu'à

(1) Ch. des Députés, 1908, *Impress.*, n° 1459, p. 4.

donner des primes de sortie ou des gratifications, et en aucun cas à payer les frais des trousseaux de sortiè.

Nous estimons, quant à nous, que le trousseau devrait être pris sur le fonds commun, et non constituer des frais supplémentaires à la charge de l'établissement. D'ailleurs n'est-ce pas une gratification et une prime, de sortie ?

Le projet de règlement intérieur prévoit comme type de trousseau le suivant : « une robe de coton, une robe de laine, un jupon, une camisole, deux paires de bas (laine ou coton) suivant la saison — deux paires de chaussures, un fichu de laine, un chapeau, deux chemises de coton, trois mouchoirs de poche, un corset, 2 essuie-mains en toile, 3 serviettes de propreté, peignes et brosses — un sac, un parapluie en coton ».

La valeur du trousseau peut varier suivant l'âge, ainsi que le projet du Gouvernement le décidait. L'établissement est libre de donner au trousseau une valeur proportionnée avec la conduite de la mineure.

Telle qu'elle est comprise par la loi et le règlement d'Administration publique, l'institution du pécule a rencontré de redoutables adversaires. Elle a été combattue très vivement par tous ceux qui ont quelque expérience des œuvres de jeunesse.

Au Conseil central de l'Union des Sociétés de Patronages de France, le 6 juillet 1910, M^{me} Avril de Sainte-Croix, qui avait été l'un des membres de la Commission Extraparlamentaire, qui avait le plus insisté pour la création de l'obligation du pécule, appréciait sévèrement les textes que nous venons d'étudier :

« La façon dont son obligation est édictée, révèle une méconnaissance complète de la réalité des choses, disait-elle, car plus on s'occupe de l'avenir de l'enfant, moins il rapporte (exemple article 26). Il ne faut pas oublier que le principal enseignement à donner aux pauvres filles recueillies c'est l'ensei-

gnement ménager. Or, plus l'éducation ménagère — la plus utile — est soignée, moins la jeune fille rapporte à l'œuvre. Est-ce que les familles honnêtes constituent une dot ou même un pécule à leurs propres enfants? Il ne faut pas oublier non plus qu'il y a 40 0/0 environ de malades dans cette catégorie de patronnées. Cette intervention constante de l'Etat dans le fonctionnement d'œuvres, qui ne demandent rien est donc absolument abusive (1). »

M^{me} Andrée, la si dévouée directrice de l'Œuvre des Libérées de Saint-Lazare renforça ces observations qu'elle appuya de son autorité.

Et d'ailleurs ces obligations, ces charges imposées aux établissements éventuels qui disposeront de peu de ressources, ne sont-elles pas hors de proportion avec celles que l'Etat, qui pourtant a des ressources énormes, reconnaît pouvoir assumer. Les faits sont là.

Dans les établissements publics, à l'heure actuelle, à en croire les hommes compétents, le pécule est infime.

« A Doullens, qui a présentement 350 enfants, écrit M. Prévoist, le pécule de sortie est en moyenne de 5 francs, sans dépasser 10 francs même pour les pensionnaires les plus méritantes dont quelques-unes (*rari nantes*) ont pourtant atteint 20 francs (2). »

M. Schrameck, alors directeur de l'Administration Pénitentiaire, disait à la Société des Prisons, en réponse à la question qu'on lui posait qui était de savoir s'il y avait un pécule à Doullens :

« Non, ou du moins il est tout à fait insignifiant. On leur remet une petite somme avec le trousseau qu'elles ont fait (3). »

(1) *Rev. Pénit.*, 1910, p. 1003.

(2) *Op. cit.*, p. 169.

(3) *Rev. Pénit.*, 1910, p. 583.

Et parlant d'une façon générale du pécule des enfants non placés, il ajoutait : « ils n'en ont pas ou du moins les chiffres sont insignifiants (1) ».

Dès lors, pourquoi imposer aux établissements privés une charge énorme, que jusqu'ici l'Etat s'est lui-même reconnu dans l'impossibilité de remplir pour ses établissements ?

N'eut-il pas mieux valu, nous avons déjà eu occasion de le dire au cours de ce chapitre, imposer aux établissements privés le placement de leurs pupilles ?

Ce serait assurément plus important que de leur constituer un gros pécule et de leur remettre un trousseau volumineux, qui sera peut-être vendu quelques heures après la sortie.

Procurer une place à la mineure, lui trouver un emploi dans lequel elle mettrait à profit l'apprentissage qu'elle aurait fait dans l'établissement était l'œuvre utile, l'indispensable complément des efforts de bien des années sans lequel ils risqueraient d'être vains.

Et une fois placée, la mineure devrait être en rapport constant avec une dame patronnesse ou un Comité de Patronage qui lui servirait de guide et de soutien et achèverait alors, d'une façon définitive, l'œuvre entreprise.

Le règlement, alors qu'il consacre de nombreux articles au pécule, à sa constatation, à la connaissance que la mineure doit avoir de son existence et de son montant, alors qu'il établit en ce qui le concerne des règles minutieuses, prévoit tout au plus dans un alinéa la *possibilité* d'un Comité de Patronage pour faciliter le placement des mineures (article 24).

Il aurait dû en rendre la création obligatoire. Ce comité devrait se composer du Comité de surveillance auquel seraient adjointes un certain nombre de personnes dévouées. — Il aurait pour mis-

(1) *Rev. Pénit.*, 1910, p. 612.

sion non seulement d'assurer le placement des mineures, mais de veiller sur elles, de les protéger et de les défendre, après leur sortie, dans les moments difficiles.

C'est une lacune grave, dans la loi et le règlement, et qui sera très vraisemblablement comblée par les établissements charitables, soucieux d'obtenir la régénération parfaite des mineures qui leur seront confiées.

CHAPITRE IX

DROIT DE GARDE CONFÉRÉ A L'ÉTABLISSEMENT QUI RECUEILLERA LA MINEURE

La nécessité s'était fait sentir au cours de la discussion au sein de la Commission Extraparlamentaire de bien préciser quels seraient les droits conférés à l'établissement hospitalier sur les mineures qui lui seraient confiées.

Il fallait que les établissements nouveaux fussent armés pour pouvoir repousser les prétentions de certains parents ou lutter victorieusement contre les révoltes et les fuites des mineures.

Avant la loi de 1908, et, dans certains cas, les œuvres qui hospitalisaient des mineures, n'avaient aucun droit pour les retenir : il leur fallait, sous peine de s'exposer à des poursuites correctionnelles (1) ou les laisser s'enfuir si elles le voulaient ou les remettre à leurs parents si ceux-ci l'exigeaient et ces derniers le faisaient souvent pour continuer à prostituer leurs enfants et à tirer profit de leur inconduite.

M^{me} Avril de Sainte-Croix ne racontait-elle pas à la Commission Extraparlamentaire qu'elle avait dû rendre à ses parents une jeune fille qu'elle avait recueillie, alors que « son père

(1) M^{me} Avril de Sainte-Croix a raconté qu'on avait ainsi porté plainte contre elle pour séquestration.

était accusé d'avoir abusé d'elle depuis qu'elle avait atteint l'âge de 7 ans et que, de son côté, sa mère la faisait poser pour le nu chez les fabricants de cartes postales (1) ».

« Qu'arrive-t-il dans ce cas ? disait M. Béranger. Faute d'une loi qui leur donne le droit de les conserver [les mineures], elles [les œuvres] sont à la merci des réclamations des parents, des résistances mêmes des enfants et n'ont aucun moyen d'exercer une action suivie. C'est bien la preuve de la nécessité d'une loi. Elle est indispensable pour donner aux institutions charitables l'autorité nécessaire (2). »

Aussi, l'honorable sénateur insistait-il pour que la loi nouvelle donnât à l'établissement le droit de pouvoir garder l'enfant et, en cas de fuite ou d'enlèvement, de pouvoir légalement obtenir sa réintégration.

« Il n'y a pas actuellement de texte qui permette de retenir un enfant : il importe d'en faire un, expliquait-il. Les sociétés de bienfaisance intéressées ne demandent pas qu'on leur confère les droits de la puissance paternelle : elles se contentent du droit de garde dont le libre exercice suffira pour la régénération morale de l'enfant (3). »

La loi du 11 avril 1908 a répondu à ces préoccupations.

Elle décide dans l'article 1^{er} que le Tribunal pourra confier des mineurs à des établissements « pour y être retenus ».

Et, après avoir posé le principe, elle explique que : « Le mineur restera sous la garde de l'établissement ou de la personne chez qui il aura été placé tant que le Tribunal n'aura pas rapporté la décision prise (article 5) ».

(1) Com. Extrap., 24^e séance.

(2) Sénat, *Débats*, séance du 30 mars 1906.

(3) Com. Extrap., 24^e séance.

Il ne faut pas prendre à la lettre ce que dit l'honorable sénateur, car dans un grand nombre de cas il y a des textes qui permettent de retenir les mineures, par exemple la loi de 1898.

M. Viollette, dans son rapport à la Chambre des députés, a précisé et la portée et le sens exact de cet article.

Il fait remarquer que le droit ainsi conféré à l'établissement est un simple droit de garde *stricto sensu*.

« Droit de garde, a-t-on dit, bien. Mais M. Béranger a aussi parlé de tutelle, de puissance paternelle et ce sont là des expressions qui, en droit, ont une signification très précise et qui comportent des conséquences juridiques considérables.

« Puissance paternelle, mais ce n'est possible que si la déchéance a été prononcée. Or, la déchéance de la puissance ne peut pas être prononcée sans que la loi vienne faire injonction aux tribunaux d'en faire aussitôt une attribution nouvelle. En principe, on ne peut donc pas imaginer qu'au moment où le Tribunal ordonnera le placement de l'enfant il puisse, et à moins qu'il ne soit en même temps saisi d'une demande de déchéance, ordonner à la fois le placement de l'enfant dans un établissement de réforme et attribuer à ce dernier la puissance paternelle.

« Si le mineur qui se livre à la prostitution est au contraire sous tutelle, la tutelle continuera naturellement. On ne peut pas révoquer un tuteur parce que le mineur a la conduite la plus déplorable et puis la révocation du tuteur n'empêcherait pas le droit du Conseil de famille.

« Ainsi donc, l'enfant placé dans une école de réforme garde, au point de vue civil, une situation identique à celle qu'il aurait s'il n'y était point. L'établissement ou le particulier n'acquerra autorité sur lui que dans la mesure nécessaire pour que l'établissement ou le particulier puisse remplir les obligations qu'il a contractées vis-à-vis de la société dans l'intérêt de l'enfant, c'est-à-dire : 1° obligation d'enseignement et d'éducation, d'où pouvoir disciplinaire ; 2° obligation d'entretien, d'où droit pour l'établissement de réforme à l'intégralité

du produit du travail de l'enfant sous la réserve des distractions nécessaires pour former le pécule et le fonds commun, et si l'enfant est placé chez un particulier et par suite salarié, droit pour la personne chargée de l'entretien de l'enfant de prélever la partie du salaire nécessaire pour l'indemniser, le surplus étant, comme il a été dit, réparti au mieux des intérêts de l'enfant (1). »

Pour renforcer ce droit de garde et lui donner une sanction, la loi de 1908 ajoute : « que la loi du 5 décembre 1901, ajoutant un paragraphe à l'article 357 du Code pénal, est applicable au père ou à la mère, lorsque la garde du mineur aura été confiée provisoirement ou définitivement à un établissement de réforme morale, à un parent ou à un particulier ».

C'est-à-dire que sera passible d'un emprisonnement de un mois à un an [pouvant aller jusqu'à 3 ans si la déchéance de la puissance paternelle a été prononcée] et d'une amende de 16 à 5.000 francs, le père ou la mère qui, sans fraude ou violence, détournera ou enlèvera, fera enlever ou détourner l'enfant confié à un établissement ou un particulier.

Ce texte fut combattu d'ailleurs par M. Béranger qui le considérait comme inutile.

(1) Ch. des Députés. Impressions 1908, n° 1459.

CHAPITRE X

SURVEILLANCE DES ÉTABLISSEMENTS

Dans sa proposition initiale, M. le sénateur Béranger soumettait les établissements destinés à recueillir des mineures aux conditions instituées par la loi du 5 août 1850.

Ces établissements étaient donc soumis à la double surveillance du Procureur Général et d'un inspecteur général délégué par le ministre de l'Intérieur qui étaient tenus de les visiter tous les ans (1).

Cette référence à la loi de 1850 fut supprimée pour les raisons que nous avons indiquées par la Commission Sénatoriale (2) qui ne prévoyait qu'incidemment la surveillance des établissements. Elle spécifiait dans le texte soumis à la délibération du Sénat, « qu'il serait formé auprès de chaque établissement un Comité de Patronage et de surveillance (3) ».

Par contre, le projet que le Gouvernement déposait le 5 mars 1907, contenait un article 19 (devenu l'article 7 de la loi de 1908), qui posait nettement le principe de la surveillance des établissements publics et privés, laissant à un règlement d'administration publique le soin d'en fixer les détails (article 4 du projet et de la loi) (4).

(1) Loi du 5 août 1850, art. 14.

(2) Sénat, *Impressions*, 1906, n° 36, 36 bis, 36 rectifié, bis.

(3) Sénat, *Impressions*, 1906, n° 36, p. 11 et 15.

(4) Sénat, *Impressions*, 1907, n° 50, p. 18.

A. — *Inspection.*

La loi du 11 avril 1908 place les établissements nouveaux sous une double surveillance : le Préfet et le ministre de l'Intérieur d'une part, le Procureur de la République d'autre part.

« Le Préfet et les personnes spécialement déléguées par lui et par le ministre de l'Intérieur, ainsi que le Procureur de la République, sont tenus de visiter les établissements publics et privés, affectés à la réformation morale des mineurs. »

Cette surveillance sera donc exercée sous forme de visites faites à l'établissement. Elles auront lieu à des jours indéterminés.

C'était là une règle d'une telle évidence et d'une telle nécessité qu'il était inutile de le mettre dans la loi. Il tombe sous le sens que pour être efficace et rendre les services que l'on est en droit d'attendre d'elle, l'inspection des maisons de réforme ne doit pas se faire à jours fixes ni être limitée par un nombre maximum de visites (1).

Le règlement d'administration a précisé les conditions dans lesquelles ces visites seront effectuées (article 22).

Les personnes auxquelles incombera la mission de se rendre compte si les établissements de réforme satisfont à leurs engagements et leurs devoirs, devront tout d'abord consigner sur un registre spécial l'époque à laquelle elles ont visité la maison

(1) Les événements viennent de prouver pourtant que la loi avait été prudente en exigeant que l'inspection ait lieu à des jours indéterminés. Ne venons-nous pas d'apprendre que le ministre de la Justice ayant envoyé en mission un inspecteur de la magistrature, les Cours et tribunaux connaissaient par la voix de la presse la région qui serait visitée et les villes dans lesquelles il devait s'arrêter plusieurs jours avant la date de son passage.

de réforme, ainsi que toutes les remarques et observations qu'elles auront été amenées à faire au cours de leur présence dans l'établissement.

Si ces personnes ont reçu une délégation, il faut, d'une part, que cette délégation soit donnée par écrit et d'autre part qu'elle soit annexée au registre spécial sur lequel doivent être consignées les observations.

Le règlement stipule, que « *tous les locaux peuvent être visités et à toute heure* ».

Cette règle indispensable, pour permettre une inspection sérieuse et utile, a été motivée par l'insistance de M. Brunot à la Commission Extraparlamentaire ; il a, à maintes reprises, demandé que « l'inspecteur envoyé dans un des établissements prévus par la nouvelle loi, puisse y pénétrer en tout temps (1) ».

Il redoutait qu'à défaut d'un texte exprès et précis, il ne se passe pour les maisons de réforme, ce qui venait d'avoir lieu à Nancy, où un inspecteur du travail se vit refuser, le soir, l'entrée du Bon Pasteur ; et, ému sans doute par l'arrêt de la Cour de cassation qui, à bon droit d'ailleurs, avait donné raison à la supérieure (2), il craignait, en cas de silence de la loi et des règlements, que, pour de bonnes raisons, l'inspection ne fût rendue sinon impossible, du moins sans aucun résultat.

Il va sans dire que l'on ne devra pas abuser de cette inspection diurne et nocturne des établissements.

Le Directeur doit, aux termes mêmes du règlement, faciliter le plus qu'il peut la tâche des inspecteurs : il doit leur remettre tous les registres et tous les dossiers des mineurs, et fournir tous les renseignements et explications que le visiteur croirait utile de demander.

(1) Com. Extr.. 25^e séance.

(2) *Rev. Pénit.*, 1903, p. 1184.

Enfin, l'inspecteur pourra toujours voir individuellement chaque mineur, soit que celui-ci sollicite spontanément cet entretien, soit au contraire qu'il y soit convié.

Sur tous ces points, la règle est la même pour les établissements publics et les établissements privés.

Mais la loi (art. 7) établit une distinction importante entre les établissements publics et les établissements privés.

Les premiers doivent être visités au moins une fois chaque semestre ; les seconds au moins une fois chaque trimestre.

Pourquoi cette différence de régime que rien ne justifie ?

Là encore se marque la défiance du législateur pour les établissements privés.

En plus de ces inspections soit trimestrielles, soit semestrielles, il sera fait une visite annuelle par « un membre de l'inspection générale des services administratifs du ministère de l'Intérieur » (art. 7).

B. — *Conseil de surveillance.*

A côté de cette surveillance intermittente, établie par la loi, il en existera une autre, permanente celle-là, par suite de la création, auprès de chaque établissement, d'un « Conseil de surveillance », dont nous avons d'ailleurs vu un certain nombre d'attributions.

L'idée première s'en trouve encore dans la proposition initiale de M. le sénateur Béranger, soumettant les établissements de réforme aux conditions instituées par la loi du 5 août 1850.

Celle-ci, dans les articles 8 et 18, établit auprès de chaque maison pénitentiaire un conseil de surveillance dont elle détermine la composition.

La discussion qui s'engagea à la Commission Extraparlamen-

taire sur l'opportunité de la création d'un organe similaire auprès des établissements de réforme fut très vive et survint à l'occasion de la sortie provisoire des mineures.

« Durant la discussion, écrit M. Hennequin dans son rapport, plusieurs membres de la Commission avaient insisté sur la nécessité d'assujettir à une surveillance sérieuse les établissements affectés à la réformation morale des mineures.

« Cette surveillance s'imposait, en effet, et *d'une façon impérieuse, à l'égard des établissements autres que ceux de l'Etat*, à raison de l'espèce des pupilles internés, privés de leur liberté, quoique non délinquants et seulement dans le but de les sauver en opérant leur relèvement.

« Aussi il convenait de suivre les progrès de l'œuvre entreprise de constater l'état moral des pupilles et leur degré d'avancement dans l'apprentissage d'un métier, de façon à empêcher la prolongation injustifiée de leur internement et leur exploitation au profit de l'Etablissement (1). »

Cette surveillance, remarquons-le, devait, d'après M. Hennequin, ne s'adresser qu'aux établissements autres que ceux de l'Etat. Pourquoi cette différence entre les établissements privés et les établissements de l'Etat? Nous avons vu qu'il était impossible de la justifier; on peut seulement l'expliquer par une sorte de parti pris ou de défiance contre les œuvres privées.

Et comme organe de contrôle, M. le professeur Le Poittevin proposa d'adopter le conseil de surveillance à l'exemple de ce qui existe pour les établissements d'éducation pénitentiaire (2).

Son opinion triompha lors de la discussion et de la préparation du règlement d'administration publique, qui en prévoit la création (art. 25).

(1) Rap., *Op. cit.*, p. 203.

(2) Com. Ex., 26^e séance.

Le Conseil de surveillance comprend cinq personnes majeures et de nationalité française.

Mais elles ne seront pas les mêmes pour les établissements publics ou les établissements privés.

Dans les établissements de l'Etat, le Conseil de surveillance se compose de :

Un membre nommé par le Garde des sceaux ;

Quatre membres nommés par le ministre de l'Intérieur.

Les membres du Conseil de surveillance sont nommés pour trois ans.

Aucune restriction n'est apportée pour leur nomination.

M. Prévost regrette que les membres des tribunaux, qui auront à appliquer la loi et à envoyer des mineures dans les établissements de réforme, ne soient pas mis à même de les connaître, d'en apprécier le rôle et de voir comment, au milieu des difficultés journalières, ils remplissent la mission qui leur est confiée : « C'est le tribunal, dit-il, qui décide où ira l'enfant, s'il sera remis à un établissement public ou à tel établissement privé. Comment se décidera-t-il s'il ignore les uns et les autres, s'il ne peut se rendre compte de ce que deviennent les enfants qu'il leur remet (1). »

Théoriquement, c'est parfait. Mais comment réaliser pratiquement ce desideratum. — Voici, par exemple, deux établissements, l'un à Passy, le deuxième provisoire à Paris. Ce sont à l'heure actuelle les seuls qui existent, Il n'y a que ces établissements pour toute la France. Quels seront les magistrats appelés à faire partie du Conseil de surveillance. Seront-ce ceux de l'arrondissement de Sens. Mais, alors, quel intérêt auront-ils, puisqu'ils n'auront à y envoyer qu'un nombre infime de mineures, peut être même réduit à zéro pendant plusieurs années. Seront-ce

(1) *Op cit.*, p. 207.

ceux de Paris qui seront appelés à confier chaque semaine plusieurs mineures à ces établissements ? Mais, dans ce cas, pourront-ils remplir *un rôle utile et efficace* ? Comment concilieront-ils les obligations multiples, minutieuses qui leur incombent comme membres d'un Conseil de surveillance (qui pour bien faire doit se réunir souvent) avec leurs obligations professionnelles ?

Sans doute, il serait désirable que les magistrats qui doivent statuer sur le sort de la mineure connaissent dans tous les détails les divers établissements entre lesquels leur choix peut s'exercer, qu'ils soient en contact avec eux. Mais le mieux serait non de désigner ces magistrats comme membres du Conseil de surveillance mais de les déléguer pour procéder aux inspections périodiques établies par la loi.

Dans les établissements autres que ceux créés par l'Etat, les cinq membres du Conseil de surveillance sont désignés de la façon suivante ;

Un par le Préfet ;

Un par le Procureur Général ;

Trois par le Conseil général, par le Conseil municipal ou le particulier, ou les associations prévues à l'article 1^{er}, suivant qu'il s'agit d'établissement créé par un département, une commune, un particulier ou une association.

Ici une remarque s'impose. Pourquoi avoir confié au Procureur général et non au premier Président le soin de désigner un membre du Conseil de surveillance, alors surtout que le Parquet a un droit de surveillance qui lui est confié par la loi elle-même ? Pourquoi ne pas associer plus intimement, ne pas intéresser davantage les magistrats du siège, qui auront quelque jour à appliquer la loi sur la prostitution des mineures ?

Les membres du Conseil de surveillance de ces établissements, comme ceux des établissements de l'Etat, sont nommés

pour trois ans, leur mandat est renouvelable sans aucune limitation.

Le Conseil de surveillance nomme tous les ans son président et se réunit sur la convocation de ce dernier, ou sur la demande de deux membres.

Le règlement prévoit enfin le cas où il serait nécessaire de relever de ses fonctions un des membres du Conseil de surveillance. Cette sanction ne peut être prise que par le ministre de l'Intérieur.

Les attributions du Conseil de surveillance sont multiples.

Mais, celle entre toutes, à laquelle le règlement semble, par le luxe des détails qu'il donne, attacher le plus d'importance, est celle qui consiste à s'assurer que les règles concernant le pécule individuel et le fonds commun sont fidèlement observées.

Il est chargé de l'administration du fonds commun dans les conditions prévues (article 23).

C'est lui qui en fixe l'emploi et en répartit les disponibilités sous forme de gratifications ou de primes de sortie (articles 28 et 29).

Son avis, en outre, est nécessairement pris par le Directeur de l'établissement lorsqu'il s'agit de fixer le salaire journalier de chaque mineur (articles 25 et 26).

Le second groupe des attributions du Conseil de surveillance a été fixé par la loi (article 7).

La remise de la mineure à ses parents, son placement ou sa sortie provisoire ne peuvent être accordés par l'établissement qu'avec l'avis du Conseil de surveillance.

Le Conseil de surveillance peut former un Comité de patronage destiné à faciliter le placement des mineures.

Telle qu'elle est organisée, la surveillance des établissements de réforme a paru parfaite au législateur, qui s'en félicita.

« Le projet, écrit M. le député Viollette, résoud d'une façon très effective et très satisfaisante la surveillance qui a été si souvent à l'ordre du jour, dans ces dernières années, à l'occasion des scandales du Bon-Pasteur et autres établissements analogues (1). »

Pourtant, si, à certains points de vue, cette partie de la loi peut être approuvée, nous avons vu qu'on pouvait lui adresser bien des critiques.

La surveillance des établissements de réforme des mineures prostituées tant publics que privés, quant au principe même, peut être acceptée.

Le Congrès International des œuvres charitables tenu à Paris en 1900, formulait divers vœux, débutant ainsi :

« Pour arriver à l'entente, la bienfaisance privée aura à se soumettre au contrôle tel qu'il sera déterminé par les lois. L'Etat devra, à son tour, lui assurer et lui garantir sa liberté d'action (2). »

Quelques années plus tard, M. Henry Joly écrivait de son côté : « En continuant à demander à la charité privée son concours l'Etat pouvait-il lui imposer des conditions ? Pouvait-il s'associer à elle en quelque sorte, lui communiquer cette force précieuse, qu'il n'a lui-même qu'à puiser dans les conseils désintéressés de ses hauts fonctionnaires et dans la doctrine de ses corps savants ? Oui, certes, il le pouvait et même il devait (3). »

M. Bérenger, lors de la discussion de la loi de 1908, déclarait que jamais les établissements privés n'avaient été hostiles

(1) Ch. des Députés, *Impressions*, 1908, n° 1459, p. 5.

(2) Cité Taudière, article *Rev. Pénit.*, 1904, p. 110.

(3) Joly, *A la recherche de l'Education correct.*, *Op. cit.*, p. 168.

au principe de la surveillance, et de la collaboration de l'Etat ; et que d'ailleurs les bons établissements — qui sont légion, les autres étant « des exceptions découvertes par hasard à la suite de quelqu'incident notable » — n'avaient rien à craindre, du concours de l'Etat, mais au contraire devaient espérer en tirer quelques profits. Et il ajoutait : « Je dirige certaines sociétés privées, et je réclame moi-même depuis longtemps cette surveillance (1). »

Mais pour être acceptée et acceptable cette surveillance doit être soumise à certaines conditions.

Elle ne doit pas apparaître comme « un instrument d'oppression ».

Elle doit être libérale et bienveillante, dans son esprit et son application. Il faut de plus que l'Etat, par son intervention méticuleuse ou mal comprise, ne se substitue pas en fait à la direction des œuvres privées, leur retirant toute initiative et toute volonté.

Nous disons que cette intervention doit tout d'abord être libérale et appliquée avec un esprit de justice et d'équité.

Nous avons remarqué et signalé, déjà, que bien souvent le législateur, et ceux qui avaient travaillé à l'élaboration de la loi, avaient été animés de sentiments tout différents. Pour eux, il fallait, en principe, contrairement à la réalité des faits, tenir les établissements privés en état de suspicion. Il fallait s'en défier, la plupart abusant des jeunes filles, les exploitant, et les rendant fatalement au ruisseau le jour où elles en sortaient.

Certains étaient plus particulièrement visés. C'étaient les Bons Pasteurs, ou « autres maisons analogues », c'est-à-dire les établissements religieux en général.

(1) Sénat, *Débats*, séance 4 juin 1907.

C'était pour eux surtout, ou plutôt c'était contre eux surtout, qu'était établie la surveillance instituée par la loi nouvelle.

Et dès lors, on peut se demander, étant donné l'esprit qui a présidé à la confection de la loi, en ce qui concerne les établissements privés, quel sera l'esprit dans lequel ses prescriptions seront appliquées.

Ne peut-on pas redouter que la loi soit appliquée avec un parti pris apparent ou caché et une hostilité constante envers les œuvres contre lesquelles elle a été établie ?

Il faut que cette surveillance soit appliquée, comme l'a écrit M. le député Breton, « sans aucune pensée de défiance ni d'hostilité contre les œuvres de charité sincère et que les établissements de bienfaisance qui n'ont rien à se reprocher, ne puissent qu'y trouver les plus précieuses garanties et l'allègement d'une lourde responsabilité. A ce point de vue, une longue et très intéressante lettre que j'ai reçue en ma qualité de rapporteur [du projet de la loi sur la surveillance des Etablissements de Bienfaisance] de la supérieure générale d'un établissement de bienfaisance religieuse est des plus significatives : « Loin même de la redouter, m'écrivait cette religieuse, je la souhaite cette surveillance. A la condition d'être tout à la fois sérieuse et paternelle elle ne peut qu'être utile et même très utile aux œuvres. C'est mon ferme sentiment (1). »

C'est ce que déclarait aussi tout dernièrement, à la tribune de la Chambre des députés, M. Lerolle :

« Je crois que ce contrôle sagement défini et déterminé par la loi, à condition de se cantonner dans sa mission légale, c'est-à-dire de respecter l'indépendance de l'administration des institutions privées et de se borner à révéler les abus qu'il pourrait découvrir, sera utile et accepté de tous, nul ne pouvant con-

(1) *Le Journal*, 24 mai 1910.

sentir à se faire complice de ces abus. Je dis plus, il sera dans certains cas, la sauvegarde des institutions privées en les défendant contre les calomnies dont elles ont été trop souvent l'objet » (*Applaudissements au centre et à droite.*) (1)

La surveillance doit ensuite éviter un autre écueil. Elle ne doit pas se substituer à la direction, paralyser tous ses actes, tuer sa spontanéité.

Elle ne doit s'immiscer en rien dans la gestion de l'établissement et se transformer en une sorte de co-direction d'abord, de direction effective et réelle ensuite. Les œuvres privées doivent avoir leur pleine liberté d'action, du moment qu'elles se conforment aux prescriptions de la loi et qu'elles assurent à leurs pupilles leur réformation morale, en les mettant à même, en même temps, de pouvoir gagner honorablement leur vie.

C'est là une question capitale, dont l'importance a encore été signalée tout dernièrement au IV^e Congrès national d'Assistance publique et privée qui émit le vœu que la surveillance des établissements privés, « ait seulement pour objet d'empêcher les abus possibles, et les dénoncer le cas échéant, et non d'intervenir activement d'une façon directe ou indirecte, dans la direction et le fonctionnement des œuvres privées » (2).

Or, à ce point de vue, la loi de 1908 mérite de sévères critiques. Car le conseil de surveillance « a pour objet, dit M. Prevost, non de surveiller, car la surveillance est ailleurs, mais de diriger et d'administrer en concurrence et en rivalité avec le directeur » (3).

(1) Séance du 26 juin 1912.

(2) *Rev. Pénit.*, 1908, p. 1096.

(3) *Rev. Pénit.*, 1910, p. 992.

CHAPITRE XI

ALLOCATION ACCORDÉE AUX ETABLISSEMENTS DE RÉFORME

A. — *Principe.*

M. Béranger accordait, dans sa proposition, aux établissements qui se chargeraient de la réformation morale des mineures, une allocation journalière (1).

La raison en était, que l'honorable sénateur considérait à juste titre que cette réforme constituait un devoir incombant à l'Etat, mais que ce dernier, se trouvant au moins au début dans l'impossibilité de le remplir, il était de toute justice et de toute équité de subventionner les œuvres privées, qui assumaient la charge de le remplacer.

« Il s'agit bien ici d'un service d'Etat, expliquait-il à la Commission Extraparlémentaire, et, dans ces conditions, il est juste que l'Etat paie les prix de journée... il est bien juste que l'Etat alloue une subvention, tant qu'il ne pourra pas accomplir l'œuvre lui-même (2). »

C'était également cette raison qu'il faisait valoir au Sénat, et que la Commission chargée d'examiner sa proposition faisait sienne.

(1) Com. Extr., 11^e séance, Sénat, *Impress.*, 1905, n° 194.

(2) Com. Extr., 24^e séance.

« Une disposition additionnelle a pour but d'assurer des ressources aux institutions qui assumeront la mission de recueillir cette catégorie de mineurs », lit-on dans l'exposé des motifs de la proposition initiale.

« Ce devrait être, plutôt, pourra-t-on dire, une charge d'Etat. Je n'y contredis pas. Mais il se passera sans doute de longues années avant que l'Etat, les départements ou les communes puissent créer, partout où il le faudrait, les établissements nécessaires... L'Assistance publique donne un prix de journée à ceux de ses pupilles qu'elle hospitalise dans des établissements privés ou chez des particuliers. Il est légitime et naturel que le même avantage soit assuré par l'Etat à des mineurs dont la charge lui incomberait s'ils n'étaient recueillis par d'autres (1). »

A cette première raison, l'honorable sénateur en ajoutait une seconde lors de la prise en considération de sa proposition, le 3 novembre 1905.

« Il y a, disait-il alors, un très grand nombre d'institutions d'initiative privée, qui s'occupent de la situation des jeunes filles, orphelines, moralement abandonnées ou de toute autre catégorie que ce soit. Ces sociétés s'occupent d'une façon plus particulière des jeunes filles qui, tout en montrant de fâcheuses dispositions, ne sont cependant pas arrivées au dernier degré du vice ; elles s'occupent en outre des jeunes débauchées et beaucoup d'entre elles consentiraient dès à présent, à la condition d'être encouragées par quelques subsides, à recevoir du jour au lendemain ces jeunes filles et à tenter de les réformer.

« Il est indispensable, pour stimuler leur zèle, de leur laisser espérer la possibilité d'une subvention. Aussi le dernier article de la proposition porte-t-il que lorsque des sociétés d'initiative privée, qui d'ailleurs devront être spécialement autorisées par

(1) Sénat, *Impressions*, 1905, n° 194, p. 6.

le gouvernement, se présenteront pour accomplir les devoirs que la loi va prescrire, on considérera les jeunes filles qu'elles recevront comme pupilles de l'Assistance Publique, et qu'en conséquence les rétributions journalières accordées par l'Etat ou l'Assistance Publique aux enfants qui sont actuellement recueillis par la Charité privée, leur seront également attribuées » (1).

Cette dépense ne constituait d'ailleurs pas seulement un acte de justice sociale, un moyen de réparation sociale, c'était en outre un « placement avantageux » dont l'Etat serait le premier à en bénéficier.

C'est ce que M. Hennequin faisait remarquer à la tribune du Sénat, en parlant des dépenses quelconques qu'entraînerait la nouvelle loi.

« Pour apprécier, disait-il, s'il y a lieu ou non pour l'Etat de consentir un sacrifice, il est nécessaire et il est d'usage de se demander si l'on se trouve en présence d'une dépense productive ou improductive. Or, dans l'espèce, il n'est pas excessif de prétendre que l'Etat, si la charge de la réforme intégrale lui incombe, aura obtenu le double avantage de l'accomplissement d'un devoir social et, en même temps, de la réalisation d'un bénéfice, puisqu'au bout de quelques années, il aura restitué à la société des milliers de femmes qui, sans son concours, eussent été perdues à jamais pour le travail, la famille et la maternité (2). »

C'est aussi ce motif qui avait incité la Commission sénatoriale des finances, à émettre un avis favorable à la proposition de M. Béranger.

« La disposition de la présente loi, laissant ces dépenses au

(1) Sénat, *Débats*, séance du 3 novembre 1905.

(2) Sénat, *Débats*, séance du 30 mars 1906.

compte exclusif de l'Etat, disait, au nom de la Commission, M. Milliès-Lacroix, imposeront donc une nouvelle surcharge applicable au budget national. Dès lors la Commission des Finances s'est demandé si, après les sacrifices récemment consentis pour les services d'Assistance Publique, le budget sur lequel pèsent déjà si lourdement les conséquences financières de notre politique économique et que menace la grande œuvre en préparation des retraites ouvrières et agricoles pourra supporter les charges de ce nouveau service.

« Mais en raison du but élevé poursuivi et de la modicité relative de la dépense annuelle elle a été unanime à émettre un avis favorable (1). »

Pour décharger le budget national, il avait été proposé, au cours de la discussion devant la Commission Extraparlementaire, de laisser cette dépense à la commune et au département. Mais cette proposition ne prévalut pas, pour deux raisons : d'une part, à cause de la difficulté et l'obstruction que l'on éprouverait à faire voter les crédits nécessaires, même en rendant cette dépense obligatoire, et d'autre part, à cause du peu de ressources dont pourraient disposer soit les départements, soit les communes.

C'est donc à l'Etat seul qu'incombera la dépense soit des nouveaux établissements, soit des allocations aux établissements privés.

Deux questions sont à examiner maintenant :

a) Quelle sera la durée de l'allocation accordée aux Etablissements pour chaque mineure.

b) Quel sera son taux.

(1) Sénat, *Impress.*, 1906, n° 120, p. 6.

B) — *Durée de la subvention.*

La proposition de M. Béranger portait que les établissements de réforme, organisés par la présente loi, « recevraient de l'Etat un prix de journée égal à celui accordé aux pupilles de l'Assistance Publique ».

Il en résultait que, d'après l'honorable Sénateur, la subvention devait être accordée pour chaque mineure jusqu'à sa sortie de l'établissement.

La Commission des Finances avait, elle aussi, ratifié la proposition.

Mais lorsque cette question fut examinée par la Commission Extraparlamentaire, il se trouva dans son sein des membres qui, s'ils admettaient le principe de l'allocation journalière, entendaient qu'elle fût limitée, non pas qu'elle fût excessive en soi, mais ils redoutaient qu'une telle charge budgétaire n'effrayât le Parlement et ne retardât, en conséquence, le vote de la loi.

L'avis émis par la Commission sénatoriale des finances aurait pu, il est vrai, calmer leur crainte et anéantir leurs appréhensions (1).

Mais ils invoquaient un autre argument en faveur de la limitation.

L'allocation devenait inutile et même assez rapidement, car à partir d'un certain âge et au bout d'un certain séjour dans l'Etablissement, le travail de la mineure est suffisamment rémunérateur pour rendre abusive toute allocation. La jeune

(1) La Commission, il est vrai escomptait, en ce qui concerne les prostituées de la ville de Paris, que l'établissement destiné à leur internement serait construit par la ville de Paris.

filles à partir d'un certain âge — en l'espèce on parlait de 17 ans — est à même de gagner sa vie. Et ce fait fut même affirmé — et l'on peut s'en étonner — par les membres les plus autorisés de la Commission Extraparlamentaire, qui se rangea à leur avis.

Le texte, qu'elle arrêta et qui fut sanctionné par le Gouvernement dans son projet, était ainsi libellé :

« L'Etat allouera aux établissements autorisés à recevoir des mineurs et pour chaque mineur, jusqu'à l'âge de 16 ans accomplis, un prix de journée égal à celui accordé suivant la région par l'Assistance Publique pour ses pupilles. »

En cas d'envoi dans un établissement d'un mineur au-dessus de l'âge de 15 ans, l'allocation était continuée pendant une année.

Pour les mineurs reconnus dûment impropres au travail, l'allocation était continuée jusqu'à la sortie.

« On pouvait soutenir à bon droit, écrit M. Hennequin, que l'établissement *recupérerait facilement*, sur le produit du travail d'un pupille ayant atteint 17 ans, les frais de son entretien, et que, conséquemment le concours financier de l'Etat ne se justifierait plus » (1).

Mais c'est là une idée fausse et inexacte. Les mineures, même après 17 ans, coûteront beaucoup plus qu'elles ne rapporteront à l'Etablissement, ainsi que nous l'avons vu, et cela pour deux raisons :

La première, c'est que le plus grand nombre des mineures sachant ou ayant su un métier ne voudront pas travailler. Ces filles, débauchées parce que paresseuses et paresseuses parce que débauchées, ont horreur de tout travail, et bien peu s'y soumettront.

Même parmi ces dernières, il en sera peu dont le travail sera

(1) Hennequin, *Op. cit.*, p. 219.

productif, au point de justifier la suppression de l'allocation journalière, surtout, alors que nous avons vu à combien revenait leur entretien (nourriture, chauffage, loyer, etc.) de chaque jour et se montait le pécule obligatoire.

Enfin à la productivité possible, éventuelle du travail, se heurtera la mauvaise santé de bien des mineures, affaiblies par la débauche, prédisposées à la tuberculose, et dont un grand nombre seront encore atteintes de maladies particulières.

Le Gouvernement maintint pourtant la limitation proposée par la Commission Extraparlamentaire.

Ce projet accordait en principe l'allocation jusqu'à 16 ans accomplis.

« Tout en consacrant que l'Etat, premier intéressé en la matière, était-il expliqué dans l'exposé des motifs, doit supporter les dépenses afférentes aux nouveaux organismes à créer, nous avons dû tenir le plus grand compte des nécessités budgétaires et réduire, en conséquence, dans la limite du possible la charge directe de l'Etat et le concours financier, qu'il sera obligatoirement appelé à donner aux Etablissements autorisés à recevoir des mineurs (1). »

La Commission sénatoriale, tout en acceptant le principe de la limitation de l'allocation, trouva excessif l'âge proposé par le Gouvernement :

« Suivant le projet, expose dans son rapport l'honorable M. Bérenger, l'allocation journalière ne serait touchée que jusqu'à la fin de la seizième année. Au cas toutefois où le mineur n'aurait été hospitalisé qu'après 15 ans, elle serait attribuée pendant une année entière, déduction faite des périodes de maladie ou d'incapacité de travail d'une durée supérieure à 15 jours (disposition dont le sens peut paraître obscur).

(1) Sénat, *Impressions*, 1907, n° 50, p. 8.

« Si on considère que l'âge moyen des hospitalisés sera vraisemblablement de plus de 15 ans, que l'expérience démontre qu'un grand nombre seront atteints des tristes maladies auxquelles leur genre de vie les aura exposés, ce qui entraînera à la fois des soins longs et coûteux et une diminution évidente de leur faculté de travail, qu'ensuite beaucoup resteront, après la suppression de l'allocation, une lourde charge pour leurs bien-faiteurs, on est porté à trouver insuffisante la limite des 16 ans accomplis.

« La proposition demandait 17 ans. La Commission accepte cet âge (1). »

Le texte soumis en conséquence à l'approbation du Sénat, était ainsi conçu :

« L'Etat allouera aux établissements autorisés à recevoir des mineurs et pour chaque mineur, jusqu'à l'âge de 17 ans accomplis, un prix de journée égal à celui accordé, suivant les régions, par l'Assistance publique, pour ses pupilles.

« Toutefois, à l'égard des mineurs dument reconnus impropres au travail, l'allocation sera continuée jusqu'à leur sortie définitive. »

Ce texte, voté sans discussion par le Sénat et approuvé par la Chambre, devint l'article 8 de la loi du 11 avril 1908.

Il y a ici une lacune dans la loi : qui déterminera si la mineure est improprie au travail ?

Les textes sont muets. — Sera-ce le Directeur ? Le Tribunal ? le Préfet ?

Devra-t-on pour ce cas appliquer la procédure suivie pour déterminer le « salaire des mineures infirmes ou dont l'état de santé ne permet pas un travail normal et décider que la mineure sera reconnue improprie au travail par le Directeur,

(1) Sénat, *Impressions*, 1907, n° 120.

après avis du Conseil de surveillance et que cette décision sera notifiée au Préfet ? (article 28, Décret juin 1910).

Et une fois que l'on aura reconnu la mineure impropre au travail, cette décision sera-t-elle sans appel et définitive ?

Enfin, on ne peut trop regretter que la Commission sénatoriale ait cru devoir supprimer la disposition qui décidait que l'allocation serait payée au moins pendant un an, quel que soit l'âge d'entrée du mineur de l'Etablissement.

Cet alinéa avait été ajouté grâce aux observations de M. Hennequin.

« M^{me} Avril de Sainte-Croix, a affirmé disait-il que beaucoup de prostituées n'ont pas de métier ou qu'elles ont perdu le souvenir de leur ancien métier. Pour celles-là il n'y aura pas de production utilisable avant un an. Si l'on fait entrer une jeune fille dans l'établissement à l'âge de 16 ans, un an après — époque où cessera l'allocation — elle ne pourra peut-être pas encore être productive. Si maintenant on suppose que, ne sachant rien, cette jeune fille a 17 ans au moment où elle va entrer dans la maison de réformation, qu'arrivera-t-il ? il arrivera ceci : c'est qu'aucun établissement ne consentira à la recevoir »... Aussi M. Hennequin proposait-il « de ne rien spécifier, et de voter le texte tel qu'il était présenté par le Comité de rédaction (1) », c'est-à-dire sans limitation aucune, l'allocation allant jusqu'à la sortie de la mineure.

M^{me} Avril de Sainte-Croix et M. Bulot notamment avaient appuyé l'objection présentée par M. Hennequin, tout en acceptant le principe d'une limitation.

La première demandait que « l'Etat donne la subvention pen-

(1) Com. Extr., 31^e séance.

dant un an pour toute mineure arrêtée à l'âge de 17 ans et même pour toute mineure de 18 ans (1) ».

« On pourrait dire, ajoutait le second, que les mineures de 12, 13 et 14 ans ne comportent une allocation de l'Etat que jusqu'à 17 ans. Mais pour les autres, celles qui sont arrêtées aux alentours de 18 ans et jusqu'à 18 ans, on ne peut cependant pas dire qu'on ne fera rien.

« Il faut dire, au contraire, qu'entre la 17^e et la 18^e année, dernière année où les arrestations se produisent, l'Etat donnera un an d'indemnité. »

C'est ce qu'avait justement décidé la Commission Extraparlamentaire.

La Commission sénatoriale ne fait pas connaître les motifs qui lui ont fait supprimer une mesure si sage et si équitable.

L'honorable rapporteur fait seulement remarquer, à propos de cette disposition, ou plutôt, à propos des exceptions de cette disposition, que le sens pourrait en paraître obscur. — Mais est-ce là la raison de cette suppression ? — Si oui, on peut s'étonner du geste de la Commission sénatoriale : supprimer ce qui lui paraît peu clair. — Elle aurait dû, au contraire maintenir, la disposition, mais supprimer ce qui pouvait donner lieu à une difficulté d'interprétation.

C. — *Taux de l'allocation.*

Les établissements recevront, dit la loi, « un prix de journée égal à celui accordé suivant les régions par l'Assistance Publique pour ses pupilles ».

L'allocation n'est donc pas fixe, elle variera suivant que l'établissement sera situé dans telle ou telle commune.

(1) Com. Extr. 31^e séance.

Il eut été plus simple d'adopter la première rédaction de la Commission Extraparlamentaire, qui décidait que l'établissement recevrait un prix de journée égal à celui accordé, dans le département, aux pupilles de l'Assistance Publique ».

Mais de quelles pupilles est-il question ?

Le Conseil municipal de Paris, lorsqu'il a été consulté par le Préfet de la Seine, sur la question de savoir s'il pourrait ou voudrait, réalisant un des vœux émis par lui en 1904, construire un asile pour les prostituées mineures de la région parisienne, répondit par la négative, sous le prétexte, entr'autres, que l'allocation était insuffisante :

« L'Etat, disait-il, accorde un prix de journée égal à celui que paie l'Assistance Publique pour ses pupilles.

« Or, les pères nourriciers de l'Assistance Publique ne reçoivent jamais qu'une indemnité mensuelle de 15 francs et il est de toute évidence que cette somme est de beaucoup inférieure au prix de revient des journées à prévoir (1). »

Mais le Conseil Municipal se trompait gravement : les pupilles de l'Assistance Publique auxquels la loi fait allusion, ne sont pas ceux placés en nourrice ou en garde, mais ceux placés par l'Assistance Publique dans un hospice ou un autre établissement.

L'allocation peut ainsi être même inférieure à celle de 0,90 proposée par M. Bérenger et acceptée par la Commission sénatoriale des Finances (2).

« De quelque manière qu'on les considère, écrit très justement M. Prévost, les chiffres montrent en toute évidence, que malgré les deux arguments exposés par M. Hennequin, tirés

(1) Conseil municipal, 1908, Rapport n° 88.

(2) Sénat, *Impressions*, 1905, n°s 194-243.

Sénat, *Impressions*, 1906, n°s 36,36 rectifié, bis 120.

l'un de l'allocation à fournir par l'Etat et l'autre de l'âge et du travail des mineurs retenus, les œuvres privées seront dans l'impossibilité absolue, matérielle, de satisfaire aux obligations imposées, à moins d'avoir des ressources personnelles correspondantes.

« En d'autres termes, elles ne pourront ni se créer, ni subsister : résultat désolant (1). » Et alors il se produira ce fait, que la charge tout entière des mineures prostituées incombera à l'Etat ; qu'il n'y sera aidé par aucune œuvre privée.

Les événements ont prouvé combien ces prévisions étaient exactes.

L'autorisation n'a été sollicitée que par trois établissements privés, qui, pour des raisons très particulières, disposent de ressources assez importantes. Encore ne peut-on recueillir et hospitaliser que quelques mineures.

Si, par cette réglementation minutieuse, si, par l'indemnité dérisoire qu'il offre, le législateur a voulu écarter les œuvres privées, il y a pleinement réussi. Mais on ne saurait trop déplorer un tel résultat, qui compromet les espérances que l'élaboration de la loi de 1908 avait fait naître.

(1) Prévost, *Op. cit.*, p. 226.

CHAPITRE XII

DURÉE DE L'INTERNEMENT DES MINEURES

I. — Principe.

La détention de la mineure dans l'établissement auquel elle aura été confiée, cessera à sa majorité ou à son mariage.

a) *Majorité*. — Il ne fallait pas, en effet, d'une part, dépasser l'âge de 21 ans, puisqu'alors la mineure avait sa pleine capacité civile, et qu'il n'y avait aucune raison de ne pas lui rendre sa liberté.

Il fallait, d'autre part, permettre l'internement de la mineure, jusqu'à sa majorité, si l'on voulait espérer sérieusement son relèvement moral.

Il fallait avoir un temps suffisant pour réformer des jeunes filles de 16 ou 17 ans. Et trois ou quatre années n'avaient rien d'exagéré, au moins pour la plupart d'entre elles.

C'est cette idée que M. Le Poittevin et M^{me} Avril de Sainte-Croix mirent très justement en lumière, lors de la discussion au sein de la Commission Extraparlementaire.

M. Fiaux, se faisant le porte-paroles du D^r Voisin, directeur de l'Ecole de la Salpêtrière, appuya leurs observations :

« M. Jules Voisin, disait-il, opine formellement dans le sens du texte intégral de M. Le Professeur Le Poittevin que je lui ai

mis sous les yeux. Il est indispensable pour M. Jules Voisin, que le directeur de l'école, le pédagogue rééducateur puisse disposer de l'enfant, de la jeune fille jusqu'à sa majorité, ce qui d'ailleurs ne veut pas dire qu'*a priori* et d'office il aura besoin, pour la réformation du sujet, de le conserver jusqu'à 21 ans. Mais cette date extrême aura une influence salutaire sur la conduite et le zèle des pupilles... puis que faire pour l'amélioration ou le redressement complet si le maître ne dispose que d'un an ou deux ans ? S'il sait, si surtout la jeune fille sait qu'à 18 ans tout est terminé et l'envolée certaine?... Il faut considérer beaucoup aussi, dit M. Voisin, la psychologie, la mentalité de ces jeunes filles. Sur 100 de ces pupilles il y en a 55 (?) que l'on redressera ; elles constituent un bon terrain, un terrain vierge, un terrain où le mal n'a pas germé, n'a pas pris racine : ce sont de pauvres orphelines qui ont poussé, ont grandi sans culture, sans conseils, privées de tout ce qui fait notre moralité de société et de civilisation ; celles-là on les sauvera, mais, encore une fois, il faut le temps : dans ces conditions leur redressement est assuré. M. Voisin, en s'appuyant sur 12 ans d'expérience, en fait l'heureuse affirmation.

« Pour les 45 autres, l'entreprise est beaucoup plus difficile ; celles-ci, malheureusement, ont eu une famille, elles n'y ont trouvé que des exemples de mal et de vices ; le mal et les vices sont déjà invétérés chez elles. Sœurs ou filles d'apaches, de souteneurs, de délinquants ou criminels, de femmes débauchées, elle sont toutes les dispositions d'indiscipline, d'hypocrisie ou de révolte : elles s'excitent les unes les autres, elles complotent. elles ne rêvent que ligottage des surveillantes, liberté, escalade des murs... etc. Que faire de cette catégorie de pupilles, entrées par exemple à 16, 16 ans $1/2$, quand elles ont déjà publiquement commencé la vie de débauche, si on ne dispose que

d'un an, un an et demi de rééducation ? Autant ne rien tenter, les libérer tout de suite, ou ne pas les admettre (1). »

Pourtant, la possibilité de pouvoir retenir la mineure jusqu'à 21 ans dans l'établissement de réforme, ne fut pas approuvée par tous.

Des voix se firent entendre, qui protestèrent contre un internement qu'elles trouvaient excessif.

Le D^r Lucas se fit leur avocat. Il demandait que la limite extrême de l'internement fût fixée à 18 ans.

Et il en donnait deux raisons :

Il fallait, disait-il, tout d'abord, adopter cet âge de 18 ans, parce que c'est un âge fréquemment usité en droit pénal, c'est l'âge de la majorité pénale.

Mais cet argument était sans valeur. Car on n'était pas en matière pénale. La Commission a dit et répété que la prostitution n'était pas un délit et que la rétention des mineures ne constituait pas une peine ; elle a posé ce principe au début de ses discussions.

D'ailleurs, même en droit pénal, si, à certains points de vue, on peut considérer l'âge de 18 ans comme la majorité pénale, il n'en résulte nullement que les mineurs internés avant cet âge ne voient pas leur détention se prolonger jusqu'à 21 ans.

Et le D^r Lucas insistait en ajoutant ; « La prostituée mineure ne devrait pas être internée plus longtemps que le délinquant qui l'a détournée et elle le sera en fait. »

S'il fallait limiter l'internement de la mineure à la durée de l'emprisonnement « du délinquant qui l'a détournée », la loi ne devrait s'appliquer que si la mineure avait été débauchée, et si son débaucheur avait été condamné ; il faudrait subordonner l'application de la loi nouvelle à une condamnation pénale. Or,

(1) Com. Extr., 25 séance.

cette thèse, soutenue par le D^r Lucas, avait été formellement repoussée par la Commission Extraparlementaire et à bon droit.

Et même en ce cas, pour quelles raisons s'ensuivrait-il, que l'internement de la mineure ne devrait pas dépasser la durée d'emprisonnement du débaucheur?

Quels rapports établir entre la peine encourue par l'un et la retenue de l'autre en vue de son relèvement moral?

La motion du D^r Lucas ne trouva d'ailleurs que peu de partisans, et fut rejetée par la Commission Extraparlementaire.

Accepter l'âge de 18 ans, comme limite extrême de la durée de l'internement, eut été rendre inutile le vote de la loi de 1908.

D'ailleurs, M. Le Poittevin fit remarquer, pour calmer les scrupules du D^r Lucas et les inquiétudes de M. Yves Guyot (1), que c'était là un principe auquel seraient faites les exceptions nécessaires.

« Lorsqu'on dit, expliquait M. Le Poittevin, que la mineure sera retenue jusqu'à 24 ans, cela n'implique pas l'obligation de la garder jusqu'à sa majorité.

« Si, à un moment quelconque, elle paraît devoir se bien conduire, on la met en liberté provisoire (2). »

b) *Mariage*. — L'internement de la mineure cesse de plein droit avant sa majorité, lorsqu'elle se marie.

L'initiative de cette règle est due au Comité de rédaction de la Commission Extraparlementaire.

« Une addition, dit M. Hennequin, répondait certainement aux vœux de la Commission : elle tendait à limiter la portée du jugement ordonnant le placement en réforme du mineur et à

(1) Com. Extrap., 26^e séance.

(2) Com. Extrap., 25^e séance.

décider que ses effets cesseraient de plein droit en cas de mariage du pupille (1). »

C'est en soi une mesure sage et juste et on ne peut que se féliciter de la voir adopter dans son principe. Il était bon d'admettre que la jeune fille qui acceptait l'idée du mariage, avec toutes ses conséquences, ses obligations et ses charges, soit présumée décidée à envisager la vie par son côté sérieux et ne pas retourner à la prostitution à laquelle elle avait pu se laisser entraîner.

Pourtant, si le principe est bon, l'application qui en sera faite ne sera-t-elle pas abusive et contraire au résultat poursuivi et à son esprit ?

Il n'est pas téméraire de croire que certains mariages n'auront d'autre but que de faire sortir facilement la mineure de l'établissement de réforme. Ils seront un prétexte, prétexte commode, que beaucoup de jeunes filles emploieront pour reconquérir leur liberté, et retourner au plus vite à leur vie de débauche.

Comment prévenir les abus et les empêcher puisque ni l'Établissement ni le Tribunal ne peut exiger certaines conditions ? la justification, par exemple, pour le futur d'une profession avouable et régulière ?

Lorsque les parents auront consenti au mariage, ou qu'il aura été passé outre à leur consentement dans les formes requises à la loi, rien ne peut empêcher la mineure de se marier, et partant de faire cesser son internement.

En sorte que, dès que les mineures connaîtront cette singularité de la loi, elles n'hésiteront pas à se marier avec leurs souteneurs, et à être sûres, soit de sortir de l'établissement de réforme, soit de n'y rentrer jamais. Elles pourront ainsi se livrer à la prostitution en toute tranquillité.

(1) Hennequin, *Op. cit.*, p. 193.

Il se produira un fait analogue à celui qui se passait, sous l'empire de la loi militaire de 89, lorsque les souteneurs se mariaient avec la femme dont ils vivaient, pour ne pas quitter la grande ville.

Il est très regrettable que la loi n'ait pas sur ce point suivi l'opinion de certains membres de la Commission Extraparlémentaire qui ne voyaient dans le mariage qu'un des motifs pour lequel le Tribunal pourrait autoriser la sortie anticipée de la mineure (1).

II. — Exceptions.

A cette règle que la rétention de la mineure dure jusqu'à sa majorité ou son mariage, il y a été apporté un certain nombre d'exceptions.

A. — *Extension.*

Nous trouvons un cas dans lequel la mineure pourra rester dans l'établissement passée sa majorité. Nous disons que la mineure pourra rester et non pourra être retenue.

Il se peut, en effet, qu'au moment où elle atteindra sa majorité, elle se trouve dans une situation de santé par trop précaire : il se peut aussi que son placement ait à souffrir d'une sortie alors intempestive.

Aussi l'article 34 du règlement d'administration publique du 13 juin 1910 pare-t-il aux inconvénients qui pourraient alors se produire dans ce cas, et autorise-t-il l'établissement à garder la mineure, bien qu'elle ait atteint la limite extrême de rétention dans la maison de réforme.

(1) M. Bérenger, 25^e séance, Com. Ex.

M. Augagneur, 26^e séance.

Cette faculté de conserver la mineure est soumise aux conditions suivantes :

a) Il faut que le départ immédiat de la jeune fille paraisse susceptible de compromettre sa santé ou contrarier son placement ;

b) Que la mineure y consente expressément ;

c) Que cette mesure soit essentiellement provisoire, d'une durée de quelques jours.

Pour éviter tout abus sur ce point, le règlement d'administration publique décide, que tout retard dans la libération de la mineure, dans les conditions ci-dessus, doit être porté à la connaissance du Préfet, dès qu'il dépasse un délai de 8 jours.

Le règlement ajoute, en ce qui concerne l'administration de l'établissement, « que la mineure ainsi conservée cesse de compter à l'effectif, mais est hospitalisée et traitée comme les autres pensionnaires ».

B. — *Restrictions.*

Bien que ce relèvement des jeunes prostituées soit une tâche ardue et difficile, bien que pour la majorité des mineures, il ne soit pas superflu de pouvoir les garder jusqu'à leur majorité, il pouvait se présenter des cas, — et il fallait les espérer nombreux — où la mineure mériterait sa libération avant d'avoir atteint sa majorité.

C'est l'objet des articles 9 et 10 de la loi de 1908.

Nous examinerons donc successivement trois points :

Les conditions auxquelles est soumise la libération provisoire de la mineure.

Les personnes qui peuvent la décider ou la requérir.

Les mesures provisoires prévues par la loi.

1. — Conditions auxquelles est soumise la libération provisoire anticipée.

Pour que la mineure puisse être l'objet des mesures de faveur que loi prévoit, sortie provisoire, placement provisoire, remise provisoire aux parents, il faut et il suffit « que l'amendement de la mineure paraisse les justifier » (art. 9).

C'est la rédaction que la Commission Extraparlémentaire avait adoptée sur l'insistance de MM. Le Poittevin et Bérenger.

« Ce que l'on vise, disait le premier, c'est la certitude, humaine en l'espèce, certitude que la jeune fille a sincère et bonne volonté de travailler, qu'elle fait preuve de relèvement moral. Cela seul peut, doit lui valoir sa liberté, sa sortie provisoire (1). »

Il ne fallait pas enfermer dans un texte trop précis, et partant dangereux ou inutile, la sortie anticipée de la mineure. Il fallait laisser, à ceux qui auraient mission de décider, un large pouvoir d'appréciation. C'est le point sur lequel appuyait M. Bérenger. « En matière de réformation pédagogique tous les cas doivent être solutionnés individuellement. C'est le directeur de la maison qui doit juger, en pareille matière, de la conduite à tenir, vis-à-vis de chacune de ses pupilles : il ne faut donc pas lui imposer une règle absolue (2). »

M. l'Inspecteur général Brunot combattit vivement le texte, qu'il trouvait trop imprécis, il en voulait un où l'arbitraire soit moins grand :

« Il est indispensable, disait-il, de fixer, au moins par quelques conditions générales, la sortie anticipée de la mineure ; sans cela on verra se produire le fait suivant :

« Parmi les établissements de réforme, il y aura ce qu'on peut

(1) Com. Extr., 25^e séance.

(2) Com. Extr., 26^e séance.

appeler les bons et les mauvais : on peut être sûr — les précédents sont connus — que les mauvais mettront les pupilles en exploitation réglée. Ayant intérêt (?) à retenir des jeunes filles dont la capacité comme ouvrières augmentera avec les années, si le texte légal ne contient pas de dispositions topiques, les mauvais garderont les enfants jusqu'à 21 ans (1). »

D'abord, pourquoi décider qu'il y aura des bons et des mauvais établissements ?

Comment les mauvais, s'ils voient jamais le jour, feraient-ils pour subsister, étant donnée la surveillance étroite dont ils seront l'objet ?

De plus, si la Commission avait adopté les idées de M. l'Inspecteur général Brunot et présenté un texte plus rigoureux, à quelles difficultés ne se serait-on pas heurté pour arrêter une rédaction satisfaisante ? La discussion qui s'engagea sur ce point en est une preuve évidente.

Quelles seront les conditions précises que l'on pourrait exiger. Les avis les plus différents ont été émis.

M. le sénateur Béranger soumettait la sortie de la mineure « à l'achèvement de l'apprentissage d'un métier ».

D'autres exigeaient que la mineure ait « tout à la fois appris un métier et donné des preuves évidentes de sa réformation morale. »

D'autres enfin, avec M. Turot, présentaient un système opposés à celui de M. Béranger. « La mineure devait être retenue jusqu'à sa majorité, à moins qu'il n'ait été constaté par l'autorité compétente, qu'elle a justifié de son relèvement moral. »

Pour M. Turot, une seule chose importait, une seule condition devait être exigée : le relèvement moral. La question de savoir si la mineure pouvait gagner sa vie ne devait pas faire

(1) Com. Extrap. 26^e séance.

obstacle à sa libération, si la régénération morale était accomplie.

Aussi son système rencontra-t-il de nombreux adversaires.

« La pratique sérieusement recherchée d'un métier bien su, déclarait M. Fiaux, met ou, tout au moins, peut mettre l'ouvrière en condition de ne pas avoir recours aux basses pratiques de la prostitution vulgivaque dont s'occupe la Commission.

« En tous cas, en restant sur le terrain des faits, on se heurte presque toujours à cette situation... que l'immoralité prostitutionnelle d'une jeune ouvrière est presque constamment liée à l'impossibilité où elle est de gagner honorablement sa vie, parce qu'elle n'a pas de métier, ou que, en ayant un, elle le connaît mal. Les mortes-saisons, les chômages, la maladie, les salaires insuffisants, ont leur très grande place dans l'étiologie de la prostitution, mais le premier atout pour une ouvrière en faveur d'une vie morale, parce qu'elle sera honorablement occupée, est la connaissance accomplie du métier. Une ouvrière qui possède bien son métier, prend d'abord une incontestable dignité, qui est déjà une sauvegarde : c'est un fait d'observation (1). »

L'avis de M. Fiaux était partagé par M^{me} Avril de Sainte-Croix. « Il suffit, affirmait-elle, avec sa grande expérience, qu'une ancienne prostituée ait l'habitude du travail pour qu'on puisse la considérer comme étant moralisée. Après expérience faite, ajoutait-elle, aussi bien à la maison de refuge de Clamart, qui reçoit exclusivement des mineures, que dans son propre établissement, à l'Œuvre libératrice, où sont admises des majeures et des mineures, on en est arrivé à admettre comme conclusion que, quand une femme travaille, elle est sauvée. »

(1) Com. Extr., 26^e séance.

Mais, si ces affirmations contenaient une part de vérité, nous avons vu qu'il ne fallait rien exagérer, surtout en ce qui concerne les mineures. C'est ce que M. Béranger fit d'ailleurs remarquer.

« M. Hennequin a dit : « C'est le travail qui seul relève ? Une femme laborieuse doit être mise en liberté ». Cela est possible, vraisemblable, vrai même pour une femme mais pour les jeunes filles, il en est autrement. La Commission, poursuivait l'honorable sénateur, on ne doit pas l'oublier, s'occupe d'enfants, de toutes jeunes filles, de mineures et l'on a malheureusement de trop fréquents exemples dans les établissements de relèvement de jeunes mineures qui se montrent très laborieuses pendant leur séjour forcé, et retombent dans la vie libre, puis dans la prostitution, dès que la porte de la maison leur a été ouverte.... (1) »

La formule de M. Turot ne satisfaisait pas M. le Procureur Général Bulot :

« Il faudrait réserver, disait-il, une certaine marge d'appréciation touchant ce fait que la mineure a le moyen d'exercer un métier dans les conditions suffisantes pour assurer son existence. Elle devrait commencer par dire : « J'ai du travail dans telle maison » : on verrait alors ce que vaut cette affirmation. Mais, si on la relâche simplement parce qu'elle sera relevée moralement, elle retrouvera, dès sa sortie, ses salaires de misère et alors on ne tardera pas à pouvoir dire d'elle ce que disait, récemment, un rapporteur à la Chambre des appels correctionnels, parlant d'une malheureuse ouvrière employée dans un atelier de fleuriste : « Elle fait des plumes le jour et le trottoir la nuit. »

Si la Commission avait adopté le système préconisé par le Procureur Général, la sortie anticipée, avant la majorité, aurait été, le plus souvent, en fait, irréalisable, bien que cependant

(1) Com. Extr., 26^e séance.

les Etablissements dussent avoir comme premier devoir de placer leurs pupilles.

La liberté d'appréciation nécessaire pour chaque cas particulier, rendait impossible à la Commission de pouvoir préciser dans un texte les conditions à remplir pour accorder la libération provisoire. « Au demeurant, ajoute M. Hennequin dans son rapport, n'était-il pas préférable et suffisant de viser seulement la réformation morale du mineur accomplie implicitement par l'habitude reprise du travail notamment ? (1) »

C'est ce qu'ont pensé et la Commission Extraparlementaire et le législateur en décidant que la sortie provisoire serait accordée à la mineure dont l'amendement paraîtrait la justifier.

En fait, dans la presque-unanimité des cas, chaque fois que la libération provisoire sera accordée à la mineure, elle le sera sous la double condition.

a) De son relèvement moral accompli.

b) De la connaissance d'un métier susceptible de procurer les moyens d'existence suffisants.

Ce sera l'application, en fait, de la proposition de M. Augagneur à la Commission Extraparlementaire (2).

2°. — Qui accordera à la mineure la libération provisoire ?

Lors de l'examen de cette question par la Commission Extraparlementaire, deux systèmes se sont trouvés en présence.

Les uns, avec MM. Le Poittevin et Bérenger, laissaient à l'établissement le soin de décider s'il y avait ou non lieu d'accorder une mesure de faveur à la mineure.

Bien des raisons militaient en faveur de cette solution.

(1) Hennequin, *Op. cit.*, p. 185.

(2) Com. Extr., 25^e séance.

« Pour prononcer la mise en liberté provisoire, la sortie provisoire, déclarait M. Le Poittevin, il n'y aura pas besoin d'avoir recours au Tribunal, ici la formalité n'est pas exigible....

Il suffit de « reprendre la loi de 1850, et de rechercher une analogie. On remarque de suite qu'une intervention du tribunal correctionnel n'est pas nécessaire pour élargir, à titre provisoire, un jeune détenu envoyé dans la colonie, par décision judiciaire...

« Au surplus, les sorties provisoires peuvent être d'une nature et d'une durée très variables. M^{me} Avril de Sainte-Croix est à la tête d'une maison de secours ; elle va laisser sortir deux jours une jeune fille qu'elle a reçue, faudra-t-il une décision du Tribunal ? (1) »

Si oui, que de frais, de démarches, d'entraves de toutes sortes, pour les établissements de réforme. Si oui, c'est la sortie provisoire, la libération anticipée, inscrite dans la loi, et ne s'appliquant jamais.

En faveur de la thèse de M. Le Poittevin, un autre argument se présentait, c'est que seul l'établissement de réforme est à même de juger si la mineure est digne ou non de cette faveur, si cette mesure peut ne pas être nuisible, ou même être bienfaisante, car seul il connaît la mineure, et peut apprécier en toute connaissance de cause si la mesure convient à son caractère, à son tempérament, à son mérite.

« Il faut laisser aux directeurs des œuvres de réformation, déclarait M^{me} Avril de Sainte-Croix, le soin de décider si la jeune fille est apte ou non à recouvrer sa liberté. »

M. Béranger était aussi formel. Pour lui il ne pouvait y avoir l'ombre d'une hésitation ; la seule personne qualifiée pour

(1) Com. Extr., 26^e séance.

prendre cette décision était le directeur de l'établissement, sauf recours si le législateur le jugeait utile.

« Le Tribunal, exposait M. Le Poittevin, a confié la mineure à un établissement approprié à sa réformation morale. Cet établissement a un droit de garde nettement établi. La pupille lui appartient en vue du relèvement à parfaire, et si les parents la lui retiraient, ils commettraient le délit d'enlèvement d'enfant. Il est seul juge du meilleur moyen à employer pour assurer le relèvement moral de l'enfant. S'il estime que, pour atteindre un tel but, de petites sorties destinées à chercher du travail sont nécessaires, il faut qu'il lui soit loisible de régler ces sorties..... Il faut lui laisser une grande latitude à cet égard. »

Mais tel n'était pas l'avis du Procureur Général Bulot. « Même pour la sortie provisoire, il n'y a, disait-il, qu'un organe qualifié pour prendre cette mesure, c'est le Tribunal. »

Et, à l'appui de son affirmation, il invoquait deux raisons :

La première, est une des manifestations de l'esprit de défiance à l'égard des établissements privés. Plus la mineure travaille bien, plus sa conduite est irréprochable, plus elle mérite sa libération anticipée, sa sortie provisoire, mais, plus aussi l'établissement a intérêt à la garder. Dès lors, n'y a-t-il pas lieu de redouter que, « charité bien ordonnée commençant par soi-même », l'établissement envisage son intérêt avant celui de la mineure, et conserve cette dernière au lieu de lui ouvrir les portes de la maison de réforme ?

Il y avait un second argument invoqué par M. Bulot : la sortie provisoire peut en réalité, et on doit même le souhaiter, devenir la sortie définitive : dès lors n'était-il pas logique que la mineure internée en vertu d'un jugement ne soit libérée également qu'en vertu d'une décision judiciaire ?

Cette dernière raison n'avait qu'une faible valeur : et puisque le législateur de 1850 n'avait pas cru devoir s'y ar-

rêter, pourquoi celui de 1908 y attacherait-il plus d'importance, alors surtout qu'aucune critique sérieuse n'avait été adressée à ce qui se passe aujourd'hui ?

Les abus que M. Bulot craignait de voir se commettre, pour la libération provisoire, ne devaient pas, *ipso facto*, retirer au directeur, à l'établissement, la faculté de pouvoir procéder à la libération provisoire de la mineure ; d'autant, d'une part, que l'on pouvait espérer, sans aucune témérité, que les bons établissements, se préoccupant avant tout des intérêts de la mineure, seraient beaucoup plus nombreux que les mauvais, et, d'autre part, que, même en présence d'un mauvais établissement, il suffirait d'instituer un organe de surveillance, dont l'intervention serait notamment possible en matière de libération provisoire.

Ce fut l'idée soumise à la Commission Extraparlamentaire par M. Brunot.

« La Commission, disait-il, n'a qu'à demander qu'il soit fait pour les nouveaux pupilles, comme il est fait pour les jeunes détenus ; il existe pour ces derniers un organe d'administration intérieure qui donne d'excellents résultats : c'est la Commission de libération conditionnelle. Que la Commission propose la création d'un organe analogue pour les mineures prostituées. Cette Commission établira pour tous les établissements sans distinction une règle commune (1). »

M. Turot proposa de son côté de décider que l'établissement pourrait accorder la sortie provisoire de la mineure sur l'avis des Comités de patronage et de surveillance, à l'exemple de ce qui se passe aujourd'hui pour certains établissements.

« A côté de personnages exerçant ou ayant exercé des fonctions publiques, on rencontre, dans ces comités, des brodeurs,

(1) Com. Extr., 26^e séance.

des modistes, des couturières, qui s'intéressent très sincèrement aux jeunes filles dont elles suivent les progrès avec sollicitude, qu'elles conseillent, auxquelles elles procurent des places à leur sortie quand elles ne les reçoivent pas dans leurs propres ateliers. Elles exercent aussi une tutelle morale.... Dans tous les établissements placés sous la direction du Conseil municipal de Paris, ou du Conseil général de la Seine, il existe ce qu'on appelle un Comité de Patronage... par exemple les Ecoles Professionnelles ; eh bien ! dans chacune d'elles, il existe un tel comité, composé de conseillers municipaux, de délégués du ministre du Commerce, de particuliers compétents, de couturières, par exemple... C'est un rouage de protection contre toute velléité d'exploitation de la part d'un directeur. Le fonctionnement se fait admirablement... »

La loi de 1908 adopta en partie cette manière de voir, puisqu'elle subordonne la libération ou sortie provisoire de la mineure accordée par l'établissement qui en a la garde à l'avis conforme du conseil de surveillance (art. 9).

3°. — Qui peut provoquer les mesures provisoires en faveur de la mineure ?

a) L'établissement, dit la loi, pourra y procéder spontanément.

Il est plus à même que quiconque, en effet, d'apprécier les mesures les plus aptes à assurer le redressement de la mineure. Il devait donc pouvoir la mettre en liberté provisoire. Toutefois, il ne peut le faire que sur « avis conforme de conseil de surveillance ».

C'est donc en fin de compte ce dernier de qui dépend la mise en liberté de la mineure. Car aucun recours n'est ouvert en ce cas contre sa décision.

b) Mais pour éviter les abus, pour empêcher les établisse-

ments de conserver chez eux — avec la complicité du Conseil de surveillance — des mineures dignes de la libération provisoire, la loi ajoute que le « Ministère Public et les personnes spécifiées en l'article 11 — c'est-à-dire les personnes investies de la puissance paternelle, de la tutelle, de la surveillance, en vertu des articles 141 et suivants du Code civil, et du Droit de garde conféré par une décision de justice — pourront requérir cette mesure » (article 9).

Ces personnes sont donc limitativement désignées par la loi.

Certains membres de la Commission Extraparlamentaire (1) auraient voulu, sur ce point, un texte plus compréhensif. Pour eux, tout particulier et spécialement les inspecteurs généraux des services administratifs devaient pouvoir prendre l'initiative de la libération provisoire.

D'aucuns même voulaient laisser aux inspecteurs généraux le soin de décider la sortie provisoire de la mineure.

A cette énumération donnée par la loi, des personnes pouvant requérir la libération provisoire, il aurait fallu ajouter l'intéressée, la mineure elle-même, et la faire bénéficier ainsi du recours donné contre la décision du Conseil de surveillance, à ceux qui ont droit de requérir la libération provisoire.

La Commission Extraparlamentaire a, à tort, et sans raison refusé à la mineure le droit de réclamer sa libération provisoire.

« Tout à l'heure, expose M. Béranger, j'ai entendu dire que la demande en libération pourrait émaner de la famille ou de la fille elle-même. En ce qui concerne cette dernière, une telle requête ne saurait être recevable. D'abord la fille est mineure.

(1) Com. Extr., 26^e séance. M. Le Poittevin ; Guyot ; M^{me} Avril de Sainte-Croix.

En second lieu, il ne faut pas perdre de vue qu'elle protestera forcément contre la privation de sa liberté et cela dès le premier jour de sa détention dans la maison de réforme. Si on lui accorde la faculté de réclamer elle-même son élargissement, le Tribunal sera assailli par une foule innombrable de demandes ».

Pour obvier aux inconvénients signalés, il aurait suffi, d'une part, de décider, ainsi que la Commission Extraparlementaire l'avait fait, qu'en cas de rejet, la demande ne pourrait pas être renouvelée avant un certain délai, d'autre part, qu'elle ne pourrait être formulée qu'après un certain laps de temps passé par la mineure dans l'établissement.

De ce que certaines personnes ont seules le droit de *requérir* la mise en liberté provisoire, il ne s'en suit pas, que tout particulier et spécialement la mineure ne puisse *demandeur et solliciter cette mesure* en s'adressant soit au Directeur de l'établissement, soit au Procureur de la République. Mais aucun recours ne lui est ouvert s'il n'est pas donné suite à sa demande.

Il en est tout autrement des personnes qui peuvent requérir la libération provisoire.

Lorsque le Conseil de surveillance a rejeté leur demande ils en sont avisés par son Président qui doit notifier la décision par lettre recommandée.

Ils peuvent alors se pourvoir devant la Chambre du Conseil.

α) Mais quel sera le Tribunal compétent ? La loi ne le spécifie pas, elle dit simplement qu'un recours est ouvert devant la Chambre du Conseil.

Le texte de la Commission Extraparlementaire ajoutait : « dans l'arrondissement duquel est placé le mineur ».

Mais ce membre de phrase supprimé dans le projet du Gouvernement n'a pas été rétabli.

Quel sera donc le tribunal compétent? sera-ce celui qui a ordonné le placement du mineur, sera-ce celui dans l'arrondissement duquel se trouve l'établissement?

« Pour l'une ou l'autre de ces deux solutions, écrit M. Prévost, il y avait législativement de sérieuses raisons à faire valoir. Pour la compétence du Tribunal de lieu d'internement on pourrait invoquer les facilités plus grandes de renseignements qui pouvaient être fournis, soit par le Directeur, soit par le Conseil de surveillance, soit par le Procureur de la République, tenu de visiter l'établissement et de se rendre compte de son fonctionnement... Pour la compétence du Tribunal qui a ordonné l'internement on pouvait objecter qu'il a entre les mains l'instruction initiale. Sans doute il eut toujours été possible de réclamer le dossier du mineur. Mais pouvait-on donner à un Tribunal le droit de modifier le jugement rendu par un autre Tribunal...? (1) »

Et M. Prévost estime, qu'à défaut de texte spécial, il faut appliquer les principes généraux du droit, énoncés dans les articles 472 et 554 du Code de Procédure civile et d'après lesquels le Tribunal qui a rendu un jugement doit seul connaître de son exécution ou de son interprétation.

C'est d'ailleurs, ajoute M. Prévost, ce qui a toujours été fait pour les difficultés relatives à la garde des enfants, en matière de séparation de corps et de divorce.

Pourtant, la solution première préconisée par la Commission Extraparlémentaire et attribuant compétence au Tribunal de l'arrondissement dans lequel était situé l'établissement de réforme eut été plus pratique et eut permis une décision plus éclairée et plus rapide.

β) Le recours est ouvert pendant cinq jours — le texte de la

(1) *Op. cit.*, p. 287.

Commission portait 8 jours. Ce délai court du jour de la notification faite par le président du Conseil de surveillance, aux personnes dont la demande est rejetée.

Le texte primitif du Sénat spécifiait ce point de départ du délai. La Commission de la Chambre l'a supprimé, considérant qu'il surchargeait inutilement le texte, n'étant que l'application pure et simple des principes généraux du droit.

γ) Comment saisira-t-on le Tribunal ? Quelle procédure suivre ? Sera-ce celle, *mutatis mutandis*, inaugurée par la loi de 1908 ? sera-ce celle ordinaire suivie devant la Chambre du Conseil.

A défaut de dérogation expresse, c'est cette dernière qu'il faudra appliquer ; dès lors, on le voit, cette partie de la loi peut entraîner des frais assez élevés, et des complications et des inconvénients qu'il était certainement dans l'intention du législateur d'éviter.

L'établissement et le Conseil de surveillance qui a rejeté la demande doivent être mis en cause.

Il faut également noter qu'à défaut de dérogation dans la loi, la décision ainsi rendue par le Tribunal civil peut être portée devant la Cour.

Mais n'est-ce pas contraire à l'intention du législateur et pour lui le recours devant le Tribunal civil ne devait-il pas être tranché par cette juridiction en dernier ressort ?

La Commission Extraparlementaire et, après elle, le Sénat, avait décidé que « lorsque la demande serait rejetée par le Tribunal, elle ne pourrait être renouvelée avant l'expiration d'un délai de six mois ».

La Commission de la Chambre des députés a supprimé cet alinéa, sans donner aucune raison de cette suppression.

La demandé en libération provisoire peut donc être renou-

velée sans aucune limitation. Dès lors, on voit combien est inutile cette prescription de la loi n'accordant qu'un délai de 5 jours pour se pourvoir devant le Tribunal contre la décision du Conseil de surveillance.

Une fois ce délai écoulé, il suffira, pour le faire revivre, de requérir à nouveau la libération provisoire de la mineure.

La Commission de la Chambre a également retranché, sans en donner de motifs, du texte adopté par le Sénat, l'alinéa spécifiant que « le parent ou particulier auquel un mineur aurait été confié, pourrait procéder à son placement provisoire sur avis conforme du ministère public », tout en laissant la possibilité d'un recours, en cas de refus de la part du ministère public.

La suppression faite par la Chambre se comprend aisément ici ; cette prescription de la loi eut été lettre morte. — D'ailleurs, elle eut été inutile, puisque la loi avait décidé qu'un règlement déterminerait les conditions du placement chez un particulier et que les parents ou particuliers sont, nous l'avons vu, sous la surveillance « du Préfet ou sous son autorité par les personnes déléguées par lui » (article 50 du règlement d'administration publique du 12 juin 1910).

La décision judiciaire qui confie un mineur à un particulier, fixe « les conditions du placement » aux termes de l'article 37 du règlement. Elle peut donc statuer, en ce qui concerne les conditions de libération provisoire.

D'ailleurs, si le Préfet s'apercevait qu'un placement est dangereux pour un mineur, il n'aurait qu'à saisir le procureur de la République, qui solliciterait du Tribunal une décision nouvelle concernant la garde du mineur.

4°. — Mesures provisoires qui peuvent être prises.

Loi la : en prévoit trois

- a) La remise aux parents.
- b) La sortie provisoire.
- c) Le placement provisoire.

Ces trois mesures sont essentiellement provisoires, bien qu'une rédaction défectueuse puisse, à première vue, laisser croire que la sortie seule est provisoire.

Appelé à s'expliquer lors de la discussion devant le Sénat, M. Béranger fournit sur ce point des explications très précises et très formelles :

« Nous avons estimé que le mot « provisoire » s'appliquait à tous les termes précédents. Néanmoins, pour donner satisfaction à M. le Commissaire du Gouvernement nous le mettrons au pluriel ».

Et il ajoutait plus loin :

« La pensée de la Commission est évidente, il s'agit de la remise provisoire. Ce qui le prouve bien c'est que la Commission parle du placement : *évidemment* c'est d'un placement provisoire, et cependant elle n'a mis le mot provisoire qu'après le dernier des trois termes entre lesquels l'établissement peut choisir ».

Pour calmer les scrupules de certains de ses collègues, M. Béranger avait déclaré que la Commission remanierait le texte, et le rédigerait ainsi : « l'établissement... peut à titre provisoire (1) ».

Cette rédaction n'a pas vu le jour. Il est à croire que pressée par la clôture de la session qui était proche, la Commission sénatoriale désirant en finir au plus tôt avec cette loi a oublié de faire la rectification demandée.

Mais si l'interprétation du texte laissait encore un doute, il suffirait, pour le faire disparaître, de rapprocher ce texte de l'article 9 du 2^e alinéa de l'article 10. — celui-ci dit que « le

(1) Sénat, *Débats*, 1907, séance 7 juin.

Tribunal peut seul accorder la sortie définitive avant la majorité » — et de l'article 10-1° qui traite de la révocation de la décision qui a accordé la sortie ou le placement provisoire (1). »

a) *Remise aux parents.* — Ici le mot parents ne doit pas être pris dans le sens large qu'il a dans l'article 1^{er} de la loi. Il faut l'entendre *stricto sensu* ; il doit ici désigner uniquement les père et mère.

Nous devons faire, pour cette remise aux parents, les mêmes remarques que nous avons exposées, lorsqu'il s'agit de la remise directe ordonnée par le Tribunal. Pratiquement elle ne devra être que peu usitée, car elle ne peut intervenir, sans crainte de voir anéantir ce qui a été obtenu, que sous une double condition : que les parents en soient dignes, et qu'ils soient capables de maintenir leur fille dans la vie honnête qu'elle entend mener désormais. Par suite de cette dernière condition, il est à craindre, malheureusement, qu'elle ne puisse être appliquée que rarement.

b) *Sortie Provisoire.* — Lors de la discussion à la Commission Extraparlementaire de la question de la libération anticipée de la mineure, on a assez souvent et indifféremment employé les termes de « libération provisoire, sortie provisoire, placement provisoire », bien que, cependant, ils aient chacun un sens précis.

Ce sont MM. Le Poittevin et Saint-Aubin qui ont très nettement expliqué ce qui distinguait la sortie provisoire du placement provisoire.

« Si l'établissement, disait le premier, estime que de petites sorties destinées à chercher du travail sont nécessaires, il faut qu'il lui soit loisible de régler ces sorties. L'enfant est dehors ; on constate qu'il y a danger à l'y laisser ; immédiatement elle

(1) Ici c'est au placement que se rapporte le mot provisoire.

rentre. Voilà pour la sortie provisoire... Au surplus, ajoutait-il, les sorties provisoires peuvent être d'une nature très variable. Cela peut ne durer que huit jours, deux jours seulement peut-être (1). »

« Il ne faut pas confondre, fait observer de son côté M. Saint-Aubin, la sortie provisoire et la libération provisoire. Une sortie provisoire peut être un simple congé de deux, de huit jours.

« La libération provisoire a cela de caractéristique, a ce résultat considérable qu'elle peut se prolonger jusqu'à 21 ans et devenir en réalité la libération définitive, si l'enfant ne retombe pas dans la prostitution. »

La sortie provisoire sera donc une sortie de quelques jours au plus accordée à la mineure.

Le plus souvent elle précédera, soit la libération provisoire, soit la sortie définitive, et permettra aussi à la mineure de se procurer une place, si le Comité de Patronage, qui peut se former près de chaque établissement, n'est pas constitué ou n'est pas dans la possibilité de trouver une situation à toutes les mineures, lorsqu'elles quittent l'établissement.

La sortie provisoire pourra, nous estimons quant à nous, et à titre tout à fait exceptionnel, être accordée à la mineure au cours de sa rétention, soit à titre de récompense, pour lui permettre de participer à une fête de famille, par exemple, soit pour lui permettre de se trouver au milieu des siens dans des circonstances douloureuses.

Mais, en tous cas, l'établissement et le Conseil de surveillance devront user du plus grand tact et de la plus grande prudence.

c) *Placement Provisoire.* — En principe, chaque placement provisoire devrait devenir définitif.

(1) Com. Extr., 26^e séance.

Il serait à souhaiter que chaque mineure placée provisoirement, franchisse pour toujours la porte de la maison de réforme.

Comment s'effectuera le placement provisoire ? Sur ce point les travaux préparatoires ne s'expliquent point. Chaque fois que la question a été discutée, on a envisagé l'hypothèse d'une mineure travaillant chez un patron urbain comme si elle n'avait pas été internée en vertu de la loi de 1908. On avait même abordé le point de savoir, si, lorsque la mineure serait placée provisoirement, elle devrait être logée par son patron. La Commission Extraparlementaire avait décidé la négative, en expliquant que si l'on adoptait l'avis contraire, si l'on « tenait la mineure en laisse », si on lui faisait sentir perpétuellement son état de dépendance, le placement provisoire ne pourrait avoir aucun résultat utile ni bienfaisant.

En soi le placement provisoire peut produire d'excellents résultats.

α) Tout d'abord, tandis qu'elle est internée la mineure par l'espoir d'une sortie possible avant sa majorité, sera incitée, à se bien conduire, à accomplir avec exactitude la tâche qui lui sera imposée ; en un mot, elle fera tous ses efforts pour obtenir par sa conduite et son amélioration la faveur qu'elle poursuit sans cesse : le placement provisoire. Celui-ci sera un stimulant, un adjuvant puissant pour la réformation morale des mineures.

β) Lorsque la mineure aura enfin obtenu son placement provisoire, celui-ci, sous la tutelle bienveillante de l'établissement et du Comité de Patronage, sera un échelon vers la liberté complète absolue, dont il permettra à la mineure de faire l'apprentissage.

γ) La mineure sera aussi maintenue dans la voie droite, par le caractère précaire du placement. La possibilité de la révoca-

tion, toujours suspendue sur la tête de la mineure comme une épée de Damoclès, facilitera ses efforts et soutiendra sa bonne volonté ; elle prendra l'habitude de la vie honnête et laborieuse, et, une fois l'habitude prise, la mineure sera presque toujours sauvée et d'une façon définitive.

Mais pour que ces heureux résultats puissent se produire, il faut que la mineure soit placée chez un patron, — homme d'une honorabilité incontestée et au-dessus du plus léger soupçon sans aucun doute — mais, qui en outre, à ses connaissances professionnelles joigne les qualités requises pour la rééducation qu'il sera obligé de parachaver ou de maintenir : il ne devra pas seulement se préoccuper d'apprendre un métier à la jeune fille, de la mettre à même de le lui faire exercer d'une manière profitable et pour lui et pour elle, il devra songer également, qu'il a une jeune fille à préserver et à redresser. Il devra l'entourer de sollicitudes particulières, et veiller sur elle plus que sur toute autre.

D'ailleurs, ce qu'il pourra faire à ce point de vue, sera le plus souvent singulièrement diminué, s'il n'a la mineure chez lui que pour les heures de travail, s'il ne doit se charger d'elle qu'à l'atelier et pas en dehors.

Pour essayer de remédier à certains inconvénients que pourrait présenter le placement provisoire, le règlement d'administration publique décide que la mineure est sous « la garde et la surveillance du Préfet du lieu où elle se trouve » (art. 40), surveillance qui s'exerce ainsi que nous l'avons exposé.

Et pour faciliter l'application au cas particulier du placement provisoire, de cette règle générale, le règlement dans son article 33 stipule que :

« Chaque fois qu'intervient une des mesures provisoires prévues à l'article 9 de la loi 11 avril 1903, l'établissement en avise le Préfet et le Procureur de la République.

« Ceux-ci, au cas où la résidence du mineur se trouverait, par l'effet des mesures susvisées, transférée dans un autre département ou autre arrondissement, avisent de leur côté le Préfet et le Procureur de la République de la nouvelle résidence ».

Une des grosses préoccupations de M. Bérenger, lors de la discussion sur le placement provisoire, avait été d'éviter de voir recueillir les mineurs par des patrons, officiellement gens très honorables, mais qui, au fonds indifférents, et négligeant complètement la convalescence morale des mineurs, n'auraient vu dans celles qu'on leur confiait que des machines à gagner.

Il pouvait s'en présenter, on pouvait le redouter, qui, non seulement ne se seraient pas préoccupés de la mineure, mais l'auraient odieusement exploitée, en lui imposant en quelque sorte de retourner au ruisseau à cause des salaires de misère qu'ils auraient accordés.

Aussi, à son instigation, la Commission sénatoriale avait-elle décidé que :

« Dans le cas de placement provisoire, chez un particulier, un contrat devait préciser les conditions et notamment prescrire la constitution d'un pécule pour le mineur, sur le produit de son salaire (1). »

Le projet du Gouvernement était muet sur ce point.

La Commission sénatoriale rétablit la nécessité du contrat, dans le texte né de la fusion de sa première proposition et du projet gouvernemental.

« L'art. 3 du projet du Gouvernement, écrit son honorable rapporteur, prescrit les obligations qui incomberont à l'établissement hospitalier, aux parents, aux particuliers chargés de la garde des mineurs en cas de placement provisoire. Mais il ap-

(1) Sénat, *Impressions*, 1905, n° 36 et 36 recto bis.

paraît incomplet en ce qui touche les obligations qu'il importe de leur imposer. La proposition primitive prescrivait que ces obligations devaient être précisées par un contrat.

« La Commission a jugé cette prescription utile. Elle l'a en conséquence rétablie (1). »

Et, à la tribune, M. Béranger soutint avec énergie cette rédaction, elle était indispensable selon lui.

« Remarquez, disait-il le 4 juin, que le projet de la Commission exige un contrat. Je considère qu'à ce point de vue, il est préférable au projet du Gouvernement. Celui-ci prévoit le cas où un enfant peut être placé à l'extérieur, mais il n'impose pas à la société de faire un contrat avec l'individu qui emploiera cet enfant. D'après le projet de la Commission, la société ne pourra pas placer un enfant chez un tiers sans faire un contrat dans lequel seront stipulées les conditions qui lui paraîtront essentielles pour que l'éducation professionnelle et la situation morale de l'enfant soient suffisamment assurées. Il est donc tout naturel que, dans ce contrat, on impose à la personne qui emploie l'enfant, l'obligation du pécule. »

M. Hennequin défendit, par contre, le texte du projet gouvernemental que, sur divers points, il trouvait supérieur à celui de la Commission.

« Le projet du Gouvernement, disait-il, comportait implicitement l'idée d'un contrat de placement, puisqu'il disait que l'établissement ayant la garde du mineur libéré provisoirement conserverait l'administration de son salaire et aurait la charge de l'entretien du mineur. Mais il y a une très grande différence entre les deux conceptions de l'article... En ce qui concerne le contrat écrit, pour tout placement chez un particulier, je crains que cette obligation ne présente parfois des difficultés (2). »

(1) Sénat, *Impressions*, 1907, n° 120.

(2) Sénat, *Débats*, 1907, séance du 4 juin.

Mais, interrompait aussitôt M. Bérenger, « c'est ce qui se fait pour les enfants assistés. Vous nous demandez d'un côté d'appliquer à ces enfants les règles de l'Assistance publique et d'un autre côté de ne pas leur appliquer celles qui existent déjà ».

M. Hennequin ne se montrait pas opposé d'ailleurs à la nécessité du contrat, puisqu'ainsi « qu'il avait eu l'honneur de le dire, nous n'avions pas expressément prévu le contrat de placement mais nous l'avions visé implicitement... (1) »

Ce n'était pas assez et M. Bérenger, au nom de la Commission, demandait le maintien intégral de son texte.

« Quant à la nécessité que nous avons introduite, répliquait-il, d'imposer un contrat à l'individu chez qui l'enfant sera placé, c'est un vœu qui a toujours été émis par les fonctionnaires de l'Administration de l'Assistance Publique; je crois même qu'il est actuellement réalisé et qu'il est dans les usages de l'Assistance Publique d'imposer ce contrat.

« C'est indispensable et il me semble que M. le commissaire du Gouvernement ne demande pas avec beaucoup d'insistance que nous supprimions cette disposition : il en a même reconnu tout à l'heure l'utilité.

« Pourquoi ce contrat? parce qu'il faut bien fixer d'une manière précise, quand il n'y aurait que ce point, le salaire de l'enfant : il faut bien prévoir certaines éventualités; or, c'est sur son salaire, en premier lieu, qu'on devra pourvoir à son entretien. Il y a là certaines conditions qui peuvent être utiles; il y a, en un mot, des garanties particulières à prendre à l'égard de ce tiers qui se présente et qui promet d'avoir soin de l'enfant; c'est pour cela que nous pensons qu'un contrat écrit est indispensable (2). »

Convaincu par les raisons de M. Bérenger, le Sénat adopta le texte de la Commission.

(1) Sénat, *Débats*, 1907, séance 7 juin.

(2) Sénat, 1907, *Débats*, séance du 7 juin.

La Commission de la Chambre ne le maintint pas sans en donner de motifs. Peut-être même est-ce là l'effet d'une erreur, puisque M. Viollette, exposant dans son rapport l'économie du projet, dit : « Lorsque les enfants seront placés chez les particuliers, un contrat écrit doit préciser les conditions du placement (1) ».

La loi de 1908 ne contient aucune obligation de ce genre, mais les intentions du législateur sur ce point avaient été trop manifestes, et trop précises, pour que le règlement d'administration publique, qui « devait déterminer les conditions du placement d'un mineur chez un particulier », n'établît pas la nécessité d'un contrat écrit en cas de placement provisoire

« Pour les mineurs placés chez des parents ou chez des particuliers en vertu de l'art. 9 de la loi du 11 avril 1908, les contrats de placement sont dressés en triple expédition, dont l'une reste à l'établissement, l'autre est remise aux parents ou au particulier et la troisième adressée au préfet » (article 38, régl. 15 juin 1910).

Ces contrats doivent déterminer notamment et le montant du salaire que doit recevoir le mineur, et l'usage qui en sera fait.

Le salaire, ainsi convenu, se répartit, aux termes de l'article 38, *in fine*, en trois fractions.

« 1^o Une somme affectée à la vêtue du mineur et aux menus frais de son entretien.

« 2^o Une somme destinée à son argent de poche et qui doit lui être remise toutes les semaines.

« 3^o Une somme minima à verser tous les trois mois au pécule sur le produit du travail du mineur ».

(1) Ch. des Députés, 1908, *Impressions*, n° 1459, p. 4.

A. — *Somme affectée à la vêtue du mineur et aux menus frais de son entretien.*

Cette somme devra être la plus importante, surtout, si, comme il arrivera souvent, la mineure n'est pas logée chez le patron chez lequel elle travaille.

Cette somme sera la contre-partie de la charge imposée à ceux qui en ont la garde, et il n'est que très juste que, du moment qu'ils subviennent à ses besoins, ils soient dédommagés des frais que nécessite son entretien.

D'ailleurs, en serait-il autrement si, ayant mené une vie irréprochable, elle vivait au sein de sa famille, ou chez elle. Le plus clair de ce qu'elle gagnerait ne servirait-il pas à son entretien ? Dès lors, il ne faut pas la placer dans une situation meilleure que celle qu'elle aurait eue.

L'entretien incombe à l'établissement, qu'il y ait ou non salaire et salaire suffisant.

La Commission Extraparlamentaire et le Gouvernement avaient proposé que les personnes ayant la garde du mineur, aient, en cas de placement provisoire, « à pourvoir à son entretien par un prélèvement sur son salaire ». Le Parlement n'a pas accepté ce texte, et à juste titre.

Ce texte a été rejeté pour que, toujours, il soit pourvu à l'entretien de la mineure.

« La Commission sénatoriale, exposait M. Béranger, à été d'avis que celui qui a placé l'enfant devait pourvoir à son entretien dans tous les cas et non pas seulement par un prélèvement sur son salaire. Pourquoi ? parce qu'il peut arriver que la personne chez laquelle est placé l'enfant, soit par négligence, soit par insolvabilité, ne puisse pas payer le salaire promis et que, dans ce cas, l'entretien ne soit plus payé par personne.

Cela n'était pas possible, et je crois que M. le Commissaire du Gouvernement se rendra à ces raisons.

M. Hennequin, commissaire du Gouvernement. — Je les admetts.

M. le rapporteur. — Dans tous les cas, l'entretien de l'enfant sera assuré. Cela est encore si naturel qu'il est inutile de le mettre dans la loi.

M. Viollette dans son rapport était aussi net.

« Pour donner tout leur sens aux observations qui précèdent, il est bien entendu que tant qu'un établissement ou un particulier n'aura pas été expressément relevé de la mission qui lui aura été confiée, cet établissement ou ce particulier reste chargé de la surveillance du mineur et de *son entretien* (1). »

La conséquence logique et nécessaire, qui découlait de cette idée que seul l'établissement est chargé de l'entretien du mineur, est que le salaire doit être remis à l'établissement et non au mineur.

Il ne saurait y avoir doute sur ce point. Et si aucun texte formel ne le spécifie, les travaux préparatoires ne permettent pas la moindre hésitation.

« Ce que le mineur gagne devient son salaire, disait M. Le Poittevin, à la Commission Extraparlamentaire. On a dit qu'en principe, c'est l'établissement qui touche le salaire. Mais il convenait d'ajouter qu'avec le salaire, l'établissement doit faire ce que fait un bon père de famille : c'est ce que vise l'article 5.

« Cet article dispose donc que l'établissement, le parent ou le particulier qui ont la garde du mineur doivent pourvoir à l'entretien de celui-ci au moyen du salaire... En cas de placement provisoire, le salaire est remis à l'établissement qui en a la charge, l'administration et la responsabilité, et qui doit pour-

(1) Ch. des Députés, 1908, *Imp.*, n° 1459, p. 17.

voir aux frais d'entretien au moyen d'un prélèvement sur le salaire propriété de l'enfant (1) ».

Aussi, pour traduire sa pensée, la Commission Extraparlémentaire arrêta-t-elle le texte suivant :

« En cas de placement provisoire, les salaires des mineurs seront remis à l'établissement, au parent ou au particulier qui en a la garde. »

Si ce texte, adopté par le Gouvernement, n'a pas été voté par le Parlement, ce n'est pas que, sur ce point, il ait été d'un avis différent. Bien au contraire.

« Nous avons jugé, dit M. Béranger, cette disposition tellement essentielle, tellement naturelle, qu'il était tout à fait inutile de la mettre dans la loi.

« A qui voulez-vous, en effet, que le salaire du mineur soit remis ? Il ne peut l'être à lui-même. Il sera remis naturellement à l'établissement qui l'a placé et qui est devenu son tuteur, qui a sur lui l'autorité paternelle. La disposition était donc inutile (2). »

B. — Somme qui sera remise chaque semaine à la mineure comme argent de poche.

Ce fut là une question vivement discutée au sein de la Commission Extraparlémentaire.

Fallait-il laisser à la mineure placée provisoirement, la libre disposition de tout ou partie de son salaire ?

Les avis étaient partagés. Les uns, avec M. Hennequin, estimaient que la remise à la mineure de quelque argent de poche, aurait pour elle plus d'inconvénients que d'avantages.

Sans méconnaître ces derniers, « qui s'inspiraient d'une

(1) Cons. Extr., 31^e séance.

(2) Sénat, *Débats*, 1907, séance 7 juin.

psychologie éclairée, il persistait à penser qu'il y aurait bien des inconvénients à remettre au mineur en liberté provisoire le produit de son travail...

« D'ailleurs, ajoutait-il, ce serait même une dérogation au droit commun (1), une sorte de privilège, et M. Le Poittevin l'établira sans doute en rappelant les principes relatifs aux gains et salaires des mineurs ordinaires.

« ...Il ne pouvait, quant à lui, s'empêcher de faire remarquer d'ores et déjà que les adversaires de sa thèse obtenaient en partie satisfaction, puisque le texte qu'il défendait prévoyait que le Tribunal pourrait en ordonner autrement.

« Il serait, ajoutait-il, dangereux et peu équitable de laisser au mineur en réforme l'entière disposition de son salaire alors que l'établissement aurait encore toute la charge de son entretien.

« On ne saurait contester, au surplus, que le mineur placé provisoirement se trouve dans une situation spéciale et très différente d'un ouvrier ordinaire, même mineur ; il est en état de demi-liberté et surveillé. Puis, point essentiel, sera-t-il apte à gérer son pécule ? (2) »

(1) Voici comment M. Le Poittevin, exposait, dans la 32^e séance, le droit commun :

« De droit commun, le salaire de l'enfant appartient à celui-ci bien qu'en principe le père ait la jouissance des biens de son enfant jusqu'à 18 ans accomplis ou jusqu'à l'émancipation qui pourrait avoir lieu avant l'âge de 18 ans. L'art. 387 du C. civ. porte en effet que « la jouissance d'usufruit légal ne s'étend pas aux biens que les enfants peuvent acquérir par un travail ou une industrie séparée.

« Mais de droit commun aussi, quand le mineur non émancipé gagne un salaire, le père a l'administration de ce salaire et il le touche lui-même, sauf à pourvoir aux besoins et à l'entretien de l'enfant en raison de l'incapacité juridique du mineur. Le père doit donc pourvoir à l'entretien du mineur et rendre des comptes à la majorité.

« Il place le reliquat que l'enfant trouvera à l'échéance de sa majorité ».

(2) 31^e séance, Com. Extr.

Pour la majorité de la Commission les avantages l'emportaient de beaucoup sur les dangers que pourrait faire courir à la mineure remise de partie de son salaire.

« Une fois l'entretien du mineur pourvu, expliquait M. Le Poittevin, en présentant et défendant le texte du Comité de rédaction, on doit déposer le reliquat pour partie à la Caisse d'épargne et pour partie entre les mains du mineur même, pour qu'après avoir appris par son travail comment l'argent se gagne, il apprenne en en faisant le libre usage comment il se dépense...

« Les mineurs feront ainsi l'apprentissage de la vie pratique, ils seront ainsi dans les conditions de l'enfant ordinaire, dont le salaire est juridiquement à la disposition du père, lequel, dans la pratique, remet toujours quelques pièces de monnaie à son enfant. »

« C'est surtout au point de vue de l'éducation morale, disait M^{me} Avril de Sainte-Croix, qu'il serait fâcheux de ne pas laisser naître chez le pupille provisoirement libéré, le sentiment de son indépendance relative, et c'est ce qui arrivera si on ne lui laisse pas toucher son salaire. Il ne faut pas que le mineur en voie de réformation sente peser sur lui l'opprobre de sa conduite passée : et c'est ce qui aura lieu encore une fois, s'il n'a pas fini par user de sa liberté (1). »

Il ne fallait d'ailleurs pas laisser la mineure en tutelle perpétuelle. Il fallait l'habituer peu à peu à faire l'apprentissage de la liberté. Sinon, ce serait dangereux pour elle, qui n'aurait ni expérience, ni initiative, et serait vouée à retourner au ruisseau à brève échéance. C'est ce que M. Yves Guyot mit en lumière, en appuyant les idées de M^{me} de Sainte-Croix.

La Commission Extraparlementaire se rangea à cette manière

(1) Com. Extr., 31^e séance.

de voir, et modifiant le texte de son Comité adopta le suivant :

« En cas de placement provisoire... le reliquat (après les frais d'entretien) sera pour partie déposé dans une Caisse d'épargne au nom du mineur et pour partie laissé à sa libre disposition. »

Accepté sauf une très légère modification par le Gouvernement, ce texte ne fut pas reproduit par la Commission sénatoriale, parce que, comme le dira son rapporteur, cette mesure « excellente à titre de conseil serait dangereuse si elle était obligatoire (1) ».

M. Hennequin, comme Commissaire du Gouvernement, insista sur la nécessité d'une remise d'argent au mineur :

« Dans tous les cas, disait-il, il y a une suppression très importante opérée par la Commission. C'est la suppression de la portion de salaire qui peut être remise au mineur. Dans la Commission Extraparlementaire, tout le monde a été d'accord pour juger indispensable qu'une portion du salaire fût mise à la disposition du mineur libéré provisoirement : quelques-uns ont même dit que si le salaire n'était pas touché intégralement par le mineur, son relèvement s'opérerait plus difficilement.

A cela il y avait de graves objections et l'on n'est pas allé jusque-là ; mais on a suivi l'avis de personnes très compétentes qui affirmaient que si le mineur n'avait pas l'espoir d'un gain immédiat, on compromettrait l'œuvre de relèvement et qu'il convenait de lui laisser un peu de l'argent gagné par lui en vue de l'apprentissage de la vie et pour qu'il ne se trouvât pas tout à fait dépaycé le jour où, libéré définitivement, il jouirait de la totalité de son salaire et de la plénitude de sa liberté.

Cette possession d'une partie du salaire en cours de libéra-

(1) Sénat, 1907, *Débats*, 7 juin.

tion provisoire paraît si favorable à « l'œuvre de relèvement que je ne m'explique pas pourquoi la Commission a retranché cette partie de l'art. 5 (1) ».

Le Sénat ne partagea pas l'avis du Gouvernement, qui vit les idées qu'il préconisait, aboutir à la Chambre des députés.

« Nous pensons, écrit M. Viollette dans son rapport, que la rédaction du Sénat est regrettable et que lors même qu'on ne devrait laisser au mineur que quelques francs par mois, il faut nécessairement lui remettre. Donner à un enfant pendant des années le regret violent de n'avoir pas en poche de quoi se payer les fantaisies les plus légitimes et les plus futiles, et lui remettre tout à coup un livret de caisse d'épargne de plusieurs centaines de francs, c'est s'exposer à lui communiquer une sorte de vertige grâce auquel tout l'argent du livret sera dépensé en quelques jours. D'autant plus, encore une fois, qu'il ne s'agit pas là de condamnés (2). »

Aussi le texte proposé et qui fut adopté par la Chambre et le Sénat, fut que le règlement d'administration déterminerait « dans quelle proportion le salaire disponible serait versé à la Caisse nationale des retraites, à la Caisse d'épargne ou remis au mineur comme argent de poche » (art. 5, loi 1903).

C'est pour satisfaire au vœu du législateur que le règlement prescrit que dans les contrats dressés lors de la sortie provisoire de la mineure, il doit être déterminé « une somme destinée à son argent de poche et qui doit lui être remise toutes les semaines. »

Mais cette décision n'est pas à l'abri de tout reproche.

D'une part, elle établit d'une façon préfixe et *a priori*, la somme qui sera remise à la mineure alors qu'elle devrait être proportionnée à sa bonne conduite et à son travail.

(1) Sénat, *Débats*, 1907, séance 7 juin.

(2) Ch. des Députés, 1903, *Impressions*, 1459, p. 17.

D'autre part, elle aggrave encore cet inconvénient en rendant cette remise d'argent de poche *obligatoire* toutes les semaines, alors qu'il pourrait se trouver que la mineure ne mérite en rien cette faveur.

La mineure est libérée provisoirement. Son relèvement est en voie d'achèvement. La conduite de la jeune fille peut, et on doit s'y attendre — à certains jours ou à certaines semaines — n'être que médiocre et passable, et sans nécessiter la révocation de la libération provisoire mériter une sanction peu grave. Celle-ci consistait tout naturellement dans la privation totale ou partielle de l'argent de poche qu'on pouvait lui remettre.

On peut, il est vrai, fixer un maximum et un minimum, mais si faible que soit ce dernier, il faudra toujours le lui remettre chaque semaine.

M. Béranger mettait essentiellement en garde ses collègues contre ces inconvénients; et il est très regrettable que l'on n'ait pas tenu compte de ses observations lors de la rédaction du règlement d'administration publique.

« Il y a, disait l'honorable sénateur, un terme auquel je ne me montrerais pas favorable : C'est celui qui impose de laisser une partie du salaire à l'enfant. En effet, dans la Commission Extraparlamentaire, certaines personnes ont beaucoup insisté sur ce point. Elles ont demandé que l'on remit toujours à l'enfant de l'argent de poche sur son salaire.

« Je crois que lorsque l'enfant aura une conduite absolument digne d'éloges, il sera possible de la récompenser de la sorte : mais je ne puis admettre que cette mesure soit prise toujours et dans tous les cas.

« Si c'est une fille, elle pourra acheter des objets de toilette disproportionnés à sa condition ; si c'est un garçon, il pourra aller au cabaret. Il faut donc prévoir le cas où il serait fait un mauvais usage de cet argent de poche et je dis que cette mesure,

excellente à titre de conseil, serait dangereuse si elle était obligatoire...

« Je ne promets pas du tout, concluait-il, à M. le Commissaire du Gouvernement de lui donner entière satisfaction. S'il veut que cette remise du salaire au jeune libéré soit obligatoire, nous y serons absolument opposés ; s'il veut qu'elle puisse avoir lieu en cas de bonne conduite, c'est autre chose (1). »

C. — *Somme minima à verser au pécule.*

Enfin les contrats de placement doivent déterminer une somme minima « à verser tous les trois mois au pécule sur le produit du travail du mineur ».

Cette somme, prélevée sur le travail de la mineure, sera un minimum qui, selon les cas, pourra être augmenté et proportionné à la bonne conduite de la mineure.

Cette disposition a été demandée par certains membres de la Commission Extraparlamentaire, pour que les mineures libérées provisoirement soient sur le pied d'égalité avec les jeunes filles vivant chez leurs parents.

Mais on a, à notre avis, exagéré la situation de ces dernières.

Celles qui peuvent ainsi mettre quelqu'argent de côté, constituent une minorité ; et d'ailleurs cette épargne est prise sur l'argent de poche qui leur est laissé. Le salaire que gagnent le plus grand nombre est en grande partie absorbé par leur entretien, ou celui de leur famille. Les mineures prostituées, libérées provisoirement, se trouveront donc ainsi, à leur majorité, dans une situation bien supérieure à celle de la plupart des jeunes filles de leur âge dont la conduite aura été bonne ou irréprochable.

(1) Sénat, *Débats*, 1907, séance du 7 juin.

5°. — Situation légale de la mineure placée provisoirement.

« L'établissement ou le particulier, dit la loi de 1908, demeurera également seul chargé de la personne et de la surveillance de l'enfant, lorsqu'il aura été prononcé en faveur du mineur une des mesures précisées en l'article 9 » (art. 5, *in fine*).

L'établissement garde donc la responsabilité de la mineure en cas de placement provisoire. Cette décision ne facilitera guère les libérations provisoires, surtout, si la mineure ne doit pas résider dans l'arrondissement ou dans le rayon où se trouve située la maison de réforme ; comment dans ce cas pouvoir la surveiller et la garder ? Et ce, même dans l'hypothèse la plus favorable, où il existerait un Comité de patronage actif et dévoué ?

« Le livre de caisse d'épargne ouvert au mineur conformément à l'art. 30, 2°, du présent décret est remis au parent et au particulier chez lequel il a été placé en vertu de l'art. 9 de la loi du 11 avril 1908.

« Jusqu'à la majorité ou au mariage du mineur ou tant que le Tribunal n'aura pas rapporté sa décision, les fonds figurant au livret peuvent être retirés par le mineur, *sans intervention de son représentant légal mais sur l'autorisation du sous-préfet*. Aucune opposition du représentant légal du mineur n'est admise contre cette autorisation » (art. 39, régl. 15 juin 1910).

C'est là une disposition inattendue, et qui surprend. Quelle compétence particulière a le sous-préfet pour autoriser le retrait des fonds, et pour apprécier si cette mesure est opportune ou non. Et d'abord que faut-il entendre par représentant légal ? est-ce la personne sous la puissance paternelle ou sous la tutelle de laquelle se trouve le mineur ? Si oui, que l'on redoute son

intervention en cette matière, que l'on pense qu'elle puisse être sans fondement, étant resté sans rapport ou presque avec le mineur, pendant plusieurs années, et qu'alors on l'écarte, ce peut être une heureuse disposition. — Par représentant légal faut-il entendre la personne ayant la garde du mineur en vertu de la loi de 1903, alors cette disposition de règlement est inadmissible. Cette personne devrait être en droit, de décider — sauf, si l'on veut, recours devant le Tribunal et avec avis conforme du Comité de Patronage, ou avec approbation du Procureur s'il s'agit d'un parent ou d'un particulier, — si le retrait doit se faire ou non.

D'une part, elle connaît la mineure mieux que quiconque. Puis, ayant la responsabilité de la mineure, sa surveillance et sa garde, elle est la première intéressée ; et ne pas même la consulter est aussi peu équitable et juste, que cela dénote une méconnaissance absolue des nécessités pratiques.

6°. — Révocation des mesures provisoires.

Si le placement ou la remise aux parents présentent de réels avantages, ils ne sont pas sans danger pour les mineures.

Il s'en rencontrera qui, sorties prématurément de la maison de réforme, ou trop faibles devant les tentations trop fortes qu'elles rencontreront, devront être réintégrées dans une maison de réforme, sous peine de voir anéantir, peut-être en quelques jours, quelques semaines, les efforts de plusieurs années.

Il fallait donc prévoir l'éventualité de la révocation des mesures provisoires. C'est ce que la loi a fait dans l'art. 10.

— « Le Tribunal civil, jugeant en chambre du Conseil, sera seul compétent pour prononcer la révocation de la décision qui a accordé la sortie ou le placement provisoire du mineur et ordonner qu'il soit réintégré dans l'établissement ou chez le parent ou le particulier qui en avait la garde (art. 10, 1°).

C'est donc au Tribunal et au Tribunal seul qu'il appartient de prononcer la révocation des mesures provisoires accordées à la mineure.

Cette solution unique est regrettable, et en effet de deux choses l'une.

a) Ou la mesure provisoire a été accordée par l'établissement et sur avis du Conseil de surveillance ; ou b) elle l'a été contre leur avis et par décision du Tribunal.

Dans le premier cas, pourquoi ne pas laisser à l'établissement, sur avis du Conseil de surveillance, la faculté de pouvoir révoquer la libération provisoire qu'ils ont accordée. — Ils viennent d'apprendre que la mineure se conduit mal, qu'elle retourne à la prostitution ; il est nécessaire de prendre des mesures urgentes et la décision du Tribunal ne peut intervenir avant plusieurs jours.

Si le législateur avait redouté de voir les mauvais établissements révoquer par calcul ou intérêt (?) les libérations provisoires, il était facile d'ouvrir contre la révocation un droit d'appel devant le Tribunal civil, à la mineure et aux personnes ayant sollicité la mesure provisoire ou au Procureur de la République.

Dans le cas où la mesure provisoire a été accordée par le Tribunal, on pouvait laisser à celui-ci le droit de la révoquer, mais encore fallait-il prévoir les cas urgents, et donner au Procureur de la République ou au Président du Tribunal civil, du lieu où se trouverait la mineure, le droit de prendre immédiatement toutes mesures provisoires qu'il jugerait utiles et, notamment, la réintégration de la mineure dans une maison de réforme, en attendant que le Tribunal ait statué.

7. — Sortie définitive anticipée. Changement du placement ordonné

La loi ajoute enfin :

« Ce tribunal peut seul accorder la sortie définitive avant la majorité sur la demande des personnes spécifiées en l'art. 11 et du ministère public » (art. 10, 2°).

Sur ce point aucune difficulté. Il pouvait se présenter des cas tout à fait exceptionnels où la mineure, tombée par hasard, et relevée après un séjour dans la maison réforme, pût mériter de sortir, sans aucun danger de chute.

Mais cette hypothèse sera vraisemblablement toute théorique. Pourtant les établissements auront intérêt à solliciter la sortie définitive anticipée. Ils seront ainsi déchargés de la garde, de la surveillance et de l'entretien de la mineure.

« Le Tribunal sera également seul compétent pour ordonner que le mineur soit placé dans un autre établissement, chez un autre parent ou autre particulier s'il est nécessaire » (art. 10, *in fine*).

DEUXIEME SECTION

**Des mineures provoquant à la débauche sur la voie publique
ou dans un lieu public.**

**Provocation à la débauche sur la voie publique ou dans un lieu
public.**

Le législateur de 1908 voulait atteindre non seulement ceux qui se prostituaient sur la voie publique mais encore ceux qui se livraient à la prostitution clandestine.

Nous venons de voir les règles concernant ces derniers. S'appliquent-elles également à la prostitution publique et spécialement la procédure sera-t-elle la même dans l'un et dans l'autre cas, ou devra-t-on, en cas de racolage, en suivre une, plus rapide, étant données les circonstances ?

C'est la question que nous voudrions examiner dans la présente section.

Elle fut l'objet de très vifs débats tant à la Commission Extra-parlementaire qu'au Sénat.

Nous croyons utile, pour bien saisir la portée de l'article 3 de la loi de 1908, — instituant une procédure spéciale en cas de prostitution publique — de retracer aussi brièvement que possible la discussion à laquelle donna lieu son élaboration.

CHAPITRE PREMIER

HISTORIQUE DE L'ARTICLE 3 DE LA LOI DU 11 AVRIL 1908

Le projet déposé par M. Béranger à la Commission Extraparlementaire portait : « Tout mineur, saisi en état habituel de prostitution, sera conduit devant le Juge de paix qui décidera... »

La procédure qu'il préconisait rencontra de nombreux adversaires, dont le champion fut M. le professeur Le Poittevin. Ils ne voulaient et ne pouvaient admettre l'arrestation de la mineure rencontrée en état habituel de prostitution.

Aussi proposaient-ils à la Commission de substituer au texte de M. Béranger un amendement ainsi libellé :

« Que la fille mineure de 21 ans, qui se livre habituellement à la prostitution, soit jugée par le tribunal civil statuant en Chambre du Conseil qui décidera... »

Et complétant ce premier amendement par une procédure calquée sur la loi du 24 juillet 1889, M. A. Le Poittevin donnait au Président du Tribunal la faculté de prendre, le cas échéant, toutes mesures provisoires nécessaires, parmi lesquelles devait naturellement figurer la garde provisoire de la mineure.

Le texte de M. Le Poittevin fut préféré par les membres de la Commission Extraparlementaire à celui de M. Béranger.

C'était d'ailleurs la conséquence logique d'un vote émis par

la Commission et décidant que « l'autorité de police n'aurait plus le droit d'appréhender qui que ce fut pour fait de prostitution (1) ».

Vainement M. Bérenger fit valoir ses meilleurs arguments. Vainement argua-t-il que la « saisie » dont il était parlé dans son texte ne constituait pas une arrestation et ne pouvait être confondue avec elle.

« M. Le Poittevin fait une objection sur l'emploi que l'orateur a fait du mot *saisi* dans sa proposition : « Tout mineur *saisi* en état habituel de prostitution, etc. », dit cette proposition. M. Bérenger répondra qu'il n'est là nullement question d'*arrêter* l'enfant. *Saisi* signifie simplement *conduire* l'enfant devant le juge de paix ; qu'il est indispensable qu'il paraisse en personne devant ce magistrat. La Commission Extraparlamentaire a formellement déclaré qu'il n'y aurait plus de police des mœurs. Cela est vrai, mais s'il n'y a pas arrestation proprement dite, puisqu'il y a contravention, il n'en faut pas moins que le juge interroge et que l'enfant soit présent...

« La Commission n'a pas décidé qu'il n'y aurait plus de police ! Elle a supprimé le corps spécial des agents des mœurs, qui s'est laissé pénétrer des mœurs des prostituées (*Mouvement prolongé*), et scandalise la conscience publique, mais il ne s'ensuit pas que tous les agents de police doivent être supprimés (*Bruits divers.*)

« Voici donc une enfant dans la rue ; on l'y trouve *habituellement*, ce que n'a pas mis M. Le Poittevin dans son projet : M. Bérenger, lui, a eu soin de spécifier qu'il devrait y avoir fréquence des constatations. Cela est détestable pour l'enfant : si l'on n'y met bon ordre, la malheureuse est perdue. Voilà ce que disent du moins les gens moraux, et l'orateur imagine

(1) Hennequin, *Compte Rendu, Op. cit.*, p. 179.

que de ceux-là il en existe partout un grand nombre. (*Interruption.*)

« Si le système de M. Le Poittevin est adopté, comment interviendra-t-on ? On adressera une requête au Procureur de la République. Puis le juge statuera, loin du public, en l'absence de ce mineur non prévenu. Est-ce là, vraiment, l'intérêt de l'enfant ? C'est cependant ce que veut M. Le Poittevin.

« Tous ces inconvénients ne se rencontrent pas dans le système de l'orateur : mais on reproche à celui-ci de *saisir* l'enfant, de porter atteinte à la liberté individuelle, à laquelle on a toujours fait — l'orateur pense qu'on lui permettra bien de le rappeler — d'assez notables restrictions !

« D'ailleurs est-ce que les agissements de l'enfant en état de prostitution habituelle n'attendent pas aussi à certaine liberté des gens qui protestent ? Les habitants, les voisins se sont plaints. Et au nom de la liberté individuelle on pourrait empêcher de donner satisfaction aux légitimes désirs des gens moraux !

« En réalité, l'*agent prendra l'enfant par la main* et la conduira ainsi chez le juge de paix : cela n'est pas une arrestation.

« *M. Augagneur.* — Où mènera-t-on la mineure quand le juge de paix ne sera pas à son tribunal ?

« *M. Bérenger.* — L'enfant ne sera pas conduite en prison ; on la mènera « au domicile du juge ». Si, là encore, il est impossible de le joindre, l'enfant sera conduite auprès du juge suppléant et au besoin à la demeure d'un particulier qui consentira à la garder. (*Bruits divers.*)

« Voilà quelle est exactement la proposition de l'orateur. Il n'y a pas la moindre arrestation en tout cela ! (1) »

Vainement M. Bérenger invoqua-t-il l'urgence qu'il y avait à agir, et en vue du relèvement de la mineure et en vue de la

(1) Com. Extrap., 24^e séance.

cessation du scandale qu'elle donnait. La Commission Extraparlementaire ne se rangea pas à son avis. Elle ne le suivit pas dans son argumentation subtile et spécieuse, distinguant la saisie en vue de l'emprisonnement et qui seule constituait une arrestation, de la saisie en vue du relèvement qui n'avait rien de commun avec la première.

Quant à la nécessité de prendre des mesures urgentes, il y était pourvu par le texte même de la Commission qui donnait au Président du Tribunal le pouvoir de prendre toutes mesures qu'il croirait utiles et cela même avant la comparution de la mineure.

Ainsi l'opinion de la Commission Extraparlementaire était claire et manifeste. Pas d'arrestation même en cas de prostitution publique.

Le texte définitif qu'elle arrêta, malgré l'opposition de M. Bérenger, était ainsi libellé, — visant et la prostitution privée et la prostitution publique — sans établir entre elles aucune différence, au point de vue de la procédure :

« Tout mineur de 18 ans, qui se livre habituellement à la prostitution, même sans idée de gain, *est appelé à comparaître devant le Tribunal civil en Chambre du Conseil qui décide...*

« Le Président du Tribunal pourra toujours, le ministère public entendu, prescrire telles mesures provisoires qu'il jugera utiles dans l'intérêt du mineur... »

Dans sa proposition au Sénat, M. Bérenger avait, malgré le vote émis alors très récemment par la Commission Extraparlementaire, maintenu le droit d'arrestation de toute mineure en état habituel de prostitution.

« Formulée en un seul article, écrivait l'honorable sénateur, dans le rapport sommaire rédigé au nom de la Commission chargée de l'examen de la proposition, celle-ci contient deux pro-

positions distinctes : par la première est instituée, pour la police, le devoir de conduire tout mineur, saisi en état habituel de prostitution sur la voie publique, devant le Tribunal civil statuant en Chambre du Conseil... (1) »

Le texte que la Commission proposait au Sénat de prendre en considération, était donc ainsi conçu :

« Tout mineur de moins de 18 ans, saisi en état habituel de prostitution sur la voie publique, sera conduit devant le Tribunal civil... (2) »

Le droit d'arrestation se trouvait maintenu dans le texte définitivement adopté par la Commission qui portait dans son article 1^{er} :

« Le mineur de l'un ou l'autre sexe, âgé de moins de 18 ans, saisi en état habituel de prostitution sur la voie publique, est traduit, par les soins du Procureur de la République, devant le Tribunal civil... (3) »

Mais lors de la discussion générale qui s'ouvrit, au Sénat, le 30 mars 1906, le droit d'arrestation fut vivement combattu par M. Hennequin, alors commissaire du Gouvernement pour l'Intérieur.

« L'arrestation qui se pratique actuellement, sous le régime réglementariste de notre pays est, déclarait-il, comme vous le savez, violemment attaquée et considérée comme une atteinte à la liberté individuelle. L'honorable M. Béranger, tout à l'heure encore, renouvelait ces attaques et proclamait l'illégalité de ces mesures.

« L'arrestation trouverait cependant, dans le régime pratiqué actuellement en France dans beaucoup de localités, une certaine justification dans cette règle appliquée dans un grand nombre

(1) Sénat, *Impressions*, 1905, n° 243, p. 3.

(2) Sénat, *Impressions*, 1906, n° 243, p. 4.

(3) Sénat *Impressions*, 1906, n° 243, p. 15.

de localités, à savoir que la prostitution n'est tolérée que sous la condition expresse de s'astreindre à certaines obligations telles que l'inscription et le contrôle sanitaire.

« Mais, dans l'espèce, il ne saurait être question de cette contrainte pour les mineurs de moins de 18 ans, puisqu'on ne doit plus les trouver sur le registre des mœurs.

« Et alors, cette justification, fragile d'ailleurs, dont je parlais, fait même défaut ; en sorte que, pour motiver l'arrestation des mineures, il faudrait que la loi proclamât expressément que la prostitution est interdite à toute mineure âgée de moins de 18 ans, si cela est juridiquement possible.

« Si l'on n'insère pas dans la loi une disposition de ce genre, je ne crois pas qu'on trouve une base juridique pour appliquer la loi ; et il est certain, d'autre part, qu'on retrouvera les mêmes attaques que celles qui se produisent aujourd'hui en ce qui concerne le régime réglementariste.

« L'expression de « saisi », qui cadre très bien avec le système réglementariste, s'harmonisait avec la conception primitive de M. Bérenger, car l'honorable sénateur voulait que la mineure ou le mineur ainsi appréhendés fussent aussitôt conduits devant le juge, de façon à ce qu'il ne s'écoulât pour ainsi dire qu'un temps inappréciable entre la saisie et la décision judiciaire.

« Cette expression se comprend beaucoup moins avec le texte de la Commission, car la Commission confie au Procureur de la République le soin de traduire lui-même la mineure devant le Tribunal, de telle sorte qu'il y aura une incarcération préventive et qu'il s'écoulera peut-être un temps assez long entre l'arrestation et le moment où l'affaire sera portée devant le Tribunal par le procureur (1). »

M. Bérenger reprit les arguments qu'il avait développés à la

(1) Sénat, *Débats*, 30 mars 1906.

Commission Extraparlamentaire en faveur de sa thèse. Mais le Sénat ne se décida pas alors et renvoya la suite de la discussion après la fin des travaux de la Commission Extraparlamentaire, et le dépôt, par le Gouvernement, du projet de loi concernant la prostitution des mineures qui devait être soumis au Parlement. Ce projet avait reproduit les décisions de la Commission Extraparlamentaire, en ce qui concernait la défense d'arrêter les mineures pour faits de prostitution.

« Le projet de loi que nous avons l'honneur de vous proposer presque entièrement conforme à celui qu'a adopté la commission extraparlamentaire du régime des mœurs, obéit à cette inspiration. Il part de cette idée que la prostitution n'est pas un acte délictueux, mais plutôt un mal contre lequel il est nécessaire de protéger la jeunesse, qui s'est le plus souvent abandonnée parce que son inexpérience, la faiblesse de sa volonté l'ont laissée sans défense en face des entraînements pervers. S'agissant de relever des mineurs dont la chute préjudicie surtout à eux-mêmes et provient le plus souvent d'un défaut de surveillance et de protection, il ne saurait être question, à leur encontre, *ni de peines à appliquer, ni de détention préventive à exercer...*

« Le mineur prostitué qui doit être amené à comparaître devant le Tribunal, ne peut y être conduit qu'en vertu d'un mandat régulier.

« L'article 10 du projet permet d'ailleurs de parer aux dangers que pourrait présenter la fuite ou la disparition du mineur avant sa comparution devant le Tribunal, en donnant au président du tribunal, le ministère public entendu, le droit de prescrire toutes mesures provisoires jugées utiles, comme par exemple le placement, avant jugement, du mineur dans une maison de réforme. Si l'on se retrouve alors en présence de la nécessité d'une arrestation, cette dernière ne s'effectuera plus que dans les

formes ordinaires et en vertu d'une décision judiciaire (1). »

La Commission sénatoriale, saisie des deux rédactions si différentes sur le point spécial qui nous occupe, repoussa celle du Gouvernement.

La procédure qu'il proposait, approuvée par la Commission parce qu'excellente, lorsqu'il s'agissait de prostitution privée, ne pouvait donner satisfaction en cas de prostitution sur la voie publique ou dans un lieu public.

Les raisons en ont été données dans le rapport que M. Bérenger rédigea alors.

« La procédure unique proposée pour tous les cas, tout à fait légitime à l'égard des mineurs se prostituant dans le secret du domicile, paraissait en effet fort insuffisante pour ceux de la voie publique. Son caractère principal étant de ne permettre la comparution des uns et des autres devant le tribunal qu'à l'état libre, car il n'est fait aucune différence entre eux, sa conséquence inévitable serait l'interdiction absolue pour la police de se saisir de la racoleuse habituelle, qui, malgré maints avertissements, aborde effrontément les passants dans la rue et y cause un indéniable scandale. L'agent n'aurait d'autre pouvoir que de verbaliser et l'enfant, au grand étonnement du public, serait libre de continuer ses honteuses sollicitations sous ses yeux et de se dérober ensuite à toute recherche.

« Il est difficile de croire que ces conséquences aient échappé aux rédacteurs du projet. Il est plutôt vraisemblable, ils ne s'en sont d'ailleurs pas défendus dans la Commission, qu'ils ont cru devoir céder au principe maintes fois développé par la doctrine abolitionniste devant la Commission Extraparlementaire du régime des mœurs, à savoir que, la prostitution n'étant pas un délit, l'arrestation ne pouvait en aucun cas être légitime en cette matière.

(1) Sénat, *Impressions*, 1907, n° 50, p. 2, 3 et 5.

« Il est vrai que l'article 10 du projet offre un moyen d'atténuer les graves conséquences qui viennent d'être signalées. Il confère en effet au président du tribunal le droit de prescrire, dès qu'il est saisi, toute mesure provisoire dans l'intérêt du mineur. Mais ses termes sont vagues. On peut même se demander s'ils comportent la faculté d'arrestation. En tout cas, ce droit ne pourrait s'exercer sur l'heure, l'obligation de dresser un procès-verbal et d'en saisir le magistrat entraînant inévitablement quelque délai. Les mêmes inconvénients, quoique dans une proportion moindre, seraient donc à redouter.

« La conséquence qu'on tire du fait que la prostitution n'est pas un délit paraît d'ailleurs fort exagérée ; que le fait de se livrer librement à la débauche soit, comme celui de s'adonner au jeu ou à tout autre excès, une conséquence naturelle de la liberté ; personne, assurément, n'y peut contredire, si ces désordres de conduite se renferment dans les limites de la vie privée, et c'est assurément dans ce sens que le principe voté à l'unanimité par la Commission du régime des mœurs, dans sa première séance, comme le programme même de ses futurs travaux, doit être entendu.

« En est-il de même si la débauche envahit la rue ? On peut en douter, et la Commission qui a si hautement proclamé le principe de la liberté ne l'a pas cru elle-même. Elle a, en effet, dans des séances ultérieures, fait un délit de la prostitution publique dans certaines conditions.

« Le fait pour un mineur de 18 ans d'aller s'offrir à tout venant sur la voie publique ne doit-il pas être classé parmi les exceptions ainsi réservées ? La Commission n'en a point fait de doute et si, dans le texte qu'elle a décidé de soumettre au Sénat, elle s'est abstenue d'en faire un délit, c'est uniquement dans un but d'humanité et de commisération, celui de soustraire l'enfance à l'action répressive.

« Il ne faut pas, d'ailleurs, en donnant le nom d'arrestation à la mesure qui doit avoir pour objet de s'assurer dans ce cas de la personne du mineur, confondre deux actes, qui pour être qualifiés du même nom, ont entre eux les différences les plus essentielles :

« L'arrestation judiciaire en vue de l'emprisonnement répressif qui entraîne la honte et le déshonneur, et la mesure tutélaire qui ne s'assure de la personne que pour la protéger et la soumettre aux soins bienveillants qu'elle réclame.

« C'est cette dernière qu'on s'accorde à trouver légitime, même nécessaire, pour l'enfant égaré ou abandonné, pour le majeur même qu'un accident de santé, l'ignorance ou quelque trouble d'esprit laisse exposé aux périls de la rue.

« C'est elle qu'il s'agit de prescrire pour les jeunes prostitués de la voie publique.

« La Commission reprend, en conséquence, en ce qui les concerne, les dispositions de l'article premier de la proposition primitive.

« Elle leur fait, toutefois, subir deux modifications, l'une pour en étendre les effets aux lieux publics, l'autre pour préciser les devoirs de la police, celui, entre autres, de ne conduire l'enfant au parquet qu'après avis donné à ses parents et le droit du procureur de la République à disposer de sa personne jusqu'à sa comparution (1). »

Aussi la Commission sénatoriale soumettait-elle à l'approbation du Sénat le texte suivant :

« ART. 9. — Si le mineur de 18 ans est saisi en état habituel de prostitution sur la voie publique ou dans un lieu public, il est immédiatement conduit, après avis donné aux parents ou au tuteur, devant le procureur de la République qui prend à

(1) Sénat, *Impressions*, 1907, n° 120.

son égard les mesures nécessaires pour s'assurer de sa personne jusqu'au jour de sa comparution et le défère au tribunal civil jugeant en chambre du Conseil, qui statue dans les termes de l'article premier. »

Mais cette modification proposée par la Commission ne fut pas acceptée par le Gouvernement et fut combattue en son nom par M. Bourdon, commissaire du Gouvernement pour la Justice.

Pour lui, l'arrestation, en cas de prostitution même s'exerçant sur la voie publique ou dans un lieu public, ne devait être ni acceptée ni sanctionnée par le Sénat. Elle était contraire aux règles les plus élémentaires et les plus inviolables de notre droit public ; elle était, de plus, inutile, scandaleuse, et présentait les plus grands dangers, tant pour la société que pour la mineure.

Telles sont les idées que M. Bourdon exposa au Sénat.

a) L'arrestation tout *d'abord était contraire aux règles les plus élémentaires de notre droit public*. En effet, disait M. Bourdon, il n'y a pas délit, et là où il n'y a pas délit, il ne saurait y avoir arrestation :

« Aussi bien, le principe qui domine toute la question est celui-ci : Y a-t-il délit dans le fait qu'une mineure se livre dans la rue à la prostitution ? Non, et c'est la Commission elle-même qui le proclame ; s'il n'y a ni délit, ni même contravention, il n'est pas douteux que, dans ces conditions, l'arrestation ne peut être effectuée.

« La Commission l'a si bien compris qu'à un certain moment, l'objection lui a été faite ; on lui a dit qu'on créait une espèce de flagrant délit civil et qu'on transportait dans un domaine, où aucune espèce de violation de la loi pénale n'avait été consommée, les principes de la loi de 1863 en pareille matière. De flagrant délit civil, il ne saurait y en avoir, quelles que soient les souplesses de langage qu'on emploie à cet égard, quelles que soient les ressources oratoires dont on puisse se servir.

« Donc, la jeune enfant ne peut pas être arrêtée, en pareille circonstance, car aucune espèce de délit ne peut être relevé contre elle.

« De flagrant délit civil, il ne peut en être question, car il n'y a pas de délit. Il resterait quelque chose de flagrant, en effet, ce serait l'injustice commise vis-à-vis de la pauvre fille, intéressante ou non, qui serait l'objet de la mainmise de la police sans qu'elle eût violé aucune règle de la loi pénale, et qu'il fût possible de relever contre elle une infraction réprimée par nos textes législatifs.

« On vous demande d'autoriser l'arrestation de jeunes filles mineures par voie préventive. La Commission elle-même — ne l'oubliez pas — déclare qu'en ce qui concerne les filles mineures, la prostitution n'est pas un délit, qu'elle n'en veut pas faire un fait susceptible d'être réprimé pénalement, pour des motifs de commisération.

« Par suite, en vertu des principes supérieurs du droit, la réponse s'impose : où il n'y a pas de délit, il ne peut y avoir d'arrestation (1). »

« Comment ! avait-il déjà déclaré dans la précédente séance. Lorsqu'il s'agit d'une simple contravention, il n'y a pas d'arrestation possible — je n'en connais du moins qu'un exemple : en matière d'ivresse — lorsqu'il s'agit de certains délits, même, l'arrestation ne peut être maintenue que pendant cinq jours ; et, par contre, quand on se trouvera en présence d'un enfant qui a fait un abus de sa propre liberté, mais qui n'a pas commis de délit et n'a en rien violé les règles du Code pénal, une arrestation sera tolérée et même prescrite ! Non, cela n'est pas possible. Où il n'y a pas de délit, il ne peut pas y avoir d'arrestation (2). »

(1) Sénat, *Débats*, 7 juin 1907.

(2) Sénat, *Débats*, 4 juin 1907.

C'est pour cela que M. Bourdon concluait en déclarant que si l'on arrêtait ainsi une mineure prostituée alors qu'elle n'aurait commis aucun délit, ce serait une « monstruosité ».

« Cela, Messieurs, n'est pas possible et j'estime qu'une pareille mesure constituerait, au regard des règles générales du droit, au regard du principe supérieur de la liberté individuelle, la violation la plus flagrante qu'on puisse imaginer, quelque chose qui, en présence des règles de notre législation, ressemblerait à ces monstres que la nature répudie et que l'on ne regarde pas sans répulsion.

« Le respect de la liberté individuelle est une notion supérieure et il n'est pas permis, surtout à une démocratie, de la violer dans des conditions telles que celles qui vous sont actuellement proposées par votre Commission (1). »

b) Le Sénat aurait-il passé outre, malgré cette objection primordiale, d'autres raisons et non des moindres militaient en faveur de la thèse de M. Bourdon.

L'arrestation, selon lui, était complètement inutile, tout d'abord. Pourquoi était-elle demandée par la Commission? Pour ne pas rendre illusoire l'application de la loi nouvelle, pour ne pas permettre à la mineure de se sauver. Mais avec le texte du Gouvernement l'arrestation était surérrogatoire, puisque le Président du Tribunal pouvait prendre toutes les mesures provisoires nécessaires.

« Messieurs, je dis que l'arrestation serait *inutile*, qu'elle ne servirait à rien, qu'elle ne rendrait pas plus facile la poursuite.

« Aux termes de l'article 10 du projet du Gouvernement, le président du tribunal a la faculté d'ordonner des mesures provisoires ; il peut, par conséquent, immédiatement décider que, avant qu'il ait été statué, la petite fille mineure sera placée dans

(1) Sénat. *Débats*, séance du 7 juin 1907.

telle condition qui lui paraîtra préférable, de façon qu'elle puisse être surveillée et arrachée à la boue dans laquelle elle s'enlisait.

« Est-ce que cela ne suffit pas ?

« Vingt-quatre heures après que le président du Tribunal aura été saisi, il pourra prendre une mesure provisoire, prescrire le placement de l'enfant ; mais sa décision sera revêtue d'un caractère juridique, présentant toute garantie. Ce n'est plus l'agent de la sûreté qui viendra mettre la main sur l'enfant, c'est le magistrat qui, pesant toutes les raisons, examinant toutes les conditions dans lesquelles se trouve cette enfant, prendra de parti délibéré, sagement, la décision mûrie et réfléchie qui sera nécessaire et qui aura une gravité si grande.

Sans doute, était tout de même obligé de reconnaître M. Bourdon, avec le texte du Gouvernement le Parquet aura plus de difficultés qu'avec celui proposé par M. Béranger. Mais il n'en aura aussi que plus de mérites :

« On a dit, Messieurs, que la poursuite serait rendue souvent impossible. Pourquoi donc ?

« Quand le procès-verbal aura été dressé contre une enfant, pourquoi serait-il plus difficile au procureur de la République de suivre la procédure qu'au cas d'arrestation ?

« D'abord, s'il s'agit d'enfants se prostituant dans des villes autres que la capitale, les petites filles qui s'adonnent ainsi à la débauche seront connues, et, par suite, elles seront facilement retrouvées.

« Si, au contraire, on veut envisager ce qui se passe à Paris, évidemment, les difficultés pourront être plus grandes, mais elles ne seraient pas insurmontables. Au surplus, c'est l'œuvre du Parquet d'en triompher et quelque grandes que soient les difficultés, il vaut encore mieux chercher à les surmonter que de risquer de tomber dans l'arbitraire par une arrestation qui ne se comprend pas, puisqu'il n'y a pas eu de délit.

« D'ailleurs, cette arrestation était-elle si utile qu'on le disait pour la sauvegarde et le relèvement de la mineure.

« Les quelques heures nécessitées par le projet du Gouvernement avant de placer provisoirement la mineure, devaient-elles anéantir les résultats attendus de la loi nouvelle?

« Y a-t-il donc nécessité d'agir avec plus de rapidité? Où est la justification de la hâte que veut la Commission? Est-ce que la sauvegarde de l'enfant serait dans l'espèce — qu'on me pardonne l'expression — le prix de la course? Quand une petite fille descend dans la rue pour se prostituer, croyez-vous qu'on puisse penser qu'elle en est à sa première faute? Il est clair que pour cette enfant la vertu n'est plus qu'un souvenir. Ce n'est pas de prime abord, sans avoir parcouru des étapes dans la vie, qu'elle descendra de sa chambrette sur le trottoir. En réalité, il y a déjà longtemps que l'enfant qui se livre à son honteux commerce dans la rue s'est prostituée pour la première fois. Eh bien! s'il en est ainsi, pourquoi ne pas prendre le temps de s'assurer de sa chute, de rechercher si vraiment elle est tombée? En vérité, elle ne sera pas plus perdue le lendemain que la veille, sa situation sera la même; il n'y a donc pas utilité à la placer immédiatement sous main de justice, à la faire arrêter par l'agent de la police des mœurs. Il faut, en cette matière plus qu'en toute autre, agir avec la plus extrême prudence, avec la circonspection la plus grande (*Approbatons sur divers bancs*) (1). »

Et M. Bourdon, revenant sur cette idée, ajoutait :

« Est-il possible ou est-il vraisemblable que l'enfant qui s'adresse à la débauche sur la voie publique y descende ainsi du premier coup? Est-ce une petite fille vertueuse qui, de sa chambrette, ira sur le trottoir? Ne pensez-vous pas qu'elle a déjà

(1) Sénat, *Débats*, séance du 4 juin 1907.

préalablement parcouru, cette petite malheureuse, toutes les étapes du vice ?

« Et alors, s'il en est ainsi, qu'importe que la police l'arrête sur l'heure ou qu'elle l'arrête seulement le lendemain, après enquête ? Par l'effet de ce retard, l'enfant ne sera pas souillée davantage : la situation, en ce qui la concerne, sera absolument identique (1). »

c) Mais ce n'était pas tout. L'arrestation si elle avait été possible n'aurait, selon M. Bourdon, non seulement pas arrêté le scandale auquel on veut mettre fin, mais *elle aurait elle-même été cause d'un scandale* :

« Il me semble que pour que l'enfant s'adonne habituellement à la débauche, il faudra qu'elle ait commis un certain nombre d'actes de racolage, desquels on induira qu'en fait, c'est une prostituée.

« Combien faudra-t-il d'actes de racolage préliminaires pour constituer l'habitude !

« Le rapport de la Commission ne le dit pas. Est-ce un ? deux ? trois ? Mystère. Mais supposons qu'il en faille un nombre aussi restreint que possible, il n'est pas moins évident qu'avant que l'on ait atteint le minimum de faits de racolage nécessaire, pour que l'habitude de la prostitution soit caractérisée dans les termes mêmes de la proposition de la Commission, on est bien contraint d'admettre qu'il y aura un certain nombre d'actes de prostitution préalables et que, quel que soit leur ordre, chacun d'eux sera de nature à causer le même scandale que le suivant.

« Or, encore une fois, il est essentiel de ne pas perdre de vue que, dans le système de la Commission, pour que l'agent puisse verbaliser, il faut qu'il constate que l'enfant se livre habi-

(1) Sénat, *Débats*, séance du 7 juin 1907.

tuellement à la prostitution. Aussi est-il inexplicable que l'on puisse dire dans le rapport qui précède ce projet que si on n'arrête pas l'enfant se livrant habituellement à la prostitution, on fera naître un scandale qui serait évité par l'arrestation.

« Pardon ! il y aura scandale lors du premier acte de racolage, il y aura scandale au second, au troisième, de même qu'il y aura scandale au quatrième, s'il en faut quatre, par hypothèse, pour que l'enfant puisse être considérée comme véritablement en état de prostitution habituelle et, par conséquent, susceptible d'être arrêtée.

« Par suite, sur ce point, l'argument de la Commission est absolument inopérant. La Commission veut éviter un scandale, dit-elle ? *Elle le rend, au contraire, obligatoire*, car dans son système, l'arrestation de l'enfant ne peut avoir lieu qu'autant que cette mineure a causé scandale par un certain nombre d'actes desquels on doit induire qu'elle se prostitue, actes assez nombreux pour qu'ils puissent constituer l'habitude.

« Quel est donc le texte qu'elle propose dans son article 9 ? Il débute ainsi : « Si le mineur de dix-huit ans est saisi en état habituel de prostitution... » L'habitude est donc la condition *sine qua non* pour que l'arrestation préventive puisse être opérée.

« Par suite, si un scandale se produit par le fait que l'enfant trouvé sur la voie publique est l'objet d'une observation du commissaire de police et n'en tient pas compte, je puis dire que, comme conséquence de la rédaction de la Commission, le scandale sera fatal et que non seulement la Commission ne l'écarte pas, mais qu'elle l'exige.

« En effet, pour qu'il y ait habitude dans la prostitution sur la voie publique, il faudra nécessairement, obligatoirement, qu'il y ait une répétition des faits de racolage.

« Voulez-vous me dire si le scandale ne se produira pas aussi

bien au premier fait, au deuxième, au troisième, jusqu'au dernier qui sera nécessaire pour que l'agent de la police des mœurs pense que l'habitude est suffisamment caractérisée et qu'il peut trouver dans la loi les pouvoirs nécessaires pour procéder à l'arrestation ?

« *M. le Rapporteur.* Mais ce sera une fin !

« *M. le Commissaire du Gouvernement.* Ce sera, dites-vous, une fin. Permettez-moi de vous répondre qu'un acte de racolage de plus ou de moins n'a pas grande importance quand il s'agit de recourir à une mesure aussi grave que celle réclamée par la Commission. Dans son système, le scandale devra nécessairement se produire un certain nombre de fois. Nécessairement et fatalement, l'agent, comme le dit le rapport, devra examiner l'enfant, demeurer les bras croisés ; nécessairement, le public devra être étonné — comme le dit encore le rapport — il faudra qu'il soit surpris de voir que l'enfant brave la surveillance de la police et que son arrestation n'a pas lieu. Oui, ce scandale sera inévitable, parce que la Commission demande avec raison que l'intervention coercitive de la police ne puisse se produire qu'autant que la prostitution de la mineure aura été habituelle (1). »

Cette objection avait déjà été soulevée au sein de la Commission Extraparlamentaire du régime des mœurs, par M. Bulot :

« M. Béranger a dit que la mineure — qui dans sa propre proposition doit être *saisie* — ne sera pas jugée contradictoirement, dans le système de M. Le Poittevin, puisqu'on ne l'aura pas amenée devant le Tribunal.

« Est-ce qu'on ne peut donc pas avertir quelqu'un de l'intérêt qu'il y aurait pour lui à se défendre contradictoirement ?

« M. Béranger ne veut pas de scandale. Cependant, puisqu'il

(1) Séance du 4 juin 1907.

n'entend *saisir* que la prostituée en état habituel de débauche publique, il devrait bien dire à quel moment commencera l'habitude. Sera-ce après quatre, cinq ou dix fois? On aura laissé la mineure exercer impunément quatre ou cinq fois, — et jusqu'alors il n'y aura pas de scandale, — puis, tout à coup, à la sixième constatation, on ne pourra pas attendre! Même, plus attendre l'heure où le magistrat pourra recevoir la mineure!

« M. Bulot ne voit donc pas les avantages de la saisie proposée par M. Béranger. Il y voit, au contraire, d'immenses inconvénients. Si le juge n'est pas chez lui à huit heures, a dit l'auteur de la proposition, on conduira la fille mineure chez le juge suppléant à minuit moins le quart.

« Cependant, un magistrat pourra trouver très mauvais qu'on vienne le trouver à pareille heure. Le juge de paix et son suppléant ont bien le droit de disposer de leur nuit pour autre chose que pour statuer,

« Puisqu'il s'agit d'une prostituée d'habitude, il n'y aurait peut-être pas un mal irréparable à ce que, entre temps, elle racolât une fois de plus, peut-être inutilement; le système juridique, en tout cas, se tiendrait mieux.

« Au demeurant, M. le Procureur général Bulot approuve le principe de M. Béranger, mais se rallie au système de M. Le Poittevin. Il conclut en disant que si la fille ne se présente pas, on la citera et l'on suivra la voie ordinaire (1) ».

d) En outre, autoriser l'arrestation aurait été ouvrir la porte sinon à de graves abus, tout au moins à des erreurs possibles et inévitables, la police n'étant pas infaillible :

« M. le Commissaire du Gouvernement. — Je ne dis pas qu'elle soit irrémédiablement perdue : je dis que sa situation, au point de vue de nos mœurs, est exactement la même, qu'on

(1) Com. Extra., 24^e séance.

l'arrête aujourd'hui ou demain. Je me trompe cependant : il y aura une différence capitale entre les deux cas : c'est que si l'on n'agit pas à la hâte, si l'on n'arrête le mineur qu'après qu'une enquête sérieuse, réfléchie, aura été diligentée, des erreurs possibles, certaines — on le sait bien — seront évitées.

« Il faut, si l'on s'en remet à la police des mœurs du soin de procéder à l'arrestation de ces jeunes enfants sur la voie publique...

« *M. le Rapporteur.* — Y a-t-il jamais eu d'erreur pour une arrestation d'enfant ? Il y en a eu pour des arrestations de majeures, jamais pour des arrestations d'enfants.

« *M. le Commissaire du Gouvernement.* — Je n'ai pas de statistique à cet égard et je ne puis pas vous répondre sur ce terrain ; néanmoins, et sans qu'il soit besoin de recourir à une statistique, je vous donnerai sur ce point la réponse qu'il convient.

« Je dis que la police des mœurs risque de commettre les erreurs les plus graves, que cela est fatal, que cela est dans l'ordre naturel des choses humaines.

« De même qu'on reproche, à tort peut-être, aux magistrats de devenir criminalistes, de même, il faut bien le reconnaître, la police des mœurs, quelque soin qu'on apporte à son recrutement, finit, à raison du milieu dans lequel elle vit, par voir la prostitution partout ; si vous lui abandonnez le droit d'arrêter seule, sans contrôle, les petites mineures qu'elle croira voir se livrer à la prostitution, demain ce sont les petites ouvrières, les midinettes qui seront l'objet d'arrestations possibles. (*Protestations sur divers bancs*).

« *M. le Comte de Pontbriand.* — Il ne faut pas jeter ainsi la suspicion sur toute la police.

« *M. le Commissaire du Gouvernement.* — Je ne jette la suspicion sur personne ; je dis que des erreurs peuvent se com-

mettre et que ces erreurs étant possibles, vous devez tout faire pour les éviter.

« En vérité, la solution est bien simple. Que voulons-nous faire aujourd'hui ? Que demande-t-on au Sénat ? On vous prie, messieurs, de faire une loi dans l'intérêt de l'enfance (1). »

Déjà M. Bourdon avait émis ces craintes lors de la précédente séance :

« Oh ! loin de moi la pensée, disait-il, d'élever ici l'ombre d'une critique contre le service des mœurs ! J'estime que les agents qui remplissent le difficile devoir d'assurer la moralité de la rue font preuve de la conscience la plus absolue ; mais enfin ils vivent dans un milieu spécial, bien qu'ils soient recrutés avec le plus grand soin ; ils finissent fatalement, en poursuivant, par voir la prostitution, à voir des prostitués partout.

« Il est naturel, il est humain qu'à raison du caractère de leurs obligations de chaque jour, à raison aussi des tares morales qu'ils constatent chez les êtres qu'ils surveillent, ils contractent quelque doute, tout au moins quelque scepticisme et qu'ils n'aient pas, pour tous ces motifs, la légèreté de main qu'il faudrait pour remplir avec tout le tact désirable une tâche aussi délicate que celle qui consiste à arrêter une enfant et à la conduire devant le procureur de la République.

« Peu importe donc que la petite mineure cause une fois de plus un scandale inévitable. Ce qui est essentiel, c'est qu'on prenne les mesures protectrices nécessaires pour éviter des erreurs odieuses. Ne vaut-il pas mieux une temporisation, faite de prudence et de sagesse, plutôt que de s'en remettre au hasard et à la hâte excessive d'une arrestation sans garantie ?

« J'estime, d'autre part, qu'il serait profondément dangereux

(1) Sénat, *Débats*, 1907, séance du 7 juin.

de s'en remettre aux agents de la sûreté, aux agents de la police des mœurs pour procéder à de semblables mesures coercitives.

« *M. Louis Pichon.* — Très bien ! (1). »

Et M. Bourdon développait cette idée non sans éloquence :

« Remarquez que ce sont en général les filles pauvres, les filles du peuple qui seraient exposées à ce traitement et que c'est leur cause que je plaide. Voilà une pauvre enfant sortant du pauvre domicile de ses parents, la joie au cœur, la chanson sur les lèvres ; craignez qu'il ne se trouve près d'elle, par aventure, un agent de la sûreté trop zélé qui voie dans la gaieté de ses quinze ans, dans la chansonnette qu'elle fredonne, quelque appel au passant, à la prostitution et qui la saisisse pour la conduire devant le procureur de la République !

« Que le Sénat veuille bien songer qu'un tel excès est possible, avec le texte de la Commission.

« Mais en vérité, pourquoi l'arrestation ? Une pareille mesure, quand il s'agit d'enfants, ne peut être prise que lorsque leur intérêt propre est en jeu.

« Il y avait, autrefois, un principe qui dominait toute mesure relative à l'enfance et qui, j'imagine, n'est pas aboli : *maxima debetur puero reverentia*. Oui nous devons, quand il s'agit des enfants, ne rien négliger pour que leur liliale vertu soit protégée aussi scrupuleusement que possible et pour qu'il ne soit porté aucune atteinte à la pureté de leur âme. En cette matière il serait criminel de laisser quelque chose au hasard et c'est cependant à cette extrémité que l'on s'exposerait si l'on permettait à un agent de la sûreté, qui, en dépit de ses bonnes intentions, peut se tromper, de procéder à l'arrestation d'une enfant, de conduire celle-ci devant le procureur de la République,

(1) Sénat, *Débats*, 1907, séance du 4 juin.

et de la mettre probablement au dépôt, en attendant qu'elle puisse être interrogée par le magistrat (1). »

« L'arrestation préventive, laissée à l'arbitraire de la police, conduirait en réalité, sous le prétexte de sauver l'enfant, à ce résultat de mêler peut-être à des enfants perdues et qui la souilleraient de leurs propos, une malheureuse petite fille innocente et sans tache, arrêtée de bonne foi, mais cependant par l'effet d'une erreur, d'une confusion parfaitement excusable de la part des agents des mœurs.

« Ainsi, sous couleur de remédier à la situation des malheureuses prostituées que nous voulons retirer de l'opprobre et de la honte, nous risquerions de faire une victime de plus. Ce n'est pas le but que se propose le Sénat (2) ».

Cet argument parut décisif d'ailleurs à la Commission de la Chambre des Députés.

« L'honorable Commissaire du Gouvernement avait raison, écrit son rapporteur ; il est impossible de donner ce droit d'arrestation à un agent irresponsable et qui peut commettre avec la plus entière bonne foi et les erreurs les plus regrettables.

« Supposez une jeune fille à la sortie de son travail qui attend tous les soirs son fiancé ou, si l'on veut même, son amant. L'agent l'observe plusieurs jours de suite. Il se méprend, volontairement ou non, sur le caractère de la scène qui frappe ses yeux ; avec le texte de M. Béranger, rien ne pourrait l'empêcher d'arrêter cette jeune fille qui demeurerait ainsi plusieurs jours en prison car, dans le système du rapporteur du Sénat, le fait d'habitude reste soumis à l'appréciation de l'agent des mœurs. Sans doute aujourd'hui un tel scandale peut se produire, mais

(1) Sénat, *Débats*, 1907, séance du 4 juin.

(2) Sénat, *Débats*, 1907, séance du 7 juin.

du moins l'agent n'est pas couvert et encouragé par la loi, comme il le serait si le texte de M. Béranger avait été voté (1). »

e) Non seulement, insistait M. Bourdon, la police des mœurs pouvait se tromper mais encore elle était mal préparée et incapable de remplir le rôle nouveau que l'on voulait lui confier :

« L'honorable M. Béranger a indiqué que jusqu'à ce jour les agents de la police de sûreté n'avaient pas commis d'erreur en ce qui concernait l'arrestation des prostituées mineures.

« On m'a fait observer, et j'en suis d'accord, qu'il ne faut pas jeter la suspicion sur ce corps qui remplit ses fonctions avec tout le dévouement possible. Je regretterais profondément de prononcer à l'encontre du personnel des agents des mœurs un seul mot qui pût paraître une critique. Mais enfin, est-on bien sûr que ce personnel pourra remplir la mission nouvelle qu'on veut lui donner ?

« *M. le Rapporteur.* — Elle n'est pas nouvelle !

« *M. le Commissaire du Gouvernement.* — Elle est au moins plus étendue.

« *M. le Rapporteur.* — En quoi ?

« *M. le Commissaire du Gouvernement.* — A l'heure actuelle, la police ne peut arrêter les filles prostituées mineures de seize ans que lorsqu'elles sont en état de vagabondage.

« *M. le Rapporteur.* — Mais pas du tout : elle les arrête dans tous les cas et la preuve, c'est qu'il y a eu 2.800 arrestations et un nombre moindre de condamnations pour vagabondage.

« *M. le Commissaire du Gouvernement.* — Permettez-moi de protester énergiquement contre cette affirmation. Vous ne trouverez pas un Tribunal, notamment celui de la Seine, dont j'ai lu avec soin la jurisprudence, qui condamne pour vagabondage lorsque les prescriptions des articles 269 et suivants du Code pénal ne se rencontrent pas dans l'espèce. »

(1) Ch. des Députés, *Impressions*, 1908, n° 1459, p. 8.

« Pour que les prostituées mineures soient poursuivies, il ne suffit pas, il est même indifférent qu'elles soient prostituées ; il faut avant tout et surtout qu'elles se trouvent en état de vagabondage. Sans doute le vagabondage, je le veux bien, n'est que le prétexte de l'arrestation. Je concéderai aussi de bonne grâce que la prostitution est ce qui la motive en fait. Mais il faut, au préalable, que les caractères spéciaux du délit de vagabondage se rencontrent et soient relevés. Or, le projet de loi a de généreuses visées et son but est de s'étendre à toutes les petites filles qui s'adonnent à la débauche, sans faire de choix entre celles qui sont vagabondes et les autres. Il y a en effet des mineures prostituées qu'il faudra défendre non seulement contre l'abandon dans lequel on les a laissées, mais encore contre le défaut de surveillance de leurs parents. Il y a des malheureuses qui trompent la sollicitude paternelle et qui descendent sur la voie publique et se prostituent ; hélas ! le nombre en est grand, et, par conséquent, le rôle de la police des mœurs sera singulièrement aggravé, s'il doit les arrêter toutes (1). »

f) M. Bourdon invoqua ensuite le véritable péril social, que l'arrestation ferait courir à la mineure. — Sa « liliale vertu » serait ternie pour jamais.

« Dans le texte qui vous est présenté par votre Commission, on indique que, lorsque le mineur aura été saisi, il sera conduit devant le procureur de la République, mais seulement après que ses parents en auront été avisés.

« J'imagine que ceci a un sens qui est incontestablement que l'on attendra la réponse des parents avant de déférer l'enfant au chef du Parquet, ou, sans cela, il serait parfaitement superflu de les prévenir.

(1) Sénat, *Débats*, 1907, séance du 7 juin.

« Alors combien durera l'intervalle de temps qui s'écoulera entre la saisie de l'enfant et le moment où on la fera comparaître devant le magistrat du ministère public ? Si les parents habitent la ville même, la réponse sera prompte à venir ; si, au contraire, ceux-ci sont domiciliés à une distance éloignée, c'est deux, trois ou quatre jours peut-être que l'enfant passera ainsi sans que la malheureuse puisse être conduite devant le procureur de la République et sans qu'en réalité elle soit dans un local autre que le dépôt, où l'on met les pires criminels, à côté de gens qui ne peuvent lui donner que les conseils les plus pervers. Voilà quelle sera la situation.

« J'entends bien que dans le projet de la Commission on fait connaître que l'enfant pourra être conduite dans un endroit que déterminera le procureur de la République, après qu'elle aura comparu devant lui.

« Nous avons dit qu'avant, il peut s'écouler un laps de temps assez long ; mais même après sa comparution devant le magistrat, l'enfant, à l'encontre de laquelle il ne faut pas oublier qu'une erreur peut avoir été commise, sera placée provisoirement dans une de ces maisons publiques ou privées qui recueillent les petites prostituées, en attendant qu'une décision définitive intervienne. Je n'imagine pas que cette promiscuité serait de nature à faciliter d'une façon très rapide le relèvement et l'amendement de la mineure arrêtée !

« Voilà cependant quelle serait la situation. Est-elle admissible ? » (1)

g) M. Bourdon ajoutait, enfin, deux dernières raisons pour ne pas accepter le projet de la Commission sénatoriale.

La première, était que donner aux agents le droit d'arrêter les mineures serait leur conférer, à l'égard des mineures prosti-

(1) Sénat, *Débats*, 1907, séance du 4 juin.

tuées, plus de droits que le père de famille n'en a pour ses enfants :

« Est-ce possible ? Est-ce qu'un pareil résultat peut être admis ? Je dis que non seulement cette solution serait lamentable en fait, mais qu'encore elle serait contraire à tous les principes du droit les plus essentiels et les plus certains.

« Voulez-vous me permettre de vous en donner une preuve très simple ? Si le Sénat veut bien se reporter aux dispositions des articles 376 et 377 du Code civil, il verra dans quelles conditions le droit de correction est donné au père de famille ; celui-ci ne peut faire détenir son enfant que pendant un mois, s'il a moins de 16 ans, et pendant six mois au plus, s'il a plus de 16 ans.

« Qui est-ce qui, dans l'espèce, délivre l'ordre d'arrestation ? Voilà un père convaincu que son fils, sa fille ont des mœurs détestables, qu'il est absolument indispensable de procéder à leur internement.

« Pourra-t-il y faire procéder seul par son autorité paternelle ?

« Non ; il faudra qu'il présente une requête au président du Tribunal, et il n'y aura pas d'arrestation possible avant que cette requête ait été répondue et que le magistrat ait donné l'autorisation d'incarcérer.

« Et cependant, les pères, en général, ne sont pas suspects de sévérité vis-à-vis de leurs enfants ; ils pèchent plutôt, d'ordinaire, par excès de tendresse.

« Il semble donc que la loi aurait dû leur faire crédit, leur accorder confiance. On aurait pu admettre que, lorsqu'il y a urgence impérieuse à ce que l'enfant perdu, qui trouble la paix du foyer paternel, soit mis en état de détention, le père trouverait, dans sa seule qualité, les pouvoirs suffisants pour faire procéder, par voie préventive, à l'arrestation de son fils, sauf à faire plus tard régulariser la situation par le président du Tribunal.

« Cependant, la loi ne l'a pas voulu ainsi et, même dans ce cas, à raison du respect dû au principe de la liberté individuelle, le Code civil décide que jamais, entendez-le bien, l'enfant ne pourra préventivement être incarcéré sur le désir de son père et qu'il faudra toujours le préalable obligatoire de l'ordonnance du président du Tribunal civil.

« Et alors n'avez-vous pas senti la contradiction, inouïe au point de vue législatif, dans laquelle on voudrait nous faire tomber ? Comment ! un simple agent de la police des mœurs pourrait procéder à l'arrestation préventive, tandis que le père, lui, n'a pas ce droit ?

« Le père, quand il s'agit de la chair de sa chair, de l'être qu'il aime par-dessus tout, pour lequel il a souvent des faiblesses excessives, ne peut pas prescrire l'arrestation préventive ; et ce droit, qui est refusé au père, vous l'accorderiez à l'agent de la police des mœurs (1) ! »

La deuxième c'était créer un précédent fâcheux pour le jour où l'on discuterait la réforme de la police des mœurs et le régime de la prostitution en général :

« Oui, en effet, il y aurait alors un précédent, et un précédent très grave sur la question, si vous décidiez à l'heure actuelle, contre tous les principes du droit, que la prostitution des mineurs est une sorte de délit autorisant leur détention préventive.

« Pourquoi, c'est très simple, et il suffit de se reporter au rapport même de l'honorable M. Béranger pour en être frappé. Il indique qu'au regard des petites mineures, la commisération, la pitié, leur jeune âge doivent être des motifs suffisants pour écarter, en ce qui les concerne, la présomption d'un délit.

« Mais pour les majeures, ces motifs ne se rencontreront pas,

(1) Sénat, *Débats*, 1907, séance du 7 juin.

et, une fois que vous aurez décidé que l'enfant, mal armée à raison de la faiblesse de son jeune âge pour résister aux tentations et aux dangers qui l'entourent, commet néanmoins un délit si elle est trouvée se livrant à la prostitution sur la voie publique, forcément vous serez conduits à dire que la majeure, *a fortiori*, consomme un acte délictueux, lorsqu'elle est rencontrée dans le même état parce qu'elle n'est pas excusable, n'étant pas sujette aux mêmes entraînements et aux mêmes faiblesses (1). »

Telles étaient les objections que M. Bourdon formulait contre l'arrestation des mineures pour faits de prostitution.

Quelques-unes avaient une réelle valeur ; d'autres, au contraire, étaient spécieuses et n'avaient que l'apparence d'une difficulté à vaincre, apparence d'ailleurs renforcée par l'éloquence et la parole élégante et persuasive du Commissaire du Gouvernement.

Ceux qui défendaient le projet de la Commission sénatoriale, avaient des arguments non moins décisifs.

a) Là où il n'y a pas de délit, il ne saurait y avoir d'arrestation, avait déclaré M. Bourdon, en s'appuyant sur l'état actuel de notre législation.

C'est là une affirmation inexacte, répliquait M. Bérenger :

« On vous a certainement ému en vous disant que la prostitution n'est pas un délit, et que là où il n'y a pas de délit il ne peut pas y avoir arrestation. Je pourrais contester qu'il ne puisse y avoir arrestation que quand il y a délit. M. le Commissaire du Gouvernement reconnaissait qu'au moins en ce qui concerne le cas d'ivresse, bien que les premières manifestations de l'ivresse ne constituent qu'une simple contravention, justiciable d'une peine de simple police, la police est dans le

(1) Sénat, *Débats*, 1907, 7 juin.

droit — mais elle ne le fait pas généralement — d'opérer l'arrestation.

« Vous voyez donc qu'il y a des cas non délictueux qui peuvent, qui doivent entraîner l'arrestation. M. le Commissaire du Gouvernement paraissait croire que le cas d'ivresse était le seul dans lequel une arrestation peut intervenir sans délit.

« C'est une erreur. Il en est de même dans le cas de tapage continu. Je ne dis pas de tapage nocturne ; je parle du cas où un individu s'empare de la rue et s'y livre à des manifestations tapageuses qui troublent la tranquillité publique. Malgré les avertissements qui lui sont donnés, il persévère ; contesterez-vous, monsieur le Commissaire du Gouvernement, le droit, pour la police, de mettre la main sur cet individu et de le conduire au moins au poste ?

« *M. Bourdon*, commissaire du Gouvernement. — C'est pour prendre son identité.

« *M. le Rapporteur*. — Dans tous les cas, il y a arrestation, que cette arrestation soit suivie de poursuites ou ne le soit pas.

« La police, vous le reconnaissez — votre interruption même me le prouve — a le droit de conduire l'individu au poste.

« Autre cas. Il s'agit d'un individu qui injurie habituellement les passants. L'injure est encore un fait de simple police, alors même qu'elle est publique, et elle ne peut même être poursuivie que si elle est publique. On avertit l'individu ; il continue. Comment voulez-vous faire cesser ce désordre, si la police ne met pas la main sur cet individu et ne le conduit pas au poste ?

« Or, dans l'hypothèse de la proposition de loi, il s'agit d'enfants qui sont dans un cas particulier, qui se livrent sur la voie publique, en présence des passants, à un scandale qui révolte tout le monde, qui cause un véritable trouble ; et vous ne voulez pas qu'alors, en présence d'un fait pareil, la police use du droit que lui donne sa mission de maintenir le bon ordre dans

la rue, pour mettre la main sur cet enfant et s'en assurer ? Cela ne me paraît pas possible (1). »

La réponse de M. Béranger ne satisfait pas M. Bourdon qui répliqua ainsi :

« *M. le Commissaire du Gouvernement.* — Ah ! je sais que M. le Rapporteur a indiqué tout à l'heure que le droit d'arrestation existait cependant en matière d'ivresse et que l'ivresse est une simple contravention. Oui, certes ! C'est même le seul cas où, en matière contraventionnelle, une arrestation légale soit possible. Dans les autres espèces contraventionnelles, s'il y a une mainmise de la police, ce n'est pas que la légalité y trouve toujours son compte. Or, en matière d'ivresse, qu'on se reporte aux travaux préparatoires et on verra que les motifs qui, à ce moment, ont déterminé le législateur étaient autant ceux qui pouvaient le conduire à éviter un scandale dans la rue que le désir de placer une personne qui, en réalité, était malade à la suite de l'absorption excessive qu'elle avait pu faire d'alcool ou d'autres boissons pernicieuses, dans un endroit où elle pourrait être soignée à raison de son état. »

Mais ces deux raisons, d'ailleurs, ne sont-elles pas les mêmes dans le cas actuel et ne pourrait-on pas les appliquer aux mineures prostituées. Eviter un scandale chaque jour grandissant, et placer une mineure — moralement malade — dans une maison où elle puisse être soignée et réformée, ne sont-ils pas précisément le but poursuivi par la loi de 1908 ?

D'ailleurs, il faut le remarquer, la loi fait de nombreuses et profondes innovations qui vont à l'encontre de tout ce qui se passe actuellement.

Dès lors, pourquoi — même si, d'après la législation antérieure, on ne pouvait arrêter sans qu'un délit n'ait été com-

(1) Sénat, *Débat* 1907, séance du 7 juin.

mis — ne pas créer au regard des mineures prostituées ce droit d'arrestation, même si l'on considérait que la prostitution n'était pas, par elle seule, un délit ?

Pourquoi ne pas admettre pour la prostitution publique ce que les Belges ont admis et ce que les commissions de la Chambre des députés ont adopté pour le vagabondage ?

« En Belgique, par une innovation hardie, lit-on dans un des rapports de M. Marc Réville, les délits de vagabondage ont été supprimés purement et simplement. Ce ne sont pas des *contraventions*, ce sont des *états de fait*, jugés dangereux pour la société qui a le droit de prendre contre eux des mesures de protection. Le juge de paix constate ces états, il ne prononce aucune condamnation mais, docteur en droit, recruté avec le plus grand soin et soustrait, par l'inamovibilité, à toute influence étrangère, il met le vagabond ou le mendiant professionnels à la disposition du Gouvernement pendant une durée de deux à sept ans (1).... Chez nos voisins, le vagabondage et la mendicité ne sont pas des délits : ce sont des états de faits amoraux, des situations anti-sociales qui relèvent uniquement du droit qu'à la collectivité d'empêcher que des individus, soit par leur volonté de ne pas travailler, soit par un manque de volonté suffisante pour s'astreindre à la loi du travail, lui causent un préjudice (2). »

b) Arrêter les mineures prostituées serait, a-t-on dit, violer les droits imprescriptibles de la liberté individuelle et porter une atteinte grave aux principes généraux qui nous régissent.

C'est là un argument, juste en principe, mais dont on a abusé au cours de la discussion, et auquel on a donné une portée et une conséquence qu'il n'a pas.

(1) Ch. des Députés, *Impressions*, 1908, n° 1919, p. 29.

(2) Ch. des Députés, *Impressions*, 1908, n° 1919, p. 35.

« Dira-t-on que c'est porter atteinte à la liberté individuelle ? faisait très judicieusement remarquer M. le Dr Mengy dans sa pétition au Sénat en 1865. Tenir un pareil langage c'est parler pour ne rien dire. La liberté individuelle n'a que faire ici. Ce n'est pas elle qui est attaquée. Ce que l'on veut atteindre et détruire, c'est le mal qui se cache derrière ce nom pompeux dont on voudrait se faire une égide. Quand il est une cause de souffrances et de dangers pour l'intérêt général, l'intérêt particulier perd ses droits. En présence de la morale et de la santé publique outragées ou menacées par elle, la liberté individuelle doit disparaître, car alors elle n'est plus que la liberté du mal (1). »

La liberté individuelle, mais c'est « prostituer » ce mot que de l'employer en pareil cas, déclarait M. Philippe Berger, au cours de la discussion :

« Si le respect de la liberté individuelle doit dominer la question lorsqu'il s'agit de l'adulte, en est-il de même lorsqu'il s'agit de l'enfance ?

« Ici, sans doute, la liberté individuelle est aussi en cause, mais cette liberté individuelle doit être protégée, parce que le mineur n'est pas maître de lui-même comme un adulte (*Très bien ! très bien ! sur plusieurs bancs.*)

« Il ne s'agit pas seulement de la liberté individuelle, il s'agit de la protection que nous devons à l'enfance ; et il s'agit de l'enfance, dont la société doit être le défenseur, surtout quand elle est livrée à un milieu qui l'entraîne vers le vice et qui la mène à sa perte.

« Quelle est la thèse du Gouvernement ?

« C'est celle que M. le Commissaire du Gouvernement a déjà développée devant vous et qu'il vous a encore exposée aujourd'hui.

(1) Sénat, *Archives*, Pétition 1865. Déjà cité p. 45.

d'hui. Cette thèse, la voici : c'est qu'il faut traiter la prostitution des mineurs comme celle des adultes ; c'est que la prostitution n'est pas un délit et que, par conséquent, on ne doit porter atteinte à aucun titre à la liberté individuelle.

« Parler de liberté individuelle lorsqu'il s'agit d'enfants qui font métier de se livrer à tout le monde, en public — entraînés par de grandes personnes qui sont cachées si elles ne sont pas là tout le temps — je trouve que c'est prostituer le mot de liberté. (*Vive approbation sur un grand nombre de bancs.*)

« Mais, cette liberté, la laissez-vous vous-mêmes à l'enfant ? Pas du tout ! Prenez l'article 1^{er} que le Sénat a voté à la dernière séance : qu'y lisez-vous ? Ceci :

« Tout mineur de 18 ans qui se livre habituellement à la prostitution, même sans idée de gain, est appelé à comparaître devant le Tribunal civil en Chambre du Conseil qui décide, suivant les circonstances, s'il doit être rendu à ses parents, ou placé : soit dans un établissement public spécialement organisé, soit dans un établissement privé régulièrement autorisé à cet effet et approprié à sa réformation morale, soit enfin à un parent ou un particulier, pour y être retenu jusqu'à sa majorité ou jusqu'à son mariage. » (1)

« Voilà l'atteinte à la liberté individuelle ! Elle consiste à interner quelqu'un qui ne commet aucun délit. La prostitution, dites-vous, n'est pas un délit, et cependant vous internerez celle qui s'y livre, jusqu'à l'âge de 18 ans. Vous la privez pendant trois ans, cinq ans peut-être de sa liberté ? N'est-ce pas l'atteinte la plus caractérisée à la liberté individuelle ? »

Et il ajoutait :

« Quand on prend une femme à voler dans un magasin, est-ce qu'on l'arrête immédiatement ? Non ; après lui avoir vu vo-

(1) Sénat, *Débats*, 1907, séance du 7 juin.

ler un objet, on la suit ; elle en vole un second, on la suit ; on la suit quelquefois cinq, six, huit, dix fois, par respect pour la liberté individuelle, pour ne pas risquer de se tromper. C'est pour cela que la Commission a décidé qu'il fallait que l'habitude du fait fût constatée, qu'on eût vu l'enfant se livrer à plusieurs reprises à la prostitution, avant de l'arrêter et de la mener devant le magistrat. Si elle a des parents respectables, ceux-ci pourront venir la réclamer et, s'ils offrent les garanties suffisantes, certainement le magistrat leur permettra de la garder.

« *M. le Rapporteur.* — C'est cela.

.
« Voilà des enfants qui se perdent moralement ; mettez la main sur eux pour les sauver et n'allez pas enlever sous un faux prétexte de liberté individuelle le seul moyen que vous avez de les arracher aux mauvaises sociétés et de leur rendre leur dignité morale et leur libre arbitre. » (*Très bien ! très bien ! et applaudissements sur un grand nombre de bancs*) (1).

c) M. Bourdon avait invoqué à l'appui de sa thèse le scandale énorme qu'engendrerait l'arrestation de la mineure.

M. Bérenger lui fit remarquer que si scandale il y avait, il serait constitué non par l'arrestation, mais par les mesures que préconisait le projet du Gouvernement en cas de prostitution publique :

« Mais le projet du Gouvernement est général et ne s'occupe pas du cas où l'enfant a racolé sur la voie publique.

« Le fait ici est extraordinairement grave ; non seulement il constitue une atteinte à la morale publique, mais encore il porte un trouble profond à l'ordre public et, en même temps, il est le plus fatal exemple. Aujourd'hui, il est facile de saisir le tribu-

(1) Sénat, *Débats*, 1907, séance du 7 juin.

nal. La police arrête l'enfant ; comment ne l'arrêterait-elle pas ? Cette enfant donne lieu à un scandale évident, qui cause la plus fâcheuse impression sur les passants, sur le public de la rue. La police met la main sur elle. Nous demandons seulement qu'au lieu de la conduire au dépôt, la police la conduise immédiatement devant le procureur de la République, qui prendra les mesures nécessaires pour s'assurer de sa personne et la traduire aussi rapidement que possible devant le Tribunal.

« Le Gouvernement ne prévoit pas ce cas ; cette enfant, qui commet un pareil acte sur la voie publique, il faudra aller la chercher dans sa famille. Ce sera la même procédure qui sera employée ; l'agent, après avoir constaté le fait, n'aura d'autre moyen que de dire à la jeune prostituée : « Je te saisis encore pour la dixième fois, peut-être pour la vingtième fois, je dresse contre toi un procès-verbal et il sera procédé de façon à t'envoyer dans une maison de réforme. »

« L'agent peut et doit même lui dire cela. Mais après ? Il n'a pas le droit de mettre la main sur elle, il la laissera dans la rue à la profonde stupéfaction du public ; l'enfant le bravera et, dès qu'il aura le dos tourné, continuera le racolage. L'agent sera tout à fait désarmé. Pourquoi ? Parce que le projet du Gouvernement ne prévoit pas ce cas et que sa procédure étant finie, la seule ressource qu'aura le procureur de la République informé, ce sera de dénoncer l'enfant devant le président du Tribunal qui répondra dans les vingt-quatre heures et qui prendra ensuite trois jours pour citer les parents et l'enfant lui-même. Pendant ce temps il y aura ce double inconvénient qu'en premier lieu l'enfant continuera le fait qu'on veut faire cesser et qu'en second lieu, on le fera très facilement disparaître.

« Messieurs, la Commission a représenté dans son rapport l'inconvénient qu'il y aurait à procéder ainsi et elle a pensé qu'il y avait là deux situations absolument différentes.

« La procédure protectrice de la garantie de la liberté individuelle est nécessaire quand il s'agit d'aller chercher un enfant à son domicile ou dans sa famille ; mais quand il s'agit de l'enfant qui est dans la rue, une mesure immédiate s'impose.

« Cette mesure immédiate que nous sollicitons du Sénat n'est pas une nouveauté ; c'est le maintien de ce qui existe actuellement. Actuellement, quand la police intervient, elle sait que l'avertissement sera inutile si elle ne le faisait pas suivre d'un acte ; elle se saisit de l'enfant et le conduit devant le magistrat (1). »

d) Puis M. Béranger répondit à deux des objections que le Commissaire du Gouvernement avait soulevées.

L'arrestation des mineures prostituées ne doit pas être autorisée par crainte des erreurs.

Sans doute elles sont théoriquement possibles. Mais, en fait, y en a-t-il jamais eu ? Si l'on a pu rencontrer de ces faits lamentables en ce qui concerne les majeures, il n'y a aucun souvenir d'arrestations erronées de mineures prostituées.

« Ainsi poussé, l'argument de l'erreur accidentellement possible, est insoutenable dans les choses humaines, écrit très justement M. Prévost. Faut-il supprimer les tribunaux parce qu'ils peuvent commettre des erreurs, qui sont prévues par la loi elle-même quand elle organise les voies de recours ? De ce que les médecins ou les architectes ou les ingénieurs peuvent se tromper, faut-il conclure qu'ils doivent être supprimés ? La science aussi est exposée à des erreurs. La vérité d'aujourd'hui est souvent l'erreur de demain. Est-ce une raison suffisante pour condamner l'instruction ? (2) »

D'ailleurs, pour les prévenir, il ne fallait supprimer l'arrestation, mais entourer cette arrestation de certaines me-

(1) Sénat, *Débats*, 1907, séance du 7 juin.

(2) *Op. cit.*, p. 32, note 1.

sures, et la soumettre à certaines conditions nettement déterminées.

e) La tâche des agents serait augmentée, leur rôle serait étendu, a déclaré M. Bourdon. Ils ne sont d'ailleurs pas préparés à cette mission.

Mais, il faut remarquer, tout d'abord, que pour préparer des agents à cette mission, il suffira de les recruter toujours avec le plus grand soin, et que si le texte de M. Béranger avait été voté il n'y aurait eu aucun changement dans le rôle des agents. Leur mission aurait été la même demain comme hier. Car avant la loi de 1908, les agents arrêtaient les mineures se prostituant sur la voie publique non pour vagabondage, mais pour prostitution. On ne retenait ensuite, et on ne traduisait devant les tribunaux que les prostituées vagabondes au sens juridique du mot. Mais l'état du vagabondage, qui n'était établi que bien postérieurement à l'arrestation, ne la motivait point.

f) Ces arguments présentés par M. Bourdon ne devaient donc pas plus décider le législateur que celui qui montrait l'arrestation comme créant un précédent fâcheux pour le jour où serait discuté le problème de la prostitution en général.

C'est ce que M. Béranger démontra :

« Mais il y a une considération bien plus grave que celle-là, c'est la répercussion que la nouveauté que réclame de nous le Gouvernement pourrait avoir sur le régime de la prostitution même des majeures.

« Si vous déclarez, en effet, aujourd'hui que l'arrestation, je ne dis pas n'est pas possible, mais n'est plus possible, vous condamnez d'abord absolument la préfecture de police, vous condamnez ensuite la magistrature, puisque la magistrature légitime ces arrestations en prononçant des condamnations correctionnelles. (*Assentiment.*)

« Cela est déjà grave, Messieurs ; mais quelle sera l'influence

de cette décision sur le régime à venir de la prostitution ? Croyez-vous que, lorsque, condamnant les mesures prises actuellement par la police, vous lui interdirez de mettre la main sur l'enfant qui se livre à ce scandale public, la préfecture de police croira pouvoir arrêter, sur les protestations adressées souvent par des quartiers tout entiers, l'invasion de la prostitution publique des femmes majeures dans la rue ? Incontestablement non ! Elle n'osera plus opérer d'arrestations. (*Très bien ! très bien !*) (1). »

g) M. Sarrien, Président du Conseil, Garde des sceaux, s'était opposé, en 1906, à l'arrestation des mineures, parce qu'il ne pouvait admettre que le racolage soit punissable pour les mineures et non pour les majeures.

M. Béranger avait répondu à cette objection en ces termes :

« M. le Garde des sceaux nous dit — et je comprends parfaitement son sentiment, puisque je suis d'accord avec lui sur le fond — que si nous faisons du racolage non pas précisément un délit, mais une cause d'arrestation pour les mineures, c'est que nous considérons que le fait a un caractère délictueux, qu'alors il faut étendre la proposition aux majeures elles-mêmes. Je suis très disposé, pour ma part, à entrer avec dans cette voie ; seulement il n'apprendra peut-être pas sans quelque surprise que cette Commission Extraparlementaire des mœurs, dont il attend avec espoir les résolutions a précisément décidé que le racolage n'était pas plus un délit que la prostitution, à moins qu'il ne fût accompagné de certaines circonstances aggravantes, telles que le racolage à plus de deux ou celui qu'accompagnent des gestes indécents ou des propos outrageants.

« De telle sorte, monsieur le garde des sceaux, que le rapport

(1) Sénat, *Débats*, 1907, séance du 7 juin.

où vous espérez trouver d'utiles renseignements ne vous apportera que la complication la plus grave de la question.

« Vous le voyez, Messieurs, voilà bien des causes d'incertitude, et quelles discussions interminables si au racolage des mineures nous voulons ajouter celui des majeures. (1) »

h) Enfin un dernier argument et non sans valeur fut invoqué en faveur de l'arrestation des mineures se prostituant sur la voie publique.

C'était l'utilité pratique, la nécessité de l'arrestation, si l'on voulait que la loi ne fût pas lettre-morte.

C'est sur ce point que M. Bérenger insistait déjà lors de la discussion générale ;

« Messieurs, il faut être pratique. Il n'y a pas à dire, un scandale public s'est produit. Il y a une question d'ordre public en même temps que de défense et de moralité publiques (*Très bien !*) : la police doit intervenir ; elle met la main sur celui ou celle qui a troublé l'ordre et le détient jusqu'au moment où le Tribunal peut être saisi.

« Je pense avoir fait une réponse suffisante, et je demande au Sénat d'accepter le principe de la proposition et de passer à la discussion des articles. » (*Très bien ! très bien ! sur divers bancs.*) (1).

Si l'arrestation n'était pas admise par le Parlement, comment s'assurerait-on de la mineure. Car il était bien certain qu'elle disparaîtrait, dès qu'elle se sentirait susceptible d'être atteint par la loi. Il suffisait de voir ce qui se passait tous les jours.

« Ce qui rend la fille publique particulièrement dangereuse, disait en 1904 à la Société des Prisons M. Feuilloley, c'est qu'elle est essentiellement nomade. Aujourd'hui elle exerce son

(1) Sénat, *Débats*, 1906, séance du 30 mars.

métier à Belleville; demain, si elle est malade ou si elle a commis quelques peccadille, elle sera à Montrouge, sous un autre nom, peut-être à Lyon, à Bordeaux, afin de dépister la Police... » (1)

Dès lors combien plus nomade sera-t-elle si elle sait que par ce moyen elle échappera à coup sûr à la loi nouvelle?

« Pour la prostitution s'exerçant dans la famille, disait M. Bérenger, cela est naturellement la solution la plus logique et la plus naturelle, mais pour ce qui concerne l'enfant se livrant habituellement à la prostitution dans la rue, cela peut présenter de très graves inconvénients.

« Le premier de ces inconvénients, c'est que, si la police ne peut plus mettre la main sur cet enfant, il continuera à se livrer après l'avertissement, au même scandale; le second inconvénient, plus grave encore, c'est que si on lui laisse du temps avant de comparaître devant le Tribunal qui réglera son sort et son envoi dans une des maisons de réforme à créer, ce temps sera vraisemblablement employé par ceux qui profitent de son inconduite — et l'on sait s'ils sont nombreux — à faire disparaître cet enfant pour le soustraire au régime qui le menace,

« La Commission demande donc que, ainsi que cela a été fait de temps immémorial, comme cela se pratique encore aujourd'hui, la police continue à mettre la main sur cet enfant. »

Et M. Philippe Berger, qui au cours de toute cette discussion avait fait entendre des paroles si pleines de bon sens pratique, appuyait de toute son autorité le texte de la Commission :

« Ce que nous nous demandons, Messieurs, c'est de ne pas rendre illusoire cet article 1 que vous avez voté. Vous avez décidé que l'on pourrait interner les enfants qui se livrent à la prostitution; or, si vous voulez les interner, il faut pouvoir

(1) *Rev. Pénit.*, 1904, p. 382.

mettre la main sur eux. Comme vous l'a si bien dit M. Béren-ger, si vous leur dressez un procès-verbal sans pouvoir les ar-rêter, les enfants feront un pied de nez au sergent de ville et iront recommencer dix mètres plus loin. Si vous les convoquez chez le magistrat, le lendemain ils auront émigré dans un autre quartier, souvent même à l'intisgation de leurs parents qui les poussent à faire ce métier.

« Quand vous voulez mettre un oiseau en cage, il ne faut pas commencer par le laisser s'envoler, le bon sens le dit. (*Rires, applaudissements.*)

« L'important, c'est de mettre la main sur l'enfant pour qu'il n'échappe pas et pour qu'il puisse être amené devant le magis-trat qui est son protecteur naturel aux yeux de la loi et qui doit statuer sur son sort.

« Si les parents sont loin, dit-on, s'ils sont absents? Dans ce cas, il y a le tuteur. Et s'il n'y a pas de tuteur? Il y a alors son patron (1). »

i) M. Bourdon pour combattre le droit d'arrestation avait présenté un autre argument qui lui paraissait décisif.

L'arrestation est inutile, car celles qui se livrent à la prosti-tution sur la voie publique ne sont pas de précoces débauchées, elles ont déjà atteint les bas fonds du vice et de la débauche. Dès lors un racolage de plus ou de moins n'avait aucune impor-tance. On pouvait attendre sans craindre de voir augmentée la perversion de la mineure, arrivée à son maximum.

A cette argumentation si spécieuse, M. Le Chevalier avait répondu avec un grand bon sens et posé cette judicieuse ques-tion.

« Pourquoi donc acceptez-vous l'article 1^{er} puisque cela ne

(1) Sénat, *Débats*, 1907, séance 7 juin.

fait rien ? Elle est perdue, d'après vous : alors n'acceptez pas l'article 1^{er}. » (1)

M. Bourdon déclara qu'il considérait la mineure comme pouvant encore se relever, mais qu'il s'en tenait à sa thèse, car tout plutôt qu'une erreur alors irréparable.

L'argument de M. Bourdon était à double tranchant. Si la mineure, qui descend dans la rue, n'en est plus à ses débuts dans la prostitution, si c'est déjà une débauchée ancienne, dès lors pourquoi ne pas l'arrêter au premier acte de racolage caractérisé car il ne peut y avoir aucune chance d'erreur.

Les deux thèses opposées concernant l'arrestation des mineures pour fait prostitutionnel avaient chacune leurs partisans, dont les arguments avaient été longuement développés au Sénat, ainsi que nous venons de l'exposer. Celui-ci était divisé sur la question, et lorsqu'il fallut passer au vote, il y eut lieu à pointage.

D'après la proclamation du résultat le Sénat aurait adopté par 136 voix contre 134 le texte suivant :

« Si le mineur de 18 ans est saisi en état habituel de prostitution sur la voie publique ou dans un lieu public, il est immédiatement conduit, après avis donné aux parents ou au tuteur, devant le procureur de la République, qui prend à son égard les mesures nécessaires pour s'assurer de sa personne jusqu'au jour de sa comparution et le défère au tribunal civil jugeant en Chambre du Conseil, qui statue dans les termes de l'article 1^{er}. ».

Le Sénat avait décidé de passer à une 2^e délibération et il fut entendu que la Commission examinerait certains amendements entre les 2 délibérations.

Le texte ci-dessus avait en réalité été repoussé par le Sénat, car M. Riotteau, porté comme ayant voté pour, a déclaré que

(1) Sénat, *Débats*, 1907, 7 juin.

s'il avait été présent il aurait voté contre, de même que M. Pauliat porté comme n'ayant pas pris part au vote.

Trois sénateurs proposèrent un certain nombre de modifications au texte voté, ce furent MM. Gourju, Legrand et Félix Martin.

1^{er} amendement de M. Gourju :

« ART. 9. — *Rédiger ainsi cet article* : Lorsqu'un mineur sera surpris sur la voie publique ou dans un lieu public en flagrant délit de quelque acte de prostitution, il sera immédiatement conduit devant le procureur de la République, qui mandera les parents ou le tuteur.

« Avant de faire relâcher le mineur, il lui adressera, en présence de ses parents ou tuteur s'ils se sont rendus à la convocation, telles remontrances qu'il jugera convenables.

« Si les actes de prostitution publique se renouvellent et dégèrèrent en état habituel, le procureur de la République prendra à son égard les mesures nécessaires pour s'assurer de sa personne, jusqu'au jour de sa comparution, et il le déférera au Tribunal civil, jugeant en Chambre du Conseil, qui statuera dans les termes de l'article premier. »

Puis, non satisfait sans doute de sa première rédaction, M. Gourju la modifia en ces termes :

« ART. 9. — *Rédiger ainsi cet article* : Lorsqu'un mineur sera surpris sur la voie publique ou dans un lieu public en flagrant délit de quelque acte de prostitution, il en sera immédiatement donné avis aux parents ou au tuteur.

« En cas de récidive, le mineur sera aussitôt conduit devant le procureur de la République, qui mandera les parents ou le tuteur.

« Avant de faire relâcher le mineur, ce magistrat lui adressera, en présence des parents ou du tuteur s'ils se sont rendus à la convocation, telles remontrances qu'il jugera convenable.

« Si les actes de prostitution publique dégénèrent en état habituel, le procureur de la République prendra à l'égard du mineur les mesures nécessaires pour s'assurer de sa personne, jusqu'au jour de sa comparution, et il le déférera au Tribunal civil, jugeant en Chambre du Conseil, qui statuera dans les termes de l'article premier. »

L'amendement proposé par M. Legrand en diffère sur certains points :

ART. 9. — *Rédiger ainsi cet article* : « Tout mineur de 18 ans qui, pour se livrer à la prostitution, pratique le racolage sur la voie publique ou dans un lieu public, donne lieu à un procès-verbal dressé contre lui par les agents compétents ; il en est par eux donné avis dans les quarante-huit heures aux parents ou au tuteur avec avertissement qu'en cas de récidive l'enfant sera l'objet des mesures prescrites par le paragraphe suivant.

« S'il y a récidive, ledit mineur, et avis en est de suite donné aux parents et au tuteur, est immédiatement conduit devant le procureur de la République, qui le défère au Tribunal civil en Chambre du Conseil dans les termes de l'article premier, et qui prend à son égard les mêmes [mesures] provisoires nécessaires pour s'assurer de sa personne jusqu'au jour fixé pour la comparution. »

Le premier amendement de M. Félix Martin était ainsi libellé :

« ART. 9. — Le mineur de 18 ans qui se livre au racolage sur la voie publique ou dans un lieu public est passible d'un procès-verbal qui sera, avec le texte de la présente loi, immédiatement et par lettre recommandée porté à la connaissance des personnes qui ont la garde du mineur aux termes de l'article 3. Si elles ont des réclamations à formuler, elles en saisiront le procureur de la République.

« Au cas de nouveau procès-verbal, le mineur est conduit devant le procureur de la République, mais sans pouvoir être re-

tenu dans un lieu de dépôt ou de répression. Les personnes ci-dessus visées sont mandées d'urgence et rappelées à leur devoir de surveillance.

« Si elles ne se présentent pas, refusent ou sont reconnues indignes ou incapables de surveiller le mineur, celui-ci est immédiatement déféré au Tribunal civil dans les termes des articles 4, 5 et 8.

« Il en sera de même lorsqu'un troisième procès-verbal pour les mêmes faits aura été dressé contre le mineur dans les douze mois. »

La Commission examina ces divers textes, et s'en étant inspirée, proposa une nouvelle rédaction de l'article 9.

Voici en quels termes le rapporteur la présenta :

« Messieurs, la Commission avait pris l'engagement, sur les observations présentées au cours de la première délibération, de se livrer à un nouvel examen des dispositions des articles 8 et 19 du projet.

« Sur le premier point, deux amendements ont été déposés par M. Louis Legrand, M. Gourju et M. Félix Martin.

« Les deux premiers s'inspirent l'un et l'autre de la pensée qu'il importe, avant que le mineur soit mis à la disposition du procureur de la République, de préciser d'une manière plus explicite que les parents, tuteurs ou autres personnes en ayant la garde, doivent être à la fois informés de sa conduite, admis à fournir des explications sur le fait qui lui est imputé et mis en demeure d'exercer sur lui une plus active surveillance.

« Ils substituent en outre aux mots, jugés un peu vagues, « état habituel de prostitution », des dispositions propres à définir les devoirs de la police avec une précision plus rigoureuse.

« Ces modifications étaient trop conformes aux sentiments qui avaient dirigé la Commission dans sa propre rédaction pour qu'elle ne fût pas disposée à les accueillir.

« Elles avaient en outre l'avantage d'apporter une certaine satisfaction aux objections présentées au nom du Gouvernement.

« La Commission s'est mise en rapport avec les représentants du Gouvernement, et c'est d'accord avec eux qu'elle propose une nouvelle rédaction, dont les caractères principaux peuvent être ainsi résumés :

« Si le mineur est trouvé se livrant au racolage sur la voie publique ou dans un lieu public, la police se borne, pour la première fois, à dresser un procès-verbal, dont il est donné connaissance aux parents, avec avertissement qu'en cas de nouveaux faits, il sera pris à son égard des mesures plus sévères.

« Si une seconde constatation intervient, le mineur est conduit devant le procureur de la République. Ce magistrat mande les parents à son parquet, et, en attendant leur comparution, fait déposer l'enfant dans un lieu qu'il désigne et qui ne peut être ni une prison, ni un lieu de dépôt. Si les parents comparaissent, il leur adresse des remontrances sur leur défaut de surveillance et les avertit qu'en cas de nouveau fait, le Tribunal civil sera saisi pour statuer dans les termes de l'article premier du projet.

« Enfin, si, malgré ces avertissements préalables, un troisième fait de racolage se produit, le mineur, conduit devant le procureur de la République, est déféré par ce magistrat au Tribunal.

« Telle est la règle générale, mais il convient d'y prévoir certaines exceptions. Si, dès la seconde constatation, les parents convoqués ne se présentent pas, s'ils refusent de se charger de la surveillance du mineur, s'ils sont jugés indignes ou incapables de le faire, ou encore si, désespérant de pouvoir exercer sur lui une influence salubre, ils réclament eux-mêmes

son envoi dans une école de réforme, il est impossible, dans les premiers cas, de laisser l'enfant sans surveillance livré à ses funestes penchants, et dans le dernier de se refuser à la mesure jugée nécessaire par la famille. La comparution, dans ces conditions, devant le tribunal, étant pleinement justifiée, doit être ordonnée (1). »

Elle proposait en conséquence le texte suivant :

L'article 9 est ainsi conçu :

« Si le mineur de 18 ans est trouvé provoquant à la débauché sur la voie publique ou dans un lieu public, il est dressé contre lui procès-verbal et il en est immédiatement donné connaissance, par lettre recommandée, aux personnes désignées dans l'article 3, avec avertissement qu'en cas de nouveau procès-verbal, *pour le même fait*, il sera procédé comme il suit :

« Le procureur de la République statue, s'il y a lieu, sur leurs réclamations.

« En cas de nouvelle constatation qui ne pourra être faite avant cinq jours révolus, le mineur est conduit devant le procureur de la République qui mande, dans les quarante-huit heures au plus tard, les personnes sus-indiquées et prend les mesures nécessaires pour s'assurer de sa personne, jusqu'à leur comparution devant lui, sans toutefois qu'il puisse être retenu dans un lieu de dépôt ou de répression.

« Si les personnes mandées comparaissent il leur adresse les remontrances que comporte leur défaut de surveillance, en les avertissant qu'au cas de nouveau fait, le mineur serait déféré au Tribunal. Il le leur remet, s'il y a lieu.

« Si un troisième fait de provocation à la débauche est constaté dans les douze mois, à compter du premier procès-verbal,

(1) Sénat, *Impressions*, 1907, n° 199.

le mineur est immédiatement conduit devant le procureur de la République, déferé par ce magistrat au Tribunal civil dans les termes des articles 1 et 6, et dans les mêmes conditions.

« Au cas où, dès la seconde constatation, les parents ou autres personnes, convoqués au Parquet, ne sont pas trouvés, ne se présentent pas, se déclarent hors d'état ou refusent de se charger de la surveillance du mineur, sont jugés indignes ou incapables de le faire, ou demandent eux-mêmes qu'il soit déferé au tribunal, la comparution est aussitôt ordonnée et les mesures ultérieures relatives à la garde de l'enfant sont prescrites immédiatement par le président du Tribunal en conformité de l'article 8. »

La deuxième délibération s'ouvrit le 5 juillet, mais M. Félix Martin ayant prétendu que son amendement n'avait pas été examiné par la Commission. en déposa un nouveau ainsi conçu :

« ART. 9. — Si le mineur de 18 ans se livre au racolage sur la voie publique ou dans un lieu public, procès-verbal en est dressé et les personnes désignées à l'article 3 sont immédiatement averties par lettre recommandée qu'à l'expiration du délai de cinq jours, de nouvelles provocations à la débauche entraînent l'application des mesures déterminées par le présent article. Ces personnes pourront adresser leurs réclamations au Procureur de la République.

« Au cas d'un second procès-verbal le mineur est conduit devant le Procureur de la République qui ne pourra le retenir plus de quarante-huit heures, ni dans un lieu de dépôt ou de répression. Les personnes ci-dessus désignées sont mandées d'urgence et rappelées à leur devoir de surveillance.

« Si elles ne se présentent pas ou si elles se déclarent impuissantes à exercer sur le mineur une surveillance efficace, celui-ci est immédiatement déferé au Tribunal civil qui statue en conformité des articles 1, 6 et 8. Il en sera de même si un troisième

procès-verbal est dressé contre le mineur dans les douze mois à compter du premier. »

M. Béranger protesta contre les allégations de son collègue, puis, après une courte discussion, le texte fut de nouveau renvoyé à la Commission qui proposa, à la séance du 9 juillet, une nouvelle et dernière rédaction de l'article 9.

Voici cette rédaction qui fut d'ailleurs votée sans discussion :

« ART. 9. — Si le mineur de 18 ans est trouvé provoquant à la débauche sur la voie publique ou dans un lieu public, il en est dressé procès-verbal, dont copie est immédiatement envoyée aux personnes désignées à l'article 3, lesquelles sont en même temps averties, le tout par lettre recommandée, qu'à l'expiration du délai de cinq jours, de nouvelles provocations à la débauche entraîneront l'application des mesures déterminées par le présent article. Ces personnes pourront adresser leurs réclamations au Procureur de la République.

« Au cas d'un second procès-verbal, le mineur est conduit devant le Procureur de la République qui prendra les mesures nécessaires pour sa garde provisoire, sans pouvoir toutefois le retenir dans un lieu de dépôt ou de répression, ni pendant plus de trois jours. Ce magistrat convoque d'urgence les personnes ci-dessus désignées et, avant de leur remettre le mineur, leur rappelle leurs devoirs envers lui.

« Si elles ne se présentent pas ou si elles ne sont pas en état d'exercer sur le mineur une surveillance efficace, celui-ci est immédiatement déféré au Tribunal civil qui statue en conformité des articles 1, 6 et 8.

« Il en sera de même si un troisième procès-verbal est dressé contre le mineur dans les douze mois à compter de la première constatation. »

La Commission de la Chambre, suivie en cela par un vote con-

forme, apporta à ce texte certaines modifications expliquées par M. Viollette, dans son rapport :

« Lorsqu'il y a provocation à la débauche sur la voie publique, procès-verbal doit être dressé. Ce procès-verbal a une importance capitale, puisque c'est lui qui ouvrira le droit d'arrestation en cas de récidive. Au cas où ce procès-verbal serait injustifié, on donne d'ailleurs le droit de réclamation, auprès du Procureur de la République, aux personnes à qui il est notifié.

« Mais ce droit de réclamation serait purement illusoire si la loi ne permettait pas de faire tomber le procès-verbal dressé à tort. Il faut au cas d'erreur reconnue l'anéantir et aussi anéantir la possibilité d'une arrestation injustifiée qui pourrait être faite cinq jours après suivant le texte du Sénat.

« Il faut donc dire que le Procureur de la République, quand il y aura réclamation, devra saisir d'urgence le président du Tribunal. Dans le délai de dix jours, la Chambre du Conseil décidera si le procès-verbal doit être annulé ou maintenu.

« Nous avons modifié la rédaction de l'article 3 dans la forme seulement pour la rendre plus claire et plus précise. Cependant nous avons fait disparaître la disposition qui interdisait au Procureur de la République de détenir l'enfant plus de trois jours. En effet, c'était une disposition dont l'obéissance était matériellement impossible, puisque dans le même délai de trois jours le Procureur devait préalablement convoquer les parents, recueillir sur leur compte les informations nécessaires et s'assurer s'ils seraient en mesure de pouvoir recevoir le mineur et se charger de sa personne (1). »

Elle proposait en conséquence de rédiger ainsi l'art. 9 devenu l'art. 3 :

« ART. 3. — Si le mineur de 18 ans est trouvé provo-

(1) Ch. des Députés, *Impressions*, 1908, n° 1459, p. 16.

quant à la débauche sur la voie publique ou dans un lieu public, il en est dressé procès verbal. Copie en est immédiatement envoyée aux personnes désignées à l'article 14, lesquelles sont en même temps averties par lettre recommandée, qu'à l'expiration du délai *de dix jours*, de nouvelles provocations à la débauche entraîneront l'application des mesures déterminées par le présent article. Ces personnes *ainsi que le mineur* pourront adresser leurs réclamations au Procureur de la République *qui saisira d'urgence le Tribunal. Ce dernier annulera ou maintiendra le procès-verbal. Sa décision devra être rendue avant l'expiration du délai de dix jours.*

« Au cas d'un second procès-verbal, le mineur est conduit devant le procureur de la République qui prendra les mesures nécessaires pour sa garde provisoire, sans pouvoir toutefois le retenir pendant plus de cinq jours dans un lieu de répression. Ce magistrat convoque d'urgence les personnes ci-dessus désignées et, avant de leur remettre le mineur, leur rappelle leurs devoirs envers lui.

« Si elles ne se présentent pas ou si elles ne sont pas en état d'exercer sur le mineur une surveillance efficace, ou *enfin si le mineur est l'objet d'un troisième procès-verbal dans les onze mois de la date du premier*, celui-ci est immédiatement déféré au tribunal civil qui statue en conformité des articles 1, 14 et 16.

« Aucune mineure de 18 ans ne pourra être inscrite sur les registres de police. »

Mais ce dernier alinéa fut remplacé au moment du vote par le suivant :

« Il ne peut être ajouté — en ce qui concerne les mineures de 18 ans — aucune disposition réglementaire aux prescriptions de la présente loi. »

La Commission sénatoriale critiqua quelque peu le nouveau texte :

« Dans un autre ordre d'idée, la disposition, également nouvelle, qui, dans l'article 3, impose au Parquet, lorsqu'un mineur en état de provocation à la débauche sur la voie publique est l'objet d'une première constatation, le devoir de porter le procès-verbal rédigé par la police devant le Tribunal pour qu'il soit prononcé sur son annulation ou son maintien, peut donner lieu à de sérieuses critiques. »

« N'est-ce pas méconnaître la distinction essentielle des attributions respectives des divers agents de la justice que de transporter ainsi aux juges le droit, réservé jusqu'à présent au Parquet, d'apprécier la valeur des procès-verbaux de police.

« D'autre part, quelle procédure instituer ? »

Mais, pour ne pas faire obstacle indéfiniment au vote d'une loi si impatiemment attendue, la Commission proposa au Sénat de voter le texte de la Chambre. Mais « sous l'expresse réserve, que si une courte expérience venait confirmer les préoccupations ci-dessus exposées, il y aurait lieu d'y apporter, par une loi nouvelle, les réformes jugées nécessaires, elle accepta les modifications d'ordres divers apportées au projet de la Chambre (1). »

Le sénat se rangea à l'avis de sa commission — et le texte devint l'art. 3 de la loi du 11 avril 1908.

(1) Sénat, *Impressions*, 1908, n° 116.

CHAPITRE II

PROVOCATION A LA DÉBAUCHE SUR LA VOIE PUBLIQUE OU DANS UN LIEU PUBLIC (ART. 3, L. 11 AVRIL 1908)

Le texte définitif de l'article 3 a donc été inspiré par une double considération : limiter, d'une part, l'intervention de la police en cas de prostitution publique, et préciser les conditions de cette intervention — d'autre part, retirer à la police l'appréciation des faits constituant l'état habituel de prostitution, et par là éviter — autant que faire se peut — les erreurs et les abus.

A. — *Conditions d'application de l'art. 3.*

L'art. 3. ne vise, comme les art. 1 et 2, que les mineurs de 18 ans.

Il s'applique d'ailleurs aux mineurs de l'un et l'autre sexe.

Pour tomber sous le coup de la loi, le mineur doit être « trouvé provoquant à la débauche sur la voie publique ou dans un lieu public. »

Que faut-il entendre par ces mots : « provoquer à la débauche ? »

Il faut remarquer, tout d'abord, que dans l'article 3, le législateur emploie le mot *débauché* qui se trouve dans l'article 2 et non le mot *prostitution* qui se rencontre dans l'article 1.

Cette rédaction a été expliquée au cours des travaux préparatoires. — Pour qu'il y ait prostitution, il faut que le mineur se livre sans choix au premier venu et en vue d'une rémunération pécuniaire. Pour qu'il y ait débauche il suffit, que le mineur se livre au premier venu sans idée de gain.

« Il est bien entendu, écrivait M. Viollette dans son rapport à la Chambre des députés, que pour que notre article 2 (devenu article 3 de la loi 1908) puisse jouer, il suffira qu'il y ait provocation à la débauche sur la voie publique, même sans idée de gain. C'est avec intention qu'on ne s'est pas servi ici du mot prostitution (1). »

Provoquera donc à la débauche la mineure qui racolera.

Le mot « racolage » était d'ailleurs le mot dont M. Béranger s'était servi et que l'on rencontrait dans plusieurs des amendements présentés au Sénat.

Mais, ce mot ne fut pas maintenu sur la demande du Commissaire du Gouvernement, bien que cependant la raison qu'il donnait fût loin d'être péremptoire.

Il trouvait l'expression peu juridique et redoutait une confusion possible :

« Le Gouvernement accepte l'amendement Martin, disait-il Messieurs, sous réserve d'une modification dont on vous a déjà fait part. Dans les premières lignes de l'article 9, tel qu'il est rédigé par l'honorable M. Félix Martin, se trouvent ces mots :

« Si le mineur de dix-huit ans se livre au racolage... »

« Le mot « racolage » au point de vue usuel se comprend, mais il a un tort, c'est qu'au regard de la langue française il ne répond absolument pas à l'objet pour lequel il est employé dans le texte qui vous est proposé ; il s'applique aux choses militaires

(1) Ch. des Dép., *Impressions*, 1908, n° 1459, p. 10.

qui ne sont pas, j'imagine, celles sur lesquelles vous êtes appelés à discuter.

« En conséquence, le Gouvernement vous propose de remplacer ces mots par ceux-ci, dont la forme est à la fois plus juridique et plus exacte : « Si le mineur de 18 ans est trouvé provoquant à la débauche sur la voie publique ou dans un lieu public (1). »

Mais bien que le Sénat ait donné satisfaction au point de vue de la rédaction au Commissaire du Gouvernement, l'idée restait la même, les mots seuls étaient changés et « provocation à la débauche » était synonyme de « racolage ».

C'est ce que confirmait dans son rapport M. Viollette.

« Pour la prostitution sur la voie publique, pas de difficulté, il faut un acte de racolage, même commis sans idée de gain : c'est l'expression dont on s'est servi continuellement lors de la discussion au Sénat. Elle est très expressive : une mineure racolera lorsque dans la rue, elle sollicitera par la voix ou le geste des personnes à qui elle s'offrira (2). »

Nous estimons, en outre, que le mot débauche est plus large et plus compréhensif que le mot prostitution. Ce dernier vise seulement les « faits de rapprochement sexuel, tandis que le mot débauche s'applique à tous actes obscènes ou immoraux, à tous les actes de lubricité ou d'immoralité, quelle qu'en soit la nature. (3) »

La provocation à de tels actes devra pour tomber sous le coup de la loi, avoir été faite sur la voie publique ou dans un lieu public.

Les derniers mot ont été ajoutés par la Commission sénato-

(1) Sénat, *Débats*, 1907, séance du 5 juillet.

(2) Ch. des Députés, *Impress.*, 1908, n° 1459, p. 11.

(3) Cf. art. 334, C. Pénal annoté. — En ce sens note sous Paris, 1911, 2, 289.

riale. La proposition initiale ne visait que la prostitution sur la voie publique. Mais à la suite des renseignements qu'elle a recueillis, et des scandales croissants auxquels donne lieu la prostitution des mineures, la Commission résolut d'appliquer les mesures prévues même aux mineures se prostituant dans un lieu public. Nous avons, d'autre part, exposé les raisons pour lesquelles nous estimons que l'article 1^{er} ne s'applique pas à la prostitution publique. Bien que cependant la Chambre des Requêtes ait décidé le contraire, mais à tort selon nous (1).

B. — *Mesures édictées par l'article 3.*

« Si le mineur est trouvé provoquant à la débauche sur la voie publique ou dans un lieu public, il en est dressé procès-verbal. »

Donc aucune arrestation ne peut être opérée, pour un premier fait de racolage ; on devra seulement se contenter de dresser procès-verbal.

Mais, dans la loi, il y a une grave lacune. Qui pourra dresser ce procès-verbal ? Le texte est muet sur ce point.

Sans doute, lors de la discussion, il avait toujours été sous-entendu que les procès-verbaux seraient dressés par les agents. Mais pouvaient-ils le faire, à défaut de texte exprès et précis, puisqu'il s'agit de constater un simple fait, un simple « flagrant délit civil » ?

M. Legrand avait prévu et pressenti cette difficulté, puisque dans son amendement il stipulait que les procès-verbaux seraient dressés par les « agents compétents ». Mais la Commission supprima ces mots, et la question passa inaperçue au Sénat.

Il est vrai que la loi donne à un règlement d'administration

(1) Cf. *Rev. Pén.*, 1912, p. 5.

public la mission de « préciser les formes suivant lesquelles seront recueillis, conservés et communiqués les procès-verbaux » (article 4, *in fine*).

Mais ce texte lui-même permettait-il d'investir telle ou telle personne du droit de dresser les procès-verbaux prévus. Et, en le faisant le règlement n'a-t-il pas outrepassé la mission qui lui était confiée ?

En vertu de ce règlement d'administration publique du 5 mars 1910, ce seront les maires ou commissaires de police qui dresseront les procès-verbaux.

Ils ne peuvent le faire, que lorsque les *mineurs* de 18 ans racoleront. — Mais comment savoir que la personne qui provoque à la débauche est mineure de 18 ans ? — Son âge peut être incertain ou truqué. Le racolage à la mineure de 40 ans est chose courante.

Dès lors, on pouvait craindre que, par peur d'une erreur, l'agent s'abstint de mettre le maire ou le commissaire à même de dresser le procès-verbal.

Aussi le règlement met-il à néant les hésitations éventuelles de l'agent, en décidant que l'agent devra agir « lorsqu'une personne provoquant à la débauche sur la voie publique ou dans un lieu public est *présumée* mineure de 18 ans. »

Dans ce cas la personne « sera appelée ou conduite devant le maire ou le commissaire ».

Jusqu'ici rien que de très naturel et de très légal. — La mineure est invitée par l'agent à l'accompagner au commissariat. Elle peut s'y rendre bénévolement, où au contraire refuser de suivre l'agent. Dans ce dernier cas, celui-ci « la conduit ».

Il n'y a pas d'arrestation dans cet acte. Il y a eu racolage : il faut appliquer la loi et dresser procès-verbal ; le faire sur la voie publique serait augmenter le scandale causé par la provocation à la débauche, et rendre le procès-verbal illusoire. Il se-

rait ce que la mineure voudrait qu'il soit, et l'agent qui alors le dresserait, devrait s'en rapporter aux seules affirmations de la mineure. Celle-ci mentirait, et la loi ne pourrait recevoir aucune application.

Pour obvier à ces inconvénients graves, la mineure est appelée ou conduite devant le maire ou le commissaire.

C'est d'ailleurs ce qui se passe journellement et sans que jamais on ait protesté : c'est un cocher qui se dispute avec son client pour le prix d'une course, ce sont deux véhicules qui se sont accrochés, et dont les conducteurs s'invectivent : l'agent mène au poste ou au commissariat cocher et client, accrocheur et accroché, sans que souvent procès-verbal s'en suive : jamais on a prétendu et on ne saurait soutenir qu'il y a arrestation.

Mais où le règlement d'administration publique donne sujet à critique, c'est dans certaines des prescriptions qui suivent ;

Le Maire ou le Commissaire doit « s'enquérir par les moyens d'information les plus rapides, de l'âge, du domicile et de l'identité de la personne amenée devant lui. »

Le Maire ou le Commissaire devra toutefois apprécier, avant de procéder à ces recherches, s'il y a ou non racolage et si l'agent n'a pas été l'objet d'une erreur.

Dans le cas où il estime qu'il n'y a pas de racolage, il renvoie immédiatement la personne amenée devant lui.

Dans le cas contraire, il doit établir l'identité de la mineure.

Mais comment le fera-t-il ? il demandera à la mineure tous ces renseignements. Celle-ci s'enfermera dans un mutisme absolu, ou répondra n'importe quoi, en tous cas, tout sauf la vérité. Les prostituées sont essentiellement menteuses. Et dans le cas présent elles mentiront avec d'autant plus de force, que de leurs mensonge peut dépendre leur liberté pour plusieurs années. — Il serait donc utopique de penser que le Commissaire puisse établir l'identité de la mineure d'après ses dires.

Il faudra contrôler tout au moins ces derniers, et le plus souvent, par des enquêtes, presque toujours minutieuses et délicates, arriver à connaître le nom, l'adresse, et l'état civil de la mineure.

Cette information, si rapide la suppose-t-on, demandera plusieurs heures, et dans la plupart des cas plusieurs jours.

Et pendant le laps de temps qui s'écoulera avant qu'on puisse dresser le procès-verbal, que fera-t-on de la mineure ?

Dans la loi aucun renseignement ; aucune indication dans les travaux préparatoires, puisqu'il ne peut y avoir arrestation.

Le règlement d'administration publique du 5 mars autorise le commissaire « à retenir la mineure à la mairie ou au commissariat le temps strictement indispensable pour recueillir les renseignements nécessaires à la rédaction du procès-verbal ».

Et en cela, nous estimons que cette prescription est absolument illégale.

Elle rétablit l'arrestation de la mineure pour fait de racolage. Car comment qualifier autrement cette détention de plusieurs jours, peut-être de plusieurs semaines, si la mineure se refuse à donner la moindre indication.

Non seulement le règlement a méconnu la volonté du législateur, qui avait manifestement et clairement déclaré, qu'il ne pourrait plus y avoir d'arrestation pour fait de racolage, le texte même de l'article 3 et son élaboration le prouvent. Mais, il a encore violé la loi, qui décide « qu'il ne pourra être ajouté aucune disposition réglementaire en ce qui concerne les mineurs de 18 ans » (article 3 *in fine*). Et cet alinéa, inscrit dans la loi sur la demande de M. Paul-Meunier, avait précisément pour but d'empêcher — on visait alors les municipalités — de rétablir d'une façon détournée l'arrestation et autres mesures, que la loi de 1908 entendait abolir.

Les mesures ordonnées par le règlement d'administration

publique sont donc absolument illégales, et les mineurs auxquels il en serait fait application, auraient le droit d'opposer l'illégalité dont est entaché le règlement.

D'ailleurs, cette rétention de la mineure au commissariat et à la mairie présentera dans la pratique une double difficulté : dans quels locaux la mineure sera-t-elle détenue ? Ceux du commissariat sont loin d'être organisés, et ceux nécessaires dans les mairies n'existent pas dans la majorité des cas. — Vaut-il falloir dans toutes les mairies et dans chaque commissariat aménager des locaux destinés à donner éventuellement l'hospitalité aux filles mineures amenées pour faits de prostitution sur la voie publique ou dans un lieu public. Et si on procède à de tels aménagements, au moins dans les grands centres, qui en supportera les frais ?

Non moins sérieuse est la deuxième difficulté soulevée par la détention de la mineure.

La détention, — qui ne doit durer que le temps strictement nécessaire à établir l'identité de la mineure — peut, en fait, se prolonger pendant plusieurs jours. Or, durant ce laps de temps il faudra nourrir la mineure : et dans ce cas à qui incomberont les dépenses ainsi effectuées ?

Le Commissaire de Police, ou le Maire, dès qu'il est en possession de tous les renseignements qu'il a fait prendre, doit dresser le procès-verbal prévu par la loi.

Le système institué par le règlement d'administration publique pourra parfois lui permettre de savoir si c'est le premier procès-verbal qui est dressé, le second ou le troisième.

Pourtant — et nous en verrons les raisons — il arrivera souvent — presque toujours — que les faits de prostitution se succédant rapidement ou les renseignements n'étant pas centralisés aussi rapidement qu'il serait désirable, le rédacteur du procès-

verbal sera dans l'impossibilité de savoir s'il a été fait des procès-verbaux antérieurs au sien, et, en cas d'affirmative, leur nombre.

Premier procès-verbal.

La mineure est amenée pour la première fois devant le Maire ou le Commissaire pour fait de prostitution sur la voie publique ou dans un lieu public.

Le Maire ou le Commissaire dresse en double original le procès-verbal, sauf à Paris, où il est fait en triple (Règl. Ad. P. art. 3).

Aussitôt le procès-verbal dressé le Maire ou le Commissaire doit remettre la mineure en liberté. Il ne peut la retenir sous aucun prétexte, à moins, toutefois, qu'elle n'ait commis, indépendamment des faits de prostitution, un crime ou un délit nettement caractérisé.

Dans ce dernier cas il y a lieu de suivre les règles du Code de procédure criminelle et du Code pénal, auxquels il n'est fait aucune dérogation.

Aussitôt le procès-verbal rédigé, le Maire ou le Commissaire en adresse par lettre recommandée une copie aux personnes désignées à l'article 11, c'est-à-dire « aux personnes investies de la puissance paternelle, de la tutelle ou de la surveillance en vertu des articles 141 et suivants du Code civil, ou du droit de garde conféré par une décision de justice ».

Les divers amendements spécifiaient seulement qu'il serait donné *avis* aux parents du procès-verbal dressé contre la mineure.

Mais sur une remarque très judicieuse de M. Philippe Berger, le Sénat décida que non seulement les parents seraient avisés

du procès-verbal mais encore en recevraient une copie intégrale.

« Il ne suffit pas simplement d'avertir des parents que l'on a dressé procès-verbal contre leur enfant, disait l'honorable sénateur, il faut leur donner communication officielle de ce procès-verbal, il faut qu'ils en connaissent les termes. On les prévient que leur enfant s'est livré à la débauche ; s'il y a erreur, il faut qu'ils puissent réclamer auprès des magistrats. »

La loi ajoute qu'en même temps qu'on adresse aux parents copie du procès-verbal on doit les avertir « qu'à l'expiration du délai de six jours de nouvelles provocations à la débauche entraîneront l'application des mesures déterminées par le présent article » (art. 3), c'est-à-dire, qu'un second procès-verbal, au sens juridique spécial du mot selon la loi de 1908, sera dressé.

Ce délai ainsi court à compter du jour où la lettre recommandée est adressée aux parents, c'est-à-dire en fait, le jour même ou au plus tard le lendemain du jour où le procès-verbal a été dressé.

Le règlement d'administration publique ajoute que l'on doit avertir les personnes désignées à l'article 11 que si elles ont des réclamations à faire elles peuvent les adresser au Procureur de la République (art. 2).

Sage précaution, sans laquelle bon nombre de ceux dont l'intervention aurait été fort utile, auraient ignoré le droit que la loi leur confère.

Il était nécessaire, indispensable d'avertir d'une façon discrète les parents de l'inconduite de leur fille, pour leur permettre d'intervenir auprès d'elle et d'empêcher, si possible, pour le plus grand bien de la mineure, un *second* procès-verbal.

La lettre recommandée satisfait-elle à cette idée ? on peut se demander quel sera l'effet de cette lettre, lorsqu'elle arrivera ? car, dans bien des cas, elle sera retournée au maire ou au commis-

saire avec les mots « Inconnu, parti sans laisser d'adresse », etc.

Dans les grandes villes, trois catégories de personnes recevront cette lettre : les bons parents, soucieux de l'avenir de leur enfant, mais impuissants ou incapables ; les indifférents ; et les mauvais, ceux qui encouragent la débauche de leur enfant, ou en tirent profit.

Ces derniers protesteront énergiquement, s'indigneront, demanderont l'annulation des procès-verbaux, invoqueront contre les renseignements qu'ils contiennent et leur validité tous les moyens de fait et de droit, et il faudra toute la sagacité de nos magistrats pour déjouer les calculs intéressés et les démarches empressées de ces parents indignes.

Les indifférents se désintéresseront complètement de la question.

Les quelques « Bons » qui ont été jusqu'ici incapables ou impuissants, demanderont sans doute l'internement de leur fille dans une maison de réforme. Que pourraient-ils d'ailleurs faire de mieux ?

Si les parents habitent dans une petite ville, si surtout ils vivent à la campagne, les résultats de la lettre recommandée peuvent être désastreux.

Une lettre recommandée et venant d'un commissariat de police ou d'une mairie sera tout un événement. Le bruit s'en répandra. Les hypothèses les plus diverses prendront jour, car tout le monde sait que la « fille » est partie faire fortune dans la grande ville. De là des questions embarrassantes pour les parents. Comment y répondre ?

Cette lettre, dont le destinataire ignore le contenu, peut avoir été remise et ouverte en présence de témoins. Comment dans ce cas éluder les difficultés et trouver *ex abrupto* de quoi couper court à tout raconter ?

Il faut aussi mentionner que bien des paysans, recevant une

telle lettre, n'en comprenant pas tout le sens, iront consulter, soit un voisin, soit l'instituteur.

N'y a-t-il pas lieu alors de redouter les indiscretions, les mots échappés innocemment et sans méchanceté ?

Et ainsi voilà l'inconduite de leur enfant connue de tous, et leur situation intolérable.

Ne conviendrait-il pas, en conséquence, de modifier la loi sur ce point au moins pour les parents non domiciliés dans la ville ou la mineure se livre à la prostitution et de faire avertir les parents par le Procureur de la République de leur arrondissement, dans les 24 heures du jour où il serait avisé de l'inconduite de la mineure ?

Peut-être ce procédé aurait-il l'inconvénient d'être moins rapide que l'envoi de la lettre recommandée, mais il aurait le grand avantage de ne pas ébruiter le déshonneur d'une famille et surtout de faire connaître aux parents d'une façon moins brutale et plus douce l'inconduite de leur enfant. Le Procureur de la République pourrait aussi exposer aux parents les mesures qu'ils pourraient solliciter pour tenter la réformation morale de leur enfant.

Le Maire ou le Commissaire de police adresse au Procureur de la République les deux originaux du procès-verbal, pour être centralisés et classés aux greffes des Tribunaux désignés par l'art. 44 de la loi.

A Paris, le 3^e exemplaire est adressé par le commissaire de police au Préfet de Police — (art. 3 règl. ad. publ.).

Si le lieu de naissance du mineur, ajoute le règlement, ne se trouve pas dans le ressort de l'un des tribunaux désignés à l'article 44 de la loi, une copie du procès-verbal est transmise par les soins du Procureur de la République au greffe du tribunal d'origine où elle est classée au sommier institué à cet effet.

Le premier procès-verbal a, ainsi que le faisait remarquer dans son rapport M. Viollette, « une importance capitale, puisque c'est lui qui ouvrira le droit d'arrestation en cas de récidive ».

Et c'est pour ce motif que l'on a donné aux personnes désignées à l'art. 11 le droit de le faire annuler le cas échéant.

Quand elles croiront que le procès-verbal est injustifié, quand elles estimeront qu'une erreur a été commise, que jamais la jeune fille n'a pu se livrer à un acte de racolage la faisant tomber sous le coup de la loi, elles adresseront leurs réclamations au Procureur de la République.

La mineure jouit du même droit.

Dans le premier texte élaboré par la Commission sénatoriale, c'était le Procureur de la République qui était juge du bien fondé des réclamations qui lui étaient adressées. « Le Procureur de la République, lisait-on dans le projet, statue, s'il y a lieu, sur leurs réclamations (1) ».

Mais, dans son dernier projet, la Commission avait substitué à sa première rédaction la suivante : « Ces personnes pourront adresser leurs réclamations au Procureur de la République (2) ».

Mais que devait faire ce dernier ? quels étaient ses droits et ses devoirs ? Ce n'était pas améliorer la première formule, au contraire.

Aussi, comprend-on aisément que la Commission de la Chambre des députés ne se soit pas contentée de ce texte.

« Mais ce droit de réclamation, disait son rapporteur, serait purement illusoire, si la loi ne permettait pas de faire tomber le procès-verbal dressé à tort. Il faut, en cas d'erreur reconnue, l'anéantir et ainsi anéantir la possibilité d'une arrestation injustifiée qui pourrait être faite cinq jours après, suivant le texte du Sénat.

(1) Sénat, *J. O.*, 1907, *Impress.*, n° 199, p. 4.

(2) Sénat, *J. O.*, 1907, séance du 9 juillet 1907.

« Il faut donc dire que le Procureur de la République, quand il y aura réclamation, devra saisir d'urgence le président du Tribunal (1) ».

La loi de 1908 porte en conséquence que le Procureur de la République « saisira d'urgence le Tribunal ».

Ce dernier devra décider si le procès-verbal doit être maintenu ou annulé.

Mais une grosse difficulté surgit : qu'elle sera la procédure qui devra être suivie ?

« Le texte proposé n'en désigne aucune, exposait dans son rapport au Sénat M. Bérenger. Faudra-t-il suivre celle prescrite par les articles 44 et suivants du projet ? Telle ne paraît pas avoir été la pensée de l'auteur. Elle serait incompatible avec l'obligation qu'il impose au Tribunal de statuer dans le délai de 10 jours. Mais entendra-t-on des témoins ? l'enfant pourra-t-il se défendre ? Comment le tribunal, pourra-t-il, sans négliger ses devoirs ordinaires, satisfaire à ces nouvelles obligations ?

« Le nombre des arrestations de prostituées mineures dans les rues étant pour Paris de plus « de deux mille, ne serait-ce pas une impossibilité pour le Tribunal de la Seine ? (2) »

Malgré ces observations si justes, le législateur n'a pas tranché la question.

Il n'a imposé au Tribunal qu'une seule obligation : celle de statuer « avant l'expiration du délai de 10 jours ». — Mais encore ce délai, remarquons-le, n'est pas prescrit à peine de nullité.

Il résulte toutefois de l'esprit de la loi et de son économie que c'est la « Chambre du Conseil du Tribunal, devant laquelle les réclamations de ce genre devront être portées ».

(1) Ch. des Dép. *Impress.*, 1908, n° 1459, p. 16,

(2) Sénat, *Impress.*, 1908, n° 116,

D'ailleurs, dans son rapport M. Viollette est très affirmatif sur ce point : « Dans le délai de 10 jours la Chambre du Conseil décidera si le procès-verbal doit être annulé ou maintenu (1) ».

Le législateur n'a voulu apporter aucune dérogation à la règle qu'il avait établie, en décidant que « les affaires concernant la proscription des mineurs seraient soumises à la Chambre du Conseil ».

Mais la procédure sera-t-elle une procédure ordinaire, c'est-à-dire, celle qui doit être suivie pour les affaires contentieuses déferées à la Chambre du Conseil, ou au contraire celle inaugurée par la loi du 11 avril 1908 ? Juridiquement parlant, à défaut de texte spécial, il faudrait suivre la procédure ordinaire ; mais ce serait aller à l'encontre des idées qui ont présidé à l'élaboration de la loi nouvelle, et notamment de celles de la Commission sénatoriale sanctionnant le texte de la Chambre sur ce point à cause « du pouvoir qui est implicitement reconnu aux magistrats de déterminer la procédure à suivre ». M. G. Le Poittevin estime en conséquence que le Président « doit, à défaut de textes précis règlementant cette procédure toute spéciale, s'inspirer tant des principes généraux du droit, que de l'ensemble des dispositions de la loi du 11 avril 1908 (2) ».

Il faut remarquer enfin qu'en ce qui concerne les réclamations la loi ne fixe aucun délai pour les adresser au Procureur de la République. Elles pourront donc être faites, au moment du deuxième procès-verbal, par exemple.

Deuxième Procès-verbal.

La loi de 1908, en cas de premier constat de racolage, ne

(1) C'est donc à tort que M. Prévost écrit (*Op. Cit.*, p. 284) : « Il n'est pas parlé de la Chambre du Conseil soit dans ce texte, soit dans le rapport de M. Viollette ».

(2) Le Poittevin, *Op. cit.*, p. 179.

permet qu'une chose, dresser procès-verbal. On ne peut prendre vis-à-vis de la mineure aucune autre mesure, à moins que l'enquête qui a été ouverte à ce moment, ne révèle que la mineure se livre habituellement à la prostitution, non publique, auquel cas, elle est déférée, ainsi que nous l'avons expliqué, à la Chambre du Conseil du Tribunal, en vertu de l'art. 1^{er}.

Mais en cas de second procès-verbal, la loi ne se contente plus de faire constater l'acte de racolage, elle prescrit certaines mesures et autorise même le Procureur de la République à prendre, sous certaines conditions, « celles qui seraient nécessaires pour la garde provisoire de la mineure ».

Pour qu'il y ait second procès-verbal certaines conditions, doivent être réunies. Ne sera considéré comme second procès-verbal, au sens de la loi de 1908, que celui qui aura été dressé six jours après le premier.

Rien n'empêche d'ailleurs de dresser un procès-verbal deux ou trois jours après, le lendemain même du premier. Mais ce second procès-verbal, ainsi dressé, n'autorisera pas l'application des mesures prévues en cas de 2^e procès-verbal. Il servira simplement à éclairer le Tribunal sur le degré d'immoralité de la mineure et lui permettra de statuer en pleine connaissance de cause.

Telle n'était pas la solution que la Commission sénatoriale avait tout d'abord adoptée. Le texte qu'elle soumettait à la discussion, le 5 juillet 1907, portait : « En cas de nouvelle constatation qui ne pourra pas être faite avant 5 jours révolus... »

D'après ce texte, la mineure aurait donc pu en toute liberté, et sous l'œil même de celui qui lui aurait dressé son premier procès-verbal, se livrer en toute quiétude à la prostitution et sans crainte de se voir dresser procès-verbal.

Il ne faut sans doute voir dans ce texte, qu'un lapsus calami du rapporteur de la Commission, une idée mal exprimée, par

suite de la hâte avec laquelle la Commission sénatoriale dut refondre les amendements qui lui étaient soumis, et corriger les textes entre des séances très rapprochées.

M. Félix Martin protesta contre la rédaction de la Commission, en défendant celle qu'il proposait et en montrant la supériorité.

... « Dans la rédaction de la Commission on dit : « En cas de nouvelle constatation, qui ne pourra être faite avant cinq jours révolus. »

« Cette interdiction ainsi présentée ne s'explique pas, elle est choquante et même dangereuse. On donne par là aux mineurs dont il s'agit toute liberté de se livrer au racolage et de narguer les agents pendant 5 jours.

« Dans mon amendement on voit que ce délai est accordé aux parents ou au tuteur pour qu'ils puissent intervenir utilement auprès du mineur et l'empêcher de récidiver ».

Le législateur adopta la rédaction de M. Félix Martin sur ce point.

Le délai de six jours qui s'écoule entre les deux procès-verbaux doit compter du jour où le procès-verbal est dressé et la lettre d'avis envoyée.

N'est-ce pas ce qui ressort d'une part, par analogie, du délai prévu pour le troisième procès-verbal, qui doit être dressé « dans les onze mois de la date du premier », d'autre part, des travaux préparatoires.

Lorsqu'il est constaté que la mineure est l'objet d'un second procès-verbal au sens spécial de la loi de 1908, elle est « conduite devant le Procureur de la République », dès que le procès-verbal est dressé, mais par qui et aux frais de qui ?

Dans ce cas, il y a donc arrestation, puisque « le Procureur prendra toutes les mesures nécessaires pour sa garde provisoire ».

Toutefois la loi a, restreint les pouvoirs très généraux qu'elle donnait à ce magistrat, puisqu'elle lui interdit de retenir la mi-

neure « ni pendant plus de cinq jours, ni dans un lieu de répression ».

Il était logique, c'était la conséquence même de la loi de 1908, d'interdire au Procureur de la République de mêler les mineures prostituées aux délinquantes et aux criminelles.

Le texte primitivement voté par le Sénat et adopté par la Commission de la Chambre décidait que la mineure ne pourrait être détenue, « ni dans un lieu de dépôt, ni dans un lieu de répression ». Mais ces mots, « dans un lieu de dépôt, » ont été supprimés par la Chambre.

La Commission sénatoriale, lorsqu'elle a révisé le texte que la Chambre avait adopté, a souligné mais accepté cette nouvelle rédaction.

Il en résulte donc que les mineures peuvent être retenues par le Procureur de la République dans les lieux de dépôt.

Toutefois, lorsqu'on a eu des velléités d'appliquer, à Paris, la loi de 1908, il a été décidé que le Dépôt de la Préfecture de Police ne satisfaisait pas au vœu de la loi et figurait nécessairement au nombre des lieux prohibés par l'art. 3.

« C'est à ce moment, disait, à ce sujet, au Congrès de Grenoble, M. Bosc, que l'application de la loi devient difficile et qu'elle est en fait impossible depuis le début d'avril 1912. En effet, il n'existe à Marseille aucun établissement spécial pour ces mineures. La Société de patronage contre le danger moral les a reçues depuis le mois d'octobre 1911 et, ne pouvant les garder elle-même, puisqu'elle ne dispose pas de locaux pour les filles, elle les a placées au couvent du Refuge tenu par les sœurs de Notre-Dame de Charité. Mais ce dernier établissement, qui avait consenti tout d'abord à les recevoir, a, au début d'avril, signifié nettement son intention de ne plus en accepter. Ces mineures ont, en effet, un caractère indiscipliné et hostile à toute règle. Si la plupart font preuve de docilité devant le commis-

saire de police, quelques unes deviennent ingouvernables lorsqu'elles se trouvent au Refuge en présence de femmes. Certaines ont causé de vrais scandales, brisant les objets laissés à leur portée ou les jetant à la tête des personnes qui voulaient les faire rentrer dans l'ordre. Le Parquet consulté a indiqué au commissaire de police de mettre en état d'arrestation toutes celles qui commettraient un délit caractérisé de violences ou d'insultes à un agent. Mais il n'y a aucun moyen de contrainte vis-à-vis des filles simplement indisciplinées qui mettent le désordre dans l'établissement et y prêchent la révolte. Aussi, au début d'avril de cette année, les sœurs notifiaient-elles au Parquet leur regret de ne plus pouvoir accepter les mineures en question (1). »

Et ce qui est vrai pour une ville telle que Marseille, l'est *a fortiori* pour toutes les villes de moindre importance.

Le Procureur de la République ne peut, en outre, retenir les mineures plus de cinq jours.

Ce court délai fut établi sur les pressantes sollicitations de M. Félix Martin.

La Commission sénatoriale avait proposé que, en cas de deuxième provocation, le Procureur « mandât dans les 48 heures au plus tard les personnes sus-indiquées et prît les mesures nécessaires pour s'assurer de la personne du mineur jusqu'à leur comparution devant lui (2) ».

« Au cas d'un second procès-verbal, lisait-on dans l'amendement de M. Félix Martin, le mineur est conduit devant le Procureur de la République, qui ne pourra pas le retenir plus de 48 heures ».

« Ainsi, expliquait au Sénat son auteur, le Procureur peut,

(1) Rapport présenté au Congrès.

(2) Sénat, *Impress.*, 1907, n° 199.

d'après la Commission, retenir le mineur plusieurs jours, et il peut attendre 48 heures avant de mander les parents tandis que cette convocation doit, à mon sens, se faire immédiatement, « d'urgence », comme je le dis au paragraphe suivant (1) ».

La Commission sénatoriale lui donna satisfaction, en proposant le texte suivant : « ... est conduit devant le Procureur qui prendra les mesures nécessaires pour sa garde provisoire, sans pouvoir toutefois le retenir ni dans un lieu de dépôt ou de répression ni pendant plus de trois jours (2) ».

La Chambre porta ce délai à cinq jours.

« Nous avons modifié la rédaction de l'article 3, dans la forme seulement pour la rendre plus claire et plus précise, écrit M. Viollette dans son rapport. Cependant, nous avons fait disparaître la disposition qui interdisait au Procureur de la République de détenir l'enfant plus de trois jours. En effet, c'était une disposition dont l'obéissance était matériellement impossible, puisque, dans le même délai de trois jours, le Procureur devait préalablement convoquer les parents, recueillir sur leur compte les informations nécessaires et s'assurer s'ils seraient en mesure de pouvoir recevoir le mineur et se charger de sa personne (3) ».

Le texte définitif qui n'accorde au Procureur de la République qu'un délai de cinq jours, pendant lequel il aura le droit de détenir la mineure, est absolument insuffisant et malgré toute la diligence et l'empressement dont il fera preuve, le Procureur ne pourra réunir les parents, et le plus souvent cette détention de cinq jours ne se trouvera-t-elle pas alors, par le fait de la loi, transformée en une détention de plusieurs années, le mineur

(1) Sénat, *Débats*, 5 juillet 1907.

(2) Sénat, *Débats*, 9 juillet 1907.

(3) Ch. des Députés, *Impress.*, 1908, n° 1459, p. 16.

pouvant être immédiatement déféré au Tribunal sous certaines conditions.

Pendant ce délai de cinq jours, que doit donc faire le Procureur de la République.

« Il doit convoquer d'urgence les parents, leur rappeler leurs devoirs envers leur enfant et le leur remettre ensuite. »

Nous avons vu que le premier texte de la Commission sénatoriale laissait au Procureur de la République 48 heures pour convoquer les parents. Le texte définitif lui impose l'obligation de faire cette convocation d'urgence, sur le champ, et sans perdre une minute.

Rien d'ailleurs ne l'oblige à convoquer à longue échéance, à tenir compte des délais de distances, tels que le Code de procédure civile les compte. Il devra, toutefois, leur donner le temps nécessaire et moral pour répondre à sa convocation, et dès lors, s'ils habitent la province, ou un lieu éloigné du siège du Tribunal, le Procureur sera forcé de remettre la mineure en liberté, avant que ses parents ou les personnes désignées par la loi aient pu être entendues par lui.

En supposant que les parents habitent la ville dans laquelle la mineure a été trouvée provoquant au racolage, ou qu'ils puissent comparaître dans le délai de cinq jours, deux hypothèses sont possibles :

Ou les parents répondent à la convocation du Procureur de la République et se présentent.

Ou ils ne se présentent pas.

1^{er} Cas. Les parents se présentent. Que doit et peut faire le Procureur de la République ?

La Commission sénatoriale précisait ainsi ses obligations : « Si les personnes mandées comparaissent il leur adresse les remontrances que comporte ce défaut de surveillance en les avertis-

sant qu'au cas de nouveau fait le mineur serait déféré au Tribunal, il le leur remet, s'il y a lieu (1) ».

M. Gourju avait, dans son amendement, proposé une rédaction similaire.

Mais lorsque ce texte vint en discussion devant le Sénat, il souleva de nombreuses protestations.

M. Félix Martin ne pouvait admettre que le Procureur de la République puisse adresser des « remontrances » aux parents.

« Les personnes désignées au présent article, expliquait l'honorable sénateur, sont, dans l'amendement que je dépose, mandées d'urgence — non pas au Parquet — comme le dit la Commission, car ce peut être dans l'établissement philanthropique où le mineur a été conduit; j'ajoute qu'elles « sont rappelées à leur devoir de surveillance. Cela suffit, ce me semble, et dit tout ».

Et il poursuivait : « La Commission spécifie que le Procureur de la République leur adressera des remontrances, cette menace aura probablement pour résultat de les empêcher de répondre à la convocation. D'autre part, le Procureur de la République a-t-il ce droit de remontrance? Je ne le crois pas et les parents pourront fort bien ne pas le tolérer. Tout ce que le Procureur de la République peut faire légalement, si les motifs sont suffisants, c'est de poursuivre la déchéance de ces parents indignes (2). »

Et répondant à M. Bérenger, qui demandait le maintien du texte de la Commission M. Félix Martin ajoutait qu'il ne pouvait accepter l'expression de « remontrances ».

« Parce que les parents auraient le droit de répondre au Procureur de la République qu'il n'a pas de remontrances à leur faire.

(1) Sénat, 1907, *Impress.*, n° 199.

(2) Sénat, *Débats*, séance 5 juillet 1907.

« Si les parents n'ont pas fait leur devoir, on peut les poursuivre en déchéance, mais on ne peut leur faire de remontrances. On les rappelle à leur devoir de surveillance; c'est suffisant ».

Malgré l'appui que le Gouvernement donnait à l'amendement de M. Félix Martin, M. Bérenger défendit avec une inlassable énergie le texte de la Commission.

« Je ne comprends pas, quant à moi, l'indulgence à l'égard des parents qui, informés une première fois par un avertissement officiel de la conduite de leur enfant, l'ont laissé de nouveau se livrer à cet atroce racolage de la rue.

« Evidemment ils méritent qu'on leur fasse comprendre qu'ils ont manqué à leur devoir. L'honorable M. Félix Martin juge qu'il suffit — c'est son texte — de les rappeler à leur devoir de surveillance, nous pensons qu'il faut employer des termes plus sévères. Ils sont coupables et la remontrance est nécessaire. »

Et M. Bérenger ajoutait, mais bien mal à propos : « Ce mot, d'ailleurs, est appliqué à une peine disciplinaire usuelle dans certaines lois concernant des fonctionnaires ou des officiers ministériels... ».

Cette comparaison malheureuse fut immédiatement relevée par le Garde des sceaux. « Le Procureur de la République, dit-il, a juridiction sur les officiers ministériels, mais il n'a pas juridiction sur les pères de famille (1). »

M. Bérenger ne put faire triompher le texte de la Commission.

La loi porte que le Procureur de la République « rappelle aux personnes qu'il a mandées, leurs devoirs envers le mineur ».

Après leur avoir rappelé leurs devoirs, le Procureur de la République « leur remet le mineur », sauf dans le cas « où elles

(1) Sénat, *Débats*, 1907, séance 5 juillet.

ne sont pas en état d'exercer sur le mineur une surveillance efficace » — selon les expressions de la loi de 1908. En principe donc, le Procureur doit remettre le mineur à ses parents, sauf exception,

« Si, dès la seconde constatation, déclarait au Sénat M. Béren-ger, les parents ne sont pas trouvés, soit parce qu'il n'y en a pas, soit parce qu'ils ont disparu, s'ils refusent de comparaître, ou si, se présentant, ils refusent de se charger de la surveillance de l'enfant, s'ils objectent leur travail journalier comme ne leur permettant pas d'en avoir un soin suffisant, s'ils sont jugés indignes ou incapables d'exercer leurs devoirs ; si encore, — le cas se présente dans la pratique — ils déclarent que n'étant plus maîtres de l'enfant, ils croient eux-mêmes de son intérêt qu'il soit envoyé dans une maison de réforme, et demandent que le Tribunal en décide, quel parti prendre ?

« Personne ne veut se charger de l'enfant : qu'en fera-t-on ? le laissera-t-on dans la rue, abandonné à ses funestes penchants ? c'est impossible ; on a été d'accord pour reconnaître que ces divers cas devaient faire avancer la mesure qui, en thèse générale, ne doit être prise qu'après une troisième contravention.

« Le Procureur de la République saisit immédiatement le Tribunal pour qu'il soit aussitôt statué sur le sort de l'enfant.

« Il se borne à apprécier, s'il y a lieu, eu égard à la situation morale des parents, de déférer l'enfant au Tribunal, et c'est ce dernier qui statue dans la plénitude des pouvoirs que lui donne la loi.

« Le Procureur est ainsi absolument dans son rôle. Il a mandé les parents. Il a pu juger, par leur langage, s'ils sont dignes ou non de conserver la garde de l'enfant, et il conformera sa conduite à l'impression qu'il a eue (1). »

(1) Sénat, *Débats*, 1907, séance 5 juillet.

Le texte de la Commission sénatoriale, sur ce point, énumérait les cas dans lesquels le Procureur de la République devait traduire le mineur devant le Tribunal. C'était : si les parents se déclarent hors d'état ou refusent de se charger de la surveillance du mineur — s'ils sont jugés indignes ou incapables de le faire — s'ils demandent eux-mêmes que leur enfant soit traduit devant le Tribunal.

M. Félix Martin critiqua ces hypothèses. Il ne pouvait admettre notamment que les parents puissent se refuser de se charger de la surveillance de leur enfant. « Ce refus, disait-il, n'est pas admissible, n'est pas tolérable. S'il se produit, il doit entraîner l'action en déchéance de la puissance paternelle (1). »

L'honorable sénateur demandait également que l'on supprimât du texte le cas où « les parents seraient jugés indignes », car, disait-il, « le Procureur de la République n'a pas le droit de porter seul ce jugement d'indignité (1). »

Aussi, proposait-il au Sénat la rédaction suivante « ... si ces personnes... se déclarent impuissantes à exercer sur le mineur une surveillance efficace », ce qui, selon son auteur, comprenait les cas « où les parents seraient hors d'état de se charger de la surveillance du mineur ou incapables de le faire. »

Le texte définitivement adopté par les Chambres, sorte de transaction entre les deux rédactions, laisse, nous l'avons vu, au Procureur de la République un pouvoir d'appréciation très large.

2^e Cas. Les parents ne se présentent pas devant le Procureur de la République.

Dans ce cas, le Procureur de la République « doit immédiatement déférer le mineur au Tribunal civil ».

Le texte de la Commission sénatoriale portait, que la traduc-

(1) Sénat, *Débats*, séance 5 juillet 1907.

tion du mineur devant le Tribunal aurait lieu, si les parents ou autres personnes convoquées ne sont pas trouvées, ne se présentent pas... Sur l'observation très juste de M. Félix Martin, que l'on pouvait supprimer ces mots « ne sont pas trouvées », car « si elles ne sont pas trouvées, elles ne se présentent pas », le Sénat a retranché ces mots.

Il était sage de décider, que si les parents ne se présentent pas, l'enfant doit être traduit devant le Tribunal, qui prendra les mesures propres à assurer son relèvement moral.

Par leur abstention, les parents qui habitent dans la ville où le Procureur les a convoqués, montrent en effet tout l'intérêt ou l'affection qu'ils portent à leur enfant. Ils affirment, par là, leur incapacité d'exercer à l'avenir une surveillance utile et protectrice.

S'ils habitent au loin, si, par suite, ils n'ont pu se rendre à la convocation, l'éloignement dans lequel ils se trouvent, n'est-il pas une présomption très forte de l'impossibilité dans laquelle ils sont de protéger leur enfant?

Il est vrai, que, parfois, les parents n'auront pas reçu la convocation assez à temps pour leur permettre de se rendre auprès du Procureur le jour indiqué.

Dans ce cas, ils peuvent toujours se présenter devant le Président, demander l'annulation du procès-verbal, même si la procédure d'internement est engagée, solliciter du Tribunal la remise de leur enfant, qui leur sera accordée s'ils présentent les garanties nécessaires.

Dès lors, les mesures de garde provisoire, qui auront pu être prises, par le Procureur de la République d'abord, par le Président du Tribunal dès qu'il aura été saisi, loin de préjudicier au mineur, seront, pour lui, la première sauvegarde et la plus indispensable des protections.

Troisième Procès-Verbal

Si le mineur est l'objet d'un troisième procès-verbal, dit l'art. 3, *in fine*, dans les onze mois du premier, il est immédiatement déféré au Tribunal civil, qui statue en conformité des articles 1, 14 et 16.

Dans ce cas, il n'est pas nécessaire de convoquer les parents ; les avertissements qu'ils ont déjà reçus lors des 1^{er} et 2^e Procès-Verbaux, auraient dû les mettre suffisamment sur leur garde, pour qu'un troisième procès-verbal ne fût pas dressé. — Leur défaut de surveillance et leur incapacité absolue de maintenir leur enfant dans une vie honnête apparaissent d'une façon manifeste par ce troisième procès-verbal. Dès lors, puisqu'ils ne peuvent ou ne veulent, il faut prendre les mesures de protection ou de préservation, s'il est temps encore, et voilà pourquoi le mineur doit être immédiatement traduit devant le Tribunal civil.

Pour qu'un procès-verbal puisse ainsi entraîner cette conséquence, il faut deux conditions.

a) Qu'il s'agisse d'un troisième procès-verbal, c'est-à-dire du procès-verbal qui suivra « le second procès-verbal », au sens spécial que la loi de 1908 attache à ce mot, et que nous avons exposé plus haut.

b) Que ce troisième procès-verbal soit dressé dans les onze mois du premier.

S'il est dressé passé ce délai, il sera considéré non plus comme troisième procès-verbal, mais comme premier ou comme second.

En effet, il ne sera pas l'indice d'une inconduite et d'une débauche continues, mais peut n'impliquer qu'une faiblesse, qu'une rechute, et les mesures alors autorisées par la loi, les

avertissements des magistrats ou les conseils des membres des Sociétés de Patronage, peuvent, en ce cas, suffire sans nécessiter les mesures d'internement que le Tribunal pourrait ordonner.

Tout le système établi par la loi de 1908, en ce qui concerne la provocation à la débauche sur la voie publique ou dans un lieu public, repose sur les procès-verbaux qui sont dressés par les agents compétents.

Les mesures qui peuvent être prises à l'égard du mineur diffèrent essentiellement, suivant qu'il s'agit d'un premier, d'un second ou d'un troisième procès-verbal.

Dès lors, il est indispensable, pour que la loi puisse s'appliquer, que l'autorité compétente connaisse d'une façon exacte et rapide, si l'acte de racolage que l'on reproche à la mineure qui est amenée devant elle, est le premier qui est constaté, le second ou le troisième.

Or, pratiquement, cela est impossible.

Deux systèmes existent en effet, d'une part, le texte de la loi de 1908, qui décide formellement, — consacrant sur ce point les travaux préparatoires très explicites, — qu'en cas de première constatation de provocation à la débauche, la mineure ne peut pour aucun motif être arrêtée, qu'en cas de seconde elle est conduite devant le Procureur de la République.

Dès lors, impossibilité pour l'agent, qui dresse procès-verbal, de connaître l'identité de la mineure et de savoir si le procès-verbal est le premier, le second ou le troisième.

D'autre part, le texte du décret de 1910, qui atténue ces difficultés, permet de s'assurer de l'identité de la mineure, de savoir, dans certains cas, le n° qui convient au procès-verbal qui est dressé, mais, alors, décret absolument illégal, puisqu'en fait, il autorise, contrairement à la loi, et au mépris des tra-

vaux préparatoires, l'arrestation de la mineure. — Si le mot n'est pas prononcé, la chose y est.

Et si on l'applique, c'est alors que l'on pourra crier aux arrestations, arbitraires et illégales.

Et même bien plus, si on applique à la lettre le décret de 1910, on se heurtera à de nombreuses difficultés et dans bien des cas, la plupart même, il sera impossible de savoir si le procès-verbal que l'on dresse est le premier ou le deuxième.

Sans doute, le décret, dans son article 3, décide que les procès-verbaux seront centralisés et classés dans des sommiers spéciaux aux greffes des tribunaux désignés par l'article 11 et s'il n'est pas compris parmi ceux-là, le greffe du Tribunal d'origine doit en recevoir une copie.

Or, il faudra des jours, souvent des semaines, peut-être des mois, pour que ces sommiers soit à jour, alors qu'au contraire la loi s'appliquant, par hypothèse, à des mineures prostituées, qui en sont arrivées à se livrer à la prostitution sur la voie publique, les actes de racolage seront répétés à des échéances peu éloignées, et quand on saura, par exemple, que la mineure est l'objet d'un deuxième ou troisième procès-verbal et qu'on peut la conduire devant le Procureur de la République ou la traduire immédiatement devant le Tribunal, elle sera loin, et pourra, avant qu'on puisse la retrouver, si tant est qu'on la retrouve, se livrer à de nombreux actes de racolage.

La loi est donc bien imparfaite et l'intervention du législateur est urgente et nécessaire.

Comment doit-elle se produire?

Par une refonte complète, ainsi que le préconisait M. le Substitut de Casabianca au Comité de Défense, par de simples modifications, comme le proposait M. le Conseiller Le Poittevin ? Ce dernier mode aurait peut-être plus de chances d'aboutir. Le premier permettrait d'obtenir une loi plus homogène,

et mieux faite. Mais cela n'effrayerait-il pas le législateur, et ne se déroberait-il pas ?

Le Comité ne prit parti ni pour l'une ni pour l'autre de ces propositions.

Il adopta l'avis émis par M. Béranger et qui tendait à s'efforcer de faire de la loi de 1908 un essai sincère.

C'était une sage tactique, la plus sage pour le moment au moins.

Et le 1^{er} février 1911, clôturant une longue discussion ouverte sur les modifications qu'il y avait lieu d'apporter.

« Le Comité,

« Tout en approuvant les critiques formulées contre les dispositions de la loi du 11 avril 1908 ;

« Emit le vœu :

« Que le Gouvernement, et notamment M. le Garde des sceaux, veulent bien donner des instructions pour l'application de la loi précitée et du décret d'administration publique du 5 mai 1910, jusqu'à ce que des modifications aient pu y être apportées. »

La loi ne s'appliquant qu'aux mineurs de 18 ans, le règlement du 5 mars 1910 décide (art. 4, 1^o) que les « procès-verbaux sont détruits dès que les mineurs ont atteint l'âge de 18 ans révolus ».

Il ajoute cependant : « Si les procès-verbaux ont donné lieu à une des mesures de réforme énumérées à l'article premier de la loi, une copie de ces procès verbaux est annexée à la minute de la décision du Tribunal ».

Cette exception prévue s'imposait. Il fallait, surtout si la mineure a été conduite dans une maison de réforme, que toutes les pièces relatives au jugement soient conservées. Leur utilité, se faisait surtout sentir lors des demandes en libération anticipée, révocation de libération provisoire, etc... pour permettre au Tribunal de décider en toute connaissance de cause.

« Les procès-verbaux dressés en exécution de l'article 3 de la loi du 11 avril 1908, ne peuvent être communiqués qu'à l'autorité judiciaire, et seulement dans les instances relatives à l'application de la dite loi. »

Telle est la dernière prescription du règlement d'administration publique du 5 mars 1910 (art. 5).

Que ces procès-verbaux ne puissent être communiqués qu'à l'autorité judiciaire, rien que de très légitime et de très juste.

Mais qu'ils ne puissent l'être que dans les instances relatives à l'application de la loi de 1908, c'est là peut-être une exagération.

Ce qu'il faut, c'est que ces procès-verbaux soient tenus secrets. Mais quelle indiscretion d'abord peut-on redouter de l'autorité judiciaire? n'est-ce pas se défier de la magistrature et des magistrats.

Ensuite, il y a là une erreur. Il peut être utile, très utile même à l'autorité judiciaire d'avoir connaissance de ces procès-verbaux, qui peuvent lui permettre dans certains cas de prendre à l'égard des mineurs des mesures de sauvegarde et de protection. Tel sera le cas, par exemple, d'une instance en déchéance de puissance paternelle dirigée contre les parents des mineurs constitués, d'une instruction dans laquelle sera partie la mineure soit comme auteur, soit comme victime d'un crime ou d'un délit. La juridiction d'instruction ou de jugement peuvent puiser dans ces procès-verbaux de précieux renseignements et d'utiles indications (1).

Il serait donc à souhaiter que sur ce point le règlement soit modifié, et qu'il soit décidé que « les procès-verbaux puissent être communiqués à l'autorité judiciaire, toutes les fois où celle-

(1) Cf. *Rev. Pen.* 1910.

ci le demandera, pour toute instance où serait intéressée une mineure prostituée.

Les mineures de 18 ans ne pourront plus désormais être mises en carte ni inscrites sur les registres de la prostitution.

« Il ne peut être ajouté, en ce qui concerne les mineurs de 18 ans, dit l'art. 3 *in fine*, aucune disposition réglementaire aux prescriptions de la présente loi. »

Ce texte est formel et précis. Il a été substitué, au moment du vote de la Chambre, à celui que la Commission avait adopté et qui était ainsi libellé : « Aucune mineure de 18 ans ne pourra être inscrite sur les registres de police ».

Le texte de la loi de 1908 est plus large que celui que la Commission proposait, la prohibition qu'il a établie s'étend à plusieurs points.

L'auteur de cette rédaction, M. Paul Meunier, voulait qu'il fût désormais impossible de rétablir, sous une forme ou sous une autre, complètement ou partiellement, le régime des mœurs tel qu'il existait à Paris et en province. Et c'est pour cela qu'il lui a paru insuffisant de déclarer que les mineures ne seraient plus inscrites.

L'inscription des mineures est donc formellement proscrite. « Le texte voté par le Sénat, lit-on dans le rapport de M. Viollette interdit désormais l'arrestation administrative, mais il est bien entendu qu'aucune fille mineure de 18 ans ne pourra plus, par suite, être inscrite sur les registres de la police des mœurs.

« Actuellement une fille mineure de 16 ans peut, à Paris et à Lyon, réclamer son inscription. Si cette pratique de l'inscription soulève déjà de très grosses objections à l'égard des majeures. à plus forte raison quand il s'agit d'une mineure. La gravité de l'acte accompli par l'enfant exigerait en effet qu'elle ait la maturité d'esprit qui est exigée pour le contrat le plus insignifiant.

« Ainsi donc avec la loi que nous élaborons aucune inscriptoin même sous prétexte de visite, ne pourra avoir lieu à l'encontre des mineures de 18 ans. D'ailleurs, la mise en carte ne s'expliquerait pas puisqu'au moment précis où l'on pourrait la prononcer, la loi interviendrait pour obliger la police à conduire l'enfant au Procureur de la République pour qu'il soit déféré au Tribunal civil. On pourrait au besoin préciser ces idées en ajoutant à l'article 3 un paragraphe ainsi conçu : « Aucune fille mineure de 18 ans ne pourra être inscrite sur les registres de la police (1) ».

(1) Ch. des Députés, *Impressions*, 1908, n° 1459, p. 15 et 16.

TROISIEME SECTION

Des mineures se livrant habituellement à la débauche.

A. — *Ce qu'il faut entendre par mineures se livrant habituellement à la débauche.*

La loi de 1908 édicte les mesures que l'on peut prendre à l'égard des mineures qui se livrent habituellement à la débauche.

Tel est l'objet de l'article 2 de la loi ainsi conçu :

« Tout mineur de 18 ans qui se livre habituellement à la débauche pourra, sur la demande de son père et à défaut de sa mère, ou de la personne qui en aura la garde, être placé dans un quartier spécialement aménagé d'un des établissements prévus à l'article 1^{er}, pour un temps qui sera fixé par le Tribunal conformément aux dispositions de la présente loi.

« Il n'est pas dérogé aux prescriptions des articles 375 et suivants du Code civil ».

Et la nécessité de cet article se faisait sentir, après la transformation qu'avait subie le texte primitif que le Sénat avait été appelé à examiner et discuter.

Le Sénat, avec la Commission Extraparlementaire du régime des mœurs, entendait soumettre aux mesures nouvelles de protection, toutes les mineures qui trafiquaient de leur corps, se livrant habituellement et sans choix au premier venu, avec ou sans idée de gain.

Telles étaient les mineures visées par les premières propositions et considérées comme « prostituées ».

Mais la Commission de la Chambre des députés estima, à tort ou à raison, dit son rapporteur, ainsi que nous l'avons vu, que le mot prostitution impliquait nécessairement l'idée de gain (1) ».

Et, dès lors, restaient, pour elle en dehors des mesures de réformation morale qu'elle instituait pour les prostituées, les mineures qui trafiquaient de leur corps sans songer à en tirer bénéfice.

La Commission de la Chambre, reconnaissant d'ailleurs que ces dernières devaient, comme les autres, être l'objet de sollicitudes du législateur, a proposé un article additionnel, devenu l'article 2 de la loi et s'appliquant aux mineures qui se livraient à la débauche hors de la voie publique et des lieux publics, et n'essayant nullement à tirer un bénéfice quelconque de leur inconduite.

« Pour tenir compte de cette observation très exacte, expose M. Viollette dans son rapport, que les enfants qui, dans les grandes villes, se donnent au vice dès l'âge de 13 ou 14 ans recherchent assez peu souvent le gain, votre commission a estimé qu'il y avait lieu de donner aux personnes ayant la garde de l'enfant le droit de demander au Tribunal de placer le mineur dans une école de réforme lorsque l'enfant se livrerait habituellement à la débauche ou donnerait à ses parents d'autres très graves sujets de mécontentement (2). »

Le texte de la Commission s'appliquait donc également « aux enfants donnant de très graves sujets de mécontentement ». Mais celui voté par le Parlement ne s'applique qu'aux enfants s'adonnant habituellement à la débauche.

(1) Ch. des Députés, *Impressions*, 1908, n° 1459, p. 13.

(2) Ch. des Députés, *Impressions*, 1908, n° 1459, p. 14.

Au mineur qui s'adonne au vice pour en retirer un bénéfice pécuniaire s'appliquera l'article 1^{er}, à celui qui le fera sans idée de gain, s'appliquera l'article 2.

Il faut d'ailleurs que la mineure se livre à la débauche et cela d'une façon habituelle. Il ne suffirait pas qu'elle ait une conduite légère, qu'elle ait eu plusieurs amants.

Sur ce point la Commission de la Chambre était formelle.

« Il est certain, dit M. Viollette, que l'industrialisme moderne en donnant de très bonne heure aux jeunes filles une existence distincte de celle de ses parents, la place presque toujours en présence de tentations et de sollicitations qui finissent par être souvent écoutées. Plus la jeune fille sera amenée à avoir une existence extérieure, plus elle sera exposée à nouer des amitiés qui, par la force des choses, se changeront en intimités. Les jeunes gens lancés dans la vie ne tardent pas à se reconnaître le droit de disposer pleinement d'eux-mêmes. Les jeunes filles émancipées par le travail même, ne tardent pas, elles aussi, à acquérir le sentiment de leur indépendance et à s'abandonner, par suite, à ce que la jurisprudence appelle « l'attrait des sexes ». Egale de l'homme dans le travail, la femme en arrive facilement à considérer que ce qui semble le plus naturel du monde chez les jeunes gens, ne peut pas être pour elle d'une valeur morale différente.

« Que le législateur n'ait pas à encourager des unions libres plus ou moins sérieuses, nous en tombons pleinement d'accord ; mais qu'il ait à les réprimer, c'est chose à laquelle nous ne consentirions jamais.

« Nous ne pouvons pas considérer que cela soit de la prostitution : inconduite, dévergondage, ce n'est même pas toujours certain. En tout cas cela ne nous regarde pas. Nous n'avons pas à intervenir et à laisser à l'arbitraire du juge le soin d'apprécier s'il y a ou non « impudicité » ou « mauvaises mœurs ».

« Nous ne pouvons pas permettre, par exemple, qu'un père ou un tuteur fasse placer dans une école de réforme une jeune fille même mineure pour cette seule raison qu'elle serait enceinte. Si elle est blâmable, elle l'est au même titre que le jeune homme auquel elle a cédé et probablement infiniment moins, mais il est impossible de considérer dans ce seul fait quoi que ce soit de déshonorant (1). »

Donc, pour que la mineure se voie appliquer l'article 2 de la loi de 1908, il faut qu'elle se livre habituellement et hors la voie publique à la débauche, c'est-à-dire qu'elle se livre au premier venu et sans choix, sans tirer de son inconduite, de ses actes de lubricité ou d'immoralité, quelle qu'en soit la nature, une rémunération pécuniaire.

Il faut qu'elle s'adonne au vice d'une façon habituelle.

La loi n'a pas ici, comme en cas de débauche publique, précisé ce qu'il fallait entendre par ces mots « habituellement ».

Les tribunaux ont donc sur ce point un pouvoir d'appréciation souverain, pour décider, dans chaque cas, si la condition d'habitude exigée par la loi est ou non réalisée.

Ils devront appliquer alors les règles établies par la Cour de cassation pour les délits d'habitude et spécialement en matière d'excitation de mineurs à la débauche. Il faut donc que les actes soient réitérés et successifs. Ne peuvent donc constituer l'habitude, les actes répétés de débauche, accomplis dans un seul trait de temps (2).

Il faut, en outre, « que les faits dont la réunion constituent l'habitude, soient considérés relativement à celui qui en est l'auteur et non par rapport à ceux qui en ont été l'objet (3) ».

(1) Viollette. Rap. cité, p. 12 et 13.

(2) Cf. Garçon, Code Pénal annoté sous art. 324, n^{os} 92 et s. *Gazette des Trib.*, Rec. 1904, t. II, 2, 16. — D. 1902, 1, 207 ; 2, 128, D. 1901, 1, 173.

(3) Cf. Garçon, Code Pénal, sous art. 334, n^{os} 92 et s. En ce sens, Le Poittevin, *Journal des Parquets*, 1912, I, p. 72, Le Clec'h, *Op. cit.*, p. 61 et 62.

L'article 2 ne s'applique, comme les articles 1 et 3, qu'aux mineures de 18 ans.

Les raisons qui ont amené le législateur à adopter cet âge, en cas de débauche habituelle, sont les mêmes que celles qui ont milité en faveur de cette limite maxima pour les mineures se livrant à la prostitution et au racolage.

B. — Mesures pouvant être prises à l'égard des mineures se livrant habituellement à la débauche.

Elles se rapprochent beaucoup de celles prévues pour les mineures se livrant habituellement à la prostitution et au racolage.

Comme ces dernières, les mineures de l'art. 2 seront traduites devant le tribunal civil statuant en Chambre du Conseil, qui ordonnera leur internement dans un établissement de réforme.

Mais, de notables différences séparent les mineures prostituées des mineures débauchées.

1° Lorsqu'il s'agit de débauche habituelle, la demande de comparution de la mineure devant le Tribunal ne pourra pas être formée par le Procureur de la République.

Le droit d'agir appartient au père, mais n'accorder ce droit qu'au père aurait, dans certaines hypothèses, été rendre inutile et sans application l'article 2.

Aussi, dérogeant au droit commun, qui stipule que, durant le mariage, l'exercice de la puissance paternelle appartenait au père seul (1), la loi de 1908 accorde à la mère le droit de saisir le Tribunal à défaut du mari, car, ainsi que le faisait remar-

(1) Code Civil, art. 373.

quer le rapporteur de la Commission de la Chambre des députés : « Il peut se produire que le père soit absent, ou que même il encourage l'inconduite scandaleuse du mineur (1) », ou même qu'il ne veuille pas, par une abstention coupable, intervenir pour mettre un terme à l'inconduite de sa fille.

Lorsque la mineure sera sous la garde d'une personne autre que ses père et mère, cette personne pourra demander au Tribunal l'internement de la mineure.

2° Le Tribunal, en cas de débauche habituelle, ne peut, comme en cas de prostitution ou de racolage, ordonner que l'enfant soit confiée à un parent ou à un particulier. Il peut seulement décider que la mineure sera placée dans un des établissements prévus à l'article 1^{er}, c'est-à-dire, soit « dans un établissement public spécialement organisé, soit dans un établissement privé, régulièrement autorisé ».

Par contre, le Tribunal peut déterminer le temps pendant lequel la mineure restera ainsi placée dans l'établissement de réforme, alors qu'en cas de prostitution, le placement doit, en principe et sauf exception, durer jusqu'à la majorité ou le mariage de la mineure.

Pourquoi cette faculté laissée au Tribunal ? Rien dans les travaux préparatoires n'en donne une explication quelconque.

C'est là d'ailleurs une décision regrettable et inutile : regrettable, car le Tribunal est dans l'impossibilité de déclarer le temps qui sera nécessaire pour réformer la mineure, et la mettre à même d'avoir une conduite régulière, — regrettable encore, parce que limiter ainsi par avance la durée de l'internement, c'est lui retirer tout effet moralisateur et assurer à la mineure, quelle que soit sa conduite, sa sortie de la maison de réforme et ce au risque de compromettre toute discipline.

(1) Rap. Violette, p. 15.

De plus, cette règle était inutile, puisqu'aux mineures débauchées comme aux mineures prostituées, on pouvait, en cas de réformation, recourir à la sortie provisoire, ou à la libération définitive anticipée.

3° Les mineures débauchées placées dans les maisons de réforme, en vertu de l'article 2, ne devront pas être en contact avec les mineures prostituées, détenues en vertu des articles 1 et 3. Les mineures de l'article 2 devront être placées, dit la loi, « dans un quartier spécialement aménagé d'un des établissements prévus à l'art. 1^{er} ».

Le législateur a sans doute estimé, — en édictant cette mesure, de même qu'en donnant au Tribunal la faculté de déterminer la durée du placement de la mineure — que les mineures « débauchées », visées à l'art. 2, étaient moins corrompues, et moins perverses, que les mineures « prostituées ».

Mais il y a lieu de croire que, dans la pratique tout au moins, pour les mineures débauchées qui seront internées, comme pour les mineures prostituées, leur vertu ne sera plus qu'un très lointain souvenir.

Les Tribunaux devront examiner les demandes formées en vertu de l'art. 2, avec la plus grande circonspection et la plus grande perspicacité.

Certains parents — méritent-ils ce nom ? — verront là un moyen tout trouvé pour amener leurs enfants à faire, ce que peut-être, à juste raison, ces derniers refusent. — Par exemple, ce sera pour eux un moyen de contraindre leur fille à la débauche sous menace d'un internement ou de se décharger du soin de les nourrir et de les entretenir.

« On peut même se demander, écrivait M. Bérenger dans un de ses derniers rapports, si des familles indigentes ne sauraient pas profiter habilement de ce moyen nouveau pour s'affranchir,

en livrant leur enfant à l'Etat, de la charge de subvenir à leurs besoins (1). »

Pour parer à cet inconvénient, la loi a décidé (2), par analogie avec ce qui passe pour les demandes d'envoi en correction, que « la personne qui solliciterait le placement serait tenue de souscrire une soumission de payer tous les frais, sauf lorsque l'indigence sera constatée — conformément à l'art. 6 et au premier alinéa de l'art. 8 de la loi du 8 décembre 1850 ».

Cette dérogation, faite au principe de la nécessité de la soumission préalable, le détruit en fait complètement. — Les personnes qui recourront dans la plupart des cas à l'art. 2, seront celles qui produiront soit « un certificat d'indigence » visé et approuvé par le juge de paix du canton, délivré par le Commissaire de police ou le Maire, « sur le vu d'un extrait du rôle des contributions constatant que les parties intéressées paient moins de dix francs ou d'un certificat du percepteur de leur commune portant qu'elles ne sont pas imposées ».

Pour s'en convaincre, il suffit de se reporter aux statistiques dressées sur ce point pour la correction paternelle. — D'après ces dernières, 60 0/0 des parents qui sollicitent l'envoi de leur enfant en correction sont des ouvriers manuels, 18 0/0 des journaliers, hommes de peine, etc... 15 0/0 des employés, 5 0/0 des commerçants. — 2 0/0 seulement appartiennent aux « classes libérales » (3).

Toutes les autres règles établies par la loi et les règlements pour les mineures prostituées s'appliquent également aux mineures débauchées.

L'article 2 *in fine*, stipule qu'il n'est pas dérogé aux prescriptions des articles 375 et s. du Code civil.

(1) Sénat, *Impressions*, 1908, n° 116.

(2) Loi du 11 avril 1908, art. 8, *in fine*.

(3) Bonjean, *Op. cit.*, *Enfants révoltés*, p. 377.

M. le sénateur Bérenger, dans son dernier rapport, conteste la véracité de cet alinéa.

« La faculté ainsi concédée, selon lui, n'est pas moins en effet qu'une dérogation, pour un cas déterminé, aux règles actuelles sur l'exercice de la puissance paternelle.

« D'après les articles 375 et suivants du Code civil, en effet, les droits du père qui a des sujets de mécontentement très graves sur la conduite d'un enfant, et, par suite, les pouvoirs du président qui statue sur sa demande, sont enfermées dans des limites de temps étroites. La détention accordée ne peut être supérieure à six mois si l'enfant a dépassé 16 ans. Elle n'est même que d'un mois s'il est au-dessous de cet âge. C'est de plus seulement dans le cas de décès du père et de non-remariage que la mère peut exercer le même droit et encore ne peut-elle agir qu'avec le concours des deux plus proches parents paternels.

« Le projet voté par la Chambre modifie gravement ces règles. C'est jusqu'à 18 ans que la correction paternelle pourra être exercée contre l'enfant. Il pourra, en outre, être détenu jusqu'à sa majorité, même s'il a moins de 16 ans. A défaut du père, la mère ou la personne même ayant sa garde, jouiront sans aucune réserve du même pouvoir.

« Il est vrai que la décision est transportée du président seul au Tribunal et qu'il s'agit non d'un lieu de détention, mais d'une maison d'éducation avec faculté de placement au dehors et même de sortie en cas de bonne conduite, et il est juste de tenir compte de ces différences.

« Ce ne sera pas moins, et la disposition portant qu'il n'est pas dérogé aux prescriptions des articles 375 et suivants du Code civil ne fait qu'accentuer cette différence, une situation privilégiée par rapport à toutes celles d'ordre peut-être aussi graves qui peuvent se produire (1). »

(1) Sénat, *Impressions*, 1908, n° 116.

Mais tel n'est pas exactement le sens et la portée du dernier alinéa de l'article 2.

Il déclare non que le législateur n'a dans cet article apporté aucune exception, pour des cas déterminés, aux règles établies par le Code civil, pour l'envoi en correction paternelle, mais, que le législateur a donné, pour les mineures débauchées, le choix entre les règles spéciales qu'il édicte, et celles établies par le Code civil. — Ces dernières restant entières et pouvant toujours être appliquées.

« La Commission, lit-on dans le rapport de M. Viollette, a estimé que rien dans la disposition spéciale qu'elle prévoit à cet effet ne pouvait être contradictoire avec le droit donné au père par les articles 375 et suivants du Code civil. Le père pour exercer son droit de correction aura donc désormais le choix entre deux moyens, celui du Code, dont nous aurions personnellement souhaité l'abrogation, et celui de la loi que nous vous proposons (1) ».

Le législateur a donc, par cet article 2, voulu étendre, faciliter le droit de correction que les parents avaient sur leurs enfants.

Pourtant, on peut se demander s'il n'a pas été à l'encontre de ce qu'il voulait faire.

C'est cette question que posait, non sans angoisse, M. le professeur Garçon, et, lorsque l'on étudie certain esprit qui a présidé à l'élaboration de la loi de 1908 et des règlements d'administration publique, lorsque l'on voit la défiance injuste manifestée pour les œuvres privées, et les entraves mises à leur création et leur fonctionnement, on n'est que trop fondé à appréhender la réponse que redoute M. Garçon.

« Nous disions tout à l'heure, écrit-il, qu'un père de famille a toujours le droit de confier son enfant jusqu'à sa majorité

(1) Rap. Viollette, Ch. des Dép., *Impr.*, 1908, n° 1459.

dans une école qu'il choisit et qu'il charge de l'élever et de le réformer. En décidant que les parents peuvent s'adresser à la justice pour faire interner leur fille qui se livre à la prostitution ou à la débauche, n'a-t-on pas porté une atteinte indirecte à ces droits, qui semblent cependant incontestables ? De récents incidents ne sont pas pour nous rassurer. Ils montrent, au contraire, que les craintes que nous éprouvons ne sont ni chimériques ni exagérées (1) ».

(1) *Rev. Pénit.*, 1909, p. 773.

APPENDICE PREMIER

APPLICATION DE LA LOI SUR LA PROSTITUTION DES MINEURES

« La présente loi ne sera applicable, lit-on dans une disposition transitoire, qu'un an après sa promulgation. »

Cette disposition fut ajoutée par la Commission sénatoriale lors de la refonte de certains articles, à laquelle elle se livra entre les séances des 5 et 9 juillet 1907.

« Il paraît, en effet, impossible, exposait au Sénat son rapporteur, que cette loi qui suppose, pour pouvoir être appliquée, l'adoption d'un règlement d'administration publique, en premier lieu, et, en second lieu, la création d'institutions spéciales destinées à recevoir les mineurs dont il s'agit, puisse être appliquée du jour au lendemain.

« Il faut naturellement un délai pour que le Conseil d'Etat puisse faire le règlement d'administration publique : il en faudra un second, une fois que ce règlement d'administration publique aura fixé les conditions auxquelles les établissements pourront se former, pour que ces établissements puissent faire leur demande et se pourvoir devant le Gouvernement à l'effet d'obtenir les autorisations nécessaires (1). »

(1) Sénat, *Débats*, 1907, séance du 9 juillet.

Le législateur, trouvant que le délai d'un an était largement suffisant, adopta sans aucune discussion le texte de la Commission sénatoriale.

La loi sur la prostitution des mineures promulguée en avril 1908, devait donc être appliquée en avril 1909. A cette date le règlement d'administration publique prévu devait être rédigé et publié, les maisons de réforme, — publiques tout au moins — devaient être ouvertes.

Il n'en fut rien. Le jour de la mise en vigueur de la loi, aucun règlement n'avait paru, aucune maison de réforme créée. Seul, à Paris, un asile privé, ayant fait approuver un règlement provisoire et disposant en tout de dix lits, était prêt à recueillir les nouvelles pupilles.

Ce n'est pas à dire pourtant que l'on ne se fut pas préoccupé de satisfaire au vœu de la loi.

Le Préfet de la Seine, sur l'invitation du ministre de l'Intérieur, avait demandé au Conseil municipal de Paris, s'il était disposé à ouvrir un asile pour recueillir les prostituées mineures, ainsi qu'il l'avait décidé quelques années plus tôt.

Ne recevant pas de réponse et voyant que l'échéance approchait, le Préfet de la Seine adressa une seconde demande au Conseil municipal de Paris.

Il lui rappelait qu'il avait émis le vœu que « la fille mineure, arrêtée pour faits de prostitution, soit conduite devant le juge de paix qui déciderait, suivant les circonstances, si elle doit être rendue à ses parents ou placée par l'Administration dans un établissement approprié à sa réformation morale... »

« Vous ajoutiez, poursuivait le Préfet, qu'il y aurait lieu, dès que le projet de loi Roussel serait voté par le Parlement, de fonder pour les filles mineures en état de vagabondage immo-

ral, un établissement spécial où elles pourraient être retenues jusqu'à leur majorité.

« Précisant la portée de ce vœu vous aviez décidé, le 18 mars 1904, qu'il y aurait lieu de fonder, dès que le vœu concernant la prostitution des mineures aurait été adopté par le Parlement, un établissement spécial, dont le régime serait celui d'une institution professionnelle (1). »

Or, concluait-il, les conditions auxquelles vous soumettiez l'ouverture et la création de l'établissement de réforme en question, ont été remplies par la loi du 11 avril 1908.

Le Ministère de l'Intérieur a déjà, en juillet dernier, insisté pour savoir si, de votre côté, vous tiendriez à honneur votre engagement et dans quelles conditions.

Le Préfet de la Seine soumettait, en conséquence une seconde, fois, ce sujet à leur délibération.

Le Préfet de la Seine aurait pu ajouter que l'avis favorable, émis par la Commission sénatoriale des Finances, à la proposition de loi concernant la prostitution des mineures, avait été en grande partie motivé par cette considération que le Conseil municipal de Paris ferait le nécessaire pour l'internement des mineures parisiennes.

La deuxième Commission du Conseil municipal, à l'examen de laquelle la question avait été renvoyée, se montra hostile à la création d'un tel établissement.

Et cela pour deux raisons, exposées par son rapporteur :

« D'abord l'Etat ne contribue qu'à l'entretien des mineurs au-dessous de 17 ans. C'est donc dire que la grande majorité, pour ne pas dire la presque totalité des mineures arrêtées pour faits de prostitution, restera totalement à la charge de la ville.

« En second lieu, l'Etat nous propose de nous indemniser, en

(1) Conseil municipal, Rapport 1908, n° 88.

ce qui concerne les mineurs au-dessous de 17 ans, par des prix de journée égaux à ceux que paie l'Assistance publique pour ses pupilles.

« Or, les père nourriciers de l'Assistance publique ne reçoivent jamais qu'une indemnité mensuelle de 15 francs, et il est de toute évidence que cette somme est de beaucoup inférieure au prix de revient des journées à prévoir.

« Aux dépenses de premier établissement viendrait donc s'ajouter le poids d'un gros budget annuel et la proposition que nous soumet M. le ministre de l'Intérieur ne tend à rien moins qu'à mettre à la charge de la ville de Paris, des dépenses qu'elle ne supporta pas jusqu'ici.

« Nous ne sommes pas d'avis de les assumer.

« Il est clair, en effet, que la ville de Paris s'était déclarée prête à faire certains sacrifices pour la réorganisation du service des mœurs, *au cas* où le régime des mœurs eût été totalement reconstitué. Bonnes ou mauvaises, chimériques ou pratiques, les délibérations du Conseil formaient un tout. Nous ne pouvons admettre que l'on distraie de cet ensemble une seule délibération, à raison des charges qu'elle transporte de l'Etat à la ville de Paris, et qu'on ne soit de notre avis que lorsque notre avis est monnayable. Le régime des mœurs n'a pas été, que nous sachions, modifié dans son ensemble à la suite des travaux de la Commission extraparlamentaire, les idées que le Conseil municipal, à tort ou à raison, a préconisées n'ont pas prévalu. Nous sommes fondés à en refuser les charges.

« Les transformations que nous avons réclamées tendaient à autre chose qu'à municipaliser des dépenses d'Etat. Ce n'est pas nous déjuger que de nous refuser à limiter la réforme du régime des mœurs à cette mauvaise opération financière (1). »

Dans la séance du 11 décembre 1908, le Conseil municipal

(1) Conseil municipal, Rap. 1908, n° 88, p. 3 et 4.

adopta l'ordre du jour pur et simple sur la question de M. le Préfet de la Seine, et renvoya à la deuxième Commission une proposition de M. Turot, qui avait insisté pour que le Conseil tienne les engagements pris, et entre en conversation avec le Gouvernement.

Le Gouvernement, de son côté, n'était pas resté inactif. Il avait fait certaines démarches qui n'avaient pas abouti.

Il avait tout d'abord songé à utiliser le grand séminaire de Sens, loué, à cet effet, avec promesse de vente. — Mais « l'opinion publique, qui, ainsi que l'exposera le Gouvernement, lorsqu'il demanda une prorogation de délai, parut très loin de partager, à l'égard de ces malheureuses enfants, les sentiments de généreuse pitié qui avaient inspiré le législateur », s'émut. Elle ne pouvait voir établir une maison de réforme pour prostituées mineures, au centre de la ville, non loin du lycée Thénard. Le 10 novembre 1908, le Conseil général de l'Yonne émettait à l'unanimité un vœu défavorable, ainsi que le Conseil municipal (1).

Vainement M. Clémenceau essaya-t-il, dans une lettre adressée à M. Cornet, sénateur, maire de Sens, de plaider la cause des prostituées mineures, et d'insister pour que la ville de Sens accepte de leur faire bon accueil :

« La présence d'une centaine d'enfants, dont la plupart sont plus malheureuses que coupables, écrivait-il, qui n'ont jamais commis de crimes, qui n'ont subi aucune condamnation, ne fera évidemment courir aucun danger à la population ; la décence et l'ordre public ne seront pas plus troublés que les salaires ouvriers ne seront menacés. Dans cet établissement institué en exécution d'une loi généreuse qui a recueilli au Parlement l'adhésion de tous les partis, un personnel d'élite

(1) *Rev. Pénit.*, 1909, p. 625. — *La Croix*, 3 avril 1909.

apprendra à ces enfants à gagner leur existence par un labeur honorable et cette œuvre de relèvement moral par le travail n'est pas de celles qui peuvent diminuer la dignité d'une cité.

« Des protestations que vous m'avez transmises, je ne puis que retenir le désir très naturel de la population Senonaise de voir prendre, par mon administration, toutes précautions utiles pour que cet établissement soit à la hauteur de la tâche noble et délicate qui lui est assignée par la loi et je puis vous donner l'assurance que ce désir est tout à fait conforme à mes intentions (1). »

Mais l'avocat ne gagna pas sa cause, et le Gouvernement dut renoncer à son projet, d'installer un établissement de réforme dans la ville de Sens, bien qu'au lendemain du vote de la loi de 1908 M. Cornet, maire de Sens et sénateur, ait écrit à l'administration, pour réclamer l'établissement d'une maison de réforme dans la ville de Sens. M. Clémenceau rappelait d'ailleurs au Sénat, que M. Cornet s'était, dans la suite, et on vient de voir les raisons de ce revirement d'opinion, empressé de venir dans son cabinet avec ses collègues de l'Yonne, pour « déclarer qu'il repoussait la demande qu'il avait antérieurement adressée et qu'il refusait le présent qu'il avait d'abord sollicité (2) ».

Le Gouvernement avait dû, également, abandonner l'idée qu'il avait eue de transformer en maison de réforme l'ancienne institution Durand-Fauchon, située à Asnières, à proximité du marché, de l'hôtel des postes, de la mairie, des écoles, de la crèche (3).

(1) *La Croix*, 23 avril 1909.

(2) Sénat, *Débats*, séance du 11 juin 1909.

(3) *Rev. Pénit.*, 1909, p. 625.

Le Gouvernement ne fut pas plus heureux dans les tentatives faites à Grenoble (1).

Aussi, le jour où la loi devrait être appliquée, au mois d'avril 1909, rien n'était prêt.

Aucune instruction n'avait été donnée, en ce qui concernait les mineures prostituées par les ministères compétents.

La Préfecture de police n'arrêtait plus les mineures qui se livraient à la prostitution, et le Parquet ne les poursuivait plus.

Le Tribunal correctionnel avait d'ailleurs sanctionné, semble-t-il, cette inaction et cette attitude nouvelle, en décidant, nous verrons si c'est à tort ou à raison (2), que « si, antérieurement à la loi de 1908, on pouvait interpréter la loi conformément à la jurisprudence, en ajoutant à l'article 270 du Code pénal, les mots « moyens d'existence avouables », cette interprétation ne saurait plus être appliquée en raison du texte et du but de la loi nouvelle ; qu'une pareille interprétation aurait peut-être un résultat plus efficace en l'espèce, dans l'intérêt de la mineure, mais qu'elle ferait échec à la loi du 11 avril 1908, et qu'il n'appartenait pas, dans tous les cas, au Tribunal de créer une mesure qui n'existe pas (3) ».

La situation ainsi créée devenait intolérable. On ne pouvait admettre que le seul résultat de la loi du 11 avril 1908, dont l'élaboration avait été si laborieuse et si consciencieuse, fût d'établir en France le régime de la liberté la plus absolue de la prostitution pour les mineures de 18 ans.

Aussi le Gouvernement, en réponse à une question que M. Bérenger lui avait faite quelques jours auparavant (4), déposait-il, le 18 juin, sur le bureau du Sénat, le projet suivant :

(1) *Rev. Pén.*, 1909, p. 625.

(2) Voir, *infra* p 659.

(3) 10 mai 1909, *Gazette des Trib.*, II^e Rec. 1909, 2, p. 477.

(4) Sénat, *Débats*, 1909, séance du 11 juin.

« Le délai fixé pour la mise à exécution de la loi du 11 avril 1908, concernant la prostitution des mineurs, est prorogé d'un an à partir de la promulgation de la présente loi pour les mineurs âgés de moins de 16 ans et de deux ans pour les mineurs de 16 à 18 ans.

« Les dispositions en vigueur, antérieurement à la loi du 11 avril 1908, demeurent provisoirement applicables (1). »

Cette dernière proposition répondait, par avance, au vœu que devait émettre, quelques jours plus tard, dans sa séance du 7 juillet 1909, le Comité de Défense des enfants traduits en justice. La résolution qu'il devait adopter alors était ainsi conçue :

« Le Comité, vu la prorogation du délai d'exécution de la loi du 11 avril 1908 ;

« Vu les dangers que fait courir à la santé et à la sécurité publiques, l'abstention qu'a cru devoir observer la Préfecture de police, depuis le 11 avril 1909, émet le vœu que la Préfecture de police revienne à la pratique qui était suivie jusqu'à cette dernière date (2). »

Pour justifier ce projet, le Gouvernement énumérait toutes les difficultés qu'il avait rencontrées pour l'ouverture des asiles soit privés, soit publics, par suite, « des résistances locales d'une violence inattendue (3) » ; attirait l'attention du Parlement sur les conséquences qui pouvaient résulter de la jurisprudence nouvelle inaugurée le 10 mai 1909, par le Tribunal de la Seine, et demandait le vote du projet qu'il soumettait, « aculé, qu'il était, à la nécessité de reporter à une date plus éloignée la mise en vigueur de la loi... Tous nos efforts vont tendre, continuait-il, à organiser tout d'abord les éta-

(1) Sénat, *Impressions*, 1909, n° 150.

(2) *Rev. Pénit.*, 1909, p. 1256.

(3) Sénat, *Impressions*, 1909, n° 150, p. 3.

blissements nécessaires pour l'hospitalisation des enfants de moins de 16 ans et nous pensons qu'il serait sage de décider que, pour cette catégorie de mineurs, la loi du 11 avril 1908 sera applicable un an après la promulgation de la présente loi. Les établissements qui seront ensuite institués serviront à recueillir les mineurs de 16 à 18 ans, qu'il est nécessaire de séparer autant que possible des précédentes, parce que leur contamination morale est généralement plus profonde et plus difficile en conséquence leur réformation. Pour ne pas s'exposer à de nouveaux mécomptes, il conviendrait de proroger d'un an, à l'égard de cette seconde catégorie d'enfants, le nouveau délai prescrit pour l'exécution de la loi en ce qui concerne les mineurs âgés de moins de 16 ans (1). »

Le 29 juin, la Commission sénatoriale déposait un rapport favorable en apportant au texte proposé une légère modification de rédaction et en y ajoutant un paragraphe : « ayant pour but de permettre au Gouvernement, dans le cas où il serait en mesure de mettre la loi en application avant le nouveau terme accordé, de le faire sans avoir besoin de recourir au Parlement et par simple décret (2) ».

Le nouveau texte, adopté par le Sénat sans discussion, le 1^{er} juillet, était donc ainsi libellé :

« Le délai fixé pour la mise à exécution de la loi du 11 avril 1908, concernant la prostitution des mineurs est porté (3) à un an à partir de la promulgation de la présente loi pour les mineurs âgés de moins de 16 ans, et à deux ans pour les mineurs de 16 à 18 ans.

(1) Sénat, *Impressions*, 1909, n° 150, p. 5.

(2) Sénat, *Impressions*, 1909, n° 168, p. 4.

(3) La Commission a substitué le mot « porté » au mot prorogé, car ce dernier « mot paraît impropre, ce délai étant, à l'heure actuelle, expiré ».

« Les dispositions en vigueur, antérieurement à la loi du 11 avril 1908 demeurent provisoirement applicables.

« ART. 2. — Ce délai pourra être abrégé, s'il y a lieu, par simple décret. »

Transmise à la Chambre des députés le 5 juillet (1), la rédaction proposée par le Sénat fut soumise à la Commission de réforme judiciaire, qui déposa son rapport quelques jours plus tard. Elle concluait à l'adoption du texte proposé (2).

L'ordre du jour de la deuxième séance, du 3 juillet 1909, appelait la discussion du projet de loi adopté par le Sénat, ayant pour objet de prescrire l'application échelonnée de la loi du 11 avril 1908.

Ce projet avait été mis à l'ordre du jour sous réserve qu'il n'y aurait pas de débats. Mais un orateur s'étant fait inscrire, le projet fut retiré de l'ordre du jour (3).

Cet orateur était M. Paul Meunier. Ennemi né de la Police des mœurs, il ne voulait pas que les anciens « errements » en vigueur avant la loi de 1908, fussent encore appliqués, et surtout il ne pouvait admettre que le Parlement eut l'air de sanctionner et de légitimer les pratiques de la Police des mœurs.

Aussi, voulait-il un texte qui le spécifiât. La Commission, pour éviter tout retard dans le vote du projet, substitua en conséquence aux mots « les dispositions en vigueur... » ceux « les dispositions *législatives* en vigueur... ».

Voté le 7 juillet 1909, par la Chambre, dans la séance du matin, le texte fut adopté par le Sénat le même jour, avec la modification proposée, sur la demande de M. Bérenger (4).

« Cette modification, disait-il, — et peut-être n'en saisissait-il

(1) Ch. des Dép., *Impressions*, 1909, n° 2644.

(2) Ch. des Dép., *Impressions*, 1909, n° 2680.

(3) *J. Officiel*, séance du 13 juillet, p. 2045.

(4) *J. Officiel*, séance du 17 juillet.

pas toute la portée — consiste dans l'addition d'un mot qui ne change rien ni à l'esprit, ni au caractère de la loi : il précise seulement un point qui avait paru suffisamment clair au Sénat, mais que la Chambre a cru devoir, dans un esprit de purisme peut-être un peu exagéré, éclaircir encore... (1). »

La loi du 11 avril 1908 ne devait donc s'appliquer que le 19 juillet 1910 et encore pour les mineures de 16 ans seulement. Pour celles de 16 à 18 ans, la loi n'entrerait en vigueur que le 19 juillet 1911.

Dans ce laps de temps, on pouvait espérer que le Gouvernement et les œuvres privées seraient à même de pouvoir hospitaliser les mineures prostituées.

Pourtant, M. Clémenceau avait fait quelques réserves. « En ce qui me concerne, disait-il au Sénat, le 11 juin 1909, je ne vois pas d'autre solution que d'ajourner, ainsi que le voulait M. Bérenger, si je l'ai bien compris, la mise à exécution de la loi à un an. Et encore je ne voudrais pas prendre ferme, à l'égard du Sénat, l'engagement d'être prêt dans un an. »

Et il avait raison, car le 19 juillet 1910, aucun établissement public n'était prêt.

Ce ne fut que dans les derniers jours de 1910 ou dans les premiers de 1911, que deux maisons de réforme purent recueillir les mineures prostituées que les Tribunaux pourraient leur envoyer.

L'une était un asile temporaire, pouvant hospitaliser 28 mineures ; l'autre était une maison de réforme proprement dite, pouvant hospitaliser 36 prostituées.

La loi pouvait donc s'appliquer en tout et pour tout à quelques mineures, en ajoutant certains lits dont la charité privée pouvait disposer.

L'asile temporaire destiné à recueillir les mineures est à Paris,

(1) Sénat, *Débats*, séance du 17 juillet 1909.

rue Saint-Maur. C'est l'ancienne annexe du Vésinet que l'Etat a achetée à cet effet à l'Asile National des convalescents. Le prix d'acquisition a été de 150.000 francs (1).

L'extérieur ne rappelle en rien un lieu de détention. Il faudrait même noter, — car il ne faut rien négliger lorsqu'il s'agit de telles filles — que les saillies des fenêtres et les grilles du rez-de-chaussée — de fort belles grilles d'ailleurs — permettraient assez facilement, par leur disposition, une évason, si l'on parvenait à ouvrir les fenêtres du premier qui, elles, ne sont pas grillagées.

L'intérieur est très simple et très propre. Après avoir gravi quelques marches, on pénètre dans un grand hall en carrelage blanc et noir. Les murs sont passés au ripolin.

Sur la gauche de l'escalier se trouve l'appartement des concierges, composé de deux chambres et d'une assez vaste cuisine.

Sur la droite, le bureau du Directeur, attenant à une petite salle au delà de laquelle est située la salle de bain.

Au fond du hall, sur la droite, on a installé le cabinet du médecin et la salle de visite ; à côté, sur la gauche, il y a une grande salle de récréation à laquelle fait suite la salle à manger et la cuisine.

Entre le premier et le second étage sont les appartements de la directrice.

Au premier étage se trouve la salle de travail, au fond de laquelle donne la chambre de la fille de cuisine.

Puis le reste de l'étage est occupé par le dortoir. C'est un dortoir cellulaire, comprenant quatorze cellules établies sur deux rangs, séparés par un couloir. Sept de ces cellules donnent sur la rue et ont de la lumière et un peu d'air. Celles qui leur font vis-à-vis, sont sans air ni lumière.

(1) *Rev. Pénit.*, 1910, p. 1244.

Chaque cellule très étroite — même trop — est séparée de la voisine par un mur assez peu épais et est grillagée sur le dessus et sur les parois. Elle est fermée par une porte non grillagée, munie d'une vitre et d'un rideau. Un verrou extérieur pourrait être facilement ouvert par la mineure en cas de rebellion.

La chambre de la surveillante de service ouvre sur le dortoir. La fenêtre qui n'est pas grillagée se ferme avec une crémone.

Il serait préférable pourtant de ne pas laisser cette fermeture permanente.

Les water-closets, qui sont derrière le dortoir, et les lavabos, qui sont à l'une de ses extrémités, présentent les meilleures garanties pour l'hygiène et la propreté.

Le second étage est calqué sur le premier.

Il n'y a qu'une seule cellule destinée aux indisciplinées, et c'est peu, et pas d'infirmerie, ce qui est une grave lacune, les mineures hospitalisées devant être pour la plupart atteintes de maladies pour lesquelles des soins particuliers et l'isolement sont nécessaires.

Il faut aussi regretter, d'une part, la faible dimension de la cour mise à la disposition des mineures pour les récréations, d'autre part, le grave inconvénient pouvant résulter, pour les mineures, de la vision perpétuelle qu'elles auront de la Petite Roquette, située quelques maisons plus loin, et dont la vue s'impose lorsque l'on monte et descend les escaliers.

La maison de réforme proprement dite se trouve dans l'Yonne, à Passy, près de Sens, dans l'ancien château qui a été aménagé à cet effet.

M. Prévoist, étant dans les environs, en a profité pour aller le visiter.

Voici les impressions et renseignements qu'il a recueillis au cours de cette visite, comme aussi les réflexions qui lui ont été suggérées :

« L'acquisition en a été faite au moyen d'un échange où il figure, en sus des charges, pour une valeur de 70.000 francs. Si les dépendances sont en médiocre état et en partie inutilisables, le château, entouré de larges fossés, est bien conservé. Dans son ensemble, ce domaine comporte, en prés, bois et potager, 22 hectares entièrement clos de murs.

Dirigés par M. Balard, architecte, et par M. Auscher, ingénieur, les travaux d'aménagement, quelque hâte qu'on y mette, ne pourront être terminés qu'en janvier au plus tôt. Le prix de ces travaux s'élèvera à 300.000 francs au moins (trois cent mille), y compris la construction d'une infirmerie, l'installation de l'eau de l'électricité, du chauffage central qui s'étend jusque dans les deux dortoirs, et les frais d'ameublement.

Il n'y a pourtant pour les filles que trente-six chambrettes en tout : au premier étage, vingt-quatre sur deux rangs, adossés comme à Doullens, et douze seulement au second étage dont la largeur, moindre, n'a permis qu'un seul rang. A l'extrémité de chaque dortoir se trouve, pour la surveillante, une chambre complètement isolée d'ailleurs du dortoir. Il eût été bon, semble-t-il, d'y installer un châssis sur le dortoir. Les chambrettes sont grillagées au premier étage, sur le devant seulement, et au second, sur le devant et sur le fond.

« Considéré par rapport au nombre de filles, le lit reviendra à plus de 10.000 francs, comme frais généraux de premier établissement. Si la loi est appliquée d'une façon, non pas complète, mais néanmoins assez sérieuse, le contingent, après cinq ans, s'élèvera facilement à 4.000. Si on devait pourvoir sur les mêmes bases aux installations nécessaires, on arriverait, de ce chef seulement, au chiffre de $10.000 \times 4.000 = 40.000.000$ (dix millions).

. , ...
 « La direction de la maison de Passy a été confiée au Dr Crouzet ancien maire de Nîmes. Son dessein est de se conformer au vœu

de la loi, non pas donc de traiter les filles qui lui seront confiées en détenues et sévèrement, mais de les rééduquer avec douceur et de les moraliser paternellement.

« Néanmoins, il a fallu prévoir de mauvais moments ; il y a donc trois cellules de punition, d'ailleurs confortables et très spacieuses, séparées entre elles par des murs de 0 m. 22, enduits en plâtre. L'expérience prouve qu'il eût été préférable de faire l'enduit en ciment.

« En outre du directeur, le personnel comportera quatorze personnes, ce qui ne doit pas étonner si on considère qu'en outre du personnel de service, de la surveillance et de l'infirmier, il faudra, selon les termes du règlement du 13 juin 1910, des maîtresses pour l'enseignement scolaire, pour l'apprentissage professionnel et pour l'enseignement ménager.

« Mais on arrive ainsi, pour l'ensemble du personnel, à près d'une personne pour deux filles ou, plus exactement, à trois personnes pour sept filles.

« C'est évidemment excessif. A la vérité, moins un établissement contient d'enfants, plus sûrs, sont les résultats (Stevens, *L'Education correctionnelle en Belgique*). L'agglomération « produit des faits plus redoutables à mesure que le groupe en fermentation est plus vaste et plus dense » (Marion, *La Solidarité*). Et on peut penser que les groupements des filles dont il s'agit ne manqueront pas de fermenter entre les mains de l'Assistance publique, comme ils ont fermenté entre les mains de l'administration pénitentiaire. Mais, comme l'a dit M. Wichern, fils du fondateur du Rauhe Haus de Hambourg, si la population d'une colonie ne doit pas dépasser 200 à 250, elle doit du moins atteindre ce chiffre pour éviter la multiplication trop grande des établissements et l'excès des frais généraux, afin aussi de diversifier l'apprentissage et de faciliter le recrutement du personnel (1).

(1) Voir sur ce point contestable p. 397.

« Aussi, M. Mirman avait-il voulu faire immédiatement construire sur la droite du château une grande aile où auraient été installés un réfectoire au rez-de-chaussée et deux dortoirs au-dessus. Mais les crédits dont il disposait ont été insuffisants. Il lui a fallu se borner à l'aménagement du château.

« De là deux conséquences très onéreuses : 1^o abstraction faite des très gros frais de premier établissement, les trente-six filles, à cause du personnel disproportionné avec leur nombre, reviendront par an et par tête à un prix inouï, vraiment exorbitant ; 2^o quand on sera acculé à la nécessité de constructions nouvelles, les aménagements actuels de service général, de cuisine, de réfectoire, seront insuffisants et devront être détruits, ainsi que les cellules de punition, pour cette même raison et aussi parce qu'elles sont mal placées, n'étant pas isolées. Les filles punies poussent souvent des cris furieux, qui jettent le trouble parmi les autres et aussi la contagion de l'indiscipline et de la révolte.

« Il est très dommage que M. Mirman n'ait pu mettre dès à présent à exécution son projet d'agrandissement, à moins cependant que la loi du 11 avril 1908 ne reste lettre morte, sans aucune application (1). »

L'Etat s'était en même temps fait céder par le département de la Creuse, l'ancien Petit Séminaire d'Ajain, près Guéret. Mais des travaux de réfection assez importants sont indispensables. Les devis ont été établis, et les travaux ne devaient être entrepris que dans le courant de 1912 (2).

Les œuvres privées, par contre, n'avaient pas, à l'exception d'une seule, ouvert leurs portes aux nouvelles pupilles.

Elles n'avaient osé solliciter l'autorisation, ignorant et redoutant les obligations et les charges que le règlement d'administra-

(1) *Gaz. des Trib.*, 3 déc. 1910.

(2) Rap. de M. Mirman, 27 juin 1911.

tion publique allait encore, sans doute, ajouter à celles que la loi avait établies.

Les œuvres avaient été mises en défiance, tant par la loi de 1908 elle-même que par l'esprit qui avait présidé à son élaboration et qui était loin d'être favorable aux œuvres privées, aux œuvres confessionnelles surtout.

Celles-ci s'étaient abstenues. Et elles firent bien. Le règlement d'administration publique, publié quelques jours seulement avant la date à laquelle devait être mise en vigueur, pour les mineures de 16 ans, la loi du 11 avril 1908, contenait des dispositions capables de décourager les meilleures bonnes volontés, ainsi que nous l'avons vu.

C'est ce que déclara très nettement le Conseil Central de l'Union des Sociétés de Patronage de France ; c'est ce dont se fit l'écho le vœu découragé qui fut alors émis, à l'unanimité moins une abstention, et ainsi rédigé :

« Le Conseil Central de l'Union des Sociétés de Patronage de France, regrette que les exigences de la loi du 11 avril 1908, développées et aggravées par le règlement d'administration publique du 13 juin 1910, rendent très difficile et même pour partie impossible le concours des œuvres d'assistance privée, au relèvement des mineures prostituées (1). »

Malgré cette abstention des œuvres privées, la question de l'hospitalisation des mineures prostituées semblait être résolue, au moins pour la ville de Paris.

Ailleurs, la loi devait être lettre morte, car qu'allait-il être décidé et fait pour les grandes villes, ces dernières ne possédant aucun établissement à leur portée.

Aussi, auraient-elles toutes pu souscrire au vœu émis par le Comité de Défense des enfants traduits en justice de Marseille, ainsi conçu :

(1) *Cazette des Trib.*, 7 juillet 1910.

« Le Comité :

« Considérant que si, d'après le règlement d'administration publique (du 5 mars 1910), on peut retenir le mineur pendant le temps indispensable pour recueillir les renseignements nécessaires, cette détention ne pouvant pas avoir lieu dans le violon municipal, il en résulte que la loi du 11 avril 1908 ne peut être exécutée à Marseille, où il n'existe aucun lieu de détention où le mineur puisse être hospitalisé ;

« Considérant qu'il n'existe à Marseille également aucun établissement où le Procureur de la République puisse retenir les enfants qu'il a le droit de garder pendant cinq jours (article 3) ;

« Considérant que la même difficulté se présente, au cas où le mineur serait traduit devant le Tribunal, pendant toute la durée de l'instance (articles 16 et 17) et aussi après le prononcé du jugement ou de l'arrêt jusqu'au moment de son départ pour l'établissement dans lequel il aura été envoyé ;

« Considérant, dès lors, que la loi du 11 avril 1908, exécutoire depuis le 20 juillet 1910, est, en fait, inapplicable à Marseille ;

« Emet le vœu :

« Que M. le ministre de l'Intérieur et M. le ministre de la Justice veuillent bien, en attendant la réforme législative de la loi, donner à M. le préfet des Bouches-du-Rhône et à M. le procureur de la République à Marseille des instructions pour rendre cette loi applicable (1). »

Puisqu'il n'y avait en province ni asile temporaire, ni lieu de rétention, ni établissement quelconque, que ferait-on des mineurs poursuivis ? où les hospitaliserait-on ? En outre, si on les transportait à Sens, qui en supporterait les frais ? Et d'ailleurs, en l'état actuel, c'était impossible, la loi pouvant s'appliquer au plus à 78 mineures pour toute la France.

(1) *Gazette des Trib.*, 27 déc. 1910.

Pour Paris seulement on pouvait donc tenter l'application de la loi du 11 avril 1908.

Mais les vicissitudes n'étaient pas finies : les difficultés d'ordre juridique allaient naître.

La procédure illégale, instituée par le décret du 5 mars 1910, pour la prostitution publique, serait-elle suivie et admise par les tribunaux. Les mineures allaient-elles se trouver dans les cas où la loi du 11 avril 1908 permet d'intervenir ?

La première tentative ne fut pas heureuse : le Ministère public avait requis l'application de la loi de 1908, à l'encontre de 12 jeunes fillettes et de 3 jeunes garçons qui se trouvaient impliqués dans diverses affaires d'outrages publics à la pudeur.

Le 7 décembre 1910, le Tribunal de la Seine (Chambre du Conseil), rendit le jugement suivant :

« Le Tribunal ;

« Attendu que le ministère public requiert à l'égard du jeune X..., mineur de 16 ans, actuellement confié aux « Enfants assistés », l'application des dispositions de loi du 11 avril 1908 relative à la prostitution des mineurs ;

« Attendu qu'il résulte de plusieurs procès-verbaux dressés par les inspecteurs de la brigade mobile que le jeune X..., âgé de 8 ans, se livre habituellement à la prostitution, en compagnie de fillettes et de garçonnetts dans le Jardin des Plantes, au square des Arènes et au square Monge, dans le but de se procurer de l'argent ; qu'il a déclaré lui-même que, depuis longtemps, il n'allait plus à l'école et se rendait, à l'instigation de son père, dans les jardins publics où il offrait aux passants de se livrer sur eux à des attouchements obscènes ; que le 5 octobre 1910 notamment, il a fait des propositions de cette nature aux inspecteurs qui le surveillaient ;

« Attendu que ces faits sont constitutifs de la prostitution habituelle prévue par l'article 1^{er} de la loi du 11 avril 1908 ;

« Que la requête du ministère public est par suite fondée ;

« En ce qui concerne le placement du mineur :

« Attendu que les renseignements fournis sur la conduite et la moralité de X... père sont déplorables ;

« Qu'il appert de la déclaration du jeune X... qu'il s'est livré à la prostitution au su et à l'instigation de son père ;

« Que dès lors le placement du mineur X... dans un établissement public spécialement organisé à cet effet ou dans un établissement privé régulièrement autorisé à cet effet et appliqué à sa réformation morale s'impose ;

« Par ces motifs :

« Dit et ordonne que le mineur X..., actuellement confié aux Enfants assistés, sera placé à l'Asile national de réformation morale pour y être retenu jusqu'à sa majorité ou son mariage ;

« Ordonne l'exécution provisoire du présent jugement (1). »

La Cour de Paris, à laquelle avaient été déférées les décisions du Tribunal de la Seine, rendit, le 3 février 1911, des arrêts réformant ces jugements.

Voici le texte de l'un de ces arrêts :

« La Cour ;

« Sur la forme du jugement :

« Considérant qu'aux termes des articles 1^{er} et 18 de la loi du 11 avril 1908, la comparution des parties a lieu devant le Tribunal civil, en Chambre du Conseil, et le jugement est rendu dans les mêmes conditions ;

« Qu'également, en appel, selon le texte clair de l'article 22, « la Cour statue en Chambre du Conseil » ;

« Au fond :

« Considérant que la loi du 11 avril 1908 n'a donné de la

(1) *Gazette des Trib.*, 9 décembre 1910.

« prostitution » des mineurs aucune définition et qu'il faut s'en tenir au sens usuel de cette expression ;

« Que la prostitution s'adresse à tout venant et a pour but un profit ou une rémunération ;

« Que, sur ce dernier point, il convient de noter que les mots « même sans idée de gain », qui figuraient dans le texte de l'article 1^{er} du projet de loi voté par le Sénat, ont été supprimés par la Commission de la Chambre des députés, et qu'ensuite cette suppression a été, successivement, acceptée par la Chambre et par le Sénat ; qu'enfin, le législateur a pris le soin d'exiger, dans l'article 1^{er}, que la prostitution fût habituelle, et qu'il est ainsi hors de doute que, dans sa pensée comme dans le langage courant, la prostitution constitue un véritable métier ;

« Qu'on n'en saurait reconnaître l'exercice dans les gestes ou exhibitions impudiques, auxquels la jeune X..., âgée de 13 ans, s'est livrée, en compagnie de garçonnets et de fillettes de son âge, bien que quelques sous lui aient été remis, ainsi qu'à ses camarades, par des passants dépravés ; qu'il n'y a eu d'ailleurs, entre cette enfant et lesdits individus, aucun rapport ni aucune tentative de rapprochement sexuel ;

« Que, malgré leur obscénité, les actes relevés contre elle n'ont pas eu une fréquence suffisante pour la faire considérer comme une prostituée habituelle et qu'il serait injuste qu'une pareille qualification formât à son égard, le motif de l'application des mesures prescrites par la loi du 11 avril 1908 ;

« Qu'à la vérité, les faits se sont passés dans un lieu public ; qu'il est, néanmoins, impossible de recourir aux dispositions de l'article 3 de la loi, relatif au racolage ou à la provocation de débauche sur la voie publique, ou dans un lieu public ; qu'en effet, aucun procès-verbal n'a été dressé à ce point de vue, aucun avertissement donné, aucune récidive constatée ; qu'aucune

des formalité préalables à la poursuite et indispensables n'a été remplie ;

« Qu'en dernier lieu, s'il est vrai que les faits dénotent chez la jeune X... des habitudes vicieuses et une réelle perversité, et s'ils semblent révéler l'existence de la situation envisagée par l'article 2 de la loi, l'application de cet article n'est pas demandée par les personnes qui, seules, ont le droit de la réclamer ; qu'au contraire, elles s'y opposent :

« Que, dans ce cas, la loi ne laisse aucune action au ministère public et que, dans cette situation, la Cour, qui ne reste valablement saisie que des griefs concernant la prostitution habituelle, ne peut que rejeter la requête qui lui est présentée ;

« Par ces motifs ;

» Dit régulier, en la forme, le jugement dont est appel ;

« Au fond, la réforme, et, en conséquence, rejette la requête et toutes les demandes, fins et conclusions du ministère public au sujet de la jeune X... (1) »

Le 29 novembre 1911, la Cour de cassation (Chambre des requêtes) a, sur le rapport de M. le conseiller Feuilloley et sur les conclusions conformes de M. l'avocat général Blondel, admis les pourvois formés contre les arrêts de la Cour de Paris (2). La Chambre civile a admis, le 19 novembre 1912 que l'art. 1^{er} visait aussi bien les actes obscènes consommés dans un lieu privé, que ceux consommés dans un lieu public. Elle a donc, mais à tort selon nous, consacré la doctrine du Tribunal de la Seine, (*Gazette des Trib.* 21 Nov. 1912).

La loi a pu tout de même être appliquée à quelques mineures (3).

(1) *Gazette des Trib.*, 11 fév. 1911.

(2) *Gazette des Trib.*, 6 déc. 1911.

(3) VIII^e Congrès national de Patronage, déclare « que dans son état

De décembre 1910 à décembre 1911, l'asile de la rue Saint-Maur n'a abrité qu'un maximum de 18 mineures, nous déclare M. Alexandre Bérard dans son rapport sur le budget du Ministère de l'Intérieur.

L'établissement de Passy n'a reçu, de mars à décembre 1911, que 11 pensionnaires — sur lesquelles une a été rendue à sa famille, une mise à l'hospice de Sens, deux ou trois se sont évadées (1). Lors du rapport, il n'en restait que 5. Ce chiffre fut bientôt réduit à 3 pour lesquelles il y avait un personnel de 10 personnes.

« La loi de 1908, on peut l'affirmer, conclut M. Bérard, n'a nullement atteint le but moralisateur qu'elle se proposait. Les établissements créés en vue de son application n'ont pas rempli leur but.

« Un nombre relativement considérable de fonctionnaires et employés, des dépenses très élevées, presque pas de pensionnaires — un chiffre de moitié moindre que celui des fonctionnaires et employés. C'est du pur gaspillage de l'argent du Trésor (2). »

Le mot gaspillage n'est pas exagéré, ni pour le présent, ni pour le passé. Reportons-nous au rapport de M. Denoix, fait au Sénat l'année précédente sur le même chapitre. Après avoir reproduit l'historique des difficultés qu'a eues l'administration pour installer les maisons de Saint-Maur, Passy, et prévoir celle d'Ajain, l'honorable sénateur ajoute : « Le 10 décembre, sur les 400.000 francs (crédit de 1909), 12.000 seulement ont été dépensés (frais résultant de la passation du bail d'Asnières, paye-

la loi de 1908 est sans application utile et pratique possible. » *Rev. Pén.*, 1912, p. 103 et s.

(1) *Rev. Pénit.*, 1911, p. 1194.

(2) Berard, Rapport sur le budget du ministre de l'Intérieur. Cf. *La Croix*, 1^{er} février 1912.

ment de la première année de bail, frais de gardiennage de Sens).

« D'ici fin décembre l'Administration espère arriver à temps pour payer sur ce crédit : 1^o l'acquisition du dépôt de Paris (150.000 francs environ à payer à l'asile national du Vésinet) ; 2^o *l'indemnité de résiliation de bail de l'immeuble d'Asnières*, laquelle est actuellement débattue avec les propriétaires ; 3^o *les honoraires de l'architecte pour les projets d'aménagements, préparés pour abandonnés, d'Asnières et de Sens* (1). »

Et, à propos de la location d'Asnières, l'honorable sénateur fait remarquer, qu'ayant été consentie pour « pour trois, six et neuf ans, il restera deux annuités de loyer à payer sans compter les frais d'honoraires du notaire (car il y a eu un notaire) et que *c'est là une perte sèche d'une quarantaine de mille francs* (2). »

Trois œuvres privées ont depuis adressé des demandes d'autorisation : l'une « l'Association contre la traite des blanches », pour un petit établissement à Boulogne, qui peut recevoir dix pensionnaires, l'autre, « la Société de Patronage des détenues et libérées », pour un établissement en construction à Paris, rue de Tolbiac, et qui pourra recevoir une quarantaine de pensionnaires. M^{me} Avril de Sainte-Croix a sollicité pareille autorisation pour son asile de mineures de la rue Boileau, qui peut disposer de 14 lits.

Mais, c'est bien insuffisant encore, même pour Paris. Car, ainsi que le déclare M. Mirman dans son rapport sur les services d'assistance, « si la loi jouait normalement, les établissements actuels, tant publics que privés, auraient vite fait d'être débordés.... Nos établissements qui sont restés jusqu'à ce jour

(1) *Rev. Pénit.*, 1910, p. 1244.

(2) *Rev. Pénit.*, id. en note.

presque vides, avec un personnel disproportionné au nombre des pensionnaires, risquent donc quelque matin de se trouver beaucoup trop exigus. On aurait difficilement compris qu'étant donné l'incertitude pesant sur la loi, quant à ses possibilités d'application, nous eussions d'un coup aménagé et outillé un ensemble d'établissements susceptibles de recevoir peut-être 1.200 pensionnaires ; nous avons le devoir de faire et nous avons fait le nécessaire, avec, je puis dire, une très grande bonne volonté, pour rendre possible une commencement d'application de la loi, pour permettre que cette loi soit soumise à l'épreuve de l'expérience.

« Nous ferons davantage au fur et à mesure des besoins... (1) »

(1) *Journal Officiel*, 27 juin 1911.

APPENDICE II

VAGABONDAGE ET PROSTITUTION DEPUIS LA LOI DU 11 AVRIL 1908

Le 10 mai 1909, c'est-à-dire quelques jours après la date à laquelle la loi du 11 avril 1908 était théoriquement en vigueur, la fille V..., mineure de 18 ans, prostituée habituelle, était déférée au Tribunal correctionnel, sous l'inculpation de vagabondage.

M^e Maria Verone, qui la défendait, a déposé des conclusions ainsi libellées :

« Attendu que l'article 270 du Code pénal est ainsi conçu :
« Les vagabonds ou gens sans aveu sont ceux qui n'ont ni domicile certain, ni moyens d'existence et n'exercent habituellement ni métier, ni profession. »

« Attendu que M^{lle} V... justifie d'un domicile certain ; qu'elle a, en effet, logé seule, sous le nom d'X..., n^o . . . , avenue de à Paris ; que cela ressort des termes mêmes du rapport de la sûreté en date du 15 avril 1909 ; attendu qu'on ne saurait prétendre que le fait d'habiter en hôtel, ne constitue pas un domicile certain : que ce domicile est d'ailleurs suffisant pour faire obtenir l'inscription sur les listes électorales ;

« Attendu que les moyens d'existence de M^{lle} V... sont connus ; que la concluante avoue être prostituée et que le rapport de la sûreté indique qu'elle est inscrite aux archives des mœurs ;

attendu que la prostitution des mineures est réglementée par la loi du 11 avril 1908, seule applicable en l'espèce ;

« Attendu que le seul délit qui pourrait être relevé dans cette affaire est celui d'excitation de mineure à la débauche ; que ce délit ne saurait être reproché qu'à M. le Préfet de police, organisateur et président d'un Tribunal aussi administratif qu'arbitraire, lequel ne craint pas de mettre en carte des filles de 16 ans ;

« Par ces motifs :

« Renvoyer purement et simplement M^{lle} V... des fins de la poursuite sans dépens. »

La huitième Chambre, présidée par M. Flory, fit droit à ces conclusions et relaxa M^{lle} V... par le jugement suivant :

« Attendu que la fille V... est poursuivie sous l'inculpation de vagabondage ; que le Tribunal n'a simplement qu'à se poser la question de savoir si elle a un domicile et des moyens d'existence :

« Attendu, que si, antérieurement à la loi de 1908, on pouvait interpréter la loi conformément à la jurisprudence en ajoutant à l'article 270 du Code pénal les mots « moyens d'existence avouables », cette interprétation ne saurait plus être appliquée en raison du texte et du but de la loi nouvelle ; qu'une pareille interprétation aurait peut-être un résultat plus efficace en l'espèce dans l'intérêt de la mineure, mais qu'elle ferait échec à la loi du 11 avril 1908 et qu'il n'appartient pas, dans tous les cas, au Tribunal de créer une mesure qui n'existe pas ;

« Attendu, dans ces conditions, que le délit de vagabondage n'est pas juridiquement établi.

« Par ces motifs.

« Relaxe... (1) »

(1) *Gazette des Trib.*, 1909, Rec. t. II, 2, 477.

Les mineures traduites devant le Tribunal correctionnel, sous l'inculpation de vagabondage, et arrêtées pour fait de prostitution, furent, comme la fille V... et pour les mêmes motifs, relâchées.

Toutes ces décisions furent réformées par la Cour de Paris à laquelle elles avaient été soumises :

« Considérant, disait la dixième Chambre, le 28 juin 1909, que la Cour n'a pas à rechercher si, en la circonstance, il devait être fait application de la loi du 11 avril 1908, relative à la prostitution des mineurs ;

« Que la question se pose seulement de savoir s'il y a lieu de faire, au prévenu, application des peines sur le vagabondage ;

« Considérant, en effet, que la loi précitée n'a pas abrogé, en ce qui la concerne, les articles 269 et suivants du Code pénal (1)... »

Le 18 novembre 1909, la Cour confirmait encore sa jurisprudence par une décision fortement motivée :

« La Cour :

« Considérant que le Tribunal a acquitté la fille B..., âgée de 17 ans, poursuivie comme vagabonde, comme n'ayant ni domicile certain, ni moyens d'existence, et n'exerçant habituellement ni métier, ni profession, en se fondant sur ce que, selon lui, d'après la loi du 11 avril 1908, les moyens d'existence résultant de la prostitution ne pourraient plus être considérés comme « inavouables », c'est-à-dire insuffisants pour soustraire la fille mineure qui vit de son racolage sur la voie publique aux pénalités prévues pour le délit de vagabondage.

« Mais considérant que la loi de 1908 n'a en rien modifié le caractère du délit ci-dessus spécifié, tel qu'il est prévu par les articles 269, 270 et 271 du Code pénal ; qu'elle n'a nullement

(1) Présidence de M. Landry, Rev. *L'Enfant*, 1909, p. 136, et Rev. *Pénit.*, 1909, p. 1253.

entendu modifier l'interprétation donnée jusque-là à l'expression « moyens d'existence », employée par l'article précité, ni soustraire les mineures à l'application de ces articles du Code pénal quand le délit de vagabondage est caractérisé ; qu'il convient seulement donc de rechercher dans notre espèce comme dans toutes poursuites du chef de vagabondage si les éléments constitutifs du délit sont réunis ;

« Considérant qu'il résulte de l'instruction et des débats et de ses propres aveux de la fille B..., qu'elle avait abandonné le domicile de sa mère depuis trois mois, pour aller vivre en hôtel avec son amant, quand elle fut arrêtée sur la voie publique le 5 avril dernier ; que, depuis lors, elle subvient à ses besoins personnels à l'aide du produit de sa prostitution sans exercer régulièrement son métier de rempailleuse :

« Considérant que, dans ces conditions, la prévenue se trouve bien en état de vagabondage : qu'il y a donc lieu d'infirmar la décision des premiers juges (1)... »

La thèse, soutenue par le Tribunal correctionnel, a obtenu l'approbation de la presque unanimité des auteurs...

.... « Le jugement rapporté, lit-on dans la *Gazette des Tribunaux*, adopte la solution négative et cette décision paraît devoir être approuvée. En effet, le législateur de 1908 a fixé impérativement les conditions dans lesquelles la prostitution des mineurs devait être, à l'avenir, réprimée... on peut donc penser qu'en vertu de la loi du 11 avril 1908, les articles 270 et 271 du Code pénal ne peuvent plus, en ce qui touche la prostitution, être appliqués aux mineures (2). »

« Il semble, déclare l'arrêviste du Dalloz, que la décision du Tribunal soit plus exacte et plus conforme à l'esprit de la loi

(1) *Gazette des Trib.*, 1^{er} février 1910.

(2) *Gaz. des Trib.*, Rec. 1909, t. II, 2, 478.

de 1908 : cette loi a voulu organiser d'une manière complète le régime de réformation morale applicable aux jeunes prostitués... elle ne permet pas qu'on arrête préventivement le jeune prostitué ni qu'on le fasse comparaître devant le Tribunal correctionnel. N'est-ce pas permettre à la police et au Parquet de tourner cette loi que d'admettre qu'on pourra, à l'avenir, continuer d'appliquer le droit commun du vagabondage aux jeunes prostitués, c'est-à-dire arrêter préventivement le mineur qui se prostitue, le faire comparaître devant la juridiction répressive, et l'envoyer dans une colonie pénitentiaire ordinaire (1)?... »

« Nous déciderons donc, écrit M. Nast dans la *Revue Critique*, que, depuis la loi de 1908, il est devenu illégal d'arrêter pour vagabondage un mineur de 18 ans, de l'un ou l'autre sexe, dès l'instant où il se livre à la prostitution publique. Il y a là une dérogation curieuse à la règle *nemo auditur turpitudinem suam allegans* (2). » Aujourd'hui, expliquait-il... le vagabondage accompagné de prostitution ne semble plus être punissable, il n'est plus un délit pénal, et l'article 271 du Code pénal ne s'applique plus, d'où conclusion fort simple, que ne manquera pas de mettre en pratique tout mineur prostitué qui voudra éviter l'application de la loi de 1908, « qui voudra continuer à se débaucher et qui voudra fuir toute mesure destinée à l'en empêcher... il n'aura qu'à quitter le domicile paternel et à devenir un vagabond (3). »

Malgré la faveur dont a joui dans la doctrine la solution préconisée par le Tribunal correctionnel de la Seine, nous estimons

(1) D. 1910, 2, 270. — D. 1909, 2, 238. — *Gazette du Palais*, 1910, p. 187. — Le Clec'h, *Op. cit.*, p. 107.

(2) *Revue Critique*, 1909, p. 486 et 487.

(3) Nast, *Op. cit.*, p. 482 et 483.

que la loi de 1908 n'a pas la portée qui lui a été attribuée, et nous trouvons plus exacte la décision de la Cour de Paris à la jurisprudence de laquelle on semble s'être rallié.

Il est vrai que le législateur pensait régler d'une manière absolue et complète le sort des mineures prostituées, par la loi nouvelle qu'il préparait.

Il croyait que, dans l'avenir, les règles qu'il édictait alors seraient appliquées et seraient seules appliquées aux mineures qui se livreraient à la prostitution.

Mais il n'a abrogé ni tacitement, ni explicitement le Code pénal, en ce qui concerne cette catégorie de mineures.

Celles-ci peuvent commettre des délits et même des crimes pour la répression desquels elles restent soumises au Code pénal.

Lorsqu'une mineure de 18 ans est délinquante, le ministère public peut la traduire devant les tribunaux répressifs, et ceux-ci n'ont pas à rechercher, ainsi que le dit d'ailleurs la Cour, si la mineure peut être visée par la loi du 11 avril 1908 ; ils n'ont qu'à examiner si le délit qui lui est reproché existe ou n'existe pas et, en cas d'affirmative, qu'à appliquer purement et simplement le Code pénal.

Et ce qui est exact pour les délits et les crimes d'une façon générale, l'est en particulier pour ceux que la mineure peut commettre en se livrant à la prostitution, par exemple, pour les attentats aux mœurs, les outrages publics à la pudeur, le vagabondage.

Si le ministère public peut traduire, alors, la mineure devant le Tribunal civil statuant en Chambre du Conseil, en vertu de la loi de 1908, il lui est loisible de la poursuivre devant le Tribunal correctionnel, en vertu des articles 330 et suivants, 269 et suivants du Code pénal.

Nous pensons donc, contrairement à la doctrine la plus géné-

ralement partagée (1), que lorsqu'une mineure prostituée est en même temps une vagabonde, elle peut, de ce chef, se voir traduite devant les Tribunaux répressifs.

S'il est alors établi que la mineure n'a pas de domicile certain, n'exerce habituellement ni métier, ni profession, et n'a pas de moyens de subsistance (2), les Tribunaux pourront alors, avant comme après la loi de 1908, prendre à son égard les mesures de sauvegarde établies par le Code et les lois de 1906 et 1898.

Mais, avant comme après la loi de 1908, le ministère public devra faire la preuve de l'existence des trois conditions requises par la loi. Et nous avons vu ce qu'il fallait entendre par exercice habituel de métier ou de profession, absence de domicile et de moyens de subsistance. Sur ce dernier point, la Cour de cassation vient tout récemment, par son arrêt du 17 juillet 1908, de confirmer la thèse que nous avons défendue en décidant « que les ressources qu'une personne tire en majeure partie de sa prostitution ne sauraient constituer, dans le sens de la loi, des moyens de subsistance (3) ».

(1) En notre sens. Le Poittevin, *Journal des Parquets*, 1912, p. 58 et s.

(2) Et nous avons vu que les ressources qu'elle tire de la prostitution ne peuvent l'empêcher d'échapper à l'inculpation de vagabondage.

(3) D. 1911, 5, 16.

CONCLUSION

Nous avons brièvement étudié les causes de la prostitution des mineures, et l'insuffisance des moyens dont on disposait en France, avant la loi de 1908, pour remédier au mal et « apporter un secours efficace à l'enfance dévoyée et en train de se perdre (1) ».

Nous avons exposé comment, sous la poussée de l'opinion, grâce à l'inlassable ténacité de M. le sénateur Bérenger, et devant le nombre croissant de jour en jour des mineures débauchées, le législateur avait été amené à examiner les mesures qu'il convenait de prendre pour enrayer la prostitution et la débauche des enfants.

Nous avons démontré comment la loi de 1908, — aboutissement des études du législateur — avait été, à peine publiée, l'objet de vives attaques et de sévères critiques.

Nous avons enfin dû constater que les tentatives d'application qui en avaient été faites avaient échoué et que les crédits avaient été dépensés en pure perte, et même gaspillés, au dire du dernier rapporteur du budget du Ministère de l'Intérieur à la Chambre des députés.

Dans ces conditions, ce n'est pas sans anxiété que nous nous

(1) Sénat, *Débats*, 11 juin 1909. Discours de M. Brenger.

demandons, en terminant notre étude, quel a été le résultat et quel sera l'avenir de la loi de 1908 ?

A cette question, M. le Professeur Garçon a répondu lapidairement : « C'est une loi d'incohérence ; on peut douter qu'elle fasse du bien, on peut redouter qu'elle fasse beaucoup de mal (1) ».

Et si M. Bourdon pouvait espérer « faire une loi utile au point de vue humanitaire (2) », si le législateur poursuivait le plus élevé des buts, en essayant de lutter contre la débauche des mineures, de les régénérer, on peut dire que la loi de 1908 n'a pas répondu aux attentes, et surtout n'a pas solutionné le problème qu'elle devait résoudre.

Et cela pour plusieurs raisons. La première est que la loi a été, en ce qui concerne la prostitution sur la voie publique, envisagée beaucoup trop — on pourrait dire uniquement — au point de vue théorique et pas assez au point de vue pratique.

En théorie, le système imaginé par le législateur est parfait. Plus d'erreurs possibles : la vertu de la jeune fille est à l'abri du plus léger souffle, qui la pourrait ternir ; la police, qui, parfois, n'a pas le doigté très délicat, n'intervient que pour permettre de dresser un procès-verbal, qui peut, si la mineure est une petite fille bien sage, être sans aucune importance, et si l'agent s'est trompé, on ne suggérera même pas à la mineure le soupçon que l'agent de l'autorité a eu sur son compte.

Les droits des parents sont respectés avec scrupule, on n'y touche qu'avec de grands ménagements, et avec un luxe et un détail de formes, qui empêchent toute brusquerie.

Quant à la liberté individuelle de la mineure, on n'y porte aucune atteinte, pas d'arrestation, sauf dans des circonstances qui ne se réaliseront jamais, nous avons dit pourquoi.

(1) *Rev. Pén.*, 1908, p. 778.

(2) *Sénat, Débats*, 5 juillet 1907.

La liberté individuelle de la mineure est intangible à ce point que la loi de 1908 a été, selon le mot de M. Bérenger, « l'institution de la prostitution officielle de la jeunesse dans Paris (1) ».

Or, si le plus grand respect est dû à la jeune fille, si l'on doit craindre d'apporter le moindre trouble à son innocence, si sa liberté ne doit pas être méconnue et s'il faut tenir compte de la puissance paternelle et de l'autorité des parents, le législateur aurait dû, lorsqu'il a préconisé les moyens prévus à l'art. 3 de la loi de 1908, se souvenir, qu'en fait et en pratique, pour la mineure qui se livre au racolage sur la voie publique, la « liliiale vertu » n'est qu'un souvenir, très lointain bien souvent ; que les parents se désintéressent la plupart du temps de leur enfant débauchée, ou ne peuvent « en venir à bout » et que la débauchée, mineure de 18 ans, incapable de remplir certains actes de la vie civile, parce que mineure, sans que, pour cela, on trouve que l'on porte atteinte à sa liberté individuelle, ne saurait prétendre se prostituer à sa guise (2).

Ne pourrait-on pas dire du législateur de 1908, ce que M. Henry Joly disait de celui de 1906.

« Le caractère français se plaît aux inspirations hasardeuses, aux élans de générosité qui coûtent cher. Il aime les nuits du 4 août et s'empresse souvent de démolir sans savoir comment on remplacera ce qu'il jette à bas. La Beauté de son geste lui suffit (3). »

(1) Sénat, *Débats*, 2 février 1912.

(2) Aussi le Congrès de Grenoble, en 1912, a-t-il émis le vœu que la loi de 1908 soit modifiée dans les articles 1 et 3 de manière à permettre de conduire immédiatement devant le Procureur de la République tout mineur de 18 ans trouvé provoquant à la débauche sur la voie publique ou dans un lieu public, le Procureur pouvant prescrire le placement provisoire. *Gazette des Trib.*, 20 juin 1912.

(3) *Eclair*, 21 juin 1908.

C'est contre ces systèmes théoriques parfaits mais pratiquement irréalisables, que M. Beauregard mettait ses collègues en garde tout dernièrement :

« On s'imagine qu'il suffit d'exprimer l'idée pour que tout immédiatement s'y plie, et, dès lors, on ne prend aucune des précautions indispensables pour que l'idée soit appliquée sans inconvénient.

« *M. Adrien Lannes de Montebello.* — C'est absolument exact.

« *M. Paul Beauregard.* — Faites-y attention ! Vous avez déjà des lois de ce genre. Je n'en veux rappeler qu'une, la loi sur les petites prostituées. On s'est dit : voilà bien, cette fois, de la générosité, de la clémence, des idées humanitaires. Ces pauvres filles toutes jeunes, il ne faut pas les arrêter, il faut se contenter de prendre leur nom. C'est seulement la seconde fois qu'on finira par les conduire au poste, mais pour les placer dans des asiles spéciaux où elles écouteront d'admirables enseignements qui les élèveront à une grande hauteur morale.

« Vous savez comment cette loi est appliquée. M. le Garde des sceaux le sait certainement mieux que nous. Quand l'agent, le soir, s'approche d'une de ces filles et lui dit, d'un ton peu aimable — on recommande aux agents d'être polis (*Sourires*) : « Comment t'appelles-tu ? » Je ne peux pas vous dire ce qu'elle répond, cela ne se dit pas. (*On rit.*) La seconde fois, c'est la même chose. Alors on finit par dresser à ces filles un procès-verbal pour un faux délit, un délit de désordre dans la rue, par exemple. Finalement, on arrive à leur appliquer violemment, brutalement, la législation d'autrefois, mais dans des conditions déplorables. Autrefois, on s'emparait d'elles sans humanitarisme débordant, mais c'était pour les faire soigner, pour les soustraire au vice. Aujourd'hui on veut — sur le papier — tant faire pour elles, qu'on ne fait rien du tout et qu'on les laisse croupir dans leur triste abjection.

« Voilà un cas, Messieurs, où l'humanité ou l'humanitarisme n'a guère réussi. Prenez garde d'aboutir, faute de précautions nécessaires, à un piteux résultat. Vous allez lancer ce magnifique navire, vous allez le pavoiser de tout ce qui peut le rendre sympathique à notre époque généreuse et un peu pleurarde : puis la magistrature qui sera chargée de le faire naviguer -- parce que ce n'est pas tout d'avoir un bateau, il faut qu'il navigue -- s'apercevra qu'il n'a pas de gouvernail...

« *M. Jules Delahaye.* — Le gouvernail devient de plus en plus rare !

« *M. Paul Beauregard.* — ...Que les rames sont trop courtes, etc... La magistrature, qui est pleine de bonne volonté, tâchera d'arranger les choses. Elle se dira : Après tout, nos députés sont des hommes tous éminents ; ils n'ont pas pu vouloir des choses qui ne sont pas tout à fait logiques, car elle est très bien intentionnée pour nous, la magistrature...

« *M. Joussetin.* — Elle refait toujours les lois.

« *M. Paul Beauregard.* — Elle fera de son mieux, mais ce mieux ne pourra jamais être bien et, au bout d'un certain temps, lasse d'essayer de faire voguer ce qui n'est pas fait pour voguer, elle y renoncera ; vous aurez simplement enrichi l'arsenal de nos lois d'une nouvelle loi inutile et vous aurez, par conséquent, créé un nouvel élément de désordre (1). »

Le second motif de l'échec de la loi a été dans la défiance injuste du législateur pour les établissements de bienfaisance privée.

Il avait besoin, pour l'application de cette loi, nous l'avons vu, du concours des œuvres privées : au lieu de leur faciliter la tâche, d'aplanir les difficultés, de les secourir et de les aider : le législateur a tout fait pour les écarter.

(1) Ch. des Députés, *Débats*, 2^e séance du 12 juillet 1911.

Par les mesures qu'il a édictées, et qui ont été aggravées encore par le règlement d'administration publique, du mois de juin 1910, il a agi comme si sa seule préoccupation avait été d'empêcher l'éclosion ou le développement de ces œuvres admirables, dont les résultats sont si surprenants et si consolants.

Que le législateur ait voulu établir un contrôle et imposer certaines conditions, il le pouvait, et, théoriquement, il le devait, sous réserve toutefois, que le contrôle, fût bienveillant, exercé sans hostilité ni parti-pris, et que les conditions ne fussent pas draconiennes, tracassières, et au-dessus des moyens dont peuvent disposer les œuvres privées.

Or, ce n'a pas été le fait du législateur de 1908, et la conséquence de son imprévoyance, à cet égard, a été que seuls quelques lits ont été mis à la disposition du gouvernement pour hospitaliser les mineures prostituées.

A ces deux principales raisons, il faut aussi noter, ajouter, les complications de toutes sortes créées par la procédure spéciale qui a été inaugurée, les frais considérables qu'elle entraîne, et l'imprécision de la loi, en ce qui concerne certains points, imprécision telle, que les administrations dans le ressort desquelles pourrait rentrer telle ou telle mesure, s'abstiennent systématiquement.

Nous ne saurions aussi trop déplorer que le législateur de 1908 ait, sur deux points importants, pris le contre-pied de celui de 1850.

Nous venons de signaler le premier : il a découragé l'initiative privée, et empêché la création d'asiles par des œuvres privées. Mais il a fait plus encore, alors que les établissements publics n'étaient, pour le législateur de 1850, prévus, qu'en cas d'insuffisance des établissements privés ; ils sont devenus, pour le législateur de 1908, la pierre fondamentale de la loi sur la

prostitution des mineures. Contrairement à l'avis unanime des maîtres les plus éminents de la Science Pénitentiaire, contrairement aux données et aux résultats de l'expérience, la loi de 1908 n'a prévu les œuvres privées que comme un pis-aller, auxquelles il ne faudrait recourir qu'en cas d'extrême nécessité. Nous avons vu que les travaux préparatoires sont suffisamment explicites sur la question.

Le législateur de 1908 s'est aussi privé d'un grand facteur de régénération morale, en ne mettant pas à la base de son système de rééducation, l'enseignement religieux. Nous en avons, au cours de notre étude, donné les raisons. Il nous suffit de le mentionner ici. Mais cette abstention ne saurait surprendre.

On ne saurait aussi trop déplorer ce qu'il y a eu de particulièrement pénible et douloureux pour un grand nombre de Français dans le choix qui avait été fait des établissements destinés à recueillir les pupilles de la loi de 1908, lors de la tentative d'application de la loi.

La loi de 1908, est donc pratiquement inapplicable.

Le Gouvernement s'en est si bien rendu compte, que, d'une part, il a, par un règlement d'administration publique, rétabli le droit d'arrestation des mineures prostituées, au premier acte de racolage. Ce règlement, qui remédie à un grand nombre des inconvénients que nous avons signalés en cas de prostitution publique, a le tort considérable d'être absolument illégal. Le remède est donc aussi terrible, peut-être plus que le mal : il a simplement eu pour effet très net de montrer que le système préconisé par le législateur ne pouvait aboutir à aucun résultat pratique, et qu'il fallait en revenir, en principe, à celui défendu par M. Bérenger dans sa proposition, et pratiqué en fait, réalisé par la police depuis de nombreuses années.

Le Gouvernement ne s'en est pas tenu là : il a nommé une

Commission avec mission d'étudier les mesures propres à assurer l'application de la loi de 1908.

A peine réunie, cette Commission a arrêté son travail, après avoir constaté, « qu'à la suite des premières discussions s'est dégagée cette opinion unanime : l'application des dispositions fondamentales de la loi se heurte, en l'état actuel des choses, à d'insurmontables difficultés (1) ».

A la suite, et peut-être comme conséquence de cet avis de la Commission, l'établissement de Passy a été fermé. Le Gouvernement ayant renoncé, au moins quant à présent, à appliquer la loi.

La loi donc est lettre-morte à l'heure actuelle : elle a été un beau geste, elle a prouvé la bonne volonté du législateur. Et c'est tout.

Avouons que c'est peu, ou en tous cas insuffisant.

La loi est à reviser ou mieux à refaire dans son ensemble.

Mais le législateur aura-t-il le courage de se mettre à l'œuvre ? aura-t-il surtout la sagesse d'écouter les données de l'expérience et de se mettre en garde contre les belles équations théoriques irréalisables en pratique ? Nous le souhaitons.

Le mal, auquel il convient de remédier, s'étend chaque jour. Le secours, qu'il convient de porter aux prostituées de plus en plus nombreuses, et de plus en plus jeunes, est des plus impérieux. Après l'effort que le législateur a fait en 1908, nous espérons qu'il achèvera son œuvre de salut, en ayant la simplicité de reconnaître qu'il s'est trompé et en édictant des mesures qui permettront d'« arrêter la mineure dès les premiers pas dans la voie de la débauche, de la recueillir et d'assurer son éducation

(1) *Sénat, Débats*, 2 février 1912.

et sa régénération dès la constatation du délaissement et des mauvaises fréquentations qui en sont la conséquence forcée (1). »

(1) Sénat, *Impress.*, 1882, n° 451, p. CLIV.

Vu, le président de la thèse,
A. LE POITTEVIN.

Vu le Doyen,
L. CAUWÈS.

Vu et permis d'imprimer,
le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
L. LIARD.

ADDENDUM

INTERPRÉTATION DE LA LOI DU 11 AVRIL 1908

PAR LA COUR DE CASSATION

La Chambre Civile de la Cour de Cassation, a, le 19 Novembre 1912 — alors que notre ouvrage était sous presse — statué sur les pouvoirs formés contre les huit arrêts de la Cour de Paris du 3 Février 1911, dont elle en a cassé sept.

Nous croyons utile de donner le texte de trois des (1) décisions de la cour suprême :

Première espèce.

« La Cour ;

« Sur le moyen unique :

« Vu l'article 1^{er} de la loi du 11 avril 1908 ;

« Attendu qu'aux termes de cet article, tout mineur qui se livre habituellement à la prostitution peut être placé, en vue de sa réformation morale, dans un établissement public à ce destiné ; que le fait d'employer, moyennant une rémunération, son corps à la satisfaction des plaisirs du public, quelle que soit la nature des actes de lubricité accomplis, constitue un fait de prostitution pouvant donner lieu, s'il se produit à différentes

(1) Les trois arrêts publiés « posent les principes sur les toutes difficultés soumises à la Cour Suprême » (observations sous Cass. Gaz. des Trib., 4 décembre 1912).

reprises, à l'application de l'article précité ; et qu'il importe peu que les actes obscènes aient été consommés dans un lieu privé ou dans un lieu public, ledit article ne faisant aucune distinction à cet égard ;

« Attendu que, saisi d'une requête à lui présentée par le procureur de la République, le Tribunal civil de la Seine avait ordonné le placement de Renée-Anna X..., agée de douze ans, à l'asile national de réformation morale, en se fondant sur ce que, depuis plusieurs mois, cette mineure se rendait fréquemment avec d'autres petites filles et de jeunes garçons, dans les squares et dans les jardins publics ; quelle y exhibait ses parties sexuelles à des passants ; qu'elle faisait à ces derniers des attouchements obscènes, en subissait de leur part, et recevait de petites sommes d'argent, prix de ces actes licencieux ;

« Attendu que la nature et la multiplicité de semblables actes justifiaient légalement la mesure ordonnée par ce Tribunal ;

« Attendu, cependant, que l'arrêt attaqué, sans contester la réalité des faits retenus par les premiers juges, a infirmé leur décision et a rejeté la requête du ministère public par le motif de droit que les actes relevés à la charge de la jeune X... n'auraient ni le caractère ni la fréquence exigés par la loi, pour constituer la prostitution habituelle ; en quoi, ledit arrêt a faussement interprété et violé, par refus d'application, l'article 1^{er} susvisé de la loi du 11 avril 1908 ;

« Par ces motifs ;

« Casse et renvoie devant la Cour de Caen. »

Deuxième espèce.

« La Cour ;

« Sur le moyen unique de cassation :

« Vu l'article 1^{er} de la loi du 11 avril 1908 ;

« Attendu qu'aux termes de cet article, tout mineur qui se livre habituellement à la prostitution peut être placé, en vue de sa réforme morale, dans un établissement public à ce destiné ; que le fait d'employer, moyennant une rémunération, son corps à la satisfaction des plaisirs du public, quelle que soit la nature des actes de lubricité accomplis, constitue un fait de prostitution pouvant donner lieu, s'il se produit à différentes reprises, à l'application de l'article précité ; et qu'il importe peu que les actes obscènes aient été consommés dans un lieu privé ou dans un lieu public, ledit article ne faisant aucune distinction à cet égard ;

« Attendu que, saisi d'une requête à lui présentée par le procureur de la République, le Tribunal civil de la Seine avait ordonné le placement de Madeleine-Léonie X..., âgée de onze ans, à l'asile national de réformation morale, en se fondant sur ce que, depuis deux mois, cette mineure se rendait fréquemment avec d'autres petites filles et de jeunes garçons dans des squares et dans des jardins publics ; qu'elle y exhibait ses parties sexuelles à des passants et recevait de petites sommes d'argent pour prix de ces actes obscènes ;

« Attendu que la nature et la multiplicité de semblables actes justifiaient légalement la mesure ordonnée par le tribunal ;

« Attendu, cependant, que l'arrêt attaqué, sans contester la réalité des faits retenus par les premiers juges, a infirmé leur décision et a rejeté la requête du ministère public par le motif de droit que les actes relevés à la charge de la jeune X... n'auraient ni le caractère ni la fréquence exigés par la loi pour constituer la prostitution habituelle ; en quoi ledit arrêt a faussement interprété et violé, par refus d'application, l'article premier susvisé de la loi du 11 avril 1908 ;

« Par ces motifs ;

« Casse et renvoie devant la Cour de Caen. »

Troisième espèce.

« La Cour, après délibération en chambre du conseil ;

« Sur le moyen unique de cassation :

« Attendu que l'article premier de la loi du 11 avril 1908, qui permet aux tribunaux d'ordonner le placement dans un établissement de réformation morale, des mineurs de dix-huit ans se livrant habituellement à la prostitution, s'applique à ceux qui, moyennant une rémunération, emploient leur corps à la satisfaction des plaisirs du public, quelle que soit d'ailleurs la nature des actes de lubricité accomplis ; mais que ce texte ne vise pas de simples propositions obscènes non accompagnées d'actes impudiques ;

« Attendu que, saisi d'une requête à lui présentée par le procureur de la République, le Tribunal civil de la Seine avait ordonné le placement de X... âgé de huit ans, à l'asile national de réformation morale, en se fondant uniquement sur ce que cet enfant avait, sur la voie publique, offert, à diverses reprises, à des passants de se livrer sur eux à des attouchements obscènes, sans relever à sa charge l'accomplissement d'aucun acte impudique ;

« Attendu que des faits de racolage de cette nature ne sauraient être considérés comme des actes de prostitution, au sens de la loi précitée ; que, dès lors, c'est à bon droit que l'arrêt attaqué a décidé que les dispositions de l'article premier de la loi du 11 avril 1908 n'étaient pas applicables au jeune X... : que c'est également avec raison qu'il a écarté l'application de l'article 3 de la même loi relatif à la provocation à la débauche sur la voie publique, les formalités prévues par ce texte n'ayant pas été remplies, en l'espèce ; d'où il suit qu'en infirmant la décision des premiers juges et en rejetant la requête du minis-

tère public, ledit arrêt n'a pas violé l'article de loi invoqué par le pourvoi ;

« Par ces motifs ;

« Rejette... » (1).

La dernière de ces décisions fait une juste et exacte application de la loi du 11 avril 1908.

Les propositions faites par les mineurs de se livrer à des actes impudiques, ne sauraient « être considérées comme des actes de prostitution ». Ce sont des provocations à la débauche, des faits de racolage, expressément visés par l'article 3 de la loi du 11 avril 1908, qui seul leur est applicable dans les conditions qu'il détermine. Ils ne peuvent tomber sous le coup de l'art. 1^{er} ainsi que l'a décidé à bon droit l'arrêt rapporté.

Mais l'interprétation que la Cour de Cassation entend donner, dans les deux autres décisions, de l'article 1^{er}, ne saurait, selon nous, être admise.

La Cour ne doit pas être suivie, lorsqu'elle décide, d'une part que « le fait d'employer son corps à la satisfaction des plaisirs du public, quelle que soit la nature des actes de lubricité accomplis, constitue un fait de prostitution », d'autre part, « qu'il importe peu que les actes obscènes aient été consommés dans un lieu privé ou dans un lieu public ».

I. — S'il est exact de dire, en effet, « que la définition de la prostitution a été longuement débattue au cours des travaux préparatoires » (2), il faut néanmoins ajouter qu'elle l'a été sur le point particulier de savoir si la prostitution impliquait ou non,

(1) *Gazette des Tribunaux*, 4 décembre 1912.

(2) *Observations Gaz. des Trib.*, 4 décembre 1912; sous Cass.

par elle-même, l'idée de gain, de rémunération. Mais quant aux actes mêmes qui devaient, au sens de la loi en préparation, être considérés comme faits de prostitution, jamais il n'y a été fait allusion, le terme même de prostitution paraissant suffisamment explicite. On lui attribuait son sens usuel et habituel : on entendait par mineures prostituées celles qui tiraient bénéfices de leurs relations passagères, faites sans choix, avec un plus ou moins grand nombre d'individus. C'est ce que faisait remarquer le Comité de rédaction de la Commission Extraparlementaire, lorsque présentant son projet, — approuvé d'ailleurs par la Commission — il soumettait à la loi nouvelle toutes les mineures se prostituant avec ou sans idée de gain, et quels que soient les motifs de la prostitution, « se prostituassent-elles... tout simplement pour recevoir à la minute le prix monnayé de l'acte sexuel... » (1) C'est ce qu'affirmait M. le Professeur Le Poittevin, en déclarant que la prostitution devait s'entendre « *latissimo sensu*, de l'abus prématuré, dégénère en habitude des rapports sexuels avec tout venant... » (1).

La lecture attentive du rapport de M. Violette ne permet pas non plus une autre solution.

C'est ce que la Cour de Paris, décidait, d'ailleurs fort justement dans les arrêts cassés :

« Considérant qu'on ne saurait reconnaître l'exercice de la prostitution dans les gestes ou exhibitions impudiques, auxquels la jeune X... âgée de 13 ans, s'est livrée en compagnie de garçons et de fillettes de son âge, bien que quelques sous lui aient été remis, ainsi qu'à ses camarades par des passants dépravés ; qu'il n'y a eu d'ailleurs entre cet enfant et lesdits individus aucun rapport, ni aucune tentative de rapprochement sexuel... (2) ».

(1) Cf. *supra*, p. 301.

(2) Dalloz, 1912. 2. 289 et note.

Il est donc très contestable que les attouchements impudiques puissent être considérés par eux seuls comme des faits de prostitution, au sens de la loi : que ce soit du dévergondage, de la dépravation, de la débauche, rendant applicables, si les conditions en sont réunies, les articles 2 et 3, personne ne songe à le nier, mais ce n'est que cela.

En tous cas, ce qui est hors de doute et ne saurait faire l'objet d'une discussion, c'est que de simples exhibitions impudiques, ne peuvent faire tomber sous le coup de l'article 1^{er} les mineures qui se livrent habituellement à de tels actes, contre une rémunération pécuniaire. Il y a outrage public à la pudeur ; provocation à la débauche, atteinte par l'article 3, si l'on veut. Mais prostitution, jamais.

II. — L'article 1^{er}, ajoute la Cour de Cassation, est applicable, « que les actes obscènes aient été consommés dans un lieu privé ou dans un lieu public ».

La raison qu'elle en donne est « que ledit article ne fait aucune distinction à cet égard ».

Sans doute, à ne lire que l'article 1^{er} la décision de la Cour suprême doit être approuvée. Mais si on se reporte aux travaux préparatoires, si on suit la genèse des articles 1 et 3, on est forcé de reconnaître, que la Cour de Cassation s'est trompée, ou mieux, a statué comme si elle s'était méprise.

Nous avons en effet rapporté (1) que la proposition initiale de M. Béranger ne s'appliquait qu'à la prostitution sur la voie publique, et que le projet du gouvernement visait la prostitution publique et la prostitution privée, en un seul et même texte.

Nous avons démontré comment la Commission sénatoriale, admit l'extension la plus large de la loi, proposée par le gouvernement, mais décida que pour la prostitution publique il fallait

(1) Cf. *supra*, p. 306 et s.

un texte spécial, une procédure particulière et edicta, à cet effet l'art. 9 (devenu l'art. 3). Nous avons exposé comment alors, elle entendait que la prostitution publique fut atteinte par cet article, par cet article seul, l'article 1^{er} s'appliquant, dès lors, aux autres cas. Le rapport ne peut laisser subsister aucun doute. Et sur ce point aucune modification ne fût apportée dans la suite de la discussion.

L'interprétation donnée par la Cour de Cassation, outre qu'elle est contraire aux travaux préparatoires, aurait comme conséquence logique et fatale, d'aboutir en fait à la suppression de l'art. 3, qui ne serait alors que très rarement appliqué — si tant est qu'il puisse l'être — les mineures se prostituant sur la voie publique, pouvant être atteintes par l'art 1^{er} (1) bien plus sûrement et bien plus facilement que par la procédure préconisée par l'art. 3.

La décision de la Cour devrait surprendre si on ne se souvenait « qu'il n'y a de pires aveugles que ceux qui ne veulent pas voir ».

La Cour de Cassation a, sans doute, été très convaincue que l'art. 1^{er} ne pouvait s'appliquer aux cas qui lui étaient soumis ; et si elle en a décidé autrement, c'est pour empêcher la loi de 1908, de grossir le stock des lois inappliquées et inapplicables, c'est pour arriver par une interprétation (?) hardie, dont le jeu à peine caché, — on pourrait même dire à peine voilé — laisse voir toute la fantaisie, de permettre de porter secours aux jeunes prostituées et tenter leur relèvement.

Le but poursuivi par la Cour est noble et louable, et on ne peut que l'en féliciter. Mais le moyen employé ne doit être approuvé. La Cour n'a pas pour rôle et pour mission, de cor-

(1) Cf. *supra*, p. 621 et s.

riger l'œuvre du législateur, de réformer ce qu'il y de défectueux dans les lois. Elle ne doit que dire le droit, et rechercher ce que le Parlement a voulu et non ce qu'il aurait du vouloir et dire. « Si la loi a besoin d'être refaite, il n'appartient pas aux tribunaux de la refaire (1).

(1) *Gaz. des Trib.* 1912. Rec. T. I. 2. 187.

BIBLIOGRAPHIE

PRINCIPAUX OUVRAGES CONSULTÉS

- Archives de Médecine des Enfants*, 1909.
Baudin (P.). — *La Ration du Progrès*.
Benoist (Ch.). — *Salaires et misères de femmes*.
Bérenger (R.). — *Manuel pour la lutte contre la pornographie*.
Blanche. — *Etudes pratiques sur le Code pénal* (Edition, 1868).
Bluzet. — *La prostitution officielle*, 1903.
Bonjean. — *Enfants révoltés et Parents coupables*.
Bonzon. — *Le Crime et l'Ecole*.
Bulletin de l'Académie de Médecine, 1888.
Bulletin de la Chambre criminelle de la Cour de Cassation.
Bulletin de la Société de prophylaxie sanitaire et morale.
Chambres des Députés : Rapports et Débats, *passim* : notamment ;
1883-1889, 1894, 1903, 1908, 1909-1912.
Chauveau et Faustin Hélie. — *Théorie du Code pénal* (5^e édition).
Code de l'Enfance traduite en justice, publié par le Comité de Défense
(1904).
Comité de Défense des Enfants traduits en justice de Paris. — Rap-
ports et Procès-verbaux des séances (1900-1912).
Commenge. — *La prostitution des Mineures*.
Commission Extraparlamentaire du Régime des Mœurs : Rapports et
Procès-verbaux des séances.
Conseil municipal de Paris : Rapports et procès-verbeaux des Séances,
1883, 1890, 1904, 1908.
Courcelle. — *Répertoire de Police*.
Cuhe. — *Traité de science et de législation pénitentiaires*.
Dalloz. — *Répertoire, Supplément, Répertoire pratique, Recueil périodique*.

- Enfant (L')*. Revue publiée par le Patronage de l'Enfance et de l'Adolescence (1893-1912).
- Fiaux (L.). — *La Police des Mœurs devant la Commission Extraparlementaire du Régime des Mœurs*.
- Garçon. — *Code pénal annoté*.
- Garraud. — *Traité de droit Pénal* (2^e édition).
- Gazette du Palais* : journal et recueil.
- Gazette des tribunaux* : journal et recueil.
- Glasson. — *Le Mariage et le Divorce*.
- Guillot. — *Les Prisons de Paris*.
- Haussonville (Comte d'). — *L'enfance à Paris*.
- Joly (Henry). — *À la recherche de l'Education correctionnel e*.
- *L'Enfance coupable*.
- *Le crime*.
- *Le combat contre le crime*.
- *La France criminelle*.
- Journal des Parquets*. — 1908-1912.
- Le Clec'h. — *La Prostitution des Mineurs*. — Commentaire des lois de 1908 et 1909 (2^e édition).
- Le Play. — *La Réforme sociale* (8^e édition).
- Le Poittevin. — Commentaire des lois de 1908 et 1909. — *Lois nouvelles*, 1909, 1910 ; *Journal des Parquets* (1912).
- Lois Nouvelles*, 1906, 1909, 1910.
- Loison. — Commentaire de la loi du 11 avril 1908. Paris (*Thèse*, 1910).
- Nast. — *Le vagabondage et la prostitution des Mineurs* (*Rev. critique*, 1909).
- Prevost (Eug.). — *La Prostitution des Enfants* (1909) et articles dans la *Gazette des tribunaux* et la *Revue pénitentiaire* ((1909-1912).
- Proal (L.). — *Le Crime et la Peine* (3^e édition).
- Réforme sociale (La) — *Passim*, notamment 1900, 1901, 1911.
- Regnault (F.). — *L'Evolution de la Prostitution*.
- Revue Critique*, *passim*, notamment 1909-1912.
- Revue des Deux-Mondes*, 1878 et 1897.
- Revue Pénitentiaire*, *Passim*, 1893-1912 et notamment 1904, 1908-1912.
- Sénat. — Pétitions 1865, n^{os} 186 et 407.
- Rapports, Amendements et discussions : *passim*, notamment. 1882 et 1883, 1894, 1895, 1902, 1903, 1905-1908, 1909-1912.
- Tocqueville (de). — *La Démocratie en Amérique* (17^e édition).
- Tomel et Rollet. — *Les Enfants en prison*.

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION. — Nombre croissant des mineures prostituées. Conséquences désastreuses de cet état de choses	1
AVANT-PROPOS. — Ce que nous entendrons par « Mineures pros- tituées »	9

PREMIÈRE PARTIE

La prostitution des mineures antérieurement à la loi du 11 avril 1908.

Chapitre premier. — Des causes de la prostitution des mi- neures	13
§ I. — Facteurs individuels	14
1 ^o) Héritéité et tempérament	14
2 ^o) Paresse et coquetterie	17
§ II. — Facteurs domestiques ou familiaux	19
1 ^o) Désorganisation de la famille	19
a) par la mort des parents	20
b) par le divorce	20
c) par l'union libre	26
d) par un second mariage	27
e) par le taudis	29

f) par le travail des parents	31
2°) Indifférence des parents	33
3°) Mauvais traitements. — Métiers dangereux imposés ou exemples déplorables donnés par les parents .	38
4°) Initiation et encouragements criminels des parents.	43
§ III. — Facteurs Economiques et Sociaux.	47
1° Le milieu	47
2°) Absence ou insuffisance d'éducation morale . . .	48
3°) Pornographie	56
4°) Défaut d'apprentissage utile	63
5°) Corruption des ateliers.	68
6°) Indifférence des patrons et contremaîtres . . .	71
7°) Initiations et excitations criminelles des patrons et contremaîtres	73
8°) Corruptions et séductions.	75
9°) Proxénétisme	77
10°) Garnis	78
11°) Bals et théâtres	79
12°) Misère et salaires insuffisants	83
13°) Abandon des campagnes	84
Bureaux de placement. — Mansardes et sixièmes étages	85
Appendice. — La préservation de la jeune fille	90
Secours religieux et moraux.	90
Les Patronages	92
Les Restaurants féminins	93
Les rechauds de midi	94
Les œuvres de logement de la jeune fille . . .	94
L'œuvre du Repos	98
Association catholique internationale de la Pro- tection de la jeune fille	90
Œuvre des gares	102
Chapitre II. — La police des mœurs et les mineures.	106
§ I. — La police des mœurs à Paris	106
A) Organisation de la Police des Mœurs	106
B) Fonctionnement de la Police des Mœurs	107
I. Sur la Voie Publique	107

II. Dans les maisons et autres lieux où les mineures se livrent à la prostitution	113
§ II. — La police des mœurs en province	119
Chapitre III. — Intervention de l'autorité judiciaire	128
I. La mineure se prostitue malgré ses parents. Envoi en correction paternelle	128
II. La conduite des parents peut être une cause de chute pour la mineure	131
a) Déchéance de la puissance paternelle	131
b) Délégation de la puissance paternelle	133
III. La mineure a été auteur d'un crime ou délit	134
A) Pendant l'instruction	134
a) Liberté provisoire	134
b) Mandat de dépôt	135
c) Remise à un parent à un particulier ou à une institution charitable	137
B) Mesures que les tribunaux peuvent prendre et notamment	139
a) Remise aux parents. — avantages et inconvénients.	140
b) Envoi dans une maison de correction. — Pourquoi la maison de correction est peu faite pour la régénération morale des mineures prostituées.	143
c) Remise à un parent, à un particulier ou à une institution charitable	159
IV. Les mineures prostituées ont été victimes d'un crime ou d'un délit	162
Le vagabondage spécial. — Sa répression	163
Chapitre IV. — Prostitution et vagabondage des mineures antérieurement à la loi de 1908.	171
Conditions d'existence du délit de vagabondage	173
1°) Absence de domicile	173
Les mineures prostituées peuvent-elles ne pas avoir de domicile ?	173
2°) Absence de moyens de subsistance	178
Les sommes provenant de la prostitution peuvent-elles être considérées comme des moyens de subsistance ?	180
Lohse	44

3°) Absence de métier et profession	185
La prostitution peut-elle être considérée comme un métier ?	185
4°) Élément intentionnel	187
Le « Pieux mensonge » de la Jurisprudence	188
Illégalité du mandat de dépôt décerné contre les mi- neures de 16 ans vagabondes	190
Appendice I. — La loi du 25 juillet 1912.	195
Appendice II. — De quelques œuvres s'occupant du relèvement des mineures prostituées	200
Œuvres libératrice	201
Asiles de Clamart et de Boulogne	204
Asiles de la rue Michel-Bizot et de la rue de Tolbiac	206
Refuge de Sainte-Anne.	209
Œuvre du Bon Pasteur de la rue Denfert-Ro- chereau	212
Bons Pasteurs de Lourdes et de Charenton. . . .	214

DEUXIÈME PARTIE

Projets et vœux.

Elaboration de la loi de 1908.

Chapitre premier. — La prostitution des mineures dans les Con- grès et Sociétés de patronage	219
Académie de médecine, 1888	219
Comité de défense des enfants traduits en justice de Paris, 1892, 1893, 1896	220
Bureau central des œuvres de bienfaisance, 1903	225
Comité de défense des enfants traduits en justice de Paris, 1903, 1904, 1907	225
Congrès internationaux : Liège et Paris. . . .	230

Chapitre II. — La prostitution des mineures au Conseil municipal de Paris	232
Commission de 1876	232
Rapport de M. Fiaux, 1883	233
Rapport de M. Richard, 1890. — Discussion et vote	234
Rapport de M. Turot, 1904. — Discussion et vote.	239
Chapitre III. — La prostitution des mineures devant le Parlement	243
Proposition Roussel et projet du gouvernement 1881. — Rapport de la Commission et discussion 1882	243
Modifications apportées par la Chambre 1886, 1888, 1889	248
Proposition Georges Berry, 1894	249
Proposition Bérenger, 1894. — Discussion et vote.	249
Proposition Berry, 1903	254
Chapitre IV. — Elaboration de la loi du 11 avril 1908 à la Commission Extraparlamentaire du Régime des mœurs	255
§ I. — La Commission extraparlamentaire du Régime des mœurs.	255
Nomination de la Commission Extraparlamentaire du Régime des mœurs	255
Proposition Bérenger.	256
Contre-projet Le Poittevin	257
Adoption du contre-projet Le Poittevin.	259
Le Comité de rédaction. — Ses travaux	261
Discussion et adoption de son projet	263
Chapitre V. — Elaboration de la loi du 11 avril 1908 au Sénat et à la Chambre	266
Proposition Bérenger, 30 juin 1905.	266
Rapport sommaire, 13 juillet 1905	268
Prise en considération, 3 novembre 1905.	268
Rapport de la Commission	269
Première délibération, 29 et 30 mars 1906	269
Projet du gouvernement, 5 mars 1907	269

Note de M. Bérenger à la Commission et au ministre	272
Rapport de la Commission, 23 mai 1907	277
Discussion : 4 et 7 juin 1907	278
Rapport supplémentaire, 28 juin 1907.	279
Discussion et vote, 5 et 9 juillet 1907	279
Transmission à la Chambre, 22 novembre 1907.	280
Rapport de la Commission, 21 janvier 1908	280
Vote : Séance du 23 mars 1908	281
Transmission au Sénat 1 ^{er} avril 1908	282
Rapport 6 avril ; vote 9 avril 1908	282

TROISIÈME PARTIE

Etude de la loi du 11 avril 1908.

<i>Texte de la loi du 11 avril 1908 concernant la prostitution des mineurs</i>	285
--	-----

PREMIÈRE SECTION

DES MINEURES SE LIVRANT HABITUELLEMENT A LA PROSTITUTION

Chapitre Premier. — Mineures auxquelles s'applique l'art. 1 ^{er} de la loi	294
A) tout mineur de 18 ans	294
B) Se livrant à la prostitution	300
1 ^o) Sens du mot prostitution	300
2 ^o) L'art. 1 ^{er} vise-t-il la prostitution privée et la prostitution publique ?	306
C) Habituellement	316
Chapitre II. — Autorité compétente pour prendre les mesures de protection prévues par la loi	317

Chapitre III. — Personnes pouvant saisir le Tribunal	326
Chapitre IV. — Procédure.	329
I. Introduction de la demande	330
A) par les personnes spécifiées par la loi à l'exception du Ministère public	330
B) par le Ministère public	341
II. Procédure devant le tribunal et jugement. . . .	344
III. Voies de Recours	350
A) Opposition.	350
B) Appel	351
C) Pourvoi en cassation	352
Chapitre V. — Mesures que le Tribunal peut prendre à l'égard des mineures prostituées	354
A) Remise de la mineure à ses parents	354
B) Remise à un parent ou un particulier	357
C) Placement dans un établissement de réforme.	361
Chapitre VI. — Etablissements destinés à recueillir les mineures prostituées	365
A) Etablissements Publics	365
Sens des mots « établissements publics »	366
Les établissements doivent être spécialement organisés.	368
Administration à laquelle ces nouveaux établissements sont rattachés	369
Création des établissements	377
Envoi dans un établissement public	379
B) Etablissements privés	380
Autorisation	382
a) Etablissements dirigés par des particuliers	385
b) Etablissements dirigés par des associations	387
Retrait d'autorisation	388
Envoi dans un établissement privé	389
Chapitre VII. — Organisation des établissements de réforme. .	390
Le relèvement des mineures prostituées est-il possible ?	390
Comment le relèvement des mineures prostituées est-il réalisable ?	395

1 ^o) Conditions matérielles	395
a) Emplacement des établissements	395
b) Locaux	396
c) Effectif	397
d) Aménagement intérieur de l'établissement	399
e) Costumes	402
2 ^o) Conditions morales	403
a) Personnel d'élite	404
b) Education morale et religieuse	407
c) Education professionnelle	412
Travaux de grand air et enseignement ménager .	416
3 ^o) Hygiène et discipline	418
a) Hygiène	418
b) Discipline	421
4 ^o Administration de l'asile	425
Chapitre VIII. — Pécule et trousseau	429
A) Le principe dans la loi de 1908.	429
B) Sur quoi le pécule sera-t-il prélevé ?	441
C) Montant et emploi des prélèvements	450
D) Trousseau	456
Chapitre IX. — Droit de garde conféré à l'établissement de ré- forme	463
Nature et étendue	463
Chapitre X. — Surveillance des établissements	467
A) Inspections	468
B) Conseil de surveillance. Composition et attributions .	470
Chapitre XI. — Allocation accordée aux établissements de ré- forme	479
A) Principe	479
B) Durée de la subvention	483
C) Taux de l'allocation	488
Chapitre XII. — Durée de l'internement des mineures	491
I. Principe	491
A) Majorité	491
B) Mariage	494

II. Exceptions	496
A) Extension	496
B) Restrictions	497
1°) Conditions auxquelles est soumise la libération provisoire anticipée	498
2°) Qui accordera la libération anticipée ?	502
3°) Qui la provoquera ?	506
4°) Mesures provisoires pouvant être prises	511
a) Remise aux parents	513
b) Sortie provisoire	513
c) Placement provisoire, nécessité d'un con- trat en ce cas, déterminant :	517
α) La somme affectée à la vêtue et aux menus frais d'entretien.	521
β) La somme remise, chaque semaine, comme argent de poche à la mineure	523
γ) La somme minime à verser au pécule. . . .	529
5°) Situation légale de la mineure placée provi- soirement	530
6°) Révocation des mesures provisoires	531
7°) Sortie définitive anticipée ; changement d'éta- blissement	533

DEUXIÈME SECTION

DES MINEURES PROVOQUANT A LA DÉBAUCHE SUR LA VOIE PUBLIQUE OU DANS UN LIEU PUBLIC

Chapitre premier. — Historique de l'article 3 de la loi du 11 avril 1908.	535
A la Commission Extraparlamentaire.	
Adoption du système de M. Le Poittevin.	536
Discussion au Sénat.	538
Raisons invoquées pour interdire l'arres- tation de la mineure.	545
Arguments invoqués pour justifier l'ar- restation de la mineure.	563
Premier vote et amendements	577

Deuxième délibération et vote définitif à la Chambre et au Sénat.		583
Chapitre II. — Etude de l'article 3.		588
A) Conditions d'application de l'art. 3.		588
B) Mesures édictées.		591
<i>Premier procès-verbal.</i> — Conséquences		596
<i>Deuxième procès-verbal.</i> — Ses suites		602
<i>Troisième procès-verbal</i>		614

TROISIÈME SECTION

DES MINEURES SE LIVRANT HABITUELLEMENT A LA DÉBAUCHE

A) Ce qu'il faut entendre par « Mineures se livrant habi- tuellement à la débauche »		621
B) Mesures pouvant être prises à leur égard		625
Appendice I. — De l'application de la loi du 11 avril 1908.		633
Appendice II. — Vagabondage et prostitution depuis la loi du 11 avril 1908.		658
Les prostituées mineures de 18 ans peuvent- elles être inculpées de vagabondage ?		658
CONCLUSION		665
ADDENDUM. — Interprétation de la loi de 1908 par la Cour de cassation		674

